BIBLIOTHÈQUE NATIONALE
13
1 D
20

13 — 1. g. 24.

Digitized by Google

Bibliothecae Lessorianae
D. Albericus Amatori 1846

Digitized by Google

PRIVILEGES
DE L'ORDRE
DE CISTEAUX

RECUEILLIS ET COMPILEZ

DE L'AUTORITE' DU CHAPITRE GENERAL

ET PAR SON ORDRE EXPRE'S.

DIVISEZ EN DEUX PARTIES

Contenant les Bulles des Papes & les Lettres Patentes des Rois & leurs Reglemens.

BIBLIOTECA NAZ.
ROMA
VITTORIO EMANUELE

A PARIS,
Chez DENIS MARIETTE Libraire de l'Ordre de Ciſteaux, ruë Saint Jacques à Saint Auguſtin & à l'Ecu de Veniſe.

M. DCCXIII.

AVEC PRIVILEGE.

L'ON a ajoûté à ce Recueil de Privileges, une petite Inſtruction touchant la Charge de Procureur General de cet Ordre, la maniere de ſe pourvoir pour l'execution & l'obſervation de ces Privileges & celle de proceder dans l'Ordre devant les Juges Reguliers : Comme auſſi une Procedure qui fut faite és années 1701. & ſuivantes juſqu'en 1705. portée devant le Roy ſous le nom collectif de Meſſieurs les Evêques & qui y eſt pendante & preſte à juger, au ſujet de la pretention qu'ils ont commencé d'avoir depuis peu, du droit de juger des Cauſes de ſortie des Religieuſes de leurs Monaſteres & Clôture, & d'examiner leurs Novices avant la Profeſſion, au préjudice des Privileges de l'Ordre & de ſon Exemption.

On trouvera encore à la fin trois Tables des principales choſes contenuës en ce Recueil, deux Chronologiques pour les Bulles des Papes & les Lettres Patentes des Rois, & une troiſiéme pour tout le reſte.

Digitized by Google

MANDEMENT

DU R^ME ABBE' ET GENERAL DE CISTEAUX.

NOus Frere Edme Perrot Abbé de Cisteaux, Docteur en Theologie, premier Conseiller né au Parlement de Bourgogne, Chef & Superieur General de tout l'Ordre de Cisteaux, ayant l'entier pouvoir du Chapitre General d'iceluy : A tous ceux qui ces presentes Lettres verront, Salut. Nos Chapitres Generaux des années 1683. 1686. & 1699. ayant connu la necessité qu'il y avoit de faire une nouvelle Compilation des Privileges de nostre Ordre, soit parce qu'il ne se trouve plus d'Exemplaires des dernieres éditions, soit parce que plusieurs desdits Privileges n'y avoient pas esté compris, ils auroient chargé de ce soin nostre Reverend confrere Dom Louis Meschet Abbé de la Charité nôtre Procureur General en Cour de France, lequel s'en estant acquitté avec autant de zele que d'exactitude, & même obtenu de Sa Majesté la Confirmation desdits Privileges suivant ses Lettres Patentes du mois de Decembre 1711. Nous avons crû qu'il n'estoit pas moins de nostre devoir que de l'avantage de nostre Ordre de rendre public le Recueil qui a esté par luy fait desdits Privileges, sans lesquels il est impossible que nostre Ordre se soutienne avec honneur & utilité dans l'un & l'autre estat ; auquel effet nous l'Avons Approuvé & Approuvons par ces Presentes & en Ordonnons l'édition: mais parce que honorable Frederic Pierre Leonard Imprimeur ordinaire de nostre Ordre est decedé, Nous avons donné & donnons pouvoir à honorable Denis Mariette Libraire à Paris de faire imprimer lesdits Privileges, conformement à nostre Mandement de ce jourd'huy par lequel nous l'avons choisi pour faire imprimer & debiter les Livres de nostre Ordre. Donné à Paris en nostre College de Saint Bernard sous nostre Seing manuel, celuy de nostre Secretaire & l'apposition de nostre grand Sceau, le treiziéme jour du mois d'Aoust l'an de nostre Seigneur mil sept cens treize.

Fr. Edme Abbé General de Cisteaux.

Par Ordonnance de Monseigneur nostre Reverendissime Abbé General de Cisteaux,

Fr. Nicolas de Requeleyne Secretaire.

MANDEMENT

DU R^ME ABBE' ET GENERAL DE CISTEAUX.

NOus Frere Edme Perrot Abbé de Cisteaux, Docteur en Theologie ; premier Conseiller né au Parlement de Bourgogne, Chef & Superieur General de tout l'Ordre de Cisteaux & ayant

l'entier pouvoir du Chapitre General d'iceluy. A tous ceux qui ces preſentes Lettres verront, Salut en noſtre Seigneur. Nous n'avons pas eſté plutoſt élevez à la place que nous occupons par ſa miſericorde pour le gouvernement de cet Ordre, que nous avons crû d'abord devoir employer nos premiers ſoins à y procurer & avancer autant qu'il nous ſera poſſible ce qui regarde le culte divin: & comme l'uniformité qui nous eſt ſi fort recommandée & dont l'obligation eſt née avec l'Ordre, y peut beaucoup contribuer, afin que nous puiſſions tous d'une égale ferveur unanimement glorifier Dieu & que nos actions ſoient faites dans le même eſprit & ſans aucune diſcorde, ce qu'il n'eſt pas poſſible de faire, qu'en ſe ſervant par tout des mêmes Livres & des mêmes Impreſſions; de ſorte que nous voyant obligez d'en procurer de nouvelles à cauſe qu'il en reſte peu des precedentes éditions, & que plus il s'en fera, elles ſeront toûjours d'autant plus correctes: outre qu'honorable homme Frederic-Pierre Leonard, cy-devant noſtre Imprimeur, eſt decedé depuis peu, aprés s'eſtre acquitté dignement de cette Charge, il eſt de noſtre devoir de pourvoir à ce qu'un autre rempliſſe cette place: A ces Cauſes nous avons choiſi & nommé honorable homme Denis Mariette Libraire à Paris auquel Nous Avons permis & accordé par ces Preſentes de noſtre autorité & celle de noſtre Chapitre General, la faculté & le pouvoir de faire imprimer, vendre & debiter tous & chacun les Livres ſervant à l'uſage dudit Ordre tant pour le Service Divin qu'autres; ſçavoir les Breviaires grands & petits, les Diurnaux, Lectionaires, Miſſels, Martyrologes, Antiphoniers, Graduels, Pſeautiers, Proceſſionaux, Heures de Noſtre-Dame, Regles de S. Benoiſt, Rituels, Us, Ordinaires, Bullaires, Privileges, Directoires, & generalement tous les autres Livres qui ſont particuliers & neceſſaires à noſtredit Ordre, & ce pendant l'eſpace de quinze années à compter du jour de la date de ces Preſentes, à condition cependant que ledit Mariette ne pourra ceder ſon droit de Privilege à aucun autre Imprimeur ni Libraire que de noſtre conſentement exprés ou par écrit. A ces cauſes mandons & défendons en vertu de ſainte obéïſſance & ſous peine d'encourir les Cenſures de noſtre Ordre, à tous Religieux Profez & Religieuſes Profeſſes d'iceluy en quelque Royaume & Province qu'ils ſoient, Abbez ou Abbeſſes, Prieurs & Prieures, & autres perſonnes regulieres de l'un & l'autre ſexe, de ſe ſervir d'autres Livres que de ceux qui ont eſté imprimez ou qui doivent eſtre imprimez de nôtre autorité ou de celle de noſtre Chapitre General. Donné à Paris en noſtre College de S. Bernard ſous noſtre Seing manuel, celuy de noſtre Secretaire & l'appenſion de noſtre grand Sceau, le 23. d'Aouſt 1713. Ainſi ſigné

Fr. Edme Abbé General de Ciſteaux.

Du Mandement dudit Reverendiſſime Abbé & General,

Fr. Nicolas de Raqueleyne Secretaire.

PRIVILEGES
DE L'ORDRE DE CISTEAUX,

RECUEILLIS ET COMPILEZ DE L'AUTORITE' DU CHAPITRE GENERAL & par ſon ordre exprés.

PREMIERE PARTIE

Contenant les Bulles & les Brefs des Papes qui les ont donnez.

AVERTISSEMENT.

AVANT que d'entrer dans le détail des Privileges que l'on va rapporter icy, l'on ne ſçauroit ſe diſpenſer d'y donner au moins une idée generale de l'origine, inſtitution & fondation de cet Ordre & de la maniere qu'il a commencé de s'établir à la fin du onziéme ſiecle de l'Egliſe en l'année 1098. *Cette notion pouvant beaucoup contribuer à en procurer l'intelligence, puiſque ſon regime qui leur ſert de baze & de fondement, paroiſt dés ce commencement & en montre l'eſprit, & que cela eſt d'autant plus facile à faire, même avec certitude, que ceux qui en ont eſté les auteurs, nous en ont laiſſé l'hiſtoire en deux Livres imprimez, que l'on peut voir au premier Tome de la Biblioteque de Ciſteaux.*

L'Ordre de Ciſteaux a commencé à s'établir en l'année 1098.

Le premier de ces deux Livres ſous le Titre de Petit Exorde de l'Abbaye de Ciſteaux, *contient ce qui s'eſt paſſé à la fondation du Monaſtere qui l'a établi & luy a donné le nom, & en marque les principales circonſtances pendant les vingt premieres années & juſqu'en* 1119. *&*

Nos Ciſtercienſes primi hujus Eccleſiæ fundatores ſucceſſoribus noſtris ſtilo præſenti Notificamus quàm Canonicè, quantâ autoritate, à quibus etiam perſonis, quibuſve temporibus Cœnobium hoc & tenor vitæ il-

lorum exordium sumpserit Prologue du petit Exorde de Citeaux.

le second sous le Titre de Grand Exorde de l'Ordre de Cisteaux, *outre qu'il repete mot à mot tout ce qui est dit dans le petit qu'il continuë, il raconte encore une bonne partie des faits qui l'ont précedé & y ont du rapport, & ceux qui ont suivi, les fondations des autres plus anciens Monasteres, quelques-unes des elections des Abbez, notamment de ceux de l'Abbaye de Cisteaux; & en un mot, ce qui est arrivé de plus remarquable de cet Ordre, durant l'espace des 50. ou 60. premieres années: le tout d'une maniere édifiante & avec une simplicité qui en atteste la verité; ce sont les Instituteurs mêmes de l'Ordre qui parlent (la pluspart Saints Canonisez) & ne disent que ce dont ils ont esté témoins, qu'ils ont fait & vû faire.*

Aux Chapitres 11. 12. 13. *&* 21e *de la* 1. *Distinction du Grand Exorde, ils assûrent que les Religieux qui commencerent cet établissement, estoient de l'Ordre de Saint Benoist & Profez de l'Abbaye de Molesme au Dioceſe de Langres, & qu'ils ne prirent la resolution de quitter ce Monastere au nombre de* 21. *avec Saint Robert leur Abbé, que dans le dessein de fonder un nouvel Ordre & de chercher un autre lieu où ils pussent avec plus d'exactitude s'acquitter des devoirs de leur profession suivant la Regle de S. Benoist & à la lettre.*

Consulto rationis judicio prudenter advertêre loci vel Ordinis sui mutationem absque Sedis Apostolicæ consensu se præsumere nequaquam debere. *Grand Exorde de Cisteaux*, Ch. 21.

C'est dans cette pensée qu'ils s'addresserent au Légat du Pape qui residoit en France, ne croyant pas le pouvoir faire autrement selon les Regles; & ils en obtinrent de luy les permissions & consentemens necessaires; l'Evêque de Châlon-sur-Saone agrea le choix qu'ils firent de son Dioceſe pour s'y établir & y bastir un Monastere dans la Foreſt de Cisteaux, qui fut dés lors de son con-

La Lettre de l'Evêque de Châlon & la Bulle de Paschal II. sont les 13. & 14e Chapitres du 1. Exorde & ont été dans le

ſentement, libre & exempt de ſa juriſdiction, & il fit luy-même confirmer cette liberté deux ans aprés par le Pape Paſchal II. comme il paroiſt par la Lettre qu'il luy en ecrivit à la fin de 1099. *& par la Bulle même de ce Pape de* 1100. ut locus ille Abbatia libera maneat.

grand : & de plus la Bulle ſeroit au Grand Bullaire Romain pour la premiere Conſtitution de ce Pape.

L'Abbaye de Ciſteaux fut ainſi établie d'autorité Apoſtolique ſous l'immediation du Saint Siege & exempte de la juriſdiction de l'Ordinaire qui y donna ſon conſentement, & devint bien-toſt aprés, Mere & Chef d'un grand Ordre dont l'un des premiers Reglemens qu'elle fit avant même que de fonder aucun Monaſtere, fut qu'il en ſeroit uſé de la même maniere dans tous les établiſſemens, & qu'il n'en ſeroit fait aucun que préalablement l'Evêque du Dioceſe n'y euſt pareillement conſenti & qu'il n'euſt agréé l'union de dépendance que le nouveau Monaſtere qui ſe fondoit, devoit avoir avec cette Mere commune, afin de prévenir & éviter par là (porte-t-il) toutes les conteſtations d'entre Meſſieurs les Evêques & les Religieux. On attribuë ce Decret au temps de S. Robert ſur la fin de 1098. *ou au commencement de* 1099. *& il en eſt fait mention dans la Bulle d'Eugene III. de* 1152. *rapportée au Grand Bullaire Romain pour la premiere Conſtitution de ce Pape : On l'obſerve encore aujourd'huy dans les fondations & pour les tranſlations des Monaſteres.*

Antequam Abbatiæ Cisterciences florere inciperent, Dominus Stephanus & fratres ſui Ordinaverunt ut nullomodo Abbatiæ in alicujus Antiſtitis Diœceſi fundarentur donec ipſe Decretum inter Ciſtercienſe Cœnobium & cætera ex eo nata exaratum, ratum haberet propter ſcandalum inter Pontificem & Monachos devitandum. *Ce Decret ſert de Prologue à la Carte de Charité & ſuit le petit Exorde dans la Bibliotheque de Ciſteaux page 9. y ayant eſté mis pour en ſervir auſſi au devant des plus anciens Statuts de l'Ordre.* Nomaſt. Ciſter. p 481.

Dieu donna à ces commencemens une telle benediction, qu'en peu de temps les Monaſteres qui ſortirent de Ciſteaux immediatement & mediatement, ſe multiplierent en grand nombre & ſe répandirent dans preſque toutes les Provinces de la Chrétienté par la voye de generation ſpirituelle qui eſtoit alors & dés long-temps uſi-

Reverendiſſimus Pater Stephanus cum Conſilio fratrum ſuorum Decretum quod Carta Charitatis vocatur, Spiritu ſancto inſpiratus exaravit, in quo Docemur qualiter Cœnobia Ordinis noſtri per diverſas mundi partes propagata, diverſis quoque linguis

diverſa, mirabili Charitatis connexione & honoris in invicem exhibitione conglutinata, una Eccleſia, unus Ordo, unum denique in Chriſto Corpus efficiantur.

tée, & tres-ordinaire & ſuivant laquelle les Egliſes & Monaſteres qui en fondoient d'autres en eſtoient reputez les Meres, & s'y reſervoient certains droits & qu'ils en dépendroient : ce qui fut auſſi obſervé dans l'Ordre de Citeaux, tous les Monaſteres qui en ſortirent, ne faiſant comme ils ne font encore avec cette Egliſe matrice, qu'un Corps d'Ordre par l'union qu'ils ont toûjours eu avec elle & leur ſubordination, dont le Decret qui porte le nom de Carte de Charité, fut fait d'abord & nous apprend que quelque diverſité de Pays & de Langues qui les diviſe, ils ne font tous enſemble qu'une Egliſe, & un Corps d'Ordre, ainſi que l'explique le 21. Chapitre de la premiere Diſtinction du Grand Exorde.

Ce Corps a & doit avoir un Chef qui ne peut eſtre autre que l'Abbé de l'Egliſe matrice, Pere commun de tous les Monaſteres qui en ſont les membres & les filles, non ſeulement parce qu'ils ſont ſortis du ſien comme l'on vient de dire, mais auſſi parce qu'il a concouru à leur établiſſement en y donnant ſon conſentement & les incorporant dans l'Ordre ; d'où vient que l'on voit dans les 18e Chapitre du petit Exorde & 21e du grand, que toutes les fondations faites juſqu'alors & qui comprennent des Monaſteres de toutes les filiations, ſont attribuez au ſien & à luy-même & aux Religieux de ſa Communauté, ſous ces deux Titres, de Abbatiis quas extruxerunt, & quod Eccleſia Ciſtercienſis Cœnobia in diverſis Epiſcopatibus Ordinavit ; *l'explication qui les ſuit les comprend tous,* inter illos qui de Ciſtercio ſpecialiter ſunt emiſſi, & cæteros qui ex iiſdem ſunt exorti, *de maniere que les diverſes filiations y ſont renfermées toutes indiſtinctement.*

La

La Paternité generale de l'Abbé de Ciſteaux y eſt auſſi reconnuë de même que dans la Carte de Charité où parlant de ſon Egliſe, elle la declare Mere de toutes les autres, quia mater eſt omnium noſtrûm: *& deplus on voit en deux Chapitres du Grand Exorde qui ſont les 24. & 25.e qu'en parlant dés le premier ſiecle de l'Ordre en 1161. & 1166. des élections de deux Abbez de l'Abbaye de Citeaux (Faſtrede & Alexandre) tous deux pris de celle de Clairvaux, le premier en eſtant Abbé & le ſecond Religieux Profez (dont l'hiſtorien qui les rapporte, & qui l'eſtoit auſſi, dit qu'il eſtoit Officier) ils ſont tous deux l'un aprés l'autre qualifiez Peres univerſels de tout l'Ordre: voicy ſes propres termes à l'égard du premier.*

L'Abbé de Citeaux reconnu dans l'Ordre dés le commencement pour Pere univerſel & Superieur General.

Cùm Paſtore *dit-il en* 1161, vacaret Ciſtercienſis Eccleſia quæ eſt mater omnium noſtrûm, Abbates & Monachi qui electioni intererant, bono odore ejus allecti pari voto & communi conſilio, ipſum Ciſtercienſis Cœnobii ac totius Ordinis Patrem univerſalem elegerunt.

Et pour le ſecond, il repete encore la même choſe en 1166. In Claravalle Monachus factus adeò in ſanctitate profecit, ut poſtmodùm fieret Ciſtercienſis Abbas Cœnobii ac totius Ordinis Pater univerſalis. *C'eſt ainſi qu'on penſoit & que l'on parloit en ce temps-là qui eſtoit le commencement de l'Ordre, & non ſeulement dans l'Ordre mais auſſi au dehors, car on voit dans un autre hiſtorien contemporain, au 2.e Livre des Miracles d'Herbert Archevêque de Torre Chap. 22. qu'il s'eſt ſervi d'une pareille expreſſion nommant l'Abbé de Ciſteaux Pere & Patriarche de tout l'Ordre; & c'eſt delà que luy eſt dérivée la qualité de Superieur General que les Papes & les Chapitres Generaux luy ont donnée depuis plus de trois ſie-*

Le nom de General n'eſtoit pas encore en uſage dans les anciens Ordres reguliers, ce ſont les Mendians qui l'ont inventé, celui de Chef y ſuppléoit, & ç'a eſté

l'Abbé de Cisteaux à qui il a esté donné le premier. voyez les Bulles & Brefs d'Eugene IV. & Innocent VIII. de 1438. & 1480. & des autres Papes qui ont suivis jusqu'apresent pages 80 138. & suivantes.

cles entiers, & dans laquelle le Roy l'a maintenu par son Arrest du 19. Septembre 1681. on a parlé diversement selon les temps, mais on a toûjours pensé de même ; le nom de Chef dit & comprend tout le reste.

La maternité est la source & le principe de la jurisdiction, des Paternitez & des filiations.

C'est sur de tels fondemens & sur la generation spirituelle que s'est formé le Regime de l'Ordre de Cisteaux, & que les Paternitez & les filiations ont commencé, sur le modele de l'Eglise & à l'exemple des autres Ordres reguliers qui estoient déja établis ; la maternité ou qualité de Meres Eglises dans les Monasteres qui en fondoient d'autres, estant le principe & la cause de leur jurisdiction: Deux sortes de filiations, une generale qui est celle du Chef & s'étend indistinctement sur tous les autres Monasteres, le sien en estant la mere suivant ces termes de la Carte de Charité qu'elle repete jusqu'à trois fois en differens endroits, quia mater est omnium nostrûm ; & un grand nombre de particulieres jusqu'à plus de trois à 400 de la Ferte, Morimond, Pontigny, Clairvaux, Prully, Savigny, de Trois-Fontaines &c. en un mot, autant qu'il y a eu de Monasteres qui en ont fondé d'autres.

Une filiation generale & trois à 400. particulieres composent tout l'Ordre.

Ces fondations furent faites dans les regles & suivant les Canons, sans qu'il y eust la moindre contradiction de la part de personne ; les Religieux que Saint Estienne envoyoit pour les faire & dans lesquelles il les établissoit, obéissoient & regardoient ce Saint comme leur Superieur, auquel ils avoient fait vœu d'obéissance jusqu'à la mort, comme dit S. Bernard en parlant de sa Mission pour établir Clairvaux ; les Evêques y donnoient leurs consentemens & les favorisoient en tout, connoissant la droiture d'intention & le desintéressement du Legislateur, qui dés le commencement & avant toutes choses, les

affranchit contre l'uſage des autres Ordres qui s'y retenoient des droits & redevances pecuniaires, en declarant que ſon intention n'étoit pas de ſe reſerver autre choſe que la juriſdiction ſpirituelle Curam animarum, *& encore ſeulement pour leur ſervir de guide & aider à les remettre dans le bon chemin ſuppoſé qu'ils s'en fuſſent écartez.*

Articles 1. & 2. de la Carte de Charité.

Outre la voye de la generation ſpirituelle ou fondation des Monaſteres qui a eſté la premiere & la plus ordinaire de la multiplication de l'Ordre, il y en a eu encore une autre qui y a beaucoup contribué, & ç'a eſté celle de l'aſſociation, pluſieurs Monaſteres d'autres Ordres déja fondez s'y eſtant aſſociez & y ayant eſté incorporez du conſentement de leurs Evêques, ſoit d'hommes ou de Religieuſes, en vertu de Commiſſions du Chapitre General & de l'Abbé de Ciſteaux comme Chef de l'Ordre uſant du plein pouvoir du Chapitre General, & aſſignant à ces Monaſteres des Viſiteurs & Peres immediats, ainſi qu'il arriva au Chapitre General de l'an 1148. où aſſiſtoit le Pape Eugene III. & où ſe preſenterent les Abbez de Savigny, de Beaubec, d'Obazine & quelques autres qui y furent reçûs & agregez, le premier dans la filiation de Clairvaux, & le ſecond dans la filiation ſpeciale de Ciſteaux, avec tous les autres Monaſteres qui en dépendoient & qui y furent auſſi aſſociez: les Regiſtres des Chapitres Generaux & ceux des Abbez de Ciſteaux ſon remplis de Commiſſions de cette ſorte, & l'uſage s'en eſt conſervé juſqu'a preſent.

Pluſieurs Monaſteres déja fondez ont eſté agregez à l'Ordre de Ciſteaux par Commiſſion du Chapitre General & de l'Abbé de Ciſteaux ſuivant la permiſſion qu'on en avoit eu au Saint Siege dés l'an 1098.

Le deſordre & le changement que la Commende a apporté & cauſé dans l'ancien Regime de l'Ordre & dans les juriſdictions, a auſſi fait inventer une nouvelle voye de ſuppléer au defaut des Paternitez & des

La Commende a cauſé du changement dans la juriſdiction des Monaſteres à l'égard des Paternitez & des filiations.

filiations en ce qu'ayant eſté miſe en pluſieurs Monaſteres qui eſtoient Meres Egliſes avec des filiations même nombreuſes, ceux qui en dépendoient tant d'hommes que de filles ont eſté par là privez de leurs Peres immediats; tellement que pour en conſerver la juriſdiction, on a eſté obligé de transferer & faire remonter celle qui ceſſoit d'y eſtre par la Commende, comme par une eſpece de dévolut juſqu'au premier Abbé regulier du Monaſtere ſuperieur dans la même ligne, auquel les Papes & les Chapitres Generaux ont attribué les mêmes droits & la même juriſdiction qu'avoient les vrais Peres immediats: ce qui a rendu ces nouveaux Peres Abbez-là beaucoup plus conſiderables qu'ils n'eſtoient auparavant, tels eſtant aujourd'huy reconnus Superieurs de 50. à 60. Monaſteres, qui ne l'eſtoient que d'un bien plus petit nombre avant la Commende & ſuivant la loy des fondations.

Le nom de Ligne dont nous venons de nous ſervir, n'eſt pas des plus anciens temps & de l'Origine de l'Ordre, il demande éclairciſſement & n'emporte ni ne dénote aucun droit ni juriſdiction, n'ayant eſté inventé que pour faciliter le dénombrement qui ſe fait quelquefois des Monaſteres de l'Ordre dans les taxes & autres occaſions pour en oſter la confuſion; & il ſe prend pour generation & une liſte de Monaſteres de differentes filiations, ayant à leur teſte le nom de l'une des cinq premieres Abbayes dont ils ſont deſcendus, ſans neanmoins en dépendre aucunement, ſinon ceux qui en ſont ſortis immediatement; de maniere que l'Ordre eſt ainſi diviſé en cinq Lignes.

Celle de Ciſteaux qui eſt la premiere, ne comprend que

Digitized by Google

les Monaſteres qui en ſont ſortis immediatement & mediatement ſans paſſer par les Monaſteres de ſes quatre premieres filles la Ferté, Pontigny, Clairvaux & Morimond, qui toutefois y ſont les premiers enfermez & commencent la Ligne. La ſeconde eſt la Ligne de la Ferté qui contient tous les Monaſteres qui ſont ſortis pareillement de cette Abbaye immediatement & mediatement ou qui y ont eſté ſoumis dans le temps de leur incorporation dans l'Ordre: & ainſi des trois autres, ſans donner comme on a déja dit, à celuy qui eſt à la teſte aucun fondement d'y rien pretendre qu'il n'ait d'ailleurs & ſous un autre titre, n'y ayant encore une fois que la ſeule filiation ſoit generale ſoit particuliere, en un mot que la dependance immediate qui puiſſe donner de la juriſdiction : Le Pape Eugene III. par une exception à la regle commune, la conſerva à l'Abbé de Savigny lorſqu'en 1148. *il fut incorporé à Ciſteaux, parce qu'en ce temps-là il eſtoit Chef de l'Ordre de Savigny, cette prérogative eſtant l'appanage de tous ceux qui avoient cette qualité, quoiqu'il ceſsât de l'eſtre.*

L'on ſçait bien au ſurplus que dans ces derniers temps-cy quelques perſonnes dans des Factums, Memoires & Ecrits de cette nature, ſe ſont étudiez à rendre douteuſe l'Epoque que nous avons donnée icy & ailleurs à l'origine de l'Ordre, en ſoutenant qu'il n'a commencé qu'en 1117. *ou* 1118. *au lieu de* 1098. *comme nous l'avons ſuppoſé, par l'union, diſent-ils, qui fut faite alors des* 12. *ou* 13. *premiers & plus anciens Monaſteres ſuivant un Traité ou Contrat ſolennel dans lequel les Abbez & les Religieux de ces Monaſteres juſqu'en ce temps-là indépendans les uns des autres convinrent*

ajoûtent-ils, avec leurs Evêques Dioceſains conjointement (aprés avoir dépendu d'eux durant quelques années) des principaux Points du gouvernement de l'Ordre qu'ils vouloient établir ; & ils ſoutiennent que ce Contrat ou Traité eſt ce que nous appellons aujourd'huy la Carte de Charité.

Preuves de l'Epoque que l'on donne à l'origine de l'Ordre en 1098. & avant 1119.

Mais ce ſentiment repugne ſi fort à la verité & à toute vray-ſemblance, & eſt ſi oppoſé à tout ce qui en a eſté dit & écrit avant eux, outre qu'ils n'en donnent aucune preuve ni par l'hiſtoire ni par aucun monument ; (au lieu qu'il y en a une infinité qui convainquent du contraire) qu'on n'en ſçauroit douter : telles ſont les Hiſtoires originaires compoſées & écrites il y a ſix cens ans par les Inſtituteurs mêmes de l'Ordre & les premiers Religieux qui l'établirent en fondant & bâtiſſant le premier Monaſtere en 1098. *La Bulle du Pape Paſchal II. de* 1100. *confirmative de ſon Exemption de la juriſdiction de l'Ordinaire, inſerée au Grand Bullaire de Rome ; les Titres des fondations qu'ils firent un peu aprés des plus anciens Monaſteres, de la Ferté en* 1113. *de Pontigny en* 1114. *de Clairvaux & de Morimond en* 1115. *& de quelques autres enſuite, toutes par les ſoins & de l'autorité de S. Eſtienne qui y eſt marquée, en preſence des Evêques Dioceſains qui pour toutes fonctions en beniſſoient les Chapelles & les Cimetieres, & donnoient ainſi leur conſentement en conformité du Decret qui avoit eſté arreſté des auparavant en* 1099. *par S. Robert, de ne faire aucun établiſſement que l'Evêque du Dioceſe ne l'eût agréé en conſentant à l'union qu'il devoit avoir avec l'Abbaye de Ciſteaux : enfin la tenuë d'un Chapitre General en* 1116. *ſuivant que l'a*

marqué l'Auteur de la Vie de S. Bernard qui vivoit en ce temps-là, coràm pauculis Abbatibus qui ad Capitulum Generale convenerant, *& de trois autres qui furent aſſemblez les années ſuivantes* 1117. 1118. *&* 1119. *ainſi que le marque le Pere Mabillon au 5e Tome de ſes Annales Benedictines ſur l'année* 1116. *Livre* 1. *Chap.* 7. *&* 8.

La Carte de Charité peut auſſi elle-même encore ſervir d'une tres-forte preuve de cette verité, en ce que l'on voit par-là que les Reglemens qu'elle contient eſtoient déja obſervez & qu'on les montroit aux Evêques des Dioceſes pour avoir leur conſentement dans les fondations qui ſe faiſoient. On l'a miſe la premiere en ce Recueil à la teſte de tous les Privileges comme en eſtant l'occaſion & le motif, la baze & le principal fondement, afin qu'on la voye & que chacun puiſſe l'examiner & juger ſi c'eſt un Contrat, un Traité & une Tranſaction entre perſonnes indépendantes, ſans les nommer, ſans parler de leur vûë & du deſſein que l'on dit qu'elles avoient d'inſtituer un nouvel Ordre, ſans rien déferer au bon plaiſir du Saint Siege, ni faire aucune mention de leurs Evêques ſous la conduite deſquels on ſuppoſe pourtant qu'ils eſtoient alors, ſans y mettre de date & ſans y parler d'aucune Convention: Ou bien ſi ce n'eſt pas plutoſt un Reglement & une Ordonnance de Police faite de l'autorité d'un Superieur déja reconnu & à la teſte d'un Ordre, qui forme ſon Regime & qui eſt dans l'exercice de la juriſdiction ſur cet Ordre déja établi, ainſi que le dénotent ces termes qu'on y lit, Diſponimus, Retinemus Curam animarum, Præcipimus, nobis opportunum videtur & hoc etiam volumus &c.

La Carte de Charité n'eſt pas un Traité, un Compact & une Convention entre perſonnes indépendantes, mais une Conſtitution & une Ordonnance faite par un Superieur.

Il eſt vray qu'elle ne fut confirmée par le Saint Siege qu'au mois de Decembre 1119. *par une Bulle du Pape*

Calixte II. mais cette confirmation eſt encore une preuve de tout ce que nous avons dit, elle fut differée juſqu'à cette année par un effet de la ſageſſe & prudence du Legiſlateur Abbé de l'Egliſe matrice, qui ne crut pas devoir luy donner cette derniere forme qu'aprés qu'on l'auroit éprouvée & pratiquée durant quelques années : Les termes de cette Bulle qui ſuit en ce Recueil la Carte de Charité, ſon addreſſe à l'Abbé de Ciſteaux & à ſes Religieux qu'il reconnoiſt pour en eſtre les auteurs, & ſa maniere de ſtatuer ſont déciſifs & pourront encore ajoûter à ce que nous en diſons, un grand éclairciſſement. Stephano Venerabili Ciſtercienſis Monaſterii Abbati & ejus fratribus. Quædam quæ Ordini veſtro & loco neceſſaria videbantur, Capitula Statuiſtis quæ ad majorem Monaſterii quietem & Religionis obſervantiam petitis Confirmari: Nos ergò Capitula illa & Conſtitutionem autoritate Apoſtolicâ Confirmamus &c. *Le Pape n'obmet rien dans ſa Bulle juſqu'à y marquer le conſentement que les Evêques Dioceſains avoient donné à la fondation des Monaſteres, & la ſoumiſſion avec laquelle les Abbez & les Religieux qu'il y avoit établis, avoient accepté ſes Reglemens.*

La demande faite au Pape par l'Abbé & les Religieux de l'Abbaye de Ciſteaux, eſtoit de confirmer des Reglemens qui paroiſſoient neceſſaires pour la ſureté & le repos de leur Monaſtere, & le Pape les confirme ſous le nom de Statuts & de Conſtitution.

Quelques-uns voudront peut-eſtre dire que de la maniere que nous parlons, nous paroiſſons partialiſtes & trop donner au ſentiment & à la pretention de M. l'Abbé de Ciſteaux: mais il eſt de nôtre devoir de nous conformer au langage & au ſentiment des Papes dans leurs Bulles, des Chapitres Generaux, des premiers & plus anciens monumens de l'Ordre, des Arreſts & des Lettres Patentes des Rois; en un mot à celuy de toute l'antiquité; & nous croyons même qu'il n'eſt pas permis de parler autrement & d'avoir un autre ſentiment: Enfin nous rapportons des preuves autentiques & inconteſtables de ce que nous diſons, & l'on n'en donne ni ſçauroit donner aucune du contraire: il s'agit de faits, il faut pour les détruire autre choſe que des raiſonnemens, des ſupoſitions de poſſibilité & des imaginations.

PREFACE

PREFACE HISTORIQUE

SUR LE NOUVEAU RECUEIL DES PRIVILEGES DE L'ORDRE DE CISTEAUX.

ON ne peut pas nier que de tous les Ordres reguliers qui ont eſté établis en l'Egliſe, celuy de Ciſteaux ne ſoit l'un des plus privilegiez; & que ſi on en veut rechercher la cauſe & les motifs, il ne ſoit facile d'en trouver pluſieurs qui luy ſeront tres-honorables.

Outre ſon ancienneté au-delà de ſix ſiecles, & qu'il a commencé dans un temps où la pieté des fideles s'attachoit beaucoup à procurer aux Monaſteres qu'ils fondoient, tous les avantages & les honneurs qu'ils s'imaginoient en pouvoir relever la dignité, contribuer à leur repos & écarter les empêchemens capables de troubler leur regularité : il eſt certain que la vie ſainte & édifiante que menoient les Inſtituteurs & premiers Peres de cet Ordre, les ſervices qu'ils ont rendus à l'Egliſe, & le grand nombre des Perſonnes illuſtres que l'on y recevoit & que l'on en tiroit de toutes parts pour remplir les principaux Sieges, luy ont merité ces marques d'eſtime & de diſtinction.

L'Ordre de Ciſteaux établi l'an de N. S. 1
Le P. Mabillon dans des Saints & ſes Anna tend que l'Ordre de eſt proprement le pre plus ancien de tous le reguliers.

C'eſt ainſi que les Papes qui les ont données, s'en ſont eux-mêmes expliquez par les Bulles qui les contiennent : *Præclaræ Religionis veſtræ favor expoſcit*, diſoit Alexandre IV. dans l'une des ſiennes de l'an 1255. qu'il addreſſa aux Abbez & Religieux de tout l'Ordre, *& ſinceræ devotionis quam ſeduló erga nos & Romanam Eccleſiam geritis, merita nos inducunt ut vos ſpeciali prærogativâ gratiæ proſequentes, veſtris precibus quantum cum Domino poſſumus, favorabiliter Annuamus.*

Voyez Chriſoſtome Henri riographe Eſpagnol, au co de ſon Menologe & dans ſe imprimez à Anvers in fo page 67.

Urbain IV. en 1262. en donna auſſi une de meſme par un pareil motif, *Sacræ veſtræ Religionis inducti meritis, votis veſtris libenter Annuimus eaque vobis Concedimus per quæ materiâ ſubmotà gravaminis, ſtatûs veſtri tranquillitas procuretur.* Et quoiqu'il ſemble que Boniface VIII. n'euſt pas lieu d'eſtre ſatisfait de quelques-uns des premiers Superieurs de cet Ordre à cauſe des differends qu'il avoit avec la France, il ne laiſſa

Ibidem page 71

Ibidem page 87.

pas de marquer les ſentimens avantageux qu'il conſervoit pour luy, dans pluſieurs de ſes Bulles, comme il paroiſt dans une de 1301. *In Eccleſiæ firmamento veſter Ordo nitore claro coruſcans, univerſalem Gregis Domini Aulam illuminat, & currentibus in ſtadio rectum iter inſinuat quo ad ſalutis bravium facilius pervenitur : Nos quidem ob hoc & propter magnæ devotionis affectum quem ad Nos & Apoſtolicam Sedem habetis, Ordinem ipſum ac vos & alios ejuſdem Ordinis Profeſſores intimâ charitate proſequimur, ac ſinceris affectibus excitamur ad veſtra & illorum commoda in quibus honeſtè poſſumus promovenda ; ideoque Præmiſſorum intuitu, &c.*

La reputation de ces bons Religieux fut bien-toſt repanduë par tout, & devint ſi generale, que l'on peut dire qu'elle remplit toute la terre, & que nonobſtant le grand ſoin qu'ils prenoient de ſe cacher au monde pour n'eſtre connus que de Dieu ſeul, ils eurent preſque par tout beaucoup de part dans le gouvernement, ſoit de l'Egliſe, ſoit de pluſieurs Etats ; de ſorte que l'on y choiſiſſoit les Papes, les Cardinaux, les Archevêques & les Evêques ; & il y a des Hiſtoriens qui ont remarqué en general, que de leur temps les Egliſes particulieres s'eſtimoient & ſe diſoient heureuſes, lorſqu'elles avoient des Prelats qui avoient eſté élevez en cet Ordre.

In ſingulis Regnis ſive Provinciis fiat de triennio in triennium commune Abbatum atque Priorum Capitulum : Advocent autem in hujuſmodi novitatis primordiis charitativè duos Ciſtercienſis Ordinis Abbates vicinos ad præſtandum ſibi conſilium & auxilium, cùm ſint in hujuſmodi Capitulis celebrandis plenius informati qui præſint Capitulo univerſo &c.
Concile IV. de Latran en 1215.

Les autres Ordres reguliers tenoient à honneur d'en imiter le Regime & ſe reformoient ſur ſon modele, de maniere que ſes Conſtitutions leur tenoient lieu de Regles, juſques-là que le Concile IV. de Latran tenu en 1215. ſous le Pape Innocent III. voulant qu'à ſon exemple les Superieurs des Monaſteres dans tous les Royaumes & toutes les Provinces de la Chreſtienté fiſſent entre eux des Aſſemblées & tinſſent de fois à autre des Chapitres Generaux, ordonna que dans les commencemens ils y appelleroient deux Abbez de cet Ordre pour y preſider & leur apprendre la maniere de s'y comporter, comme en eſtant parfaitement inſtruits : Auſſi voit-on dans les Statuts de pluſieurs Ordres, que parlant de leurs Chapitres, il eſt toujours fait mention de celuy de Ciſteaux ; *Omnia in ſinceritate procedant & ad inſtar Ciſtercienſis Ordinis celebrentur*, ou bien, *Semel in anno more Ciſtercienſium, tempore determinato convenient Generale Capitulum celebraturi.*

* Ciuny, Prémontré, Grandmont, Savigny, Le Val des Ecoliers, Le Val des Choux &c.

Le Chapitre General de Ciſteaux ſe tenoit tous les ans, & il y aſſiſtoit toujours un grand nombre de perſonnes tres-diſtinguées, pluſieurs Evêques, Archevêques, Cardinaux : Le

Digitized by Google

Pape Eugene III. qui avoit esté Religieux & Abbé de l'Ordre, presida en personne à celuy de l'année 1148. & Matthieu Paris Anglois & Auteur contemporain, marque qu'en 1244. le Roy S. Louis y estoit avec toute sa Cour, & que le Pape y avoit un Nonce, & l'Empereur son Ambassadeur. Les Grands Seigneurs, les Princes & les Rois y venoient ainsi eux-mêmes demander des Lettres de Confraternité & d'estre associez à leurs prieres, tant estoit grande la confiance qu'ils y avoient; & on leur accordoit aussi assez souvent des Religieux Convers qui estoient préposez pour regler leurs maisons & prendre soin de leurs familles.

Dans le temps des guerres saintes & des Croizades, c'estoit à qui pourroit y obtenir quelques Religieux pour les accompagner, comme on voit qu'il en fut demandé au Chapitre General de 1201. & qu'à la recommandation du Pape, le Marquis de Montfort & les Comtes de Flandre & de Blois qui s'y estoient rendus avec plusieurs autres Princes, obtinrent pour aller avec eux, quatre Abbez qui furent ceux des Vaux de Cernay, de Perseigne, de Loz & de Cercanceau.

Ces Princes conservoient une telle correspondance avec le Chapitre General, qu'ils prenoient soin eux-mêmes de l'informer des principaux évenemens, ainsi qu'il resulte de la Lettre que luy écrivit l'Empereur Baudouïn I. aprés son couronnement en l'an 1204. luy marquant toutes les particularitez du Siege & de la prise de Constantinople sur l'Empereur Grec, & comment ce Prince vaincu avoit pris la fuite & abandonné ses armes & l'Etendart Imperial avec une Statuë ou Image miraculeuse de Nostre-Dame qu'on avoit coutume de faire porter devant luy dans les occasions importantes & dangereuses, & que l'Armée victorieuse avoit consacrée & dediée à l'Ordre de Cisteaux: *Clypeum abjicit, arma deponit, & nostris vexillum Imperiale dimittit, nobilemque quam sibi præferri faciebat Iconem, quam Ordini vestro Cisterciensi nostri dedicavere victores.*

Ces sortes de Consecrations & de Dedicaces qui se faisoient à l'Ordre de Cisteaux, estoient frequentes en ces temps-là heureux, pour témoigner l'estime qu'on en avoit.

En l'année 1142. Alphonse I. Roy de Portugal luy rendit feudataire son Royaume; la Charte en est encore aujourd'huy conservée en original dans l'Abbaye d'Alcobace, & est rapportée & transcrite par divers autheurs; on continuë même de

Ad Mandatum Summi Pontifici[illegible] ad preces Marchionis de Montefo[illegible] & Flandrensis & Blesensis Comitu[illegible] conceditur ut de Sarnaio, de Perser[illegible] de Loz & de Sacra Cella Abbates p[illegible] ficiscantur cum Cruce signatis.
Chap. Gen. de Cist. de l'an 1201.

Cette Lettre est rappor[illegible] toute entiere par tant d'Hist[illegible] riens même contemporai[illegible] qu'on n'en sçauroit douter, [illegible] Arnoldus Abbé de Lubek c[illegible] tinuateur d'Helmodus, par [illegible] Religieux anonyme de S. Gu[illegible] lain dans sa Flandria Genero[illegible] par d'Outreman, Aubert [illegible] Myre &c. avec cette addres[illegible] *Balduinus Dei gratiâ fidelis C[illegible] stantinopolitanus Imperator, [illegible] & hominibus amabilibus v[illegible] semper in Christo dilectis & m[illegible] ritò diligendis, Abbati Cistercii [illegible] universis Abbatibus & fratri[illegible] ejusdem Martyrii Thesaurisant[illegible] rosas terrena despicere, & am[illegible] cœlestia.* Il en écrivit aussi u[illegible] de même à toutes les Perso[illegible] nes qualifiées de la Chrétien[illegible]

De consensu Vassallorum meor[illegible] meipsum, Regnum meum, gentemm[illegible] & Successores meos sub B. M. de Cla[illegible] valle quæ est Cisterciensis Ordinis, [illegible] telam, protectionem defensionem & [illegible] trocinium Constituo & constituta [illegible] re decerno, Ordinando & mandan[illegible] omnibus successoribus meis hujus [illegible] gni ut singulis annis tribuant in m[illegible] dum feudi & vassalitii &c. *Caram[illegible] Philippus Pradens, pag. 218 & de So[illegible] dans sa Lusitania liberata, p. 138.*

payer à l'Abbaye de Clairvaux les 50. Morabitins d'Or qui luy furent aſſignez tous les ans, évaluez à 275. liv.

Et en 1201. la Reine d'Arragon luy voua ſon fils unique heritier du Royaume, & le Pape écrivit au Chapitre General pour luy permettre d'entrer dans l'Abbaye de Poplet en Catalogne, le jour que ſe feroit la cérémonie de la Conſecration; tant eſtoit grande & exacte en ce temps-là la Regularité en l'Ordre de Ciſteaux.

Nous ne finirions jamais ſi nous voulions rapporter tous les titres d'honneur & toutes les marques d'eſtime que les Grands de la terre ont donné à l'Ordre de Ciſteaux & qui ſont la ſource & la veritable cauſe de ſes Privileges: ils venoient eux-mêmes, ainſi qu'on a deja dit, les offrir au Chapitre General, en luy demandant ſes ſuffrages, ou bien ils y envoyoient des Ambaſſadeurs, comme le prouve la Lettre qu'on voit encore de l'Empereur Frederic I. de 1152. peu de jours aprés ſon couronnement: & même pluſieurs Princes & Princeſſes s'y engageoient par des vœux ſolennels; & l'on y a vû ſouvent dans l'habit de ſimples Convers, des fils, des freres & des neveux d'Empereurs, de Rois & d'autres Princes.

Enfin les Saints en ce temps-là de benediction, y eſtoient ſi communs, que vers l'an 1255. ſur la propoſition qui fut faite au Chapitre General, de permettre de pourſuivre à Rome la Canoniſation de quelques-uns dont les miracles faiſoient un grand éclat, non ſeulement le Chapitre ne l'accorda pas, mais il le défendit tres-expreſſément, de peur, dit-il, qu'à cauſe de la multitude, les Saints vinſſent à s'avilir dans l'Ordre, *ne præ multitudine Sanctì vileſcerent in Ordine* *: l'Egliſe n'a pas laiſſé d'en admettre pluſieurs dont les noms ſe trouvent dans nos Menologes & Calandriers, entre leſquels il y en a beaucoup du premier rang, des Reines & des Princeſſes filles ou ſœurs de Rois, qui eſtoient Abbeſſes ou Religieuſes en divers Monaſteres & y ſont mortes en odeur de ſainteté; celuy *de las Huelgas* prés de Burgos en Caſtille, pourroit ſeul en produire plus de douze ou quinze de cette qualité.

Un tres-grand nombre de perſonnes illuſtres militoient ſous ſes Eſtendarts, en portant l'habit & profeſſant les Regles & les Conſtitutions que le Chapitre General leur donnoit, engagez dans les Milices & Chevaleries que les Rois inſtituoient, comme le fut en Caſtille l'an 1158. celle de Calatrave, en Portugal celle d'Avis en 1162. & pluſieurs autres en divers

Reginæ Arragonenſi propter reverentiam ſummi Pontificis qui ſuper hoc ſcripſit Capitulo Generali, & ob ipſius devotionem quam ſingulariter habet ad Ordinem, Conceditur ut ei die tantùm quâ filium ſuum quem vovit Ordini, voluerit offerre Domino, domum Populeti poſſit introire. *Chap. Gen. de Ciſt. de* 1201.

Credimus, imò verò ſcimus quòd tanta eſt ſanctitas hujus reverendi Ordinis, tamque eſt placens orationum veſtrarum holocauſtum quod Domino quotidie offertis, quòd omne id quod petendum duxeritis, obtinebitis: Cùm igitur hoc firmiſſimè credamus Nos qui in peccati pondere recognoſcimus Nos eſſe, omni humilitate, omni devotione ab univerſis vobis & ſingulis qui in nomine Chriſti hic convenistis, Petimus & obſecramus omnium precum inſtantiâ, quatenus in fraternitatem veſtram Nos recipientes & in conſortium ſanctiſſimum orationum veſtrarum Nos Colligentes, ſpeciales Creatori noſtro preces effundere dignemini: Ut ſic ſub Nobis regatur Imperium & diſponatur ad laudem & gloriam nominis ſui &c. *Lettre de l'Empereur Frideric I. de l'an* 1152.

Annales de Manrique tom. 1. pag. 478. ſous le Generalat de Guy III. 24. Abbé de Ciſteaux.

* C'eſtoit encore le même eſprit qui cent ans auparavant avoit déja inſpiré, comme le porte la vie de S. Bernard, au B. Goſwin 5e Abbé de Ciſteaux, de défendre à ce Saint de plus faire de miracles à ſon Tombeau, pour conſerver à ſes Religieux un plus grand Recueillement & leur oſter les occaſions de ſe diſſiper. Admirable deſintereſſement!

Vehementer timere cœpit ne ſi crebre'centibus ſignis tam intolerabilis illiue populorum turba concurreret, diſciplina periret Ordinis; quapropter reverenter accedens per virtutem obedientiæ ne ſigna ulteriùs faceret inhibuit &c. *Grand Exord. de Ciſt. Myſt. 2. Chap. 20. p. 171.*

endroits de la Chreſtienté, d'Alcantara, de Monteze, de Chriſt, de Alâ, de S. Maurice &c. dont les Grands Maiſtres nouvellement élûs ne commençoient à les gouverner, qu'aprés avoir juré & promis fidelité au Pape, à leur Souverain & à l'Abbé de Ciſteaux : Et leur regle portoit en teſte ces termes, *Vivant ſub obedientia Abbatis Ciſtercii.*

Rien n'égale la déference que l'on avoit par tout pour les déciſions du Chapitre General, leſquelles ont ſouvent ſervi à faire des Regles pour toute l'Egliſe ſur les points & difficultez qui s'agitoient, & dans les occaſions de Schiſmes elles ont beaucoup contribué à luy rendre le calme & luy donner la paix, ainſi qu'il arriva du temps de S. Bernard ſous Innocent II. & pluſieurs autres fois ; & la Chronique d'Helmodus Auteur Eſclavon contemporain qui écrivoit ce qu'il voyoit en 1163. touchant celuy du Pape Alexandre III. rend cet illuſtre témoignage, qu'étant extrémement échauffé à cauſe que l'Empereur ſoutenoit vivement le parti de l'Antipape, ce Chapitre s'eſtant aſſemblé à ſon ordinaire, compoſé, dit-il, d'un grand nombre de Perſonnes de merite, ſe declara pour Alexandre, & entraiſna ainſi dans ſon ſentiment preſque tout le reſte de la Chreſtienté.

Interim Ciſtercienſis Ordo univ
ſus acceſſerat, in quo ſunt Archie
ſcopi & Epiſcopi quamplures &
bates ampliùs quàm ſeptingenti,
Monachorum inæſtimabilis numer
bi ſingulis annis celebrant Concili
apud Ciſtercium, & decernunt ea
utilia ſunt : horum invincibilis
tentia vel maximas vires addidit
xandro, &c.

Chronica Slavorum ad annum
cap. 91. lib. 2. Idem, Sigonius.

Ce Pape en écrivit au Chapitre General de l'année ſuivante une Lettre de remerciement, avouant qu'aprés Dieu il luy devoit le bon ſuccés qu'il avoit eu, & que c'eſtoit veritablement l'effet de leurs prieres. Il en conſerva tant de reconnoiſſance, qu'eſtant à Paris peu de temps aprés, où l'Abbé de Ciſteaux eſtoit venu pour les affaires de ſon Ordre, cet Abbé tombant malade à l'extrémité, le Pape voulut luy adminiſtrer luy-même les derniers Sacremens : ce qu'il fit en preſence du Roy & de toutes les deux Cours.

Debitores ergo pro tam multip
charitatis veſtræ munere conſtituti,
& ſacrum Ordinem quem ſervatis,
ni quâ poſſumus affectione diligim
& ejuſdem Ordinis profectibus &
gmentis ampliſſimo ſtudio prom
ſollicitudinis aſpiramus &c.

Lettre du Pape Alexandre III. en
Huic decedenti tota Romanæ Curiæ
gnitas aſſitit, ita ut ipſe quoque D.
propriis illum manibus inungens,
gno pietatis affectu morienti compa
retur & mortuo congratularetur
Gr. Ex. de Ciſt. Diſt. 1. Chap. 24. pag
Et Annal. de Manrique tom. 1. p.
& tom. 2. p. 371.

Et le Pape Innocent III. s'eſtant auſſi trouvé dans des occaſions preſſantes & dangereuſes qui luy faiſoient craindre d'en eſtre accablé, s'addreſſa pareillement au Chapitre General, & luy demanda de l'aider de leurs prieres, par une Lettre tres-éloquente datée de la 9e année de ſon Pontificat.

Cùm igitur inter tot & tanta peri
la conſtituti, veſtris indigeamus m
tis & orationibus adjuvari, Rogan
& obſecramus vos quatenus nobis
maris altitudine fluctuantibus, cha
tatis veſtræ ſuffragium impendat
& remis orationum veſtratum Pi
torem & Naviculam ſublevantes,
lum qui mari & ventis imperat, ex
retis ut per ſuam miſericordiam in
nitam ſuper nos illuminans vult
ſuum, interiorem & exteriorem te
peſtatem ſerenet &c.

Lettre du Pape Innocent III.

Cette conſideration qu'on avoit pour le Chapitre General, alla ſi loin, que pluſieurs Monarques de diverſes nations s'obligerent & voulurent faire la dépenſe de ſes Aſſemblées ; elles duroient ordinairement pendant 5. jours. Richard I. Roy d'Angleterre donna pour les trois premiers à cet effet, les revenus qui luy appartenoient de l'Egliſe de Schardeburg, & ſa Charte qu'on a encore en original de l'an 1191. ſouſcrite & conſentie par l'Archevêque d'Iork, fut confirmée par les Papes Clement II. & Celeſtin III.

Alexandre II. Roy d'Ecoſſe donnoit vingt livres ſterlin chaque année, pour ſubvenir aux frais du 4ᵉ jour, & l'Evêque de S. André & le Pape Honoré III. approuverent en 1220. ſa donation. Et enfin, Bela IV. Roy de Hongrie, de Croatie, de Dalmatie, Servie &c. aſſigna pour le 5ᵉ jour, tous les ans cent Marcs d'Argent ſur ſon Domaine de la Ville de Strigonie ; chacun s'empreſſant ainſi de donner au Chapitre General des marques effectives de ſon affection & de ſon eſtime.

Rogantes & monentes vos per illam amicitiam noſtram & fraternitatem cui vos ſatis dignanter ſociaſtis &c.

Lettre du Chap. Gen. de Ciſt. en 1127. au Roy Louis le Gros.

Il ne faut pas s'imaginer que les Rois de France ne l'ayent fait pareillement, ils en ont donné tant de preuves dans tous les temps, qu'on ne peut pas en douter : Parmi les Lettres de S. Bernard on en trouve une qui eſt la 45ᵉ qui fait foy que Louis le Gros s'eſtoit venu faire aſſocier à l'Ordre & avoit obtenu des Lettres de Confraternité en 1127. comme firent enſuite la pluſpart de ceux qui luy ſuccederent ; & l'on voit encore leurs Lettres Patentes au ſujet des fondations qu'ils firent & approuverent avec de grands éloges en 1123. 1145. 1188. & dans tous les ſiecles ſuivans. S. Louis fit divers voyages à Ciſteaux & aſſiſta à pluſieurs Chapitres Generaux de differentes années : il y eſtoit, comme on l'a déja dit, en 1244. avec la Reine, la Reine Mere, ſes Freres & toute ſa Cour ; & Mathieu Paris Hiſtorien Anglois, marque ſur l'année 1255. que ce Saint ne manquoit point d'occaſion de ſe declarer hautement le Protecteur & le défenſeur de l'Ordre, *Ordinis Ciſtercienſis Protector & zelator*, en ſoutenant & défendant ſes Privileges à Rome & ailleurs, de toute ſon autorité ; les Lettres Patentes qui les ont confirmez de fois à autres, notamment dans les deux derniers ſiecles, & que le Roy rappelle dans les ſiennes qu'il vient de donner tout recemment au mois de Decembre dernier ſur noſtre tres-humble ſupplication, d'une maniere ſi honorable, pour obliger leurs Officiers de Juſtice de tenir la main & de prendre ſoin qu'ils ſoient obſervez & executez, ſont des convictions évidentes de cette Protection & qui ne permettent pas d'en douter.

Lettres Patentes de François I. Henry II. François II. Charles IX. Henry III. Henry IV. & Louis XIII.

Si tous les Grands de la terre ont eu de tels égards & tant d'attention pour les Privileges de l'Ordre de Ciſteaux, dans tous les temps juſqu'à preſent, que ne doivent pas faire pour y marquer leur déférence & la vénération qui y eſt dûë, les Perſonnes qui y ſont engagées par leur profeſſion, pour s'y maintenir & conſerver un heritage ſi pretieux, & ce depoſt ſacré que leurs Peres leur ont ſi ſaintement acquis & ſi ſoigneuſe-

ment laiſſez ? Ils ne peuvent ni en honneur ni en conſcience les negliger, puiſque l'on peut dire que leur ſalut y eſt intereſſé, ne leur ayant eſté donnez que pour leur faciliter la voye de ſe ſauver plus aiſément, & de pouvoir pratiquer plus exactement les Regles qu'ils en ont établies, & de l'execution deſquelles tout dépend, nous obligeant de nous y ſoumettre ſous de grandes peines, pour nous en faire comprendre l'importance, dans le temps de leur plus grande ſimplicité & ſainteté.

C'eſt dans tous leurs Statuts qu'ils en ont parlé, notamment dans leurs plus anciennes Compilations où ils ont eu ſoin d'expliquer ces Privileges & de les rapporter, aprés la Carte de Charité qui en contient le premier & principal eſprit, en 1202. 1256. 1289. & 1316. ſous les Titres d'Inſtitutions du Chapitre General & de plus anciennes définitions : ils ſe trouvent placez ſous celuy-cy immediatement, *Libertates cum Privilegiis & Indulgentiis à Sede Apoſtolica nobis conceſſæ inviolabiliter obſerventur*, où ils ſont détaillez ; Puis ils ajoûtent, *Supradictam Cartam Charitatis omnes Perſonæ Ordinis cum affectu ſummæ devotionis amplecti & ferventi ſtudio & ſedulâ meditatione in his contenta Privilegia tam à ſummis Pontificibus quàm à Regibus & Principibus Ordini prædicto conceſſa, univerſi & ſinguli illius Profeſſi & maximè Abbates inviolabiliter obſervent & faciant obſervari ; & contrà impetentes & impedientes libertates ejuſdem, ſecundùm formam præſcriptam, efficacis defenſionis præſidio procedere teneantur.* Et afin qu'on ne pût pas en prétendre cauſe d'ignorance & de l'obligation qu'on a de les obſerver, il eſt expreſſément ordonné qu'on les aura tranſcrits dans tous les Monaſteres, & que tous les ans la lecture en ſera faite publiquement.

Mſſt. Ciſterc. pag. 191. & 128.

Obligation tres-é toutes les Perſonnes dre, d'obſerver les Pri de s'y conformer & d' rer, & meſme de les d & ſoutenir.

Il y a de plus un Chapitre entier ſous le Titre *De modo ſeu formâ defendendi prædictas immunitates*, qui preſcrit la maniere dont cette défenſe doit ſe faire, & marque les peines dont doivent eſtre punis ceux qui y ſont négligens, tant ſpirituelles que corporelles, entre leſquelles la ſuſpenſion *à divinis* & l'excommunication ne ſont pas oubliées.

Au reſte, il y a long-temps que le Recueil de ces Privileges auroit dû eſtre fait ; pluſieurs Chapitres Generaux l'ayant ordonné depuis bien des années, en reconnoiſſant l'utilité & la neceſſité, & il n'y en a eu encore depuis long-temps que quelques eſſais tres-imparfaits, qui ont eſté donnez au Public ; ce qui obligea les trois derniers Chapitres Generaux tenus és années 1683. 1686.

& 1699. de s'y appliquer plus particulierement & d'en renouveller l'Ordonnance, & même ils nous firent l'honneur tous trois de nous charger de ce ſoin, & de nous commettre à cet effet : à quoy nous n'aurions pas manqué de ſatisfaire dés ce temps-là, ſi les Mémoires qui avoient eſté promis nous avoient eſté envoyez ; nous les attendons encore : mais comme il n'y a pas d'apparence qu'ils viennent ſi-toſt, & que la neceſſité preſſe plus que jamais, ne ſe trouvant plus depuis tres-long-temps rien des anciennes Editions ; nous avons crû en nous ſervant du pouvoir que nous ont donné ces trois derniers Chapitres Generaux, devoir pour celle-cy prendre l'occaſion des Lettres Patentes que le Roy vient de nous accorder au mois de Decembre dernier 1711. en attendant que nous puiſſions nous acquitter pleinement de noſtre Commiſſion par une Compilation generale & complete.

Et afin de rendre cette nouvelle Edition plus utile que les précédentes, & plus intelligible à toutes ſortes de Perſonnes, notamment aux Religieuſes, outre que noſtre deſſein eſt d'y ajoûter beaucoup de choſes qui y ont eſté obmiſes & qui y ſont abſolument neceſſaires ; nous avons eſtimé qu'il eſtoit à propos de mettre à la teſte & au devant de chaque Privilege de petits Sommaires en langue vulgaire, qui en expliqueront ſuccinctement le contenu, & en marges de petites notes pour en marquer l'eſſentiel & les endroits déciſifs.

Et enfin, nous ajoûterons en ce Recueil, s'il eſt poſſible, par maniere d'Appendice, quelques Extraits encore d'autres Privileges qui ne ſont pas rapportez en leur entier, dont la connoiſſance neanmoins peut eſtre utile, & la mémoire doit eſtre conſervée : L'on pourra même les faire ſuivre de quelques Arreſts qui doivent ſervir de Reglement, autant pour contribuer à terminer les Procés, que pour les éviter ; par la connoiſſance qu'ils donneront de ce qui a eſté jugé en pareilles occaſions. Le tout ſoit pour la plus grande gloire de Dieu, & pour l'avantage & l'honneur de l'Ordre de Ciſteaux.

LETTRES

LETTRES PATENTES DU ROY en confirmation des Privileges de l'Ordre de Ciſteaux.

Avec attribution de juriſdiction au Grand Conſeil.

Du mois de Decembre 1711.

LOUIS PAR LA GRACE DE DIEU ROY DE FRANCE ET DE NAVARRE : A tous preſens & à venir, SALUT. Noſtre cher & bien amé Dom Louis Meſchet Abbé de la Charité, Religieux Profés & Procureur General de l'Ordre de Ciſteaux, Nous a tres-humblement fait repreſenter que les Privileges de cet Ordre, qui luy ont eſté accordez ou confirmez par differentes Bulles des Papes Innocent IV. Alexandre IV. Martin V. Pie II. Sixte IV. Innocent VIII. Alexandre VII. & de pluſieurs autres, tant pour le ſpirituel que pour le temporel, & notamment les Privileges concernant l'exemption de la Juriſdiction des Ordinaires, la conduite & le gouvernement des Monaſteres d'hommes & de filles qui le compoſent, le droit de les viſiter & celuy de pouvoir y adminiſtrer les Sacremens aux perſonnes qui en ſont les Fermiers & les Domeſtiques, l'exemption de payer toutes ſortes de Dixmes ſur les Terres qui ſont de ſes Domaines, & la faculté de percevoir les Novalles ſur celles où les anciennes Dixmes luy appartiennent : enfin la reformation de l'Ordre & la partition Canonique des Biens de ſes Monaſteres entre les Abbez Commendataires & les Communautez, ont eſté de tout temps regardez comme quelque choſe non ſeulement de tres-conſiderable & de tres-précieux pour ledit Ordre de Ciſteaux en general, mais encore de tres-important pour la France ; ſur tout en ce que cet Ordre dont le Chef & les principales & plus anciennes Abbayes ainſi que pluſieurs autres de ſes Monaſteres, ſont ſituez dans le Royaume, ſe trouvant d'ailleurs répandu dans une infinité d'endroits de l'Europe Chrétienne, la communication qui ſe fait de ces mêmes Privileges à toutes les Maiſons de l'un & de l'autre ſexe qui en dépendent, quoique dans des Etats de Dominations étrangeres, ſert à en-

tretenir une liaiſon & une relation qui s'eſt ſouvent trouvée tres-utile & tres-avantageuſe ; de maniere que pluſieurs Rois nos prédeceſſeurs, entre autres François Premier, Henry & François Seconds, Charles IX. Henry III. Henry IV. & Louis XIII. ont crû devoir par ces conſiderations, favoriſer ledit Ordre d'une protection ſinguliere, & ont toûjours témoigné avoir à cœur de le conſerver dans la poſſeſſion & jouiſſance de ſes Privileges, luy en ayant même accordé des Lettres de Confirmation toutes les fois qu'ils en ont eſté requis ; juſques-là que le Roy Louis XIII. portant ſon attention plus loin, auroit eſtimé à propos que dans celles qu'il octroya au mois de May 1620. l'Adreſſe fuſt faite au Grand Conſeil, privativement à tous autres Juges, afin d'empêcher la difference & la varieté des Jugemens qui ſeroient rendus ſur les conteſtations qui pourroient arriver dans la ſuite : Et en effet, ledit Ordre a depuis leſdites Lettres Patentes toûjours jouy de ſes Privileges ſous l'autorité du Grand Conſeil, auquel Sa Majeſté a le plus ſouvent par differens Arreſts de ſes Conſeils d'Etat & Privé, renvoyé les conteſtations qui y ont eſté portées ſur les conflits de Juriſdictions ſurvenus à ce ſujet. Mais dautant que ces mêmes Lettres Patentes confirmatives deſdites Bulles & des Privileges qu'elles contiennent, ne ſont point cenſées avoir eſté renouvellées de noſtre Regne, quoique nous les ayons approuvées dans differentes occaſions qui ſe ſont preſentées, & particulierement par Arreſt de noſtre Conſeil & nos Lettres Patentes ſur iceluy, confirmatives dudit Bref d'Alexandre VII. & autres, portant attribution au Grand Conſeil, en ſorte que ce pretendu défaut de confirmation de noſtre part, qui a ſouvent ſervi de pretexte à des perſonnes mal intentionnées, de troubler ledit Ordre dans la jouiſſance de ſes Privileges, pourroit encore donner lieu dans la ſuite, à d'autres troubles & à de nouvelles difficultez ; ledit Expoſant pour prévenir tout inconvenient à cet égard, a eſté conſeillé d'avoir recours à Nous pour y eſtre pourvû par nos Lettres Patentes ſur ce neceſſaires, qu'il Nous a fait tres-humblement ſupplier de vouloir luy accorder. A CES CAUSES & autres à ce Nous mouvans, deſirant à l'exemple des Rois nos prédeceſſeurs dont nous honorons la memoire, donner audit Ordre de Ciſteaux des marques particulieres de noſtre protection ſpeciale, & contribuer autant qu'il eſt en nous, non ſeulement à le maintenir dans ſa ſplendeur, & à luy conſerver l'honneur de ſes

Digitized by Google

Prérogatives & tous ſes autres avantages, mais encore à entretenir dans les Maiſons qui en dépendent, une diſcipline exacte & reguliere par l'uniformité de ſon gouvernement : De l'avis de nôtre Conſeil qui a vû les ſuſdites Bulles d'Innocent IV. Alexandre IV. Martin V. Pie II. Sixte IV. & Innocent VIII. des années 1249. 1257. 1423. 1459. 1475. 1486. 1487. & 1489. avec les Lettres des Rois Henry IV. & Louis XIII. des mois de Mars 1596. & May 1620. qui confirment leſdites Bulles, & où il eſt fait mention de celles des autres Rois qui les avoient auſſi precedemment confirmées, enſemble ledit Bref d'Alexandre IV. du 19. Avril 1666. l'Arreſt de noſtre Conſeil d'Etat qui l'autoriſe du 14. Juillet ſuivant, & nos Lettres Patentes ſur iceluy de la même année, avec pluſieurs Arreſts de noſdits Conſeils d'Etat & Privé, concernant l'attribution ou le renvoy à noſtre Grand Conſeil, de la connoiſſance deſdits Privileges, & autres Lettres Patentes ; les Copies collationnées ou imprimées de tout ce que deſſus eſtant cy-attachées ſous le Contreſcel de noſtre Chancellerie : De Noſtre grace ſpeciale, pleine puiſſance & autorité Royale, NOUS AVONS Approuvé, Autoriſé & Confirmé, & par ces Preſentes ſignées de noſtre main, Approuvons, Autoriſons & Confirmons leſdites Bulles & Lettres Patentes ; Voulons qu'elles ſoient executées ſelon leur forme & teneur, & qu'en conſequence ledit Ordre de Ciſteaux, les Abbayes, Prieurez & autres Monaſteres, tant de l'un que de l'autre ſexe, & même les perſonnes qui en dépendent, jouiſſent en general & en particulier, des Privileges qui y ſont plus amplement mentionnez, en la maniere & tout ainſi qu'ils en ont bien & dûëment jouy ou dû jouir juſqu'à preſent. SI DONNONS EN MANDEMENT à nos amez & feaux Conſeillers les Gens tenans noſtre Grand Conſeil, que ces Preſentes ils ayent à enregiſtrer, & de leur contenu faire jouir & uſer ledit Ordre de Cîteaux pleinement, paiſiblement & perpetuellement, faiſant ceſſer tous troubles, difficultez, oppoſitions ou empêchemens, dont ſi aucuns interviennent, Nous luy avons Renvoyé & Attribué, Renvoyons & Attribuons par ces mêmes Preſentes la connoiſſance, icelle interdite à toutes nos Cours & autres Juges, à peine de nullité de tout ce qui pourra eſtre fait au contraire : Car tel eſt noſtre plaiſir. Et afin que ce ſoit choſe ferme & ſtable à toûjours, Nous avons fait mettre noſtre Scel à ceſdites Pre-

ſentes. Donné à Verſailles au mois de Decembre l'an de grace mil ſept cens onze, & de noſtre Regne le ſoixante-neuviéme. Signé, LOUIS. Et ſur le repli : Par le Roy, PHELYPEAUX. Et ſcellé du grand Sceau de cire verte ſur lacs de ſoye rouge & verte, & contreſcellé. Et ſur le même repli eſt écrit : Viſa, ſigné, PHELYPEAUX. pour confirmation des Privileges de Ciſteaux, ſigné, PHELYPEAUX.

Arreſt d'Enregiſtrement des Lettres Patentes au Grand Conſeil.

Du 3. Mars 1712.

Extrait des Regiſtres du Grand Conſeil du Roy.

VEu par le Conſeil les Lettres Patentes du Roy accordées à Dom Louis Meſchet Abbé de la Charité, Religieux Profés & Procureur General de l'Ordre de Ciſteaux, par leſquelles Sa Majeſté de l'avis de ſon Conſeil qui a vû les Bulles d'Innocent IV. Alexandre IV. Martin V. Pie II. Sixte IV. & Innocent VIII. des années 1249. 1257. 1423. 1459. 1475. 1486. 1487. & 1489. avec les Lettres des Rois Henry IV. & Louis XIII. des mois de Mars 1596. & May 1620. qui confirment leſdites Bulles, & où il eſt fait mention de celles des autres Rois qui les avoient auſſi précedemment confirmées, enſemble ledit Bref d'Alexandre VII. du 19. Avril 1666. l'Arreſt du Conſeil d'Etat qui l'autoriſe du 14. Juillet ſuivant & les Lettres Patentes du Roy ſur iceluy de la même année, avec pluſieurs Arreſts des Conſeils d'Etat & Privé concernant l'attribution ou le renvoy au Grand Conſeil de la connoiſſance deſdits Privileges & autres Lettres Patentes : les Copies collationnées ou imprimées de tout ce que deſſus eſtant attachées ſous le Contreſcel deſdites Lettres : Sadite Majeſté Confirme, Approuve, Autoriſe & Confirme leſdites Bulles & Lettres Patentes, Veut qu'elles ſoient executées ſelon leur forme & teneur, & qu'en conſequence ledit Ordre de Cîteaux, les Abbayes, Prieurez & autres Monaſteres tant de l'un que de l'autre ſexe, & même les perſonnes qui en dépendent, jouiſſent en general & en particulier, des Privileges qui y ſont plus amplement mentionnez en la maniere & tout ainſi qu'ils en ont

bien & dûëment jouy ou dû jouir juſqu'à preſent ; leſdites Lettres addreſſées au Conſeil pour y eſtre regiſtrées, & de leur contenu faire jouir & uſer ledit Ordre de Ciſteaux pleinement, paiſiblement & perpetuellement, faiſant ceſſer tous troubles, difficultez, oppoſitions ou empêchemens, dont ſi aucuns interviennent, Sa Majeſté Renvoye & Attribuë audit Conſeil la connoiſſance, icelle interdite à toutes Cours & autres Juges, à peine de nullité de ce qui ſera fait à ce contraire, données à Verſailles au mois de Decembre mil ſept cens onze, ſignées LOUIS. Et ſur le reply : Par le Roy, PHELYPEAUX. Et ſcellées du grand Sceau de cire verte. Leſdites Bulles, Brefs, Lettres Patentes & Arreſts du Conſeil d'Etat & Privé du Roy, énoncées & datées dans leſdites Lettres Patentes, & cy-deſſus attachées ſous le Contreſcel d'icelles. Requeſte preſentée au Conſeil par ledit Dom Louis Meſchet Abbé de la Charité & Procureur General de l'Ordre de Ciſteaux, à ce qu'il ſoit ordonné que leſdites Lettres Patentes du mois de Decembre 1711. en confirmation des Privileges dudit Ordre ſeront enregiſtrées és Regiſtres du Conſeil, enſemble les Bulles & Brefs y mentionnées, ſi fait n'a eſté, pour eſtre executées, gardées & obſervées, & jouir par ledit Ordre de l'effet & contenu éſdites Lettres ſelon leur forme & teneur : Concluſions du Procureur General du Roy ; Le Conſeil a Ordonné & Ordonne que leſdites Lettres Patentes du mois de Decembre 1711. ſeront enregiſtrées és Regiſtres du Conſeil, enſemble leſdites Bulles & Brefs y mentionnez, ſi fait n'a eſté, pour eſtre executées, gardées & obſervées, & jouir par ledit Ordre de l'effet & contenu en icelles ſelon leur forme & teneur. Fait audit Conſeil à Paris le troiſiéme Mars mil ſept cens douze. Collationné. Signé DE HODENCQ.

CARTE DE CHARITE'
ou
STATUT PRIMORDIAL ET FONDAMENTAL DE L'ORDRE DE CISTEAUX,

Ainſi qu'il ſe trouve dans tous les Livres de l'Ordre imprimez & manuſcrits, & dans le Grand Bullaire Romain imprimé à Rome & à Lyon, en ſuitte de la Bulle du Pape Eugene III.

SOMMAIRE.

Voyez la Bibliotheque de Ciſt. Tom. 1. pag. 6. & au grand Bullaire Romain la Bulle de Paſchal II. qui en eſt la premiere Conſtitution.

Ce Privilege qui eſt le premier de l'Ordre après l'Exemption accordée à l'Abbaye de Ciſteaux dans ſon établiſſement en l'année 1098. & confirmée en 1100. par Bulle du Pape Paſchal II. eſt diviſé en 30. Articles reduits à cinq Chapitres qui renferment tout ce qui peut eſtre neceſſaire pour le bon gouvernement d'un Ordre, ſous l'autorité immediate du Saint Siege & la conduite des Superieurs reguliers : On l'attribuë à ſaint Eſtienne troiſiéme Abbé de Ciſteaux avec le Conſeil de ſes Religieux.

PREMIER CHAPITRE.

De la maniere de vivre & d'agir uniformément dans tous les Monaſteres de l'Ordre.

L'Abbé de Ciſteaux & ſa Communauté dans l'Inſtitution de l'Ordre, renoncent à tous les droits qu'ils auroient pû ſe retenir ſur le temporel des Monaſteres qui y ſeront fondez, & s'y reſervent ſeulement la juriſdiction ſpirituelle.

1. QUIA unius veri Regis, Domini & Magiſtri Nos omnes ſervos licèt inutiles, eſſe Cognoſcimus, idcircò Abbatibus & Confratribus noſtris Monachis, quos per diverſa loca Dei pietas per Nos miſerrimos hominum ſub regulari diſciplina ordinaverit, nullam terrenæ commoditatis ſeu rerum temporalium exactionem Imponimus : prodeſſe enim illis omnibuſque ſanctæ Eccleſiæ Filiis Cupientes, nihil quod eos gravet, nihil quod eorum ſubſtantiam minuat, erga eos agere Diſponimus ; ne dum Nos abundantes de eorum paupertate eſſe Cupimus, avaritiæ malum quod ſecundùm

Apoſtolum Idolorum ſervitus comprobatur, evitare non poſſimus.

2. Curam tamen animarum illorum, gratiâ Charitatis, retinere Volumus, ut ſi quando à propoſito & obſervantia ſanctæ Regulæ, quod abſit, declinare tentaverint, per noſtram ſollicitudinem ad rectitudinem vitæ redire poſſint.

3. Nunc ergo Volumus illiſque Præcipimus ut Regulam beati Benedicti per omnia obſervent ſicut in novo Monaſterio obſervatur; non alium inducant ſenſum in lectionem ſanctæ Regulæ, ſed ſicut Anteceſſores noſtri ſancti Patres, Monachi videlicet Novi Monaſterii, intellexerunt & tenuerunt, & Nos hodie intelligimus & tenemus, ita & iſti intelligant & teneant.

Obligation à tous les Monaſteres de l'Ordre, de ſe conformer aux Uſages & Pratiques de l'Abbaye de Ciſteaux, ſans pouvoir s'en diſpenſer par aucun Privilege.

4. Et quia omnes Monachos ipſorum ad nos venientes in Clauſtro noſtro recipimus, & ipſi ſimiliter noſtros in Clauſtris ſuis recipiunt: Ideo Nobis opportunum videtur, & hoc etiam Volumus, ut mores & cantum & libros omnes ad omnes Horas diurnas & nocturnas & ad Miſſas neceſſarios, ſecundùm formam morum & librorum Novi Monaſterii poſſideant; quatenus in actibus noſtris nulla ſit diſcordia, ſed unâ charitate, unâ Regulâ, ſimilibuſque vivamus moribus.

Novum Monaſterium eſt le premier nom qu'a porté l'Abbaye de Ciſteaux par rapport à celle de Moleſme.

5. Nec aliqua Eccleſia vel perſona Ordinis noſtri, adverſus communia ipſius Ordinis Inſtituta, privilegium à quolibet poſtulare audeat, vel obtentum modo quolibet retinere.

Nulle Maiſon ni perſonne de l'Ordre ne peut s'aider d'aucun Privilege contraire à ſon Inſtitut, & qui n'y ſoit reçû & approuvé.

CHAPITRE II.

Du pouvoir & de la maniere de faire les viſites dans les Monaſteres.

6. CUM verò Abbas Novi Monaſterii ad aliquod horum Cœnobiorum viſitandi gratiâ venerit, Abbas illius loci, ut Eccleſiam Novi Monaſterii ſuæ Eccleſiæ Matrem eſſe recognoſcat, cedat ei in omnibus locis ſui Monaſterii, & ipſe Abbas adveniens Locum illius Abbatis, quandiu ibi manſerit, teneat.

L'Abbé de Ciſteaux a droit de viſiter indiſtinctement tous les Monaſteres de l'Ordre, qui doivent reconnoître le ſien comme leur Mere & le Chef de tous les autres.

7. Excepto quòd non in Hoſpitio ſed in Refectorio cum Fratribus, propter diſciplinam ſervandam, comedat, niſi Abbas loci illius defuerit: Similiter & omnes ſupervenientes noſtri Ordinis Abbates faciant; quòd ſi plures ſupervenerint, & Abbas illius loci

defuerit, prior illorum in Hoſpitio comedat. Et hoc excipitur; quòd Abbas illius loci, etiam in præſentia Majoris Abbatis, ſuos Novitios poſt regularem probationem benedicet.

* *ciſtercii.*

L'Abbé qui viſite ne peut diſpoſer du temporel du lieu qu'il viſite, mais il doit reformer & corriger les abus & infractiõs faites aux Regles, & cela charitablement.

8. Abbas quoque Novi Monaſterii * caveat ne quicquam præſumat tractare aut ordinare aut contingere de rebus illius loci ad quem venerit, contra Abbatis vel Fratrum voluntatem.

9. Si autem Præcepta Regulæ vel noſtri Ordinis Inſtituta intellexerit in eodem loco prævaricari, cum conſilio præſentis Abbatis charitativè ſtudeat Fratres corrigere; ſi verò Abbas loci non affuerit, nihilominus corrigat quod ſiniſtrum invenerit.

Le Pere immediat peut & doit tous les ans viſiter ſes Filles.

10. Semel per annum viſitet Abbas Majoris Eccleſiæ per ſe vel per aliquem de Coabbatibus ſuis, omnia Cœnobia quæ ipſe fundaverit: & ſi Fratres ampliùs viſitaverit, inde magis gaudeant.

Et les 4. premiers Abbez doivent auſſi tous les ans viſiter Ciſteaux de la maniere preſcrite au 19. Article.

11. Domum autem Ciſtercienſem ſemel per ſeipſos viſitent quatuor primi Abbates de Firmitate, de Pontigniaco, de Claravalle & de Morimundo, die quâ inter ſe conſtituerint, præter annuum Capitulum Generale, niſi fortè aliquem eorum gravis ægritudo detineat.

12. Cùm autem aliquis Abbas noſtri Ordinis ad Novum Monaſterium venerit, reverentia Abbati congrua ei exhibeatur: ſtallum Abbatis loci illius teneat & in Hoſpitio comedat, ſi tamen Abbas defuerit; ſi verò præſens fuerit, nihil horum agat, ſed in Refectorio comedat: Prior autem negotia Domûs diſponat.

L'ordre que doivent tenir entre eux les Abbez ſurvenans en quelque Monaſtere.

13. Inter Abbatias illas quæ ſe alterutras non genuerint, iſta lex erit. Omnis Abbas in omnibus locis ſui Monaſterii Coabbati ſuo cedat advenienti, ut impleatur illud quod ſcriptum eſt, *honore invicem prævenientes*: ſi duo aut eo ampliùs convenerint, qui prior erit de advenientibus, locum ſuperiorem tenebit; omnes tamen præter Abbatem loci illius in Refectorio comedent, ut ſuprà diximus: aliàs autem ubicumque convenerint, ſecundùm tempus Abbatiarum ſuarum, ordinem ſuum tenebunt, ut cujus Eccleſia fuerit antiquior, ille ſit prior; ubicumque verò conſederint, humilient ſibi mutuò.

Les Peres immediats en viſitant leurs Filles, doivent ſuivre ce qui eſt reglé pour l'Abbé de Ciſteaux lorſqu'il fait ſes viſites.

14. Cùm verò aliqua Eccleſiarum noſtrarum Dei gratiâ adeo creverit, ut aliud Cœnobium conſtruere poſſit, illam Definitionem, quam Nos inter Fratres noſtros tenemus, & ipſi inter ſe teneant, excepto quòd inter ſe annuum Capitulum non habebunt.

CHAPITRE

CHAPITRE III.

Du lieu & de la maniere de tenir le Chapitre General.

Le Chapitre General ne peut ſe tenir qu'en l'Abbaye de Ciſteaux.

15. SED omnes Abbates de Ordine noſtro ſingulis annis ad Ciſtercienſe Capitulum Generale omni poſtpoſitâ occaſione convenient, illis ſolis exceptis quos corporis infirmitas retinuerit, qui tamen idoneum Nuntium delegare debebunt, per quem neceſſitas remorationis eorum valeat Capitulo nuntiari : & illis item exceptis qui in remotioribus partibus habitantes, eo termino venient qui eis fuerit à Capitulo conſtitutus : quòd ſi quis aliâ quacumque de causâ quandoque remanere à noſtro Generali Capitulo præſumpſerit, in ſequentis anni Capitulo pro culpâ veniam petat, nec ſine gravi animadverſione pertranſeat.

Tous les Abbez doivent s'y trouver.

Ce qui doit ſe faire dans le Chapitre General.

16. In quo quidem Capitulo Generali de ſalute animarum ſuarum tractent, & in obſervatione ſanctæ Regulæ & Ordinis ſi quid emendandum fuerit vel agendum, ordinent ; bonum pacis & charitatis inter ſe confirment.

La Charité doit eſtre l'ame & la regle des Corrections qui ſe font par le Chapitre General.

17. Si quis verò Abbas minùs in Regulâ ſtudioſus, vel rebus ſæcularibus nimis intentus, vel in aliquibus vitioſus repertus fuerit, ibi charitativè clametur, clamatus veniam petat, & pœnitentiam ſibi pro culpâ indictam adimpleat : hanc verò clamationem non niſi Abbates faciant.

18. Si verò aliqua controverſia inter aliquos Abbates emerſerit, vel de aliquo eorum tam gravis culpa propalata fuerit, ut ſuſpenſionem aut depoſitionem mereatur ; quidquid inde à Capitulo fuerit definitum, ſine retractatione obſervetur.

19. Si fortè pro diverſitate ſententiarum in diſcordiam cauſa devenerit, illud inde irrefragabiliter teneatur quòd Abbas Ciſtercii & hi qui ſanioris conſilii & magis idonei apparuerint, judicabunt : hoc obſervato, quòd nemo eorum ad quos ſpecialiter cauſa reſpexerit, definitioni debeat intereſſe.

20. Si aliqua Eccleſia pauperiem intolerabilem incurrerit, Abbas loci illius coram omni Capitulo hanc cauſam intimare ſtudeat ; & tunc ſinguli Abbates maximo charitatis igne ſuccenſi, illius Ec-

cleſiæ penuriam de rebus à Deo ſibi collatis prout habuerint, ſuſtentare feſtinent.

CHAPITRE IV.

De la maniere d'élire les Abbez.

Reglement general pour les élections des Abbez.

21. SI qua Domus Ordinis noſtri Abbate proprio fuerit deſtituta, Major Abbas de cujus Domo illa exivit, omnem curam habeat ordinationis illius, donec Abbas alius eligatur in eâ ; & præfixâ die Electionis, etiam ex Abbatibus ſi quos Domus illa genuerit, advocentur, & conſilio & voluntate Patris Abbatis, Abbates & Monachi Domûs illius Abbatem eligant.

Reglement particulier pour l'election de l'Abbé de Ciſteaux.

22. Domui autem Ciſtercii, quia Mater eſt omnium noſtrûm, dum proprio Abbate caruerit, quatuor primi Abbates ſcilicet de Firmitate, de Pontigniaco, de Claravalle & de Morimundo, provideant ; & ſuper eos ſit cura Domûs illius, donec Abbas in eâ electus fuerit & ſtatutus.

23. Ad Electionem autem Ciſtercienſis Abbatis, præfixâ & prænotatâ die ad minus per quindecim dies, convocentur ex Abbatibus quorum Domus de Ciſtercio exierunt, & ex aliis quos prædicti Abbates & Fratres Ciſtercienſes idoneos noverint : & congregati in nomine Domini Abbates & Monachi Ciſtercienſes, eligant Abbatem.

L'on ne peut choiſir que dans l'Ordre les Superieurs.

24. Liceat autem cuique Matri Eccleſiæ Ordinis noſtri non ſolùm de Monachis Filiarum ſuarum Eccleſiarum, ſed de ipſis quoque Abbatibus earum, liberè ſibi, ſi neceſſe fuerit, aſſumere Abbatem : perſonam verò de alio Ordine, nulla de noſtris Eccleſiis ſibi eligat in Abbatem, ſicut nec noſtrarum aliquem licet Monaſteriis aliis quæ non ſint de Ordine noſtro, dari.

Digitized by Google

CHAPITRE V.

De la maniere de recevoir les ceſſions & démiſſions des Abbez, & de les dépoſer.

Reglement general touchant la ceſſion & la dépoſition de tous les Abbez, à l'exception de celuy de Ciſteaux.

25. SI quis Abbas pro inutilitate ſeu puſillanimitate ſua, à Patre ſuo Abbate Domûs illius de quâ ſua exivit, poſtulaverit ut ab onere Abbatiæ ſuæ relaxetur, caveat ille ne facilè & ſine cauſa rationabili & multùm neceſſariâ acquieſcat : ſed etſi fuerit tanta neceſſitas, nihil per ſe inde faciat, ſed convocatis aliquibus aliis Abbatibus noſtri Ordinis, eorum conſilio agat quod pariter noverint oportere.

Reglement general pour dépoſer tous les Abbez ſans diſtinction que de celuy de Ciſteaux, & pour recevoir leur demiſſion.

26. Si quis verò Abbatum contemptor ſanctæ Regulæ aut Ordinis prævaricator, vel commiſſorum ſibi Fratrum vitiis conſentiens innotuerit ; Abbas Majoris Eccleſiæ per ſeipſum vel per Priorem ſuum, aut quomodo opportuniùs potuerit, de emendatione eum admoneat uſque quater : quòd ſi nec ita correctus fuerit, nec ſponte cedere voluerit, congregato aliquanto numero Abbatum noſtræ Congregationis, tranſgreſſorem ſanctæ Regulæ ab officio ſuo amoveant ; ac deinceps alter qui dignus ſit, conſilio & voluntate Majoris Abbatis, à Monachis illius Eccleſiæ ſimul & ab Abbatibus, ſi qui ad eam pertinent, ſicut ſuprà dictum eſt, eligatur.

27. Si autem is qui deponitur & Monachi ejus, quod Deus avertat, contumaces & rebelles eſſe voluerint, vel ſententiis minimè acquieſcant, ab ipſo Abbate Majoris Eccleſiæ & à cæteris Coabbatibus ejus excommunicationi ſubdantur, ac deinceps ab eo coërceantur, prout fieri potuerit & cognoverint expedire.

28. Ex hoc ſanè, ſi quis illorum ad ſe reverſus de morte animæ ſuæ reſurgere & ad Matrem ſuam redire voluerit, tanquam Filius pœnitens recipiatur ; nam ſine hac cauſa multo ſemper ſtudio devitandâ, nullus Abbas Monachum cujuſcumque alterius Abbatis Ordinis noſtri, ſine ejus aſſenſu retineat, nullus in Domum alterius cujuſcumque, ſine ejus voluntate ſuos ad inhabitandum Monachos introducat.

Reglement particulier pour la déposition de l'Abbé de Cîteaux, & pour recevoir sa démission, où les quatre premiers Abbez agissent au nom de tous les autres.

29. Eodem etiam modo, si fortè (quod absit) Abbates nostri Ordinis Matrem nostram Cistercienſem Ecclesiam in sancto proposito langueſcere, & ab obſervatione sanctæ Regulæ vel Ordinis exorbitare cognoverint; Abbatem ejusdem loci per quatuor primos Abbates, ſcilicet de Firmitate, de Pontigniaco, de Claravalle & de Morimundo, ſub cæterorum Abbatum nomine, usque quater, ut corrigatur ipse & alios corrigere curet, admoneant, & cætera quæ de aliis dicta sunt Abbatibus, si incorrigibiles apparuerint, circa eum studiosè adimpleant; excepto quòd si sponte cedere noluerit, nec ipsum deponere, nec contumaci anathema dicere poterunt, donec aut in Generali Capitulo, aut si illud fortè visum fuerit expectari non posse, in Conventu alio convocatis Abbatibus qui de Cistercio exierunt, & aliquibus aliorum, virum inutilem ab officio suo deponant, & tam ipsi quàm Monachi Cistercienses idoneum Abbatem eligere studeant: quòd si Abbas ille vel Monachi Cistercienses contumaciter recalcitrare voluerint, gladio excommunicationis eos ferire minimè vereantur.

30. Postea autem, si quis horum prævaricatorum tandem resipiscens & animam suam salvare cupiens, ad quamlibet quatuor nostrarum Ecclesiarum, sive ad Firmitatem, sive ad Pontigniacum, sive ad Claramvallem, sive ad Morimundum confugerit, sicut Domesticus & Cohæres Ecclesiæ cum regulari satisfactione recipiatur, quoadusque propriæ Ecclesiæ, sicut justum fuerit, reconciliatus quandoque reddatur. Interim autem annuum Abbatum Capitulum non apud Cistercium, sed ubi à quatuor supranominatis Abbatibus provisum fuerit, celebretur.

FIN.

PREMIERE CONFIRMATION de la Carte de Charité en 1119. par Bulle du Pape Calixte II.

SOMMAIRE.

1. *Le Pape addreſſe ſa Bulle à ſaint-Eſtienne & à ſes Religieux qu'il dit eſtre auteurs de la Carte de Charité, & qui en ont demandé la confirmation qu'il accorde pour eſtre obſervée à perpetuité.*
2. *Il fait mention du conſentement qu'ont donné les Evêques Diocezains à cette Conſtitution pour l'établiſſement de l'Ordre, lors de la fondation de chaque Monaſtere ; comme auſſi de l'acceptation qui en a eſté faite par les Abbez & les Religieux qui y ont eſté établis.*
3. *Il défend de recevoir & retenir aucun Religieux & Frere Convers après leur Profeſſion, ſans la permiſſion de leur Abbé.*

CALIXTUS Epiſcopus ſervus ſervorum Dei. Chariſſimis in Chriſto Filiis Stephano Venerabili Ciſtercienſis Monaſterii Abbati & ejus Fratribus ſalutem & Apoſtolicam benedictionem. Ad hoc in Apoſtolicæ ſedis regimen, Domino diſponente, promoti conſpicimur, ut ipſo præſtante, Religionem augere & quæ rectè atque ad ſalutem animarum ſtatuta ſunt, noſtri debeamus authoritate officii ſtabilire : Idcircò, filii in Chriſto chariſſimi, petitioni veſtræ charitate debitâ Impertimur aſſenſum, & Religioni veſtræ paterno congratulantes affectu, Dei operi quod cœpiſtis, manum noſtræ Confirmationis Apponimus.

La Bulle eſt adreſſée à l'Abbé & à la Communauté de Cîteaux.

Siquidem conſenſu & deliberatione communi Abbatum & Fratrum Monaſteriorum veſtrorum & Epiſcoporum in quorum Parochiis eadem Monaſteria continentur, quædam de obſervatione Regulæ beati Benedicti, & de aliis nonnullis quæ Ordini veſtro & Loco neceſſaria videbantur, Capitula ſtatuiſtis quæ nimirum ad majorem Monaſterii quietem & Religionis obſervantiam authoritate Sedis Apoſtolicæ petitis Confirmari.

Le Pape fait mention des conſentemens donnez pour l'execution & l'obſervation de la Carte de Charité, par les Evêques Diocezains lors de la fondation de chaque Monaſtere & de l'acceptation qu'en ont faite les Abbez & les Religieux qui y ont eſté établis.

BIBLIOTECA NAZ. ROMA VITTORIO EMANUELE

Il confirme la Carte de Charité ſous le nom de Conſtitution, & les Reglemens qu'elle contient, pour eſtre obſervez à perpetuité.

Nos ergo veſtro in Domino profectui congaudentes, Capitula illa & Conſtitutionem authoritate Apoſtolicâ Confirmamus, & omnia in perpetuum rata permanere Decernimus; illud nominatim omnimodis prohibentes, ne Abbatum aliquis Monachos veſtros ſine regulari Commendatione ſuſcipiat.

Si qua igitur Eccleſiaſtica ſæculariſve perſona noſtræ Confirmationi huic, & Conſtitutioni veſtræ, temeritate aliquâ obviare præſumpſerit, tanquam Religionis & quietis Monaſticæ perturbatrix, authoritate beatorum Petri & Pauli & noſtrâ donec ſatisfaciat, excommunicationis gladio feriatur: Qui verò conſervator extiterit, omnipotentis Dei & Apoſtolorum ejus benedictionem & gratiam conſequatur.

Interdicimus autem ne quis Converſos Laïcos vel Profeſſos veſtros ad habitandum ſuſcipiat. Ego Calixtus Catholicæ Eccleſiæ Epiſcopus Confirmavi & Subſcripſi. Datum Sede loci per manum Chriſogoni ſanctæ Romanæ Eccleſiæ Diaconi Cardinalis ac Bibliothecarii, decimo Kalendas Januarii, Indictione decimâ tertiâ, Incarnationis Dominicæ M. C X I X. Pontificatûs autem Domini Calixti Papæ anno primo.

Pluſieurs autres Papes ont pareillement confirmé la Carte de Charité, & ont addreſſé leurs Bulles à tous les Abbez & Religieux de l'Ordre, notamment Eugene III. en 1152. *Anaſtaſe IV. en* 1154. *Adrien IV. en* 1159. *Alexandre III. en* 1165. *& pluſieurs autres juſqu'à Pie II. en* 1459. *ces Bulles ſont à peu prés dans la même forme, ſi ce n'eſt que celle d'Alexandre III. contient cette clauſe particuliere:* Quoniam autem Ciſtercienſis Eccleſia mater eſt omnium veſtrûm & alium Patrem Abbatem ſuper ſe non habet, ſicut ad Cautelam & Ordinis Cuſtodiam Statuiſtis, per primos Abbates annua ibidem viſitatio fiat, & ad ſuggeſtionem eorum ſecundum Ordinem veſtrum corrigatur ſi quid invenerint corrigendum.

Nomaſticon. Ciſt. pag. 80.

Tout l'Ordre l'a auſſi toûjours reçûë avec applaudiſſement & ſoumiſſion, comme il paroiſt au commencement des premieres Compilations qui furent faites des plus anciennes Définitions ou Ordonnances & Reglemens que firent les Chapitres Generaux qui ſuivirent la Carte de Charité, l'ayant marqué à la teſte par maniere de Prologue en ces termes qui luy en ſervent encore: Antequam Abbatiæ Ciſtercienſes florere inciperent, Domnus Stephanus & Fratres ſui Ordinaverunt ut nullæ Abbatiæ in alicujus Anti-

Ibidem, pag. 482. La Bulle de Calixte II. appelle la Carte de Charité Conſtitution, & icy elle eſt nommée Decret d'entre l'Abbaye de Cîteaux & tout l'Ordre.

ſtitis Diœceſi fundarentur, antequam ipſe Decretum inter Ciſtercienſe Cœnobium & cætera ex eo nata exaratum & confirmatum, ratum haberet, propter ſcandalum inter Pontificem & Monachos devitandum.

C'eſt donc cette Conſtitution qui en aſſujettiſſant dés l'origine de l'Ordre tous les Monaſteres à leurs Superieurs reguliers, avec le conſentement des Evêques Diocezains, leur a acquis & procuré par la loy même de la fondation, l'exemption de leur juriſdiction, de laquelle il y a eu depuis, encore pluſieurs autres Confirmations generales, comme l'on verra par les Bulles de divers Papes, & entre autres par celles d'Innocent VIII. qui ſeront rapportées cy-aprés.

BULLE DU PAPE INNOCENT II.

Du 10. Fevrier 1132.

SOMMAIRE.

1. *Ce Pape confirme à l'Abbaye de Ciſteaux les biens qu'elle poſſede & poſſedera à l'avenir.*
2. *Il ne veut pas que les Abbez de l'Ordre puiſſent eſtre contraints de ſe trouver dans les Synodes & Conciles Provinciaux, ſi ce n'eſt pour raiſon de la foy.*
3. *Il accorde par un privilege ſpecial à l'Abbaye de Ciſteaux, comme eſtant le Chef & la ſource de tout l'Ordre, la liberté de ſe choiſir pour Abbé tel autre Abbé de l'Ordre qu'elle voudra: aux autres meres Egliſes, de s'en choiſir d'entre ceux de leurs filiations ou dépendances; & à l'égard des Monaſteres dont aucun autre ne dépend, le Pape leur permet de l'élire d'entre tous les Religieux de l'Ordre, de l'avis neanmoins & avec le conſentement de l'Abbé de Citeaux & de leurs Peres immediats.*
4. *Le Pape declare les Freres Convers aprés leur Profeßion, indépendans des Evêques Diocezains.*
5. *Il declare tous les Monaſteres de l'Ordre exempts de payer les Dixmes groſſes & menuës ſur les terres de leurs domaines qu'ils cultiveront par leurs mains ou feront cultiver par d'autres à leurs frais.*

INNOCENTIUS Epiſcopus ſervus ſervorum Dei. Dilecto Filio Stephano Ciſtercienſi Abbati ejuſque ſucceſſoribus regulariter

ſubſtituendis in perpetuum. Habitantes in Domo Domini in ſinceritate charitatis conſervant unitatem ſpiritus in vinculo pacis : puræ namque mentis Religio indiſſolubili divini amoris glutino confirmata, vultum clementiſſimi Creatoris ut terrena cœleſtibus conjungantur & ima ſuperis ſocientur, mundis orationibus inceſſanter profuſis inclinat : Quia igitur Fratres Ciſtercienſis Monaſterii à cura ſæculari liberos & divinis ſervitiis mancipatos piè vivere ac religiosè cognovimus, idcircò dilecte in Domino Fili Stephane Abbas, tuis juſtis petitionibus duximus annuendum.

Confirmation des biens appartenans à l'Abbaye de Ciſteaux.

1. Statuimus enim ut quæcumque poſſeſſiones aut bona ad eundem locum impræſentiarum juſtè & Canonicè pertinere noſcuntur, aut in futurum conceſſione Pontificum, liberalitate Regum & Principum, oblatione fidelium, ſeu aliis juſtis modis auxiliante Domino, ei conferri contigerit, firma tibi tuiſque ſucceſſoribus & illibata permaneant.

On ne peut pas obliger les Abbez de l'Ordre d'aller aux Synodes Diocezains & aux Conciles Provinciaux.

2. Et quoniam ubi ſpiritus Domini ibi libertas, ut liberiùs divinis famulatibus valeatis inſiſtere & purgata mentis acie ſinceriùs contemplationi vacare, Prohibemus ne aliquis Archiepiſcopus aut Epiſcopus te vel ſucceſſores tuos, ſeu aliquem Abbatem Ciſtercienſis Ordinis niſi pro fide, ad Concilium vel Synodum venire compellat.

Privilege pour les ſections des Abbez de trois ſortes.
1. A l'égard de l'Abbaye de Ciſteaux.
2. Des autres qui ont des filiations.
3. De celles dont aucune autre ne dépend.

3. Quia verò Ciſtercienſe Monaſterium hujus Religionis origo eſt atque principium, noſtrâ conceſſione hâc prærogativâ non immeritò gaudeat, ut ſi quando fuerit paſtore proprio viduatum, quemlibet Abbatem de omnibus Abbatibus veſtri Ordinis vel Monachum, ſalvâ nimirum Sedis Apoſtolicæ reverentiâ, ſibi liberè præficiendum eligat & abſque aliquâ contradictione obtineat.

Cæteris verò veſtri Ordinis Abbatiis quæ unam vel plures Abbatias habent ſibi ſubditas & de ſui corporis fructiferâ copiâ derivatas, Abbate ſuo rebus humanis exempto, eligendi quemcunque maluerint de ſibi ſubjectis Abbatibus vel quemlibet Monachum de omnibus Congregationibus Ciſtercienſibus liberam Concedimus facultatem.

Illa autem Abbatia quæ nullam habet ſibi ſubditam, quemlibet Monachum de omnibus præfatæ Religionis Congregationibus, cum conſilio & deliberatione Ciſtercienſis Abbatis & illius qui eidem fratri eligendo præfuerit, liberè ſibi in Abbatem eligat & habeat.

Les Freres Convers ne ſont nullement ſujets à la juriſdiction des Evêques.

4. Porrò Converſos veſtros qui Monachi non ſunt, poſt factam in veſtris Cœnobiis profeſſionem, nullus Archiepiſcoporum vel Abbatum

Abbatum ſine veſtra grata licentia ſuſcipere aut ſuſceptum retinere præſumat.

Verùm quoniam ſicut beato Gregorio Auguſtinum Anglorum Epiſcopum inſtruente, didicimus communi vitâ viventibus tam de faciendis portionibus vel exhibendâ hoſpitalitate & adimplendâ miſericordiâ Nobis quid erit dicendum, cùm omne quod ſupereſt in cauſis piis ac religioſis erogandum eſt, Domino Magiſtro omnium docente : Quod ſupereſt date eleemoſinam, & ecce omnia munda ſunt vobis ?

Exemption de Dixmes groſſes & menuës.

5. Statuimus ut de laboribus quos vos & totius veſtræ Congregationis Fratres propriis manibus & ſumptibus colitis & de animalibus veſtris, vobis decimas expetere vel recipere nemo præſumat.

Nulli ergo hominum liceat veſtrum Monaſterium temerè perturbare aut ejus poſſeſſiones auferre vel ablatas retinere, minuere aut aliquibus moleſtiis fatigare, ſed omnia integra conſerventur veſtris & aliorum Chriſti uſibus profutura : ſi quæ igitur in poſterum Eccleſiaſtica ſæculariſve perſona hanc noſtræ Conſtitutionis paginam ſciens contra eam temerè venire tentaverit, ſecundo tertiove commonita ſi non ſatisfactione congruâ emendaverit, poteſtatis honoriſque ſui periculum patiatur, & à ſacratiſſimo corpore & ſanguine Domini noſtri Jeſu Chriſti aliena fiat, etiam & in extremo examine diſtrictæ ultioni ſubjaceat ; Conſervantibus verò eidem loco quæ ſua ſunt, ſit pax Domini noſtri Jeſu Chriſti, quatenus & hîc fructum bonæ actionis percipiant, & apud diſtrictum judicem præmia æternæ pacis inveniant. Amen, amen, amen.

Ego Innocentius Eccleſiæ Catholicæ Epiſcopus. Ego Joannes tituli S. Griſogoni Preſbyter Card. Ego Romanus Diaconus Cardinalis S. Mariæ in Portion. Ego Gregorius Diaconus Cardinalis SS. Sergii & Bacchi. Datum Cluniaci per manum Americi S. R. Diaconi Card. & Cancellarii IV. Idus Febr. Indict. X. Incarnationis Dom. anno M. C. XXXII. Pontificatûs verò Domini Innocentii Papæ II. anno ſecundo.

BULLE DU PAPE ALEXANDRE III. de l'an 1164.

SOMMAIRE.

1. *Le Pape prend ſous ſa protection l'Abbaye de Ciſteaux & toutes ſes appartenances.*
2. *Et pareillement les quatre premiers Monaſteres & pluſieurs autres y dénommez comme en dépendans.*
3. *La Bulle eſt addreſſée à l'Abbé de Ciſteaux & à ſes Religieux.*

ALEXANDER Epiſcopus ſervus ſervorum Dei. Dilectis filiis Gilliberto Abbati Ciſtercienſis Monaſterii ejuſque Fratribus tam præſentibus quàm futuris regularem vitam profeſſis in perpetuum. Religioſam vitam eligentibus Apoſtolicum convenit adeſſe præſidium, ne fortè alicujus temeritatis incurſus eos aut à propoſito revocet aut robur quod abſit, ſacræ Religionis infringat : Ea propter dilecti in Domino filii, veſtris juſtis poſtulationibus clementer Annuimus & præfatum Monaſterium in quo divino mancipati eſtis obſequio, ſub beati Petri & noſtrâ protectione ſuſcipimus & præſentis ſcripti privilegio Communimus, Statuentes ut quaſcumque poſſeſſiones, quæcumque bona idem Monaſterium inpræſentiarum legitimè poſſidet, aut in futurum conceſſione Pontificum, largitione Regum vel Principum, oblatione fidelium ſeu aliis juſtis modis Deo propitio poterit adipiſci, firma vobis veſtriſque ſucceſſoribus & illibata permaneant ; In quibus hæc propriis duximus exprimenda vocabulis : Locum ipſum de Ciſtercio cum terris, pratis, aquis, ſilvis, paſcuis & omnibus pertinentiis ſuis : Abbatiam de Firmitate, Abbatiam de Pontigniaco, Abbatiam de Claravalle, Abbatiam de Morimundo, Abbatiam de Pruliaco, Abbatiam de Curiâ Dei, Abbatiam de Bonavalle, Abbatiam de Eleemoſina, Abbatiam de Oratorio, Abbatiam de Buxeria, Abbatiam de Miratorio, Abbatiam de ſancto Andrea, Abbatiam de Valantiis, Abbatiam de Perſonia, Abbatiam de Erivado, Abbatiam de Obazina ; ex dono Othonis Ducis Burgundiæ in Foreſtâ ejus plenaria, uſuaria in omnibus præter exartationem, & in tota

terra ſua libera uſuaria ubicumque terram habet, Grangiam de Saleis cum adjacentibus terris, pratis, aquis, ſilvis, paſcuis, decimâ & in omnibus pertinentiis ſuis ex Abbatis & Capituli ſancti Benigni Divionis, & Aimonis Domini de Tilecaſtro, Guidonis de Claro-monte & aliorum hæredum.

Deinde proſequitur & enumerat alias Ciſtercii grangias & poſſeſſiones in particulari quas illo tempore habebat, & cum XIII. *Cardinalibus ſignat.*

Datum Senonis per manum Hermanni ſanctæ Romanæ Eccleſiæ Subdiaconi & Notarii IV. Non. Febr. Indictione XII. Incarnationis Dominicæ milleſimo centeſimo ſexageſimo quarto, Pontificatûs verò Domini Alexandri Papæ tertii anno ſexto.

IIe BULLE DU PAPE ALEXANDRE III.

SOMMAIRE.

Le Pape addreſſe ſa Bulle à tous les Abbez de l'Ordre & donne à chacun d'eux, le pouvoir d'abſoudre les Religieux de ſon Monaſtere, & même ceux qui y viennent du ſiecle pour y eſtre Religieux, des excommunications qu'ils auroient encouruës.

ALEXANDER Epiſcopus ſervus ſervorum Dei. Dilectis filiis Abbatibus Ciſtercienſis Ordinis Salutem & Apoſtolicam Benedictionem. Cùm ſitis arctiùs divinis obſequiis dediti, veſtræ Religionis conſideratione compellimur paternâ quieti veſtræ charitate proſpicere & gratiam noſtram ſpecialiter indulgere : Ea propter dilecti in Domino filii, piis poſtulationibus veſtris inducti præſentibus vobis litteris Indulgemus ut unuſquiſque veſtrûm fratres Monaſterii ſui & ſiqui cùm ad converſionem ejus accedunt vel poſtea confeſſi fuerint quod pro appoſitione ignis aut pro violenta manuum injectione in Clericum vel aliam religioſam perſonam, vinculo teneantur excommunicationis adſtricti, vel quod excommunicatis communicaverint, de autoritate noſtra facultatem habeat abſolvendi, & pœnitentiam injungendi quam videritis ſalutarem. Datum Tuſculanenſi Nonas Martii.

BULLE DU PAPE LUCE III. de l'an 1183.

SOMMAIRE.

1. *Le Pape addreſſe ſa Bulle à tous les Abbez de l'Ordre.*
2. *Il défend à tous les Evêques Dioceſains & autres Prélats de prononcer aucune Cenſure contre les Abbez & les Monaſteres de l'Ordre.*
3. *Il ne veut pas qu'aucun Abbé lors de ſa Benediction, promette à l'Evêque autre choſe, & faſſe ſa Profeßion autrement qu'elle a eſté reglée & pratiquée au commencement de l'Ordre.*

1. LUCIUS Epiſcopus ſervus ſervorum Dei. Dilectis filiis Abbati Ciſtercienſi & univerſis Coabbatibus ejus ſub eodem Ordine Domino ſervientibus. Salutem & Apoſtolicam Benedictionem. Monaſticæ ſinceritas diſciplinæ quam in puritate Ordinis quem tenetis æterni Conditoris providentia reſtauravit, illam ſemper invenit in Apoſtolica Sede clementiam qua & vobis in Domino accreſceret propoſitum virtutis, & aliorum devotio veſtris provocaretur exemplis ut per cœleſtium ſemitam mandatorum ad propoſitum feliciter bravium feſtinaret : Inter cætera verò licèt Ordo veſter ea ſe ſervaverit Epiſcopis humilitate ſubjectum ut ſalvis originalibus inſtitutis, eorum ſemper vellet magiſterio ſubjacere, illud tamen hactenus de favore & protectione Apoſtolicæ Sedis obtinuit, ut nullus in Monaſteria vel Abbates Ordinis memorati, quamlibet Eccleſiaſticam ſententiam promeret, vel perſonas in eodem Ordine conſtitutas excommunicationis vel ſuſpenſionis ſeu interdicti promulgatione gravaret : Quia verò refrigeſcente charitate, multorum uſque adeò malitia noſcitur abundaſſe, ut nonnulli eorum qui Eccleſiis Dei modernis temporibus ſunt prælati, tranſgrediantur terminos ab antiquioribus conſtitutos, & in veſtrum ſpecialiter Ordinem indebitam exercere non dubitent ultionem.

2. Præſentium Litterarum inſcriptione Statuimus ut nulli omninò liceat in vos vel Monaſteria veſtra ſeu Fratres inibi conſtitutos,

contra id quod ab origine Ordinis noſcitur obſervatum, excommunicationis vel ſuſpenſionis ſeu interdicti ſententiam promere ; quam ſi deprompta fuerit, autoritate Apoſtolica Decernimus non tenere.

3. Adjicientes quoque Decernimus ut Archiepiſcopi & Epiſcopi in recipiendis profeſſionibus quæ à benedictis vel benedicendis Abbatibus exhibentur, ea ſint forma & expreſſione contenti quæ ab origine Ordinis noſcitur inſtituta, ſcilicet ut Abbates ipſi *ſalvo Ordine ſuo* profiteri debeant & contra Inſtituta Ordinis nullam profeſſionem facere compellantur. Nulli ergo omnino hominum liceat hanc paginam noſtræ Conſtitutionis & Confirmationis infringere, vel ei auſu temerario contraire. Si quis autem hoc attentare præſumpſerit, indignationem omnipotentis Dei & beatorum Petri & Pauli Apoſtolorum ejus ſe noverit incurſurum. Datum Veronenſi XI. Kal. Decembris.

BULLE DU PAPE HONORE' III. de l'an 1219.

SOMMAIRE.

Le Pape défend expreſſément à ſes Legats & Nonces de prononcer aucune Sentence contre les Abbez, Religieux & Monaſteres de l'Ordre, ſans en avoir eu de luy un ordre exprès.

HONORIUS Epiſcopus ſervus ſervorum Dei. Dilectis filiis Abbati Ciſtercienſi & univerſis Coabbatibus ejus & Fratribus ſub eodem Ordine Deo ſervientibus, Salutem & Apoſtolicam Benedictionem. Cùm Ordinis veſtri generoſa plantatio multos religionis & honeſtatis flores & fructus protulerit effuſo longè latèque laudabilis converſationis odore, Apoſtolicæ Sedis auctoritas conſiderans per Marthæ ſollicitudinem providendum eſſe Mariæ quieti, ut orantis Mariæ ſuffragiis ſatagentis Marthæ ſollicitudo miniſterii juvaretur, ne alicujus temeritatis incurſus ſanctæ Converſationis otium perturbaret, Ordinem ipſum & Privilegiis & nonnullis Indulgentiis ſpecialis gratiæ prærogativâ munivit : Nos autem qui ſalutifera commoda veſtra benigno favore proſequimur, ranqu illitati veſtræ libenter prout poſſumus, providemus autori-

tate præſentium Inhibentes ne Legati Sedis Apoſtolicæ ſine ſpeciali mandato noſtro, in vos excommunicationis vel ſuſpenſionis, & in Monaſteria veſtra interdicti ſententias contra ea quæ vobis ſunt ab Apoſtolica Sede conceſſa, promulgent. Nulli ergo omnino hominum liceat hanc paginam noſtræ inhibitionis infringere, vel ei auſu temerario contraire : Siquis autem hoc attentare præſumpſerit, indignationem omnipotentis Dei & beatorum Petri & Pauli Apoſtolorum ejus ſe noverit incurſurum. Datum Viterbii IV. Non. Decembris, Pontificatûs noſtri anno quarto.

SECONDE BULLE DU PAPE HONORE' III. de l'an 1224.

SOMMAIRE.

1. *Le Pape après avoir expliqué ce qui s'eſt paſſé au Concile ſous Innocent III. ſon prédeceſſeur, touchant l'exemption de Dixmes de l'Ordre de Ciſteaux, & auſſi ce qui s'en eſt enſuivi ; il ordonne à tous les Archevêques, Evêques &c.*
2. *De faire jouir les Monaſteres de l'Ordre de Ciſteaux, de leur privilege conſiſtant dans l'exemption de ne payer aucune Dixme ſur les terres de leurs domaines acquiſes avant le temps du Concile, non plus que des Novales qu'ils cultiveront par leurs mains ou feront cultiver par d'autres à leurs frais.*
3. *Ni pareillement aucunes menuës Dixmes.*

Cette Bulle eſt rapportée dans le Grand Bullaire Romain pour la ſixiéme Conſtitution de ce Pape.

HONORIUS Epiſcopus ſervus ſervorum Dei. Venerabilibus Fratribus Archiepiſcopis, Epiſcopis, & dilectis filiis Abbatibus, Prioribus, Decanis, Archidiaconis, Officialibus & aliis Eccleſiarum Prælatis ad quos litteræ iſtæ pervenerint, Salutem & Apoſtolicam Benedictionem.

1. Cùm Abbates Ciſtercienſis Ordinis tempore Concilii Generalis ad commonitionem felicis memoriæ Innocentii Papæ prædeceſſoris noſtri ſtatuerint, ut de cætero Fratres ipſius Ordinis, ne occaſione privilegiorum ſuorum Eccleſiæ ulteriùs gravarentur, de alienis terris & ab eo tempore acquirendis, ſi eas propriis manibus aut ſumptibus colerent, Decimas perſolverent Eccleſiis qui-

bus ratione prædiorum antea ſolvebantur, niſi cum eiſdem Eccleſiis aliter ducerent componendum; idem prædeceſſor noſter quia ſperabat, ut Eccleſiarum Prælati proniores & efficaciores exiſterent ad exhibendum eis de ſuis malefactoribus Juſtitiæ complementum, & eorum privilegia diligentiùs & perfectiùs obſervarent, Statutum hujuſmodi ratum habens & gratum, hoc ipſum ad alios Regulares qui gaudent ſimilibus privilegiis extendi voluit & Mandavit : Sed quod dolentes referimus, in contrarium res eſt verſa, quia ſicut ex inculcata querela Abbatum ipſius Ordinis frequenter audivimus, nonnulli Eccleſiarum Prælati & alii Clerici eorum privilegia temerè contemnentes, & contendentes malitiosè ipſorum pervertere intellectum, eos multipliciter inquietant.

2. Nam cùm ſit ipſis indultum ut de Novalibus quæ propriis manibus aut ſumptibus excolunt, ſive de hortis, virgultis & piſcationibus ſuis, vel de ſuorum animalium nutrimentis, nullus ab eis Decimas exigere vel extorquere præſumat, quidam perverſo intellectu confiſto dicentes quod non poſſunt nec debent intelligi niſi de his quæ ſunt ante dictum Concilium acquiſita, ipſos ſuper his multiplici exactione fatigant.

3. Nos igitur eorum quieti paterna ſollicitudine providere volentes, univerſitati veſtræ per Apoſtolica ſcripta Mandamus quatenus Abbates & Fratres ejuſdem Ordinis à præſtatione Decimarum, tam de poſſeſſionibus habitis ante Concilium memoratum & de Novalibus ſive ante, ſive poſt idem Concilium acquiſitis, quæ propriis manibus ac ſumptibus excolunt, quàm de hortis, virgultis, piſcationibus ſuis, ac de ſuorum animalium nutrimentis, ſinguli veſtrûm omninò ſervetis immunes. Datum Lateranenſi v. Idus Novembris, Pontificatus noſtri anno nono. (1224.)

TROISIE'ME BULLE DU MESME PAPE Honoré III. de l'an 1224.

SOMMAIRE.

Le Pape exempte l'Ordre de Ciſteaux de payer Dixme ſur les terres qui aprés avoir eſté alienées de ſes domaines, y ſeroient rentrées & retournées.

HONORIUS Epiſcopus ſervus ſervorum Dei. Dilectis filiis Abbatibus & Fratribus Ciſtercienſis Ordinis Salutem & Apoſtolicam Benedictionem. Cùm aliquando cogente neceſſitate vel utilitate propria requirente, terras veſtras ante Generale Concilium acquiſitas conceſſeritis aliis excolendas, ne pro eo quod de poſſeſſionibus poſt idem Concilium acquiſitis Decimas ſolvitis, ſi ad manus veſtras taliter conceſſæ redierint, à quoquam vexari poſſitis : Ut nullus à vobis de hujuſmodi terris quæ ad vos taliter redierint, ſi eas manibus propriis aut ſumptibus colitis, occaſione Concilii memorati Decimas exigere vel extorquere præſumat, auctoritate præſentium Inhibemus. Nulli ergo omninò hominum liceat hanc paginam noſtræ inhibitionis infringere vel ei auſu temerario contraire. Si quis autem hoc attentare præſumpſerit, indignationem omnipotentis Dei & beatorum Petri & Pauli Apoſtolorum ejus ſe noverit incurſurum. Datum Lateranenſi VII. Kalend. Decembris, Pontificatus noſtri anno nono. (1224.)

BULLE DU PAPE GREGOIRE IX. de l'an 1228.

SOMMAIRE.

Le Pape ne veut pas qu'en vertu des Lettres que l'on obtient du Saint Siege, à moins qu'elles ne faſſent mention expreſſe de l'Ordre de Ciſteaux, aucune perſonne puiſſe agir & proceder contre les Abbez & Religieux qui en ſont.

GREGORIUS Epiſcopus ſervus ſervorum Dei. Dilectis filiis Abbati Ciſtercienſi & univerſis Coabbatibus & Monachis Ciſtercienſis Ordinis Salutem & Apoſtolicam benedictionem. Cùm Ciſtercienſis Ordinis Titulus per Dei gratiam adeò ſit inſignis, quod vix credatur ab his qui contra vos litteras impetrant, ſine malitia obticeri; Nos & illorum fraudibus obviare ac innocentiam veſtram volentes favorabiliter confovere, autoritate vobis Præſentium Indulgemus ut nequeatis per Litteras Apoſtolicas conveniri quæ de Ciſtercienſi Ordine non fecerint mentionem. Nulli ergo omnino hominum liceat hanc paginam noſtræ conceſſionis infringere vel ei auſu temerario contraïre: Si quis autem hoc attentare præſumpſerit, indignationem omnipotentis Dei ac beatorum Petri & Pauli Apoſtolorum ejus ſe noverit incurſurum. Datum Lateranenſi tertio Idus Januarii, Pontificatûs noſtri anno primo. (1228.)

IIe BULLE DU PAPE GREGOIRE IX. de l'an 1234.

SOMMAIRE.

1. *Le Pape défend à toutes ſortes de perſonnes de rien exiger des Monaſteres de l'Ordre de Ciſteaux, ſous pretexte des droits qu'ils y prétendent avoir, de Patronage, Garde gardienne & autres.*
2. *Il défend pareillement l'entrée des femmes dans les Monaſteres d'hommes, comme choſe déja défenduë par l'Inſtitut de l'Ordre.*

GREGORIUS Epiſcopus ſervus ſervorum Dei. Dilectis filiis Abbati Ciſtercii & univerſis Coabbatibus ejus Ciſtercienſis

Cette Bulle eſt rapportée au grand Bullaire Romain

pour la ſeptiéme Conſtitution de ce Pape.

Ordinis Salutem & Apoſtolicam benedictionem. Quia refrigeſcente charitate multorum adeò iniquitas abundavit, ut quorumdam ſuccenſa velut ignis impietas contra Eccleſias & Perſonas Eccleſiaſticas tantò validiùs inflammetur, quantò rariores qui eas tueantur contra pravorum incurſus, invenit objectores : Nos quibus ipſarum cura & ſollicitudo incumbit, ibi fortiùs inſurgere cogimur, ubi perſecutorum immanitas periculoſiùs exardeſcit : Sicut enim nobis ex parte veſtrâ gravis eſt oblata querela, nonnulli Principes ac Nobiles occaſione Juriſpatronatûs, Advocatiæ ſeu
1. Cuſtodiæ quam in Monaſteriis, Grangiis, Cellariis vel Domibus veſtris ſe habere proponunt, ac interdum etiam pro ſuæ libito voluntatis; & quidam Eccleſiarum Prælati à quibus deberetis non gravamen ſed ſolamen potiùs expectare, bladum, vinum, evectiones, animalia & res alias pro ædificatione ac munitione Caſtrorum & Villarum, necnon pro tyrociniis, torneamentis, expeditionibus, & aliis uſibus eorumdem à vobis exigunt & extorquent, aliàs vos taliis & exactionibus indebitis multipliciter aggravando : Præterea quidam ex ipſis & alii carnes comedere in veſtris Domi-
2. bus, ac mulieres etiam eaſdem Domos ingredi contra inſtituta veſtri Ordinis non verentur, propter quod & quies Monaſtici Ordinis perturbatur, & grave commiſſis vobis Monaſteriis imminet detrimentum : Quare nobis humiliter ſupplicaſtis ut ſuper his paterna providere ſollicitudine dignaremur. Nos igitur & veſtræ providere quieti & moleſtantium malitiis obviare volentes, autoritate Præſentium diſtrictiùs Inhibemus, ne quis à vobis præmiſſa exigere vel extorquere, aut in veſtris Domibus uti carnibus, ſeu mulier aliqua eas intrare præſumat contra Ordinis Inſtituta. Nulli ergo omninò hominum liceat hanc paginam noſtræ inhibitionis infringere vel ei auſu temerario contraire : Si quis autem hoc attentare præſumpſerit, indignationem omnipotentis Dei & beatorum Petri & Pauli Apoſtolorum ejus ſe noverit incurſurum. Datum Lateranenſi x. Kal. Februarii, Pontificatûs noſtri anno ſeptimo. (1234.)

IIIe BULLE DU PAPE GREGOIRE IX. de l'an 1234.

SOMMAIRE.

1. *Le Pape défend à tous Archevêques & Evêques de se mesler & entremettre des élections & dépositions des Abbez de l'Ordre de Cisteaux.*
2. *Il permet aux Abbez élûs de se faire benir par d'autres Evêques que les Diocesains.*
3. *Il leur défend & à leurs Chapitres de faire aucune perquisition ou information des vie, mœurs & capacitez des Abbez élûs, & d'entreprendre de les confirmer.*
4. *Et pareillement aux Archidiacres de se mesler des installations des Abbez & Abbesses.*
5. *Enfin il declare nulles toutes les Censures & Sentences qui pourroient estre prononcées au préjudice de toutes ces défenses.*

GREGORIUS Episcopus servus servorum Dei. Dilectis filiis Abbati Cistercii & universis Coabbatibus ejus Cistercienſis Ordinis Salutem & Apostolicam benedictionem. Ex parte vestrâ nobis est oblata querela quòd cum autoritate Apostolica sit inhibitum ne ullus Episcopus vel quælibet alia persona regularem 1
electionem Abbatis Ordinis vestri impediat, aut de instituendo vel removendo eo qui pro tempore fuerit, contra instituta Cistercienſis Ordinis se aliquatenùs intromittat; ac vobis à Sede Apostolica 2.
sit indultum ut si Archiepiscopi vel Episcopi in quorum Diæceſibus Domus vestræ fundatæ sunt, cum humilitate ac devotione debitâ requisiti, substitutos Abbates benedicere fortè renuerint, liceat eisdem Abbatibus ab alio Episcopo percipere quæ à suo fuerint indebitè denegata; quidam Archiepiscopi & Episcopi cùm 3.
in vestris Monasteriis in Abbates aliqui eliguntur, de modo electionis inquirere & examinare personas de vita, litteratura & moribus, & electionem confirmare prædictam pro viribus elaborant; Capitula quoque ipsorum eosdem sibi præsentari quærunt electos, & approbandi eos usurpare sibi nituntur temerè potestatem: Ar- 4.
chidiaconi etiam installandi electos ipsos vendicare sibi jus injuriosè

contendunt contra Indulta Sedis Apoſtolicæ non modica venien-
5. tes. Volentes itaque quieti veſtræ conſulere, ac veſtris gravami-
nibus in hac parte paternâ ſollicitudine providere, ne talia præſu-
mantur de cætero, & ne ab inſtituendis vel inſtitutis Abbatibus
benedictionis prætextu, aliquid penitùs exigatur, autoritate Præ-
ſentium diſtrictiùs Inhibemus, eâdem autoritate nihilominùs De-
cernentes, ut ſi contra prædictam inhibitionem noſtram à quo-
quam fuerit propriâ temeritate præſumptum, ſit irritum & inane;
& ſi aliquæ ſententiæ latæ fuerint, nullum robur obtineant firmi-
tatis. Nulli ergo omnino hominum liceat hanc paginam noſtræ
inhibitionis & conceſſionis infringere vel ei auſu temerario con-
traire : Si quis autem hoc attentare præſumpſerit, indignationem
omnipotentis Dei & beatorum Petri & Pauli Apoſtolorum ejus
ſe noverit incurſurum. Datum Lateranenſi decimo Kalendas Fe-
bruarii, Pontificatûs noſtri anno ſeptimo. (1234.)

IVe BULLE DU PAPE GREGOIRE IX. de l'an 1234.

SOMMAIRE.

Le Pape donne pouvoir à tous les Abbez de l'Ordre de commettre leurs Prieurs pour abſoudre en leur abſence, les Religieux & les Convers de leurs Monaſteres, des excommunications qu'ils auroient encourües.

GREGORIUS Epiſcopus ſervus ſervorum Dei. Dilectis fi-
liis Abbati Ciſtercii & univerſis Coabbatibus ſuis Ciſtercien-
ſis Ordinis Salutem & Apoſtolicam benedictionem. Cùm Mona-
chos & Converſos Monaſteriorum veſtrorum ab excommunicatio-
ne quam injiciendo manus violentas invicem in ſeipſos frequenter
incurrunt, ex officio veſtro abſolvere valeatis; autoritate vobis Præ-
ſentium Indulgemus ut abſolvendi eos ab excommunicatione hu-
juſmodi Prioribus veſtris, cùm vos abeſſe contigerit, poſſitis com-
mittere vices veſtras. Nulli ergo omnino hominum liceat hanc
paginam noſtræ conceſſionis infringere vel ei auſu temerario con-
traire. Si quis autem hoc attentare præſumpſerit, indignationem
omnipotentis Dei & beatorum Petri & Pauli Apoſtolorum ejus

ſe noverit incurſurum. Datum Lateranenſi decimo Kalendas Februarii, Pontificatûs noſtri anno ſeptimo. (1234.)

BULLE DU PAPE INNOCENT IV. de l'an 1245.

SOMMAIRE.

Le Pape défend aux Evêques & Juges ordinaires d'appeller pardevant eux les Abbez & Religieux de l'Ordre de Ciſteaux, pour quelque faute & raiſon que ce ſoit, ſinon pour la foy; & déclare nulles les Cenſures & Sentences qu'ils pourroient prononcer contre eux pour raiſon de ce.

INNOCENTIUS Epiſcopus ſervus ſervorum Dei. Dilectis filiis Abbati Ciſtercii ejuſque Coabbatibus & Conventibus univerſis Ciſtercienſis Ordinis Salutem & Apoſtolicam benedictionem. Cùm à nobis petitur quod juſtum eſt & honeſtum, tam vigor æquitatis quàm ordo exigit rationis ut id per ſollicitudinem officii noſtri ad debitum perducatur effectum: Ex parte ſiquidem veſtra fuit propoſitum coram Nobis quod licet Ordini veſtro per Privilegia Sedis Apoſtolicæ ſit indultum, ut nullus Epiſcopus ſeu alia perſona ad Synodos vel forenſes Conventus niſi pro fide vos ire compellat, aut in vos vel Monaſteria ſeu etiam perſonas dicti Ordinis excommunicationis, ſuſpenſionis aut interdicti ſententias promulgare præſumat; quæ ſi promulgatæ fuerint, tanquam contra Sedis Apoſtolicæ indulta prolatæ decernuntur per eadem Privilegia irritæ ac inanes: nihilominus tamen plerique Prælati & Judices ordinarii & alii Eccleſiarum Rectores eadem Privilegia quibus muniti eſtis, evacuare ſuperſtitioſis adinventionibus molientes, aſſerunt vos pro quavis offensâ ratione delicti exiſtere fori ſui, ſicque vocantes vos ad placita, Capitula & pœnitentiale forum ſicut alios Clericos ſæculares, vos ſuper hoc multiplici vexatione fatigant, quanquam exceſſus veſtri tam per Generale quàm etiam quotidiana Capitula quæ fiunt in ſingulis Monaſteriis veſtri Ordinis congruâ pœnitentiâ puniantur: Quare nobis humiliter ſupplicaſtis ut præſumptionem talium cohibere paternâ ſollicitudine

curaremus. Nos igitur attendentes quòd etſi ſuſcepti cura Regiminis de univerſis ſanctæ Matris Eccleſiæ filiis curam & ſollicitudinem gerere teneamur, de illis tamen ſpecialiùs cogitare nos convenit, qui poſtpoſitis vanitatibus ſæculi, jugem impendunt Domino famulatum; ac volentes quieti veſtræ ſuper præmiſſis paternâ in poſterum ſollicitudine providere, Ut nullus vos ſeu Monaſteriorum veſtrorum perſonas ad Synodos vel forenſes Conventus niſi pro fide dumtaxat vel hujuſmodi placita ſeu Capitula vel forum pœnitentiale, abſque Mandato Sedis Apoſtolicæ ſpeciali evocare etiam delicti ratione præſumat, maximè cùm vos filii Abbates punire exceſſus quoſlibet ſecundùm Statuta veſtri Ordinis parati ſitis, autoritate Præſentium diſtrictiùs Inhibemus, Decernentes eâdem autoritate Sententias, ſi quas hac occaſione per præſumptionem cujuſpiam promulgari contigerit, irritas & inanes, ſalvo in omnibus Apoſtolicæ Sedis Mandato. Nulli ergo omnino hominum liceat hanc paginam noſtræ Inhibitionis infringere vel ei auſu temerario contraire: Si quis autem hoc attentare præſumpſerit, indignationem omnipotentis Dei & beatorum Petri & Pauli Apoſtolorum ejus ſe noverit incurſurum. Datum Lugduni IV. Kal. Maii, Pontificatûs noſtri anno ſecundo. (1245.)

SECONDE BULLE DU PAPE INNOCENT IV. de l'an 1245.

SOMMAIRE.

1. *Le Pape commence ſa Bulle par faire l'éloge de l'Ordre de Ciſteaux.*
2. *Il reconnoiſt & declare que ſes Monaſteres n'ont jamais eſté & ne doivent eſtre viſitez par d'autres que par leurs Superieurs reguliers ſuivant ſes Statuts.*
3. *Il declare nulles les Sentences renduës au préjudice de leur liberté, & auſſi les Commiſſions qui pourroient eſtre obtenuës du Saint Siege au contraire.*

INNOCENTIUS Epiſcopus ſervus Servorum Dei. Dilectis filiis Abbati Ciſtercii ejuſque Coabbatibus & Conventibus uni-

verſis Ciſtercienſis Ordinis Salutem & Apoſtolicam benedictionem.
Theſauro virtutum ſic præclara veſtra Religio ſuum ſemper aſtrinxit affectum, quod habetur & in conſpectu Regis æterni placita & in oculis hominum gratioſa; ipſa quidem ut columba mitis & humilis & electa Domini ſpecialis, pulchra per totum adſpicitur, omnem à ſe rugam enormitatis abjiciens & maculam deformitatis excludens, vigilantibus illis qui paternæ ſollicitudinis in eâ gerunt officium, quod ibidem nullæ poſſint vitiorum ſpinæ ſuccreſcere, ſed ipſa florum honoris & fructuum honeſtatis immarceſcibili polleat ubertate; propter hunc etenim ſanctæ operationis effectum, nunquam Ordo veſter officio alienæ viſitationis vel correctionis indiguit, ſed de ipſo aliquibus aliis reformationis beneficium ex providentiâ Sedis Apoſtolicæ jam provenit. Cùm itaque Nos qui ex hujuſmodi virtuoſis actibus ſpiritu in Domino exultamus, claris agnoſcamus indiciis dictum Ordinem eſſe aliis vitæ ſpeculum & ſalutiferæ converſationis exemplum, Quod ipſe ſicut olim ſic & in poſterum ab ejuſdem dumtaxat Abbatibus ac Monachis idoneis, quos vos filii Abbates ad hoc provideritis deputandos, & à nullo alio viſitari poſſit aut corrigi, autoritate Præſentium Duximus ſtatuendum; eâdem autoritate nihilominus Decernentes ut ſi aliquid contra Statutum hujuſmodi à quoquam propriâ extiterit temeritate præſumptum, ſit irritum & inane: Et ſi fortè aliquæ ſententiæ in vos occaſione hujuſmodi prolatæ fuerint, nullum robur obtineant firmitatis, Mandato Sedis Apoſtolicæ ſemper ſalvo. Nulli ergo omnino hominum liceat hanc paginam noſtræ Conſtitutionis infringere vel ei auſu temerario contraïre: Si quis autem hoc attentare præſumpſerit, indignationem omnipotentis Dei & beatorum Petri & Pauli Apoſtolorum ejus ſe noverit incurſurum. Datum Lugduni ſexto Nonas Maii, Pontificatûs noſtri anno ſecundo. (1245.)

1.

2.

3.

IIIe BULLE DU PAPE INNOCENT IV. de l'an 1249.

SOMMAIRE.

Le Pape accorde aux Monaſteres de l'Ordre de Ciſteaux le privilege de percevoir les Dixmes Novales à proportion des anciennes qu'ils ont droit de lever dans les Paroiſſes.

INNOCENTIUS Epiſcopus ſervus ſervorum Dei. Dilectis filiis Abbati Ciſtercii ejuſque Coabbatibus & Conventibus univerſis Ciſtercienſis Ordinis Salutem & Apoſtolicam benedictionem. Juſtis petentium deſideriis dignum eſt nos facilem præbere conſenſum, & vota quæ à rationis tramite non diſcordant, effectu proſequente complere : Ea propter dilecti in Domino filii, veſtris juſtis precibus inclinati autoritate vobis præſentium Indulgemus ut in Parochiis illis in quibus vobis veteres Decimæ ſunt conceſſæ, Novalium quoque de quibus aliquis hactenùs non percepit, proportione quâ veteres vos contingunt, percipere valeatis. Nulli ergo omnino hominum liceat hanc paginam noſtræ Conceſſionis infringere vel ei auſu temerario contraïre : Si quis autem hoc attentare præſumpſerit, indignationem omnipotentis Dei & beatorum Petri & Pauli Apoſtolorum ejus ſe noverit incurſurum. Datum Lugduni tertio Nonas Maii, Pontificatûs noſtri anno ſexto. (1249.)

Pluſieurs autres Papes ont confirmé le même Privilege par des Bulles en pareille forme, comme Alexandre IV. Urbain IV. Boniface VIII. & la Decretale Statuto perpetuo, in Sexto, *Chapitre 2. du Livre 3. au Titre* 13. De Decimis, *l'autoriſe.*

IVe BULLE

IVE BULLE DU PAPE INNOCENT IV. de l'an 1251.

SOMMAIRE.

Le Pape declare que la Conſtitution par luy faite peu de temps auparavant contre les Religieux exempts, pour les ſoumettre aux Ordinaires des lieux, ne regarde pas l'Ordre de Ciſteaux & ne doit point préjudicier à ſes Privileges & Immunitez.

INNOCENTIUS Epiſcopus ſervus ſervorum Dei. Dilectis filiis Abbati Ciſtercii ejuſque Coabbatibus & Conventibus univerſis Ciſtercienſis Ordinis Salutem & Apoſtolicam Benedictionem. Cùm nuper duxerimus ſtatuendum ut exempti quantacumque gaudeant libertate, nihilominus tamen ratione delicti ſeu contractûs aut rei de quâ contra ipſos agitur, ritè poſſint coram locorum Ordinariis conveniri, & illi quoad hæc ſuam in ipſos juriſdictionem prout Jus exigit, exercere; Vos dubitantes ne per Conſtitutionem hujuſmodi libertatibus & immunitatibus Vobis & Ordini veſtrò per Privilegia & Indulgentias ab Apoſtolicâ Sede conceſſis præjudicari valeat; Nobis humiliter ſupplicaſtis ut provideri ſuper hoc indemnitati veſtræ paternâ ſollicitudine curaremus: Quia verò ejuſdem Ordinis ſacra Religio ſic vos apud Nos dignos favore conſtituit, ut nobis votivum exiſtat vos ab omnibus per quæ vobis poſſent provenire diſpendia, immunes libenti animo præſervare; autoritate Vobis Præſentium Indulgemus, ut occaſione Conſtitutionis hujuſmodi nullum eiſdem libertatibus ac immunitatibus in poſterum præjudicium generetur. Nulli ergo omnino hominum liceat hanc paginam noſtræ Conceſſionis infringere vel ei auſu temerario contraïre: Si quis autem hoc attentare præſumpſerit, indignationem omnipotentis Dei & beatorum Petri & Pauli Apoſtolorum ejus ſe noverit incurſurum. Datum Lugduni quarto Nonas Maii, Pontificatûs noſtri anno octavo. (1251.)

Ve BULLE DU PAPE INNOCENT IV. de l'an 1252.

SOMMAIRE.

Le Pape donne le pouvoir de retrancher du Corps de l'Ordre, les Religieuſes qui luy ſeront rebelles & ne voudront pas ſe ſoumettre à ſes pratiques & déciſions, en les privant de jouir des Privileges qui luy ſont accordez.

INNOCENTIUS Epiſcopus ſervus ſervorum Dei. Dilectis filiis Abbati Ciſtercii ejuſque Coabbatibus univerſis Ciſtercienſis Ordinis Salutem & Apoſtolicam Benedictionem. Sic Ordinis veſtri fragrantia nos delectat, ut libenter illa vobis & liberaliter Concedamus, quæ fructus dulcedinis & flores ſuavitatis vobis proferant & odoris : Cùm igitur ſicut nobis exponere curaviſtis, nonnullæ veſtri Ordinis Moniales ad ſuperbiam & rebellionem obfirmato calcaneo, ſuadente perditionis autore, obedientiæ ruptis habenis, per campum diſcurrant laſciviæ ac propriæ voluntatis, rejectâ modeſtiâ monachali in ſuarum diſpendium animarum & infamiam & ſcandalum Ordinis memorati : Nos volentes morbo hujuſmodi congrui remedii medicamine ſubvenire, Præſentium Vobis autoritate Concedimus ut liceat vobis Moniales hujuſmodi, ſi quas tales de cætero in Corpore veſtri Ordinis contigerit reperiri, reſcindere à veſtri Ordinis unitate, ne membra forſan inficiant ſaniora, Privilegiorum & Indulgentiarum prædicto Ordini conceſſarum commodis perpetuò carituras. Nulli ergo omnino hominum liceat hanc paginam noſtræ Conceſſionis infringere vel ei auſu temerario contraïre : Si quis autem hoc attentare præſumpſerit, indignationem omnipotentis Dei & beatorum Petri & Pauli Apoſtolorum ejus ſe noverit incurſurum. Datum Mediolanenſi Idibus Auguſti, Pontificatûs noſtri anno nono. (1252.)

Ire BULLE DU PAPE ALEXANDRE IV. de l'an 1254.

SOMMAIRE.

Le Pape donne pouvoir à tous les Abbez de l'Ordre, d'abſoudre leurs Religieux des excommunications qu'ils pourroient avoir encouruës & de diſpenſer avec eux ſur les irregularitez.

ALEXANDER Epiſcopus ſervus ſervorum Dei. Dilectis filiis Abbati Ciſtercii ejuſque Coabbatibus univerſis Ciſtercienſis Ordinis Salutem & Apoſtolicam Benedictionem. Licèt ad hoc Fratrum veſtri Ordinis pia deſudet intentio, ut ab iis in his quæ faciunt, prudenter & providè procedatur ſecundùm Deum & Ordinis honeſtatem, aliquando tamen ex conditionis humanæ fragilitate contingit, quòd quidam ex ipſis excedunt in caſibus in quibus excommunicationis ſententiam & notam irregularitatis incurrunt: Quare à nobis ſupplicatione humili poſtulatis, ut cùm viri contemplationi dediti, ſint in Religionis favorem à diſcurſibus cohibendi, ac propter viarum pericula eiſdem Fratribus ad noſtram præſentiam impediatur acceſſus, ſuper hoc providere de benignitate ſolitâ curaremus. Nos itaque piè volentes quòd veſtra devotio in his quæ dignè poſſumus, Sedem Apoſtolicam reperiſſe gaudeat gratioſam; Ut ſinguli veſtrûm in Conventibus ſibi commiſſis, prædictis Fratribus conſtitutis ibidem abſolutione ac diſpenſatione indigentibus, ſive priuſquam Ordinem intraverint, ſive poſtea in caſibus exceſſerint memoratis, de conſilio diſcretorum Fratrum veſtrorum qui litterati ſint & Deum timentes, impertiri valeatis abſolutionis beneficium, & diſpenſare cum eis Vobis autoritate Præſentium Concedimus facultatem, niſi adeò fuerit gravis & enormis exceſſus, quòd meritò ſint ad Sedem Apoſtolicam deſtinandi: Cæterum licitum eſſe Volumus, ut tu fili Abbas Ciſtercii cæteris Coabbatibus tui Ordinis, ac unus eorum quem elegeris, tibi ſuper præmiſſis juxta formam eandem beneficium abſolutionis & diſpenſationis hujuſmodi, ſi neceſſe fuerit, largiatur. Verùm ne Vobis filii Abbates ex cauſa moræ ſeu difficultatis

aliquod poſſet imminere diſcrimen, ſingulis Diœceſanis veſtris Præſentium autoritate Concedimus, ut abſolutio & diſpenſatio hujuſmodi ab eis obtineri valeat, cùm vobis vel alicui veſtrûm fuerit opportunum. Nulli ergo omnino hominum liceat hanc paginam noſtræ inhibitionis & conſtitutionis infringere vel ei auſu temerario contraïre : Si quis autem hoc attentare præſumpſerit, indignationem omnipotentis Dei & beatorum Petri & Pauli Apoſtolorum ejus ſe noverit incurſurum. Datum Anagniæ Kalendis Octobris, Pontificatûs noſtri anno primo. (1254.)

IIME BULLE DU PAPE ALEXANDRE IV. de l'an 1254.

SOMMAIRE.

Le Pape declare que les Monaſteres de l'Ordre de Ciſteaux n'eſtant & ne pouvant eſtre viſitez que par des Viſiteurs de l'Ordre, ils ſont exempts de payer à aucun autre, ſous quelque pretexte que ce ſoit, des droits de Viſite, de Procuration &c.

ALEXANDER Epiſcopus ſervus ſervorum Dei. Dilectis filiis Abbati Ciſtercii ejuſque Coabbatibus & Conventibus univerſis Ciſtercienſis Ordinis Salutem & Apoſtolicam Benedictionem. Sedes Apoſtolica duxit vobis providè concedendum ut à nullo alio niſi à Patribus Abbatibus ſeu veſtri Ordinis Monachis à dictis Abbatibus ſuper hoc deputatis, viſitari vel corrigi valeatis; quia verò ſic ſunt procurationes viſitationi annexæ, ut Prælatis non ſint, niſi viſitent, exhibendæ : autoritate Præſentium ne quiſquam Diœceſanus aut Prælatus alius, à vobis procurationes hujuſmodi exigere vel extorquere præſumat, nec Vos eas exhibeatis, eiſdem diſtrictiùs Inhibemus; Decernentes eadem autoritate irritum & inane ſi quid contra inhibitionem hujuſmodi à quoquam propria fuerit temeritate præſumptum; ac ſententias, ſi quæ in vos hujuſmodi occaſione prolatæ fuerint, non tenere. Nulli ergo omnino hominum liceat hanc paginam noſtræ inhibitionis & conſtitutionis infringere vel ei auſu temerario contraïre : Si quis autem hoc attentare præſumpſerit, indignationem

omnipotentis Dei & beatorum Petri & Pauli Apoſtolorum ejus ſe noverit incurſurum. Datum Neapoli xv. Kal. Maii, Pontificatûs noſtri anno primo. (1254.)

IIIME BULLE DU PAPE ALEXANDRE IV. de l'an 1255.

SOMMAIRE.

Le Pape donne le pouvoir aux Abbez de l'Ordre de Ciſteaux, de commettre de leurs Religieux les plus capables, pour abſoudre de l'excommunication les Religieux & Religieuſes de leur dépendance.

ALEXANDER Epiſcopus ſervus ſervorum Dei. Dilectis filiis Abbati Ciſtercii ejuſque Coabbatibus univerſis Ciſtercienſis Ordinis Salutem & Apoſtolicam Benedictionem. Cùm ex parte veſtrâ fuit propoſitum coram nobis quòd Monachos veſtros & religioſas perſonas vobis ſubjectas ab excommunicatione quam pro violenta injectione manuum in ſeipſos incurrunt, abſolvere valeatis, ac Prioribus veſtris ſuper hoc committere vices veſtras vobis à Sede Apoſtolica ſit indultum, & ſæpe contingat propter veſtram & Priorum ipſorum abſentiam, illos qui in hujuſmodi ſententiam incidunt, diutiùs in ipſâ non ſine animarum ſuarum periculo remanere : Nos veſtris in hac parte ſupplicationibus inclinati, quod ſuper his vices ipſas etiam aliis diſcretis & litteratis veſtri Ordinis Sacerdotibus (abſentibus vobis) committere prout expedire videritis valeatis, Vobis autoritate Præſentium plenam Concedimus facultatem. Nulli ergo omnino hominum liceat hanc paginam noſtræ Conceſſionis infringere vel ei auſu temerario contraïre : Si quis autem hoc attentare præſumpſerit, indignationem omnipotentis Dei & beatorum Petri & Pauli Apoſtolorum ejus ſe noverit incurſurum. Datum Neopoli Kal. Februarii, Pontificatus noſtri anno primo. (1255.)

IVme BULLE DU PAPE ALEXANDRE IV. de l'an 1255.

SOMMAIRE.

Le Pape accorde aux Abbez & Religieux de l'Ordre de Ciſteaux, d'avoir des Chapelles dans leurs Granges & Meſtairies, & d'y faire faire le Service Divin.

ALEXANDER Epiſcopus ſervus ſervorum Dei. Dilectis filiis Abbati Ciſtercii ejuſque Coabbatibus & Conventibus univerſis Ciſtercienſis Ordinis Salutem & Apoſtolicam Benedictionem. Devotionis veſtræ precibus benignum impartientes aſſenſum, Præſentium Vobis autoritate Concedimus ut in grangiis & locis veſtris quæ adeò diſtant ab Eccleſiis Parochialibus, quod ad eas pro audiendis divinis officiis non poſſitis commodè habere recurſum, liceat vobis dummodò Parochiani earumdem Eccleſiarum non interſint, divina eadem celebrare ſine juris præjudicio alieni. Nulli ergo omnino hominum liceat hanc paginam noſtræ Conceſſionis infringere vel ei auſu temerario contraïre : Si quis autem hoc attentare præſumpſerit, indignationem omnipotentis Dei & beatorum Petri & Pauli Apoſtolorum ejus ſe noverit incurſurum. Datum Neopoli Kal. Februarii, Pontificatûs noſtri anno primo. (1255.)

Vme BULLE DU PAPE ALEXANDRE IV. de l'an 1255.

SOMMAIRE.

Le Pape exempte les Monaſteres de l'Ordre de Ciſteaux, de payer aucun ſubſide ni aucune taxe quand même elle ſeroit impoſée de l'autorité du Saint Siege ou de ſes Nonces & Legats, declarant nulles les Cenſures qui ſeroient employées pour les y contraindre.

ALEXANDER Epiſcopus ſervus ſervorum Dei. Dilectis filiis Abbati Ciſtercii ejuſque Coabbatibus & Conventibus univerſis Ciſtercienſis Ordinis Salutem & Apoſtolicam Benedictionem. Religionis veſtræ meretur honeſtas ut vos ſpeciali diligentes in Domino charitate, proſequamur gratiâ Sedis Apoſtolicæ ac favore : ſanè tenuitatem veſtrorum redituum & proventuum ſollicitè attendentes, ac per hoc volentes alicujus relevationis ſolatio vos gaudere, Vobis autoritate Præſentium Indulgemus ut ad præſtationem aliquarum collectarum, ſubſidiorum & aliarum exactionum imponendarum vobis & Domibus veſtris à Sede Apoſtolica ſeu Legatis ejuſdem aut ipſorum autoritate ac mandato, non teneamini per Litteras ipſius Sedis ac Legatorum ejus, quæ plenam & expreſſam de indulgentiâ hujuſmodi & Ordine veſtro non fecerint mentionem, etiamſi contineatur in eiſdem litteris, quod id quod per eas mandatur fiat, aliquâ indulgentiâ non obſtante : Nos enim excommunicationis, ſuſpenſionis & interdicti ſententias, ſi quas occaſione prædictorum in vos communiter vel aliquos veſtrûm ab aliquo promulgari contigerit, Decernimus non tenere. Nulli ergo omnino hominum liceat hanc paginam noſtræ Conceſſionis infringere vel ei auſu temerario contraire : Si quis autem hoc attentare præſumpſerit, indignationem omnipotentis Dei & beatorum Petri & Pauli Apoſtolorum ejus ſe noverit incurſurum. Datum Anagniæ Nonis Octobris, Pontificatûs noſtri anno primo. (1255.)

VIme BULLE DU PAPE ALEXANDRE IV. de l'an 1257.

SOMMAIRE.

1. *Le Pape défend de prononcer des Cenſures contre les Perſonnes & les Monaſteres de l'Ordre de Ciſteaux au préjudice de leurs Privileges à eux accordez par le Saint Siege, & les declare nulles.*
2. *Il leur donne le pouvoir d'adminiſtrer les Sacremens dans leurs Egliſes & Chapelles, à leurs Domeſtiques, Fermiers &c. avec pluſieurs autres choſes qui ſont expliquées dans la Bulle.*

ALEXANDER Epiſcopus ſervus ſervorum Dei. Dilectis filiis Abbati Ciſtercii ejuſque Coabbatibus & Conventibus univerſis Ciſtercienſis Ordinis Salutem & Apoſtolicam Benedictionem. Ex parte ſi quidem veſtra fuit propoſitum coram nobis, quòd nonnulli Eccleſiarum Prælati veſtris libertatibus invidentes, cùm eis non liceat ex Apoſtolicæ ſedis indulto, in vos excommunicationis vel interdicti ſententias promulgare, in tenentes, ſeu firmarios ad annuum redditum terrarum veſtrarum, extraneos & eas proprio nomine excolentes vel aliàs vobis communicantes, ſententias proferunt memoratas, non vim aut poteſtatem privilegiorum veſtrorum attendentes, vos quodammodo excommunicant, dum vobis alios communicare non ſinunt, & de hoc judicari videmini judicio Judæorum; & illud evenit inconveniens quod majorem excommunicationem incurrant quam alii fuerant incurſuri. Quia verò nullæ litteræ firmitatem habent aliquam, quas tacito nomine Ciſtercienſis Ordinis, contra tenorem Apoſtolicorum privilegiorum conſtiterit impetrari, Nobis humiliter ſupplicaſtis, ut provideri quieti veſtræ ſuper hoc paterna ſolicitudine
1. curaremus: Nos verò ſupplicationibus veſtris inclinati, ne quis Prælatorum hujuſmodi ſententias in fraudem privilegiorum Apoſtolicæ Sedis de cætero promulgare præſumat, autoritate Præſentium Decernimus eas non tenere. Inſuper vobis & Ordini veſtro Concedimus quod firmarii, tenentes ſeu ſervientes in terris
2. veſtris ſituati, à juriſdictione cujuſcumque Judicis ordinarii Eccleſiaſtici

cleſiaſtici ſint quieti; & liceat vobis de cætero in Capitulo veſtro, in adulteriis & aliis fornicationibus, coràm vobis ſeu Commiſſariis veſtris, eos corrigere, & etiam divina audire in Capellis veſtris, & Eccleſiaſtica Sacramenta recipere, ac eiſdem firmariis, tenentibus ſeu ſervientibus, in Capellis veſtris Eccleſiaſtica Sacramenta miniſtrare, tam extrà quàm intrà Monaſteriorum veſtrorum ſepta ſituatis; & nihilominùs cùm dicti tenentes, firmarii, ſervientes obierint, liceat vobis teſtamenta ſua in Capitulo veſtro coràm vobis vel Commiſſariis veſtris approbare, ac etiam pueros eorumdém in Capellis veſtris baptizare. Sanè ſi quis Archiepiſcopus, Epiſcopus, Decanus aut aliquis eorum Officialis propter hoc in vos vel in Monaſteria, Eccleſias ſeu Capellas veſtras, tenentes, firmarios aut ſervientes veſtros in terris veſtris ſituatos, vel in Sacerdotes veſtros nomine veſtro in Eccleſiis ſeu Capellis veſtris miniſtrantes aut Eccleſiarum Miniſtros, aliquam ſententiam protulerint, illam omninò non valere Cenſemus. Nulli ergò omninò hominum liceat hanc paginam noſtræ conceſſionis infringere vel ei auſu temerario contraïre : Si quis autem hoc attentare præſumpſerit, indignationem omnipotentis Dei & beatorum Petri & Pauli Apoſtolorum ejus ſe noverit incurſurum. Datum Viterbii Idibus Novembris, Pontificatûs noſtri anno tertio. (1257.)

VIIE BULLE DU PAPE ALEXANDRE IV. de l'an 1258.

SOMMAIRE.

Le Pape exempte tous les Monaſteres de l'Ordre, de tous droits de Procuration & autres envers les Legats, Nonces, Archevêques, Evêques & autres Prélats, auſquels il défend ſous peine de nullité, de prononcer aucunes Cenſures pour raiſon de ce.

ALEXANDER Epiſcopus ſervus ſervorum Dei. Dilectis filiis Abbati Ciſtercii ejuſque Coabbatibus & Conventibus univerſis Ciſtercienſis Ordinis Salutem & Apoſtolicam Benedictionem. Circà ſacrum & famoſum Ordinem veſtrum illius finceri-

tatis affectum gerimus, quòd ſemper ipſius juſta deſideria libentiſſimè procuramus, & ſumus ad ea ſolliciti per quæ virtutum Domino poſſitis devotiùs & quietiùs famulari : ſanè lecta coràm nobis veſtra petitio continebat quòd licèt Legati & Nuntii Apoſtolicæ Sedis ac etiam Diœceſani locorum, Archiepiſcopi & Epiſcopi, necnon & alii Eccleſiarum Prælati, quoties ad Monaſteria & Domos Ordinis veſtri divertunt, honeſtè admittantur in eis & charitativè tractentur, quandoque tamen iidem Diœceſani ac Prælati autoritate propriâ, interdùm verò dicti Legati ac Nuntii prætextu Litterarum præfatæ Sedis in quibus aliquando continetur quod ab Exemptis & non Exemptis, non obſtante aliqua indulgentiâ Ciſtercienſibus vel aliis quibuſcumque conceſſâ, in procuratione pecuniariâ provideatur eiſdem, procurationem hujuſmodi & alia plura contrà Indulta quæ prædicta Sedes conceſſit vobis communiter vel divisìm, à vobis & prædictis Monaſteriis ac Domibus exigere & extorquere, ac aliàs vos & Monaſteria ipſa ſeu Domos multipliciter moleſtare præſumunt in ea interdicti & in perſonas eorum ſuſpenſionis & excommunicationis ſententias proferendo, in veſtrum præjudicium & ipſius Ordinis detrimentum : Cùm itaque dilectus filius noſter J. tituli S. Laurentii in Lucinenſi Preſbyter Cardinalis, qui ſemper ad hoc intentus eſſe dignoſcitur ut Ordo veſter proſperitatis affluentiam conſequatur, à nobis affectuosè petiverit ut ſuper præmiſſis providere paternâ diligentiâ curaremus : Nos ejuſdem Cardinalis & veſtris precibus annuentes, quod eiſdem Legatis & Nuntiis per ſupradictas ſeu quaſcumque alias Apoſtolicæ Sedis litteras, ac etiam prædictis Archiepiſcopis & Epiſcopis ſeu Prælatis in procuratione pecuniariâ non teneamini providere, Vobis autoritate Præſentium Indulgemus, decernentes quod hujuſmodi ſententiæ, ſi quas in vos vel aliquem veſtrûm taliter contigerit de cætero promulgari, ſint irritæ penitùs & inanes. Nulli ergò omninò hominum liceat hanc paginam noſtræ Conceſſionis & Conſtitutionis infringere vel ei auſu temerario contraïre : Si quis autem hoc attentare præſumpſerit, indignationem omnipotentis Dei & beatorum Petri & Pauli Apoſtolorum ejus ſe noverit incurſurum. Datum Viterbii Nonis Julii, Pontificatûs noſtri anno quarto. (1258.)

VIIIE BULLE DU PAPE ALEXANDRE IV. de l'an 1259.

SOMMAIRE.

Le Pape declare que toutes les conteſtations qui ſurviennent dans l'Ordre de Ciſteaux, y doivent eſtre terminées & décidées par les Superieurs, & défend de les porter à d'autres Tribunaux hors de l'Ordre.

ALEXANDER Epiſcopus ſervus ſervorum Dei. Dilectis filiis Abbati Ciſtercii ejuſque Coabbatibus & Conventibus univerſis Ciſtercienſis Ordinis Salutem & Apoſtolicam Benedictionem. Virtutum meritis rutilans & ſanctitatis odore fragrans in Eccleſiæ Corpore membrum nobiliſſimum Ordo veſter, ſic à ſuâ plantatione per ſemitam mandatorum Domini ambulavit & unitatem ſervavit & pacem, quod gratiâ gubernante divinâ nunquam viſitationis vel correctionis alienæ officio indiguit, vel in eo naſci potuit turpem ſibi maculam ſuperducens alicujus diſſenſionis rimula vel ſciſſura; propter quod Sedes Apoſtolica eidem Ordini quæſtiones inter perſonas emergentes ipſius per Patres Abbates ejuſdem terminari debere & à nullo niſi ab eiſdem Abbatibus vel deputandis ab ipſis ad hoc idoneis Monachis, dictum Ordinem viſitari poſſe vel corrigi noſcitur indulſiſſe: Nos igitur eumdem Ordinem quem inter alios ſuorum præcellentiâ meritorum, præcipuâ proſequimur charitate, in ſuâ cupientes pace ſervare, ac ei ne unitatis ipſius diſrumpi poſſit vinculum, ſalubriter præcavere; Univerſis & ſingulis perſonis ejuſdem Ordinis in virtute obedientiæ diſtrictiùs Inhibemus ne aliqua ex perſonis ipſis, prætextu alicujus quæſtionis vel difficultatis in eodem Ordine emergentis, extrà ipſum Ordinem appellare præſumat: Decernentes eos qui ſecùs egerint, ſive ſint Abbates ſive Monachi vel Converſi, rigori ſæpè dicti Ordinis contrà tales inibi introducto, debere non obſtante appellatione hujuſmodi ſubjacere. Nulli ergò omninò hominum liceat hanc paginam noſtræ inhibitionis & Conſtitutions infringere vel ei auſu temerario contraïre: Si quis

autem hoc attentare præſumpſerit, indignationem omnipotentis Dei & beatorum Petri & Pauli Apoſtolorum ejus ſe noverit incurſurum. Datum Anagniæ Idibus Junii, Pontificatûs noſtri anno ſexto. (1259.)

BULLE DU PAPE URBAIN IV. de l'an 1262.

SOMMAIRE.

Le Pape addreſſe ſa Bulle à tous les Archevêques, Evêques & autres qui ont juriſdiction en l'Egliſe, & les exhorte & leur recommande de tenir la main pour faire obſerver & garder les Privileges accordez à l'Ordre de Ciſteaux par le Saint Siege.

URBANUS Epiſcopus ſervus ſervorum Dei. Venerabilibus fratribus Archiepiſcopis & Epiſcopis, & dilectis filiis Abbatibus, Prioribus, Decanis, Archidiaconis & Eccleſiarum Prælatis ad quos Litteræ iſtæ pervenerint, Salutem & Apoſtolicam Benedictionem. Dilecti filii Abbas Ciſtercii ejuſque Coabbates & Conventus univerſi Ciſtercienſis Ordinis ſuam ad Nos querimoniam deſtinarunt, quòd licèt eis à Sede Apoſtolicâ ſit indultum ut à forenſibus Conventibus ſint immunes, nullique liceat in eos vel eorum Monaſteria ſeu Confratres inibi commorantes, excommunicationis, ſuſpenſionis aut interdicti contrà id quod ab origine Ordinis obſervatum fuiſſe dignoſcitur, ſententias promulgare, quæ ſi promulgatæ fuerint, decernuntur per hujuſmodi indulgentiam irritæ & inanes : Vos tamen eorum quieti & libertatibus (de quo miramur non modicum) invidentes ac molientes infringere indulgentiam ſupradictam, in eos contrà indultum hujuſmodi de facto prædictas ſententias promulgatis ; Quos ut fatigetis laboribus & expenſis, interdùm ad forenſes Conventus accedere & quandoque ſententiarum veſtrarum executiones (quacumque ſint autoritate prolatæ) ſuſcipere invitos compellitis pro veſtræ arbitrio voluntatis, quanquam ex generali quod ſuſcepiſſe dicimur, Apoſtolicæ Sedis mandato teneamini eoſdem in ſuis libertatibus & privilegiis contrà pravorum preſſuras

& moleſtias defenſare ; ſicque fit ut indulgentia conceſſa eis cauſa ſolatii & quietis, ſit ipſis (vobis contra ipſam quaſi conſpirantibus) cauſa diſpendii & laboris : Cùm igitur ſicut in Lege dicitur, parum ſit in Civitate Jus eſſe, niſi qui illud teneatur ſervare exiſtat, dignumque ac conveniens videatur ut indulgentiæ ac Privilegia quæ devotis & bene meritis indulgentur, contrà præſumptorum audaciam, cùm expedit, defendantur : Univerſitatem veſtram Rogamus, Monemus & Hortamur attentè, per Apoſtolica vobis ſcripta in virtute obedientiæ diſtrictè præcipiendo Mandantes, quatenùs Privilegia, Indulgentias & Libertates eiſdem ab Apoſtolicâ Sede conceſſa ac eorum conſuetudines rationabiles & antiquas, firma & illibata eis de cætero pro Apoſtolicæ Sedis & noſtrâ reverentiâ obſervantes, ab eorum ſuper præmiſſis coactione ac moleſtiâ penitùs quieſcatis, ita quod ipſi conceſſa eis valeant tranquillitate gaudere, ac ſuper hoc per Sedem eamdem non oporteat aliter provideri. Datum Viterbii tertio Nonas Maii, Pontificatûs noſtri anno primo. (1262.)

SECONDE BULLE DU PAPE URBAIN IV. de l'an 1262.

SOMMAIRE.

Le Pape accorde aux Abbeſſes & Religieuſes de l'Ordre de Cîteaux, de jouir & ſe ſervir des Privileges qui luy ſont donnez par le Saint Siege & qui leur conviennent.

URBANUS Epiſcopus ſervus ſervorum Dei. Dilectis in Chriſto filiabus Abbatiſſis & Conventibus Monialium univerſis Ciſtercienſis Ordinis Salutem & Apoſtolicam Benedictionem. Meritis ſacræ veſtræ Religionis inducimur ut favoris benigni gratiâ vos jugiter proſequentes, paci & tranquillitati veſtræ ne jurgiorum concutiatur procellis in poſterùm, conſulamus : Hinc eſt quod Nos veſtris ſupplicationibus inclinati, ut Privilegiis & Indulgentiis generaliter Ordini veſtro ab Apoſtolicâ Sede conceſſis in his quæ vobis competunt, uti liberè valeatis, autoritate vobis Præſentium Indulgemus. Nulli ergò omninò hominum liceat hanc paginam noſtræ conceſſionis infringere vel ei auſu temerario

contraire : Si quis autem hoc attentare præſumpſerit, indignationem omnipotentis Dei & beatorum Petri & Pauli Apoſtolorum ejus ſe noverit incurſurum. Datum Viterbii Idibus Maii, Pontificatûs noſtri anno primo. (1262.)

IIIe BULLE DU PAPE URBAIN IV. de l'an 1262.

SOMMAIRE.

Le Pape accorde aux Monaſteres de l'Ordre de Ciſteaux, le privilege de pouvoir continuer à l'ordinaire le Service dans leurs Egliſes au temps d'un Interdit general.

URBANUS Epiſcopus ſervus ſervorum Dei. Dilectis filiis Abbati Ciſtercii ejuſque Coabbatibus & Conventibus univerſis Ciſtercienſis Ordinis Salutem & Apoſtolicam Benedictionem. Devotionis augmentum vobis (Deo propitio) provenire confidimus, ſi ſuper his quæ piè cupitis, Nos benignos ad gratiam habeatis : Cùm igitur ſicut ex tenore veſtræ petitionis accepimus, Vobis & Ordini veſtro à primâ ſui fundatione à Sede Apoſtolica ſit conceſſum, ut tempore generalis interdicti poſſitis, excommunicatis & interdictis excluſis, divina Officia in veſtris Monaſteriis celebrare ; Voſque autoritate conceſſionis hujuſmodi divina eadem altâ voce apertis januis & pulſatis campanis, excommunicatis tamen & interdictis excluſis, duxeritis hactenùs ſolemniter celebranda ; Nos veſtris ſupplicationibus inclinati, Ut in Monaſteriis veſtris quæ à ſæcularium habitationibus remota ſunt, divina prædicta celebrare quemadmodum hactenùs rationabiliter feciſſe noſcimini, tempore ipſius interdicti liberè valeatis, Vobis autoritate Præſentium Indulgemus. Nulli ergò omninò hominum liceat hanc paginam noſtræ conceſſionis infringere vel ei auſu temerario contraire : Si quis autem hoc attentare præſumpſerit, indignationem omnipotentis Dei & beatorum Petri & Pauli Apoſtolorum ejus ſe noverit incurſurum. Datum Viterbii v. Idus Junii, Pontificatûs noſtri anno primo. (1262.)

IVE BULLE DU PAPE URBAIN IV, de l'an 1262.

SOMMAIRE.

Le Pape exempte les Monaſteres de l'Ordre de Ciſteaux, de payer la dixme ſur les terres de leurs anciens domaines & pareillement les menuës dixmes.

URBANUS Epiſcopus ſervus ſervorum Dei. Dilectis filiis Abbati Ciſtercii ejuſque Coabbatibus & Conventibus univerſis Ciſtercienſis Ordinis Salutem & Apoſtolicam Benedictionem. Devotionis augmentum vobis Deo propitio provenire confidimus, ſi ſuper his quæ piè cupitis nos benignos ad gratiam habeatis : Sanè petitio veſtra nobis exhibita continebat quòd licèt vobis à Sede Apoſtolicâ ſit indultum ut de terris ante Generale Concilium acquiſitis, quas propriis manibus aut ſumptibus colitis ſeu de hortis & virgultis veſtris aut veſtrorum animalium nutrimentis nulli decimas teneamini exhibere ; nonnulli tamen veſtris libertatibus invidentes, de terris, hortis & virgultis prædictis primitias, necnon de Molendinis veſtris decimas exigunt in veſtrum non modicum detrimentum : Quare Nobis humiliter ſupplicaſtis ut ſuper hoc providere vobis paternâ ſollicitudine curaremus. Veſtris itaque ſupplicationibus inclinati, Ut hujuſmodi primitias & decimas illis contrà quos de eis non ſolvendis legitimâ eſtis præſcriptione muniti, nullatenùs ſolvere teneamini, Vobis autoritate præſentium Indulgemus. Nulli ergò omninò hominum liceat hanc paginam noſtræ conceſſionis infringere vel ei auſu temerario contraïre : Si quis autem hoc attentare præſumpſerit, indignationem omnipotentis Dei & beatorum Petri & Pauli Apoſtolorum ejus ſe noverit incurſurum. Datum Viterbii v. Idus Maii, Pontificatûs noſtri anno primo. (1262.)

BULLE DU PAPE CLEMENT IV. de l'an 1265.

SOMMAIRE.

Cette Bulle eſt l'une des principales Conſtitutions de l'Ordre de Ciſteaux & qui luy ſert de Regles & de déciſions ſur pluſieurs points qui furent conteſtez devant le Pape & qu'il jugea, concernant le ſens & l'interpretation que quelques Abbez donnoient à la Carte de Charité, touchant les Elections, les dépoſitions & les démiſſions des Abbez; l'adminiſtration des Monaſteres pendant la vacance; l'Aſſemblée & l'ordre du Chapitre General & les Viſites: mais comme tout cela regarde les Loix de l'Ordre & ſes Conſtitutions que l'on peut voir dans les Compilations qui en ſont faites & où elles ſont rapportées, & non pas ſes Privileges, il n'en ſera pas fait de mention icy que par Extrait, & ſeulement du Privilege que ce Pape jugea en même temps devoir appartenir à l'Abbé de Ciſteaux auſſi-toſt qu'il eſt élû, (pourvû que ſon élection ſoit faite en concorde & qu'il n'y ait pas d'oppoſition) d'adminiſtrer & gouverner au ſpirituel & au temporel, comme ſi ſon élection avoit eſté confirmée par le S. Siege; de ſorte que l'on ne rapporte icy qu'un Extrait de cette Bulle.

1. *Le Pape fait l'Eloge de l'Ordre de Ciſteaux dans ſon Inſtitution & ſon progrez.*
2. *Il reconnoiſt l'uſage pratiqué dés ce temps-là & dés le commencement, dans l'élection de l'Abbé de Ciſteaux, lequel ſi elle eſt faite en concorde, peut exercer de ce moment-là ſa juriſdiction au ſpirituel & au temporel; & le Pape ne le declare pas ſeulement, mais il le juge & décide contradictoirement & en fait une Regle & un Statut pour eſtre obſervé & executé à perpetuité.*
3. *Il diſpenſe les Monaſteres de l'Ordre, de l'obſervation rigoureuſe des formalitez preſcrites par le 4e Concile de Latran.*
4. *Il autoriſe la voye du Compromis dans les élections des Abbez.*

1. CLEMENS Epiſcopus ſervus ſervorum Dei ad perpetuam rei memoriam. Parvus fons qui crevit in fluvium & in lucem

lucem ſolemque converſus in aquas plurimas redundavit, Ciſtercienſis eſt Ordo prælucidus qui à ſui ortûs exordio parvus & humilis abjectione habitûs, tenuitate ſubſtantiæ, humilitatis profeſſione ac numero Profeſſorum, ſub fontis metaphorâ non indignè deſcribitur, cui diverſarum illi proprietatum conformitate conformis non immeritò comparatur : Hic eſt enim fons hortorum irriguus cæteras rigans Religiones & Ordines, ac in ipſos exemplis ſalutaribus ſcaturizans ; Hic eſt fons amœnus varietate virtutum, præclarus munditiæ puritate, pietate patens, indeficiens ſanctitate ; horum merito ſic excreſcere meruit, ut fontis nomen excedens fluvius cenſeatur, cujus proceſſus laudabilis de virtute in virtutem ut Deum Deorum in Sion videat, gradientis univerſalis Eccleſiæ lætificat unitatem, in qua per meritorum evidentiam claræ lucis ſplendorem adeptus, quaſi ſtella matutina reſplendet in medio nebulæ mundi hujus, & in ea ſplendidos emittens radios, inſtar ſolis velut aquæductus de Paradiſo progrediens, in aquas redundat plurimas.....

2. Cæterùm quia circà electionem Abbatis prædicti Monaſterii Ciſtercienſis fuit ab aliquibus dubitatum an poſſit ex uſu aliquo tolerari, quod circà Ciſtercienſem Electum retroactis temporibus eſt obtentum, videlicet ut Ciſtercienſis Electus ſi ejus electio fuerit in Concordiâ celebrata, adminiſtrare valeat etiam à nemine confirmatus & ſine confirmatione aliquâ curam habeat animarum : Nos ad hujuſmodi dubitationem in perpetuum amovendam Statuimus ut in Monaſterio Ciſtercienſi celebratâ electione concordi ſecundùm morem hactenùs obſervatum, Electus prædicto modo concorditer, eo ipſo verus ſit Abbas Ciſtercii & adminiſtrandi licentiam curamque animarum habeat ac in omnibus pro vero Abbate perindè habeatur, ac ſi à Sede Apoſtolicâ confirmationis beneficium habuiſſet, à quâ ipſum intelligi Volumus & Statuimus confirmatum : licèt autem idem Abbas Ciſtercii prædicto modo auctoritate Apoſtolicâ confirmetur, nihil tamen depereat per hoc ejuſdem Ordinis libertati quam circà ceſſionem & amotionem Abbatis ipſius idem Ordo dignoſcitur habuiſſe quamque ipſi Ordini manere Volumus illibatam.

3. Et quia præfatus Ordo in multâ ſimplicitatis puritate fundatus profecit laudabiliter in eâdem, Nos circà electiones in Monaſteriis ejuſdem Ordinis faciendas, ſic perſonas ipſius Ordinis procedere Toleramus ſicut hactenùs proceſſerunt, neceſſitatem

ſervandi ſolemnitates ſeu formas contentas in Generali Concilio eis de gratiâ remittentes.

4. Ordinamus autem quod in majoribus Abbatiis generationem habentibus cùm vacaverint, quindecim dies ad minus ad eligendum terminus aſſignetur, & Prior, Supprior ac Cellerarius vacantis Monaſterii conveniant de Electoribus quos idem Prior poſtquam de ipſis convenerint, in Capitulo nominabit: Patres verò Abbates vel Viſitatores nullum nominent Electorem, neque Electoribus prædicto modo creatis, ſimul vel ſigillatim aliquod dent præceptum, niſi quod in publico eis injungant arctiùs ut ſecundùm conſcientias ſuas provideant vacanti Monaſterio bonâ fide: nec alicujus vacantis Monaſterii Pater Abbas Sibi nominari poſtulet Electores antequam in Capitulo nominentur, nec aliquem ex congregatis ad eligendum Electoribus ad ſe vocet, nec verbo vel ſcripto aut ſigno eis vel eorum alicui ſuam inſinuet voluntatem, nec Electori clàm vel palàm impedimentum aliquod inferat per quod Electorum impediat libertatem: Electam quoque perſonam ſi ſufficiens & idonea vacanti Monaſterio fuerit, non refutet; & qui contrà fecerit, graviter puniatur; nec aliquam perſonam amoveat ab Officio vel de Monaſterio ejiciat ipſius vacatione durante. (9. Juin 1265.)

IIe BULLE DU PAPE CLEMENT IV. de l'an 1265.

SOMMAIRE.

Le Pape declare nuls tous les Privileges qui peuvent avoir eſté & ſeront obtenus par quelques Perſonnes que ce ſoit, ſoit du Saint-Siege ou d'autres, contre la commune Inſtitution de l'Ordre.

CLEMENS Epiſcopus ſervus ſervorum Dei. Dilectis Filiis Abbati & Conventui Ciſtercii Cabilonenſis Diœceſis Salutem & Apoſtolicam Benedictionem. Ne propter inſolentias aliquorum quærentium quæ ſua ſunt non quæ Dei, turbari contingat ſanctæ contemplationis otium cui vos ſpecialiter devoviſtis, Nos

ex hoc paci veſtræ ac Ordinis veſtri tranquillo ſtatui paternâ ſollicitudine conſulentes, indulgentias omnes & litteras per quaſcumque perſonas ejuſdem Ordinis contrà communia ſtatuta ipſius à Sede Apoſtolicâ vel ejus Legatis, ſub quacumque formâ vel expreſſione verborum de cætero impetrandas, irritas & inanes præſentium auctoritate Decernimus ac nullius omninò exiſtere firmitatis. Nulli ergò omninò hominum liceat hanc paginam noſtræ Conſtitutionis infringere vel ei auſu temerario contraïre : Si quis autem hoc attentare præſumpſerit, indignationem omnipotentis Dei ac beatorum Petri & Pauli Apoſtolorum ejus ſe noverit incurſurum. Datum Peruſii v. Idus Julii, Pontificatûs noſtri anno primo. (11. Juillet 1265.)

Ie BULLE DU PAPE NICOLAS IV. de l'an 1290.

SOMMAIRE.

Le Pape donne le pouvoir aux Abbez de l'Ordre de deputer des Religieux de leurs Monaſteres pour abſoudre les pauvres malades qui s'y trouveroient, & de leur adminiſtrer les Sacremens.

NICOLAUS Epiſcopus ſervus ſervorum Dei. Dilectis filiis Ciſtercii & aliorum Monaſteriorum Abbatibus Ciſtercienſis Ordinis Salutem & Apoſtolicam Benedictionem. Honeſtis deſideriis veſtris præſertim quæ ſalutem continent animarum, quantum cum Deo poſſumus libenter aſſenſum benevolum impartimur. Præſentata ſiquidem nobis veſtra petitio continebat quod ad Hoſpitalia infrà ſepta Monaſteriorum veſtrorum ad charitatis opera deputata, pauperum infirmorum confluit multitudo ; quare nobis humiliter ſupplicaſtis ut ſinguli veſtrûm in ſingulis Hoſpitalibus Monaſteriorum veſtrorum quibus præeſtis, deputandi aliquem vel aliquos idoneos de Monachis Monaſteriorum ipſorum in Sacerdotio conſtitutos qui confeſſiones pauperum in eiſdem Hoſpitalibus commorantium audiant & eis injungant pœnitentiam ſalutarem ac miniſtrent Eccleſiaſtica Sacramenta, licen-

tiam largiremur : Nos itaque attendentes hujuſmodi veſtram petitionem favore Apoſtolico non indignam, veſtris ſupplicationibus inclinati Vobis licentiam hujuſmodi ſine juris præjudicio alieni, autoritate præſentium Concedimus poſtulatam. Datum Romæ apud ſanctam Mariam Majorem Kal. Martii, Pontificatûs noſtri anno ſecundo. (1. Mars 1290.)

IIE BULLE DU PAPE NICOLAS IV. de l'an 1291.

SOMMAIRE.

1. *Le Pape fait l'Eloge de l'Ordre de Ciſteaux.*
2. *Il prend ſous ſa protection ſpeciale tous les Monaſteres qui en dépendent & tout ce qui leur appartient & leur en confirme la poſſeſſion.*
3. *Il défend à toutes les perſonnes qui en ſont, de le quitter pour entrer en un autre Ordre, & de rien changer de leur Obſervance ni de rien faire qui puiſſe luy préjudicier.*
4. *Il declare nul tout ce qui ſera fait au contraire.*

NICOLAUS Epiſcopus ſervus ſervorum Dei. Dilectis filiis Abbati Ciſtercii ejuſque Coabbatibus Monaſteriorum Ciſtercienſis Ordinis eorumque Conventibus Salutem & Apoſtolicam Benedictionem. Plantatus in agro Domini Ordo veſter ſic à ſuis 1. primordiis divinâ cooperante clementiâ pullulavit, ſic laudabilibus incrementis profecit fructus aſſiduè proferens copioſos, quod inter alia germinantia dicti agri tanquam ſidereo nitore refulgens plenis donis virtutum ſpiritualiter & temporaliter noſcitur abundare : Ea propter dilecti in Domino filii veſtris juſtis poſtulatio- 2. nibus grato concurrentes aſſenſu, perſonas veſtras & Monaſteria in quibus divinis eſtis obſequiis mancipati, cum omnibus bonis quæ in præſentiarum rationabiliter poſſident aut in futurum juſtis modis, præſtante Domino, poterunt adipiſci, ſub beati Petri & noſtrâ protectione ſuſcipimus; ſpecialiter autem Eccleſias, grangias, domos, poſſeſſiones & alia bona veſtra ſicut ea omnia pacificè poſſidetis, vobis & per vos Monaſteriis veſtris autoritate Apo-

ſtolicâ Confirmamus, diſtrictiùs Inhibentes ut nec vobis nec alicui 3.
veſtrûm liceat ad alium Ordinem ſe transferre ac ipſius habitum & inſtituta ſuſcipere, neque ſe & Monaſteria veſtra ipſius Ordinis Ciſtercienſis, Monaſteriis & locis alterius Ordinis & profeſſionis ac obſervantiæ ſeu quibuſcumque Eccleſiis & locis aliis aut Religioni ſubjicere vel unire aut aſſociare, ſive circà ſtatum eorumdem Monaſteriorum & Ordinis Ciſtercienſis aliquid immutare vel innovare per quod vobis & dicto Ordini præjudicium generetur, quodque nemo cujuſcumque conditionis exiſtat, contrà hujuſmodi noſtræ prohibitionis tenorem vos & Monaſteria prædicta recipere vel tenere aut aliquid attentare quoquomodo præſumat abſque Apoſtolicæ Sedis licentiâ & mandato: Nos enim ſi ſecùs actum fuerit, irritum Decernimus & inane. Cæterùm ubi perſona veſtræ 4.
profeſſionis ad Ordinem alium adſpiraret ſe transferre, nihil de antiquâ juris obſervantiâ intendimus immutare. Nulli ergò omninò hominum liceat hanc paginam noſtræ confirmationis & inhibitionis infringere vel ei auſu temerario contraïre: Si quis autem hoc attentare præſumpſerit, indignationem omnipotentis Dei & beatorum Petri & Pauli Apoſtolorum ejus ſe noverit incurſurum. Datum apud Urbem veterem v. Idus Decembris, Pontificatûs noſtri anno tertio. (9. Decembre 1291.)

Je BULLE DU PAPE BONIFACE VIII. de l'an 1294.

SOMMAIRE.

Le Pape declare que les offrandes qui ſont faites dans les Egliſes des Monaſteres de l'Ordre de Ciſteaux dans le temps que quelque Prelat que ce ſoit y officie, appartiennent aux Religieux de ces Monaſteres-là, & ne doivent eſtre priſes par aucune autre perſonne.

BONIFACIUS Epiſcopus ſervus ſervorum Dei. Dilectis filiis Abbati Monaſterii Ciſtercienſis ejuſque Coabbatibus & Conventibus univerſis Ciſtercienſis Ordinis Salutem & Apoſtolicam Benedictionem. Series oblatæ Nobis veſtræ petitionis habebat.

quod licèt ea quæ in Eccleſiis Monaſteriorum veſtri Ordinis piæ devotionis affectu à Chriſti fidelibus in Miſſarum ſolemniis offeruntur, Fratrum Monaſteriorum ipſorum uſibus ex ſpeciali privilegio Sedis Apoſtolicæ debeant deputari, nonnulli tamen Eccleſiarum Prælati ducti avaritiæ ſpiritu, cùm in eiſdem Monaſteriorum prædictorum Eccleſiis prædicta ſolemnia celebrant, oblationes quæ ad manus eorum hujuſmodi celebrationis tempore fieri dignoſcuntur, ad ſe pertinere indebitè aſſerentes, prædictas oblationes à Monaſteriis ipſis aſportare præſumunt in ipſorum Monaſteriorum & perſonarum deſervientium in eiſdem non modicum præjudicium & gravamen, ſuper quo petiſtis humiliter per Apoſtolicæ Sedis clementiam provideri : Nos itaque ad veſtrum & Monaſteriorum ac perſonarum in ipſis degentium ſtatum fœlicem & proſperum piis ſtudiis intendentes, autoritate Apoſtolicâ diſtrictiùs Inhibemus ne aliqui Prælati, cùm ipſos eiſdem Eccleſiis Monaſteriorum prædictorum ſolemnia celebrare contigerit, prælibatas oblationes tunc provenientes ibidem ſibi quomodolibet vendicare præſumant, ſed eis in Monaſteriis ipſis ſeu locis eorum omninò dimittant Fratrum Monaſteriorum vel locorum ipſorum uſibus profuturas. Nulli ergò omninò hominum liceat hanc paginam noſtræ inhibitionis infringere vel ei auſu temerario contraïre : Si quis autem hoc attentare præſumpſerit, indignationem omnipotentis Dei ac beatorum Petri & Pauli Apoſtolorum ejus ſe noverit incurſurum. Datum Anagniæ v. Idus Septembris, Pontificatûs noſtri anno primo. (9. Septembre 1294.)

IIe BULLE DU PAPE BONIFACE VIII. de l'an 1296.

SOMMAIRE.

1. *Le Pape diſpenſe les Superieurs des Monaſteres de Religieux de l'Ordre de Ciſteaux, dans les Corrections qu'ils y font, de l'obligation de ſuivre à la rigueur toutes les regles preſcrites par le Droit, leur ordonnant ſeulement de s'attacher à bien obſerver les Statuts de l'Ordre.*
2. *Il défend à ces Religieux contre leſquels il aura eſté ainſi procedé, d'interjetter appel de la correction qui leur aura eſté faite, pour en empêcher l'execution.*

BONIFACIUS Epiſcopus ſervus ſervorum Dei. Dilectis filiis Abbati Ciſtercii ejuſque Coabbatibus Monaſteriorum Ciſtercienſis Ordinis & eorum Conventibus univerſis Salutem & Apoſtolicam Benedictionem. Ad augmentum continuum Religionum & Ordinum quos Romana ſuſcepit & approbavit Eccleſia, paternis ſtudiis intendentes & conſiderantes attentiùs quod non intermiſſa ſedulitas Diſciplinæ Religiones & Ordines ſupradictos ſtatuſque regulares ſalubriter dirigit & conſervat, quodque ſi eam perire vel remitti contingeret, Ordo quilibet collabi neceſſariò cogeretur; Penſantes etiam quod ſi regularium perſonarum correctio rimas juris & apices ſequeretur, hujuſmodi rigor lenteſceret ac multiplici laxatione torperet: Nos horum conſideratione ac precibus dilecti filii noſtri Roberti tituli ſanctæ Potentianæ Preſbyteri Cardinalis ſuper hoc nobis ſupplicantis inducti, Vobis autoritate Apoſtolicâ Indulgemus ut ad correctiones & punitiones Fratrum & Converſorum ejuſdem Ordinis delinquentium infligendas, Prælati Ordinis ſupradicti ad quos eædem ſpectare noſcuntur, rimulis & apicibus ipſis poſtpoſitis liberè procedere valeant ſecundùm conſuetudines approbatas & generalia facta & etiam facienda ipſius Ordinis inſtituta: Nec volumus eiſdem 1.
licere Fratribus & Converſis ab eiſdem correctionibus & punitionibus aliquatenùs appellare, prævia in hoc deliberatione ac 2.

maturitate debitâ obſervatis. Nulli ergò omninò hominum liceat hanc paginam noſtræ Conceſſionis infringere vel ei auſu temerario contraire : Si quis autem hoc attentare præſumpſerit, indignationem omnipotentis Dei ac beatorum Petri & Pauli Apoſtolorum ejus ſe noverit incurſurum. Datum Romæ apud Sanctum Petrum Idibus Februarii, Pontificatus noſtri anno tertio. (13. Fevrier 1296.)

IIIE BULLE DU PAPE BONIFACE VIII. de l'an 1296.

SOMMAIRE.

1. *Le Pape diſpenſe les Superieurs des Monaſteres de l'Ordre de Ciſteaux, dans les Corrections qu'ils y font à l'égard des Religieuſes, de l'obligation de ſuivre à la rigueur toutes les regles preſcrites par le Droit, leur ordonnant ſeulement de s'attacher à bien obſerver les Statuts de l'Ordre.*
2. *Il défend à ces Religieuſes contre leſquelles il aura eſté ainſi procedé, d'interjetter appel de la Correction que leur feront leurs Superieurs, pour en empêcher l'execution.*

BONIFACIUS Epiſcopus ſervus ſervorum Dei. Dilectis in Chriſto filiabus Abbatiſſis Monaſteriorum Ciſtercienſis Ordinis & eorum Conventibus univerſis Salutem & Apoſtolicam Benedictionem. Ad augmentum continuum Religionum & Ordinum quos Romana ſuſcepit & approbavit Eccleſia, paternis ſtudiis intendentes ac conſiderantes attentiùs quod non intermiſſa ſedulitas diſciplinæ Religiones & Ordines ſupradictos ſtatuſque regulares ſalubriter dirigit & conſervat, quodque ſi eam perire vel remitti contingeret, Ordo quilibet collabi neceſſariò cogeretur ; Penſantes etiam quod ſi regularium perſonarum correctio rimas juris & apices ſequeretur, hujuſmodi rigor lenteſceret ac multiplici laxatione torperet : Nos horum conſideratione ac precibus dilecti filii noſtri Roberti tituli ſanctæ Potentianæ Præſbyteri Cardinalis ſuper hoc nobis ſupplicantis inducti, vobis autoritate Apoſtolicâ Indulgemus ut ad correctiones & punitiones Monialium & Sororum

Sororum ejuſdem Ordinis delinquentium infligendas, Prælati Ordinis ſupradicti ad quos eædem ſpectare noſcuntur, rimulis & apicibus ipſis poſtpoſitis liberè procedere valeant ſecundùm conſuetudines approbatas & generalia facta & etiam facienda ipſius Ordinis inſtituta; Nec volumus eiſdem licere Monialibus & So- 2.
roribus ab eiſdem correctionibus & punitionibus aliquatenùs appellare, prævià in hoc deliberatione ac maturitate debità obſervatis. Nulli ergò omninò hominum liceat hanc paginam noſtræ conceſſionis infringere vel ei auſu temerario contraire : Si quis autem hoc attentare præſumpſerit, indignationem omnipotentis Dei ac beatorum Petri & Pauli Apoſtolorum ejus ſe noverit incurſurum. Datum Romæ apud ſanctum Petrum Idibus Februarii, Pontificatûs noſtri anno tertio. (13. Fevrier 1296.)

IVE BULLE DU MESME PAPE Boniface VIII. de l'an 1301.

SOMMAIRE.

1. *Le Pape fait l'Eloge de l'Ordre de Ciſteaux en termes tres-honorables.*
2. *Il exempte les terres des Domaines de ſes Monaſteres que les Religieux cultiveront ou feront cultiver par d'autres, de payer aucunes Dixmes anciennes ni novales.*

BONIFACIUS Epiſcopus ſervus ſervorum Dei. Dilectis filiis univerſis Abbatibus, Abbatiſſis & Conventibus Ordinis Ciſtercienſis tam præſentibus quàm futuris Salutem & Apoſtolicam Benedictionem. In Eccleſiæ firmamento veſter Ordo nitore cla- 1.
ro coruſcans univerſalem gregis Dominici aulam illuminat & currentibus in ſtadio rectum iter inſinuat quo ad ſalutis bravium faciliùs pervenitur : Nos quidem ob hoc & propter magnæ devotionis affectum quem ad Nos & Apoſtolicam Sedem habetis, Ordinem ipſum ac vos & alios ejuſdem Ordinis profeſſores intimâ charitate proſequimur, ac ſinceris affectibus excitamur ad veſtra & illorum commoda in quibus honeſtè poſſumus promovenda : Idcòque præmiſſorum intuitu & obtentu dilecti filii noſtri

Roberti tituli ſanctæ Potentianæ Preſbyteri Cardinalis qui tanquam præfati Ordinis quem profeſſus extitit, Promotor aſſiduus neceſſitates veſtras & dicti Ordinis Nobis reverenter expoſuit & ſuper illis noſtræ proviſionis auxilium imploravit, Vobis autoritate
2. præſentium Indulgemus ut de terris veſtris cultis & incultis ad Ordinem veſtrum ſpectantibus quas aliis conceſſiſtis vel concedetis in poſterùm excolendas, de quibus tamen aliquis decimas ſeu primitias non percepit, nullus à vobis ſeu cultoribus terrarum ipſarum aut quibuſcumque aliis decimas ſeu primitias exigere vel extorquere præſumat ; Nos enim nihilhominùs irritum Decernimus & inane quidquid contrà tenorem hujuſmodi indulgentiæ fuerit attentatum. Nulli ergò omninò hominum liceat hanc paginam noſtræ conceſſionis & Conſtitutions infringere vel ei auſu temerario contraïre : Si quis autem hoc attentare præſumpſerit, indignationem omnipotentis Dei & beatorum Petri & Pauli Apoſtolorum ejus ſe noverit incurſurum. Datum Lateranenſi XV. Kal. Januarii, Pontificatûs noſtri anno octavo. (18. Decemb. 1301.)

BULLE DU PAPE JEAN XXII. de l'an 1319.

SOMMAIRE.

1. *Le Pape fait l'Eloge de l'Ordre de Ciſteaux.*
2. *Il declare que les Abbez qui ſont pourvûs par le Saint Siege, demeurent toûjours attachez & ſoumis à l'obéïſſance de leurs Superieurs reguliers comme les autres, ſans pouvoir ſe diſpenſer de la leur rendre.*

JOANNES Epiſcopus ſervus ſervorum Dei. Dilecto filio Abbati Monaſterii Ciſtercienſis Cabilonenſis Diœceſis Salutem &
1. Apoſtolicam Benedictionem. Ad Ciſtercienſem Ordinem ex quo velut agro pleno cui Dominus benedixit, fragrantia ſpiritualium filiorum redundare dignoſcitur ſuavitatem ſpirans odoris Eccleſiæ ſanctæ Dei ſpecialem gerentes devotionis affectum, ad ipſius Ordinis tranquillitatem & pacem gratis deſideriis aſpiramus : Cùm itaque ſicut exhibita nobis pro parte tuâ petitio

continebat, quidam ex Abbatibus dicti Ordinis eo prætextu quod per Nos promoti fuerunt ad regimina quorumdam Monaſteriorum Ordinis memorati, à debitâ tuâ & Capituli Generalis ipſius Ordinis obedientiâ ſe ſubtrahere moliantur contrà ſtatuta ejuſdem Ordinis per Sedem Apoſtolicam confirmata, in gravem diſſenſionem & ſcandalum Ordinis memorati; Nos vo- 2.
lentes præfato Ordini nè quod abſit, per ſubſtractionem hujuſmodi in ſuis membris diminutionem ſeu ſciſſuræ periculum patiatur de opportuno remedio providere, tuis ſupplicationibus inclinati autoritate præſentium Declaramus quod non eſt intentionis noſtræ quod dicti promoti tali prætextu ſe ſubtrahere valeant ab obedientiâ Ordinis conſuetâ. Nulli ergò omninò hominum liceat hanc paginam noſtræ declarationis infringere vel ei auſu temerario contraïre : Si quis autem hoc attentare præſumpſerit, indignationem omnipotentis Dei & beatorum Petri & Pauli Apoſtolorum ejus ſe noverit incurſurum. Datum Avinioni III. Kal. Decembris, Pontificatûs noſtri anno quarto. (29. Nov. 1319.)

BULLE DU PAPE BENOIST XII. de l'an 1334.

SOMMAIRE.

Le Pape défend de recevoir à profeſſion & ſtabilité dans aucun Monaſtere de l'Ordre de Ciſteaux, des Religieux de quelque Ordre mendiant que ce ſoit, ſans une permiſſion expreſſe du Saint Siege.

BENEDICTUS SERVUS SERVORUM DEI.
AD PERPETUAM REI MEMORIAM.

REGULAREM vitam profeſſis ſic expedit ſubtrahi omnem inquietudinis & turbationis materiam, quod in contemplationis ſuavitate quieſcere valeant & tranquillum Domino reddere famulatum : Cùm igitur ex eo quod profeſſores Ordinum mendicantium ad Monachorum nigrorum & Ciſtercienſium Ordines conſueverunt plerumque tranſire, multas in dictis Ordinibus turbationes, infeſtationes, moleſtias, damna & ſcandala proveniſſe experientia doceat manifeſtè ; Nos his ex de-

bito paſtoralis officii pro futuro tempore occurrere cupientes, de conſilio Fratrum noſtrorum Decernimus ne quis cujuſvis Ordinis mendicantium profeſſor ad aliquem dictorum duorum Ordinum quoquomodo tranſire valeat ſine Romani Pontificis licentiâ ſpeciali plenam & expreſſam faciente de Conſtitutione hujuſmodi mentionem ; Non obſtantibus Privilegiis Apoſtolicis quibuſcumque conceſſis in contrarium dictis Ordinibus mendicantium ſeu eorum Prælatis aut aliquibus eorumdem, quæ quoad hoc nullius ex nunc fore Decernimus firmitatis. Nulli ergò omninò hominum liceat hanc paginam noſtræ Conſtitutionis infringere vel ei auſu temerario contraïre : Si quis autem hoc attentare præſumpſerit, indignationem omnipotentis Dei & beatorum Petri & Pauli Apoſtolorum ejus ſe noverit incurſurum. Datum Avinioni III. Nonas Julii, Pontificatûs noſtri anno primo. (5. Juillet 1334.)

BULLE DU PAPE URBAIN V. de l'an 1363.

SOMMAIRE.

Le Pape permet aux Abbez & Religieux de l'Ordre de Ciſteaux lorſqu'ils ſont obligez à cauſe des Guerres, de quitter leurs Monaſteres & de ſe retirer pour leur ſûreté, dans des Chaſteaux & lieux forts du voiſinage, d'y avoir des Autels portatifs & des Chapelles pour y dire la Meſſe & celebrer l'Office Divin à voix haute.

URBANUS Epiſcopus ſervus ſervorum Dei. Dilectis filiis Abbati & Conventui Monaſterii Ciſtercienſis Cabilonenſis Diœceſis cæteriſquè Abbatibus & Conventibus Ciſtercienſis Ordinis ubilibet conſtitutis Salutem & Apoſtolicam Benedictionem. Sacræ veſtræ Religionis in quâ devotum Deo redditis famulatum, promeretur honeſtas ut petitionibus veſtris in his præſertim quæ ad conſolationem animarum veſtrarum cedere valeant, favorabiliter annuamus : Cùm itaque ſicut exhibita nobis pro parte veſtrâ petitio continebat, frequenter contingat quod

vos propter guerrarum diſcrimina quæ in Monaſteriorum veſtrorum partibus frequenter ingruunt, tutè reſidere in ipſis Monaſteriis non valentes, ad caſtra & fortalitia ipſis Monaſteriis veſtris vicina recurrere & in eis ad tempus morari oportet; Nos veſtris in hac parte ſupplicationibus inclinati, Ut liceat vobis in ſingulis caſtris & fortalitiis ipſis (in locis tamen ad hoc congruis & honeſtis) erigere altare portatile ſuper quo quamdiu ibidem occaſione prædictâ moram traxeritis, ſinguli veſtrûm qui fuerint in Sacerdotio conſtituti, Miſſas & alia divina Officia etiam altâ voce celebrare cum debitâ reverentiâ & honore (jure Parochialium Eccleſiarum & cujuſlibet alterius in omnibus ſemper ſalvo) liberè valeatis, devotioni veſtræ autoritate Apoſtolicâ de ſpeciali gratiâ Indulgemus. Nulli ergò omninò hominum liceat hanc paginam noſtræ Conceſſionis infringere vel ei auſu temerario contraïre: Si quis autem hoc attentare præſumpſerit, indignationem omnipotentis Dei & beatorum Petri & Pauli Apoſtolorum ejus ſe noverit incurſurum. Datum Avinioni v. Idus Octobris, Pontificatûs noſtri anno ſecundo. (11. Oct. 1363.)

PREMIERE BULLE DU PAPE JEAN XXIII. de l'an 1415.

SOMMAIRE.

1. *Le Pape fait l'Eloge de l'Ordre de Ciſteaux.*
2. *Il declare que tous les Religieux qui en ſont Profès, quelques Titres & Charges qu'ils ayent d'ailleurs de Chapelains & familiers d'honneur du Saint Siege ou des Cardinaux, ne peuvent s'exempter de la ſoumiſſion & obéiſſance qu'ils doivent rendre à leurs Superieurs & au Chapitre General dudit Ordre.*
3. *Il declare nul tout ce qui a eſté & ſera fait à l'avenir là-deſſus au contraire.*

JOANNES EPISCOPUS SERVUS SERVORUM DEI. AD PERPETUAM REI MEMORIAM.

DUM uberes fructus quos Ordo Ciſtercienſis in agro militantis Eccleſiæ uberrimè in exaltatione Statûs præfatæ Eccleſiæ & Religionis propagationem produxit hactenùs & produ- 1.

cit assiduè, paternâ diligentiâ contemplamur, saluberrimum fore dignoscimus ut illa pro cultu divini nominis & observantiâ regulari in præfato Ordine decernamus per quæ Ordo ipse salutaribus proficere valeat incrementis, & si qui ab observantiâ hujusmodi se quoquomodo, laxatis obedientiæ habenis salutaribus, quomodolibet sequestrarent, ad cultum ipsum disciplinæ fræno (prout pro eorum salute congruit) reducantur : Hinc est quod Nos præ-
2. missorum intuitu & ex certis aliis rationabilibus causis animum nostrum moventibus, & dilectorum filiorum Abbatis Cistercii & Coabbatum ejus dicti Ordinis in hac parte supplicationibus inclinati, Volumus & hac præsenti & perpetuò duraturâ Constitutione Decernimus statuentes quod omnes & singuli dicti Ordinis Professores præsentes & posteri cujusque statûs, gradûs seu conditionis existant, in Capellanos honoris Sedis Apostolicæ seu alicujus ex venerabilibus Fratribus nostris sanctæ Romanæ Ecclesiæ Cardinalibus, aut familiares cujuspiam ex præmissis vel aliorum recepti vel assumpti ac de cætero tam Apostolicâ quam aliâ quavis autoritate quomodolibet assumendi, non possint vel debeant quoquomodo & sub quacumque verborum conceptione, à jurisdictione, correctione, superioritate, majoritate seu obedientiâ sui Superioris & dilectorum filiorum Capituli Generalis præfati Ordinis eximi virtute cujusvis gratiæ alicui præmissorum jam concessæ seu in posterùm concedendæ per Apostolicas seu alias litteras aut processus super illis forsan habitos vel habendos, quo minùs superioribus suis & Capitulo præfatis in omnibus & quoad omnia secundùm Constitutiones & Consuetudines ipsius Ordinis plenè subsint & parere debeant & ad præmissorum observantiam distringi queant, præmissis & aliis contrariis non obstantibus quibuscumque, irritum & inane Decernentes ex nunc quidquid super his scienter vel ignoranter quavis autoritate attentatum forsan est hactenùs vel in posterùm contigerit quomodolibet attentari. Nulli ergò omninò hominum liceat hanc paginam nostræ voluntatis, Constitutionis & Statuti infringere vel ei ausu temerario contraire : Si quis autem hoc attentare præsumpserit, indignationem omnipotentis Dei & beatorum Petri & Pauli Apostolorum ejus se noverit incursurum. Datum Constantiæ VII. Kal. Februarii, Pontificatûs nostri anno quinto. (26. Janvier 1415.)

SECONDE BULLE DU PAPE JEAN XXIII. de l'an 1415.

SOMMAIRE.

Le Pape donne le pouvoir & Privilege au Chapitre General de l'Ordre de Ciſteaux, d'en ſupprimer les Monaſteres d'hommes & de filles qui ſe trouveront n'avoir pas des revenus ſuffiſans pour y entretenir un nombre de perſonnes capable d'y faire le Service ſuivant les Statuts, & d'en unir les fonds & les revenus à d'autres Monaſteres.

JOANNES Epiſcopus ſervus ſervorum Dei. Dilectis filiis Abbati Monaſterii Ciſtercii Cabilonenſis Diœceſis ejuſque Coabbatibus univerſis in eorum Generali Capitulo quandocumque congregandis Salutem & Apoſtolicam Benedictionem. Sacræ Religionis ſub quâ mundanis calcatis illecebris, devotum & ſedulum in humilitatis ſpiritu exhibetis Altiſſimo famulatum, merita promerentur ut ea quæ veſtræ Religionis & Ordinis commoditatem reſpiciunt, favore vobis benevolo concedamus: Hinc eſt quod Nos volentes veſtræ paci & tranquillitati conſulere, veſtris in hac parte ſupplicationibus inclinati, Ut quæcumque Monaſteria dicti Ordinis tam Monachorum quàm etiam Monialium, & quorum facultates, fructus, reditus & proventus non ſufficiunt ad ſuſtentationem tot Regularium Perſonarum in eiſdem Monaſteriis pro tempore degentium, quot in eis pro augmento divini Cultûs ac Miſſis & aliis divinis Officiis celebrandis ſecundùm ejuſdem Ordinis Statuta & præmiſſorum ac regularium cærimoniarum obſervantiam requiruntur, aliis Monaſteriis Religionis & Ordinis prædictorum pro commodiori ſuſtentatione degentium in eiſdem, & quando pro ſtatu & quiete hujuſmodi perſonarum id noveritis expedire, ſuper quibus veſtras conſcientias Oneramus, cum omnibus juribus & pertinentiis ſuis, unum videlicet alteri Monachorum & aliud alteri Monialium Monaſteriis ejuſdem Ordinis Monaſteria, cujuſcumque taxæ ſeu annui valoris fuerint, & quæ cum eorum juribus & pertinentiis ſuis univerſis præſentibus haberi volumus

pro expreſſis, autoritate Apoſtolicâ annectere & unire : Ità quod cedentibus vel decedentibus hujuſmodi Monaſteriorum Abbatibus vel Abbatiſſis ſeu Prioribus vel Prioriſſis, (ſi Monaſteria ipſa per Priores aut Prioriſſas fuerint ſolita gubernari) aut ea quomodolibet dimittentibus, liceat aliis Abbatibus & Abbatiſſis ac Prioriſſis quorum Monaſteriis alia ſic vacantia venient unienda, corporalem poſſeſſionem hujuſmodi vacantium Monaſteriorum juriumque & pertinentiarum prædictorum, autoritate propriâ apprehendere & perpetuò retinere, ac fructus, reditus & proventus dictorum Monaſteriorum uniendorum in ſuos uſus ac pro ſuſtentatione hujuſmodi perſonarum degentium in eiſdem liberè convertere, Diœceſani loci aut cujuſcumque alterius ſuper hoc licentiâ minimè requiſitâ, liberè & licitè valeatis, devotioni veſtræ de ſpecialis dono gratiæ Concedimus per præſentes ; Non obſtantibus quibuſcumque reſervationibus generalibus vel ſpecialibus de hujuſmodi vel aliis Monaſteriis Ordinum quorumcumque per Nos aut Sedem Apoſtolicam hactenùs forſan factis, necnon Conſtitutionibus & Ordinationibus Apoſtolicis atque noſtris ac ſtabilimentis, Statutis & Conſuetudinibus Monaſteriorum & Ordinis prædictorum, etiam juramento, confirmatione Apoſtolicâ vel quacumque firmitate aliâ roboratis cæteriſque contrariis quibuſcumque. Nulli ergò omninò hominum liceat hanc paginam noſtræ voluntatis & Conceſſionis infringere vel ei auſu temerario contraire : Si quis autem hoc attentare præſumpſerit, indignationem omnipotentis Dei & beatorum Petri & Pauli Apoſtolorum ejus ſe noverit incurſurum. Datum Conſtantiæ VII. Kal. Februarii, Pontificatûs noſtri anno quinto. (26. Janvier 1415.)

IRE BULLE DU PAPE MARTIN V. de l'an 1417.

SOMMAIRE.

1. *Le Pape décrit ſommairement & en general, les inconveniens qui arrivent de la ſortie de l'Ordre que font les Religieux aprés y avoir fait profeſſion, pour entrer dans un autre Ordre.*
2. *Il rapporte & explique la plainte qui luy en a eſté faite par les Abbez & les Communautez de l'Ordre de Ciſteaux.*
3. *Il défend tres-expreſſément à tous les Religieux d'en ſortir, quand même ils en auroient obtenu le pouvoir du Saint Siege ou de ſes Legats ſous quelque pretexte que ce ſoit, ſans la permiſſion expreſſe & le conſentement du Chapitre General & de l'Abbé de Ciſteaux, ſi ce n'eſt pour entrer en l'Ordre des Chartreux.*
4. *Il declare enfin les Contrevenans & les tranſgreſſeurs de cette défenſe, inhabiles à toutes ſortes de Benefices & Offices Eccleſiaſtiques, & les Superieurs & Communautez des Monaſteres où ils auront eſté reçûs, à reſtituer ce qu'ils leur auront apporté en y entrant, avec dépens, dommages & intereſts.*

MARTINUS EPISCOPUS SERVUS SERVORUM DEI. AD PERPETUAM REI MEMORIAM.

EXPERIENTIA ipſa docet quod qui cum eâ vocatione quâ 1.
ſunt vocati non contenti, priore vocatione derelictâ, ſe in vocationes recipiunt alienas, nunquam vel rarò fructum bonum afferunt, quin potiùs tam his quos reliquerunt, quàm illis quibus ultimò adhæſerunt, multiplices cauſas magni ſcandali & opprobrii ſubminiſtrant; & propterea ac affectione & devotione præcipuis quas ad Ordinem Ciſtercienſem gerimus, meritò inducimur ut quieti dilectorum filiorum Ciſtercienſis Cabilonenſis Diœceſis & aliorum ejuſdem Ordinis Monaſteriorum Abbatum & Conventuum conſulamus, & ſcandalis tam eorum quàm alio-

rum Religioſorum quantùm cum Deo poſſumus occurramus ; Sanè
2. ſicut nuper ex relatione pro parte dictorum Abbatum & Conventuum coràm nobis deductâ cum non parvâ mentis diſplicentiâ accepimus, nonnulli dicti Ordinis Profeſſores vel ut ſic debitæ obedientiæ jugum evadant vel laxiùs vivere valeant, frugis vitæ melioris aut aliis facie honeſtis apparentibus cauſis prætentis, de dicto Ordine etiam prætextu literarum Sedis Apoſtolicæ ſeu Legatorum ejus ſuper hoc impetratarum aut aliàs temerè prout hoc cauteloſiùs colorare poſſunt, ad alios Ordines ſe transferunt & plerumque in hujuſmodi aliis Ordinibus parochialium Eccleſiarum aut aliorum Beneficiorum Eccleſiaſticorum magis pinguium quàm in ipſo Ciſtercienſi Ordine habere poſſunt, regimina procurant ; interdùm verò bona mobilia Monaſteriorum à quibus recedunt, ſecum furtìm aſportant, & ut plurimùm vitam ducunt diſſolutam in grave animarum ſuarum periculum, Divinæ Majeſtatis offenſam & hujuſmodi Ordinum opprobrium necnon damnum & ſcandalum plurimorum : Nos igitur pro debito Officii Paſtoralis Nobis divinitùs injuncti, ſuper his ſalubriter pro-
3. videre volentes, Autoritate Apoſtolicâ præſenti perpetuâ & irrefragabili Conſtitutione Prohibemus nè aliquis dicti Ciſtercienſis Ordinis Profeſſor, etiam prætextu quarumcumque Litterarum prædictæ Sedis ſeu Legatorum ejus aut aliàs quovis quæſito colore, ad aliquem alium Ordinem, (Fratrum Carthuſienſium Ordine dumtaxat excepto) ſine ſpeciali Generalis Capituli dicti Ordinis vel Abbatis Ciſtercienſis pro tempore exiſtentis licentiâ & conſenſu, niſi ex legitimâ & juſtâ cauſâ coràm ipſo Abbate vel Generali Procuratore dicti Ordinis in Romanâ Curiâ pro tempore exiſtentis ſufficienter probatâ ac legitimâ & juſtâ repertâ,
4. tranſire quoquomodo præſumat ; Tranſgreſſores enim prohibitionis hujuſmodi ad quæcumque Officia & Beneficia Eccleſiaſticâ tam prædicti Ciſtercienſis quàm alterius Ordinis ad quem ſe tranſtulerint, inhabiles eſſe, Prælatoſque & Conventus Monaſteriorum & aliorum locorum ad quos Profeſſores ipſi ſe tranſtulerint & recepti fuerint, ad reſtitutionem & ſatisfactionem omnium damnorum & intereſſe quæ dictus Ordo Ciſtercienſis ex tranſitu profeſſorum hujuſmodi ad alios Ordines incurrerit, obligatos ac adſtrictos eſſe Volumus & Decernimus per præſentes, Conſtitutionibus Apoſtolicis ac Statutis & Conſuetudinibus Monaſteriorum & Ordinis prædictorum & aliis contrariis non obſtantibus qui-

buſcumque. Nulli ergò omninò hominum liceat hanc paginam noſtræ prohibitionis, voluntatis & Conſtitutionis infringere vel ei auſu temerario contraïre : Si quis autem hoc attentare præſumpſerit, indignationem omnipotentis Dei ac beatorum Petri & Pauli Apoſtolorum ejus ſe noverit incurſurum. Datum Conſtantiæ Idibus Januarii, Pontificatûs noſtri anno primo. (13. Janvier 1417.)

IIE BULLE DU PAPE MARTIN V. de l'an 1417.

SOMMAIRE.

Le Pape par un Privilege particulier défend à toutes Perſonnes poſſedant quelque Benefice que ce ſoit dans l'Ordre de Ciſteaux, de s'en démettre ou de le quitter pour quelque cauſe que ce ſoit, ſans l'aveu & la permiſſion du Chapitre General & des autres Superieurs de l'Ordre ou du Saint Siege, faiſant mention expreſſe de ce Privilege.

MARTINUS Epiſcopus ſervus ſervorum Dei. Dilectis filiis Abbati Ciſtercii Cabilonenſis Diœceſis cæterorumque Ordinis Ciſtercienſis Monaſteriorum Abbatibus & Conventibus Salutem & Apoſtolicam Benedictionem. Sacræ Religionis ſub quâ devotum & ſedulum exhibetis Domino famulatum, promeretur honeſtas ut illa vobis favorabiliter concedamus per quæ ſtatui & commodo veſtri Ordinis ſalubriter conſulatur ; Hinc eſt quod Nos veſtris in hac parte ſupplicationibus inclinati, Ut nulli quicumque Monaſteriis aut quibuſvis aliis locis Conventualibus dicti Ordinis nunc vel pro tempore præſidentes vel illa obtinentes, Monaſteria vel loca hujuſmodi ut ipſi indè aliis Monaſteriis vel locis dicti vel alterius Ordinis præficiantur, vel de locis ipſis eis provideatur ſimpliciter vel ex cauſâ permutationis, dimittere & aliis præfici vel ea obtinere valeant niſi ſuper hoc per eos primitùs petitâ & obtentâ à Capitulo Generali & aliis ſecundùm Statuta & Ordinationes dicti Ordinis vel Sede Apoſtolicâ de præſentibus faciente ſpecialem & expreſſam de verbo ad verbum

mentionem, licentiâ ſpeciali, quovis modo valeant ; Vobis autoritate Apoſtolicâ de ſpeciali gratiâ tenore præſentium Indulgemus, Decernentes ex nunc irritum & inane ſi ſecùs ſuper his à quoquam quavis autoritate ſcienter vel ignoranter contigerit attentari. Nulli ergò omninò hominum liceat hanc paginam noſtræ Conceſſionis & Conſtitutionis infringere vel ei auſu temerario contraïre : Si quis autem hoc attentare præſumpſerit, indignationem omnipotentis Dei & beatorum Petri & Pauli Apoſtolorum ejus ſe noverit incurſurum. Datum Conſtantiæ v. Idus Decembris, Pontificatûs noſtri anno primo. (9. Decembre 1417.)

IIIME BULLE DU PAPE MARTIN V. de l'an 1423.

SOMMAIRE.

1. *Le Pape fait un narré de ce qui s'eſt paſſé au 4e Concile de Latran en 1215. au ſujet de l'exemption des Dixmes pour l'Ordre de Ciſteaux.*
2. *Sur la priere & requiſition de pluſieurs Rois & Princes, il luy en confirme le Privilege, & oblige tous les Archevêques, Evêques & autres Prélats de l'Egliſe d'en faire jouir tous les Monaſteres de l'Ordre.*

Cette Bulle eſt rapportée dans le Grand Bullaire Romain pour la huitiéme Conſtitution de ce Pape.

MARTINUS Epiſcopus ſervus ſervorum Dei. Archiepiſcopis, Epiſcopis ac dilectis filiis Abbatibus, Prioribus, Decanis, Archidiaconis, Præpoſitis & aliis Eccleſiarum Prælatis ad quos præſentes litteræ pervenerint, Salutem & Apoſtolicam Benedictionem. Militanti Eccleſiæ licèt immeriti (diſponente Domino) præſidentes, circà curam Eccleſiarum ac Monaſteriorum omnium ſolertiâ reddimus indefeſſâ ſolliciti, ut juxtà debitum paſtoralis officii eorum occurramus diſpendiis & profectibus (divinâ cooperante clementiâ) ſalubriter intendamus : Cùm Abbates Ciſtercienſis Ordinis ad commonitionem felicis recordationis Innocentii Papæ prædeceſſoris noſtri ſtatuerint ut de cætero fratres ipſius Ordinis nè occaſione privilegiorum ſuorum gravarentur, de alienis terris & ab eo tempore acquirendis ſi eas pro-

priis manibus aut ſumptibus colerent, Decimas perſolverent Eccleſiis quibus ratione prædiorum anteà ſolvebantur, niſi cum eiſdem Eccleſiis aliter ducerent componendum : dictus Prædeceſſor noſter quia ſperabat ut Eccleſiarum Prælati proniores & efficaciores exiſterent ad exhibendum de ſuis malefactoribus juſtitiæ complementum & eorum privilegia diligentiùs & perfectiùs obſervarent, Statutum hujuſmodi gratum habentes & ratum, hoc ad alios Regulares qui ſimilibus gaudent privilegiis extendi voluit & mandavit : ſed quod dolentes referimus, res in contrarium eſt verſa, ſicut ex gravi querelâ dilecti in Chriſto filii Joannis Abbatis Ciſtercienſis necnon aliorum Abbatum, Priorum & Abbatiſſarum, Nobis innotuit ; nonnulli Eccleſiarum Prælati Archiepiſcopi & Epiſcopi & alii Clerici eorum privilegia temerare cupientes & contendentes malitiosè ipſorum pervertere intellectum, ipſos & ipſas ac Conventus & Monaſteria Grangiaſque inquietant multipliciter ; nam cùm ſit ipſis & præfato Ordini indultum ut de Novalibus quæ propriis ſumptibus excolunt, ſive de hortis, virgultis & piſcationibus ſuis vel de ſuorum animalium nutrimentis, nullus ab eis Decimas exigere vel extorquere præſumat ; quidam perverſo intellectu confiſto, dicentes quod hæc non poſſunt nec debent intelligi niſi de his quæ ſunt ante Generale Concilium acquiſita, ipſos & dictum Ordinem ac Monaſteria dicti Ordinis Grangiaſque in genere & in ſpecie ſuper his multiplici vexatione fatigant : Nos enim propagationem Ordinis & tranquillitatem præfatorum Abbatum, Priorum, Abbatiſſarum & Conventuum dicti Ordinis intentis deſideriis affectantes, præfatis & pluribus aliis favoribus proſequi volentes gratiæ amplioris, eorum ſupplicationibus inclinati, de ſpeciali gratiâ necnon ex conſideratione nonnullorum Regum & Principum qui nobis ſuas deſtinarunt litteras, Univerſitati veſtræ per Apoſtolica ſcripta Mandamus quatenùs dictum Abbatem & omnes & ſingulos Abbates, Priores, Abbatiſſas & omnia & ſingula Monaſteria & ſingulares perſonas dicti Ordinis, præſentia & futura ubicumque pro tempore conſiſtentia à præſtatione Decimarum tam de poſſeſſionibus habitis antè & poſt Concilium memoratum quàm de cætero habendis, & tam de Novalibus ſive ante ſive poſt Concilium hujuſmodi acquiſitis & acquirendis, quæ propriis ſumptibus excolunt ſeu excolent, quàm aliàs quomodocumque vel qualitercumque excoluntur, & etiam de illis poſſeſſionibus de quibus aliquis hactenùs

percepit, necnon de hortis, virgultis & piſcationibus ſuis & de ſuorum animalium nutrimentis, ſinguli veſtrûm omninò ſervetis immunes; Contradictores per cenſuram Eccleſiaſticam (appellatione poſtpoſitâ) compeſcendo, invocato ad hoc ſi opus fuerit, auxilio brachii ſæcularis: quibuſcumque Conſtitutionibus, Apoſtolorum Ordinationibus & aliis in contrarium editis etiàm juramento, Confirmatione Apoſtolicâ vel quacumque firmitate aliâ roboratis nonobſtantibus. Nulli ergò omninò hominum liceat hanc paginam noſtræ voluntatis & Conceſſionis infringere vel ei auſu temerario contraïre; Si quis autem hoc attentare præſumpſerit, indignationem omnipotentis Dei & beatorum Petri & Pauli Apoſtolorum ejus ſe noverit incurſurum. Datum Romæ apud ſanctam Mariam Majorem nono Kalendas Octobris, Pontificatûs noſtri anno ſeptimo. (23. Septembre 1423.)

BULLE DU CONCILE DE BASLE de l'an 1435.

SOMMAIRE.

Le Concile confirme à l'Ordre de Ciſteaux & à tous les Monaſteres qui en dépendent, tous leurs Privileges, les Droits, Immunitez, Libertez & Prérogatives qui leur ont eſté accordez par le Saint Siege, les Empereurs, Rois, Princes & autres, & de plus le Concile les renouvelle.

SACROSANCTA Generalis Synodus Baſilienſis in Spiritu ſancto legitimè congregata Univerſalem Eccleſiam repræſentans. Dilectis Eccleſiæ filiis Abbati Ciſtercii ejuſque Coabbatibus & Conventibus ac Monaſteriis Univerſis Ordinis Ciſtercienſis Salutem & omnipotentis Dei Benedictionem.

Cùm à nobis petitur quod juſtum eſt & honeſtum, tam vigor æquitatis quam ordo exigit rationis ut id per miniſterium noſtrum quo univerſali Eccleſiæ afficimur, ad debitum perducatur effectum: Sanè pro parte veſtrâ Nobis humiliter ſupplicatum fuit quatenùs vobis & Eccleſiis ac Monaſteriis veſtris ſuper privilegiis, indulgentiis, bonis, libertatibus, immunitatibus, conſuetu-

dinibus honeſtis & præſcriptis dudùm vobis conceſſis, ut illibata permaneant robur noſtræ confirmationis & renovationis adjicere de benignitate noſtrâ dignaremur : Nos igitur qui pro tuitione & defenſione Eccleſiarum, bonorum & conſuetudinum præſcriptarum ac perſonarum Eccleſiaſticarum ferventer laboramus, hujuſmodi ſupplicationibus inclinati, omnes libertates, gratias, immunitates, prærogativas, conſuetudines laudabiles & præſcriptas, indulgentias, bona, privilegia & indulta à Romanis Pontificibus per Apoſtolicas aut alias quaſcumque litteras Vobis & Eccleſiis ac Monaſteriis veſtris prædictis conceſſas & conceſſa, necnon libertates & conſuetudines laudabiles, exemptiones & ſalvaguardias ſæcularium exactionum à quibuſcumque divis Imperatoribus, Regibus, Principibus vel aliis Chriſti fidelibus, vobis & eiſdem veſtris Eccleſiis ac Monaſteriis indultas, datas & conceſſas, tenores omnium habentes præſentibus pro expreſſis, ſicut ea juſtè & pacificè poſſidetis; Vobis & eiſdem veſtris Eccleſiis ac Monaſteriis autoritate noſtrâ Confirmamus illaſque & ea Renovamus & præſentis ſcripti patrocinio Communimus. Nulli ergò omninò hominum liceat hanc paginam noſtræ confirmationis, renovationis & communitionis infringere vel ei auſu temerario contraïre : Si quis autem hoc attentare præſumpſerit, indignationem omnipotentis Dei & univerſalis Eccleſiæ ſe noverit incurſurum. Datum Baſileæ x. Kal. Martii anno à Nativitate Domini M. CCCC. XXXV. (20. Fevrier 1435.)

Digitized by Google

Ire BULLE DU PAPE EUGENE IV. de l'an 1438.

SOMMAIRE.

1. *Le Pape rapporte la plainte qui luy a eſté faite de ce que pluſieurs Abbez ſous pretexte de ce qu'ils ont eſté promûs à cette dignité par le Saint Siege, ou que leur élection en a eſté confirmée, pretendent eſtre exempts d'obéir aux Reglemens & Statuts de l'Ordre, & refuſent de s'y ſoumettre & à l'Abbé de Ciſteaux qui en eſt le General, & aux autres Superieurs & Viſiteurs dudit Ordre.*
2. *Sa Sainteté deſirant que toutes les perſonnes qui en ſont, ſe joignent & s'uniſſent avec eux par le lien de charité & d'obéiſſance en ſe conformant à ces Ordonnances & Statuts :*
3. *Declare que tous les Abbez dudit Ordre preſens & à venir, de quelque autorité qu'ils ſoient promûs & confirmez même par le Saint Siege, ne peuvent & ne doivent pretendre eſtre exempts de ſe ſoumettre & de rendre obéiſſance audit Abbé General & aux autres Superieurs & Viſiteurs dudit Ordre.*
4. *Et de plus, que ce pretexte ne les excuſe pas d'eſtre coupables de revolte & de rebellion & d'encourir l'excommunication, nonobſtant toutes choſes contraires.*

EUGENIUS EPISCOPUS SERVUS SERVORUM DEI.
AD FUTURAM REI MEMORIAM.

Cette Bulle eſt rapportée au Grand Bullaire Romain pour la quatorziéme Conſtitution de ce Pape.

AD univerſalis Eccleſiæ regimen licèt inſufficientibus meritis divinâ diſponente clementiâ deputati, non poſſumus non turbari cùm Monaſteria & alia loca regularia ſentimus in aliquâ parte lædi, ſed tunc profectò acerbiore dolori confodimur, cùm ubi ſpecioſiora eſſe ſolent, enormiùs deformantur : Sanè pro parte dilecti filii Joannis Abbatis Monaſterii Ciſtercii Cabilonenſis
1. Diœceſis exhibita nobis nuper petitio continebat quod nonnulli Ciſtercienſis Ordinis Abbates, alii videlicet ſe Abbatiales dignitates quas obtinent per Apoſtolicam Sedem promotos, alii verò electiones

electiones de eis ad dignitates ſimiles factas & per Sedem fuiſſe confirmatas eamdem aſſerentes, & eo prætextu ſe fore exemptos ad Capitula Generalia dicti Ordinis accedere, Viſitatoribus quoque & Reformatoribus Ordinis ejuſdem parere negligunt & recuſant, prædictum Abbatem Generalem, Viſitatores & Reformatores hujuſmodi contemnentes in ipſorum vilipendium ac ſcandalum totius Ordinis non modicum & jacturam : Quare pro parte dicti Abbatis Nobis fuit humiliter ſupplicatum ut ſuper his opportunè providere de benignitate Apoſtolicâ dignaremur. Nos itaque qui Ordinum & Monaſteriorum quorumlibet curam gerimus generalem, quorumque intereſt ſuper talibus providere, Cupientes quòd Ordo ipſe & illius perſonæ præſertim in Dignitatibus conſtitutæ 2.
in charitatis & obedientiæ vinculo cum Abbate præfato & aliis eorum Superioribus ſe conforment, eiſque juxtà Statuta & Ordinationes ac laudabiles Conſuetudines dicti Ordinis pareant & intendant, autoritate Apoſtolicâ tenore præſentium Declaramus quoſcumque Ordinis præfati Abbates Apoſtolicâ vel aliâ quavis auto- 3.
ritate promotos, illorum etiam quorum electiones ad Abbatiales dignitates ſunt eâdem Apoſtolicâ vel autoritate aliâ confirmatæ, nullatenùs propter promotiones vel confirmationes hujuſmodi, ab Abbate Ordinis, Viſitatoribus & Reformatoribus hujuſmodi fuiſſe vel eſſe exemptos ; Decernentes eos & quoſcumque alios Apoſtolicâ vel aliâ quavis autoritate hujuſmodi de cætero promovendos, ac etiam illos quorum electiones confirmari in futurum contigerit ut præfertur, eiſdem Abbati, Ordini, Viſitatoribus & Reformatoribus illorumque Correctionibus prout autè erant ſubditi, ſubjacere & omninò ſubeſſe : Nos enim omnes & ſingulos qui 4.
prætextu Promotionis ſeu Confirmationis de ſe factæ hujuſmodi præſumpſerint, rebellionis, contemptionis, vilipenſionis aut inobedientiæ contrà Patrem Abbatem, Ordinem, Viſitatores, Reformatores hujuſmodi pro tempore exiſtentes, cornua elevare, excommunicationis ſententiæ Decernimus ſubjacere, Conſtitutionibus & Ordinationibus Apoſtolicis & Monaſterii & Ordinis prædictorum juramento, confirmatione Apoſtolicâ vel quacumque firmitate aliâ roboratis, Statutis & Conſuetudinibus contrariis non obſtantibus quibuſcumque, ſeu ſi promotis & confirmatis ſeu forſan promovendis & confirmandis hujuſmodi vel quibuſvis aliis communiter vel diviſim à Sede Apoſtolicâ ſit indultum quòd interdici, ſuſpendi vel excommunicari non poſſint per Litteras Apo-

ſtolicas non facientes plenam & expreſſam ac de verbo ad verbum de indulto hujuſcemodi mentionem : & inſuper irritum Decernimus & inane ſi ſecùs ſuper his à quoquam quavis autoritate ſcienter vel ignoranter contigerit attentari. Nulli ergò omninò hominum liceat hanc paginam noſtræ voluntatis, Declarationis & Conſtitutionis infringere vel ei auſu temerario contraire : Si quis autem hoc attentare præſumpſerit, indignationem omnipotentis Dei & beatorum Petri & Pauli Apoſtolorum ejus ſe noverit incurſurum. Datum Ferrariæ anno Incarnationis Dominicæ milleſimo quadringenteſimo trigeſimo octavo, Pontificatûs noſtri anno octavo. (13. Decembre 1438.)

IIe BULLE DU PAPE EUGENE IV. de l'an 1439.

SOMMAIRE.

1. *Le Pape aprés avoir rapporté les pretextes des Religieux qui veulent changer d'Ordres & les inconveniens qui en arrivent :*
2. *Défend abſolument de le faire à tous ceux de l'Ordre de Cîteaux, ſous quelque couleur & pretexte que ce ſoit, & d'entrer dans aucun autre Ordre ſinon en celuy des Chartreux, à moins que d'en avoir la permiſſion expreſſe de l'Abbé de Cîteaux.*
3. *Et enfin il declare que ceux qui le font ſans cette permiſſion, ne laiſſent pas de demeurer ſoumis audit Abbé de Ciſteaux, & d'encourir auſſi-bien que leurs Abbez & Superieurs qui le leur ont permis,* ipſo facto *l'excommunication.*

EUGENIUS EPISCOPUS SERVUS SERVORUM DEI. AD FUTURAM REI MEMORIAM.

Cette Bulle eſt rapportée au Grand Bullaire Romain pour la ſeiziéme Conſtitution de ce Pape.

1. REGULAREM vitam profeſſis ſic decet omnem vagandi materiam omnemque inquietudinis cauſam amputare, quod in eorum vocatione perſiſtant ac ſedulum & devotum Altiſſimo exhibeant famulatum : Sanè pro parte dilectorum filiorum Patris Abbatis Monaſterii Ciſtercienſis (Cabilonenſis Diœceſis) & alio-

rum Ciſtercienſis Ordinis Abbatum exhibita nobis nuper petitio continebat quod nonnulli Monachi dicti Ordinis, alii videlicet melioris frugis ficto colore, alii verò ut jugum obedientiæ & ſalutaris medicinam effugiant diſciplinæ, ad alios Regulares Ordines ſe divertunt; & ut in illis remanere liberè poſſint, licentiam Apoſtolicæ Sedis inexquiſitis coloribus aliis ſatagunt obtinere : Nos 2.
igitur quorum intereſt animarum providere ſaluti & hujuſmodi ſalubre remedium adhibere, eorumdem Patris & Abbatum ſupplicationibus inclinati, harum ſerie Decernimus & etiam Ordinamus quod nullus Ordinis præfati Profeſſus ad alium quemcumque præterquam Carthuſienſem Ordinem, etiam prætextu literarum Majoris Pœnitentiarii noſtri (etiam ſi in illis plena & expreſſa de præſentibus mentio habeatur) abſque ejuſdem Patris Abbatis licentiâ ſpeciali cauſam rationabilem & urgentem quare licentia hujuſmodi concedi debeat, Nobis vel Succeſſoribus noſtris Romanis Pontificibus expreſsè & ſpecificè allegatis, audeat vel præſumat quomodolibet ſe transferre : Decernentes nihilomi- 3.
nùs contrà facientes eoſdem correctioni ſui Abbatis & dicti Ordinis omninò ſubeſſe, eoſque tranſeuntes & Abbates eorum ipſis ad alium præterquàm dictum Ordinem Carthuſienſem tranſeundi licentiam concedentes, ipſo facto excommunicationis ſententiæ ſubjacere ; Nonobſtantibus quibuſcumque Privilegiis ac Indultis quavis autoritate conceſſis vel concedendis, quæ quoad hoc nullius Decernimus exiſtere firmitatis, & aliis contrariis quibuſcumque. Nulli ergò omninò hominum liceat hanc paginam noſtræ Conſtitutionis & Ordinationis infringere vel ei auſu temerario contraïre : Si quis autem hoc attentare præſumpſerit, indignationem omnipotentis Dei & beatorum Petri & Pauli Apoſtolorum ejus ſe noverit incurſurum. Datum Florentiæ anno Incarnationis Dominicæ milleſimo quadringenteſimo trigeſimo nono XVI. Kal. Martii, Pontificatûs noſtri anno octavo. (14. Fevrier 1439.)

BULLE DU PAPE NICOLAS V. de l'an 1454.

SOMMAIRE.

Le Pape raporte mot à mot une autre Bulle du Pape Jean XXIII. qu'il renouvelle & confirme, par laquelle il eſt declaré aprés un double Eloge qui y eſt fait de l'Ordre de Ciſteaux, qu'aucune perſonne de quelque qualité qu'elle ſoit, ſi elle n'eſt dudit Ordre, ne peut y avoir ni préſidence, ni adminiſtration ni prééminence, declarant nul tout ce qui pourroit eſtre accordé au contraire de quelque autorité que ce puiſſe eſtre.

NICOLAUS EPISCOPUS SERVUS SERVORUM DEI. AD FUTURAM REI MEMORIAM.

INTER cæteras orbis Eccleſias, Monaſteria & alia pia loca, Monaſterium Ciſtercienſe Cabilonenſis Diœceſis ac Ciſtercienſem Ordinem affectu benevolo proſequentes, illa perſonis eis præſidentibus libenter concedimus quæ ipſarum ac Monaſterii & Ordinis prædictorum favorem & commoda reſpicere dignoſcuntur: Dudùm ſiquidem Baltaſaris olim Epiſcopi Tuſculanenſis in ſuâ Obedientiâ de quâ partes tunc erant Joannis XXIII. nuncupati, in favorem dicti Monaſterii ac illius Abbatis necnon Coabbatum & Abbatiſſarum dicti Ordinis pro tempore exiſtentium, emanarunt litteræ tenoris ſubſequentis. Joannes Epiſcopus ſervus ſervorum Dei. Ad perpetuam rei memoriam. Ad ſalutare regimen ac incrementa proficua dilectorum filiorum Ordinis Ciſtercienſis qui in agro plantatus Dominico uberes fructus ad laudem divini nominis & odorem ſuavitatis producit aſſiduè, in ultimos orbis fines paternæ conſiderationis dirigentes intuitus & cupientes ut eò vigilantiùs atque devotiùs Altiſſimo impendere valeant jugiter famulatum, quo majori quietudine in contemplatione ſedulâ divinorum ſalubriter perfruentur, ac devotis ſupplicationibus dilectorum Filiorum Abbatis & Conventus Monaſterii Ciſtercienſis Cabilonenſis Diœceſis necnon Coabbatum & Abbatiſſarum dicti Ordinis Ciſtercienſis hac in

parte favorabiliter annuentes, hac præſenti Conſtitutione perpetuò duraturâ & autoritate Apoſtolicâ Decernimus ſtatuentes quod de cætero in præfato Ordine Ciſtercienſi aut ejus membris nullus qui de dicto Ordine non exiſtat, cujuſcumque alterius Religionis, Ordinis, ſtatûs, dignitatis aut præeminentiæ fuerit, etiam ſi Cardinalatûs dignitate fulgeret, Apoſtolicâ vel aliâ quavis autoritate poſſit vel debeat præſidentiam, gubernationem, adminiſtrationem aut præeminentiam aliquas per ſe vel alios directè vel indirectè aut quovis quæſito colore quomodolibet impetrare, obtinere, regere, adminiſtrare vel gubernare quomodocumque aut qualitercumque; Decernentes ex nunc irritum & inane ſi ſecùs ſuper his à quoquam & quavis autoritate ſcienter vel ignoranter contigerit in poſterùm attentari: Per prædicta verò nullum præjudicium afferri volumus alicui ex venerabilibus Fratribus noſtris ſanctæ Romanæ Eccleſiæ Cardinalibus in præſentiarum in præfato Ordine Ciſtercienſi gubernationem, commendam, adminiſtrationem ſeu præſidentiam aliquas obtineri quo minùs illas gerere valeat & tenere juxtà formam litterarum Apoſtolicarum eidem deſuper hactenùs conceſſarum. Nulli ergò omninò hominum liceat hanc paginam noſtræ Conſtitutionis & voluntatis infringere vel ei auſu temerario contraïre: Si quis autem hoc attentare præſumpſerit, indignationem omnipotentis Dei & beatorum Petri & Pauli Apoſtolorum ejus ſe noverit incurſurum. Datum Conſtantiæ VII. Kal. Februarii, Pontificatûs noſtri anno quinto. Nos igitur Abbati & Monaſterio necnon Coabbatibus & Abbatiſſis prædictis ampliori deſuper adminiculo providere Cupientes ac litteras & tenorem antedictos ratos habentes & gratos, illos autoritate Apoſtolicâ & ex certâ ſcientiâ harum ſerie Innovamus ac vim & vigorem habere Decernimus, necnon Decreta, Statuta ac omnia alia & ſingula in dictis Litteris contenta & quæcumque indè ſecuta eiſdem autoritate & ſcientiâ Confirmamus & Approbamus ac præſentis ſcripti patrocinio Communimus: Non obſtantibus Conſtitutionibus & Ordinationibus Apoſtolicis necnon omnibus illis quæ dictus Baltaſſar Epiſcopus in præfatis Litteris ſuis non obſtare voluit, cæteriſque contrariis quibuſcumque. Nulli ergò omninò hominum liceat hanc paginam noſtræ Innovationis, Conſtitutionis, Confirmationis, Approbationis & Communitionis infringere vel ei auſu temerario contraïre: Si quis autem hoc attentare præſumpſerit, indigna-

tionem omnipotentis Dei & beatorum Petri & Pauli Apoſtolorum ejus ſe noverit incurſurum. Datum Romæ apud Sanctum Petrum anno Incarnationis Dominicæ milleſimo quadringenteſimo quinquageſimo quarto III. Non. Octobris, Pontificatûs noſtri anno octavo. (5. Octobre 1454.)

PREMIERE BULLE DU PAPE PIE II. de l'an 1459.

SOMMAIRE.

1. *Le Pape renouvelle deux Bulles des Papes Boniface VIII. & Clement V. ſes predeceſſeurs des années* 1301. *&* 1304.
2. *Par la premiere, Boniface VIII. accorde à tout l'Ordre de Ciſteaux l'exemption de ne payer aucunes Dixmes des terres qu'ils feront cultiver par d'autres & ſur leſquelles perſonne n'aura encore pris ni Dixmes ni Prémices. Cette Bulle eſt déja cy-devant rapportée en particulier page* 65.
3. *Par la ſeconde Bulle qui eſt du Pape Clement V. le pouvoir eſt donné aux Prieurs des Monaſteres d'en abſoudre les Abbez qui auroient encouru quelques Cenſures en contrevenant à certains Reglemens faits par le Pape Benoiſt XII. touchant l'adminiſtration du temporel, & de diſpenſer ſur l'irregularité.*

PIUS EPISCOPUS SERVUS SERVORUM DEI.
AD FUTURAM REI MEMORIAM.

1. EX Apoſtolicæ Sedis proviſione ac perſonarum præſertim ſub Regulari habitu virtutum Domino famulantium devotione pervenire dignoſcitur, ut Romanus Pontifex quandoque prædeceſſorum ſuorum Romanorum Pontificum geſta innovet & innovatione reſtauret ac autoritate Apoſtolicâ fulciat innovata: hinc eſt quòd Nos ad dilectorum filiorum Abbatis & totius Generalis Capituli Ordinis Ciſtercienſis inſtantiam quaſdam fœlicis recordationis Bonifacii VIII. & quaſdam alias Clementis V. prædeceſſorum noſtrorum Romanorum Pontificum litteras inſpici
2. examinarique diligenter & earum cùm incipiant vetuſtate conſu-

mi, tenores præſentibus inſeri fecimus, qui tales ſunt. Bonifacius Epiſcopus ſervus ſervorum Dei. Dilectis filiis univerſis Abbatibus, Abbatiſſis & Conventibus Ordinis Ciſtercienſis tàm præſentibus quàm futuris Salutem & Apoſtolicam Benedictionem. In Eccleſiæ firmamento veſter Ordo nitore claro coruſcans. (*Et le reſte comme dans la Bulle déja cy devant imprimée page 65.*)

CLEMENS Epiſcopus ſervus ſervorum Dei. Ad perpetuam rei memoriam. Apoſtolicæ Sedis providentia circumſpecta geſta etiam Summorum Pontificum attentè proſpiciens & conſiderans diligenter, nonnunquam illa commutat in meliùs & quandoque ſummovet vel ſuſpendit, cùm cauſa rationabilis id expoſcit. Dudum ſiquidem fœlicis recordationis Benedictus Papa XII. prædeceſſor noſter in Ordinationibus & Conſtitutionibus quas pro utilitate Ciſtercienſis Ordinis edidit, inter cætera ſtatuit & etiam ordinavit quòd Abbates Monaſteriorum vel aliorum locorum Conventualium dicti Ordinis regiminibus præſidentes, ſi dùm extrà Monaſteria & loca ipſorum conſiſterent, de proventibus Monaſteriorum & locorum ipſorum vel aliundè, pecunias aliquas eos recipere fortè contingeret, in ipſorum regreſſu ad Monaſteria & loca prædicta dictas pecunias traderent Burſariis in Monaſteriis & locis hujuſmodi deputatis, ſi qua de pecuniis ipſis expendiſſent computatis; Abbates verò ſeu alii regiminis præſidentes ſi ſecùs attentare vel ſibi talia retinere præſumerent, ab ingreſſu Eccleſiæ ac divinis Officiis poſt lapſum duorum menſium à die regreſſûs hujuſmodi computandum, tandiù ſuſpenſi exiſterent donec ea traderent Burſariis memoratis: Cùm autem nuper pro parte dilectorum filiorum Joannis Abbatis Ciſtercienſis ac cæterorum Coabbatum ſuorum pridem in proximo Generali Capitulo congregatorum Ciſtercii, ſuo & omnium aliorum Abbatum Ciſtercienſis Ordinis nomine fuerit nobis humiliter ſupplicatum ut cùm præmiſſa eiſdem Abbatibus & Præſidentibus qui virtute ſuæ regulæ plenam adminiſtrationem habere noſcuntur & juxtà Regulam ipſam debent de omnibus ordinare, gravia valdè reddantur & exindè videatur vileſcere autoritas officii Paſtoralis ac ſubditi ſe quoad hoc Superioribus majores ſuſpicantes in pluribus non obſequuntur Superiorum nutibus ſicut priùs, in animarum ſuarum ſalutis diſpendium & contemptum obedientiæ regularis, ſuper hoc de opportuno remedio providere ſalubriter dignaremur. Nos conſiderantes attentiùs, 3.

quod in tranquillitate cordis Autori pacis acceptiùs deſervitur; ex his & aliis rationabilibus cauſis moventibus ad hoc animum noſtrum inducti, & eorumdem Abbatum devotis ſupplicationibus inclinati, pœnam ſuſpenſionis hujuſmodi autoritate Apoſtolicâ præſentium tenore ſuſpendimus, quouſque ſuper hoc aliud duxerimus ordinandum : Volentes & autoritate eâdem Concedentes quòd ſi qui Abbates ſeu Præſidentes pœnam hujuſmodi incurrerunt, ab illâ per dilectos filios Priores Clauſtrales Monaſteriorum & aliorum locorum ſuorum, quibus ſuper hoc plenam Concedimus facultatem, abſolvi valeant, & cum eis ſuper irregularitate per eos indè contractâ forſitan diſpenſari. Nulli ergò omninò hominum liceat hanc paginam noſtræ ſuſpenſionis, voluntatis & conceſſionis infringere vel ei auſu temerario contraïre : Si quis autem hoc attentare præſumpſerit, indignationem omnipotentis Dei & beatorum Petri & Pauli Apoſtolorum ejus ſe noverit incurſurum. Datum Avenionenſi Nonis Octobris, Pontificatûs noſtri anno primo. (7. Octobre 1459.)

4. Nos itaque dictorum Abbatis & Capituli in hac parte ſupplicationibus inclinati, litteras ac tenores hujuſmodi, autoritate præfatâ præſentium ſerie Innovamus & præſentis ſcripti patrocinio Communimus : Per hoc autem nullum jus cuiquam de novo acquiri volumus, ſed antiquum, ſi quod ſit, tantummodò conſervari. Nulli ergò omninò hominum liceat hanc paginam noſtræ innovationis, communitionis & voluntatis infringere vel ei auſu temerario contraïre : Si quis autem hoc attentare præſumpſerit, indignationem omnipotentis Dei & beatorum Petri & Pauli Apoſtolorum ejus ſe noverit incurſurum. Datum Mantuæ anno Incarnationis Dominicæ M. CCCC. LIX. ſeptimo Kal. Auguſti, Pontificatûs noſtri anno primo. (26. Juillet 1459.)

SECONDE BULLE DU PAPE PIE II. de l'an 1459.

SOMMAIRE.

Le Pape ſur la plainte qui luy avoit eſté faite par le Chapitre General de l'Ordre de Ciſteaux, du refus que faiſoient quelques Abbeſſes de payer les taxes & contributions impoſées ſur leurs Monaſteres pour les beſoins & affaires de l'Ordre, ordonne qu'elles y pourront eſtre contraintes par les Cenſures Eccleſiaſtiques & celles de l'Ordre.

PIUS Epiſcopus ſervus ſervorum Dei. Dilectis filiis Ciſtercii, de Firmitate, de Pontigniaco, de Claravalle & de Morimundo Ciſtercienſis Ordinis, Cabilonenſis, Antiſſiodorenſis & Lingonenſis Diœceſum, Monaſteriorum Abbatibus Salutem & Apoſtolicam Benedictionem. Juſtis & honeſtis petentium votis libenter Annuimus eaque favoribus proſequimur opportunis: Cùm itaque ſicut pro parte veſtrâ fuit propoſitum coràm nobis, licèt vos & dilecti filii alii veſtri Coabbates Monaſteriorum & locorum Ciſtercienſis Ordinis certas Contributiones per dilectos filios Capitulum Generale ejuſdem Ordinis ex certis rationabilibus cauſis pro tempore imponendas, juxtà impoſitiones hujuſmodi ut moris eſt, perſolvere debeatis & perſolvatis annuatim, tamen dilectæ in Chriſto filiæ Abbatiſſæ & Prioriſſæ diverſorum aliorum Monaſteriorum & locorum Monialium dicti Ordinis Contributiones ipſas perſolvere differunt & recuſant in ipſius Ordinis diſpendium, pro parte veſtrâ nobis fuit humiliter ſupplicatum ut ſuper his opportunè providere de benignitate Apoſtolicâ dignaremur: Nos igitur de præmiſſis certam notitiam habentes, hujuſmodi ſupplicationibus inclinati, Vobis & cuilibet veſtrûm per vos vel alium ſeu alios, quaſcunque Abbatiſſas & Prioriſſas Monaſteriorum & locorum hujuſmodi pro tempore exiſtentes ad ſolvendum annuatim Contributiones per Capitulum Generale imponendas hujuſmodi ſecundùm Statuta dicti Ordinis quoties fuerit opportunum, per cenſuram Eccleſiaſticam appella-

tione poſtpoſitâ compellendi & aſtringendi plenam & liberam autoritate Apoſtolicâ tenore præſentium Concedimus facultatem ; non obſtantibus Conſtitutionibus & Ordinationibus Apoſtolicis necnon Statutis & Conſuetudinibus Monaſteriorum, locorum & Ordinis prædictorum juramento, confirmatione Apoſtolicâ vel quacumque firmitate aliâ roboratis cæteriſque contrariis quibuſcumque aut ſi Abbatiſſis & Prioriſſis præfatis vel quibuſvis aliis communiter vel diviſim à Sede Apoſtolicâ indultum exiſtat quòd interdici, ſuſpendi vel excommunicari non poſſint per litteras Apoſtolicas non facientes plenam & expreſſam ac de verbo ad verbum de Indulto hujuſmodi mentionem. Datum Mantuæ anno Incarnationis Dominicæ milleſimo quadringenteſimo quinquageſimo nono, ſeptimo Kalendas Auguſti, Pontificatûs noſtri anno primo. (26. Juillet 1459.)

TROISIE'ME BULLE DU PAPE PIE II. de l'an 1459.

SOMMAIRE.

Le Pape donne aux Abbez de Ciſteaux, de la Ferté, Pontigny, Clairvaux & Morimond, le pouvoir de reconcilier les Egliſes & Monaſteres de l'Ordre qui ſe trouveroient avoir eſté polluës.

PIUS Epiſcopus ſervus ſervorum Dei. Dilectis filiis Ciſtercienſi, de Firmitate, de Pontigniaco, de Claravalle & de Morimundo Ciſtercienſis Ordinis Cabilonenſis, Antiſſiodorenſis & Lingonenſis Diœceſum, Monaſteriorum Abbatibus præſentibus & futuris Salutem & Apoſtolicam Benedictionem. Veſtrarum devotionum precibus benignum impartientes aſſenſum, libenter ea vobis Concedimus gratioſè quæ commodum veſtrum reſpicere dignoſcuntur : Cùm itaque ſicut pro parte veſtrâ fuit propoſitum coram nobis, ſæpè contingat Eccleſias & Monaſteria veſtri Ciſtercienſis Ordinis per effuſionem ſanguinis vel ſeminis violari, nobis humiliter ſupplicaſtis ut providere vobis ſuper hoc de opportuno remedio ac de benignitate Apoſtolicâ dignaremur ; Nos igitur veſtris in hac parte ſupplicationibus inclinati, Vobis & cuilibet

veſtrûm ut quæcumque Eccleſias & Monaſteria veſtri Ordinis regularia hujuſmodi quoties fuerit opportunum, dummodo ex homicidio illa polluta non fuerint, reconciliare valeatis aquâ priùs per aliquem Antiſtitem ut moris eſt benedictâ, autoritate præſentium Concedimus facultatem : Per hoc autem Conſtitutioni quæ id præcipit per Epiſcopos tantùm fieri, nullum volumus in poſterùm præjudicium generari ; præſentibus perpetuò duraturis. Datum Mantuæ anno Incarnationis Dominicæ milleſimo quadringenteſimo quinquageſimo nono, VII. Kal. Auguſti Pontificatûs noſtri anno primo. (*26. Juillet 1459.*)

QUATRIE'ME BULLE DU PAPE PIE II. de l'an 1459.

SOMMAIRE.

Le Pape donne à l'Ordre de Ciſteaux une ample Confirmation de tous les Privileges qui luy ont eſté accordez par les Papes ſes Prédeceſſeurs dont il rapporte les noms, & par les Empereurs, les Rois & les autres Perſonnes conſtituées en dignité Eccleſiaſtique & Seculiere, priant, avertiſſant & obligeant juſqu'aux Magiſtrats des Villes & même leur commandant ſous des Cenſures, de les en faire jouir paiſiblement.

PIUS EPISCOPUS SERVUS SERVORUM DEI.
AD FUTURAM REI MEMORIAM.

ETSI quibuſlibet perſonis Eccleſiaſticis ac Religioſis præſertim illis qui mundi contemnentes illecebras, in humilitatis habitu Regi cunctorum Principum in abſtinentiâ & divinis Officiis ſuas animas devoverunt, ex paternæ pietatis officio teneamur aſſiſtere, profeſſores tamen Ciſtercienſis Ordinis utriuſque ſexûs eò ferventiori charitate complectimur, quò ipſum Ordinem in Dei Eccleſiâ conſpicuum & inſignem uberiori dilectione proſequimur ; Undè ſi quandò Privilegia, gratiæ & indulta pro exaltatione & incremento ejuſdem Ordinis ac pace & tranquillitate in eo virtutum Domino militantium, per Romanos Pontifices

prædeceſſores noſtros aut Imperatores & Reges conceſſa & indulta comperimus, ut perpetuam firmitatem obtineant ea merentur Apoſtolici roboris clypeo communiri : Sanè petitio dilectorum filiorum Abbatis Ciſtercienſis Monaſterii Cabilonenſis Diœceſis ejuſque Coabbatum, Abbatiſſarum & Conventuum Ordinis ejuſdem nobis nuper exhibita continebat quod olim nonnulla Privilegia, immunitates, exemptiones, libertates, gratiæ conſervatoriæ & Indulta per fel. rec. Innocentium IV. Alexandrum IV. Urbanum III. Gregorium VIII. Honorium III. Clementem V. & quàm plures alios Romanos Pontifices prædeceſſores noſtros ſeu pro Romanis Pontificibus in eorum obedientiis habitos, ac etiam per recolendæ memoriæ Prælatos, Pontifices, Imperatores ac Romanos & alios Reges pro augmento divini cultûs & ſaluberrimo ſtatu & incremento Ordinis prælibati conceſſa fuerint pariter & indulta ; Verùm ſicut eadem petitio ſubjungebat, cùm contingat interdùm dicti Ordinis profeſſores contrà hujuſmodi Privilegia & Indulta per locorum Ordinarios ac Prælatos & alios qui nomen Domini in vanum recipere non formidant, indebitè moleſtari, pro parte dictorum Abbatis Ciſtercii, Coabbatum ejus, Abbatiſſarum & Conventuum Ordinis prælibati nobis fuit humiliter ſupplicatum ut hujuſmodi Privilegiis, gratiis & Indultis ac Litteris Prædeceſſorum, Prælatorum, Pontificum, Imperatorum & Regum præfatorum robur Apoſtolicæ confirmationis adjicere & aliàs ad eorum perpetuum robur obtinendum partes Apoſtolicæ proviſionis interponere de benignitate Apoſtolicâ dignaremur : Nos igitur eorumdem Prædeceſſorum veſtigiis inhærentes, ac Cupientes tranquillitati & paci Abbatum, Abbatiſſarum & Conventuum ac Profeſſorum hujuſmodi (quantum cum Deo poſſumus) providere ; hujuſmodi ſupplicationibus inclinati, Privilegia, Immunitates, Libertates, Exemptiones, Conſervatorias gratias & Indulta per quoſcumque Romanos Pontifices prædeceſſores noſtros ſeu pro Romanis Pontificibus in eorum obedientiis habitos, Abbatibus dicti Monaſterii Ciſtercii, ejus Coabbatibus, Abbatiſſis & Conventibus Ordinis ejuſdem conjunctim vel divisim (ut præfertur) conceſſas & conceſſa ; necnon Prælatorum, Pontificum, Imperatorum, Regum ac Dominorum temporalium Litteras hujuſmodi & omnia & ſingula in eis contenta, prout ritè & juſtè ac rationabiliter proceſſerunt ac præfato Ordini fuerunt ſervata, quorum omnium & ſingulorum,

tenores de verbo ad verbum præſentibus haberi volumus pro ſufficienter expreſſis, ex nunc in perpetuum autoritate Apoſtolicâ tenore præſentium Approbamus ac etiam Confirmamus & præſentis ſcripti patrocinio Communimus : Univerſos & ſingulos Eccleſiæ Prælatos, Patriarchas, Primates, Archiepiſcopos, Epiſcopos, Abbates, Priores, Decanos, Archidiaconos, Præpoſitos, Archipreſbyteros, Officiales ac alios in dignitate conſtitutos, necnon Principes Chriſtianos quacumque dignitate fulgentes & eorum Officiarios, Civitatum quoque, Villarum ſeu Communitatum Rectores & Majores, Rogantes, monentes & hortantes attentè eiſque per Apoſtolica ſcripta in virtute ſanctæ obedientiæ & ſub excommunicationis pœnâ diſtrictè Præcipiendo Mandantes quatenùs prædictos Abbates, Abbatiſſas, Conventus & perſonas Ordinis prænominati prætactis Privilegio, Immunitatibus, Exemptionibus, libertatibus, gratiis Conſervatoriis & Indultis (prout uſi ſunt) gaudere permittant pacificè & quietè; Contradictores per Cenſuras Eccleſiaſticas & alia juris remedia (appellatione poſtpoſitâ) compeſcendo, invocato ad hoc ſi opus fuerit, auxilio brachii ſæcularis : Decernentes ea fore ubicumque & quandocumque exhibita fuerint vel oſtenſa in judicio & extrà in perpetuum obſervanda ac ex nunc irritum & inane quidquid impoſterùm contrà approbationem, confirmationem, communitionem & decretum noſtra hujuſmodi à quoquam quavis autoritate ſcienter vel ignoranter contigerit quomodolibet attentari. Nulli ergò omninò hominum liceat hanc paginam noſtræ approbationis, confirmationis, communitionis, rogationis, monitionis, hortationis, Mandati & Conſtitutionis infringere vel ei auſu temerario contraïre : Si quis autem hoc attentare præſumpſerit, indignationem omnipotentis Dei & beatorum Petri & Pauli Apoſtolorum ejus ſe noverit incurſurum. Datum Mantuæ anno Incarnationis Dominicæ milleſimo quadringenteſimo quinquageſimo nono, pridie Nonas Auguſti, Pontificatûs noſtri anno primo. (4. Aouſt 1459.)

CINQUIE'ME BULLE DU PAPE PIE II. de l'an 1459.

SOMMAIRE.

1. *Le Pape fait l'Eloge de l'Ordre de Ciſteaux.*
2. *Il declare que tous les biens des Monaſteres de l'Ordre doivent eſtre poſſedez en commun, & que les Abbez Commendataires n'en peuvent aliener aucunes choſes, ni meubles ni immeubles.*
3. *Il établit les Viſiteurs de ces Monaſteres executeurs de ſes Reglemens.*
4. *Il défend aux Abbez Commendataires de ſe meſler de la viſite de ces Monaſteres, declarant que le droit de la faire appartient uniquement à leurs Superieurs reguliers, à l'Abbé de Ciſteaux & aux autres chacun en ſes dépendances.*
5. *Il veut que les Officiers des Commendataires, s'ils ſont Religieux, ſoient ſoumis à l'obéïſſance & à la correction deſdits Abbez & Viſiteurs.*
6. *Il ordonne & veut que l'Abbé de Ciſteaux & ces autres Superieurs obligent les Abbez Commendataires & leurs Officiers d'entretenir, réédifier & réparer les bâtimens & fourniſſent aux frais neceſſaires pour cela & pour la nourriture & l'entretien des Communautez: & de plus, que les Commendataires avant que de prendre poſſeſſion des Monaſteres, jurent & preſtent ſerment qu'ils n'en alieneront ni n'engageront pas les biens.*
7. *Comme auſſi qu'il n'y ait que les Superieurs reguliers qui établiſſent les Officiers des Communautez dont les Monaſteres ſont en Commende.*

PIUS EPISCOPUS SERVUS SERVORUM DEI. AD FUTURAM REI MEMORIAM.

1. SUPER gregem Dominicum Nobis licèt immeritis deſuper creditum extendentes vigilis ſpeculatoris officium, in decore ac felici ſtatu ſacræ Religionis Ciſtercienſis ingenti mentis exultatione reficimur, proſpicientes potiſſimè quòd Monachi dicti

Ordinis per bonorum operum exercitium & præclara ſanctitatis merita procedentes, cæteros ad divinæ majeſtatis obſequium retrahunt per exemplum vitam ducendo piiſſimam diviniſque laudibus, ex quibus gloria extollitur Altiſſimi accuratiùs inſiſtendo, undè dignè ducimur ejuſdem Ordinis ac illius perſonarum obviare diſpendiis & noſtræ proviſionis ope ità ſalubriter providere, quòd Ordo ipſe illiuſque perſonæ, Monaſteria & loca optatæ felicitatis in ſpiritualibus & temporalibus proficiant incrementis.

Hinc eſt quòd Nos dilectorum filiorum Joannis Abbatis 2.
Ciſtercii ac Generalis Capituli Ordinis Ciſtercienſis in hac parte ſupplicationibus inclinati, hoc perpetuæ Conſtitutionis Edicto, autoritate Apoſtolicâ & ex certâ ſcientiâ Statuimus, Decernimus & Declaramus quòd omnia bona Monaſteriorum & aliorum locorum dicti Ordinis ſint communia, & quòd vaſa argentea & clenodia & alia quæcumque bona ad decorem & ornamentum Abbatis & Conventûs cujuſlibet Monaſteriorum eorumdem, maneant & conſerventur in quolibet Monaſterio Ordinis antedicti, quodque vaſa, clenodia & bona prædicta per Commendatarios ipſorum Monaſteriorum vel eorum Officiarios vendi vel alienari non poſſint ſeu debeant quoquomodo.

Sed Viſitatores ejuſdem Ordinis Officiarios prædictos ad 3.
obſervationem ſtatuti, decreti & declarationis hujuſmodi per cenſuras Eccleſiaſticas & alia opportuna juris remedia, ſublato cujuſvis appellationis obſtaculo, Apoſtolicâ autoritate compellere valeant & teneantur.

Viſitatio quoque Monaſteriorum & locorum eorumdem ac 4.
eis ſubjectorum quæ in Commendam tenentur & pro tempore obtineri contigerit, ad Abbatem Ciſtercienſem & quatuor primos cuilibet in ſuâ Generatione juxtà formam antiquorum Privilegiorum eidem Ordini conceſſorum pertineat, ac Monachi ipſorum Monaſteriorum Commendatorum Abbatem Ciſtercienſem pro tempore & quatuor primos hujuſmodi dumtaxat ad eandem viſitationem recipere & in eorum manibus profeſſionem emittere debeant & ſint aſtricti; ipſique Abbas & quatuor primi eoſdem Monachos viſitare, corrigere & punire juxtà criminum & exceſſuum exigentiam debeant & teneantur.

Officiales verò dictorum Commendatorum Monaſteriorum 5.
qui ejuſdem Ordinis Religioſi fuerint vel exiſtent, correctioni, punitioni & emendationi Patrum Abbatum & aliorum Viſitato-

Digitized by Google

rum dicti Ordinis ſint ſubjecti ; Et ſi debitam ipſis Monaſteriis & illorum Conventibus ſeu Monachis non præſtiterint obedientiam, per Viſitatores dicti Ordinis puniantur & coerceantur.

6. Ac Abbas Ciſtercienſis & quatuor primi necnon quilibet ipſorum gubernatores & conſervatores ipſorum Monaſteriorum Commendatorum, ad reædificandum illorum ædificia neceſſaria & in bono ſtatu manutenendum, ac etiam ad providendum debitè & honeſtè Conventibus Monaſteriorum eorumdem, & alia faciendum quæ Abbates ibidem facere tenerentur ſi Monaſteriis Commendatis hujuſmodi præſiderent, ſimiliter compellere valeant ; quodque omnes & ſinguli Commendatarii Monaſteriorum eorumdem antequam illorum poſſeſſionem regiminis & adminiſtrationis bonorum aſſequantur, ſolitum juramentum videlicet quod bona immobilia ad ſuum Monaſterium pertinentia non vendent nec alienabunt aut impignorabunt ſeu de novo infeudabunt & aliàs in formâ ſolitâ, prout veri Abbates ipſorum Monaſteriorum præſtare conſueverunt, & quod etiam Conventualibus panem, vinum, pitantiam per aliquem de Fratribus dicti Ordinis, & non per ſæculares perſonas cærimonias vel alias dicti Ordinis honeſtates ignorantes, miniſtrabunt ſeu miniſtrari facient, præſtare debeant & teneantur.

7. Item Declaramus ſufficere quod quandiù Monaſteria vel loca ipſa in Commendam tenebuntur, illorum Monachi annualem dumtaxat faciant confeſſionem & ſuum proprium eorum Patri Viſitatori aut alicui ex quatuor primis revelent ſeu tradant ; Quodque Prior & Supprior in eiſdem Commendatis ſeu Commendandis Monaſteriis, Officiales ſpirituales & temporales ac Cellarius qui claves chartarum librariæ & aliorum jocalium Monaſterii habent prædicti Ordinis profeſſi & non Officiales ſæculares (exiſtentibus Religioſis Ordinis) per Commendatorios etiam ſi ſanctæ Romanæ Eccleſiæ Cardinales fuerint, non inſtituantur ; Sacriſta verò, Infirmarius & Portarius aliique Officiales intrà Monaſteria hujuſmodi commorantes coràm Conventibus eorumdem Monaſteriorum, quo illorum bona temporalia recolligent, tuebuntur & defendent & bene colligi facient ac ipſa exponent juxtà ſtatuta Apoſtolica de præmiſſis expreſſam mentionem facientia, juramentum præſtare debeant & teneantur : Decernentes irritum & inane ſi ſecùs ſuper his à quoque quavis autoritate ſcienter vel ignoranter contigerit attentari. Nulli

ergò

ergò omninò hominum liceat hanc paginam noſtrorum ſtatuti, decreti, declarationis & conſtitutionis infringere vel ei auſu temerario contraïre : Si quis autem hoc attentare præſumpſerit, indignationem omnipotentis Dei & beatorum Petri & Pauli Apoſtolorum ejus ſe noverit incurſurum. Datum Mantuæ anno Incarnationis Dominicæ M. CCCC. LIX. pridie Nonas Auguſti, Pontificatûs noſtri anno primo. (4. Aouſt 1459.)

SIXIE'ME BULLE DU PAPE PIE II. de l'an 1459.

SOMMAIRE.

Sur la plainte faite à ce Pape de la part du Chapitre General de l'Ordre de Ciſteaux contre les Abbez & les autres Officiers qui ne ſe trouvent pas en l'Aſſemblée dudit Chapitre & n'envoyent pas de leurs Religieux pour étudier dans les Colleges de l'Ordre ſuivant les Statuts; & pareillement contre les Abbeſſes qui font difficulté de payer les Contributions & Taxes impoſées ſur leurs Monaſteres pour les neceſſitez de l'Ordre ; Le Pape donne pouvoir de declarer tous ces défaillans avoir encouru les Cenſures dudit Ordre & de les employer encore tout de nouveau contre eux.

PIus Epiſcopus ſervus ſervorum Dei. Dilectis filiis Abbati Monaſterii Ciſtercii Cabilonenſis Diœceſis & quatuor primis principalibus Ordinis Ciſtercienſis Salutem & Apoſtolicam Benedictionem. Ad ea ex Paſtoralis officii debito libenter intendimus per quæ Monaſteria & alia loca veſtri Ordinis in ſpiritualibus & temporalibus valeant fœliciter gubernari : Cùm itaque ſicut exhibita nobis nuper pro parte dilectorum filiorum Generalis Capituli prædicti Ordinis veſtri Ciſtercienſis petitio continebat, ſint quàm plures Abbates & Abbatiſſæ ac alii Officiarii dicti Ordinis qui per ſe vel alios non viſitant anno quolibet Capitulum Generale, ac etiam Contributiones & ſubſidia pro communi utilitate Ordinis ſibi & ſuis Monaſteriis impoſitas ſeu impoſita non ſolvunt, nec ſtudentes in Univerſitatibus tenent : Nos igitur ad

quos pertinet ſalubre remedium adhibere, Capituli hujuſmodi ſupplicationibus inclinati, Vobis & Cuilibet veſtrûm in præmiſſis defectuoſos anteà adimplere non curantes, pœnas in Statutis Apoſtolicis & Regularibus ejuſdem Ordinis contentas ipſo facto incurrere & incurriſſe declarandi ac palàm & publicè denuntiandi necnon pœnas ipſas in eos infligendi & ipſos ad ſatisfaciendum Ordini, prout in eiſdem Statutis continetur, compellendi plenam & liberam tenore præſentium Concedimus facultatem : non obſtante quacumque conſuetudine, compoſitione ſeu contradictione aut aliâ quavis cauſâ quæ in contrarium allegari poſſint, Statutis ipſis dumtaxat benè penſatis cæteriſque contrariis quibuſcumque. Datum Mantuæ anno Incarnationis Dominicæ milleſimo quadringenteſimo quinquageſimo nono, VII. Idus Auguſti, Pontificatûs noſtri anno primo. (7. Aouſt 1459.)

SEPTIE'ME BULLE DU PAPE PIE II. de l'an 1461.

SOMMAIRE.

1. *Le Pape fait l'Eloge de l'Ordre de Ciſteaux.*
2. *Il rapporte la plainte qui luy eſt faite de la part de l'Ordre ſur la confuſion qui eſt cauſée dans les Monaſteres par la Commende depuis qu'elle y a eſté introduite, & par les Officiers des Abbez Commendataires.*
3. *Il fait des Ordonnances & Reglemens pour remedier à ces deſordres, voulant que les Viſiteurs dudit Ordre (qui ſont les Peres Abbez &c.) viſitent & reforment tous les Monaſteres qui ſont en Commende, & y faſſent generalement tout ce qui y ſera à faire, en tranſportant les Religieux ſuivant qu'ils le jugeront à propos, & en mettant d'autres en leurs places juſqu'à un nombre competent, ſans en demander à perſonne la permiſſion & le conſentement.*
4. *Et il leur permet d'y lever & faire payer les Contributions & de pourſuivre & obliger à cet effet les Commendataires & leurs Officiers, leur donnant pouvoir d'y contraindre ceux qui refuſeront, par toutes voyes & même d'y employer les Cenſures Eccleſiaſtiques.*

PIUS EPISCOPUS SERVUS SERVORUM DEI.
AD PERPETUAM REI MEMORIAM.

INTER cæteros Ordines in univerſali Eccleſiâ ſtabilitos quibus nos prætulit clementia Salvatoris, Ciſtercienſem præcipuis affectibus proſequentes pro ſingulorum ipſius Ordinis Monaſteriorum conſervatione, ut in eis majeſtas Altiſſimi collaudetur jugiter in benedictionibus gratiarum ſuique glorioſi nominis cultus & ſacræ Religionis obſervantiâ vigeant, aciem attentæ conſiderationis extendimus ac circà ea per quæ felicibus ipſorum ſucceſſibus conſulatur, quantùm nobis ex alto permittitur, partes noſtræ ſollicitudinis favorabiliter adhibemus. 1.

2. Sanè pro parte dilectorum filiorum Guidi Ciſtercienſis necnon cæterorum Ciſtercienſis Ordinis Monaſteriorum Abbatum nobis nuper exhibita petitio continebat quod licèt ex regularibus Inſtitutis dicti Ordinis autoritate Apoſtolicâ approbatis, necnon de antiquâ & approbatâ hactenùſque ac tanto tempore pacificè obſervatâ conſuetudine, quod in contrarium memoria non exiſtit, Viſitatores ipſius Ordinis ad viſitandum illius Monaſteria pro tempore deputati, tam pro directione perſonarum in eis Altiſſimo famulantium, quàm ipſorum Monaſteriorum reformatione, ſtatutis temporibus ſingula Monaſteria prædicta eiſque præſidentes & in illis ſub regulari habitu degentes perſonas, tàm in capite quàm in membris viſitare & reformare; necnon in eis quæcumque ad plenum viſitationis officium pertinere ac ipſarum perſonarum directionem concernere dignoſcuntur, ſecundùm Deum & inſtituta hujuſmodi peragere conſueverint; ipſique Viſitatores juxtà commiſſi eis officii debitum, quamplura ex Monaſteriis prædictis quæ per diverſas etiam in dignitatibus Eccleſiaſticis conſtitutas perſonas in adminiſtrationem vel Commendam obtinentur, viſitare & reformare; necnon eorumdem perſonarum correctioni & emendationi intendere voluerint & pro poſſe tentaverint: Quia tamen Adminiſtratores & Commendatarii prædicti ſive eorum Vicarii vel Officiales, eos ad viſitationem & reformationem hujuſmodi quibus ipſa Monaſteria & perſonæ plurimùm indigere noſcuntur faciendas recipere & admittere, necnon Contributiones ad quas ratione Monaſteriorum eorumdem ex conceſſione & ordinatione Apoſtolicâ dicto Ordini efficaciter obligantur, & quas eorum prædeceſſores dictorum Monaſteriorum Abbates qui fuerunt pro tempore perſolverunt, contra juſtitiam ſolvere recuſarunt hactenùs & recuſant; ipſa Monaſteria in ſpiritualibus & temporalibus multipliciter deformata remanſerunt, ac in eis non ſolùm regularis obſervantia & Monaſtica diſciplina extincta ſunt, verùm etiam in eorum aliquibus licèt opulentiſſimis pauci reſident Monachi, & in plerisque diverſorum Ordinum perſonæ labe apoſtaſiæ & aliis reſperſi criminibus, ſine lege & timore Domini viventes commorantur in divinæ Majeſtatis offenſam, Religionis opprobrium, pernicioſum exemplum fidelium & ſcandalum plurimorum: Quare pro parte Abbatum prædictorum nobis fuit humiliter ſupplicatum ut Ordinis & Monaſteriorum eorumdem indemnitatibus, nè ad totalem ruinam deformationeſque deveniant, opportunè providere de benignitate Apoſtolicâ dignaremur.

Nos igitur qui ex officii Paſtoralis miniſterio nobis licèt immeriris 3.
ſuperna diſpoſitione commiſſi, Eccleſiarum & Monaſteriorum omnium diſpendiis occurrere & profectibus intendere jure tenemur, hujuſmodi ſupplicationibus inclinati, Autoritate Apoſtolicâ hâc perpetuò valiturâ Conſtitutione Sratuimus & Ordinamus quòd ipſius Ordinis Viſitatores qui pro tempore erunt, autoritate præſenrium abſque alicujus licentiâ vel conſenſu, quoties opportunum fuerit, omnia & ſingula ipſius Ordinis Monaſteria, etiam ſi illa quibuſvis perſonis Eccleſiaſticis Pontificali vel quavis aliâ Eccleſiaſticâ dignitate præditis commendata aut in adminiſtrarionem conceſſa ſeu commiſſa fuerint, juxtà ſacrorum Canonum & Inſtituta prædicta viſitare & reformare ac illorum perſonas corrigere, & ſi id eis expediens videatur, perſonas ipſas ad alia ejuſdem Ordinis Monaſteria transferre atque alias idoneas eorum loco uſque ad ſufficientem numerum ſubſtituere & ſubrogare & Contributiones quoque prædi- 4.
ctas autoritate propriâ exigere, coſdemque Adminiſtratores & Commendatarios ſive eorum negotiorum geſtores, quemadmodùm eorum prædeceſſores ipſorum Monaſteriorum Abbates, qui pro tempore fuerunt, ad id compellere necnon quæcumque alia facere, ſtatuere & ordinare liberè & licitè valeant quæ ad plenum viſitationis & correctionis officium pertinere noſcuntur & prout ſecundùm Deum reformationi, directioni ac proſpero ſtatui Monaſteriorum & perſonarum hujuſmodi cognoverint expedire. Contradictores quoſlibet & rebelles per cenſuram Eccleſiaſticam & alia opportuna juris remedia compeſcendo, invocato ad hoc ſi opus fuerit, auxilio brachii ſæcularis: Non obſtantibus quibuſcumque privilegiis, exemptionibus, libertatibus, indultis & gratiis tàm Commendatariis & Adminiſtratoribus quàm aliis perſonis prædictis per Nos vel Sedem Apoſtolicam ſub quavis formâ vel expreſſione verborum conceſſis, etiamſi de illis eorumque totis tenoribus habenda eſſet in præſentibus mentio ſpecialis; quibus omnibus in quantum per ea Viſitatorum eorumdem officium impediri aut rerardari poſſet, derogari Volumus & Derogamus expreſsè (ipſis aliàs in ſuo plenario robore duraturis) cæteriſque contrariis quibuſcumque. Nulli ergò omninò hominum liceat hanc paginam noſtræ Conſtitutionis, Ordinationis, voluntatis & derogarionis infringere vel ei auſu temerario contraire: Si quis autem hoc attentare præſumpſerit, indignationem omnipotentis Dei ac beatorum Petri & Pauli Apoſtolorum ejus ſe noverit

incurſurum. Datum Romæ apud Sanctum Petrum anno Incarnationis Dominicæ M. CCCC. LXI. quarto Idus Aprilis, Pontificatûs noſtri anno quarto. (10. Avril 1461.)

PREMIERE BULLE DU PAPE SIXTE IV. de l'an 1475.

SOMMAIRE.

1. *Le Pape cite deux Bulles dans la ſienne, de Pie II. & de Nicolas IV. ſes prédeceſſeurs qui en confirment une autre de Jean XXIII. qui y eſt inſerée toute entiere, par laquelle il declare inhabiles à poſſeder aucune preſidence & ſuperioriré dans l'Ordre de Ciſteaux, toutes perſonnes qui n'y ont pas fait Profeſſion & n'en portent pas l'habit ; & il n'en excepte que certains Cardinaux auſquels il avoit pour lors accordé ces ſortes de graces ; de maniere que ces Papes confirmant cette Bulle comme le fait auſſi Sixte IV. Ce Reglement doit eſtre cenſé fait par quatre Papes.*
2. *Il confirme encore une autre Bulle qu'il rapporte en ſon entier de Calixte III. déja auſſi renouvellée par Pie II. par laquelle il avoit annullé & revoqué toutes les facultez qui avoient eſté données precedemment au préjudice du même Ordre de Cîteaux, en faveur des Commendes, des reſerves & des expectatives ſur les Monaſteres qui en dépendent.*
3. *Le même Pape Sixte IV. confirme auſſi & renouvelle toutes ces Bulles de ſes Prédeceſſeurs, & veut qu'elles ſoient obſervées à l'égard de tous les Monaſteres de l'Ordre.*
4. *Et enfin il ajoûte toutes les clauſes neceſſaires afin qu'elles ſoient executées ſelon leur forme & teneur.*

SIXTUS EPISCOPUS SERVUS SERVORUM DEI.
AD PERPETUAM REI MEMORIAM.

REGIMINI univerſalis Eccleſiæ quamvis immeriti (diſponente Domino) præſidentes, curis perurgemur aſſiduis ut juxtà traditæ nobis deſuper diſpenſationis officium, quieti ſubdi-

torum quorumlibet præſertìm ſub regulari obſervantiâ ſtudio piæ vitæ vacantium, in quorum utique proſperitate reficimur, jugi quantùm nobis ex alto conceditur, ſollicitudinis ſtudio intendamus, & his quæ pro Religionis incremento ac perſonarum regularium ſtatu pacifico & tranquillo providè facta conſpicimus, ut perpetuò illibata perſiſtant libenter noſtri muniminis adjicimus firmitatem. Dudùm ſiquidem à felicis recordationis Pio Papa II. Prædeceſſore noſtro diverſæ Litteræ in quibus nonnullæ aliæ inſeruntur, emanarunt tenorum ſubſequentium. Pius Epiſcopus ſervus ſervorum Dei, ad futuram rei memoriam. Apoſtolicæ Sedis nobis injunctum deſuper ſervitutis officium mentem noſtram excitat & inducit ut circà ea quæ pro ſtatu proſpero Monaſteriorum Ciſtercienſis Ordinis & in illis piæ vitæ deditarum perſonarum profutura conſpicimus, operoſis ſtudiis intendamus, & his quæ propterea facta fuiſſe comperimus, ut illibata perſiſtant, Apoſtolici muniminis adjiciamus firmitatem & ea concedamus quæ deſuper ſunt opportuna : Dudùm ſiquidem à fel. rec. Nicolao Papa V. Prædeceſſore noſtro Litteræ in quibus bonæ memoriæ Balthaſſaris Epiſcopi Tuſculanenſis tunc Joannis XXIII. in ſuâ obedientiâ de quâ partes illæ erant nuncupati inſeruntur, emanarunt tenoris ſubſequentis. Nicolaus Epiſcopus ſervus ſervorum Dei, ad perpetuam rei memoriam. Inter cæteras orbis Eccleſias, Monaſteria & alia pia loca Monaſterii Ciſtercienſis Cabilonenſis Diœceſis ac Ciſtercienſem Ordinem affectu benevolo proſequentes, illa perſonis eis præſidentibus libenter concedimus quæ ipſarum ac Monaſterii & Ordinis prædictorum favorem & commoda reſpicere dignoſcuntur : Dudùm ſiquidem Balthaſſaris olim Epiſcopi Tuſculanenſis in ſuâ obedientiâ de qua partes illæ tunc erant, Joannis XXIII. nuncupati, in favorem dicti Monaſterii ac illius Abbatis necnon Coabbatum & Abbatiſſarum dicti Ordinis pro tempore exiſtentium emanarunt Litteræ tenoris ſubſequentis.

Joannes Epiſcopus ſervus ſervorum Dei, ad perpetuam rei memoriam. Ad ſalutare regimen ac incrementa proficua dilectorum filiorum Ordinis Ciſtercienſis qui in agro plantatus Dominico uberes fructus ad laudem divini nominis odorem ſuavitatis producit aſſiduè, in ultimos orbis fines paternæ conſiderationis dirigentes intuitus, & cupientes ut eo vigilantiùs atque devotiùs Altiſſimo impendere valeant jugiter famulatum, quò majori quietudine in

contemplatione ſedulâ divinorum ſalubriter perfruentur ; ac devotis ſupplicationibus dilectorum filiorum Abbatis & Conventûs Monaſterii Ciſtercienſis Cabilonenſis Diœceſis necnon Coabbatum & Abbatiſſarum dicti Ordinis Ciſtercienſis in hâc parte favorabiliter annuentes, hac præſenti Conſtitutione perpetuò duraturâ Apoſtolicâ autoritate Decernimus ſtatuentes quod de cætero in præfato Ordine Ciſtercienſi aut ejus membris, nullus qui de dicto Ordine non exiſtat, cujuſcumque alterius Religionis, Ordinis, Statûs, dignitatis aut præeminentiæ fuerit, etiamſi Cardinalatûs dignitate fulgeret, Apoſtolicâ vel aliâ quavis autoritate poſſit vel debeat præſidentiam, gubernationem, adminiſtrationem aut præeminentiam aliquam per ſe vel per alios, directè vel indirectè aut quovis quæſito colore quomodolibet impetrare, obtinere, regere, adminiſtrare vel gubernare quomodocumque aut qualitercumque, Decernentes ex nunc irritum & inane ſi ſecùs ſuper his à quoquam quavis autoritate ſcienter vel ignoranter contigerit in poſterùm attentari. Per prædicta verò nullum præjudicium afferri volumus alicui ex venerabilibus fratribus noſtris ſanctæ Romanæ Eccleſiæ Cardinalibus impræſentiarum in præfato Ordine Ciſtercienſi gubernationem, commendam, adminiſtrationem ſeu præſidentiam aliquas obtinenti, quominùs illas gerere valeat & tenere juxtà formam Litterarum Apoſtolicarum eidem deſuper hactenùs conceſſarum. Nulli ergò omninò hominum liceat hanc paginam noſtræ Conſtitutionis & voluntatis infringere vel ei auſu temerario contraire : Si quis autem hoc attentare præſumpſerit, indignationem omnipotentis Dei & beatorum Petri & Pauli Apoſtolorum ejus ſe noverit incurſurum. Datum Conſtantiæ VII. Kal. Februarii, Pontificatûs noſtri anno quinto. (26. Fevrier 1415.)

Nos igitur Abbati & Monaſterio necnon Coabbatibus & Abbatiſſis prædictis ampliori deſuper adminiculo providere Cupientes, ac Litteras & tenorem antedictos ratos habentes & gratos, illos autoritate Apoſtolicâ & ex certâ ſcientiâ harum ſerie Innovamus ac vim & vigorem habere Decernimus, necnon Statuta, Decreta ac omnia alia & ſingula in dictis litteris contenta & quæcumque indè ſecuta eiſdem autoritate & ſcientiâ Confirmamus, Approbamus & præſentis ſcripti patrocinio Communimus : Non obſtantibus Confirmationibus & Ordinationibus Apoſtolicis necnon omnibus illis quæ dictus Balthaſſar Epiſcopus in præfatis Litteris ſuis non obſtare voluit, cæteriſque contrariis quibuſcumque.

que. Nulli ergò omninò hominum liceat hanc paginam noſtræ Innovationis, Conſtitutionis, Confirmationis, Approbationis & Communitionis infringere vel ei auſu temerario contraïre : Si quis autem hoc attentare præſumpſerit, indignationem omnipotentis Dei & beatorum Petri & Pauli Apoſtolorum ejus ſe noverit incurſurum. Datum Romæ apud ſanctum Petrum anno Incarnationis Dominicæ milleſimo quadringenteſimo quinquageſimo quarto, III. Nonas Octobris, Pontificatûs noſtri anno octavo. (5. Octobre.)

Nos igitur pariformiter & certâ ſcientiâ noſtrâ ſingulas prædictas Litteras ratas & gratas habentes, illas & in eis contenta & indè ſecuta quæcumque autoritate Apoſtolicâ harum ſerie Innovamus ac vim & vigorem habere forcque ſubnixas Decernimus ac Confirmamus & Approbamus præſentiſque ſcripti patrocinio Communimus, Decernentes quod præſentium tranſſumpto alicujus Epiſcopalis vel ſuperioris Curiæ Eccleſiaſticæ ſigillo munito & ſigno & ſubſcriptione Notarii publici ſignato, in judicio & extrà ipſis tanquam præinſertis & præſentibus litteris ſi exhiberentur, plena fides adhibeatur & perindè ſtetur ac ſi ipſæ præſentes & præinſertæ Litteræ forent exhibitæ vel oſtenſæ, nec deſuper alterius probationis adminiculum requiratur. Nulli ergò omninò hominum liceat hanc paginam noſtræ Innovationis, Conſtitutionis, Confirmationis, Approbationis, Communitionis & Decreti infringere vel ei auſu temerario contraïre : Si quis autem hoc attentare præſumpſerit, indignationem omnipotentis Dei & beatorum Petri & Pauli Apoſtolorum ejus ſe noverit incurſurum. Datum Mantuæ Incarnationis Dominicæ milleſimo quadringenteſimo quinquageſimo nono, VII. Kal. Auguſti, Pontificatûs noſtri anno primo. (26. Juillet 1459.)

Confirmation de la Bulle de Jean XXIII. par Pie II.

Pius Epiſcopus ſervus ſervorum Dei, ad futuram rei memoriam. Licèt ea quæ per Prædeceſſores noſtros Romanos Pontifices providè facta fuerunt & ab eis ritè proceſſerunt plenam obtineant firmitatem, Nos tamen illis interdùm Apoſtolici muniminis robur adjicimus ut eò firmiùs illibata perſiſtant, quò magis ſunt noſtro præſidio communita. Dudùm ſiquidem fœl. rec. Calixtus Papa III. prædeceſſor noſter ex certis rationabilibus cauſis, nonnulla Statutum, Declarationem, caſſationem & irritationem pro utilitate & conſervatione Monaſteriorum & locorum ac Religioſorum Ciſtercienſis Ordinis motu proprio & ex certâ ſcientiâ & de plenitudine Apoſtolicæ poteſtatis fecit & conceſſit, prout ipſius Præ-

decessoris Litteris quas diligenter in Cancellariâ Apostolicâ inspici & examinari fecimus, quarum tenor inferiùs est insertus, pleniùs continetur: Nos igitur motu, scientiâ & potestate similibus, non ad alicujus instantiam, sed de nostrâ merâ liberalitate Statutum, declarationem, cassationem & irritationem prædicta rata & grata habentes, illa & quæcumque indè secuta autoritate Apostolicâ Confirmamus & præsentis scripti patrocinio Communimus supplendo omnes defectus, si qui forsan intervenerint in eisdem, necnon Litteras ipsas vim & vigorem habere ac viribus subsistere Decernimus per præsentes, Non obstantibus Constitutionibus Apostolicis ac omnibus illis quæ dictus Prædecessor in eisdem Litteris non obstare voluit, cæterisque contrariis quibuscumque. Tenor verò ipsarum Litterarum de verbo ad verbum sequitur & est talis.

Bulle de Calixte III.

2. Calixtus Episcopus servus servorum Dei, ad futuram rei memoriam. Ad fructus uberes quos Cisterciensis Ordo in agro militantis Ecclesiæ plantatus dextera Domini velut arbor bona produxit hactenùs & producit, considerationis nostræ oculos extendentes Apostolici favoris præsidium sibi libenter impartimur & in his quæ solidationem statûs necnon perpetuam pacem & tranquillitatem ejusdem concernunt, Nos gratiosos & favorabiles exhibemus: Cùm itaque sicut ad Apostolatûs nostri pervenit auditum, Ordini Cistercienſi præfato atque illius Monasteriis, personis atque locis magna periculosæ desolationis dispendia imminere noscatur ex eo quià nonnulli prætextu quarumdam Litterarum Apostolicarum etiam ad vacatura se extendentium, in dictis Monasteriis atque locis præfici & præesse præsumunt; Nos ne per hoc nostræ conscientiæ serenitas remaneat intranquilla, talium turbationum materias ab eodem Ordine propellere præmissisque scandalis & inconvenientiis quantùm nobis ex alto permittitur, obviare necnon circà hoc salubre remedium adhibere Cupientes, motu proprio non ad alicujus nobis super hoc oblatæ petitionis instantiam, sed ex nostrâ certâ scientiâ & Apostolicæ potestatis plenitudine Statuimus nostræque intentionis fuisse & esse Declaramus necnon harum serie Concedimus quod nulla per Nos aut Sedem Apostolicam seu nostrâ vel ipsius aut aliâ quavis autoritate in genere vel in specie sub quibusvis formis aut verborum expressionibus & cum quibuscumque etiam individualium & aliarum derogatoriarum clausularum & etiam talium quod illis per

quævis alia Apoſtolica, Litteras, Privilegia & Indulta ipſis etiam ſignanter, ſpecificè & expreſsè derogantia minimè derogatum fuiſſe vel eſſe cenſeatur ſeu derogari non poſſit, vim & effectum habentibus cæteriſque effectui præſentium præjudicialibus clauſulis & decretis irritantibus quibuſvis perſonis cujuſcumque ſtatûs, gradûs, dignitatis, ordinis vel conditionis etiamſi ſanctæ Romanæ Eccleſiæ Cardinales aut Sedis Apoſtolicæ Officiales ſeu Epiſcopi aut alterius Ordinis Abbates, etiam motu & ſcientiâ ſimilibus ſeu ad Regum, Principum vel Prælatorum quorumlibet ſupplicationem vel aliquorum reſignatorum beneficiorum juris ceſſionem vel recompenſationis aut alio quovis intuitu ſeu in earum favorem conceſſa hactenùs vel in poſterùm concedenda, expectativæ, Commendæ aut aliæ quævis litteræ, facultates, nominationes & mandata necnon prærogativæ, antelationes, declarationes, exceptiones, privilegia & indulta ac factæ & forſan faciendæ etiam de primo vacaturis Monaſteriis, Prælaturis, Dignitatibus & locis dicti Ordinis ſpeciales reſervationes, quorum omnium tenores ac ſi de verbo ad verbum inſerti forent præſentibus, haberi volumus pro expreſſis & quæ ſuum nondum ſortita ſunt effectum, quorumque vigore in ipſis Monaſteriis aut eorum aliquo non eſt alicui jus quæſitum, ad Monaſteria, Prælaturas Abbatiales & alias dicti Ordinis dignitates & loca etiam utriuſque ſexûs Ordinis hujuſmodi aliqualiter ſe extendant aut quomodolibet ſe extendere poſſint ſive debeant, nec Monaſteriorum & locorum hujuſmodi Conventus, religioſæ perſonæ aut vaſſalli etiam utriuſque ſexûs, ad receptionem etiam alicujus autoritate talium litterarum & proceſſuum exindè habitorum, teneantur nec propterea interdici, ſuſpendi vel excommunicari poſſint, caſſantes & irritantes ac pro infectis & nullis habentes illa omnia & ſingula talia, expectativas, gratias, facultates, litteras, nominationes, reſervationes, nominandi, reſervandi, uniendi & alia mandata Apoſtolica ſuum effectum nondùm ſortita & alia per quæ effectus præſentium quomodolibet impediri poſſet vel differri, ac decernentes illis nullam in judicio vel extrà fidem adhibendam fore, nec Conventus & perſonas eorumdem Monaſteriorum ad receptionem eorumdem prætextu litterarum ipſarum teneri, necnon prout eſt, irritum & inane ſi quid ſecùs ſuper his à quoquam quavis autoritate ſcienter vel ignoranter in poſterùm contigerit attentari; Non obſtantibus ſi in facultatibus & Litteris ſeu Mandatis hujuſmodi,

Revocation des Commendes, des Reſerves, Expectatives &c.

tales appoſitæ fuerint clauſulæ ſcilicet aut ſi locorum Ordinariis ſeu Abbatibus, Abbatiſſis vel Conventibus dicti Ordinis vel quibuſvis aliis communiter vel diviſim ab eadem Sede indultum ſit quod ad receptionem vel proviſionem alicujus minime teneantur & ad id compelli aut quod interdici, ſuſpendi vel excommunicari non poſſint per Litteras Apoſtolicas non facientes plenam & expreſſam ac de verbo ad verbum de indulto hujuſmodi mentionem, per quam quidem clauſulam aut cujuſvis alterius ſimilis vel efficacioris clauſulæ adjectionem vel appoſitionem Decernimus præſentibus non fuiſſe ſufficienter derogatum ac Conſtitutionibus & Ordinationibus Apoſtolicis, Privilegiis quoque ac Statutis & Conſuetudinibus Ordinis & Monaſteriorum juramento, Confirmatione Apoſtolicâ vel quacumque firmitate aliâ roboratis cæteriſque contrariis quibuſcumque. Nulli ergò omninò hominum liceat hanc paginam noſtrorum Statuti, declarationis, conceſſionis, caſſationis & irritationis infringere vel ei auſu temerario contraïre : Si quis autem hoc attentare præſumpſerit, indignationem omnipotentis Dei & beatorum Petri & Pauli Apoſtolorum ejus ſe noverit incurſurum. Datum Romæ apud ſanctum Petrum anno Incarnationis Dominicæ milleſimo quadringenteſimo quinquageſimo octavo, III. Kal. Maii, Pontificatûs noſtri anno quarto. (29. Avril.)

Cæterùm quia difficile foret præinſertas & præſentes litteras ad ſingula in quibus de iis fides forſan facienda fuerit loca deferre, volumus & Apoſtolicâ autoritate ſupradictâ Decernimus quod ipſarum tranſſumpto alicujus Epiſcopalis vel ſuperioris curiæ Eccleſiaſticæ ſigillo munito ac ſigno & ſubſcriptione Notarii publici ſignato & legalis in judicio & extrà tanquam ipſis præinſertis & præſentibus litteris ſi exhiberentur plena fides adhibeatur ac perindè ſtetur ac ſi ipſæ præinſertæ & præſentes litteræ forent exhibitæ vel oſtenſæ. Nulli ergò omninò hominum liceat hanc paginam noſtrorum Confirmationis, communitionis, ſuppletionis, voluntatis & decreti infringere vel ei auſu temerario contraïre : Si quis autem hoc attentare præſumpſerit, indignationem omnipotentis Dei & beatorum Petri & Pauli Apoſtolorum ejus ſe noverit incurſurum. Datum Mantuæ anno Incarnationis Dominicæ milleſimo quadringenteſimo quinquageſimo nono, VII. Kal. Auguſti, Pontificatûs noſtri anno primo. (26. Juillet 1459.)

3. Cùm autem ſicut accepimus, nonnulli contrà tenorem prædictarum litterarum Monaſteriis ipſius Ciſtercienſis Ordinis quandoque

præficiantur aut eis Monaſteria ipſa committantur ſive in Commendam concedantur, & propterea Monaſteria hujuſmodi tàm in ſpiritualibus quàm temporalibus non modica paſſa fuerint & patiantur detrimenta : Nos ipſorum Monaſteriorum & dicti Ordinis ſtatum proſperum & tranquillum paterno zelantes affectu, motu proprio non ad alicujus ſuper hoc nobis oblatæ petitionis inſtantiam ſed de noſtrâ merâ liberalitate, Statuta, declarationes, caſſationes, irritationes & decreta prædicta tam per ipſum Pium ac bonæ memoriæ Nicolaum V. & Calixtum III. Romanos Pontifices Prædeceſſores noſtros quàm Balthaſſarum Epiſcopum Tuſculanenſem Joannem XXIII. in ſuâ obedientiâ nuncupatum (ut in præinſertis eorum Litteris continetur) facta & conceſſa, rata & grata habentes, illa ac omnia & ſingula in eiſdem ſingulis litteris contenta necnon indè ſecuta quæcumque, autoritate Apoſtolicâ ex certâ ſcientiâ & de plenitudine Sedis Apoſtolicæ poteſtatis tenore præſentium pro Nobis & ſucceſſoribus noſtris Romanis Pontificibus, de fratrum noſtrorum conſilio Confirmamus & Approbamus ac præſentis ſcripti patrocinio Communimus, ſupplentes omnes & ſingulos defectus ſi qui forſan intervenerint in eiſdem, ipſaſque ſingulas litteras Innovamus vimque & vigorem perpetuò habere & viribus ſubſiſtere Decernimus : Non obſtantibus omnibus quæ Nicolaus, Calixtus & Pius Prædeceſſores noſtri & Balthaſſar præfati in prædictis eorum Litteris voluerunt non obſtare : necnon quibuſvis ſpecialibus & generalibus reſervationibus, Litteris, Commendis, Proviſionibus, Regulis & Conceſſionibus aliiſque Conſtitutionibus & Ordinationibus Apoſtolicis (ex quacumque causâ proceſſerint ac procedent in futurum) quorum omnium tenores ac ſi de verbo ad verbum præſentibus pro ſufficienter expreſſis haberi volumus, & quibus eorumque effectui, vi, robori & executioni quatenùs prædictis & Litteris eorumque effectui adverſarentur, præjudicarent, nocerent vel obviarent, ſeu præjudicari, adverſari, nocere vel obviare poſſent quomodolibet in futurum, motu & ſcientiâ ſimilibus ſpecialiter & expreſsè Derogamus necnon Monaſteriorum & Ordinis prædictorum juramento, confirmatione Apoſtolicâ vel quavis firmitate aliâ roboratis Statutis & Conſuetudinibus contrariis quibuſcumque. Volumus autem quod pro tempore Ordinis autoritate in Abbates ipſorum Monaſteriorum promoti & aliorum beneficiorum proviſi, infrà quatuor menſes à die promotionum

Confirmation des Bulles de Jean XXIII. Nicolas V. Calixte III. & pie II. par Sixte IV.

4.

ſive proviſionum ſuarum, ad curiam pro illarum Confirmatione impetrandâ venire aut mittere & annatam ſive medios fructus primi anni ipſorum Monaſteriorum ſecundùm taxam in libris Cameræ Apoſtolicæ poſitam ſolvere, aut de aliis juribus conſuetis eidem Cameræ ſatisfacere teneantur, alioquin promotiones ſeu proviſiones illorum qui ſecùs fecerint, nullius ſint roboris vel momenti, liceatque ex tunc Nobis & dictis ſucceſſoribus noſtris de perſonis idoneis eiſdem Monaſteriis & beneficiis pro quibus ut præfertur factum non fuerit, providere. Cæterùm quià difficile foret præſentes litteras ad ſingula loca in quibus illæ forent neceſſariæ transferre, etiam volumus & dictâ autoritate Decernimus quod earum tranſſumptis manu Notarii publici ſubſcriptis & ſigillo alicujus Archiepiſcopi & Epiſcopi vel alterius Prælati munitis prorsùs in judicio & extrà plenaria fides adhibeatur ac illis ſtetur in omnibus & per omnia ſicuti Originalibus Litteris adhiberetur & eis ſtaretur ſi forent exhibitæ vel oſtenſæ. Nulli ergò omninò hominum liceat hanc paginam noſtræ confirmationis, approbationis, communitionis, ſuppletionis & innovationis, conſtitutionis, derogationis, voluntatis & decreti infringere vel ei auſu temerario contraïre : Si quis autem hoc attentare præſumpſerit, indignationem omnipotentis Dei ac beatorum Petri & Pauli Apoſtolorum ejus ſe noverit incurſurum. Datum Romæ apud ſanctum Petrum anno Incarnationis Dominicæ milleſimo quadringenteſimo ſeptuageſimo quinto, VI. Idus Martii, Pontificatûs noſtri anno quinto. (10. Mars 1475.)

SECONDE BULLE DU PAPE SIXTE IV. de l'an 1475.

SOMMAIRE.

1. *Le Pape rapporte les inconveniens & les malheurs que les Commendes cauſent & ont cauſez à l'Ordre de Ciſteaux & aux Monaſteres qui en dépendent.*
2. *Il en atteſte la verité & declare qu'il veut en arreſter le cours & pourvoir au rétabliſſement deſdits Monaſteres.*
3. *Il ordonne ſous les Cenſures Eccleſiaſtiques à tous ceux qui les tiennent en Commende, de ſuivre à cet effet les ordres de ceux qui en ſont les Peres Abbez & des Commiſſaires députez par le Chapitre General, pour y mettre le nombre des Religieux qui doit y eſtre à proportion de leurs revenus & facultez, leur fourniſſant ce qui ſera par eux jugé neceſſaire pour cela & pour la celebration du Service Divin qui ſera reglé par leſdites Peres Abbez & Commiſſaires du Chapitre General.*
4. *Il ordonne auſſi que leſdits Peres Abbez & Commiſſaires obligeront les Commendataires à conſtruire les bâtimens & lieux neceſſaires dans leſdits Monaſteres, & tiendront la main à les faire reparer & mettre en bon état.*
5. *Pareillement les obligeront à prendre ſoin de conſerver les droits, biens, revenus, meubles & ornemens qui appartiennent auſdits Monaſteres, & même de retirer les biens & autres choſes qui pourroient en avoir eſté uſurpez & alienez.*
6. *Le Pape ordonne auſdits Commendataires de payer aux Commiſſaires de l'Ordre, les Subſides & les Contributions auſquelles les Monaſteres ſeront taxez, & de leur obéïr en cela & en toutes autres choſes, ſous diverſes peines & Cenſures à encourir de fait.*
7. *Il défend ſous les mêmes peines & Cenſures auſdits Commendataires de rien aliener, vendre ou engager, meubles ni immeubles ; & en cas qu'ils refuſent d'obſerver ponctuellement tous ces Reglemens, il les excommunie & prive de toutes ſortes de Benefices & les declare inhabiles à en avoir d'autres.*

8. *Le Pape ordonne encore que ceux qui à l'avenir ſeront nommez à quelques Monaſteres en Commende, avant que d'en entrer en poſſeſſion, ſeront tenus de jurer & preſter ſerment de n'en rien vendre, aliener ni engager contre les Statuts de l'Ordre, & qu'il ſera dreſſé un Inventaire de tous les biens en leur preſence par les Peres Abbez dont ils pourront avoir un double.*
9. *Il ordonne auſſi que tous les Religieux des Monaſteres qui ſont en Commende ſeront tenus de ſe confeſſer une fois tous les ans à leurs Peres Abbez & de leur donner un memoire de ce qu'ils ont en particulier à leur uſage : Leſquels Peres Abbez ont auſſi le pouvoir d'entendre en confeſſion toutes les autres perſonnes qui demeurent dans leſdits Monaſteres, & c'eſt à eux à recevoir les Novices à profeſſion.*
10. *Il déroge à toutes choſes contraires.*
11. *Et enfin, il declare que les Abbez Commendataires preſens & à venir n'ont & n'auront aucune juriſdiction dans les Monaſteres qu'ils tiendront en Commende, & qu'elle appartient & ſera dévoluë au Pere Abbé, declarant nul tout ce qui a eſté ou ſera fait au contraire.*
12. *Il conclut par les clauſes ordinaires.*

SIXTUS EPISCOPUS SERVUS SERVORUM DEI. AD PERPETUAM REI MEMORIAM.

CURA noſtra in variis rebus quotidie emergentibus agitata circà hoc potiſſimè verſatur, ut Paſtorale Officium in ſacræ Religionis Ciſtercienſis ſtatu fœlici extendentes, ità ope noſtræ proviſionis ſalubriter provideamus quòd Ordo ipſe illiuſque Monaſteria & loca & perſonæ in ſpiritualibus & temporalibus detrimenta non ſuſtineant, ſed optimæ fœlicitatis proficiant incrementis. Sanè licet Mònaſteria & loca ejuſdem Ordinis ab eorum primævâ fundatione honorificè conſtructa ac fructibus, redditibus & proventibus pro ſuſtentatione Abbatum, Monachorum, Miniſtrorum & aliarum perſonarum inibi divinis laudibus inſiſtentium competenter dotata, libriſque, calicibus & aliis ornamentis divino cultui neceſſariis munita, ac in verâ obedientiâ ſuorum Superiorum perſiſtentes, numero ſufficienti Monachi quibus honeſtè in victu & veſtitu providebatur, inſtituti fuerint ; tamen ab aliquibus temporibus citrà (ſicuti veridicâ relatione accepimus)

1. Inconveniens cauſez par les Commendes dans les Monaſteres.

Monaſteria

Monaſteria & loca ejuſdem Ordinis quæ nonnullæ perſonæ Eccleſiaſticæ Sæculares & Regulares, ex conceſſione & diſpenſatione Sedis Apoſtolicæ in Commendam obtinent, in eorum ſtructuris & ædificiis ruunt, illorumque bona mobilia & immobilia, necnon fructus, redditus & proventus diſſipantur, regularis obſervantia in illis ſicut deceret, non obſervatur, Officium divinum decenter non ſolvitur, Monachi inſtituti numero non ſunt ſufficienti, & exiſtentes victum & veſtitum non habentes ut deceret proh dolor! ab obedientiâ ſuorum Superiorum retrahuntur; Ordo, Monaſteria & loca hujuſmodi confunduntur & non modica patiuntur detrimenta in ipſius Ordinis illuſionem, divinæ Majeſtatis offenſam ac pernicioſum exemplum & ſcandalum plurimorum.

Hinc eſt quòd Nos attendentes præmiſſa adeo eſſe notoria quòd 2.
nullâ poſſunt tergiverſatione celari, quodque ſi ſuper eiſdem non provideatur, Monaſteria & loca ipſa penitùs deſolata manebunt, ac illa necnon Ordo ipſe irreparabilia patientur damna; ac Cupientes prout noſtro incumbit officio, præmiſſis ac ſcandalis quæ propterea exoriri poſſunt, congruentibus remediis obviare ac indemnitatibus Ordinis, Monaſteriorum, locorum, Monachorum, Miniſtrorum & perſonarum eorumdem, quantùm cum Deo poſſumus, opportunè providere: motu proprio non ad aliquorum inſtantiam, ſed de noſtrâ merâ libertate & ex certâ ſcientiâ, Omnes & ſingulas perſonas Sæculares & quorumcumque Ordinum Regulares præſentes & futuras, cujuſcumque dignitatis, ſtatûs, gradûs, ordinis, nobilitatis, excellentiæ, præeminentiæ & conditionis fuerint, quæ Monaſteria & loca ejuſdem Ordinis ſeu eorum aliquod in Commendam obtinent impræſentiarum & forſan obtinebunt impoſterùm ubique locorum, etiam in Romanâ Curiâ commorantes, etiam ſi Archiepiſcopali, Epiſcopali vel aliquâ aliâ Eccleſiaſticâ vel mundanâ dignitate fungantur, aut noſtri & Sedis prædictæ ſeu prædeceſſorum aut ſucceſſorum noſtrorum Romanorum Pontificum Notarii, Subdiaconi, Acolyti, Capellani, Cubicularii ſeu aliàs Officiales vel familiares aut fructuum, reddituum & proventuum Cameræ Apoſtolicæ debitorum Collectores Subcollectoreſve exiſtant, & quocumque exemptionis privilegio etiam ratione perſonarum & Beneficiorum ſuorum gaudeant & muniantur, eorumque in ipſis Monaſteriis & locis, Vicarios, Officiarios, Sæculares & Regulares, Monachos, Receptores, Servitores & Oeconomos ac eorum quemlibet, illorum & cujuſlibet

ipſorum nomina & cognomina ac qualitates præſentibus pro expreſſis habentes, autoritate Apoſtolicâ tenore præſentium :

3. Monemus primò, ſecundò, tertiò & peremptoriè communiter ac diviſim ac eis & eorum cuilibet in virtute ſanctæ obedientiæ ac ſubpœnis, ſententiis & cenſuris infraſcriptis quas ferimus in his ſcriptis & quas ac earum quamlibet contrà facientes eorumque complices, fautores & adhærentes ac eorum quemlibet eo ipſo incurrere Volumus, diſtrictè præcipiendo Mandantes, motu & ſcientia ſimilibus ; quatenùs (omni appellatione ſublatâ & remotâ) infrà terminum eiſdem perſonis ſeu Commendatariis ut præfertur, Monaſteria & loca hujuſmodi in Commendam pro tempore obtinentibus, per Patrem Abbatem cujuſlibet ipſorum Monaſteriorum & locorum ſeu illius aut Capituli Generalis dicti Ordinis ad hoc Commiſſarium ſuper præmiſſis & infraſcriptis ac eorum quolibet (qualitate negotii pro tempore occurrentis penſatâ) ſtatuendum & præfigendum, & quem exnunc prout extunc & è converſo, eiſdem & earum cuilibet pro tertio & peremptorio termino ac monitione canonicâ ſtatuimus, præfigimus & aſſignamus, in Monaſteriis & locis hujuſmodi pro tempore Commendatis numerum Monachorum per Patrem Abbatem aut Commiſſarium præfatos, (facultatibus ipſorum Monaſteriorum & locorum etiàm penſatis) inſtituendum, taxandum & moderandum habeant, ſuſtineant, foveant & conſervent ; necnon Monachis, Noviciis, Miniſtris & aliis ipſorum Monaſteriorum & locorum perſonis ſufficienter & honeſtè de victu & veſtitu, in Dormitorio, Refectorio & ubique, ſecundùm laudabilem ipſius Ordinis conſuetudinem & prout fit & fieri conſuevit in aliis Monaſteriis dicti Ordinis non Commendatis, dictum numerum Monachorum, Miniſtrorum, Novitiorum prædictorum ut præfertur, moderandum, inſtituendum & taxandum, directè vel indirectè nullo unquam tempore (quovis quæſito colore) minuendo, provideant ac ſollicitè & debitè in eiſdem Monaſteriis & locis ut præfertur Commendatis, divinum Officium tam in Horis Canonicis quàm Beatæ Mariæ & Defunctorum morosè, devotè & integrè, ejuſdem Ordinis cæremoniis ſervatis, competentibus & debitis horis perſolvere, Miſſas ejuſdem Ordinis & fundatas necnon Anniverſaria ac quæcumque ordinata Suffragia recitare & dicere ac ſecundùm arbitrium & judicium Patris Abbatis ſeu Commiſſarii prædictorum :

Le Pape veut que le Pere Abbé de chaque Monaſtere qui eſt en Commende, & le Commiſſaire du Chapitre General en aie toute la conduite, ſur le nombre des Religieux qui doit y eſtre, leur nourriture & entretien & la celebration de l'Office Divin.

Digitized by Google

Ædificia tam in Monaſteriis & locis ſicut præfertur Commendatis, quàm extrà neceſſaria conſtruere, ædificata conſtructa & ruinoſa quatenùs indigebunt reparare, reſtaurare ac in cooperturâ & aliis neceſſariis omnibus & ſingulis in bono & condecenti ſtatu manutenere :

4. C'eſt auſſi au Pere Abbé & au Commiſſaire du Chapitre General de faire conſtruire & reparer les bâtimens aux frais des Abbez Commendataires, & de les obliger de conſerver & défendre les biens & les droits des Monaſteres qu'ils tiennent en Commende.

Jura, libertates, poſſeſſiones, cenſus, fructus, redditus, proventus, clenodia, calices, cruces, Reliquiaria, pontificalia, jocalia, veſtes ſacras, ornamenta Eccleſiaſtica, libros, chartas, vaſa argentea & cujuſvis alterius metalli, ſupellectilia & quæcumque alia bona mobilia & immobilia ad Monaſteria ſeu loca hujuſmodi Commendata ſeu aliquod ipſorum ſpectantia & pertinentia alienata vel diſtracta ſeu tranſportata, ad jus & proprietatem ipſorum Monaſteriorum & locorum reducere & reponere; ac omnia illa & ſingula alia contrà omnem perſonam (ſuadente Juſtitiâ) per ſe vel alios cum omni diligentiâ defendere, tueri & proſequi faciant & cum effectu procurent.

5.

Necnon Patri Abbati ſeu Commiſſario præfatis omnia & ſingula caritativa ſubſidia & Contributiones per Generale Capitulum ejuſdem Ordinis præfato Ordini aut Abbatibus ejuſdem pro tempore imponenda, plenariè & integrè ſecundùm portionem eis juxtà ipſius Ordinis inſtitutiones taxatam vel taxandam exhibeant & perſolvant, eiſque Patri Abbati & Commiſſario in omnibus & per omnia pareant efficaciter & obediant ; ac omnia & ſingula per Patrem Abbatem & Commiſſarium præfatos circà præmiſſa aut aliquot eorumdem vel alia ejuſdem Ordinis pro qualitate temporis explicanda & ordinanda negotia illa omnia & ſingula ac ſi de verbo ad verbum etiam præſentibus inſererentur, pro expreſſis habentes & haberi volentes, realiter & cum effectu faciant & adimplere procurent, prout & quemadmodum prædictorum Commendatorum & aliorum ejuſdem Ordinis Monaſteriorum Abbates hactenùs fecerunt & facere conſueverunt & debuerunt ac pro tempore exiſtentes faciunt.

6. Comme auſſi de payer les Taxes & Contributions de l'Ordre.

Iuhibentes nihilominùs eiſdem perſonis ſive Commendatariis ſæcularibus & regularibus Monaſteria & loca hujuſmodi in Commendam pro tempore obtinentibus præſentibus & futuris, ſub eiſdem ſententiis & pœnis, nè bona mobilia aut immobilia hujuſmodi ſeu aliqua alia ad prædicta Monaſteria ſeu loca Commendata hujuſmodi ſpectantia quovis modo alienare aut de novo infeudare ſeu extrà manus Deputatorum ſeu pro tempore per Conventus ipſorum Monaſteriorum deputandorum manus ponere præſumant. Et ſi quod abſit, mandatis, monitionibus &

7. Le Pape défend aux Commendataires de rien aliener de leurs Monaſteres & excommunie *ipſo facto* ceux qui n'obéïront pas aux ordres des Peres Abbez & des Commiſſaires du Chapitre General.

inhibitionibus hujuſmodi non paruerint ſeu præmiſſa & infraſcripta vel aliquid eorum non obſervaverint, & in quantum eos tangunt & concernunt ſeu concernere & tangere poterunt, quomodolibet in futurum fecerint non obſervari, exnunc prout extunc & extunc prout exnunc, perſonas ſeu Commendatarios præfatos eorum Officiarios, Procuratores, fautores, adhærentes, Monachos, Receptores, Oeconomos, Vicarios & Adminiſtratores omneſque alios & ſingulos in præmiſſis culpabiles & rebelles ac eorum quemlibet Excommunicamus & Anathematizamus, ac prædictorum & aliorum Monaſteriorum & locorum regimine & adminiſtratione necnon omnibus & ſingulis aliis Eccleſiaſticis ſæcularibus & regularibus Beneficiis, Canonicatibus, Præbendis, dignitatibus, perſonatibus, adminiſtrationibus & officiis cum curâ & ſine curâ, necnon annuis penſionibus eis & eorum cuilibet ſuper quorumcumque Monaſteriorum aut locorum ſeu menſarum vel Beneficiorum Eccleſiaſticorum fructibus, redditibus & proventibus pro tempore aſſignatis quæ in quibuſvis Eccleſiis ſive locis obtinent & percipiunt reſpectivè, motu, ſcientiâ & autoritate ſimilibus Privamus & ad illa & quæcumque alia ſimilia vel diſſimilia Monaſteria, loca, officia & Beneficia obtinenda perpetuò Inhabilitamus, ipſoſque omnes & ſingulos excommunicationis & anathematis ſententias ac privationis & inhabilitationis pœnas hujuſmodi incurriſſe & incidiſſe, necnon excommunicatos, anathematizatos ac Monaſteriis, locis illorumque regimine & adminiſtratione, officiis & beneficiis ac penſionibus prædictis privatos, & ad illa ac alia impoſterùm obtinenda inhabiles fuiſſe ac eſſe Declaramus & Decernimus.

SUITE ET CONTINUATION DE LA IIe BULLE du Pape Sixte IV. de l'an 1475.

8. Et inſuper volumus & perpetuo obſervandæ Conſtitutionis Edicto autoritate, motu & ſcientiâ ſimilibus Statuimus & Ordinamus quòd ſi contingat aliquod Monaſterium ejuſdem Ordinis de novo alicui Archiepiſcopo vel Eſpiſcopo ſeu cuicumque alteri etiam dignitate prædito quavis autoritate commendari, per illius Patrem Abbatem ſeu ipſius vel ejuſdem Ordinis Commiſſarium, præſente ipſius Monaſterii Commendatario aut ejus legitimo Procuratore, de bonis ipſius Monaſterii fiat inventarium,

Il ſera dreſſé par le Pere Abbé en chaque Monaſtere un Inven-

cujus duplum unum teneat ipſe Commendatarius & aliud apud Conventum ejuſdem Monaſterii maneat, ipſeque Commendatarius antequam poſſeſſionem regiminis & adminiſtrationis bonorum dicti Monaſterii recipiat, juramento ſolemni bona ipſa fideliter tractare, adminiſtrare, conſervare & defendere juret, & juramentum ſolemniter ab Abbatibus ipſius Ordinis in eorum aſſumptione præſtari ſolitum videlicet quòd bona mobilia aut immobilia dicti Monaſterii contrà ſtatuta dicti Ordinis non vendet, non alienabit aut impignorabit ſeu de novo infeudabit per ſe vel per alium quocumque titulo vel colore, ſub pœnis & ſententiis prædictis & infraſcriptis præſtet.

taire de tout ce qui luy appartient, & l'Abbé Commendataire preſtera ſerment avant que de prendre poſſeſſion.

Et inſuper quòd Monachi, Novicii, Converſi & Donati cujuſlibet ipſorum Monaſteriorum & locorum ejuſdem Ordinis Commendatorum ut præfertur, ſemel in anno Patri Abbati ſeu Commiſſariis prædictis, de omnibus peccatis & exceſſibus per eos & eorum quemlibet ab ultimâ confeſſione Patri Abbati ſeu Commiſſario præfatis factâ, commiſſis & perpetratis confiteri integrè, & tunc ſine fraude in ſcriptis omnium bonorum apud eos & in eorum uſum pro tempore exiſtentium qualitatem & quantitatem dare; Noviciique ipſi Ordinem ipſum profiteri volentes, in manibus Patris Abbatis ſeu Commiſſarii ipſius profeſſionem expreſsè emittere debeant & teneantur, ab ipſis Patre Abbate ſeu ejus Commiſſario benedictionem in talibus ſecundùm inſtituta ejuſdem Ordinis concedi ſolitam humiliter recipiendo: Patri Abbati verò & Commiſſario præfatis, ut eoſdem pro tempore eis confitentes de his quæ eis confeſſi fuerint, niſi talia exiſtant propter quæ meritò Sedes Apoſtolica fuerit conſulenda, ſicut Monachos proprios abſolvere & pœnitentiam ſalutarem injungere, ac etiam in dictis Monaſteriis ſeu locis Commendatis commorantium confeſſiones audiant, & ſimilem vel limitatam poteſtatem abſolvendi habeant, perpetuò deputare poſſint, licentiam Concedimus pariter & facultatem. 9.

Prætereà dilectis filiis univerſis prædictorum Monaſteriorum & locorum pro tempore Commendatorum Patribus Abbatibus per Apoſtolica ſcripta motu ſimili Mandamus quatenùs ipſi ſeu quilibet ipſorum in Monaſteriis & locis prædictis eis ſubditis, per ſe vel alium ſeu alios præſentes litteras ac omnia & ſingula in eis contenta ubi, quando & quoties expedire viderint, ſolemniter publicantes faciant ſub ſententiis, cenſuris & pœnis prædictis ut præfertur per nos latis, omnia & ſingula in præſentibus litteris contenta & 10.

eorum quodlibet autoritate prædictâ inviolabiliter adimpleri & obſervari ; necnon omnes & ſingulos quos eis ſummariè conſtiterit in præmiſſis & circà ea ſeu aliquod ipſorum culpabiles ac excommunicationis & alias pœnas prædictas incurriſſe, excommunicatos & anathematizatos ac Beneficiis, Monaſteriis, officiis & penſionibus prædictis privatos & ad illa ac alia impoſterùm obtinenda inhabiles, publicè & etiam ſpecificè & nominatim denuntient & faciant ab aliis denuntiari ac ab omnibus Chriſti fidelibus arctiùs evitari, donec mandatis & monitionibus ac aliis præmiſſis per Patrem Abbatem ſeu Commiſſarium præfatos ordinandis plenariè & integrè paruerint, ac ab eiſdem ſententiis & pœnis abſolutionis beneficium meruerint obtinere. Contradictores in præmiſſis quoſlibet & rebelles cujuſcumque dignitatis, ſtatûs, gradûs, ordinis, dignitatis, præeminentiæ, nobilitatis, excellentiæ aut conditionis ut præfertur, fuerint, per excommunicationis, ſuſpenſionis & interdicti ac prædictas necnon alias etiam formidabiliores de quibus eis videbitur ſententias, cenſuras & pœnas eâdem autoritate, appellatione etiam poſtpoſitâ compeſcendo, & etiam legitimis ſuper his per eos habendis ſervatis proceſſibus, omnes & ſingulos prædictos ſic excommunicatos necnon ſententias hujuſmodi, quoties opus fuerit, dictâ autoritate aggravare & reaggravare procurent, ac omnia & ſingula alia faciant & exequantur ſummariè & de plano ſine ſtrepitu & figurâ judicii, nullis terminis ſubſtantialibus obſervatis quæ eis & eorum cuilibet circà præmiſſa vel aliquod ipſorum videbuntur exequenda & facienda.

11. Non obſtantibus tam fœlicis recordationis Bonifacii VIII. quæ incipit Statutum quàm Clementis V. Romanorum Pontificum prædeceſſorum noſtrorum ac in Concilio Generali de duabus Diætis editâ aliiſque Conſtitutionibus & Ordinationibus Apoſtolicis, ſtatutis quoque & conſuetudinibus Monaſteriorum, locorum & Ordinis hujuſmodi, confirmatione Apoſtolicâ vel quavis firmitate aliâ roboratis contrariis quibuſcumque ; aut ſi eiſdem perſonis ſeu Commendatariis prædictis eorumque Officiariis vel quibuſve aliis communiter vel diviſim ab eadem ſit Sede indultum aut indulgeri contingat quod interdici, ſuſpendi vel excommunicari aut beneficiis ſuis privari ſeu extrà vel ultrà certa loca ad judicium evocari non poſſint, per litteras Apoſtolicas non facientes plenam & expreſſam ac de verbo ad verbum de indulto hujuſmodi mentionem & quibuſvis aliis privilegiis, indulgen-

tiis, exemptionibus, indultis, conceſſionibus & litteris Apoſtolicis generalibus vel ſpecialibus eiſdem perſonis ſeu Commendatariis aut eorum Officiariis, Procuratoribus, Receptoribus, Monachis & Oeconomis in genere vel in ſpecie quovis modo conceſſis & concedendis quorumcumque tenorum exiſtant, per quæ præſentibus non expreſſa vel totaliter non inſerta effectus præſentium aut juriſdictio Patrum Abbatum prædictorum impediri vel aliàs quomodolibet differri poſſit, & quæ illis ſpecialiter & expreſsè derogando quoad hæc Nolumus aliquibus ſuffragari. Nos enim eiſdem Patribus Abbatibus præfatis & eorum cuilibet ac Commiſſario prædictis, præfatas perſonas & Monaſteria & loca hujuſmodi in Commendam pro tempore obtinentes eorumque Vicarios, Procuratores, Receptores ac Officiarios prædictos & eorum quemlibet qui præfatas noſtras ſententias aut earum aliquam incurrerint ſive incurrerit quoquomodo, poſtquàm devotè & humiliter mandatis & monitionibus hujuſmodi paruerint ſeu paruerit, ſi hoc humiliter petierint, ab eiſdem ſententiis injunctis eis pro modo culpæ pœnitentiis ſalutaribus & aliis quæ de jure fuerint injungenda, autoritate prædictâ per ſe vel alium ſeu alios abſolvendi ac ad beneficia tunc obtenta & obtinenda rehabilitandi & reſtituendi, necnon ſecum ſeu ſuper irregularitate ſi quam Miſſas & alia divina Officia celebrando vel illis ſe immiſcendo contraxerint, diſpenſandi omnemque inhabilitatis & infamiæ maculam ſive notam per eos ſeu alterum ipſorum, præmiſſorum occaſione quomodolibet contractam, penitùs abolendi ejuſdem autoritate & tenore Concedimus facultatem.

Le Pape donne pouvoir aux Peres Abbez & aux Commiſſaires du Chapitre General d'abſoudre & de réhabiliter les Commendataires qui ſeroient tombez en quelque Cenſure pour avoir contrevenu à ſes Reglemens.

Et inſuper quià difficile foret præſentes litteras Apoſtolicas ad quæcumque loca in quibus illæ forent neceſſariæ transferri, Volumus & autoritate prædictâ Decernimus quòd earum tranſumptis manu alicujus Notarii publici ſubſcriptis & ſigillo alicujus Archiepiſcopi, Epiſcopi aut alterius Prælati munitis, prorsùs in judicio & extrà fides plenaria adhibeatur & illis ſtetur in omnibus & per omnia ſicut originalibus litteris adhiberetur & ſtaretur ſi forent exhibitæ vel oſtenſæ, quodque eædem præſentes litteræ ac tranſumpta ut præfertur de eiſdem facienda, necnon monitiones, intimationes, publicationes & executiones per Patres Abbates ſeu Commiſſarium præfatos & eorum quemlibet ſuper præmiſſis ſeu eorumdem pro tempore factæ, valvis ſeu portis Monaſteriorum quorum occaſione illas fieri con- 12.

tigerit affigantur & eaſdem perſonas ſive Commendatarios ac alios omnes & ſingulos prædictos extunc & poſteà perindè ligent & afctent (omni appellatione ut præfertur remotâ) ac ſi eiſdem & eorum cuilibet perſonaliter intimatæ & lectæ fuiſſent : Et ſi aliquod Monaſterium ejuſdem Ordinis Patris Abbatis, alicui perſonæ etiam Archiepiſcopali vel Epiſcopali aut quavis aliquâ aliâ dignitate præditæ quovis modo & quavis autoritate ſit forſan commendatum vel impoſterùm commendari contingat, quod eidem perſonæ ſeu Commendatario, nulla in prænitiſſis ſeu aliquo præmiſſorum ſit attributa facultas ſeu poteſtas vel juriſdictio ſeu executio, ſed illæ extunc prout exnùnc & econtrà, ad immediatum ipſius Monaſterii Patrem Abbatem devolutæ ſint & eſſe cenſeantur. Cæterùm exnunc irritum Decernimus & inane ſi ſecùs ſuper his ſeu aliqua ipſorum à quoquam quâvis autoritate, ſcienter vel ignoranter contigerit attentari. Nulli ergò omninò hominum liceat hanc paginam noſtrorum monitionis, mandati, ſtatuti, præfixionis, aſſignationis, inhibitionis, excommunicationis, anathematizationis, privationis, inhabilitationis, declarationis, conſtitutionis, voluntatis, ordinationis, conceſſionis, derogationis & decreti infringere vel ei auſu temerario contraïre : Si quis autem hoc attentare præſumpſerit, indignationem omnipotentis Dei ac beatorum Petri & Pauli Apoſtolorum ejus ſe noverit incurſurum. Datum Romæ apud Sanctum Petrum, anno Incarnationis Dominicæ milleſimo quadringenteſimo ſeptuageſimo quinto, quarto Idus Martii, Pontificatûs noſtri anno quinto. (12. Mars 1475.)

Les Abbez Commendataires n'ont aucune juriſdiction dans les Monaſteres, mais elle appartient & eſt dévolue aux Peres Abbez.

IIIe BULLE

TROISIE'ME BULLE DU PAPE SIXTE IV. de l'an 1475.

SOMMAIRE.

Le Pape explique & interprete par cette Bulle ce que ſon Prédeceſſeur Benoiſt XII. a entendu dans l'une des ſiennes par la couleur brune dont il a ordonné que ſeroient les habits des Religieux de l'Ordre de Ciſteaux, en declarant que l'on doit entendre le noir, & qu'il ne leur eſt pas permis de ſe ſervir d'autre couleur que du noir & du blanc, ordonnant au ſurplus que ceux qui y contreviendront, y ſeront contraints par les Cenſures Eccleſiaſtiques.

SIXTUS EPISCOPUS SERVUS SERVORUM DEI.
AD PERPETUAM REI MEMORIAM.

Cette Bulle eſt rapportée au Grand Bullaire Romain pour la neuviéme Conſtitution de ce Pape.

ETsi cunctis Eccleſiaſtici ſtatûs perſonis ex aſſuetæ pietatis Officio aſſiſtere teneamur, illis tamen ſub regulari obſervantiâ Altiſſimo famulantibus (præcipuè Ciſtercienſibus) eò magis adeſſe nos convenit, quò ſublatis quibuſvis dubietatibus majori quietudine reddere valeant vota ſua : Dudùm ſiquidem fœlicis recordationis Benedictus Papa XII. Prædeceſſor noſter ad ſtatum Ciſtercienſis Ordinis attendens proſperum, per quaſdam ſuas litteras inter alia Statuit & Ordinavit quòd omnes Abbates & Monachi ejuſdem Ordinis pannis bruni vel albi coloris dumtaxat uterentur, prout in eiſdem litteris pleniùs continetur : Cùm autem ſicut exhibita nobis nuper pro parte dilecti filii Hymberti Abbatis Monaſterii Ciſtercienſis Cabilonenſis Diœceſis petitio continebat, à nonnullis etiam ipſius Ordinis Abbatibus & Monachis revocetur in dubium an appellatione bruni coloris niger color veniat vel griſeus; & ſicut eadem petitio ſubjungebat, aliqui Abbates & Monachi ac Moniales ipſius Ordinis panno nigro, aliqui verò griſeo utantur & diverſitas habitûs inter ejuſdem Ordinis Profeſſores eſſe videtur; pro parte ejuſdem Hymberti Abbatis nobis fuit humiliter ſupplicatum ut ſibi ac Ordini, Monachis & Monialibus præfatis earumque ſtatui ſuper præmiſſis providere

de benignitate Apoſtolicâ dignaremur. Nos igitur ad quos ſpectat ſuper his adhibere vigilantiæ noſtræ curam ut omnis dubietatis ſcrupulus de medio tollatur, & habitus ipſorum ſe invicem conforment quacumque diſparitate ſublatâ; Litterarum ac Conceſſionis & ſtatuti hujuſmodi tenores ac ſi de verbo ad verbum inſererentur præſentibus pro expreſſis habentes, hujuſmodi ſupplicationibus inclinati, verba prædicta *bruni coloris* interpretantes, quod appellatione illorum *niger* tantùm *color* veniat & intelligatur, autoritate Apoſtolicâ tenore præſentium ex certâ ſcientiâ Declaramus: Et inſuper pro potioris cautelæ ſuffragio, Volumus ac eiſdem autoritate & tenore etiam Statuimus & Ordinamus quòd de cætero perpetuis futuris temporibus omnes Abbates, Monachi & Moniales ejuſdem Ordinis præſentes & futuri, ad uſum perſonarum ſuarum pannis *nigri vel albi coloris* ſolùm & dumtaxat utantur, Mandantes per Apoſtolica ſcripta & eâdem autoritate Committentes dilectis filiis univerſis Patribus Abbatibus ejuſdem Ordinis præſentibus & futuris, quatenùs ipſi & quilibet ipſorum poſtquam præſentes noſtræ Litteræ ad eorum notitiam pervenerint, Declarationem, Statutum & Conceſſionem noſtra hujuſmodi obſervent & per ſe vel alios etiam à quolibet ipſorum, necnon aliis Abbatibus & Monachis ac Monialibus ejuſdem Ordinis perpetuò faciant inviolabiliter obſervari, non permittentes eoſdem Abbates, Monachos & Moniales pannos ad uſum perſonarum ſuarum alterius quàm *nigri vel albi coloris* deferre vel illis quomodolibet uti; Contradictores per Cenſuram Eccleſiaſticam appellatione poſtpoſitâ compeſcendo; Nonobſtantibus Conſtitutionibus & Ordinationibus Apoſtolicis ac Monaſteriorum & Ordinis prædictorum juramento, Confirmatione Apoſtolicâ vel quavis firmitate aliâ roboratis, necnon omnibus illis quæ idem Benedictus Prædeceſſor in ſuis Litteris voluit non obſtare cæteriſque contrariis quibuſcumque: Cæterùm quià difficile foret præſentes Litteras ad quæcumque loca in quibus illæ eſſent neceſſariæ transferri, Volumus & autoritate prædictâ Decernimus quòd earum tranſſumptis manu Notarii publici ſubſcriptis & ſigillo alicujus Archiepiſcopi vel Epiſcopi aut alterius Prælati vel perſonæ in dignitate Eccleſiaſticâ conſtitutæ munitis, prorsùs in judicio & extrà fides plenaria adhibeatur & illis ſtetur, ipſique Patres Abbates ad illarum executionem procedere poſſint & debeant in omnibus & per omnia ſicuti originalibus Litteris hujuſ-

modi adhiberetur & eis ſtaretur ac ipſi Patres Abbates procedere poſſent & deberent ſi forent exhibitæ vel oſtenſæ. Nulli ergò omninò hominum liceat hanc paginam noſtrorum declarationis, interpretationis, Statuti, Ordinationis, Mandati, voluntatis & Conſtitutionis infringere vel ei auſu temerario contraïre : Si quis autem hoc attentare præſumpſerit, indignationem omnipotentis Deï ac beatorum Petri & Pauli Apoſtolorum ejus ſe noverit incurſurum. Datum Romæ apud ſanctum Petrum anno Incarnationis Dominicæ milleſimo quadringenteſimo ſeptuageſimo quinto, Idibus Decembris, Pontificatûs noſtri, anno quinto. (9. Decembre 1475.)

QUATRIE'ME BULLE DU PAPE SIXTE IV. de l'an 1475.

SOMMAIRE.

1. *Le Pape fait l'Eloge de l'Ordre de Ciſteaux.*
2. *Et en conſideration de ſes merites, il luy accorde à perpetuité une fois en la vie le Jubilé & une Indulgence pleniere à l'article de la mort pour tous les Abbez, Abbeſſes, Religieux & Religieuſes, Novices, Donnez, Economes, Domeſtiques, Commençaux, Penſionaires &c. de tous les pechez confeſſez, à condition que le Confeſſeur ſera Religieux de l'Ordre.*

SIXTUS Epiſcopus ſervus ſervorum Dei. Dilectis filiis univerſis Abbatibus, Abbatiſſis, Prioribus, Monachis, Militibus, Monialibus, Novitiis, Converſis, Donatis, familiaribus, continuis Commenſalibus, Oeconomis, Procuratoribus & aliis utriuſque ſexûs Ciſtercienſis Ordinis præſentibus & futuris Salutem & Apoſtolicam Benedictionem. Sacroſanctæ Religionis veſtræ puritas, vitæ ſanctimonia, fervor devotionis ac in Dominici agri culturâ labor aſſiduus quibus ad ſupernum bravium fœliciter comprehendendum cæteriſque fidelibus impetrandum totis inſudatis viribus, Nos provocant ut antiqui hoſtis jacula quibus vos cæteroſque ſpiritualis vitæ ſectatores impetere atque impedire nititur, ſcuto noſtræ protectionis tantò propellamus diligentiùs, quantò de 1.

veſtri profectûs fruſtratione, ſi fortè quod abſit, callidi hoſtis decepti verſutiis in vanum curreretis, ampliùs doleremus : Hinc eſt quod Nos ſaluti animarum veſtrarum conſulere Cupientes & dilecti filii Hymberti Abbatis Ciſtercii devotis ſupplicationibus
2. inclinati, Ut Confeſſor idoneus *de Ordine veſtro* quem quilibet veſtrûm ad hoc duxerit eligendum, *Confeſſionibus veſtris diligenter auditis*, ab omnibus & ſingulis excommunicationis, ſuſpenſionis & interdicti al iſque Eccleſiaſticis ſententiis, cenſuris & pœnis à Jure vel ab homine quomodolibet latis, quibus quomodolibet ligati fueritis ſeu alter veſtrûm legatus fuerit ; necnon pro commiſſis per vos & quemlibet veſtrûm criminibus, exceſſibus, delictis & peccatis quibuſcumque quantumcumque enormibus, etiamſi talia fuerint propter quæ Sedes Apoſtolica meritò foret conſulenda, *ſemel in mortis articulo* debitam vobis & cuilibet veſtrûm abſolutionem impendere ac pœnitentiam ſalutarem injungere, necnon omnium peccatorum veſtrorum de quibus corde contriti & ore confeſſi fueritis, plenariam remiſſionem necnon ſanctiſſimum Jubilæum, ſivè omnes & ſingulas indulgentias ac plenariam omnium peccatorum veſtrorum remiſſionem per Nos & Prædeceſſores noſtros Romanos Pontifices Chriſti fidelibus perſonaliter anno Jubilæi Romam venientibus & Eccleſias ad hoc ſtatutas & deputatas verè contriti & confeſſi viſitantibus quovis modo conceſſas & quas conſequuntur ac conſequi poſſunt, ac ſi perſonaliter veniretis & eaſdem Eccleſias per tempus ad hoc ſtatutum viſitaretis, ac omnia & ſingula per Nos & Prædeceſſores noſtros pro Jubilæo ſive indulgentiis & remiſſionibus hujuſmodi conſequendis ordinata adimpleretis, conſequeremini & haberetis ſeu conſequi & habere poſſetis, vobis in ſinceritate fidei, unitate ſanctæ Romanæ Eccleſiæ ac obedientiâ & devotione noſtrâ ac ſucceſſorum noſtrorum Romanorum Pontificum canonicè intrantium perſiſtentibus, autoritate Apoſtolicâ concedere valeat, ità tamen quod ſi vobis vel alteri veſtrûm in aliquâ infirmitate gravi remiſſio & Jubilæum ſive indulgentiæ hujuſmodi concedantur & mors indè non ſequatur, nihilominùs abſoluti maneatis & quilibet veſtrûm maneat ut præfertur, ac plenaria remiſſio & Jubilæum ſeu Indulgentiæ hujuſmodi *in vero mortis articulo iterùm impendi poſſint* & vobis ac veſtrûm cuilibet ac ſi alia non præceſſiſſet ſuffragari, devotioni veſtræ tenore præſentium Indulgemus ; ſic tamen quod idem Confeſſor

de his de quibus fuerit alteri satisfactio impendenda, eam vobis & alteri vestrûm ad quem spectabit, per vos & dictum alterum vestrum si supervixeritis aut supervixerit, vel per alios si fortè tunc transiveritis aut transiverit, faciendam injungat quam vos seu dictus alter vestrûm aut illi facere teneamini ut præfertur : Et nè quod absit, propter hujusmodi gratiam procliviores reddamini ad illicita inposterùm committenda, Volumus quod si ex confidentiâ remissionis hujusmodi aliqua fortè alter vestrûm committeret, quoad illa prædicta remissio & Jubilæum sivè indulgentiæ hujusmodi illi nullatenùs suffragentur, præsentibus perpetuis futuris temporibus duraturis. Nulli ergò omninò hominum liceat hanc paginam nostræ concessionis & voluntatis infringere vel ei ausu temerario contraïre : Si quis autem hoc attentare præsumpserit, indignationem omnipotentis Dei & beatorum Petri & Pauli Apostolorum ejus se noverit incursurum. Datum Romæ apud sanctum Petrum anno Incarnationis Dominicæ millesimo quadringentesimo septuagesimo quinto, Idibus Decembris, Pontificatûs nostri anno quinto. (13. Decembre 1475.)

CINQUIE'ME BULLE DU PAPE SIXTE IV. de l'an 1482.

SOMMAIRE.

1. *Le Pape explique deux Bulles des Papes ſes prédeceſſeurs Honoré III. & Martin V. qui ont eſté cy-devant tranſcrites pages 32. & 76. pour l'exemption de payer des Dixmes ni groſſes ni menuës ni novales en faveur de l'Ordre de Ciſteaux, & il les confirme.*
2. *Et deplus, il veut que tous les Monaſteres de l'Ordre jouiſſent de cette exemption.*

SIXTUS EPISCOPUS SERVUS SERVORUM DEI. AD PERPETUAM REI MEMORIAM.

DISPOSITIONE divinâ gregi Dominico quamvis immeriti præsidentes, dum præclara dilectorum filiorum Abbatis

Ciſtercienſis ejuſque Coabbatum & Priorum ac dilectarum in Chriſto filiarum Abbatiſſarum & aliarum perſonarum Ciſtercienſis Ordinis, honeſtatem & merita Deo grata & hominibus accepta, intrà noſtræ mentis arcana recenſemus, & ad commendabiles fructus quibus operoſis eorum miniſteriis erga ipſum Deum & homines hujuſmodi indeſinenter exuberant, noſtros diffundimus cogitatus, vota illa ad exauditionis gratiam favorabiliter admittimus per quæ ipſorum ſtatui & indemnitatibus conſulitur, & quæ in illorum profectum emanaſſe comperimus, præſidio muniminis Apoſtolici libenter ſolidamus, illa etiam pro potiori cautelâ de
1. novo eis concedendo. Sanè pro parte Abbatis, Coabbatum, Priorum, Abbatiſſarum & perſonarum prædictorum Nobis nuper exhibita petitio continebat quòd olìm fœlicis recordationis Honorius Papa III. prædeceſſor noſter, ut nullus ab eis de terris ſuis ante Generale Concilium acquiſitis, etiam de illis quas aliis conceſſerant excolendas & ad eos redierant, ſi eas manibus propriis aut ſumptibus colerent, Decimas exigere aut extorquere præſumeret, inter alia inhibuit; & deindè piæ memoriæ Martinus Papa V. etiam prædeceſſor noſter Venerabilibus fratribus noſtris Archiepiſcopis & dilectis filiis Abbatibus, Prioribus, Decanis, Archidiaconis, Præpoſitis & aliis Eccleſiarum Prælatis ad quos ſuæ ſuper hoc confectæ litteræ pervenirent, expreſsè mandavit ut Abbatem Ciſtercienſem ac omnes & ſingulos Abbates, Priores, Abbatiſſas ac omnia & ſingula Monaſteria necnon ſingulares perſonas dicti Ordinis, præſentia & futura ubicumque pro tempore conſiſtentia, à præſtatione Decimarum tam de poſſeſſionibus habitis ante & poſt Concilium antedictum, quàm de cætero habendis, & tàm de novalibus ſive ante ſive poſt hujuſmodi Concilium acquiſitis & acquirendis quæ propriis ſumptibus excolebant ſeu excolerent, quàm alias quomodocumque & qualitercumque excolerentur, & etiam de illis poſſeſſionibus de quibus aliquis hactenùs percepiſſet, necnon de hortis, virgultis & piſcationibus ſuis ac de ſuorum animalium nutrimentis, ſinguli ipſorum omninò ſervarent immunes; Contradictores per cenſuram Eccleſiaſticam appellatione poſtpoſitâ compeſcendo, invocato ad hoc etiam ſi opus foret, auxilio brachii ſæcularis, prout in ipſorum prædeceſſorum litteris deſuper confectis pleniùs continetur. Cùm autem ſicut eadem petitio ſubjungebat, litteræ ipſæ incipiant vetuſtate conſumi, & propterea de illis ac contentis in eiſdem ſucceſſu

temporis ab aliquibus hæſitari poſſet, pro parte Abbatis Ciſtercienſis, Coabbatum, Priorum, Abbatiſſarum & perſonarum prædictorum Nobis fuit humiliter ſupplicatum, ut Litteras prædictas ac omnia & ſingula in eis contenta pro illorum ſubſiſtentiâ firmiori confirmare & approbare, ac aliàs ipſis in præmiſſis opportunè providere, de benignitate Apoſtolicâ dignaremur. Nos 2.
tranquillitatem & utilitatem ipſius Ordinis ac ſingularum perſonarum ejuſdem ſupremis deſiderantes affectibus, Litteras tam Honorii quàm Martini prædeceſſorum hujuſmodi quarum tenores præſentibus haberi Volumus pro expreſſis, ratas & gratas habentes illas cum omnibus in eis contentis clauſulis, Apoſtolicâ autoritate præſentium tenore Confirmamus & Approbamus ac juxtà omnimodas earum continentias & formas, in ſui roboris firmitate perpetuò ſubſiſtere Decernimus, ſupplentes omnes & ſingulos defectus ſi qui forſan intervenirent in eiſdem. Et nihilominùs pro potiori cautelâ Abbatem Ciſtercienſem ac omnes & ſingulos Abbates, Priores, Abbatiſſas necnon omnia & ſingula Monaſteria præſentia & futura ubilibet exiſtentia ſingulareſque perſonas dicti Ordinis à præſtatione decimarum tàm de poſſeſſionibus habitis ante & poſt Concilium prædictum quàm de cætero habendis, & tam de Novalibus ſive ante ſive poſt Concilium hujuſmodi acquiſitis & acquirendis quæ propriis ſumptibus excolunt & excolent, quàm aliàs quomodocumque & qualitercumque excolantur, & etiam de illis poſſeſſionibus de quibus aliquis hactenùs percepit, necnon de hortis, virgultis & piſcationibus ſuis & de nutrimentis ſuorum animalium, autoritate prædictâ de ſpeciali gratiâ penitùs Eximimus, & exempta fore perpetuò Decernimus per præſentes, dicti Concilii & quibuſcumque aliis conſtitutionibus & ordinationibus Apoſtolicis ceteriſque in contrarium editis etiam juramento, confirmatione Apoſtolicâ vel quacumque firmitate aliâ roboratis nonobſtantibus quibuſcumque. Verùm quia difficile foret præſentes originales Litteras ad ſingula in quibus de eis fides forſan facienda foret loca deferre, Volumus ac dictâ autoritate Decernimus ipſarum tranſumptis alicujus Epiſcopalis aut ſuperioris Eccleſiaſticæ Curiæ ſeu Prælati vel perſonæ in dignitate Eccleſiæ conſtitutæ aut Metropolitanæ vel Cathedralis Eccleſiæ Canonici ſigillo & manu ac ſubſcriptione alicujus Notarii publici munitis, tanquam præſentibus Litteris ſi exhiberentur in Judicio & extrà, plenariam fidem ubilibet adhiberi perindè ac ſi eædem

præſentes litteræ exhibitæ forent vel oſtenſæ. Nulli ergò omninò hominum liceat hanc paginam noſtræ Confirmationis, Approbationis, Suppletionis, Conſtitutionis, Exemptionis, Decreti, Statuti & voluntatis infringere vel ei auſu temerario contraïre : Si quis autem hoc attentare præſumpſerit, indignationem omnipotentis Dei & beatorum Petri & Pauli Apoſtolorum ejus ſe noverit incurſurum. Datum Romæ apud Sanctum Petrum, anno Incarnationis Dominicæ milleſimo quadringenteſimo octuageſimo ſecundo, ſexto Kalendas Octobris, Pontificatûs noſtri anno duodecimo. (26. Septembre 1482.)

Ire BULLE DU PAPE INNOCENT VIII. de l'an 1487.

SOMMAIRE.

1. *Le Pape rapporte une autre Bulle du Pape Jean XXIII. qui avoit déja donné au Chapitre General de Ciſteaux le pouvoir en ſupprimant les Monaſteres d'Hommes & de Religieuſes qui n'ont pas de revenus pour ſubſiſter & y entretenir un nombre ſuffiſant de Sujets ſuivant les Statuts de l'Ordre, de les unir à d'autres ſans en demander la permiſſion à l'Evêque Diocezain, comme il paroiſt par la Bulle même de ce Pape cy-devant inſerée page 71. & 72.*
2. *Il confirme cette Bulle, la renouvelle & accorde de nouveau le même Privilege.*
3. *Et veut de plus, que l'Abbé de Ciſteaux comme ayant en ſoy veritablement tout le pouvoir du Chapitre General hors le temps qu'il eſt aſſemblé, puiſſe auſſi faire ſeul la même choſe & pareillement les Députez & Commiſſaires dudit Chapitre.*

INNOCENTIUS EPISCOPUS SERVUS SERVORUM DEI, AD PERPETUAM REI MEMORIAM.

LICET ea quæ per Sedem Apoſtolicam in favorem præſertim perſonarum ſub ſuavi Religionis jugo Altiſſimo famulantium providè conceſſa fuerunt, inviolabili debeant obſervatione vigere,

vigere, nonnunquam tamen Romanus Pontifex ne ſucceſſu temporis impugnationi ſubjaceant, illa cùm ab eo petitur libenter de novo approbare & confirmare conſuevit, ut eò firmiùs illibata perſiſtant quò magis ſuo fuerint præſidio communita, illa etiam innovando & de novo concedendo prout in Domino conſpicit ſalubriter expedire. Dudùm ſiquidem fœlic. rec. Joannes Papa XXIII. Prædeceſſor noſter volens conſulere paci, tranquillitati & utilitati Abbatum & Monachorum Ciſtercienſis Ordinis, dilectis filiis Abbati Monaſterii Ciſtercii Cabilonenſis Diœceſis Sedi prædictæ immediatè ſubjecti, ejuſque Coabbatibus univerſis in eorum Generali Capitulo quandocumque congregandis, ut quæcumque Monaſteria dicti Ordinis tam Monachorum quàm etiam Monialium & quorum facultates, fructus, reditus & proventus non ſufficerent ad ſuſtentationem tot regularium perſonarum in eiſdem Monaſteriis pro tempore degentium, quot in eis pro augmento divini cultûs ac Miſſis & aliis divinis Officiis celebrandis ſecundùm ejuſdem Ordinis inſtituta, & præmiſſorum & regularium cæremoniarum obſervantiam requirerentur, aliis Monaſteriis Ordinis prædicti commodiori ſuſtentatione degentium in eiſdem & quando pro ſtatu & quiete hujuſmodi perſonarum id noviſſent expedire, cum omnibus juribus & pertinentiis ſuis, unum videlicet alteri Monachorum & aliud alteri Monialium Monaſteriis cujuſcumque taxæ ſeu annui valoris illorum fructus, reditus & proventus forent, unire, annectere & incorporare, ità quod cedentibus vel decedentibus hujuſmodi Monaſteriorum Abbatibus vel Abbatiſſis ſeu Prioribus vel Prioriſſis ſi Monaſteria ipſa per Priores aut Prioriſſas forent folita gubernari, aut ea quomodolibet dimittentibus, liceret aliis Abbatibus & Abbatiſſis ac Prioriſſis quorum Monaſteriis alia ſic vacantia venirent unienda, corporalem poſſeſſionem hujuſmodi vacantium Monaſteriorum uniendorum juriumque & pertinentiarum prædictorum autoritate propriâ apprehendere & perpetuò retinere, ac fructus, reditus & proventus in dictorum Monaſteriorum uſus & utilitatem convertere, Diœceſani loci & cujuſvis alterius licentiâ minimè requiſitâ, per litteras ſuas conceſſit facultatem prout in illis quarum tenores ac ſi de verbo ad verbum præſentibus inſererentur haberi volumus pro ſufficienter expreſſis, pleniùs continetur: Quare pro parte Abbatis Ciſtercii & Conventûs prædictorum nobis fuit humiliter ſupplicatum ut facultatem & litteras prædictas pro 1.

illarum ſubſiſtentiâ firmiori approbare aliaſque in præmiſſis op-
2. portunè providere de benignitate Apoſtolicâ dignaremur ; Nos igitur qui dudùm inter alia voluimus quod petentes beneficia Eccleſiaſtica aliis uniri, tenerentur exprimere verum valorem ſecundum communem æſtimationem tam beneficii uniendi quàm illius cui uniri peteretur, alioquin unio non valeret, & ſemper in unionibus commiſſio fieret ad partes vocatis quorum intereſt, quique Monaſteriorum & aliorum Religioſorum locorum ac perſonarum in illis ſub ſuavi Religionis jugo degentium & præſertim dicti Ordinis quem ob perſonarum illius bonos & exemplares mores ac uberes fructus quos hactenùs in agro militantis Eccleſiæ attulerunt & in dies afferre non ceſſant, præ cæteris in viſceribus gerimus charitatis, ſtatum in melius dirigi noſtris potiſſimè temporibus, ſupremis deſideramus affectibus, præfatos Abbatem Monaſterii Ciſtercii & Conventum eorumque ſingulos à quibuſcumque excommunicationis, ſuſpenſionis & interdicti aliiſque Eccleſiaſticis ſententiis, cenſuris & pœnis à jure vel ab homine quavis occaſione vel causâ latis ſi quibus quomodolibet innodati exiſtunt, ad effectum præſentium dumtaxat conſequendum harum ſerie abſolventes & abſolutos fore cenſentes, facultatem & litteras prædictas ac prout illas concernunt, omnia & ſingula in eis contenta & indè ſecuta quæcumque, autoritate Apoſtolicâ & ex certâ noſtrâ ſcientiâ tenore præſentium Approbamus & Confirmamus ac plenum & perpetuæ firmitatis robur obtinere debere Decernimus, ſupplentes omnes & ſingulos tam juris quàm facti defectus ſi qui forſan intervenerint in eiſdem ; Proque potioris cautelæ ſuffragio facultatem & litteras prædictas Innovamus & in omnibus & per omnia modo & formâ præmiſſis autoritate & ſcientiâ præfatis de novo Concedimus : Ac
3. etiam Volumus & Ordinamus quod Abbas Monaſterii Ciſtercii pro tempore exiſtens, ceſſante Capitulo Generali (cùm penes eum omnis autoritas hujuſmodi Capituli remaneat) ac etiam ab ipſo Capitulo deputandi, præmiſſa omnia & ſingula facere & exequi poſſint, nonobſtantibus voluntate noſtrâ prædictâ ac aliis Conſtitutionibus & Ordinationibus Apoſtolicis, necnon quibuſvis de Monaſteriis prædictis per nos & Sedem prædictam pro tempore factis generalibus vel ſpecialibus reſervationibus ac revocationibus ſimilium facultatum forſan hactenùs à Sede prædictâ ſub quibuſvis verborum formis & clauſulis etiam deroga-

L'Abbé de Ciſteaux a toute l'autorité du Chapitre, le Chapitre ne tenant pas.

toriarum derogatoriis emanatis & emanandis inpoſterùm, ſtatutis quoque & conſuetudinibus Monaſteriorum & Ordinis prædictorum juramento, confirmatione Apoſtolicâ vel quavis firmitate aliâ roboratis ac omnibus illis quæ idem Joannes Prædeceſſor in litteris prædictis voluit non obſtare cæteriſque contrariis quibuſcumque. Nulli ergò omninò hominum liceat hanc paginam noſtræ abſolutionis, approbationis, confirmationis, conſtitutionis, ſuppletionis, innovationis, conceſſionis, voluntatis & ordinationis infringere vel ei auſu temerario contraïre : Si quis autem hoc attentare præſumpſerit, indignationem omnipotentis Dei ac beatorum Petri & Pauli Apoſtolorum ejus ſe noverit incurſurum. Datum Romæ apud ſanctum Petrum anno Incarnationis Dominicæ milleſimo quadringenteſimo octuageſimo ſeptimo, IV. Idus Auguſti, Pontificatûs noſtri anno tertio. (10. Aouſt 1487.)

IIE BULLE DU PAPE INNOCENT VIII. de l'an 1487.

SOMMAIRE.

1. *Tous les Monaſteres & toutes les perſonnes de l'Ordre de Cîteaux ſont depuis l'origine & la fondation de l'Ordre ſous la juriſdiction immediate du Saint Siege, avec une exemption entiere de celle des Evêques Dioceſains & autres Ordinaires.*
2. *Le Pape confirme cette exemption totale & la donne de nouveau dans des termes generaux ſans aucune exception, & qu'il explique même en détail.*
3. *Il declare nul tout ce qui pourroit eſtre fait & entrepris au contraire.*

INNOCENTIUS EPISCOPUS SERVUS SERVORUM DEI. AD PERPETUAM REI MEMORIAM.

AD Romani Pontificis ſpectat Officium ſuorum prædeceſſorum inhærendo veſtigiis, illa quæ per ipſos prædeceſſores laudabiliter ac providâ ratione pro ſtatu & quiete perſonarum ſub

Cette Bulle eſt rapportée au grand Bullaire Romain pour la neuviéme Conſtitution de ce Pape.

regulari obſervantiâ aſſiduè ſtudio piæ vitæ vacantium geſta ſunt; ut majorem obtineant roboris firmitatem quo ſæpiùs fuerint Apoſtolico præſidio communita, ſui præſidii munimine roborare ac illa etiam de novo concedere, prout rationabiles cauſæ ſuadent & id in Domino conſpicit ſalubriter expedire.

1. Sanè pro parte dilectorum filiorum Joannis Ciſtercii Cabilonenſis Diœceſis aliorumque Ciſtercienſis Ordinis Monaſteriorum Abbatum & Conventuum eorumdem nobis nuper exhibita petitio continebat, quod licèt ipſi eorumque ac dicti Ordinis Monaſteria tam virorum quàm mulierum & alia religioſa loca & membra ac Monachi, Moniales, vaſſalli, ſubditi & eis ſervientes, bonaque omnia jamdudùm per plures Romanos Pontifices prædeceſſores noſtros ſub ipſorum Pontificum & Apoſtolicæ Sedis protectione recepti & recepta ac Sedi prædictæ immediatè ſubjecti & ſubjecta, necnon ab omni juriſdictione ordinariâ exempti & exempta fuerint, eiſque conceſſum extiterit ut ad præſtationem aliquarum collectarum ſeu ſubſidiorum aut procurationum & aliarum exactionum per Sedem prædictam ſeu ejus Legatos aut ipſorum autoritate & mandato ſeu per locorum Ordinarios vel alios pro tempore impoſitorum non tenerentur, tamen deſiderant pro majori eorum quiete præmiſſis receptioni, ſubjectioni & aliis prædictis etiam noſtræ approbationis robur adjici, illaque omnia etiam per nos eis de novo concedi. Quare pro parte Abbatum & Conventuum prædictorum nobis fuit humiliter ſupplicatum ut receptioni, exemptioni & ſubjectioni prædictis ac ſingulis deſuper confectis litteris, pro illorum ſubſiſtentiâ firmiori robur noſtræ approbationis adiicere ac eos necnon Monaſteria, loca, membra, Monachos, Moniales, vaſſallos, ſubditos, ſervientes & bona omnia hujuſmodi, de novo ſub noſtrâ & Sedis prædictæ protectione ſuſcipere ac ab hujuſmodi juriſdictione perpetuò eximere & totaliter liberare aliàſque in præmiſſis opportunè providere de benignitate Apoſtolicâ dignaremur.

2. Nos igitur qui in ſingulorum ſub regulari obſervantiâ piæ vitæ ſtudio vacantium quiete reficimur, Cupientes ut Religioſi dicti Ordinis quos præ cæteris propter uberes fructus quos in militanti Eccleſiâ continuè bonis eorum operibus afferunt, in viſceribus gerimus charitatis, eò liberiùs divinis beneplacitis inſiſtere poſſint, quò à Sede prædictâ majori libertatis privilegio noverint ſe communitos, hujuſmodi ſupplicationibus inclinati: Receptio-

nem, exemptionem, ſubjectionem ac ſingulas deſuper confectas litteras cum omnibus & ſingulis in eis contentis clauſulis, autoritate Apoſtolicâ & ex certâ ſcientiâ tenore præſentium Approbamus ac perpetuæ & inviolabilis firmitatis robur obtinere Decernimus, ſupplentes omnes & ſingulos defectus ſi qui forſan intervenerint in eiſdem.

Et nihilominùs pro potioris cautelæ ſuffragio, Monaſteria, loca, membra, bona omnia prædicta præſentia & futura, Abbates, Abbatiſſas, Monachos, Moniales, vaſſallos, ſubditos & ſervientes præfatos nunc & pro tempore exiſtentes, autoritate & ſcientiâ præfatis ſub beati Petri & Sedis prædictæ atque noſtrâ protectione ſuſcipimus ac ab omni juriſdictione, ſuperioritate, correctione, viſitatione, dominio & poteſtate Archiepiſcoporum, Epiſcoporum & aliorum Judicum ordinariorum eorumque Vicariorum & Officialium quorumcumque; Necnon à ſolutione ſubſidiorum etiam charitativorum, procurationum, collectarum & aliarum exactionum hujuſmodi pro tempore imponendarum, autoritate & ſcientiâ præfatis perpetuò prorsùs Eximimus & totaliter Liberamus, ac Nobis & Sedi prædictæ immediatè Subjicimus, ita quòd Archiepiſcopi, Epiſcopi, Ordinarii, Vicarii, Judices & Officiales prædicti, etiam ratione delicti aut contractûs vel rei de qua ageretur ubicumque committatur delictum, iniatur contractus aut res ipſa conſiſtat, nullam in eos & eorum aliquem aut Monaſteria, membra & bona prædicta tanquam prorsùs exemptos & exempta, juriſdictionem, correctionem, ſuperioritatem, dominium vel poteſtatem exercere aut excommunicationis, ſuſpenſionis vel interdicti aut quaſvis alias ſententias, cenſuras & pœnas Eccleſiaſticas promulgare præſumant ſeu poſſint aut debeant quoquomodo: Nec ipſi ſic exempti coràm illis aut ipſius Sedis delegatis vel ſubdelegatis, niſi in litteris eis pro tempore directis, de præſentibus ſpecialis, ſpecifica & expreſſa ac de verbo ad verbum mentio fiat, ad judicium evocari aut quovis modo directè vel indirectè moleſtari poſſint.

Explication de l'exemption de l'Ordre de Ciſteaux de la juriſdiction des Ordinaires & de toutes taxes qu'ils voudroient impoſer, le Pape l'approuve & la donne de nouveau.

Decernentes omnes & ſingulos proceſſus, ſententias, cenſuras & pœnas, quos & quas per Archiepiſcopos, Epiſcopos, Ordinarios, Judices, Vicarios & Officiales prædictos ſeu eorum aliquem, contrà Abbates & alios exemptos necnon Monaſteria & loca hujuſmodi etiam exempta ut præfertur, haberi vel promulgari necnon quicquid ſecùs ſuper his ab eis & alio quoquam

quavis autoritate, ſcienter vel ignoranter contigerit attentari, irrita & inania nulliuſque roboris vel momenti. Nonobſtantibus fœlicis recordationis Innocentii Papæ IV. etiam prædeceſſoris noſtri, quæ incipit Volentes & aliis Conſtitutionibus & Ordinationibus Apoſtolicis Statutis quoque & Conſuetudinibus Monaſteriorum & Ordinis prædictorum, juramento, confirmatione Apoſtolicâ vel quavis firmitate aliâ roboratis, necnon omnibus illis quæ in ſingulis litteris prædictis conceſſum eſt non obſtare cæteriſque contrariis quibuſcumque. Verùm quià difficile foret præſentes litteras ad ſingula quæque loca in quibus expediens foret deferre, Volumus & præfatâ autoritate Decernimus quod illarum tranſumptis manu publici Notarii indè rogati ſubſcriptis & ſigillo alicujus Curiæ Eccleſiaſticæ aut perſonæ in dignitate Eccleſiaſticâ conſtitutæ munitis, ea prorsùs in Judicio & extrà, & alias ubilibet fides adhibeatur quæ præſentibus adhiberetur, ſi eſſent exhibitæ vel oſtenſæ. Nulli ergò omninò hominum liceat hanc paginam noſtræ approbationis, decreti, ſuppletionis, ſuſceptionis, exemptionis, liberationis, ſubjectionis, Conſtitutionis & voluntatis infringere vel ei auſu temerario contraïre : Si quis autem hoc attentare præſumpſerit, indignationem omnipotentis Dei ac beatorum Petri & Pauli Apoſtolorum ejus ſe noverit incurſurum. Datum Romæ apud Sanctum Petrum, anno Incarnationis Dominicæ M. CCCC. LXXXVII. tertio Kalend. Septembris, Pontificatûs noſtri anno tertio. (30. Aouſt 1487.)

IIIME BULLE DU PAPE INNOCENT VIII. de l'an 1489.

SOMMAIRE.

1. *Suivant d'anciens Privileges accordez par les Papes à l'Ordre de Ciſteaux, l'Abbé de Ciſteaux & les Abbez de ſes quatre premieres Filles ſont dans l'uſage & la poſſeſſion de conferer les quatre Mineurs aux Religieux de l'Ordre, de benir toutes ſortes d'Ornemens d'Egliſe, d'officier en habits Pontificaux & de donner ſolemnellement la benediction dans les Egliſes des Monaſteres & aux autres qui en dépendent, & de reconcilier celles qui auroient eſté polluës.*
2. *Le Pape leur confirme cet uſage & leur donne le pouvoir de benir dans les Monaſteres de l'Ordre ces Ornemens & même de conſacrer les Calices, même ceux qui leur ſeront apportez d'ailleurs, comme auſſi les Autels érigez de nouveau, & de donner la benediction ſolennelle dans toutes les Egliſes des Monaſteres & Maiſons dudit Ordre.*
3. *De plus il leur accorde le pouvoir & donne le privilege de conferer aux Religieux de l'Ordre le Soudiaconat & le Diaconat, avec cette difference que ce pouvoir à l'égard de l'Abbé de Cîteaux, s'étend à tous les Religieux de l'Ordre, & qu'il eſt reſtraint pour les autres aux Religieux Profez de leurs quatre Monaſteres.*
4. *Il leur permet auſſi de dire ou faire dire la Meſſe avant le jour devant eux en cas de quelque beſoin preſſant.*
5. *Et enfin il donne à l'Abbé de Ciſteaux ſeul le pouvoir de conferer la benediction abbatiale à tous les Abbez & Abbeſſes de l'Ordre : ce pouvoir a eſté depuis étendu à ſes Deleguez & Vicaires, comme on le verra dans la ſuite.*

INNOCENTIUS Epiſcopus ſervus ſervorum Dei. Dilecto filio Joanni Abbati Monaſterii Ciſtercii Cabilonenſis Diœceſis Salutem & Apoſtolicam Benedictionem. Expoſcit tuæ devotionis ſinceritas & Religionis prometeretur honeſtas ut tàm te quem

ſpeciali dilectione proſequimur, quàm tuum & alia quatuor principalia tui Ciſtercienſis Ordinis Monaſteria poſt & per dictum Monaſterium tuum immediatè fundata (primas quatuor illius filias nuncupata) condignis honoribus attollamus ac ſpecialibus favoribus & gratiis proſequamur : Cùm itaque ſicut exhibita nobis nuper pro parte tuâ petitio continebat, ex Privilegiis & Indultis Apoſtolicis Tibi & aliorum quatuor Monaſteriorum prædictorum Abbatibus pro tempore exiſtentibus, Ut omnes Ordines minores perſonis Ordinis ejuſdem intrà Monaſteria prædicta conferre, ac pallas altaris & omnia ornamenta Eccleſiaſtica benedicere, ac mitrâ & annulo & aliis Pontificalibus inſigniis uti, necnon in ipſis & aliis Monaſteriis & Prioratibus illis ſubjectis ac Parochialibus & aliis Eccleſiis ad eos communiter vel diviſim pertinentibus quamvis eis pleno jure non ſubeſſent, benedictionem ſolemnem poſt Miſſarum, Veſperarum & Matutinarum ſolemnia, dummodò in benedictione hujuſmodi aliquis Antiſtes vel Apoſtolicæ Sedis Legatus præſens non foret, elargiri, ac Eccleſias & Monaſteria dicti Ordinis quoties foret opportunum, dummodò ex homicidio illa polluta non fuerint reconciliare (aquâ priùs per aliquem catholicum Antiſtitem ut moris eſt benedictâ) obtenta valerent diverſis vicibus ac partibus quandòque ſigillatim quandoque ſimul, prout ipſa privilegia edocent conceſſum fuerit, & ab aliquibus hæſitetur an Tu & dicti Abbates pallas & alia ornamenta hujuſmodi extrà ipſius Ordinis Monaſteria & etiam illa quæ ad Monaſteria & loca dicti Ordinis non ſpectarent, & an poſſint in quibuſlibet aliis Monaſteriis & locis dicti Ordinis utriuſque ſexûs benedicere, licèt Abbates Prædeceſſores & tanto tempore citrà cujus contrarii hominum memoria non extitit, præmiſſa omnia ſeu majorem partem facere conſueverint.

1. Permiſſion de conferer les quatre moindres, de benir les Ornemens & d'officier Pontificalement &c.

2. Nos qui Ordinem ipſum præ cæteris in viſceribus gerimus charitatis & illum intendimus non minoribus gratiis & privilegiis quàm Prædeceſſores noſtri fecerint decorare, Tuis in hac parte ſupplicationibus inclinati : Tibi & ſucceſſoribus tuis ac dictis Abbatibus aliorum quatuor Monaſteriorum prædictorum nunc & pro tempore exiſtentibus, Ut de cætero perpetuis futuris temporibus prædicta & quæcumque alia veſtimenta ac ornamenta Eccleſiaſtica (corporalibus vaſculiſque ad reponendum ſacram Euchariſtiam ac imaginibus quibuſlibet comprehenſis) in locis & Domibus dicti Ordinis benedicere & calices conſecrare

Confirmation de cet uſage & poſſeſſion.

tam

tàm de dicto Ordine quàm ſi ad vos aliundè nonnunquam deferantur, altaria de novo conſtructa ſeu tranſlata, reſtaurata aut mutata in quibuſlibet locis dicti Ordinis (Chriſmate ſacro priùs ab aliquo Catholico Antiſtite recepto) conſecrare & etiam benedictionem ſolemnem poſt Miſſarum, Veſperarum & Matutinarum ſolemnia in quibuſlibet Monaſteriis, Domibus atque locis dicti Ordinis utriuſque ſexûs, ſervatis gradibus ſuperioritatis inter vos elargiri.

Pouvoir de conſerer les Ordres de Diacre & Soudiacre.

Ac ne Monachi dicti Ordinis pro ſuſcipiendis Subdiaconatûs & Diaconatûs Ordinibus extrà clauſtrum hinc indè diſcurrere cogantur, Tibi & ſucceſſoribus tuis ut quibuſcumque dicti Ordinis 3. Monachis, aliis verò quatuor Abbatibus præfatis ac eorum ſucceſſoribus, ut ſuorum Monaſteriorum prædictorum Religioſis quos ad id idoneos repereritis, Subdiaconatûs & Diaconatûs Ordines hujuſmodi aliàs ritè conferre; ac cùm negotiorum qualitas pro 4. tempore ingruentium id exegerit, anteaquam illuceſcat dies circà tamen diurnam lucem, ità quod id nec vobis nec Sacerdoti taliter in præſentiâ veſtrâ celebranti ad culpam valeat imputari, Miſſam in veſtrâ & cujuſlibet veſtrûm ac familiarium veſtrorum vobiſcum præſentiâ per voſmetipſos celebrare & per alium Sacerdotem idoneum facere celebrari. Et quia interdum propter mu- 5. nus benedictionis quod per Epiſcopos Abbatibus & Abbatiſſis dicti Ordinis impenditur, contentiones ac privilegiorum Ordinis veſtri læſiones oriuntur ſub eo prætextu quod Epiſcopi præfati ex impenſione muneris hujuſmodi prætendunt aliquam poſtmodum in eos & eorum Monaſteria juriſdictionem & ſuperioritatem contrà dicti Ordinis veſtri privilegia habere, Tibi & ſucceſſoribus tuis prædictis dumtaxat, ut munus benedictionis hujuſmodi quibuſcumque dicti Ordinis Abbatibus & Abbatiſſis impendere ac Abbatibus & Abbatiſſis prædictis ut dictum munus à Te & ſucceſſoribus tuis præfatis recipere liberè ac licitè poſſitis & poſſint, Apoſtolicâ & ex certâ ſcientiâ tenore præſentium de ſpeciali dono gratiæ Indulgemus, Nonobſtantibus Conſtitutionibus & Ordinationibus Apoſtolicis necnon omnibus illis quæ in litteris privilegiorum & indultorum hujuſmodi conceſſum eſt non obſtare cæteriſque contrariis quibuſcumque: Proviſo quod hujuſmodi conceſſione antè diem celebrandi ſeu celebrari faciendi, parcè utamini quia cùm in altaris officio immoletur Dominus noſter Dei filius Jeſus Chriſtus qui candor eſt Lucis æternæ, congruit hoc

Pouvoir à l'Abbé de Cîteaux de benir les Abbez & Abbeſſes dans tout l'Ordre.

non noctis tenebris fieri ſed in luce. Verùm quia difficile foret præſentes Litteras ad ſingula quæque loca in quibus expediens fuerit deferre, Volumus & præfatâ autoritate Decernimus quod illarum tranſſumptis manu publici Notarii indè rogati ſubſcriptis & ſigillo tuo aut alicujus Curiæ Eccleſiaſticæ ſeu perſonæ in Eccleſiaſticâ dignitate conſtitutæ munitis, ea prorſus fides indubia adhibeatur quæ præſentibus adhiberetur ſi eſſent exhibitæ vel oſtenſæ. Nulli ergò omninò hominum liceat hanc paginam noſtræ conceſſionis, voluntatis & Conſtitutionis infringere vel ei auſu temerario contraïre : Si quis autem hoc attentare præſumpſerit, indignationem omnipotentis Dei & beatorum Petri & Pauli Apoſtolorum ejus ſe noverit incurſurum. Datum Romæ apud ſanctum Petrum anno Incarnationis Dominicæ milleſimo quadringenteſimo octuageſimo nono, v. Idus Aprilis, Pontificatûs noſtri anno quinto. (9. Avril 1489.)

IVE BULLE OU BREF DU PAPE Innocent VIII. de l'an 1489.

SOMMAIRE.

Le Pape addreſſe ſa Bulle à tous les Abbez, Abbeſſes, Prieurs & autres perſonnes de l'Ordre de Ciſteaux, même aux Abbez Commendataires, pour leur donner avis que l'Abbé de Ciſteaux s'eſtant chargé à la priere du Chapitre General, de viſiter les Monaſteres de l'Ordre en pluſieurs Provinces, il leur ordonne tres-expreſſément de le recevoir tous pretextes ceſſans & d'obéir aux Reglemens qu'il fera, en le reconnoiſſant pour leur Pere Abbé & leur veritable Superieur General, de la maniere qu'il convient à un General ; & pareillement de recevoir ſes Commiſſaires & Députez, ſous peine d'excommunication & d'encourir les peines & cenſures mentionnées dans les Statuts de l'Ordre.

INNOCENTIUS Papa VIII. univerſis & ſingulis Abbatibus, Abbatiſſis, Prioribus, Commendatariis ac quibuſlibet Regularibus perſonis Monaſteriorum Ordinis Ciſtercienſis ſalutem &

Apoſtolicam Benedictionem. Aliàs percipientes quod Monaſteria veſtri Ordinis Ciſtercienſis utriuſque ſexûs præſertim citrà montes reformatione & correctione non modicâ indigebant, Nos qui ab ineunte ætate Ordinem ipſum non mediocriter dileximus & diligimus, per alias noſtras litteras dilectis filiis Capitulo Generali ejuſdem Ordinis ſub certis Cenſuris dedimus in mandatis quatenùs unum notabilem ex Abbatibus dicti Ordinis ad partes ipſas citrà montes mitterent qui Monaſteria & loca utriuſque ſexûs ejuſdem Ordinis viſitaret & ea quæ reformanda forent juxtà ſtatuta, privilegia, diffinitiones & morem dicti Ordinis reformaret prout in dictis Litteris pleniùs continetur : Quibus quidem Litteris Capitulo prædicto præſentatis, Capitulum ipſum & illius Diffinitores ſtatuerunt & ordinarunt ut dilectus filius Joannes Abbas Ciſtercienſis, etiam attento quod nonnulli Conventus dictorum Monaſteriorum citrà montes exiſtentium ab obedientiâ Capituli Generalis & à ſtatutis, conſuetudinibus, privilegiis & obſervantiâ dicti Ordinis ſe ſubtrahere nitebantur, ad partes iſtas citrà montes perſonaliter ſe transferret & Monaſteria & loca dicti Ordinis illorumque Abbates & fratres viſitaret & ea quæ reformanda & corrigenda reperiret, reformaret & corrigeret; & ad hunc finem dictus Abbas Ciſtercienſis noſtro ſe conſpectui præſentavit multas ipſius Ordinis neceſſitates & jacturas tàm ſpirituales quàm temporales nobis exponens & remedia quærens opportuna : Quare Nos attendentes hujuſmodi viſitationis & reformationis opus ſummè eſſe neceſſarium & utile, Vobis & cuilibet veſtrûm in virtute ſanctæ obedientiæ & ſub excommunicationis latæ ſententiæ pœnâ, quam ſi contrà feceritis, eo ipſo vos & quemlibet veſtrûm incurrere Volumus, diſtrictè præcipiendo Mandamus quatenùs receptis præſentibus Litteris (ceſſantibus quibuſcumque exceptionibus, dilationibus & ſubterfugiis) ipſum Joannem Abbatem tanquam Caput dicti Ordinis & Patrem Abbatem veſtrum ac totius Ordinis veſtri Generalem recipiatis, & uti decet Abbatem Generalem cum debitis honore & reverentiâ tractetis, & ab ipſo ac ab ejus Commiſſariis vos & Monaſteria veſtra viſitari, corrigi & reformari juxtà dicti Ordinis ſtatuta, privilegia & diffinitiones benignè ſuſcipientes, ipſis in omnibus obediatis; Contradictores autem & rebelles ſeu inobedientes aut differentes ſivè impedientes & quemlibet ipſorum excommunicationis ſententiam & alias pœnas & cenſuras in ſtatutis, privilegiis & ordinationibus Ordinis & Capituli

Ordre du Pape de recevoir l'Abbé de Ciſteaux comme Pere, Chef & General de l'Ordre, & de luy obeïr en tout.

Generalis prædictorum contentas eo ipſo incurrere volumus : Conſtitutionibus & Ordinationibus Apoſtolicis ac quibuſvis Indultis & Privilegiis autoritate Apoſtolicâ in contrarium forſan factis cæteriſque contrariis non obſtantibus quibuſcumque, invocato ſi opus fuerit, ad id auxilio, conſilio & favore brachii ſæcularis. Datum Romæ apud ſanctum Petrum ſub annulo Piſcatoris, die XXII Aprilis anno milleſimo quadringenteſimo octuageſimo nono, Pontificatûs noſtri anno quinto. Ja. Picherier.

Ve BULLE DU PAPE INNOCENT VIII. de l'an 1489.

SOMMAIRE.

1. *Le Pape fait l'éloge de l'Ordre de Ciſteaux.*
2. *Il louë principalement & décrit la maniere de tenir en l'Abbaye de Ciſteaux qui en eſt l'origine & le principe, l'Aſſemblée du Chapitre General dans lequel l'Abbé de Ciſteaux aſſiſte comme en eſtant le Chef, & tous les autres Abbez qui y viennent de toutes les Provinces de la Chreſtienté, en ſont comme les membres.*
3. *Il entre dans le détail de ce qui s'y fait pour tout ce qui concerne le bon & heureux gouvernement de l'Ordre, & explique les reglemens qui s'y font, les affaires qui s'y traitent & qui s'y terminent, les corrections qu'il faut juſqu'à y dépoſer des Abbez & des Abbeſſes qui l'ont merité, & les Commiſſions qu'il donne ſoit pour viſiter ſoit pour juger des affaires concernant toutes ſortes de nations.*
4. *Le Pape déplore le miſerable état de l'Ordre cauſé par les Commendes qui s'y ſont introduites, & par les appellations que l'on commence d'interjetter au Saint Siege, des Ordonnances des Superieurs : à quoy deſirant pourvoir par la conſideration particuliere qu'il a pour ledit Ordre.*
5. *Il défend tres-expreſſément ſous peine de nullité & d'excommunication à toutes les perſonnes de l'Ordre, d'appeller hors d'iceluy non pas même au Saint Siege, des Ordonnances & Reglemens faits par l'Abbé de Ciſteaux, ſes députez & les autres Superieurs, declarant nulles & frivoles leurs appellations.*

6. *Et deplus, il défend à tous les Officiers de la Chambre Apoſtolique, de rien faire ni expedier au préjudice de cette Bulle.*

INNOCENTIUS EPISCOPUS SERVUS SERVORUM DEI. AD PERPETUAM REI MEMORIAM.

ET ſi pro cunctorum ſub regulari obſervantiâ aſſiduè ſtudio piæ vitæ Domino famulantium ſtatu proſperè & ſalubriter dirigendo ex commiſſo Nobis deſuper Apoſtolicæ ſervitutis officio paternis teneamur curis intendere, ad Religioſos tamen Ciſtercienſis Ordinis quos præ cæteris ob eorum bonos & exemplares mores ac uberes fructus quos in agro militantis Eccleſiæ hactenùs afferre non ceſſarunt prout in dies non ceſſant, in viſceribus gerimus charitatis, dirigimus oculos noſtræ mentis & ad ea per quæ Religioſorum eorumdem ac Monaſteriorum & locorum dicti Ordinis indemnitatibus conſulitur, ac quæ ex eis reformatione pro tempore indigere noſcuntur, ſublatis quibuſvis obſtaculis & ſubterfugiis debitè per eorum ſuperiores juxtà regularia dicti Ordinis inſtituta ac privilegia tam per nos quàm alios Romanos Pontifices Prædeceſſores noſtros deſuper providâ deliberatione conceſſa reformari poſſint, libenter interponimus ſollicitudinis noſtræ partes ac opportunæ proviſionis remedia favorabiliter adhibemus prout id in Domino conſpicimus ſalubriter expedire. 1.

Sanè dudùm pro conſervatione & augmento Ciſtercienſis Ordinis qui à ſuj primævâ inſtitutione plurimùm inter cæteros Ordines obſervantiæ regularis floruit ac ſuos palmites in agro militantis Eccleſiæ per diverſas orbis partes ob Religioſorum dicti Ordinis doctrinam, vitæ ſanctimoniam ac bonos & exemplares mores longè latèque diſſeminavit, ex Privilegiis & Ordinationibus Apoſtolicis ac etiam regularibus dicti Ordinis Inſtitutis providè Statutum & Ordinatum fuit ut ſingulis annis in Monaſterio Ciſtercienſi Cabilonenſis Diœceſis (quod dicti Ordinis Ciſtercienſis caput, origo & fundamentum exiſtit) Capitulum ipſius Ciſtercienſis Ordinis Generale celebretur, ad quod Abbas dicti Monaſterii Ciſtercii pro tempore exiſtens ut Caput, & alii ipſius Ciſtercienſis Ordinis Abbates de omnibus ferè Mundi partibus ut membra conveniunt; in quo diverſa Ordinis prædicti negotia ſtatum & directionem illius ac perſonarum dicti Ciſtercienſis 2.

Reglement de l'Ordre pour la tenuë du Chapitre General, avec ce qui doit s'y faire.

3.

Ordinis concernentia per Diffinitores dicti Capituli tractantur, diffiniuntur, ordinantur & terminantur, errores corriguntur & quæ reformatione indigent, reformantur & ad ſtatum debitum reducuntur, ac Viſitatores de Ordine ipſo Ciſtercienſi ad viſitandum Monaſteria tàm virorum quàm Monialium ejuſdem Ciſtercienſis Ordinis in diverſis mundi partibus conſtituta deputantur etiam cum pleniſſimâ facultate & poteſtate reformandi, corrigendi, puniendi & ſi demerita id exegerint, Abbates Abbatiali & Abbatiſſas Abbatiſſali dignitatibus, ac alias adminiſtrationes & officia in dictis Monaſteriis obtinentes officiis & adminiſtrationibus eorum privandi & eis de aliis perſonis idoneis juxta ipſius Ciſtercienſis Ordinis inſtituta regularia providendi.

4. Le Pape reconnoiſt que de porter les affaires hors de l'Ordre, c'eſt ſa veritable ruine.

Verum quià à certis temporibus citrà, quamplura ex dicti Ciſtercienſis Ordinis Monaſteriis atque locis diverſis perſonis Eccleſiaſticis Sæcularibus & Regularibus commendata fuerunt, & propterea in ipſis Monaſteriis atque locis pro majori parte regularis obſervantia & priſtina vivendi norma defecerunt, ac in monaſteriis atque locis prædictis Religioſi ſecundùm ipſius Ordinis Ciſtercienſis Obſervantiam regularem viventes non habentur, & Commendatarii prædicti ac etiam diverſorum aliorum dicti Ciſtercienſis Ordinis Monaſteriorum Abbates & Abbatiſſæ ac Priores & Monachi illorum normam & diffinitiones ejuſdem Ordinis Ciſtercienſis minimè obſervantes, dum per dictos Viſitatores viſitantur, viſitationem, correctionem & punitionem ipſorum Viſitatorum cupientes evitare, ad impediendum Viſitationem hujuſmodi ſæpenumero ab hujuſmodi viſitationibus, correctionibus, depoſitionibus & aliis per dictos Viſitatores pro tempore factis ad Sedem Apoſtolicam appellationes interponunt, & hujuſmodi appellationum cauſas per Sedem prædictam diverſis judicibus delegatis tam in Romanâ Curiâ quàm extrà eam committi ac Viſitatoribus præfatis inhiberi procurant, ex viſitationibus hujuſmodi quæ occaſione dictarum appellationum impediuntur, effectus debitus ſuccedere non poteſt; ſicque delicta remanent impunita, Monaſteria & regularia loca dicti Ciſtercienſis Ordinis non reformantur, & impunitas aliis præbet incentivum delinquendi; cùm Abbas dicti Monaſterii Ciſtercii pro tempore exiſtens ac dicti Ordinis Ciſtercienſis Viſitatores tot diverſis litigiorum anfractibus fatigati, hujuſmodi appellationum cauſas proſequi non poſſint; ex quo nedum majoribus ſed unicuique etiam cujuſcumque inferioris condi-

tionis tribuitur in dies audacia appellandi & dictum Ciſtercienſem Ordinem diverſis litigiorum anfractibus & expenſis involvendi, non ſine magno ipſius Ciſtercienſis Ordinis præjudicio & detrimento & pernicioſo exemplo & ſcandalo plurimorum; & niſi provideatur quod in dicto Ordine Ciſtercienſi ſit vera unio & obedientia debita Superioribus exhibeatur, ac viſitationes & reformationes hujuſmodi juxtà ſanctorum Patrum decreta ac privilegia Apoſtolica & regularia dicti Ciſtercienſis Ordinis inſtituta (ſublatis quibuſvis impedimentis) debitè fieri poſſent, veriſimiliter brevi de totali dicti Ciſtercienſis Ordinis ruinâ & deſolatione eſt formidandum.

Nos igitur qui dictum ordinem Ciſtercienſem præ cæteris ſemper in viſceribus g[illegible]mus & gerimus charitatis, & illum nedùm conſervari ſed in melius dirigi noſtris potiſſimè temporibus ſupremis deſideramus affectibus, in præmiſſis de opportuno remedio prout tenemur, providere Volentes aliorum Prædeceſſorum noſtrorum Romanorum Pontificum qui providè per dicti Ordinis Ciſtercienſis perſonas extrà ipſum Ordinem Ciſtercienſem ſub amiſſionis juris rei ſuper quâ contenderetur ac aliis pœnis tunc expreſſis appellari non poſſe voluerunt, veſtigiis inhærentes motu proprio non ad alicujus nobis ſuper hoc oblatæ petitionis inſtantiam, ſed de noſtrâ merâ liberalitate & deliberatione maturâ ac ex certâ ſcientiâ & de Apoſtolicæ poteſtatis plenitudine, hujus perpetuæ & irrefragabilis Conſtitutionis Edicto autoritate Apoſtolicâ tenore præſentium, Statuimus, Decernimus & Ordinamus quod deinceps perpetuis futuris temporibus ab Abbate dicti Monaſterii Ciſtercii pro tempore exiſtente aut Viſitatoribus per ipſum Abbatem aut Capitulum Generale dicti Ciſtercienſis Ordinis pro tempore deputatis, & ab eorum reformationibus, correctionibus, privationibus & depoſitionibus pro tempore factis nullatenùs extrà dictum Ciſtercienſem Ordinem, etiam ad Sedem prædictam niſi à dicto Capitulo Generali ac pro notoriâ & manifeſtâ injuriâ & in eventu denegatæ juſtitiæ ſecundùm formam & tenorem Privilegiorum & Statutorum ipſius Ciſtercienſis Ordinis, liceat Abbatibus, Abbatiſſis, Prioribus, Prioriſſis, Monachis & aliis perſonis dicti Ciſtercienſis Ordinis ac Commendatariis quibuſcumque Monaſteriorum & locorum Ciſtercienſis Ordinis ejuſdem quovis modo appellare, Decernentes appellationes per eos ſic pro tempore etiam ad Sedem prædictam inter-

5.

Le Pape défend d'appeller hors de l'Ordre même au Saint Siege, des Ordonnances, Corrections, & Reglemens qui ſont faits par les Superieurs; & aux Officiers de la Cour Romaine de recevoir les appellations.

poſitas frivolas, irritas & inanes, ac eos amiſſionis juris quod eis in Monaſteriis, Prioratibus & locis ſic viſitatis vel ad alia quomodolibet competierit, pœnam & ſi Pontificali vel aliâ Superiori dignitate prædicti, ſuſpenſionis à divinis, ſi verò aliis ab eis inferiores fuerint, excommunicationis à quâ nonniſi à Romano Pontifice præterquam in mortis articulo conſtituti abſolvi
6. poſſint, ſententiam eo ipſo incurrere : Et ſi nihilominùs venerabili fratri noſtro Roderico Epiſcopo Protuenſi moderno & pro tempore exiſtenti ſanctæ Romanæ Eccleſiæ Vicecancellario ac dilectis filiis Correctori & de Majori Præſidentiâ Abbreviatoribus Litterarum Apoſtolicarum audientiæ contradictarum Procuratoribus cæteriſque Officialibus tàm Cancellariæ Apoſtolicæ quàm Cameræ Secretariiſque noſtris ac omnibus ad quos quoquomodo ſpectat & ſpectare poterit quomodolibet in futurum, nè litteras aliquas etiam in formâ Brevis ſivè Commiſſionis ſuper hujuſmodi appellationibus etiamſi ſupplicationes deſuper per Nos ſeu de Mandato noſtro etiam motu & ſcientiâ ſimilibus & aliàs per Sedem eamdem ſignatæ forent etiam cum præſentis Conſtitutionis ſpeciali, ſpecificâ & expreſſâ derogatione expedire, ac Legatis & Nuntiis noſtris & dictæ Sedis nunc & pro tempore exiſtentibus nec cauſas appellationum hujuſmodi etiam quarumcumque ſpecialium facultatum eis pro tempore conceſſarum vigore committere & de illis ſe intromittere quoquomodo præſumant, diſtrictiùs Inhibemus, Decernentes ex nunc irritum & inane ſi ſecùs ſuper his à quoquam quavis autoritate etiam per Nos ſcienter vel ignoranter contigerit attentari, ac præſentibus per quaſcumque Litteras Apoſtolicas etiam ſimilibus motu & ſcientiâ ac de Apoſtolicæ poteſtatis plenitudine pro tempore conceſſas ac quaſcumque clauſulas etiam derogatoriarum derogatorias & inſolitas in ſe continentes derogari non poſſe niſi de venerabilium fratrum noſtrorum ſanctæ Romanæ Eccleſiæ Cardinalium conſilio de quo etiam clarè conſtet, fuerit ſpecialiter & expreſsè derogatum & hujuſmodi derogatio per trinas Litteras noſtras aut ſucceſſorum noſtrorum Romanorum Pontificum Canonicè intrantium Abbati Monaſterii Ciſtercii, Viſitatoribus ac Capitulo Generali hujuſmodi diverſis temporibus ſucceſſivè præſentatas, fuerit prius intimata : ſicque per quoſcumque Judices & Commiſſarios etiam cauſarum Palatii Apoſtolicæ Auditores & ejuſdem ſanctæ Romanæ Eccleſiæ Cardinales in quacumque inſtantiâ,

tiâ, (ſublatâ eis & cuilibet eorum quavis etiam aliâ interpretandi facultate) ſententiari, diffiniri & judicari debere ; Non obſtantibus præmiſſis ac Conſtitutionibus & Ordinationibus ac quibuſvis aliis Privilegiis, Indulgentiis & Litteris Apoſtolicis generalibus vel ſpecialibus quorumcumque tenorum exiſtant, per quæ præſentibus non expreſſa vel totaliter non inſerta effectus earum impediri valeat quomolibet vel differri, & de quibus quorumque totis tenoribus de verbo ad verbum habenda ſit in noſtris litteris mentio ſpecialis quæ quoad præmiſſa Nolumus cuique ullatenùs ſuffragari, necnon omnibus illis quæ in Litteris privilegiorum hujuſmodi conceſſa ſunt non obſtare cæteriſque contrariis quibuſcumque. Verùm quià difficile foret præſentes Litteras ad ſingula quæque loca in quibus expediens fuerit deferre, Volumus & eadem autoritate Decernimus quod illarum tranſſumptis manu publici Notarii indè rogati ſubſcriptis & ſigillo Abbatis Monaſterii Ciſtercii vel Viſitatorum prædictorum aut alterius Prælati ſeu perſonæ in dignitate Eccleſiaſticâ conſtitutæ aut Curiæ Eccleſiaſticæ munitis, ea prorsùs in judicio & extrà & aliàs ubilibet fides adhibeatur quæ præſentibus adhiberetur ſi eſſent exhibitæ vel oſtenſæ. Nulli ergò omninò hominum liceat hanc paginam noſtrorum Statuti, Conſtitutionis, Ordinationis, Inhibitionis, Decreti & voluntatis infringere vel ei auſu temerario contraïre : Si quis autem hoc attentare præſumpſerit, indignationem omnipotentis Dei & beatorum Petri & Pauli Apoſtolorum ejus ſe noverit incurſurum. Datum Romæ apud Sanctum Petrum, anno Incarnationis Dominicæ milleſimo quadringenteſimo octuageſimo nono, III. Kalend. Maii, Pontificatûs noſtri anno quinto. (29. Avril 1489.).

VIME BULLE DU PAPE INNOCENT VIII. de l'an 1489.

SOMMAIRE.

Le Pape ordonne tres-expreſſement à tous les Abbez & Religieux de l'Ordre ſous peine de deſobéiſſance & d'encourir de fait l'excommunication, de porter toûjours l'habit regulier de l'Ordre, ſans jamais le quitter ni au dedans ni au dehors des Monaſteres, & défend de le changer ſous quelque pretexte que ce ſoit.

INNOCENTIUS Papa VIII. dilectis filiis Ciſtercii Cabilonenſis Diœceſis ac univerſis aliis Monaſteriorum aliorum & locorum quorumlibet Ciſtercienſis Ordinis Abbatibus, Prioribus, Monachis & Converſis præſentibus & futuris Salutem & Apoſtolicam Benedictionem. Cùm ſicut accepimus nonnulli ex vobis aliquandò habitum, licèt in ipſo Ordine veſtro permaneatis, mutare procurent contrà Conſtitutiones & Inſtituta regularia dicti Ordinis, non ſine magno illius præjudicio & detrimento ac etiam ſcandalo plurimorum : Nos attendentes non eſſe æquum quod dùm in dicto Ordine permanetis alium habitum aſſumatis, vobis per præſentes in virtute ſanctæ obedientiæ & ſub excommunicationis latæ ſententiæ pœnâ quam quilibet veſtrûm contrà faciens eo ipſo incurrat, & à quâ nonniſi à Romano Pontifice præterquàm in mortis articulo conſtitutus abſolvi poſſit, diſtrictè præcipiendo Mandamus ut de cætero perpetuis futuris temporibus, ſemper habitum dicti Ordinis tàm in Monaſteriis & locis Ordinis ejuſdem quàm extrà deferre, & illum nullatenùs etiam prætextu quorumcumque Privilegiorum & Indultorum vobis per Nôs & Sedem Apoſtolicam aut Legatos ejuſdem, ſub quibuſvis verborum formis & clauſulis etiam derogatoriarum derogatoriis & inſolitis conceſſorum quæ harum ſerie Revocamus & Annullamus ac pro nullis & infectis haberi volumus, quovis modo mutare præſumatis ; Decernentes ex nunc irritum & inane ſi ſecùs ſuper his à quoquam quavis autoritate ſcienter vel ignoranter contigerit attentari ; non obſtantibus præmiſſis ac Conſtitutionibus &

Ordinationibus Apoſtolicis cæteriſque contrariis quibuſcumque. Datum Romæ apud Sanctum Petrum ſub annulo Piſcatoris die VIII. Auguſti, anno milleſimo quadringenteſimo octuageſimo nono, Pontificatûs noſtri anno quinto. (8. Aouſt 1489.)

VIIE BULLE DU PAPE INNOCENT VIII. de l'an 1489.

SOMMAIRE.

1. *Le Pape addreſſe ſa Bulle à l'Evêque de Chalon auquel il expoſe l'état de l'Ordre de Ciſteaux & comment pluſieurs Prélats ont ſurpris du Saint Siege, des pouvoirs d'en viſiter divers Monaſteres contre l'uſage pratiqué juſqu'à lors & les Statuts qui le confirment.*
2. *Il en fait l'éloge en rapportant les grands ſervices qu'il a rendus à l'Egliſe.*
3. *Il declare nuls & revoque tous les pouvoirs qui peuvent avoir eſté donnez par le Saint Siege pour ces ſortes de Viſites à quelques Evêques & Prélats que ce ſoit, & défend d'en donner de pareils à l'avenir.*
4. *Il fait tres-expreſſes défenſes à tous ceux qui ne ſont pas Religieux de l'Ordre, d'en executer aucune, ſous diverſes Cenſures.*
5. *Il commet l'Evêque de Chalon & toutes perſonnes conſtituées en dignité Eccleſiaſtique, notamment les Chanoines des Egliſes Cathedrales qui en ſeront requis, de faire executer cette Bulle par toutes ſortes de voyes.*

INNOCENTIUS Epiſcopus ſervus ſervorum Dei. Venerabili Fratri Epiſcopo Cabilonenſi Salutem & Apoſtolicam Benedictionem. Fide dignorum relatione accepimus quòd licèt Monaſteria & alia religioſa loca Ciſtercienſis Ordinis tam virorum quàm mulierum illorumque perſonæ dudùm Sedis Apoſtolicæ per diverſos Romanos Pontifices prædeceſſores noſtros ſubjecta illiſque & Ordini prædicto diverſa privilegia & immunitates providè per Sedem prædictam conceſſa fuerint, ac Patres Abbates aut Commiſſarii à Generali Capitulo dicti Ordinis ſeu Abbate Ciſtercii 1.

Cabilonenſis Diœceſis pro tempore exiſtente, pro tempore deputati, certis temporibus Monaſteria & loca hujuſmodi juxtà eorum regularia inſtituta hactenùs laudabiliter obſervata viſitare conſueverint; tamen nonnulli Archiepiſcopi, Epiſcopi & alii ſæculares Prælati aſſerentes ſe ad id à Nobis & Sede prædictâ ſpecialem per noſtras & ejuſdem Sedis litteras, etiam cum derogatione privilegiorum, exemptionum ac immunitatum hujuſmodi habere facultatem, Monaſteria, loca & perſonas hujuſmodi in dies viſitare velle ac jura viſitationum ordinaria necnon charitativa ſubſidia petere & exigere conantur in non modicum Ordinis & perſonarum prædictarum præjudicium & detrimentum & eis conceſſorum privilegiorum læſionem.

2. Nos igitur qui Ordinem præfatum illiuſque perſonas propter uberes fructus quos continuè in agro militantis Eccleſiæ afferunt, præ cæteris in viſceribus gerimus charitatis, Nobis perſuadentes quòd Monaſteria & loca ac perſonæ dicti Ordinis aliâ viſitatione non indigent, quàm illâ quæ per Patres Abbates ſeu Commiſſarios ac alios per ſuos Superiores ad id pro tempore deputatos fieri conſuevit, qui optimè de his quæ pro viſitatione Monaſteriorum, locorum & perſonarum prædictarum neceſſaria exiſtunt, inſtructi habentur & propterea non intendentes quòd per alios quàm præfatos & aliàs, juxtà dicti Ordinis Regularia Inſtituta viſitentur.

3. Motu proprio non ad alicujus Nobis ſuper hoc oblatæ petitionis inſtantiam, ſed de noſtrâ merâ deliberatione & ex certâ ſcientiâ, autoritate Apoſtolicâ tenore præſentium Declaramus omnes & ſingulas litteras à Nobis hactenùs quovis modo etiam motu & ſcientiâ ſimilibus conceſſas, ſuper viſitationibus Monaſteriorum & locorum prædictorum per alios quàm dictos præſidentes, ac alios prædictos & juxtà eorumdem Ordinum Regularia Inſtituta aut generalia vel ſpecialia Privilegia faciendis, quaſcumque clauſulas etiam derogatoriarum derogatorias, ac Privilegiis prædictis omninò derogantes in ſe continentes, motu & ſcientiâ ſimilibus Revocamus, Caſſamus, Irritamus & Annullamus, ac viribus omninò vacuamus, dictumque Ordinem in ſuum priſtinum & eum ſtatum in quo antequam illæ emanarent quomodolibet exiſtebat Reſtituimus, Reponimus & plenariè Redintegramus, Statuentes & Decernentes paribus motu & ſcientiâ, quod de cætero perpetuis futuris temporibus Monaſteria & loca prædicta prætextu qua-

Le Pape revoque toutes les Commiſſions données juſqu'alors à toutes perſonnes qui ne ſont pas de l'Ordre, d'en viſiter les Monaſteres, & défend d'en donner à l'avenir les declarant de nul effet.

rumcumque aliarum Litterarum Apoſtolicarum per nos & Sedem prædictam in poſterum etiam motu & ſcientiâ ſimilibus, & ex quibuſcumque cauſis ac cum quibuſvis clauſulis etiam derogatoriarum derogatoriis efficaciſſimis & inſolitis, etiam præſentibus expreſsè derogantibus, & etiam ſi illæ in eis de verbo ad verbum inſertæ forent in poſterum, etiam ad inſtantiam Imperatoris, Regum, Ducum, Principum & aliarum perſonarum quarumcumque, cujuſcumque dignitatis, ſtatûs, gradûs, ordinis & conditionis concedendarum, viſitari non poſſint.

Diſtrictiùs in virtute ſanctæ obedientiæ & ſub cenſuris Eccle- 4.
ſiaſticis Inhibentes quibuſcumque Viſitatoribus ſuprà nominatis, exceptis hactenùs & pro tempore deputatis, etiam ſi Patriarchali, Archiepiſcopali, Epiſcopali aut quavis aliâ Eccleſiaſticâ dignitate fulgerent, nè prætextu quarumcumque facultatum & commiſſionum in genere vel in ſpecie viſitandi eis conceſſarum, & factarum ſe de Monaſteriis, locis, perſonis & Ordine prædictis intromittere quomodolibet præſumant : Ac Decernentes exnunc irritum & inane ſi ſecùs ſuper his à quoquam quavis autoritate ſcienter vel ignoranter contigerit attentari.

Quocircà fraternitati tuæ ac quibuſcumque Cathedralium etiam 5.
Metropolitanarum Eccleſiarum Canonicis ac in dignitate Eccleſiaſticâ conſtitutis perſonis, quos ſeu quas Abbates, Priores & aliæ perſonæ locorum & Monaſteriorum prædictorum pro tempore exiſtentes, & quilibet ipſorum duxerint requirendos ; motu & ſcientiâ ſimilibus Mandamus quatenùs ipſi vel duo, aut plures ſeu unus eorum per ſe vel alium ſeu alios, ipſis in præmiſſis efficacis defenſionis præſidio aſſiſtentes non permittant Monaſteria & loca prædicta illorumque perſonas quomodolibet aliàs quàm ut præmittitur, quomodolibet viſitari, ſeu ab illis quæcumque etiam charitativa ſubſidia exigi aut occaſione alicujus viſitationis vel aliàs contrà præſentium tenorem moleſtari : Moleſtatores necnon contradictores quoſlibet & rebelles per cenſuras Eccleſiaſticas & alia juris opportuna remedia cum illarum aggravatione & reaggravatione, quoties opus fuerit, appellatione poſtpoſitâ compeſcendo ; invocato etiam ad hoc ſi opus fuerit, auxilio brachii ſæcularis : Non obſtantibus præmiſſis ac fœlicis recordationis Bonifacii Papæ VIII. prædeceſſoris noſtri quibus cavetur nè quis extrà ſuam civitatem vel Diœceſim niſi in certis exceptis caſibus & in illis ultrà unam diætam à fine ſuæ Diœceſis ad judicium

evocetur, ſeu nè Judices à Sede deputari prædictâ, extrà civitatem vel Diœceſim in quibus deputati fuerint, contrà quoſcumque procedere aut alii vel aliis vices ſuas committere præſumant, & de duabus diætis in Concilio Generali editâ ac aliis conſtitutionibus & ordinationibus Apoſtolicis contrariis quibuſcumque ; aut ſi aliquibus communiter vel diviſim ab eadem ſit Sede indultum quod interdici, ſuſpendi vel excommunicari aut extrà vel ultrà certa loca ad Judicium evocari non poſſint, per Litteras Apoſtolicas non facientes plenam & expreſſam ac de verbo ad verbum de indulto hujuſmodi mentionem, & quibuſlibet aliis Privilegiis, Indulgentiis & Litteris Apoſtolicis generalibus vel ſpecialibus quorumcumque tenorum exiſtant per quæ præſentibus non expreſſa vel totaliter non inſerta effectus earum impediri valeat quomodolibet vel differri, & de quibus quorumcumque totis tenoribus de verbo ad verbum habenda ſit in noſtris litteris mentio ſpecialis quæ quoad præmiſſa nolumus eis ullatenùs ſuffragari. Verùm quià difficile foret præſentes Litteras ad ſingula quæque loca in quibus expediens fuerit deferre, Volumus quod illarum tranſſumptis manu publici Notarii ſubſcriptis & ſigillo Prælatorum dicti Ordinis vel alicujus eorum aut alterius in Eccleſiaſticâ dignitate conſtitutæ perſonæ ſeu cujuſvis Curiæ Eccleſiaſticæ munitis ea prorſus in judicio & extrà & aliàs ubilibet fides adhibeatur quæ præſentibus adhiberetur ſi forent exhibitæ vel oſtenſæ. Datum Romæ apud Sanctum Petrum anno Incarnationis Dominicæ milleſimo quadringenteſimo octuageſimo nono, Idibus Auguſti, Pontificatûs noſtri anno quinto. (13. Aouſt 1489.)

BULLE DU PAPE PIE IV. de l'an 1563.

SOMMAIRE.

1. *Le Pape rapporte la remontrance qui luy a eſté faite ſur l'état ou ſe trouvoit pour lors l'Ordre de Ciſteaux à cauſe des Commendes qui s'y ſont introduites & qui l'ont tout défiguré.*
2. *Et deſirant remedier à tous les malheurs dont il eſt menacé, fait à cet effet pluſieurs Reglemens qui luy paroiſſent tres-*

neceſſaires : il revoque toutes les Commiſſions qu'il avoit données à divers Prélats, Evêques & autres pour en viſiter les Monaſteres, comme auſſi les exemptions qui en ſouſtrahoient pluſieurs, ordonnant que ce ſera l'Abbé de Ciſteaux General de l'Ordre, ſes Vicaires & Députez & les autres Superieurs qui y feront les Viſites, avec ordre exprés à tous les Monaſteres de les recevoir & leur obëïr ſous peine de deſobëïſſance & diverſes Cenſures, & défenſes aux Evêques & autres de s'en entremettre & de les en empeſcher.

3. *Il confirme & renouvelle tous les Privileges juſqu'alors accordez audit Ordre par les Papes depuis ſon origine, notamment ceux qui concernent les Commendes, enſemble tous les Statuts & Reglemens faits par le Chapitre General ; avec declaration expreſſe que les Commendataires n'ont aucune juriſdiction dans les Monaſteres dont ils ſont pourvûs.*
4. *Il ordonne que dans les Monaſteres qui ſont en Commende, il y aura une Menſe pour la Communauté ſeparée de celle de l'Abbé, avec des revenus ſuffiſans pour l'entretenir & faire les autres charges, reparer les bâtimens, faire-les aumônes, payer les contributions &c.*
5. *Enfin, le Pape défend de ſupprimer & unir aucun Monaſtere de l'Ordre en faveur de quelqu'autre Ordre que ce ſoit, & de recevoir aucune Religieuſe qui n'en ſoit pas, autrement que par le miniſtere du Pere Abbé du Monaſtere aux conditions preſcrites.*
6. *Cette Bulle ne peut eſtre accuſée ni ſoupçonnée de ſubreption ni d'aucun autre vice & ſe termine par les clauſes ordinaires.*

PIUS EPISCOPUS SERVUS SERVORUM DEI. AD PERPETUAM REI MEMORIAM.

IN eminenti Apoſtolicæ dignitatis ſpeculâ meritis licèt impari-bus divinâ diſpoſitione Vocati, ad ea libenter intendimus per quæ ſinguli Religionum Ordines abuſibus & incommodis quæ in eos tractu temporis diverſimodè irrepſerunt, eliminatis non ſolùm antiquis ſuis prærogativis & dignitati reſtituantur, ſed etiam regularia earum inſtituta ad divinæ Majeſtatis laudem & gloriam in poſterum ſtabiliantur; & ut id votivè ſuccedat, his quæ per Ro-

Cette Bulle eſt rapportée toute entiere au Grand Bullaire Romain pour la ſoixante-dixiéme Conſtitution de ce Pape.

manos Pontifices prædeceſſores noſtros prudenter conceſſa ordinataque fuerunt, ut firma perpetuò & illibata perſiſtant, libenter cùm à nobis petitur, Apoſtolici roboris firmitatem adjicimus, illaque nonnunquam innovamus & ampliamus ac aliàs ſuper his diſponimus prout perſonarum temporumque conditione penſatâ conſpicimus in Domino ſalubriter expedire.

1. Sanè exhibita nobis nuper pro parte dilecti filii Ludovici Abbatis Ciſtercii Cabilonenſis Diœceſis petitio continebat quòd licèt Ordo Ciſtercienſis in ſummâ puritatis & devotionis perfectione per multa retroactorum annorum ſæcula, ac tamdiu exemplari Religioſorum ſuorum vita atque ſanctimonia non ſolùm in Regno Franciæ ubi ſupremum ejus Caput videlicet Ciſtercii prædictum cum aliis quatuor illius præcipuis nempe Firmitatis, Pontiniaci, Clarævallis & Morimundi, Cabilonenſis prædictæ ac Autiſſiodorenſis & Lingonenſis Diœceſum, reſpectivè Monaſteriis quæ Filiæ Ciſtercii nuncupantur, ſed etiam per alia ferè univerſa Chriſtiani orbis climata cum bonæ famæ & virtutum odore eximioque Religionis decore ad ædificationem militantis Eccleſiæ, quamdiu juxta ſanctorum Patrum inſtitutiones & regularia illius inſtituta præfatis aliiſque Monaſteriis de Monachorum dicti Ordinis perſonis proviſum, ejuſque laudabilia inſtituta, ritus, conſuetudines & privilegia firmiter obſervata fuerunt (Domino cooperante) floruerit: Nihilominùs à pluribus annis citrà, præſertìm poſtquam pleraque Monaſteriorum & Prioratuum ſuorum aliis quàm dicti Ordinis perſonis commendari, à Superioris obedientiâ, per exemptionum, unionum aliaſque diverſas vias, tanquam membra à ſuo corpore divelli, abſtrahi & diſmembrari cœperunt, ſpecioſo illo regularis diſciplinæ candore paulatìm offuſcato, univerſus Ordinis ſtatus in miſerabilem diſperſionem & deſolationem prolapſus eſt. Cùm autem ſicut eadem petitio ſubjungebat, tantis hujus olim Deo mortalibuſque gratæ Religionis incommodis, aliter quàm per antiquorum ſtatutorum, conſuetudinum, rituum & privilegiorum prædictorum undiquè convulſorum & diverſimodè oppreſſorum reſtitutionem mederi non poſſe videatur; pro parte ejuſdem Ludovici Abbatis aſſerentis ſe Romam his periculoſis temporibus, opis ſuper hoc à Nobis implorandæ gratiâ perſonaliter acceſſiſſe, Nobis fuit humiliter ſupplicatum quatenùs afflictis ejuſdem Ordinis rebus ſuccurrentes, exemptiones ab ipſius Ordinis Superioribus per ejus perſonas

L'Ordre de Ciſteaux a beaucoup paru & édifié l'Egliſe, tant que ſes Monaſteres ont eſté gouvernez par des Superieurs Reguliers.

perſonas aliàque privilegia contrà illum per quoſvis ab Apoſtolicâ Sede obtenta, moderari, ac præfatis ſtatutis, conſuetudinibus, ritibus & privilegiis pro illorum firmiori ſubſiſtentiâ, robur Apoſtolicæ confirmationis adjicere illaque renovare ac aliàs in præmiſſis opportunè providere de benignitate Apoſtolicâ dignaremur.

2.

Le Pape prend le deſſein de travailler efficacement à ſon établiſſement par le renouvellement de ſes Privileges.

Nos igitur qui Ordinis prædicti Nobis & dictæ Sedi imprimis devoti, decus & integritatem ſuique priſtini candoris reſtitutionem ſincero deſideramus affectu, ipſum Ludovicum Abbatem à quibuſvis excommunicationis, ſuſpenſionis & interdicti aliiſque Eccleſiaſticis ſententiis, cenſuris & pœnis à jure vel ab homine quavis occaſione vel causâ latis, ſi quibus quomodolibet innodatus exiſtit, ad effectum præſentium dumtaxat conſequendum harum ſerie abſolventes & abſolutum fore cenſentes, necnon omnium & ſingulorum infraſcriptorum, immunitatum, libertatum, exemptionum, indulgentiarum etiam plenariarum, conſervatoriarum facultatum, ordinationum, ſtatutorum, privilegiorum, indultorum & aliarum gratiarum ac literarum deſuper expeditarum tenores præſentibus pro ſufficienter expreſſis habentes, hujuſmodi ſupplicationibus inclinati, omnes & ſingulas ab Abbate Ciſtercii aliiſque Superioribus & Capitulo Generali Ordinis hujuſmodi ejuſque Deputatis, immunitates, libertates & exemptiones quibuſvis tam virorum quàm Sanctæ Catharinæ Caictanæ & Sanctæ Mariæ de Cœleſtia nuncupatæ Venetiarum, aliiſque Monialium Monaſteriis ac Prioratibus & aliis regularibus locis dicti Ordinis, ac dilectis filiis Abbatibus & Prioribus dilectiſque in Chriſto filiabus Abbatiſſis & Prioriſſis, necnon Conventibus, Capitulis & perſonis eorumdem tam in Galliâ, Italiâ, Hiſpaniâ, Portugaliâ, Germaniâ, Angliâ & Scotiâ, quàm alibi ubilibet conſiſtentibus: Ità quod immunitatibus, libertatibus & exemptionibus hujuſmodi non obſtantibus, pro tempore exiſtentes Abbas Generalis nuncupatus & alii Superiores dicti Ordinis eorumque Vicarii, juxtà ipſius Ordinis inſtituta, Monaſteria, Prioratus & loca prædicta ac illorum perſonas, tam in capitibus quàm in membris viſitare liberè & licitè valeant. Ac quæcumque privilegia & indulta Apoſtolica viſitandi Monaſteria tam virorum quàm mulierum Ordinis hujuſmodi quibuſvis Venerabilibus Fratribus noſtris Patriarchis, Archiepiſcopis, Epiſcopis ac dilectis filiis aliis locorum Ordinariis, Ab-

Revocation des exemptions données au préjudice de l'Ordre.

Confirmation du pouvoir à l'Abbé de Ciſteaux General de l'Ordre de viſiter, & aux autres Superieurs, dans tous les Monaſteres.

Revocation des pouvoirs accordez pour viſiter au préjudice de l'Ordre, aux Ordinaires.

batibus & aliis quàm Generali Ciſtercienſi prædicto ac aliis quatuor primis nuncupatis quatuor Monaſteriorum filiarum Ciſtercii nuncupatorum prædictorum Abbatibus, cæteriſque Superioribus ejuſdem Ordinis ad id ab ipſo Generali Capitulo deputatis, perſonis cujuſcumque ſtatûs, gradûs, Ordinis & præeminentiæ exiſtentibus, per quoſcumque Romanos Pontifices prædeceſſores noſtros ac Nos & Sedem prædictam, etiam ad quorumvis etiam Imperatorum, Regum, Reginarum, Ducum & aliorum Principum inſtantiam, vel etiam motu proprio & ex certâ ſcientiâ etiam conſiſtorialiter & cum cauſæ cognitione, ſub quibuſcumque tenoribus & formis ac cum quibuſvis etiam derogatoriarum derogatoriis clauſulis irritantibuſque ac aliis decretis hactenus quomodolibet conceſſa, ac etiam iteratis vicibus approbata & Apoſtolicas ac alias litteras deſuper confectas & inde ſecuta quæcumque ad hoc dumtaxat ut Abbati Generali & aliis Superioribus Ordinis eorumque Vicariis, Monaſteria hujuſmodi ut ſuprà dictum eſt viſitare liceat, autoritate Apoſtolicâ tenore præſentium Moderamus & Limitamus.

Défenſes très-expreſſes à tous Evêques & Ordinaires, d'empêcher l'Abbé General & les autres Superieurs de l'Ordre de viſiter &c.

Inhibentes Patriarchis, Archiepiſcopis, Epiſcopis & aliis Superioribus Prælatis, videlicet ſub interdicti ingreſſûs Eccleſiæ ac ſuſpenſionis à divinis, Abbatibus verò & aliis inferioribus præfatis cæteriſque quibuſcumque perſonis, ſub excommunicationis latæ ſententiæ pœnis, ne Abbatem Generalem & alios Superiores Ordinis eorumque Vicarios præfatos quominùs viſitationes juxtà regularia Ordinis inſtituta hujuſmodi liberè facere poſſint per ſe vel interpoſitas perſonas directè vel indirectè aut aliàs quoquomodo impedire audeant vel præſumant.

Commandement à tous les Religieux & Religieuſes de recevoir l'Abbé General & les autres Superieurs en leurs Viſites & de leur obéir, ſous peine de deſobéiſſance & d'excommunication.

Ipſis autem Monaſteriorum & aliorum locorum prædictorum Abbatibus, Abbatiſſis, Prioribus, Conventibus, Monachis, Monialibus & perſonis, ut Generalem alioſque Abbates, Superiores & Vicarios præfatos (ut præfertur) viſitare volentes, benignè recipiant, eiſque & eorum mandatis in concernentibus eorum viſitandi officium hujuſmodi pareant & humiliter obediant, in virtute ſanctæ obedientiæ & ſub ſimilis excommunicationis pœnâ diſtrictè præcipiendo Mandamus.

3. Le Pape confirme tous les Privileges accordez par les Papes depuis le commencement de l'Ordre.

Et inſuper univerſa & ſingula privilegia, prærogativas, immunitates, exemptiones, libertates & indulgentias plenarias quatenùs ſunt in uſu, conſervatorias facultates, indulta & alias gratias Ciſtercii & quatuor filiabus nuncupatis Monaſteriis & Ordini ejuſque Ca-

pitulo Generali, Deffinitoribus & aliis Superioribus præfatis, per piæ memoriæ Paſchalem II. Caliſtum etiam II. Eugenium III. Alexandrum etiam III. Lucium ſimiliter III. Honorium etiam III. Gregorium IX. Innocentium IV. Sixtum pariter IV. præſertim Commendas & Commendatarios Monaſteriorum & aliorum locorum Ordinis hujuſmodi concernentia, & quod Commendatarii pro tempore exiſtentis, nullam in Monaſteria dicti Ordinis ſibi commendata & eorum Monachos juriſdictionem exerceant, ac etiam ſuper privilegiorum aliarumque gratiarum ipſi Ordini conceſſarum confirmatione ſub quarto & ſexto Idus Martii, quinto Nonas, & quarto Idus Martii, quinto & ſexto Idus Martii, ſexto anno Pontificatûs ſui datarum reſpectivè, & quoſcumque alios Romanos Pontifices prædeceſſores noſtros ac Nos & Sedem prædictam hactenùs quomodolibet conceſſa.

Les Commendataires n'ont aucune juriſdiction ſur & dans les Monaſteres qu'ils tiennent en Commende.

Necnon ordinationes & ſtatuta ab exordio fundationis ejuſdem Ordinis uſque in præſentem diem in dicto Generali Capitulo concorditer etiamſi in uſu eſſe deſierint dummodò infra lapſum temporis immemorabilis videlicet centum annorum in deſuetudinem non abierint; ac prætereà ſuper contributionibus per omnia & ſingula ejuſdem Ordinis Monaſteria Abbati Ciſtercii ſeu Capitulo Generali prædictis faciendis & ſolvendis, ità quod omnes etiam Commendatarii ad illarum ſolutionem etiam ſub ſimilis excommunicationis latæ ſententiæ pœnâ teneantur & ad id etiam (quibuſcumque privilegiis etiam ab ipſo ſæpè obtentis nonobſtantibus) compelli poſſint; ac prout illa concernunt, omnia & ſingula alia in litteris Apoſtolicis aliiſque documentis deſuper confectis contenta & inde ſecuta quæcumque, licita tamen & honeſta, iiſdem autoritate & tenore ex certâ ſcientiâ Confirmamus & Approbamus ac illis perpetuæ & inviolabilis firmitatis robur Adjicimus, omneſque & ſingulos juris & facti defectus ſi qui forſan intervenerint in eiſdem, Supplemus. Ac potiori pro cautelâ eadem omnia & ſingula privilegia, prærogativas & facultates, exemptiones, indulgentias, conſervatorias, indulta & alias gratias eiſdem modo & formâ, quæ Ordini ejuſdemque Abbatibus, Capitulo Generali & Superioribus præfatis, per dictos prædeceſſores noſtros conceſſa ſunt, illis de novo autoritate & tenore præſentium Concedimus & Innovamus.

Le Pape confirme auſſi tous les Statuts & Reglemens faits par le Chapitre General.

Et oblige tous les Monaſteres même les Abbez Commendataires à payer les Contributions dûës au Chapitre General tous les ans.

SUITE ET CONTINUATION DE LA BULLE du Pape Pie IV. de l'an 1563.

4. Et prætereà quod in Monaſteriis dicti Ordinis quæ diverſis perſonis etiam ſi Epiſcopi, Archiepiſcopi, Patriarchæ & S. R. E. Cardinales exiſtant, de præſenti commendata eſſe reperiuntur & in futurum commendari ſeu aliàs quoquo modo aliis quàm Ordinis ipſius perſonis concedi continget, ubi non fuerit inſtituta menſa Conventualis ab Abbatiali menſâ diſtincta & ſeparata cum annuis fructibus, reditibus & proventibus juxtà Monaſteriorum ipſorum facultates competentibus & honeſtis pro ſufficienti Conventus & Monachorum aliorumque Religioſorum ejuſdem Ordinis, numero in unoquoque ex ipſis Monaſteriis per ipſos Generalem & cæteros Ordinis ipſius Superiores aut eorum Vicarios ordinando; ad quam menſam inſtituendam congruoſque reditus aſſignandos ipſi Commendatarii omninò teneantur, & ad id etiam per cenſuras Eccleſiaſticas, fructuum, redituum & proventuum ſequeſtrationes & alia oportuna juris remedia cogi poſſint & debeant. Et quià ſicut accepimus, in multis dicti Ordinis tam virorum quàm mulierum Monaſteriis quamplures Mendicantium & aliorum Ordinum Religioſi utriuſque ſexûs ab immemorabili tempore citrà ſe intruſerunt & perſæpè ſe intrudere præſumunt, quod illi vel indè realiter & cum effectu ejiciantur vel ſaltem habitum infrà annum ſuſcipiant ac Profeſſionem regularem ejuſdem Ciſtercienſis Ordinis expreſsè emittant, debitamque obedientiam & reverentiam illius Abbati Generali & reliquis Superioribus præfatis præſtent, ac divinum ſecundùm ipſius Ordinis morem celebrent Officium ſeque regularibus ejus inſtitutis omninò conforment.

Etabliſſement d'une Menſe Conventuelle ſeparée de celle de l'Abbé Commendataire.

Défenſe de retenir dans les Monaſteres aucun Religieux mendiant à moins qu'ils n'y faſſent Profeſſion.

5. Uniones autem, annexiones & incorporationes ac ſuppreſſiones & extinctiones Monaſteriorum & Prioratuum ejuſdem Ordinis, aut fructuum, redituum & proventuum illorum diſmembrationes & locis aliis quantumlibet piis applicationes & aliæ quævis perpetuæ illorum alienationes cuicumque alteri loco, ex quavis causâ quantumcumque honeſtâ urgenti & neceſſariâ, abſque ſpeciali & expreſſo ejuſdem Abbatis Generalis pro tempore exiſtentis conſenſu in ſcriptis, causâque prius à Capitulo præfatis vel aliàs ritè cognitâ etiam per Nos & Sedem prædictam, etiam

Le Pape défend les ſuppreſſions des Benefices de l'Ordre en tout ou en partie pour les unir à d'autres, ſans le conſentement de l'Abbé General de Ciſteaux & du Chapitre General.

Digitized by Google

de Fratrum consilio ac ad quorumvis etiam Imperatoris, Regum, Reginarum, Ducum & aliorum Principum instantiam, deinceps nullatenùs fieri possint & si aliter fiant, nullius omninò sint roboris, neque Ordo ejusque Superiores & personæ præfatis litteris desuper conficiendis obedire debeant : In his verò quæ hactenùs unita, annexa & incorporata fuerunt, servetur præcisè forma singularum litterarum super his unionibus, incorporationibus seu applicationibus aut aliis quibuscumque dispositionibus expeditarum ; Ità tamen ut Monachi in singulis Monasteriis hujusmodi degentes sint & remaneant sub obedientiâ & correctione Abbatis Generalis aliorumque Superiorum Ordinis Cistercienſis prædictorum & suorum Vicariorum in omnibus & per omnia perindè ac si uniones, annexiones & incorporationes hujusmodi non emanassent, etiamsi in illis aliter caveretur, & usus non tamen à tempore immemorabili ut præfertur, contrarium obtineat, quæ contrà præsentis statuti tenorem nemini suffragentur.

Aucune Religieuse d'un autre Ordre ne peut estre reçûë Abbesse dans celuy de Cisteaux que par le Pere immediat : toutes seront tenuës de payer les Contributions dûës au Chapitre General.

Postremò, quod nullæ alterius Ordinis Moniales in Abbatissas Monasteriorum Monialium dicti Ordinis assumi vel si assumantur in eisdem Monasteriis recipi possint nisi illorum immediato Patre Superiore præsente qui illis habitum exhibeat & ab eis tria substantialia vota necnon juramenta observandi statuta dicti Ordinis & secundùm ea vivendi recipiat ; quodque omnia & singula Monasteria Ordinis hujusmodi tam virorum quàm mulierum ubicumque existentia seu eorum Abbates vel Priores etiam Commendatarii Abbatissæque vel Prioriſſæ in signum obedientiæ & superioritatis solita regalia videlicet Contributiones solitas etiam Abbati Cistercii & Capitulo Generali præfatis (omnibus exceptione, recusatione, præscriptione & aliâ excusatione penitùs cessantibus) annuatim solvere teneantur & ad id compelli possint sub excommunicationis latæ sententiæ pœnâ, eisdem sententia, autoritate & tenore perpetuò Statuimus & Ordinamus. *6.* Ac limitationem, moderationem, inhibitionem, præceptum, mandatum, approbationem, confirmationem, adjectionem, suppletionem, concessionem, innovationem, statuta & ordinationes aliaque præmissa ac præsentes litteras de subreptionis vel obreptionis aut nullitatis vitio seu intentionis nostræ defectu, quovis prætextu quæsitoque colore aut ingenio nullatenùs notari, argui vel impugnari posse, neminemque illa quavis de causâ

Ce Privilege ne peut estre soupçonné & accusé de surreption & se termine par les clauses ordinaires.

etiam juſtiſſimâ impugnantem in Judicio vel extrà audiendum eſſe, nec illa ſub quibuſvis ſimilium vel diſſimilium conceſſionum gratiarumque revocationibus, ſuſpenſionibus, modificationibus, limitationibus vel derogationibus etiam per Nos & ſucceſſores noſtros ac Sedem prædictam, etiam Imperatoris, Regum, Reginarum, Ducum & aliorum Principum ipſuitu & contemplatione aut in eorum aut etiam in nullius favorem, ſub quibuſcumque tenoribus & formis ac cum quibuſvis clauſulis ac etiam in vim contractûs aut legis ſeu ſtatuti perpetui inducentibus decretis & aliàs quomodolibet conceſſis & concedendis, ac quibuſvis conſtitutionibus & ordinationibus Apoſtolicis deſuper quomodolibet editis & edendis aliquatenùs comprehendi, neque illis ullo unquam tempore etiam per Sedem prædictam derogari poſſe nec derogatum cenſeri, niſi de toto tenore & datâ præſentium expreſſa mentio habita & derogatio, ſuſpenſio, limitatio, revocatio aliaque prædicta de Ciſtercii aliorumque quatuor primorum nuncupatorum Abbatum prædictorum expreſſo conſenſu facta fuerint, ut ſi aliter derogari, ſuſpendi, revocari, limitari, corrigi aut emendari contigerit, hûjuſmodi derogationem, ſuſpenſionem, revocationem, limitationem, correctionem & emendationem nullius eſſe roboris vel momenti, & quoties illæ vel illa emanabunt, toties in priſtinum & validiſſimum ſtatum reſtituta & de novo etiam ſub quacumque datâ per ipſum Abbatem Ciſtercii pro tempore exiſtentem eligendâ, conceſſa eſſe & cenſeri.

Et ità per quoſcumque Judices & Commiſſarios quavis autoritate fungentes etiam S. R. E. Cardinales ac cauſarum Palatii Apoſtolici Auditores, ſublatâ eis & eorum cuilibet quavis aliter judicandi & interpretandi autoritate & facultate, judicari, deffiniri & interpretari debere; & quidquid ſecùs à quoquam quavis autoritate ſcienter vel ignoranter attentari contigerit, irritum & inane Decernimus. Non obſtantibus præmiſſis, ac noſtrâ de non tollendo jus quæſitum & aliis quibuſvis Apoſtolicis necnon in Provincialibus & Synodalibus Conciliis editis generalibus vel ſpecialibus conſtitutionibus vel ordinationibus ac quibuſlibet etiam juramento, confirmatione Apoſtolicâ vel quavis firmitate roboratis ſtatutis & conſuetudinibus, declarationibus & decretis, privilegiis quoque, indultis & litteris Apoſtolicis præfatis aliiſque Congregationibus, Præſulibus, Abbatibus, Eccleſiis, Monaſteriis, Capitulis, Conventibus, Provinciis ac perſonis, ſub quibuſcum-

que tenoribus & formis ac ſub quibuſvis etiam derogatoriarum derogatoriis aliiſque efficacioribus & inſolitis clauſulis irritantibuſque & aliis decretis in genere vel in ſpecie etiam motu ſimili aut etiam conſiſtorialiter ac aliàs quomodolibet conceſſis & etiam iteratis vicibus approbatis & innovatis, quibus omnibus & ſingulis etiam ſi pro illorum ſufficienti derogatione de illis eorumque totis tenoribus ſpecialis, ſpecifica, expreſſa & individua, non autem per clauſulas generales idem importantes mentio ſeu quævis alia expreſſio habenda aut aliqua alia exquiſita forma ad hoc ſervanda foret, illorum veriores tenores, formas & decreta in eis appoſita ac ſi de verbo ad verbum inſererentur præſentibus pro ſufficienter expreſſis & inſertis habentes, illis aliàs ex ſuo robore permanſuris, hac vice dumtaxat ſpecialiter & expreſsè Derogamus & ſufficienter Derogatum eſſe Decernimus cæteriſque contrariis quibuſcumque. Et quia difficile foret eaſdem præſentes ad diverſa loca Provinciaſque circumferre, Volumus & dictâ autoritate Decernimus quod illarum tranſſumptis ſeu exemplis etiam formis impreſſis, manu alicujus publici Notarii ſubſcriptis & Sigillo Abbatis Generalis aut alicujus ex aliis Superioribus Ordinis hujuſmodi munitis, plena & indubia ac ea prorsùs fides ubique etiam in judicio adhibeatur quæ ipſis originalibus Litteris adhiberetur, ſi forent exhibitæ vel oſtenſæ. Nulli ergò omninò hominum liceat hanc paginam noſtræ Conſtitutionis & voluntatis infringere vel ei auſu temerario contraïre : Si quis autem hoc attentare præſumpſerit, indignationem omnipotentis Dei & beatorum Petri & Pauli Apoſtolorum ejus ſe noverit incurſurum. Datum Romæ apud ſanctum Petrum anno Incarnationis Dominicæ milleſimo quingenteſimo ſexageſimo tertio, Kal. Octobris, Pontificatûs noſtri anno quarto. (6. Octobre 1563.)

PREMIERE BULLE DU PAPE PIE V. de l'an 1567.

SOMMAIRE.

1. *Cette Bulle eſt un Jugement contradictoire que rend le Pape ſur une conteſtation portée devant Sa Sainteté entre un Abbé Commendataire & la Communauté d'un Monaſtere de l'Ordre de Ciſteaux, au ſujet de la Cotte-morte & dépouille laiſſée par le Prieur de ce Monaſtere à ſon deceds, & qui eſtoit prétendue par ce Commendataire & les Officiers de la Chambre Apoſtolique d'une part; & de l'autre, par la Communauté des Religieux.*
2. *Le Pape voulant ſe conformer à ce qui a eſté déja reglé cy-devant en pareille occaſion par ſes Prédéceſſeurs touchant les Cottes-mortes ainſi délaiſſées par les Religieux de l'Ordre à leur mort, il en fait un Reglement general, & decide & declare tant contre leſdits Officiers que contre les Commendataires, qu'aucuns d'eux ne peuvent & ne doivent prétendre ni s'approprier ces ſortes de Cottes-mortes à l'égard d'aucun Religieux de l'Ordre, ce qui eſt conforme à l'uſage & aux Statuts.*
3. *Il établit des Juges à cet effet & pour maintenir l'Ordre dans la jouiſſance de ce privilege, avec ordre de l'en faire jouir, ſous peine d'excommunication; & tout le reſte des clauſes ordinaires.*

PIUS PAPA V.
AD FUTURAM REI MEMORIAM.

Cette Bulle eſt rapportée au grand Bullaire Romain pour la quarante-ſixiéme Conſtitution de ce Pape.

DECET Romanum Pontificem juſtitiæ ſupremum aſſertorem ad ea libenter intendere per quæ gratiæ à Sede apoſtolicâ in favorem quarumcumque præſertim Religioſarum perſonarum pro tempore emanatæ ſuum ut par eſt conſequantur effectum, & ut id faciliùs ſubſequi poſſit, dubiis & difficultatibus quæ ſuperindè pro tempore oriuntur, aliquando per declarationes, quandoque verò per alia remedia providere.

1. Sanè cùm ſicut dilecto filio Hieronymo de la Souchiere Abbate Generali

Generali vel pro eo dilecto filio Dionyſio Laceronis Procuratore & Vicario etiam Generali Ciſtercienſis Ordinis referente, accepimus in Statutis & Conſuetudinibus etiam juramento, Confirmatione Apoſtolicâ vel aliâ firmitate roboratis dicti Ordinis, Privilegiis quoque, Indultis & Litteris Apoſtolicis eidem Ordini conceſſis, ac per fœl. rec. Pium Papam IV. Prædeceſſorem noſtrum & Sedem Apoſtolicam confirmatis, inter alia diſponatur quod in ſpoliis, rebus & bonis Monachorum Ordinem ipſum profeſſorum in quibuſvis locis & Monaſteriis pro tempore decedentium, eorum Abbates & Priores Commendatarii pro tempore exiſtentes ſe intromittere nequeant, ſed illa Monaſterii ſeu Prioratûs aut loci in quo dictum Ordinem expreſsè profeſſi fuerint, & ſeu eos decedere contigerit, Conventuali Menſæ applicari & incorporari debeant; defuncto tamen ſuperioribus diebus in Monaſterio de Caſamari ejuſdem Ordinis Verulanenſis Diœceſis, quod dilectus filius Fulvius Philonardus Clericus in Commendam ex Conceſſione ſeu Diſpenſatione Apoſtolicâ obtinet, quondam Antonio Pollutio ipſius Monaſterii Priore, præfatus Fulvius & quidam Cameræ Apoſtolicæ Procurator aut Commiſſarius ipſius Antonii bona ut ipſa forſan in proprios uſus convertere poſſint, apprehendere & ſibi appropriare contendant, in gravem ipſius Monaſterii Conventualis Menſæ jacturam, præjudicium & gravamen.

Choſe déja jugée & reglée pour l'Ordre de Ciſteaux par le Saint Siege.

Occaſion du Procés.

Nos Cupientes ut ea quæ per Prædeceſſores noſtros & Sedem præfatam roborata dicuntur, firmiter obſerventur, ac finem hujuſmodi contentioni imponere, futuris autem quantum cum Deo poſſumus obviare volentes, eoſdemque Hieronymum Abbatem & Dionyſium ac ſingulos Monachos Ordinis hujuſmodi à quibuſvis excommunicationis, ſuſpenſionis & interdicti aliiſque Eccleſiaſticis ſententiis, cenſuris & pœnis à jure vel ab homine quavis occaſione vel causâ latis ſi quibus quomodolibet innodati exiſtunt, ad effectum præſentium dumtaxat conſequendum harum ſerie abſolventes & abſolutos fore cenſentes; Motu proprio non ad ipſorum ſeu alicujus alterius pro eis nobis ſuper hoc oblatæ petitionis inſtantiam, ſed de noſtrâ merâ liberalitate, quod de cætero tam præfatus Fulvius quàm quicumque alii Commendatarii quorumcumque Monaſteriorum & Prioratuum vel aliorum locorum dicti Ordinis tam citrà quam ultrà montes & in quibuſcumque mundi partibus conſiſtentium, & quicumque noſtri & Cameræ præfatæ Commiſſarii & Procuratores quomodocumque ſpoliis, bonis & rebus quæcumque

2.

Reglement general pour les Outre-mortes des Religieux en faveur des Communautez.

ſint tam præfati Antonii quàm aliorum quorumcumque Monachorum dicti Ordinis in ipſorum Commendatariorum Monaſteriis, Prioratibus, locis & Juriſdictionibus pro tempore decedentium ſe intromittere non poſſunt, ſed illa ad Monachos Monaſteriorum ſeu Prioratuum vel locorum hujuſmodi ſeu eorum Conventualem menſam conjunctim vel divisim pleno Jure ſpectare & pertinere ac eorumdem Monachorum ſeu menſæ fore & eſſe, eorumque poſſeſſionem realem & actualem adipiſci & continuare, ipſoſque Monachos deſuper per quoſcumque Commendatarios etiam prætextu cujuſvis Indulti ſeu Conceſſionis ſibi deſuper facti aut Conſuetudinis antiquitùs obſervatæ & ſeu præfatum Commiſſarium ſeu quoſvis alios quavis autoritate fungentes moleſtari, perturbati vel inquietari non poſſe neque debere autoritate Apoſtolicâ per præſentes Decernimus & Declaramus, illaque quatenùs opus ſit, eiſdem Monachis Concedimus & Aſſignamus. Necnon tam Fulvio quàm quibuſvis aliis Commendatariis & Commiſſariis præfatis nec in ſpoliis, rebus & bonis pro tempore decedentium Monachorum hujuſmodi, directè vel indirectè quovis quæſito colore vel ingenio ſe de cætero intromittere audeant vel præſumant, ſub excommunicationis majoris latæ ſententiæ & aliis Eccleſiaſticis ſententiis, cenſuris & pœnis etiam pecuniariis arbitrio infraſcriptorum Judicum infligendis & moderandis diſtrictiùs inhibemus.

Juges établis pour maintenir l'Ordre dans la jouiſſance de ce Privilege.

3. Ac tam venerabili fratri Epiſcopo Soranenſi & dilecto filio Curiæ cauſarum Cameræ præfatæ Auditori Generali aliis quàm quibuſvis Judicibus quavis autoritate fungentibus per quos in præmiſſis ut præfertur & non aliàs ſublatâ eis & eorum cuilibet quavis aliter judicandi facultate, judicari debere Volumus per præſentes; motu ſimili Mandamus quatenùs ipſi & eorum quilibet per ſe vel alium ſeu alios præſentes Litteras & in eis contenta quæcumque ubi & quando opus fuerit ac quoties pro parte Hieronymi & pro tempore exiſtentis ejuſdem Ordinis Abbatis ſeu Dionyſii & Monachorum hujuſmodi fuerint requiſiti, ſolemniter publicantes eiſque in præmiſſis ac tam dicti Antonii defuncti quàm quorumcumque Monachorum dicti Ordinis decedentium, ſpoliis & bonis eorumque, (cùm Monachi ipſi deceſſerint) poſſeſſione adipiſcendâ efficacis defenſionis præſidio aſſiſtentes, faciant Abbatem & Monachos ipſos Statutis, Privilegiis & Indultis quoad dicta ſpolia, res & bona necnon decreto, declara-

tione, conceſſione & aſſignatione ac inhibitione præfatis pacificè frui & gaudere, non permittentes eos deſuper per quoſcumque quomodolibet indebitè moleſtari ; Contradictores quoſlibet & rebelles per ſententias, cenſuras & pœnas Eccleſiaſticas præfatas aliaque opportuna Juris & facti remedia (appellatione poſtpoſitâ (compeſcendo, & nihilominùs legitimis ſuper his habendis ſervatis proceſſibus ſententias, cenſuras & pœnas ipſas etiam iteratis vicibus aggravando, invocato etiam ad hoc ſi opus fuerit auxilio brachii ſæcularis ; Non obſtantibus piæ memoriæ Bonifacii Papæ VIII. etiam Prædeceſſoris noſtri de unâ & Concilii Generalis de duabus dictis dummodo ultrà tres quis vigore præſentium ad judicium non trahatur, & aliis Apoſtolicis necnon Provincialibus & Synodalibus Conſtitutionibus & Ordinationibus ac quibuſvis etiam juramento, confirmatione Apoſtolicâ vel quavis firmitate aliâ roboratis Statutis & Conſuetudinibus, Privilegiis quoque, Indultis & Litteris Apoſtolicis tàm Ordini & Commendatariis præfatis eorumque ſuperioribus & perſonis, quàm Cameræ præfatæ ac quibuſvis illius Commiſſariis & Procuratoribus ſub quibuſcumque tenoribus & formis ac cum quibuſvis clauſulis & decretis in genere vel in ſpecie etiam conſiſtorialiter conceſſis, confirmatis, approbatis & innovatis, Quibus omnibus etiamſi de illis eorumque totis tenoribus ſpecialis, ſpecifica & expreſſa mentio ſeu quævis alia expreſſio habenda aut aliqua alia exquiſita forma ad hoc ſervanda foret, tenores hujuſmodi ac ſi de verbo ad verbum nihil penitùs omiſſo & formâ in illis traditâ obſervatâ inſerti forent, præſentibus pro expreſſis habentes, illis alias in ſuo robore permanſuris hac vice dumtaxat ſpecialiter & expreſsè Derogamus cæteriſque contrariis quibuſcumque, aut ſi aliquibus communiter vel diviſim ab Apoſtolicâ ſit Sede indultum quod interdici, ſuſpendi & excommunicari non poſſint per Litteras Apoſtolicas non facientes plenam & expreſſam ac de verbo ad verbum de indulto hujuſmodi mentionem. Datum Romæ apud Sanctum Petrum ſub annulo Piſcatoris, die XXIII. Octobris, anno milleſimo quingenteſimo ſexageſimo ſeptimo, Pontificatûs noſtri anno ſecundo. (23. Octobre 1567.)

SECONDE BULLE DU PAPE PIE V. de l'an 1570.

SOMMAIRE.

1. *Le Pape expose le malheureux état où il a trouvé estre l'Ordre de Cisteaux depuis que les Commendes se sont introduites dans ses Monasteres, après s'en estre exactement informé, nonobstant tous les soins qu'y ont pris l'Abbé de Cisteaux & le Chapitre General, aidez & fortifiez par les Bulles & Privileges que leur ont accordez les Papes ses prédecesseurs; ce qui l'oblige d'y donner aussi les siens avec d'autant plus de raison, que le mal vient de ce que les Abbez Commendataires n'observent pas les regles & les conditions qui leur ont esté prescrites par le Concile de Latran & par leurs Bulles particulieres, au grand danger de leur salut.*
2. *Le Pape veut absolument que ces Reglemens soient executez & y en ajoûte encore de nouveaux; ordonnant en premier lieu de reparer, & mettre en bon estat tous ces Monasteres; d'y établir un nombre competent de Religieux à proportion de leurs revenus. D'entretenir les Eglises & tous les autres lieux reguliers & officines, d'ornemens & de meubles necessaires, pour y faire le service, & y avoir une mense Conventuelle suffisante pour acquitter en chaque Monastere toutes les charges, la nourriture des Religieux, leur entretien; faire les aumosnes & avoir des livres de pieté dans les Biblioteques & satisfaire aux frais.*
3. *Les Novices qui seront reçûs, seront instruits dans les Monasteres choisis à cet effet; & tous les lieux reguliers seront fermez avec grand soin & ne pourront estre habitez ni servir à d'autres qu'aux personnes qui sont de la Communauté, ni même leurs dépendances, comme greniers, caves, écuries &c. non pas même aux Abbez Commendataires ni à leurs gens; & les femmes ne pourront y entrer, ni dans la maison affectée pour le logement de l'Abbé Commendataire, sous peine d'excommunication à encourir de fait, tant à l'égard des fem-*

mes qui y entreront, que de ceux qui les y feront entrer : il y aura auſſi en chaque Monaſtere une priſon pour punir les malfaiteurs.

4. *L'on dreſſera en chaque Monaſtere un Inventaire de tous ſes Droits, Titres & Papiers, & un Cartulaire de tous les Titres dont les Originaux ne ſeront jamais déplacez que dans un extrême beſoin & avec grande précaution : ce qui s'obſervera auſſi à l'égard des Monaſteres qui ſont expoſez aux incurſions des gens de guerre & aux voleurs, dont toutes choſes ſeront miſes en ſeureté.*

5. *Les Viſites regulieres ſe feront ſuivant les Conſtitutions de l'Ordre, & les Abbez Commendataires ſeront tenus d'en payer les frais comme auſſi les Contributions dûës tous les ans au Chapitre General, leſquels ne pourront occuper les Religieux, ni diminuer leur nombre ni les faire ſortir du Monaſtere ; mais s'ils ont des ſujets de plaintes contre eux, ils les feront aux Superieurs reguliers qui les puniront s'ils meritent de l'eſtre.*

6. *La quatriéme ou même la troiſiéme partie des revenus de chaque Monaſtere ſera miſe en reſerve dans les Monaſteres où il y a des ruines conſiderables, & employée à les reparer : & de plus le Pape ordonne qu'il y aura en l'Abbaye de Ciſteaux un lieu deſtiné à des Archives generales pour y conſerver des Copies autentiques des Titres de tous les Monaſteres avec des Inventaires exactes & auſſi des Tables de leurs noms & du temps de leurs fondations.*

7. *Pour bannir abſolument le vice de proprieté de tous les Monaſteres, le Pape révoque & abolit toutes les permiſſions qui pourroient eſtre données à quelque Religieux que ce ſoit, de poſſeder en propre quoy que ce ſoit, par le Saint Siege, ſes Legats ou autres, & veut même que les Superieurs qui ne les puniront pas, ſoient eux-mêmes punis ſeverement.*

8. *Il ordonne à tous les Superieurs de l'Ordre d'obſerver & de faire obſerver exactement tous ces Reglemens, & à ſes Légats & Nonces d'y tenir la main quand ils en ſeront requis de leur part.*

9. *Enfin il leur enjoint de contraindre à les executer, les Abbez Commendataires ſous les Cenſures Eccleſiaſtiques en recourant même s'il eſt beſoin au bras ſeculier, & pareillement de faire des aumoſnes aux pauvres dans leurs Monaſteres : & il conclut avec les clauſes ordinaires & les plus fortes.*

PIUS EPISCOPUS SERVUS SERVORUM DEI.
AD PERPETUAM REI MEMORIAM.

Cette Bulle eſt rapportée toute entiere au Grand Bullaire Romain pour la cent deuxiéme Conſtitution de ce Pape.

EX innumeris curis quibus ſine intermiſſione vexamur, illa nobis duriſſima eſt quòd tot ſacrarum Religionum Conventus ſuis orbati juribus paſſim intercidere conſpicentur, neque ſanè quidquam inexpertum relinquimus quantùm quidem fert difficillima præſentis ſæculi conditio, quod ad illorum reſtitutionem pertinere exiſtimamus.

1. Inter cæteros autem Ordo Ciſtercienſis longè latéque per orbem propagatus nobis frequentiùs obverſatur, cujus tam multa Cœnobia viris cùm doctrinâ tum ſanctitate claris olim florentiſſima, maligno temporum errore ad nihilum propemodum rediguntur; Quod cùm aliundè ex toto orbe plus ſatis nobis jampridem innotuit tùm maximè ex recenti viſitatione quam Commiſſarius & Procurator Capituli Generalis Ciſtercienſis in utrâque Siciliâ id nobis quoque jubentibus confecit, permoleſtè intelligimus quamplurima ejus Regni Monaſteria aut debitis officiis deſtituta aut Monachis ob non præſtitam alimoniam deſerta, aut omninò collapſa, retecta, recluſa, patentia & ut prophana habita quæ Religionis cultrix illa vetuſtas tantis impendiis evexit; ſed his incommodis tametſi Pater Abbas Monaſterii Ciſtercii Cabilonenſis Diœceſis & prædictum Capitulum Generale etiam per privilegia & indulta illis à Pio Secundo, Sixto Quarto, Pio etiam Quarto & diverſis aliis Romanis Pontificibus conceſſa & innovata in univerſum occurrendi, & ipſos Commendatarios ad habendum & retinendum competentem Monachorum numerum cum Mensâ ad victum & veſtitum idoneâ & etiam alia ad Monaſticum cultum pertinentia, compellendi facultatem habeant, utile tamen & per commodum illis fore exiſtimavimus noſtras quoque huic rei partes adſcribere, & certa quædam prædicto Ordini convenientia, illiuſque moribus & ſtatutis magis cohærentia ſpeciatim proponere, quibus illi amplius ſuffulti poſſint ſupradicta Monaſteria ad Conventum, diſciplinam & bonam frugem faciliùs revocare; Neque enim ſuſtinere poſſumus quod tam multi qui hujuſmodi Monaſteria in Commendam recipiunt, Commendæ conditiones à Concilio Lateranenſi præſcriptas, & eaſdem ac alias ſingulis Litteris Apoſtolicis de hujuſmodi Commendis confectis ad ſpecia-

lem cujuſque ſignificationem appoſitas, in animæ ſuæ periculum averſentur, quibus de cæteris fructibus Monaſterii ſibi Commendati diſponere nemini priùs permiſſum eſt, quàm debitis & conſuetis ejuſdem ac Conventûs oneribus omninò ſupportatis, & quarta ubi Menſa Abbatialis ſeparata, ubi verò communis eſt ac etiam in Monaſteriis, Conventu & curâ orbatis, tertia parte omnium fructuum eorumdem in reſtaurationem fabricæ aut ornamentorum emptionem aut fulcimentum ſeu pauperum alimoniam, ubi major exegerit ſuaſeritque neceſſitas quotannis erogata; quin etiam in ipſis Monaſteriis divinus cultus ſolituſque Monachorum numerus nullatenùs minuatur, nec aliàs illa in ſpiritualibus & temporalibus ulla ſubeant detrimenta.

Quare Nos ex iis quæ pro ſalubri dictæ Religionis ſtatu & fœlici directione à prædictis prædeceſſoribus & aliàs quomodocumque inſtituta hucuſque reperientur, nec præſentibus contraria nec effectum earum impedientia nihil omninò detrahere ſed illa prorsùs immota cuſtodiri volentes, de Apoſtolicæ poteſtatis plenitudine Statuimus & Ordinamus ut omnia Monaſteria & loca dicti Ordinis tam in utrâque Siciliâ quàm cæteris omnibus Orbis partibus conſtituta, etiam commendata & unita ac etiam de jure patronatûs Laïcorum quocumque modo exiſtentia quæ convulſa, diruta & extenuata ſunt, reficiantur & ad debitam clauſuram reducantur, ſtatutâ pecuniâ convenienti quæ quotannis in id opus donec abſolutum fuerit, erogetur. 2.

Les Monaſteres ruinez ſeront réparez tant pour les bâtimens que pour le nombre des Religieux & les ornemens & meubles neceſſaires.

In eiſdem & cæteris locis ubi pro facultatum ratione idonea erunt, competens Monachorum & Miniſtrorum numerus reſtituatur: Ipſorum Eccleſiæ, Sacriſtiæ, Dormitoria, & Officinæ vaſis, veſtimentis, libris, ſacrâ & communi ſuppectile ac cæteris omnibus ad divinum cultum & Monaſticum uſum neceſſariis convenienter inſtruantur.

Miſſæ ſacrificium & alia omnia divina Officia diurna & nocturna quotidie in Choro pſallendo juxtà ritum dicti Ordinis ſine inmiſſione celebretur.

Menſa Conventualis ad communem victum & veſtitum necnon eleemoſynas & viſitationes & alia onera ſubeunda conficiatur, interciſa reparetur.

Menſe Conventuelle ſeparée de celle de l'Abbé Commendataire.

Ubi ſacra lectio juxtà Concilii Tridentini diſpoſitionem haberi non poterit, præter illos libros qui ad divini Officii & Chori uſum neceſſarii ſunt, ſaltem Biblia & Catechiſmus ad Parochos

recens editus, item Opera ſancti Bernardi & ſi qui alii ad honeſtam Monachorum occupationem poterunt, habeantur niſi de illis in aſſignatione Menſæ Conventualis jam proſpectum reperiatur. De his omnibus necnon vaſis, veſtimentis & cæterâ ſuppellectile prædictâ ſemel receptâ, Conventus omnes rationem reddere debeant.

3. Reception & éducation des Novices dans des Noviciats communs.

Et ut Novitii quâ decet diſciplinâ informentur, unum aut duo Monaſteria in quâque Provinciâ ubi commodè fieri poterit, ordinentur in quibus Magiſtri etiam cæterorum Monaſteriorum Novitios divini Officii rationem & regularis obſervantiæ inſtituta doceant ità ut quodcumque Monaſterium neceſſária ſuis ſuppediret, & ſi nullos habuerit, alii pro eo ejuſque impenſis recipiantur & inſtruantur.

Les lieux reguliers ſoigneuſement fermez, & tout uſage contraire à leur deſtination, défendu.

Omnia ædificia Conventûs quoquo verſus claudantur, portæ non neceſſariæ obſtruantur, Clathri feneſtris ubicumque opus erit, infigantur: Templa, Sacriſtiæ, Capitula, Dormitoria, Refectoria, Infirmaria & omninò aliæ Clauſtri partes nihil prophani patiantur; Nec Conventus horreum, penu, præſepia nec prorſus ulla promercalia Abbatum Commendatariorum, Conductorum aut aliorum recipiant, nec à Commendatariis, Penſionariis aliiſve de Clauſtro non exiſtentibus occupentur, ſed illis ſolùm proprii Clauſtrales utantur prout ad divini Officii celebrationem regularemque obſervantiam fuerunt conſtituta.

Défenſes aux femmes d'entrer dans les Monaſteres ſous peine d'excommunication.

Mulieribus omnibus cujuſcumque qualitatis, dignitatis & ætatis ingreſſus Clauſtri ac aliorum locorum regularium, etiam ædium partis quæ ab Abbatibus Commendatariis, Prioribus aliiſve Miniſtris etiam diviſim poſſidentur, ſit penitùs interdictus; Quod ſi ſecùs factum erit, tam ingredientes quàm recipientes, excommunicationis ſententiam incurrant. Carcer ad correctionem Monachorum, ubi non eſt, conſtituatur.

4. Inventaire & Cartulaire en chaque Monaſtere.

In omnibus Monaſteriis Inventarium omnium prædictorum necnon inſtrumentorum, fundationum, donationum, autoritatum, exemplarium omniumque monimentorum conſcribatur & in formam authenticam redigatur, illudque & cætera omnia prædicta fideliter aſſerventur; Sicuti verò horum quidquam producendum erit, exemplum ab Archetypo aſſumatur & tranſmittatur, niſi talis contigerit neceſſitas ut exemplar producendum ſit, quod tunc in fidem alicujus probati deponatur qui idoneè caveat illud ipſum quamprimùm reportaturum.

Illa

Illa Monaſteria locis patentibus conſtituta quæ propter Turcarum ſeu prædonum vel hæreticorum incurſiones tutè ſervari non poterunt, facto de ipſorum juribus, litteris, autoritatibus, tabulis, monimentis, atque omni prorsùs ſupellectile, mobilibuſque bonis, jocalibus & rebus fideli inventario, & ſi opus erit, earum omnium depoſitio apud perſonam fide & facultatibus idoneam, ita ut nihil omninò indè ſine conſenſu expreſſo & ſpeciali mandato Conventûs moveri valeat, in civitates opidave vicina transferantur.

SUITE ET CONTINUATION DE LA BULLE du Pape Pie V. de l'an 1570.

CÆTERÙM ad reſtituendam Monaſticam diſciplinam & reſtitutam conſervandam, Ciſtercii & cæteri Patres Abbates in Capitulo Generali provideant diligenter ut omnes viſitationes ſollicitè & prudenter ac cum pietate fiant, ſalutem animarum, Religionis zelum, perpetuum cultum divinum, clauſuram, obedientiam & cætera omnia quæ ad mores, correctionem & Religioſorum ædificationem pertinent, procurando : Quibus in rebus ubicumque non ſunt Menſæ Conventuali aſſignati redditus qui hoc onus ferre poſſint, Abbates & Commendatarii ac alii quicumque adminiſtrationem ſpiritualium & temporalium viſitandorum Monaſteriorum habentes, neceſſaria omnia miniſtrare ac Contributiones & ſumptus pro gerendis aliis communibus negotiis Apoſtolicæ Sedis autoritate impoſitas ac etiam ad brachii ſæcularis adhibitionem præſtare, Viſitatores ac ſolitos & neceſſarios ipſorum famulos & jumenta, debitâ hoſpitalitate recipere & eiſdem in omnibus auxiliari omninò debeant & ad id etiam Cenſuris & pœnis Eccleſiaſticis per Capitulum ac etiam per ipſos Viſitatores compellantur. 5.

Viſites regulieres aux frais des Abbez Commendataires avec les Contributions de l'Ordre.

Ne porrò deſerendi Monaſterii occaſio Monachis præbeatur, quod ex vagandi libertate illis à Commendatariis oblata ut expenſis parcant, plerumque evenit : Præcipimus & Interdicimus ne ulli omninò Commendatarii quidquam vel minimum de Menſâ & aliis neceſſariis detrahant neque ullo modo numerum diminuant aut quempiam etiam propter delictum ejiciant ; ſed quotieſcumque Monachi aliquid admiſerint quod quidem animadverſione dignum ſit, id quamprimùm Priori Clauſtrali, vel ſi gravius Sit

Les Abbez Commendataires ne peuvent rien au regard des Religieux.

delictum, Visitatori significent qui correctionem juxtà Ecclesiæ & Ordinis prædicti statuta faciat ; Quòd si ulteriùs ultrà sex menses distulerit, eo ipso sit ab eo officio depositus & ad illud cæteraque omnia Ordinis officia triennio inhabilis censeatur, statimque Præsidentes correctionem hujusmodi aliis committere teneantur.

6. Reparations des ruines considerables dans les bastimens.

Prædicta autem tertia vel quarta pars redituum omnis Monasterii in Commendam concessi & concedendi, ex ipsamet proprietate prædictorum Superiorum curâ & solicitudine exigatur, & ex eis prædicta pecunia conficiatur eaque quoad ædificia omnia refecta erunt, in id opus impendatur ; Eo verò perfecto ipsa tertia vel quarta pars juxtà Concilii dispositionem & litterarum prædictarum tenorem, annis singulis eâdem curâ convertatur.

Archives generales dans l'Abbaye de Cîteaux pour tout l'Ordre.

Postremò Volumus & Mandamus ut apud Monasterium Cistercii constituatur constitutumque restituatur Archivium in quo Index ordine compositus omnium aliorum Monasteriorum, Prioratuum, Ecclesiarum & Beneficiorum dicti Ordinis in omni parte orbis constitutorum etiam in Commendam obtentorum vel unitorum habeatur ; & item distinctum cujusque Inventarium sive repertorium bonorum, proprietatum, rerum, jurium & actionum omnium, necnon exemplum authenticum instrumentorum, privilegiorum, fundationum, donationum, litterarum, autoritatum & monimentorum quorumcumque conficiatur confectumque fideliter asservetur.

7. Toutes permissions favorisant la propriété revoquées.

Quia verò proprietas omnium malorum radix ubicumque glisci t, omne bonum in regulâ quamvis bene institutâ pervertit, ideò ne hoc quoque sicubi habetur, ad perfectionem prædictorum obstare possit, Revocamus & Abolemus omnia & quæcumque privilegia, autoritates, licentias, dispensationes & indulta cujusque privati rerum & bonorum usus, proprietatis, possessionis & dominii, omnibus cujuscumque gradûs & dignitatis Monachis dicti Ordinis per quoscumque Romanos Pontifices prædecessores nostros, per Nos & Sedem prædictam ejusve Legatos, ex quibuscumque causis etiam motu proprio & ex certâ scientiâ concessa, confirmata & innovata, quibuscumque concepta formulis ac clausulis & decretis suffulta, quorum omnium tenores præsentibus habemus pro expressis, ac volumus illa omnia vires & effectum de cætero non habere, quin etiam Visitatores & cæteros omnes qui in hujusmodi proprietarios severè non

animadverterint, ad hujuſmodi officia ac alia ipſius Ordinis miniſteria perpetùò inhabiles eſſe.

8. Obligation aux Superieurs de faire obſerver ces Reglemens, & ordre aux Légats du Saint Siege & aux Nonces, d'y preſter & tenir la main.

Quocircà Ciſtercienſi & cæteris omnibus Patribus Abbatibus & Viſitatoribus dicti Ordinis Edicimus ut pro ſe quiſque omnia prædicta ſtudeant adimplere; Omnibus autem noſtris & prædictæ Sedis Legatis & Nuntiis ubicumque exiſtentibus necnon Ordinis prædicti Conſervatoribus ab ipſa Sede conſtitutis & conſtituendis, ipſorum ſingulis per Apoſtolica ſcripta Mandamus ut præſentes Litteras ubi & quando opus fuerit ac quotieſcumque pro parte Abbatum, Deffinitorum, Viſitatorum & aliorum prædictorum ſeu alicujus eorum deſuper fuerint requiſiti, ſolemniter publicantes ipſiuſque efficacis defenſionis præſidio aſſiſtentes, prædicta omnia in omnibus Regnis & Provinciis ſedulò exequantur, & quæcumque alia quæ ad Religionis incrementum ipſis utilia vel neceſſaria videbuntur, ubique locorum ſtatuant.

9. Obligation aux Abbez Commendataires de les executer & de faire les aumoſnes aux pauvres dans leurs Monaſteres.

Et prætereà, Abbates & Commendatarios cujuſcumque dignitatis, gradûs & conditionis fuerint, ad prædictorum omnium præſtationem etiam per ſubſtractionem proventuum ac Cenſuras & pœnas præfatas cæteraque oportuna juris & facti remedia, omni & quacumque appellatione poſtpoſitâ compellant, invocato etiam ad hoc ſi opus fuerit, auxilio brachii ſæcularis.

Cæterùm ut vicina plebs egena pro Religionis conſuetudine & inſtituto confoveri poſſit ac cæteri piam & fidelem rerum adminiſtrationem collaudare poſſint, prædictis Commendatariis Præcipimus ut in ſuis Monaſteriis pauperes eleemoſynis pro modo facultatum proſequantur. Decernentes prædicta omnia inviolata & immutabilia perpetuò conſiſtere, necnon irritum & inane ſi ſecùs per præfatos aut quoſcumque alios quavis autoritate fungentes ſcienter vel ignoranter contigerit attentari. Non obſtantibus piæ memoriæ Bonifacii Octavi de unâ & in Concilio Generali editâ de duabus diætis aliiſque Conſtitutionibus & Ordinationibus Apoſtolicis ac dicti Ordinis juramento, confirmatione Apoſtolicâ vel quavis firmitate aliâ roboratis ſtatutis & conſuetudinibus, quodque aliquibus communiter vel divisim ab eadem ſit Sede indultum quod ad præſtationem prædictorum minimè teneantur & ad id compelli aut quod interdici, ſuſpendi vel excommunicari non poſſint per litteras Apoſtolicas non facientes plenam & expreſſam ac de verbo ad verbum de indulto

Clauſes ordinaires.

hujuſmodi mentionem & quibuſlibet aliis Privilegiis, Conſervatoriis, Exemptionibus, Indulgentiis & Litteris Apoſtolicis ſub quibuſcunque tenoribus ac formis ac quibuſvis etiam derogatoriarum derogatoriis aliiſque efficacioribus & inſolitis clauſulis irritantibuſque & aliis decretis in genere vel in ſpecie etiam motu proprio aut etiam conſiſtorialiter ac etiam iteratis vicibus approbatis & innovatis necnon concordiis, conventionibus, pactis & aliis obligationibus etiam ut prædictum eſt, roboratis per quæ præſentibus non expreſſa aut omninò inſerta effectus earum impediri valeat quomodolibet vel differri, & de quibus quorumcumque totis tenoribus ad verbum habenda ſit in noſtris litteris mentio ſpecialis, quæ omnia ad effectum omnium ſuprafcriptorum penitùs Abrogamus, cæteriſque contrariis quibuſcumque : Quià verò difficile nimis eſſet præſentes quocumque opus illis erit perferre, Volumus ut illarum exempla etiam impreſſa Notarii publici vel Secretarii dicti Abbatis Ciſtercii manu & ejuſdem Abbatis vel Capituli alteriuſve Prælati Eccleſiaſtici aut ejus Curiæ ſigillo obſignata, eandem illam prorsùs fidem in Judicio & extrà illud ubique locorum faciant, quam ipſæ præſentes facerent ſi eſſent exhibitæ vel oſtenſæ. Nulli ergò *&c.* Datum Romæ apud Sanctum Petrum anno Incarnationis Dominicæ milleſimo quingenteſimo ſeptuageſimo, octavo Idus Martii, Pontificatûs noſtri anno quinto. (8. Mars 1570.)

BULLE DU PAPE GREGOIRE XIII. de l'an 1574.

SOMMAIRE.

1. *Le Pape à l'exemple de ſes Prédeceſſeurs Pie IV. & Pie V. faiſant attention ſur l'état où la miſere des temps & ſur tout, l'introduction des Commendes ont reduit l'Ordre de Ciſteaux, prend le deſſein de travailler efficacement à ſon rétabliſſement, & commence par révoquer tout ce qu'il avoit accordé contre les droits de l'Ordre & confirme tous ſes Privileges qu'il veut & entend eſtre obſervez dans tous les Monaſteres qui en ſont, ſituez dans tout le monde Chrétien.*

2. *Il ordonne que l'Abbé de Ciſteaux General de l'Ordre & les autres Superieurs viſiteront ces Monaſteres & y ſeront reçûs ſans difficulté ; & il confirme les pouvoirs qui leur ſont donnez par les Statuts, approuvant tout ce qui a eſté fait & reglé depuis le commencement de l'Ordre tant par les Papes que par l'Ordre même.*

3. *Il veut que dans les Monaſteres qui ſont en Commende, il y ait une Menſe particuliere & ſeparée de celle de l'Abbé pour la Communauté, c'eſt-à-dire un partage des revenus entre l'Abbé Commendataire & les Religieux ; & que dans ce partage outre leur nourriture & entretien, l'Abbé Commendataire leur fourniſſe des revenus ſuffiſans pour la reparation des lieux reguliers & de l'Enclos à quoy ils pourront le contraindre. Et que tous ceux qui y demeurent, ſoient ſous l'obéïſſance de l'Abbé General & de leurs autres Superieurs & leur ſoient entierement ſoumis.*

4. *Le Pape ne veut pas qu'aucune Religieuſe d'autre Ordre que de celuy de Ciſteaux y ſoit reçûë pour Abbeſſe, que par le Pere immediat de ce Monaſtere, entre les mains duquel elle ſera tenuë de faire une nouvelle profeſſion & promeſſe de vivre ſuivant les Conſtitutions de l'Ordre.*

5. *Tous les Monaſteres dudit Ordre payeront exactement les Contributions & taxes qui leur ſont & ſeront impoſées par le Chapitre General pour les affaires & neceſſitez communes & pourront y eſtre contraints.*

6. *Les Monaſteres qui ſe trouvent ruinez & détruits en pluſieurs Provinces par les guerres & autres malheurs des temps, ſeront rétablis le plutoſt & le mieux qu'il ſera poſſible.*

7. *Le Pape ordonne que les Egliſes des Monaſteres, les Sacriſties, Dortoirs & autres lieux & officines ſoient pourvûës de tout ce qui peut eſtre neceſſaire, de Vaſes, d'Ornemens, de Livres pour la Biblioteque & pour l'Office, & autres meubles, en ſorte que rien n'y manque & que le Divin Service y ſoit fait ponctuellement ſuivant l'uſage & la pratique de l'Ordre.*

8. *Il veut que l'on faſſe élever en commun les Novices dans les Monaſteres à ce faire choiſis dans chaque Province, afin de les y inſtruire plus exactement de leurs devoirs.*

9. *Il ordonne que la Cloture des Monaſteres ſoit exactement faite principalement des lieux reguliers ſans qu'on y ſouffre rien de*

prophane, & ſans qu'on en puiſſe laiſſer la jouiſſance d'aucun aux Abbez Commendataires ni à d'autres, non pas même en les luy affermant, ni grenier, ni cave, ni écurie, perſonne n'y pouvant & devant habiter que les Religieux, leurs domeſtiques & ceux qui ſont pour leur ſervice & commodité.

10. *Pareillement il y défend tres-expreſſément l'entrée des femmes, non pas même dans le logis de l'Abbé Commendataire, s'il eſt dans la clôture ou Enclos, ſous peine d'excommunication contre celles qui y entreront & ceux qui les y feront entrer.*

11. *On fera des Cartulaires & des Inventaires des Titres en chaque Monaſtere, & les Originaux ne ſortiront point des Archives: & il y aura à Ciſteaux une Archive generale de tous les Titres de l'Ordre.*

12. *Les Viſites ſe feront exactement & les Abbez Commendataires en acquitteront les frais.*

13. *Le Pape défend à ſes Nonces & aux Légats du Saint Siege, de prendre aucune connoiſſance des affaires de l'Ordre, d'entreprendre d'en viſiter les Monaſteres, ni de recevoir & juger les appellations interjettées des Sentences & Ordonnances des Superieurs; & leur enjoint & aux Ordinaires des lieux, de donner aide & ſecours à ceux qui leur en demanderont.*

GREGORIUS EPISCOPUS SERVUS SERVORUM DEI. AD PERPETUAM REI MEMORIAM.

Cette Bulle eſt inſerée toute entiere dans le Grand Bullaire Romain pour la dix huitiéme Conſtitution de ce Pape.

SUPERNA diſpoſitione cujus inſcrutabili providentiâ ordinationem ſuſcipiunt univerſa, in ſupereminenti Apoſtolicæ dignitatis ſpeculâ meritis licèt imparibus conſtituti, ad ea per quæ ſacræ Religionis Ciſtercienſis Ordinis Nobis & Sedi Apoſtolicæ immediatè ſubjecti, ſtatus feliciter dirigatur & regularis vitæ inſtitutio jamdiù à ſanctis Viris tam piè & religiosè tradita & conſtituta conſervetur, & ſi quid deperire incœperit (Domino concedente) reformationem ſuſcipiat & in ſuum priſtinum ſtatum refloreſcat, ac denique perſonæ ſub ſuavi religionis hujuſmodi jugo Domino ſecundùm Regulæ ſuæ puritatem famulantes, ſua in pacis & quietis ſuavitate vota reddere & fructus in Dei Eccleſiâ uberiores proferre valeant, libenter Intendimus, & his quæ per Romanos Pontifices prædeceſſores noſtros propterea conceſſa & ordinata fuiſſe reperiuntur, etiam noſtræ approbationis robur

Adjicimus ac aliàs deſuper Statuimus, Ordinamus, Moderamus & Reformamus prout in Domino conſpicimus ſalubriter expedire.

Dudùm ſiquidem fœlicis recordationis Pio Papæ IV. prædeceſſori noſtro pro parte bonæ memoriæ Ludovici olìm Abbatis Monaſterii Ciſtercii Cabilonenſis Diœceſis expoſito quod licèt ſacer Ciſtercienſis Ordo in ſummâ puritatis & devotionis perfectione per multa retroactorum annorum ſæcula ac tamdiù exemplari Religioſorum ſuorum vitâ atque ſanctimoniâ non ſolùm in Regno Franciæ ubi ſupremum ejus Caput videlicet Ciſtercii præfatum cum aliis quatuor illius præcipuis nempè Firmitatis, Pontigniaci, Claræ vallis & Morimundi, Cabilonenſis prædictæ & Antiſſiodorenſis ac Lingonenſis reſpectivè Diœceſum Monaſteriis (Filiabus Ciſtercii nuncupatis) ſed etiam per alia ferè univerſa Chriſtiani Orbis climata, cum bonæ famæ & virtutum odore eximioque Religionis decore, ad ædificationem militantis Eccleſiæ, quamdiù juxtà ſanctorum Patrum inſtitutiones & regularia illius inſtituta, præfatis aliiſque Monaſteriis de Monachorum dicti Ordinis perſonis proviſum ejuſque laudabilia inſtituta, ritus, conſuetudines & privilegia firmiter obſervata fuerant (Domino cooperante) floruiſſet; nihilominùs tunc à pluribus annis citrà præſertìm poſtquam pleraque Monaſteriorum ac Prioratuum ſuorum aliis quàm dicti Ordinis perſonis commendari, ac ab eorum Superioris obedientiâ per exemptionum, unionum aliaſque diverſas vias tanquam membra à ſuo corpore divelli, abſtrahi & diſmembrari cœperant, ſpecioſo illo regularis diſciplinæ candore paulatim offuſcato, univerſi Ordinis Status in miſerabilem diſperſionem & deſolationem prolapſus erat: & in eâdem Expoſitione ſubjuncto quod tantis hujus olim Deo mortalibuſque gratiæ Religionis incommodis aliter quàm per antiquorum ſtatutorum, conſuetudinum, rituum & privilegiorum prædictorum undiquè convulſorum & diverſimodè oppreſſorum reſtitutionem mederi non poſſe videbatur; præfatus prædeceſſor ſupplicationibus ipſius Ludovici Abbatis in eâ parte tunc inclinatus, antiqua privilegia per quoſcumque Romanos Pontifices prædeceſſores ſuos eidem Ciſterſienſi Ordini & ejus Capitulo Generali indulta & conceſſa, per ſuas Litteras approbavit, confirmavit & innovavit, & alia deſuper ſtatuit & ordinavit. 1.

L'Ordre de Ciſteaux a fleuri tant que les Monaſteres ont eu des Abbez reguliers.

Et deindè piæ memoriæ Pius Papa V. etiam prædeceſſor noſter

eodem ergà præfati Ciſtercienſis Ordinis bonum ſtatum & reformationem zelo & omni propenſione affectus, antiqua illa eidem Ordini ut præfertur, conceſſa Privilegia & Indulta per ſuas Litteras etiam approbavit & confirmavit, ac Litteras Pii IV. Prædeceſſoris ejuſmodi etiam ſuæ approbationis robur adjecit, necnon nonnulla alia opportuna pro temporis conditione præfati Ciſtercienſis Ordinis reformationem concernentia de novo eidem Ordini & Capitulo Generali conceſſit & indulſit prout in ſingulis litteris præfatis pleniùs continetur.

2. Cùm autem firmiora ſint ea quibus Sedis prædictæ ſæpiùs intercedit autoritas, Nos Cupientes ut illa quæ pro dicti Ordinis cujus decus & integritatem ac priſtini candoris reſtitutionem non minori quàm prædicti prædeceſſores noſtri zelo affectamus, ſalubri directione tam piè ac ſanctè ſtatuta ſunt, inconcuſſa perpetuò remaneant, omnium & ſingulorum Immunitatum, Libertatum, Exemptionum, conſervationum, facultatum, Ordinationum, Statutorum, Privilegiorum, Indultorum & aliarum gratiarum, necnon Litterarum Pii IV. & Pii V. prædeceſſorum hujuſmodi tenores præſentibus pro ſufficienter expreſſis & inſertis habentes, motu proprio non ad Abbatis Generalis & Superiorum Ordinis hujuſmodi vel quorumvis aliorum inſtantiam, ſed de noſtrâ merâ liberalitate & ex certâ ſcientiâ, omnes & ſingulas ab Abbate Monaſterii Ciſtercii aliiſque Superioribus & Capitulo Generali Ordinis hujuſmodi ejuſque Deputatis, Immunitates, Libertates & Exemptiones quibuſvis tam Virorum quàm Sanctæ Catherinæ Cajetanæ & Sanctæ Mariæ de Cœleſtia nuncupatæ Venetiarum aliiſque Monialium Monaſteriis ac Prioratibus & aliis regularibus locis dicti Ordinis, ac dilectis filiis Abbatibus & Prioribus dilectiſque in Chriſto filiabus Abbatiſſis & Prioriſſis, necnon Conventibus, Capitulis & perſonis eorumdem, tam in Galliâ, Italiâ, Hiſpaniâ, Portugalliâ, Germaniâ, Angliâ & Scotiâ quàm alibi ubilibet conſiſtentibus.

Revocation des exemptions données contre les droits de l'Ordre.

Itâ quod Immunitatibus, Libertatibus & Exemptionibus hujuſmodi non obſtantibus, pro tempore exiſtentes Abbas Generalis nuncupatus & alii Superiores dicti Ordinis & eorum Vicarii, juxtà ipſius Ordinis inſtituta, Monaſteria, Prioratus & loca prædicta ac illorum perſonas tàm in capitibus quàm in membris viſitare liberè & licitè valeant, ac quæcumque Privilegia & Indulta Apoſtolica viſitandi Monaſteria tam virorum quàm mulierum

Pouvoir à l'Abbé General & aux autres Superieurs de viſiter privativement aux Evêques &c.

lierum Ordinis hujuſmodi quibuſvis venerabilibus Fratribus noſtris Patriarchis, Archiepiſcopis & Epiſcopis, ac dilectis filiis aliis locorum Ordinariis, Abbatibus & aliis quàm Generali Ciſtercienſi prædicto ac aliis quatuor primis nuncupatis quatuor Monaſteriorum filiarum Ciſtercii nuncupatorum præfatorum Abbatibus cæteriſque Superioribus ejuſdem Ordinis ad id ab ipſo Generali Capitulo deputatis perſonis cujuſcumque ſtatûs, gradûs, ordinis & præeminentiæ exiſtentibus, per quoſcumque Romanos Pontifices Prædeceſſores noſtros ac Nos & dictam ſedem etiam ad quorumvis Imperatorum, Regum, Reginarum, Ducum & aliorum Principum inſtantiam, vel etiam motu proprio & ex certâ ſcientiâ etiam conſiſtorialiter & cum cauſæ cognitione ſub quibuſcumque tenoribus & formis, ac cum quibuſvis etiam derogatoriis clauſulis irritantibuſque & aliis decretis hactenùs quomodolibet conceſſa & etiam iteratis vicibus approbata & Apoſtolicas & alias Litteras deſuper confectas & indè ſecuta quæcumque, ad hoc dumtaxat ut Abbati Generali & aliis Superioribus Ordinis eorumque Vicariis, Monaſteria hujuſmodi ut præfertur viſitare liceat, Apoſtolicâ autoritate tenore præſentium Moderamus & Limitamus. Inhibentes Patriarchis, Archiepiſcopis, Epiſcopis & aliis Superioribus Prælatis videlicet ſub interdicto ingreſſûs Eccleſiæ ac ſuſpenſionis à divinis, Abbatibus verò & aliis inferioribus Prælatis cæteriſque quibuſcumque perſonis ſub excommunicationis latæ Sententiæ pœnis, nè Abbatem Generalem & alios Superiores Ordinis eorumque Vicarios præfatos quominùs viſitationes juxtà regularia Ordinis Inſtituta hujuſmodi, liberè facere poſſint per ſe vel per interpoſitas perſonas, directè vel indirectè aut aliàs quocumque modo impedire audeant vel præſumant.

Ordre à tous les Monaſteres de recevoir l'Abbé General & les autres Superieurs & de leur obéir dans leurs Viſites, en vertu de ſainte obéiſſance & ſous peine d'excommunication à encourir de fait.

Ipſis autem Monaſteriorum & aliorum locorum prædictorum Abbatibus, Abbatiſſis, Prioribus, Conventibus, Monachis, Monialibus & perſonis, ut Generalem alioſque Abbates, Superiores & Vicarios præfatos ut præfertur viſitare Volentes, benignè recipiant eiſque & eorum mandatis in concernentibus eorum viſitandi officium hujuſmodi pareant & humiliter obediant, in virtute ſanctæ obedientiæ & ſub ſimilis excommunicationis pœnâ diſtrictè Præcipiendo Mandamus.

Confirmation & renouvellement de tous les Privileges accordez à l'Ordre depuis ſon commencement,

Et inſuper univerſa & ſingula Privilegia, Prærogativas, Immunitates, Exemptiones, Libertates, Conſervatorias Facultates, Indulta & alias gratias Ciſtercio & quatuor Filiabus nuncupatis,

& pareillement de ſes Statuts & Reglemens faits par les Chapitres Generaux.

Monaſteriis ac Ordini ejuſque Capitulo Generali, Definitoribus & aliis Superioribus præfatis per piæ mem. Paſchalem II. Callixtum etiam II. Eugenium III. Alexandrum etiam III. Lucium ſimiliter III. Honorium pariter III. Gregorium IX. Innocentium IV. Sixtum etiam IV. præſertim Commendas & Commendatarios Monaſteriorum & aliorum locorum Ordinis hujuſmodi concernentia, & quod Commendatarii pro tempore exiſtentes nullam in Monaſteria dicti Ordinis ſibi commendata & eorum Monachos juriſdictionem exerceant, & quoſcumque alios Romanos Pontifices prædeceſſores noſtros & Sedem hujuſmodi hactenùs quomodolibet conceſſa.

Les Abbez Commendataires n'ont aucune juriſdiction ſur les Monaſteres.

Necnon Ordinationes & Statuta ab exordio fundationis ejuſdem Ordinis uſque in præſentem diem in dicto Capitulo concorditer edita, etiam ſi in uſu eſſe deſierint, dummodo per lapſum temporis immemorabilis, videlicet centum annorum in deſuetudinem non abierint; ac prætereà ſuper Contributionibus per omnia & ſingula ejuſdem Ordinis Monaſteria Abbati Ciſtercii ſeu Capitulo Generali prædictis faciendis & ſolvendis, ac prout illa concernunt omnia & ſingula alia in Litteris Apoſtolicis aliiſque documentis deſuper confectis contenta & indè ſecuta quæcumque (licita tamen & honeſta ac decretis Concilii Tridentini non adverſantia) eiſdem autoritate & tenore ex certâ ſcientiâ Confirmamus & Approbamus ac illis perpetuæ & inviolabilis firmitatis & noſtræ approbationis robur Adjicimus, omneſque & ſingulos juris & facti defectus (ſi qui forſan intervenerint in eiſdem) Supplemus, necnon potiori pro cautelâ eadem omnia & ſingula Privilegia, Prærogativas, Facultates, Exemptiones quatenùs ſint in uſu, Conſervatorias, Indulta & alias gratias eiſdem modo & formâ quibus Ordini ejuſque Abbatibus, Capitulo Generali & Superioribus prædictis per dictos Prædeceſſores conceſſa ſunt, illis de novo autoritate & tenore prædictis Concedimus & Innovamus.

3. Etabliſſement d'une Menſe Conventuelle dans les Monaſteres qui ſont en Commende avec des revenus ſeparez.

Et prætereà quod in Monaſteriis dicti Ordinis quæ diverſis perſonis etiam ſi Epiſcopi, Archiepiſcopi, Patriarchæ & S. R. E. Cardinales exiſtant, de præſenti Commendata etiam reperiuntur & in futurum commendari ſeu aliàs quoquo modo aliis quàm Ordinis ipſius perſonis concedi continget, Ubi non fuerit, inſtituatur Menſa Conventualis ab Abbatiali Menſâ diſtincta & ſeparata cum annuis fructibus, redditibus & proventibus juxtà Mona-

ſteriorum ipſorum facultates competentibus & honeſtis, pro ſufficienti Conventus & Monachorum aliorumque Religioſorum ejuſdem Ordinis, numero in uno quoque ex ipſis Monaſteriis per ipſos Generalem & cæteros Ordinis ipſius Superiores aut eorum Vicarios ordinando; quam quidem Menſam quià etiam ædificiorum & locorum ad diſciplinæ Monaſticæ obſervationem pertinentium ſcilicet Templorum, Ornamentorum, Jocalium, Librorum Eccleſiaſticorum, Dormitorii, Refectorii aliorumque locorum regularium, necnon Monaſteriorum Clauſuræ neceſſariis & ordinariis reparationibus faciendis obligatam & obſtrictam eſſe Volumus, ut in eâ inſtituendâ expenſarum annuarum ad hæc neceſſariarum ratio habeatur, Statuimus & Mandamus, ac ad eamdem Menſam ſic inſtituendam congruoſque redditus aſſignandos ipſi Commendatarii omninò teneantur & ad id etiam per Cenſuras Eccleſiaſticas, fructuum, reddituum & proventuum ſequeſtrationes & alia opportuna juris remedia cogi poſſint & debeant.

Obligation des Abbez Commendataires de reparer les lieux reguliers.

Et quià ſicut accepimus, in multis dicti Ordinis tam virorum quàm mulierum Monaſteriis quàm plures mendicantium aliorum Ordinum Religioſi utriuſque ſexûs ab immemorabili tempore citrà ſe intruſerunt & perſæpe intrudere præſumunt, quod illi vel indò realiter & cum effectu ejiciantur vel ſaltem habitum infrà annum ſuſcipiant ac profeſſionem regularem ejuſdem Ciſtercienſis Ordinis expreſsè emittant, debitamque obedientiam & reverentiam illius Abbati Generali & reliquis Superioribus prædictis præſtent ac divinum Officium ſecundùm ipſius Ordinis morem celebrent ſeque regularibus ejus inſtitutis omninò conforment; quodque Monachi in Monaſteriis & Prioratibus ejuſdem Ordinis & aliis piis locis pro tempore unitis, annexis & incorporatis degentes, ſint & remaneant ſub obedientiâ & correctione Abbatis Generalis aliorumque ſuperiorum Ordinis Ciſtercienſis præfatorum & ſuorum Vicariorum in omnibus & per omnia perindè ac ſi uniones, annexiones & incorporationes hujuſmodi non emanaſſent, etiam ſi in illis aliter caveretur & uſus non tamen à tempore immemorabili ut præfertur, contrarium obtineat, quæ contra Statuti hujuſmodi tenorem nemini ſuffragentur.

4.

Quòd nullæ alterius Ordinis Moniales niſi causâ legitimâ ſubſiſtente, in Abbatiſſas Monaſteriorum Monialium dicti Ordinis aſſumi vel ſi aſſumantur, in eiſdem Monaſteriis recipi poſſint, niſi immediato Patre Superiore præſente qui habitum illis exhibeat

Nulle Religieuſe d'un autre Ordre n'y ſera reçûë Abbeſſe que par le Pere immediat du Monaſtere qui luy donnera l'habit &c.

& ab eis tria ſubſtantialia vota necnon juramenta obſervandi Statuta dicti Ordinis ac ſecundùm ea vivendi recipiat.

5. Tous les Monaſteres même les Abbez Commendataires doivent payer les Contributions du Chapitre General.

Quodque omnia & ſingula Monaſteria Ordinis hujuſmodi tàm virorum quàm mulierum ubicumque exiſtentium ſeu eorum Abbates vel Priores (etiam Commendatarii) Abbatiſſæque vel Prioriſſæ in ſignum obedientiæ & ſuperioritatis ſolita regalia, videlicet Contributiones ſolitas Abbati Monaſterii Ciſtercii & Capitulo Generali prædictis (omnibus exceptione, recuſatione, præſcriptione & aliâ excuſatione penitùs ceſſantibus) annuatim ſolvere teneantur & ad id compelli poſſint ſub Excommunicationis latæ ſententiæ pœnâ, eâdem autoritate Statuimus, & Ordinamus.

6. Les Monaſteres ruinez ſeront rétablis même ceux qui ſont en Commende.

Et inſuper ut Monaſteria Ciſtercienſis Ordinis hujuſmodi quorum quàmplurima ut accepimus, præſertim in utrâque Siciliâ conſiſtentia, aut debitis officiis deſtituta aut Monachis ob non præſtitam alimoniam deſerta aut omninò collapſa, retecta, recluſa, patentia reperiuntur & ut prophana habentur, ad Conventum, diſciplinam & bonam frugem revocentur, de Apoſtolicæ poteſtatis plenitudine etiam Statuimus & Ordinamus ut omnia Monaſteria & loca dicti Ordinis tàm in utrâque Siciliâ quàm cæteris omnibus Orbis partibus conſtituta, (etiam Commendata) ac etiam de jure patronatûs Laïcorum quocumque modo exiſtentia quæ convulſa, diruta & extenuata exiſtunt, reficiantur & ad debitam clauſuram reducantur ac pro faciliori præmiſſorum executione conveniens pecunia ſtatuatur & quotannis in id opus donec abſolutum fuerit erogetur, ac in eiſdem & cæteris locis quemadmodum eorum facultates ad id fuerint ſufficientes, competens Monachorum & Miniſtrorum numerus reſtituatur.

SUITE ET CONTINUATION DE LA BULLE du Pape Gregoire XIII. de l'an 1574.

7. Tous les lieux reguliers doivent eſtre garnis de meubles convenables.

IPSORUM quoque Eccleſiæ, Sacriſtiæ, Dormitoria & Officinæ vaſis, veſtimentis, libris, ſacrâ & communi ſuppellectile ac cæteris omnibus ad divinum cultum & Monaſticum uſum neceſſariis convenienter inſtruantur : Miſſæ præterea ſacrificium & alia divina Officia nocturna & diurna quotidiè in Choro pſallendo juxtà ritum dicti Ordinis ſine intermiſſione celebrentur ; inſuper ubi ſacra lectio juxtà Concilii Tridentini diſpoſitionem haberi non poterit, præter eos libros qui ad divini Officii & Chori uſum ne-

ceſſarii ſunt, ſaltem Biblia & Catechiſmus ad Parochos ante aliquot annos editus, item opera ſancti Bernardi & ſi qui alii ad honeſtam Monachorum occupationem haberi poterunt, habeantur, niſi de illis in aſſignatione Menſæ Conventualis jam proſpectum reperiatur, ità tamen ut de his omnibus necnon vaſis, veſtimentis & cæterâ ſuppellectile præfatâ ſemel receptis, omnes Conventus rationem reddere debeant.

8. Les Novices doivent eſtre inſtruits ſoigneuſement dans la Regularité.

Et ut Novitii eâ quæ decet diſciplinâ informentur, unum aut duo Monaſteria in quacumque provinciâ ubi commodè fieri poterit ordinentur, in quibus magiſtri etiam cæterorum Monaſteriorum Novitios divini Officii rationem & regularis obſervantiæ inſtituta doceant, ità ut quodlibet Monaſterium ſuis neceſſaria ſuppeditet, & ſi nullos habuerit, alii pro eo ejuſque impenſis recipiantur & inſtruantur.

9. Les portes du Convent bien fermées ſans rien de prophane, & ſans qu'aucun lieu comme grenier, cave & écurie puiſſe eſtre occupé ni même tenu à loyer par l'Abbé Commendataire ni par qui que ce ſoit que par les Religieux.

Omnia ædificia Conventûs quoquo versùs claudantur, portæ non neceſſariæ obſtruantur, clathri feneſtris ubicumque opus fuerit infigantur, Templa, Sacriſtiæ, Capitula, Dormitoria, Refectoria, Infirmariæ & omninò aliæ Clauſtri partes nihil profani patiantur; nec Conventus horreum, penu, præſepia, nec prorſus ulla promercalia Abbatum Commendatariorum, Conductorum aut aliorum recipiant, nec illa à Commendatariis, Penſionariis aliiſve de Clauſtro non exiſtentibus occupentur, ſed illis ſolùm proprii Clauſtrales utantur, prout ad divini Officii celebrationem regularemque obſervantiam fuerunt conſtituta.

10. Les femmes ne doivent pas entrer dans les Cloiſtres ni dans les autres lieux reguliers ni même dans la partie qui ſert de maiſon à l'Abbé regulier, ſous peine d'encourir l'excommunication par les femmes qui y entreront & par ceux qui les recevront.

Mulieribus omnibus cujuſcumque qualitatis, dignitatis & ætatis ingreſſus clauſtri & aliorum locorum regularium etiam ædium partis quæ ab Abbatibus Commendatariis, Prioribus aliiſve Miniſtris etiam diviſim poſſidentur, ſit penitùs interdictus, & ſi ſecùs factum erit, tam ingredientes quàm recipientes excommunicationis ſententiam incurrant; carcer quoque ad correctionem Monachorum ubi non eſt, conſtituatur.

11. Inventaire des Titres en chaque Monaſtere.

Et in omnibus Monaſteriis Inventarium omnium præfatorum, necnon inſtrumentorum fundationum, dotationum, autoritatum, exemplarium omniumque monimentorum conſcribatur & in formam authenticam redigatur, illudque & cætera omnia præfata fideliter aſſerventur; ſic ubi verò locorum quidquam producendum erit, exemplum ab Archetypo deſumatur & tranſmittatur, niſi talis contigerit neceſſitas ut ipſum exemplar producendum ſit, quod tunc in fidem alicujus pro-

bati deponatur qui idoncè caveat illud ipſum quàm ptimùm reportandum.

Illa quoque Monaſteria locis patentibus conſtituta quæ propter Turcarum ſeu prædonum vel hæreticorum incurſiones tutè ſervari non poterunt, facto de ipſorum juribus, litteris, autoritatibus, tabulis, monimentis atque omni prorsùs ſuppellectile mobilibuſque bonis, jocalibus & rebus fideli Inventario & ſi opus erit, eorum omnium depoſitio fiat apud perſonam fide & facultatibus idoneam, ità ut nihil omninò indè ſine conſenſu expreſſo & ſpeciali mandato Conventûs moveri valeat, in Civitates oppidave vicina transferantur.

12. Viſites regulieres exactement faites dont les Commendataires payeront les frais en celle dont ils ſont pourvûs & les Contributions ordinaires.

Cæterùm ad reſtituendam Monaſticam diſciplinam & reſtitutam conſervandam, Ciſtercii & cæteri patres Abbates in Capitulo Generali provideant diligenter ut omnes viſitationes ſollicitè & prudenter ac cum pietate fiant, ſalutem animarum, religionis zelum, perpetuum cultum divinum, clauſuram, obedientiam & cætera omnia quæ ad mores, correctionem & Religioſorum ædificationem pertinent, procurando; quibus in rebus ubicumque non ſunt Menſæ Conventuali aſſignati redditus qui hoc onus ferre poſſint, Abbates & Commendatarii ac alii quicumque adminiſtrationem ſpiritualium & temporalium viſitandorum Monaſteriorum habentes, neceſſaria omnia miniſtrare ac Contributiones & ſumptus pro gerendis aliis communibus negotiis dictæ Sedis autoritate impoſitas ac etiam ad brachii ſæcularis adhibitionem præſtare, Viſitatores ac ſolitos & neceſſarios ipſorum famulos & jumenta debitâ hoſpitalitate recipere & eiſdem in omnibus auxiliari omninò debeant & ad id etiam cenſuris & pœnis Eccleſiaſticis per Capitulum ac etiam per ipſos Viſitatores compellantur.

Ne porrò deſerendi Monaſterii occaſio Monachis præbeatur, quod ex vagandi libertate illis à Commendatariis oblatâ ut expenſis parcant plerùmque evenit, Præcipimus & Interdicimus nè ulli omninò Commendatarii quidquam vel minimùm de Menſâ & aliis neceſſariis detrahant neque ullo modo diminuant, aut quempiam etiam propter delictum ejiciant, ſed quotieſcumque Monachi quid admiſerint quod quidem animadverſione dignum ſit, id quàm primùm Priori Clauſtrali vel ſi gravius ſit delictum, Viſitatori ſignificent qui correctionem juxtà Eccleſiæ & dicti Ordinis Statuta faciat, qui ſi ultrà ſex menſes diſtulerit, eo ipſo ſit

ab Officio depoſitus & ad illud cæteraque omnia Ordinis ejuſdem Officia triennio inhabilis cenſeatur, ſtatimque præſidentes correctionem hujuſmodi aliis committere teneantur.

Archive generale à Ciſteaux de tous les Titres de l'Ordre.

Ad hæc Volumus & Mandamus ut apud dictum Monaſterium Ciſtercii conſtituatur conſtitutumve reſtituatur Archivium in quo Index ordine compoſitus omnium aliorum Monaſteriorum, Prioratuum, Eccleſiarum & Beneficiorum dicti Ordinis in omni parte Orbis conſtitutorum etiam in Commendam obtentorum vel unitorum habeatur, & item diſtinctum cujuſque inventarium ſive repertorium bonorum, proprietatum, rerum, jurium & actionum, omnium, necnon exemplum authenticum inſtrumentorum, privilegiorum, fundationum, donationum, literarum, autoritatum & monumentorum quorumcumque conficiatur confectumque fideliter aſſervetur.

Revocation de toutes permiſſions données à tous Religieux particuliers de rien poſſeder en propre.

Revocamus quoque & Abolemus omnia & quæcumque privilegia, autoritates, licentias, diſpenſationes & indulta cujuſque privati rerum & bonorum uſus, proprietatis, poſſeſſionis & dominii, omnibus cujuſcumque gradûs & dignitatis Monachis dicti Ordinis per quoſcumque Romanos Pontifices prædeceſſores noſtros ac Nos & dictam Sedem ejuſque Legatos ex quibuſcumque cauſis etiam motu proprio & ex certâ ſcientiâ conceſſa, confirmata & innovata, quibuſcumque concepta formulis ac clauſulis & decretis ſuffulta, quorum omnium tenores præſentibus haberi Volumus pro expreſſis; ac Volumus illa omnia vires & effectum de cætero non habere; quin etiam Viſitatores & cæteros omnes qui in hujuſmodi proprietarios ſeverè non animadverterint, ad officia hujuſmodi & alia ipſius Ordinis miniſteria perpetuò inhabiles eſſe.

Aumoſnes à faire dans les Monaſteres aux dépens des Commendataires.

Ceterùm ut vicina plebs egena pro Religionis conſuetudine & inſtituto confoveri, ac cæteri piam & fidelem rerum adminiſtrationem collaudare poſſint, eiſdem Commendatariis Præcipimus ut in ſuis Monaſteriis pauperes eleemoſynis pro modo facultatum proſequantur.

13.

Le Pape défend à tous ſes Nonces & Légats & aux Ordinaires de recevoir aucune appellation des Sentences & Ordonnances renduës par l'Abbé General, ſes Vicai-

Quià verò nihil æquè diſſolutè & indiſciplinatè vivendi licentiam affert quam impunitatis ſpes, eamque non ità pridem tam nonnulla ejuſdem Ordinis Monaſteria quàm illorum perſonæ ex eo nanciſci cœperint, quod à ſententiis & decretis per ipſius Ordinis Generalem aut ejus Vicarios in Provinciis deputatos contrà ſe latis, ad noſtros & dictæ Sedis Legatos & Nuncios provocando,

res & députez & autres Superieurs de l'Ordre, ni de les juger, non plus que d'entreprendre de faire la Visite dans aucun Monaſtere.

pœnas in ſe conſtitutas eludere ſatagunt, in antiquorum Statutorum, conſuetudinum, rituum & privilegiorum præfatorum præjudicium & ipſius Ordinis Superiorum contemptum; ideo ne abuſus & incommoda hujuſmodi tractu temporis altiùs irrepant providere Volentes, motu, ſcientiâ & poteſtate ſimilibus Statuimus & Ordinamus ac diſtrictè Præcipimus & Interdicimus nè ulli omninò dictæ Sedis Legati vel Nuncii appellationes à ſententiis & decretis per Abbatem Generalem vel ejus Vicarios aut Superiores præfatos latis vel promulgatis ut præfertur pro tempore interpoſitas ullo modo recipiant aut admittant neque de illis cognoſcant, ſeu illarum vel quocumque alio prætextu Monaſteria, Prioratus aut alia loca ejuſdem Ordinis viſitent, ſed quotieſcumque ad illos aliquis in Monachos aut perſonas hujuſmodi animadverſione dignum deferri contigerit, juxtà formam Commendatariis circà delicta Monachorum & perſonarum earumdem per Nos ut præfertur præſcriptam, Vicarium ipſius Ordinis in illâ Provinciâ inſtitutum monendum curent qui delinquentes ſub pœnâ ſuperiùs ad id conſtitutâ exemplariter corrigere & punire teneatur: Decernentes appellationes, provocationes aut quaſcumque alias reclamationes à Monachis & perſonis hujuſmodi ad dictos Legatos ſeu Nuncios vel locorum Ordinarios ut præfertur pro tempore interpoſitas vel interponendas, ac proceſſus deſuper habitos vel habendos necnon indè ſecuta vel ſequenda quæcumque, nullius fore roboris vel momenti, ac Generalem Abbatem & Vicarios necnon Superiores præfatos ad correctionem & punitionem delinquentium Monachorum & perſonarum Ordinis hujuſmodi, appellationibus, provocationibus & reclamationibus hujuſmodi nequaquam obſtantibus procedere poſſe & debere.

Tous ces Reglemens cy-deſſus ainſi faits ne peuvent eſtre accuſez d'aucun vice de nullité, ſubreption &c.

Præſentes quoque Litteras de ſubreptionis vel obreptionis aut nullitatis vitio ſeu intentionis noſtræ defectu, quovis prætextu quæſitove colore vel ingenio nullatenùs notari, argui vel impugnari poſſe, neminemque illas quavis de causâ etiam juſtiſſimâ impugnantem in judicio vel extrà audiendum eſſe, nec illas ſub quibuſvis ſimilium vel diſſimilium conceſſionum gratiarumque revocationibus, ſuſpenſionibus, limitationibus, modificationibus, derogationibus aut aliis contrariis diſpoſitionibus etiam per Nos & ſucceſſores noſtros Romanos Pontifices ac Sedem prædictam, etiam Imperatoris, Regum, Reginarum, Ducum & aliorum Principum intuitu & contemplatione aut in eorum vel etiam nullius favorem ſub quibuſcumque

cumque tenoribus & formis ac cum quibuſvis clauſulis ac etiam vim contractûs aut legis ſeu ſtatuti perpetui inducentibus decretis & aliàs quomodolibet conceſſis & concedendis, ac quibuſvis Conſtitutionibus & Ordinationibus Apoſtolicis deſuper quomodolibet editis & edendis aliquatenùs comprehendi, neque illis aliquo unquam tempore etiam per Sedem præfatam derogari poſſe nec derogatum cenſeri, niſi de toto tenore & datæ præſentium expreſſa mentio habita & derogatio, ſuſpenſio, revocatio, limitatio, modificatio aliaque præmiſſa de Ciſtercii aliorumque quatuor primorum nuncupatorum Abbatum prædictorum expreſſo conſenſu facta fuerint; & ſi aliter derogari, revocari, ſuſpendi, limitari aut emendari contigerit, hujuſmodi derogationem, revocationem, ſuſpenſionem, limitationem, correctionem & emendationem nullius eſſe roboris vel momenti, & quoties illæ vel illa emanabunt, toties in priſtinum & validiſſimum ſtatum reſtituta, & de novo etiam ſub quacumque datâ per ipſum Abbatem Monaſterii Ciſtercii pro tempore exiſtentem eligenda conceſſa eſſe & cenſeri.

Sicque per quoſcumque Judices & Commiſſarios quavis autoritate fungentes etiam S. R. E. Cardinales aut cauſarum Palatii Apoſtolici Auditores, ſublatâ eis & eorum cuilibet quavis aliter judicandi & interpretandi facultate & autoritate, judicari & definiri debere, irritum quoque & inane ſi ſecùs ſuper his à quoquam quavis autoritate ſcienter vel ignoranter contigerit attentari.

18. Ordre du Pape à tous ſes Légats & Nonces & aux Ordinaires des lieux de donner aide pour l'execution de tous ces Reglemens : & le reſte des clauſes uſitées.

Et nihilominùs omnibus noſtris & dictæ Sedis Legatis & Nunciis ubicumque exiſtentibus ac locorum Ordinariis necnon Ordinis præfati Conſervatoribus ipſorumque ſingulis per Apoſtolica ſcripta Mandamus quatenùs præſentes litteras, & in eis contenta quæcumque ubi & quando opus fuerit, ac quoties pro parte Abbatum, Vicariorum, Viſitatorum & aliorum præfatorum ſeu alicujus eorum deſuper fuerint requiſiti, ſolemniter publicandi ipſiſque efficacis defenſionis præſidio aſſiſtendi, faciant autoritate noſtrâ Abbates, Vicarios, Viſitatores & alios præfatos, confirmatione, approbatione, adjectione, ſuppletione, conceſſione, ſtatuto, ordinatione, innovatione, præcepto, interdicto, renovatione, abolitione ac ſui Generalis voluntatis mandatis, decretis noſtris aliiſque præmiſſis pacificè frui & gaudere, ac præſentes Litteras ab omnibus quos illæ concernunt, inviolabiliter & inconcuſsè obſervari, non permittentes Abbates, Vicarios, Superiores Viſitatores, ac alios,

præfatos deſuper contrà earumdem præſentium tenorem quomodolibet indebitè moleſtari; Contradictores quoſlibet & rebelles per præfatas ac alias ſententias, cenſuras & pœnas aliaque opportuna juris & facti remedia (apellatione poſtpoſitâ) compeſcendo, ac legitimis ſuper his habendis ſervatis proceſſibus ſententias, cenſuras & pœnas ipſas etiam iteratis vicibus aggravando, invocato etiam ad hoc ſi opus fuerit, auxilio brachii ſæcularis.

Nonobſtantibus præmiſſis & ſanctæ memoriæ Bonifacii Papæ VIII. pariter prædeceſſoris noſtri de unâ & in Concilio Generali editâ de duabus dietis, aliiſque Apoſtolicis ac in Provincialibus & Synodalibus Conciliis editis generalibus vel ſpecialibus conſtitutionibus & ordinationibus, necnon quibuſlibet etiam juramento, confirmatione Apoſtolicâ vel quavis firmitate aliâ roboratis ſtatutis & conſuetudinibus, declarationibus, inhibitionibus & decretis, privilegiis quoque, indultis & litteris Apoſtolicis, Legatis, Nunciis & Ordinariis præfatis ac aliis quibuſvis perſonis, ſub quibuſcumque tenoribus & formis ac cum quibuſvis etiam derogatoriarum derogatoriis aliiſque efficacioribus & inſolitis clauſulis irritantibuſque & aliis decretis, in genere vel in ſpecie, etiam motu ſimili etiam conſiſtorialiter aut aliàs quomodolibet conceſſis ac etiam iteratis vicibus approbatis & innovatis; quibus omnibus etiam ſi pro illorum ſufficienti derogatione, de illis eorumque totis tenoribus ſpecialis, ſpecifica, expreſſa, individua ac de verbo ad verbum non autem per clauſulas generales idem importantes mentio ſeu quævis alia expreſſio habendâ aut alia aliqua exquiſita forma ad hoc ſervanda foret, illorum veriores tenores, formas, datas & decreta in eis appoſita ac ſi de verbo ad verbum nihil penitùs omiſſo & forma in illis tradita obſervata inſerti forent, præſentibus pro ſufficienter expreſſis habentes, illis aliàs in ſuo robore permanſuris, ac vice dumtaxat ſpecialiter & expreſsè Derogamus & ſufficienter derogatum eſſe Decernimus, necnon omnibus illis quæ in litteris Pii IV. & Pii V. ac aliorum prædeceſſorum præfatorum expreſſum fuit non obſtare contrariis quibuſcumque, aut ſi aliquibus communiter vel diviſim ab eadem ſit Sede indultum quod interdici, ſuſpendi vel excommunicari non poſſint per Litteras Apoſtolicas non facientes plenam & expreſſam ac de verbo ad verbum de indulto hujuſmodi mentionem.

Cæterùm quià difficile foret eaſdem præſentes ad diverſa loca

provinciaſque circumferre, Volumus & dictâ autoritate Decernimus quòd illarum tranſſumptis ſeu exemplis etiam formis impreſſis manu alicujus publici Notarii ſubſcriptis & ſigillo Abbatis Generalis aut alicujus ex aliis Superioribus Ordinis hujuſmodi munitis, plena & indubia ac ea prorsùs fides ubique etiam in judicio adhibeatur, quæ ipſis originalibus adhiberetur ſi forent exhibitæ vel oſtenſæ. Datum Romæ apud S. Petrum ſub annulo Piſcatoris, die 12. Julii 1574. Pontificatûs noſtri anno tertio.

BULLE DU PAPE SIXTE V. de l'an 1586.

SOMMAIRE.

1. *Le Pape fait un dénombrement des Papes ſes prédeceſſeurs qui ont accordé à l'Ordre de Ciſteaux divers Privileges dont il ſpecifie une partie, comme en ce qui concerne la liberté dans les élections qui ſe font des Abbez; l'exemption de tous les Monaſteres de la juriſdiction des Ordinaires; la défenſe faite aux Abbez Commendataires de s'entremettre de ce qui regarde le gouvernement ſpirituel qui eſt laiſſé aux Peres Abbez; ni d'occuper aucun des lieux reguliers & autres qui ſont & doivent eſtre à l'uſage de la Communauté, ni d'y introduire des femmes; ni de pretendre rien aux dépouilles des Religieux qui decedent ſoit au dedans ſoit au dehors des Monaſteres.*

2. *Le Pape confirme tous ces Privileges, & nommément les Bulles de ſes prédeceſſeurs Gregoire IX. Sixte IV. Innocent VIII. Pie IV. Pie V. & Gregoire XIII. de l'execution deſquelles dépend dit-il, le ſalut de l'Ordre, & cela de la meilleure & de la plus forte maniere qu'il eſt poſſible.*

3. *Il ordonne aux Legats, Nonces & autres Officiers du Saint Siege & de la Chambre Apoſtolique, de donner aide & ſecours pour l'execution pleine & entiere de ſa Bulle quand ils en ſeront requis, à l'Abbé de Ciſteaux General de l'Ordre, aux quatre premiers Abbez communément appellez ſes quatre premieres Filles, & à tous les autres Superieurs.*

SIXTUS PAPA V.
AD FUTURAM REI MEMORIAM.

Cette Bulle eſt rapportée toute entiere au Grand Bullaire Romain pour la trente quatriéme Conſtitution de ce Pape.

PONTIFEX Romanus primarias Chriſti Dei & Domini noſtri in terris gerens vices, ſicut totius Dominici gregis paſcendi curam & onus ſuſtinere dignoſcitur, ità in eos quos graviùs laborare & ſuo præcipuo auxilio indigere perſpexerit, propenſiùs & favorabiliùs incumbere debet; Cùm primis verò Religioſorum Monachorum qui mundanis abjectis illecebris, in ſpiritu humilitatis Altiſſimo famulantur, paternam curam gerere nutantemque illorum ſtatum (quantum ex alto conceditur) celeri ac ſalubri munimine fulcire.

Sanè ſicut pro parte dilecti filii Edmundi à Cruce Abbatis Monaſterii Ciſtercii Cabilonenſis Diœceſis totius Ordinis Ciſtercienſis Generalis necnon dicti Ordinis Capituli Generalis Nobis fuit expoſitum quòd Ciſtercienſium Monachorum Ordo à Divo Roberto inſtitutus & à Divo Bernardo illuſtratus cæteriſque eorum ſucceſſoribus propagatus, multorum virorum ſanctimoniâ præcellens tàm à prædeceſſoribus noſtris Romanis Pontificibus quàm etiam ab Imperatoribus, Regibus, Ducibus & aliis Principibus tot & tantis privilegiis, gratiis & favoribus meruit decorari, ut nullo quovis temerario auſu nullâque temporis diuturnitate privilegia, exemptiones & gratias hujuſmodi à quoquam violari aut
1. modo aliquo infringi poſſe viderentur: Sed tamen ea eſt quorumdam hominum improbitas taliſque rerum humanarum conditio, ut niſi ſæpiùs eadem iterentur & legum pœnis fulciantur, hujuſmodi hominum audaciâ & temporum injuriâ optimæ leges & privilegia conculcentur; quo factum eſt ut quemadmodum eadem expoſitio ſubjungebat, multi piæ memoriæ prædeceſſores noſtri præcipuè verò Paſchalis II. Calixtus etiam II. Eugenius III. Alexander III. Lucius ſimiliter III. Honorius etiam III. Gregorius IX. Innocentius IV. Alexander etiam IV. Urbanus IV. Clemens IV. Gregorius X. Nicolaus IV. Bonifacius VIII. Clemens V. Joannes XXII. Benedictus XII. Clemens VI. Urbanus V. Joannes XXIII. Martinus V. Eugenius IV. Nicolaus V. Calixtus III. Pius II. Sixtus IV. Innocentius VIII. Leo X. Pius IV. Pius V. & Gregorius XIII. Romani Pontifices, privilegia, prærogativas, immunitates, exemptiones, libertates,

Denombrement de la plus grande partie des Papes qui ont confirmé les Privileges de l'Ordre depuis ſon origine.

indulgentias, conſervatorias facultates & alias gratias Monaſterio ſeu Abbati Ciſtercii, necnon Firmitatis, Pontigniaci, Claræ-vallis & Morimundi Cabilonenſis, Autiſſiodorenſis & Lingonenſis reſpectivè Diœceſum (quatuor ipſius Monaſterii Ciſtercii Filiabus appellatis) totique Ordini Ciſtercienſi & Capitulo Generali ejuſdem Conceſſerint & Indulſerint. Inter cætera verò Gregorius IX. ne ullus Epiſcopus aut quælibet alia perſona cujuſcumque dignitatis & præeminentiæ exiſtat, regularem electionem Abbatum ipſius Ordinis impedire aut in ea ſe quomodolibet ingerere; Innocentius IV. eiſdem Epiſcopis ne Monachos & Abbates Religionis ejuſdem, etiam ratione cujuſcumque delicti (causâ fidei duntaxat exceptâ) ad ſua Judicia & Tribunalia trahere : Sixtus IV. Commendatariis Monachorum numeri taxationem & Novitiorum receptionem & benedictionem in Monaſteriis Commendatis prohibuit atque ejus rei curam penes Abbates alioſque Ordinis Superiores remanere voluit; Innocentius VIII. ne quiſquam ex Abbatibus & Monachis ipſius Ordinis in habitu & vivendi ritu longo uſu paſſim recepto ſe ab aliis difformare præſumeret : Pius IV. Pius V. & Gregorius XIII. Commendatariis eiſdem eorumque Miniſtris cæteriſque perſonis ſæcularibus quovis titulo ipſius Ordinis Monaſteriorum fructus atque proventus percipientibus, nè Templa & alia loca Regularia & ad Monachorum uſum deſtinata Abbatiarum hujuſmodi & Monaſteriorum quomodolibet occuparent aut profanarent, nevè in illis mulieres cujuſcumque conditionis introducerent, nec ſe ſe in bonis per Monachos pro tempore decedentes relictis illorumve ſpoliis quomodolibet intromitterent aut bona ipſa ſibi appropriarent, reſpectivè ſtatuerunt, mandarunt & diſtrictiùs præcipiendo vetarunt; ac etiam alii Romani Pontifices prædeceſſores noſtri aliàs & aliter in favorem Ordinis ejuſdem ſtatuerunt, ordinarunt, conceſſerunt, indulſerunt, prohibuerunt & inhibuerunt, prout in ſingulis tam prædictorum quàm aliorum quorumcumque prædeceſſorum noſtrorum litteris, ſub quacumque formâ & datâ reſpectivè (quarum tenores præſentibus haberi volumus pro expreſſis) expeditis & emanatis latiùs dicitur contineri.

Défenſes aux Abbez Commendataires d'occuper les lieux reguliers des Monaſteres dont ils ſont pourvûs, ni d'y introduire des femmes, ni de rien pretendre aux pecules laiſſez par les Religieux.

Quare ipſius Ordinis Ciſtercienſis afflicto ſtatui paterno affectu & ex Paſtoralis officii nobis ex alto injuncti munere providere Volentes, motu proprio non ad Abbatis Ciſtercii ipſius Ordinis Generalis nec alterius cujuſcumque pro eo ſive toto Ordine ipſo 2.

Confirmation nouvelle de tous leſdits Privileges.

Nobis oblatæ petitionis inſtantiam, ſed ex noſtrâ merâ & ſponcaneâ voluntate & certâ ſcientiâ ac de Apoſtolicæ poteſtatis plenitudine, prædicta omnia & ſingula privilegia, prærogativas, immunitates, exemptiones, libertates, indulgentias, conſervatorias facultates, indulta & alias gratias, Ciſtercii & quatuor Filiarum nuncupatorum præceptis Monaſteriis & Ordini univerſo ejuſque Capitulo Generali, Deffinitoribus & aliis Superioribus quibuſcumque per ſupradictos & alios quoſcumque Romanos Pontifices prædeceſſores noſtros conceſſa & innovata conceſſaſque & innovatas, præſertim verò ipſas litteras Gregorii IX. Sixti IV. Innocentii VIII. Pii IV. Pii V. & Gregorii XIII. per quarum auſu temerario contemptam à multis obſervationem ejuſdem Ordinis convellitur immunitas, regularis ſtatus periclitatur, uniformitas decoloratur, Confirmamus, Roboramus & Approbamus illiſque omnibus & ſingulis perpetuæ & inviolabilis firmitatis robur Adjicimus, & quatenus opus ſit, Concedimus & Indulgemus, Vetamus, Prohibemus & Inhibemus, ac etiam ſolemnitatum etiam ſubſtantialium & quoſcumque alios defectus, ſi qui in ſingulis privilegiis, indultis & litteris Apoſtolicis prædictis vel aliis quibuſcumque quomodolibet intervenerint, motu & ſcientiâ ſimilibus, eodem præſentium tenore Supplemus: Decernimus omnia & ſingula in ipſis privilegiis & indultis ac præſentibus noſtris contenta & comprehenſa, quatenùs ſint in uſu & ſacris Canonibus præcipuè verò Concilii Tridentini decretis non adverſentur, perpetuò valida & efficacia & firma ac ſtabilia fore & eſſe ſuoſque plenarios effectus ſortiri & obtinere ac omnibus & ſingulis quos tangunt ſeu tangere poterunt quomodolibet, in futurum inviolabiliter obſervari debere; Ac præſentes noſtras etiam ex quavis causâ de ſubreptionis vel obreptionis ſeu nullitatis vitio aut intentionis noſtræ vel quovis alio defectu notari ſeu impugnari & aliàs quomodolibet infringi vel retractari nullatenùs unquam poſſe, ſed eas ſemper & perpetuò valere & tenere ac viribus ſubſiſtere, necnon eis quos vel quorum favorem concernunt & concernent, omninò ſuffragari: Sicque per quoſcumque Judices, etiam cauſarum ſacri noſtri Palatii Apoſtolici Auditores ac S. R. E. Cardinales etiam Legatos de Latere & quacumque poteſtate & dignitate fulgentes, ſublatâ eis & eorum cuilibet quavis aliter judicandi vel interpretandi facultate & autoritate, ubique judicari & definiri debere irritumque & inane ſi ſecùs ſuper his à quoquam quavis autoritate ſcienter vel ignoranter contigerit attentari, Decernimus,

[Le Pape de nouveau confirme ce que ſes prédeceſſeurs ont reglé contre les prétentions des Commendataires.

Quocircà omnibus noſtris & dictæ Sedis Legatis ac Nuntiis ubicumque exiſtentibus ac quorumcumque locorum Ordinariis necnon Ordinis præfati Conſervatoribus, ac dilecto filio moderno & pro tempore exiſtenti Curiæ cauſarum Cameræ Apoſtolicæ generali Auditori, ipſorum ſingulis per Apoſtolica ſcripta Mandamus quatenùs præſentes litteras & in eis contenta quæcumque ubi & quando opus fuerit ac quoties pro parte Patris Generalis, Abbatum, Procuratoris Generalis, Vicariorum, Viſitatorum & aliorum præfatorum ſeu alicujus eorum deſuper fuerint requiſiti, ſolemniter publicantes ipſiſque efficacis defenſionis præſidio aſſiſtentes, faciant autoritate noſtrâ Patrem Generalem, Abbates, Procuratorem Generalem, Vicarios, Viſitatores & alios prædictos confirmatione, approbatione, adjectione, ſuppletione, conceſſione, ſtatuto, ordinatione, innovatione, præcepto, interdicto, revocatione, abolitione ac ſui Generalis voluntate, mandatis, decretis noſtris aliiſque præmiſſis pacificè frui & gaudere, ac præſentes litteras ab omnibus quos illæ concernunt, inviolabiliter & inconcuſsè obſervari, non permittentes Patrem Generalem, Abbates, Procuratorem Generalem, Vicarios, Viſitatores, Superiores ac alios prædictos deſuper contrà litterarum earumdem præſentiumque tenorem quomodolibet indebitè moleſtari; Contradictores quoſlibet & rebelles per prædictas ac alias ſententias, cenſuras & pœnas aliaque opportuna juris & facti remedia (appellatione poſtpoſitâ) compeſcendo, ac legitimis ſuper his habendis ſervatis proceſſibus, ſententias, cenſuras, & pœnas ipſas, etiam iteratis vicibus aggravanda, invocato etiam ad hoc ſi opus fuerit, auxilio brachii ſæcularis. Nonobſtantibus præmiſſis & ſanctæ memoriæ Bonifacii Papæ VIII. pariter prædeceſſoris noſtri, de unâ & in Concilio Generali editâ de duabus dietis, aliiſque Apoſtolicis ac in Provincialibus & Synodalibus Conciliis editis generalibus vel ſpecialibus conſtitutionibus necnon quibuſlibet etiam juramento, confirmatione Apoſtolicâ vel quavis firmitate alia roboratis ſtatutis & conſuetudinibus, declarationibus, inhibitionibus, & decretis, privilegiis quoque, indultis & litteris Apoſtolicis Legatis, Nuntiis & Ordinariis prædictis ac aliis quibuſvis perſonis ſub quibuſcumque tenoribus & formis ac cum quibuſvis etiam derogatoriarum derogatoriis aliiſque efficacioribus & inſolitis clauſulis irritantibuſque & aliis decretis in genere vel in ſpecie etiam motu ſimili etiam conſiſto-

3. Ordre aux Legats Apoſtoliques & aux Nonces du Saint Siege, & tous autres Officiers de la Chambre & du Pape, de preſter la main pour l'execution de la Bulle.

rialiter aut aliàs quomodolibet conceſſis & etiam iteratis vicibus approbatis & innovatis : Quibus omnibus & ſingulis etiam ſi pro illorum ſufficienti derogatione, de illis eorumque totis tenoribus ſpecialis, ſpecifica, expreſſa, individua ac de verbo ad verbum non autem per clauſulas generales idem importantes mentio ſeu quavis alia expreſſio habenda aut aliqua alia exquiſita forma ad hoc ſervanda foret, illorum veriores tenores, formas, datas & decreta in eis appoſita ac ſi de verbo ad verbum, nihil penitùs omiſſo & forma in illis tradita obſervata, inſerti forent præſentibus pro ſufficienter expreſſis habentes, illis aliàs in ſuo robore permanſuris, hac vice dumtaxat ſpecialiter & expreſsè dérogamus & ſufficienter derogatum eſſe decernimus, necnon omnibus illis quæ in litteris Pii IV. Pii V. & Gregorii XIII. ac aliorum prædictorum expreſſum fuit, non obſtare cæteriſque contrariis quibuſcumque ; aut ſi aliquibus communiter vel diviſim ab eadem ſit Sede indultum quod interdici, ſuſpendi vel excommunicari non poſſint per litteras Apoſtolicas non facientes plenam & expreſſam ac de verbo ad verbum de indulto hujuſmodi mentionem : Ceterùm quià difficile foret eaſdem præſentes ad diverſa loca Provinciaſque circumferre, Volumus & dicta autoritate Decernimus quod illarum tranſſumptis ſeu exemplis etiam impreſſis manu alicujus publici Notarii ſubſcriptis, & ſigillo Abbatis Generalis aut alicujus ex aliis Superioribus Ordinis hujuſmodi munitis, plena & indubia ac ea prorsùs fides ubique etiam in Judicio adhibeatur quæ ipſis originalibus adhiberetur ſi forent exhibitæ vel oſtenſæ. Datum Romæ apud S. Petrum ſub annulo Piſcatoris, die 17. Maii anno Incarnationis Dominicæ 1586, Pontificatûs noſtri anno ſecundo.

Ier BREF DU PAPE CLEMENT VIII. de l'an 1592.

SOMMAIRE.

1. *Le Pape par ce Bref obtenu ſur la requiſition des Abbez & Religieux de l'Ordre de Ciſteaux en Eſpagne, confirme un Decret rendu par la Congregation établie pour l'interpretation du Concile de Trente, & declare au ſujet de ce qu'a défini & reglé en leur faveur ce Concile Seſſion 23. Chapitre 10. touchant la Collation de la Tonſure & des quatre Moindres & les Dimiſſoires, que les Abbez benits peuvent conferer la Tonſure & les quatre Ordres Mineurs à leurs Religieux*, ſuis ſubditis Regularibus, *dans les Egliſes & Chapelles de leurs Monaſteres, & leur donner auſſi des Lettres Teſtimoniales pour leur ſervir de Démiſſoires à aller prendre les Ordres ſacrez des Evêques qui doivent les leur conferer, s'il n'y a pas d'autres empêchemens.*
2. *Il fait auſſi en conformité du même Decret qu'il confirme, pluſieurs Reglemens à l'égard des Egliſes Paroiſſiales qui ſont unies auſdits Monaſteres & en dépendent, pour les Curez & Vicaires qui les deſſervent, ſoit reguliers ou ſeculiers, ſur leur nomination, preſentation, inſtitution &c. dont il eſt bon de voir le Texte.*

CLEMENS PAPA VIII.

AD PERPETUAM REI MEMORIAM.

UT ea quæ pro Eccleſiaſticarum perſonarum quarumlibet præſertim Regularium, quiete & tranquillitate ſtatuta & declarata ſunt, debitæ executioni demandentur, ex injuncto Nobis Apoſtolicæ ſervitutis officio prout conſpicimus in Domino expedire, providere debemus : Sanè dilecti filii Generalis & Abbates 1.
Congregationis Regularis Obſervantiæ ſancti Bernardi Ciſtercienſis Ordinis Regnorum Hiſpaniarum, nobis nuper exponi fecerunt quòd cùm aliàs per Congregationem ſanctæ Romanæ Eccleſiæ

Cardinalium Decretorum Concilii Tridentini Interpretum declaratum fuerit licere Abbatibus benedictis vel quibus à Sede Apoſtolicâ conceſſum ſit privilegium ut poſſint omnia ea facere quæ poſſunt Abbates benedicti, Tonſuram minoreſque Ordines ſuis ſubditis Regularibus tantùm conferre, aliaque Pontificalia hujuſmodi Abbatibus competentia in ſui Ordinis Monaſteriorum Eccleſiis & limitibus exercere, talitetque ordinatos ſiquid aliud non obſtiterit, legitimè poſſe à quibuſvis Ordinariis ad ulteriores Ordines promoveri; necnon Monachos à Diœceſanorum ſuperioritate & juriſdictione exemptos abſque illorum litteris dimiſſoriis, à quibuſvis locorum Ordinariis cum teſtimonialibus litteris ſuorum ſuperiorum tantùm, ad omnes etiam ſacros & Preſbyteratûs Ordi-

Decret de la Congregation ſur le pouvoir de conferer la Tonſure & les quatre Moindres par les Abbez à leurs Religieux, & des Dimiſſoires.

1. nes admitti debere; ac in Parochialibus Eccleſiis alicui Monaſterio unitis quibus per ſæculares Sacerdotes & Miniſtros deſervitur (cùm examen per concurſum minimè inſtituendum ſit) in ipſis unitis Eccleſiis conſtitui oportere Vicarios idoneos perpetuò vel ad nutum amovibiles ab Epiſcopo approbandos, à Præfectis tamen Monaſteriorum nominandos, ac in portione Vicariis in eiſdem Eccleſiis conſtituendis aſſignandâ, obſervandam eſſe Conſtitutionem Pii Papæ V. Prædeceſſoris noſtri de Vicariis perpetuis editam, nec ab ea recedendum: in illis verò Parochialibus Eccleſiis unitis quibus per regulares Monachos deſervitur, Monachum eiſdem Eccleſiis Vicarium pro tempore præficiendum, non aliter debere conſtitui quàm ad nutum ſuorum Superiorum amovibilem, ab Ordinario tamen prævio examine approbatum, cum portione arbitrio ſuorum Superiorum aſſignandâ, qui Monachus ibidem unà cum alio Monacho dumtaxat habitare debeat: in illis autem Parochialibus Eccleſiis non unitis qui ſunt juris patronatûs Eccleſiaſtici, examen utique per concurſum eſſe peragendum, liberumque eſſe unicuique & à Patrono non nominato examini ſe ſubjicere; & ſi inſtitutio ad Epiſcopum pertineat, electio magis idonei ex approbatis ad Patronum Eccleſiaſticum ſpectat; ſi verò inſtitutio pertineat ad alium, electio tunc ad Epiſcopum pertinet: in ſimplicibus verò beneficiis ſeu præſtimonialibus portionibus omninò patrono competit præſentare; & inſuper nequaquàm Epiſcopis Ordinariis licere beneficia juris patronatûs & Eccleſiaſtici Seminariis unire, quinimò factas uniones irritas eſſe ac aliàs, prout in ſingulis Decretis & Ordinationibus deſuper factis pleniùs continetur: Quare Generalis Reformator & Abbates prædicti

nobis humiliter ſupplicare fecerunt quatenùs ſupradicta prout decreta ſunt, approbare eaque omnia ab omnibus inviolabiliter obſervare mandaremus. Nos igitur hujuſmodi ſupplicationibus inclinati, Decreta & Ordinationes hujuſmodi Apoſtolicâ autoritate tenore præſentium Approbamus, eaque per quoſcumque Archiepiſcopos, Epiſcopos & alios locorum Ordinarios inviolabiliter perpetuò obſervari debere Sratuimus & Ordinamus, Decernentes ſic & non aliter per eoſdem & alios quoſcumque Judices Ordinarios & Delegatos & ſanctæ Romanæ Eccleſiæ Cardinales & cauſarum Palatii Apoſtolici Auditores, ſublatâ eis & eorum cuilibet quavis aliter judicandi & interpretandi facultate & autoritate, judicari & diffiniri debere, irritum quoque & inane quidquid ſecùs ſuper his à quoquam quavis autoritate ſcienter vel ignoranter contigerit attentari : Non obſtantibus quibuſvis Apoſtolicis ac in Provincialibus & Synodalibus Conciliis editis Conſtitutionibus & Ordinationibus, quibus omnibus illorum omnium tenores præſentibus pro ſufficienter expreſſis & inſertis habentes, harum ſerie ſpecialiter & expreſsè Derogamus cæteriſque contrariis quibuſcumque. Datum Romæ apud ſanctum Petrum ſub annulo Piſcatoris die decimâ Martii, anno milleſimo quingenteſimo nonageſimo ſecundo, Pontificatûs noſtri anno primo. M. Veſtrius Barbianus.

Confirmation du Decret pour la Collation de la Tonſure, des quatre Moindres & le reſte.

DECRET DU CONCILE DE TRENTE touchant la collation de la Tonſure & des quatre Moindres &c. par les Abbez à leurs Religieux, icy rapporté au ſujet du precedent Bref, Ch. 10. Seſſ. 23.

SOMMAIRE.

Le Concile défendant aux Abbez de donner la Tonſure, les quatre Moindres & des Lettres Dimiſſoires à d'autres qu'à leurs Religieux, reconnoiſt qu'ils ont droit de le faire & le leur confirme.

ABBATIBUS ac aliis quibuſcumque quantumvis Exemptis non liceat in poſterum intrà fines alicujus Diœceſis conſiſtentibus etiamſi nullius Diœceſis vel Exempti eſſe dicantur, cuiquam qui

regularis ſubditus ſibi non ſit, Tonſuram vel minores Ordines conferre, nec ipſi Abbates & alii Exempti aut Collegia vel Capitula quæcunque etiam Eccleſiarum Cathedralium Litteras Dimiſſorias aliquibus Clericis ſæcularibus ut ab aliis ordinentur concedant, ſed horum omnium Ordinatio ſervatis omnibus quæ in hujus ſanctæ Synodi decretis continentur, ad Epiſcopos intrà quorum Diœceſis fines exiſtunt pertineat, nonobſtantibus quibuſvis privilegiis, præſcriptionibus aut conſuetudinibus etiam immemorabilibus.

IIE BREF DU PAPE CLEMENT VIII. de l'an 1595.

SOMMAIRE.

Ce Pape conſulté par differentes perſonnes ſur l'intention qu'avoit eu le Concile de Trente ſuivant ſes Reglemens, au ſujet du droit qu'il donne aux Evêques de viſiter les Monaſteres qui ſont dans leurs Dioceſes, pour ſçavoir ſi ceux de l'Ordre de Ciſteaux y ſont compris; declare que non & explique ſa déciſion par le Concile même, en confirmant un Decret de la Congregation établie pour l'interpretation de ce Concile, & leve ainſi toute difficulté.

CLEMENS PAPA VIII.

AD PERPETUAM REI MEMORIAM.

DECET Romanum Pontificem Religioſorum Immunitates & Privilegia præſervare ut ipſi Religioſi liberiùs ac majori cum quiete divinis Obſequiis vacare valeant : Sanè licèt Sacroſancti Concilii Tridentini Decreto Seſſionis 24. Cap. 10. Ordinatum ſit ut Epiſcopi in omnibus quæ ad viſitationem & morum correctionem ſubditorum ſuorum pertinent, & tanquam Delegati Sedis Apoſtolicæ, exemptione aut inhibitione quacunque non obſtante, ac in eos jus & omnimodam poteſtatem habeant; alio tamen ejuſdem Concilii Decreto Seſſionis 25. Cap. 20. Ordinum Capitibus & Superioribus hujuſmodi viſitatio Committitur, idque alteri Decreto Seſſionis 21. Cap. 8. ejuſdem Concilii quo tùm demùm Epiſcopis Monaſteriorum viſitatio permittitur, cùm

Abbates & Superiores alii admoniti intrà tres menſes ſuo munere functi non fuerint. Nos Cupientes quieti Monaſteriorum utriuſque ſexûs Ordinis Ciſtercienſis opportunè conſulere, illorumque Privilegia & Immunitates illæſas conſervare; ex ſententiâ venerabilium fratrum noſtrorum Cardinalium ejuſdem Concilii Tridentini interpretum, per Præſentes Decernimus venerabilibus fratribus Patriarchis, Archiepiſcopis, Epiſcopis & aliis locorum Ordinariis non licere dicta Monaſteria utriuſque ſexûs Ordinis Ciſtercienſis in eorum Civitatibus & Diœceſibus reſpectivè conſiſtentia viſitare niſi juxtà præſcriptum ultimum dicti Decreti Seſſ. 21. Cap. 8. ſicque ab eis obſervare debere Præcipimus & Mandamus, & ità per quoſcunque judices ordinarios & delegatos, ſublatâ eis & eorum cuilibet quâvis aliter judicandi & interpretandi facultate & autoritate, judicari & definiri debere ac irritum & inane quidquid ſecùs ſuper his à quoquam quavis autoritate ſcienter vel ignoranter contigerit attentari pariter Decernimus, non obſtantibus præmiſſis ac aliis in contrarium facientibus quibuſcunque; Volumus autem ut Præſentium tranſumptis & impreſſis manu alicujus Notarii publici ſubſcriptis & ſigillo perſonæ in Dignitate Eccleſiaſticâ conſtitutæ munitis, eadem fides ubique adhibeatur quæ Præſentibus ipſis adhiberetur. Datum Romæ apud ſanctum Marcum ſub annulo Piſcatoris, die 20. Junii 1595. Pontificatûs noſtri anno quarto. M. Veſtrius Barbianus.

DECRET DU CONCILE DE TRENTE Confirmatif des Privileges des Ordres reguliers icy rapporté pour preuve de la déciſion qui vient d'eſtre expliquée par le Bref tranſcrit en la precedente page, Seſſion 25. Chapitre 20.

Abbates qui ſunt Ordinum Capita ac cæteri prædictorum Ordinum Superiores Epiſcopis non ſubjecti quibus eſt in alia inferiora Monaſteria Prioratuſve legitima juriſdictio, eadem illa ſibi ſubdita Monaſteria & Prioratus ſuo quiſque loco atque ordine ex officio viſitent, etiamſi Commendata exiſtant: Quæ cùm

Le Concile autoriſe & confirme les diſpoſitions contenuës dans les Bulles cy-devant rapportées au ſujet des Reglemens faits en faveur des Viſiteurs reguliers au ſujet des Monaſteres qui ſont en Commende ; & en general tous les privileges des Exempts.

Ordinum ſuorum Capitibus ſubſint, declarat ſancta Synodus in iis quæ aliàs de viſitatione Monaſteriorum Commendatorum definita ſunt, non eſſe comprehenſa ; teneanturque quicunque prædictorum Ordinum Monaſteriis præſunt, prædictos Viſitatores recipere & illorum Ordinationes exequi.

Ipſa quoque Monaſteria quæ ſunt Ordinum Capita juxtà ſanctæ Sedis Apoſtolicæ & cujuſque Ordinis Conſtitutiones viſitentur ; & quandiù durabunt hujuſmodi Commendæ, Priores Clauſtrales aut in Prioratibus Conventum habentibus Subpriores qui correctiones & ſpirituale regimen exercent, à Capitulis Generalibus vel ipſorum Ordinum Viſitatoribus inſtituantur : In cæteris omnibus præfatorum Ordinum Privilegia & facultates quæ ipſorum perſonas, loca & jura concernunt, firma ſint & illæſa.

IIIE BREF DU PAPE CLEMENT VIII, de l'an 1595.

SOMMAIRE.

Le Pape ajoute au Privilege qu'avoit déja l'Abbé de Ciſteaux ſuivant la Bulle qu'on a vûë cy-devant tranſcrite page 137. du Pape Innocent VIII. de conferer à tous les Abbez & à toutes les Abbeſſes de l'Ordre, la Benediction Abbatiale, encore le pouvoir de commettre & ſubdeleguer en ſon lieu & place ſes principaux Vicaires qui ſont auſſi Abbez, pour faire la même choſe.

Dilecto filio Abbati Generali Ordinis Ciſtercienſis,

CLEMENS PAPA VIII.

DILECTE fili Salutem & Apoſtolicam Benedictionem. Commoditati Monaſteriorum veſtrorum utriuſque ſexûs tui Ordinis Ciſtercienſis quorum benedicente Domino maximus eſt numerus, quantum in Domino poſſumus conſulere volentes, cùm ſicut accepimus, Tu cui ſoli ex privilegio Apoſtolico munus benedictionis Abbatibus & Abbatiſſis tribuendi facultas competit, omnibus Abbatibus & Abbatiſſis hujuſmodi benedictionis

munus impendere nequeas : Tibi ac pro tempore exiſtenti Generali Abbati tui dicti Ordinis, quandocumque opus fuerit, principalibus Vicariis tuis qui Abbates exiſtunt, munus benedictionis cæteris Abbatibus & Abbatiſſis impendendi facultatem ſubdelegandi autoritate Apoſtolicâ tenore præſentium perpetuam Concedimus poteſtatem, non obſtantibus quibuſvis Apoſtolicis ac in Provincialibus & Synodalibus Conciliis editis generalibus vel ſpecialibus Conſtitutionibus, cæteriſque contrariis quibuſcumque. Datum Romæ apud ſanctum Marcum ſub annulo Piſcatoris die vigeſimâ quartâ Julii M. D X C V. Pontificatûs noſtri anno quarto. M. Veſtrius Barbianus.

IVE BREF DU PAPE CLEMENT VIII. de l'an 1603.

SOMMAIRE.

1. *Ce Bref eſt un Jugement du Pape rendu ſur pieces vûës au ſujet d'une pretention qu'eurent en ce temps-là les Abbez & les Monaſteres des Royaumes de Caſtille & des Eſpagnes, de n'eſtre pas dépendans de l'Abbé de Ciſteaux & ſujets à ſa viſite, pour en avoir eſté (diſoient-ils) exemptez par des Bulles que les précedens Papes leur avoient données en les érigeant en Congregations, ſe fondant auſſi ſur la preſcription en ce que depuis ladite érection, il ne les avoit pas viſitez ni en perſonne ni par ſes députez : ſurquoy ils ſe pourvûrent ayant eſté avertis qu'il ſe diſpoſoit à le faire, à l'effet de le prévenir.*
2. *Le motif du Pape en ce Jugement eſt l'obligation qu'il croit avoir de rendre juſtice, de maintenir l'union dans l'Ordre par la ſubordination des membres au Chef & d'en oſter les ſujets de diviſion & de ſchiſme ; de ſorte que pour agir avec une entiere connoiſſance de cauſe, il commence par renvoyer l'affaire à examiner à la Congregation des Reguliers, dont le reſultat fut que ces Abbez & Monaſteres ne peuvent & ne doivent ſe ſouſtraire de la juriſdiction de l'Abbé de Ciſteaux.*
3. *Sur cet examen le Pape prononce & décide en confirmant le Decret de la Congregation & declarant la même choſe, & que*

ces Abbez & Monaſteres doivent reconnoiſtre l'Abbé de Cîteaux pour leur Superieur General, & doivent luy eſtre ſoumis & luy obéïr en toutes choſes, ainſi que tous les autres Monaſteres de l'Ordre, ſoit qu'ils ſoient unis en Congregation ou non; & qu'il a droit de les viſiter & d'exercer à leur égard tous actes de juriſdiction, leſquels même il ſpecifie pour la pluſpart, y corriger & reformer toutes choſes conformément aux Statuts de l'Ordre, y faire même de nouveaux Reglemens s'il le juge à propos & neceſſaire, informer des vies & mœurs, proceder, juger & punir &c.

4. *Enfin, il declare que tous ces droits & pouvoirs appartiennent à l'Abbé de Ciſteaux, de droit commun, par l'uſage & la poſſeſſion, & ſuivant les Privileges & les Statuts de l'Ordre, & la diſpoſition des Conciles: & de plus, il les luy donne de nouveau & les confirme, en ordonnant à toutes les perſonnes de ces Monaſteres Abbez, Abbeſſes, Religieux & Religieuſes de le reconnoiſtre & luy obéïr comme à leur General en toutes choſes ſous peine de deſobéïſſance & d'encourir les peines & les cenſures portées par les Statuts de l'Ordre & par les Bulles des Papes ſes prédeceſſeurs, le contraire eſtant de mauvais exemple pour les autres Ordres reguliers:*

CLEMENS PAPA VIII.

AD PERPETUAM REI MEMORIAM.

1. Motifs du Jugement du Pape par ce Bref.

AD Apoſtolicæ dignitatis apicem divinâ diſpoſitione vocati, ex ſuſceptæ ſervitutis officio Unicuique quod ſuum eſt tribuere, autoritatem Superiorum ſervare, unionem in Ordinibus tueri ac inſuper ſchiſmata & diſſentiones earumque cauſas & occaſiones quantum nobis ex alto conceditur, tollere & extirpare ſatagimus, prout æquitas ſuadet atque in Domino ſalubriter conſpicimus expedire.

Sanè non ſine animi noſtri moleſtiâ nuper accepimus quòd cùm ſuperioribus annis (vigentibus adhuc in Galliæ Regno noviſſimis tumultibus bellicis) Nos tunc certam temporis illius rationem habentes, in generali facultatis viſitandi excitatione quam dilecto filio Edmundo à Cruce Ordinis Ciſtercienſis Abbati Generali tranſmiſimus, de Monaſteriis ejuſdem Ordinis Regnorum Hiſpaniarum & Portugalliæ mentionem non feciſſemus, dilecti filii Abbates,

tes, Conventus & aliæ perſonæ Regulares Congregationis S. Bernardi Regnorum Caſtellæ & Hiſpaniarum ejuſdem Ordinis Ciſtercienſis eo prætextu ſeſe à debito ſubjectionis jugo quo ergà prædictum Abbatem Generalem tenentur, ſubducere cogitarunt & ad eum finem porrecto nobis ſupplici libello exponi fecerunt quòd dicta Congregatio à centum ſeptuaginta circiter annis à quibus dicitur erecta, per præfatum Abbatem Generalem Ordinis Ciſtercienſis viſitata nunquam fuerat, atque ita ab ejuſdem juriſdictione, obedientiâ ac ſuperioritate exemptam ſe eſſe prætendebat, & nihilominùs quatenùs præfato Abbati Generali de jure ſubjiceretur, maximè conveniebat iſtis præſertim temporibus hujuſmodi Congregationem ab ipſius Abbatis Generalis ſuperioritate, viſitatione ac autoritate eximi Nobis humiliter ſupplicantes ut exemptionis quam prætendebant, rationem habentes, eundem Abbatem Generalem ab obeundo ergà eos viſitationis munere diverteremus.

2. Le Pape fait examiner les raiſons des parties exactement dans la Congregation qui rend un Decret déciſif en faveur de l'Abbé de Ciſteaux abſent.

Nos verò Cupientes ut nemini præjudicium inferretur, ſed negotium (ut par eſt) debitè diſcuteretur, illorum ſupplicem libellum & rationes ob quas ab eis petita concedi poſſent, Venerabilibus Fratribus noſtris S. R. E. Cardinalibus negotiis Epiſcoporum & Regularium præpoſitis examinandas Remiſimus, qui poſt diligentem rationum ab illis deductarum inſpectionem & maturam deliberationem, in eâ etiam ſententiâ perſtiterunt ut præfatus Abbas Generalis ubique etiam Monaſteria in Congregationes reducta viſitaret.

C'eſt un mauvais exemple pour les autres Ordres reguliers, de voir en celuy de Ciſteaux un refus d'obéir à ſon General.

Hinc igitur eſt quòd Nos nihil magis rationi conſentaneum ac Decretis Concilii Tridentini necnon ſanctorum Patrum ſanctionibus conformius eſſe Cenſentes quàm ut omnes qui ſub eodem albo Religionis nomen dederunt, ab uno Duce regantur ac gubernentur, filiique omnes Patrem agnoſcant; & è contrà rem mali eſſe exempli pro aliis Ordinibus ut præfata aut quævis alia Congregatio à ſui Generalis Abbatis legitimâ autoritate reſilire nitatur; ac proindè Volentes ut Decretum Congregationis ſupradictorum Cardinalium ſuum (ut par eſt) ſortiatur effectum, Motu proprio non ad ſupradicti Edmundi Abbatis Generalis aut alicujus alterius pro eo vel dicto Ordine Nobis ſuper hoc oblatæ petitionis inſtantiam, ſed ex certâ noſtrâ ſcientiâ deque Apoſtolicæ poteſtatis plenitudine, dictum Decretum Apoſtolicâ autoritate tenore præſentium perpetuò Approbamus & Confirmamus, ra-

tumque & gratum habemus ac præſentis ſcripti patrocinio etiam perpetuò Communimus.

3. Le Pape confirme le Decret de la Congregation, & declare que l'Abbé de Cîteaux General de l'Ordre peut & doit en viſiter tous les Monaſteres ſans exception, toutes fois & quantes & y exercer tous actes de juriſdiction, corriger, reformer, faire des informations & procedures &c.

Et nihilominus motu, ſcientiâ & poteſtatis plenitudine ſimilibus eaſdem per præſentes Decernimus & Declaramus præfatum Edmundum ac pro tempore exiſtentem Abbatem Generalem Monaſterii & totius Ordinis Ciſtercienſis, quaſcunque Congregationes ubivis tam in præfatis Hiſpaniarum ac etiam Portugalliæ Regnis quàm alibi ubilibet inſtitutas, & quæcumque illarum ejuſdem Ordinis Monaſteria tam Virorum quàm Mulierum in quibuſvis Civitatibus, Terris, Oppidis & locis etiam dictorum Regnorum, prout in aliis totius Orbis Chriſtiani partibus conſiſtentia, ſive prædicta Monaſteria in hujuſmodi Congregationibus redacta & ſub illis comprehenſa ſint ſive non, viſitare ac tam in capite quàm in membris corrigere & reformare, ac omnia & ſingula quæ ad Congregationum ac Monaſteriorum hujuſmodi ipſorumque Abbatum, Abbatiſſarum aliorumque Superiorum necnon Monachorum & Monialium viſitationem, correctionem & reformationem pertinebunt, facere, gerere, exequi & adimplere quandocumque & quotieſcumque ſibi pro tempore videbitur, liberè & licitè poſſe & debere.

4. Enumeration des pouvoirs qu'a l'Abbé de Cîteaux dans ſes viſites & des fonctions qu'il y peut faire.

Monemus autem prædictum Edmundum ac pro tempore exiſtentem Abbatem Generalem ac in Domino hortamur, ut Congregationes ſupradictas Hiſpaniarum & Portugalliæ necnon Monaſteria tam virorum quàm mulierum ejuſdem Ordinis, tam in capite quàm in membris viſitare, in ſingulorum Abbatum & aliorum Prælatorum necnon Abbatiſſarum, Monachorum & Monialium, cæterorumque Religioſorum & aliorum etiam ſervientium mores, vitam & inſtituta diligenter inquirere, ac quæcumque correctione, emendatione, reformatione aut etiam ex integro editione indigere pro tempore compererit, corrigere, emendare, reformare ac de novo condere, condita quoque ſi ità expedire cognoverit, mutare & alterare, eaque & quævis alia per præfatum Abbatem Generalem in viſitatione ejuſmodi facienda obſervari mandare, contradictores, inobedientes & rebelles quoſcumque etiam per cenſuras & pœnas Eccleſiaſticas aliaque opportuna juris & facti remedia (omni & quacumque appellatione remotâ) cogere & compellere; delinquentes quoque & criminoſos ſi quos repererit, prout Canonicæ requirunt ſanctiones & juxtà Regularia dicti Ordinis inſtituta punire & caſtigare, ac demùm omnia

& ſingula quæ ad viſitationem, correctionem & reformationem hujuſmodi, necnon proſperam directionem & ſalubre gubernium Congregationum, Monaſteriorumque ac illorum Abbatum, Abbatiſſarum, Superiorum & ſubditorum quorumcumque, ac tam circà obſervantiam regularem & divinum cultum bonoſque mores quàm etiam circà bonorum temporalium adminiſtrationem pertinere cognoverit, præſtare, ſtatuere & Ordinare, Capitula Generalia & Provincialia convocare, ad eademque omnes & ſingulos Abbates, Priores, Officiales & alias regulares perſonas ut accedant, hortari, monere ac præcipere; recuſantes verò etiam per cenſuras & pœnas Eccleſiaſticas & temporales ſibi bene viſas, aliaque remedia præfata, etiam ad id cogere & compellere curet.

Nos enim ut præmiſſa omnia per dictum Abbatem Generalem uti convenit, adimpleri atque exequi poſſint, omnem juriſdictionem, ſuperioritatem & autoritatem, prout ſibi tam de jure, uſu, conſuetudine & privilegio, quàm etiam decretorum dicti Concilii Tridentini, necnon etiam præſentium vigore ad hæc omnia competere dignoſcitur, Excitamus ac quatenùs opus ſit, Innovamus & de novo Concedimus per præſentes. 5. Toutes ces fonctions dans ſes viſites luy appartiennent de droit, d'uſage & par Privilege, & le Pape luy en donne de nouveau le pouvoir.

Mandantes propterea in virtute ſanctæ obedientiæ omnibus & ſingulis prædicti Ordinis & quarumvis illius Congregationum Abbatibus, Prælatis, Conventibus ac aliis Superioribus & perſonis, ut prædictum Edmundum ac pro tempore exiſtentem Abbatem Generalem dicti Ordinis, hujuſmodi viſitationis munus apud eos quandocumque voluerit ac quotieſcumque expedire judicaverit, liberè exercere permittant, alioquin ſententiam ſive pœnam quam ritè tulerit ſeu ſtatuerit in rebelles, ratam habebimus & faciemus (autore Domino) uſque ad ſatisfactionem condignam inviolabiliter obſervari.

Non obſtantibus præmiſſis ac quibuſvis Conſtitutionibus & Ordinationibus Apoſtolicis, necnon Congregationum & Monaſteriorum quorumcumque erectionibus, inſtitutionibus ſeu reductionibus, necnon etiam juramento, confirmatione Apoſtolicâ aut quavis aliâ firmitate roboratis ſtatutis, conſuetudinibus etiam immemorabilibus ac ſtabilimentis, uſibus & naturis, exemptionibus quoque, immunitatibus, privilegiis, litteris Apoſtolicis & aliis gratiis quamtumvis ampliſſimis etiam per Nos & Prædeceſſores noſtros Romanos Pontifices Sedemque Apoſtolicam ſub

quibuſcumque tenoribus & formis ac cum quibuſvis etiam derogatoriarum derogatoriis irritantibuſque & aliis decretis etiam motu, ſcientiâ & poteſtate paribus, ac etiam Conſiſtorialiter in genere vel in ſpecie etiam pluries & iteratis vicibus, ac aliàs in contrarium quomodolibet conceſſis, confirmatis & approbatis ac in poſterùm concedendis : Quibus omnibus & ſingulis, etiamſi pro illorum ſufficienti derogatione aliàs de illis eorumque totis tenoribus ſpecialis, ſpecifica, individua & expreſſa, non autem per clauſulas generales idem importantes mentio aut quævis alia expreſſio habenda, ſeu quævis alia exquiſita forma ad hoc ſervanda foret, tenores hujuſmodi ac ſi de verbo ad verbum nihil penitùs omiſſo, & formâ in illis traditâ obſervatâ inſerti forent, præſentibus pro plenè & ſufficienter expreſſis habentes, illis aliàs in ſuo robore permanſuris, hac vice duntaxat ſpecialiter & expreſsè eiſdem motu, ſcientiâ & poteſtatis plenitudine Derogamus, & ſufficienter derogatum eſſe ac fore & cenſeri Decernimus, cæteriſque contrariis quibuſcumque ; aut ſi Abbatibus, Prælatis & aliis perſonis ſupradictarum Congregationum vel quibuſlibet aliis communiter vel diviſim ab eâdem ſit ſede indultum quod interdici, ſuſpendi vel excommunicari non poſſint per litteras Apoſtolicas non facientes plenam & expreſſam ac de verbo ad verbum de indulto hujuſmodi mentionem. Volumus autem quòd earumdem præſentium tranſſumptis etiam impreſſis, manu & ſigillo dicti Edmundi ac pro tempore Abbatis Generalis aut alicujus alterius perſonæ in dignitate Eccleſiaſticâ conſtitutæ munitis, eadem quæ præſentibus ipſis fides ubique habeatur. Datum Romæ apud Sanctum Petrum ſub annulo Piſcatoris, die XV. Januarii M. DCIII. Pontificatûs noſtri anno undecimo. M. Veſtrius Barbianus.

Ve BREF DU PAPE CLEMENT VIII. de l'an 1604.

SOMMAIRE.

Le Pape en confirmant à l'Abbé de Ciſteaux le Privilege qu'Innocent VIII. ſon prédeceſſeur luy a accordé par une Bulle de l'année 1489. cy-devant rapportée toute entiere pages 135. &c. de pouvoir entre autres choſes conferer la Benediction Abbatiale à tous les Abbez & à toutes les Abbeſſes de l'Ordre ; & depuis encore aprés luy avoir luy-même donné la faculté de pouvoir au même effet ſubdeleguer & commettre ſes principaux Vicaires qui ſont auſſi Abbez, par un Bref que l'on vient de rapporter icy pages 198. &c. du 24. Juillet 1595. pour le troiſiéme Bref de ce Pape, il declare par celuy-cy de 1604. que les Preſidens des Congregations de l'Ordre qui ſont en Eſpagne, Portugal, Italie & Allemagne, ſont compris ſous le nom & la qualité de Vicaires de l'Abbé de Ciſteaux, & qu'ils auront auſſi le même pouvoir s'il les ſubdelegue & commet au même effet.

CLEMENS PAPA VIII.

AD FUTURAM REI MEMORIAM.

ROMANUM decet Pontificem, dum ſuper conceſſionibus quæ à Sede Apoſtolica emanarunt, aliqua dubia inſurgunt, ea ſuæ declarationis adminiculo dilucidare.

Dudùm ſiquidem ſicut accepimus, felicis recordationis Innocentius Papa VIII. prædeceſſor noſter cùm intellexiſſet interdum propter munus benedictionis quod per Epiſcopos Abbatibus & Abbatiſſis Ordinis Ciſtercienſis impendebatur, contentiones ac privilegiorum Ordinis prædicti læſiones oriri ſub eo prætextu quòd Epiſcopi prædicti ex impenſione muneris hujuſmodi, prætenderent aliquam poſtmodum in eos & in eorum Monaſteria juriſdictionem & ſuperioritatem contrà prædicti Ordinis privilegia habere ; tunc & pro tempore exiſtenti Abbati Ciſtercii, qui totius Ordinis prædicti Caput & Generalis exiſtit, ut munus benedictionis hujuſ-

modi quibuſcumque dicti Ordinis Abbatibus & Abbatiſſis impendere liberè & licitè poſſet autoritate Apoſtolicâ & ex certâ ſcientiâ indulſit.

Superioribus verò annis cùm ad noſtram audientiam perveniſſet dilectum filium Edmundum à Cruce modernum dicti Ordinis Abbatem Generalem omnibus Abbatibus & Abbatiſſis hujuſmodi benedictionis munus ſolum impendere non poſſe ; Nos Commoditati illius ac Monaſteriorum utriuſque ſexûs prædicti Ordinis pro eo quem in illum gerimus paternæ charitatis affectu conſulere volentes, eidem Edmundo & Abbati Generali dicti Ordinis pro tempore exiſtenti, ut quandocumque opus eſſet, principalibus ſuis Vicariis qui etiam Abbates exiſtunt, munus benedictionis aliis Abbatibus & Abbatiſſis impendendi facultatem ſubdelegare valeret, eadem autoritate Conceſſimus prout in noſtris & prædicti Innocentii prædeceſſoris deſuper confectis Litteris pleniùs continetur.

Cùm autem ſicut Nobis nuper dictus Edmundus Generalis exponi fecit in diverſis Provinciis ac Regnis nonnullæ Congregationes dicti Ordinis reperiantur quarum Superiores vulgò & communiter non Vicarii, ſed nonnulli Reformatores, alii verò Præſidentes ſeu aliis nominibus appellantur, atque propterea ab aliquibus forſitan dubitari queat ex eo quod de Reformatoribus & Præſidentibus prædictis in dictis litteris mentio facta non fuerit, an idem Edmundus ſeu Abbas Generalis Ordinis prædicti pro tempore exiſtens Abbates & Abbatiſſas benedicendi facultatem illis quoque ſubdelegare poſſit, & aliàs dicti Reformatores & Præſidentes hujuſmodi indulto ſub nomine Vicarii comprehenſi cenſeantur : Ideò pro parte ejuſdem Edmundi nobis humiliter ſupplicatum fuit quatenùs in præmiſſis de opportuno declarationis noſtræ remedio aut aliàs providere de benignitate Apoſtolicâ dignaremur.

Conceſſion nouvelle du même Privilege pour les Preſidens des Congregations comme Vicaires de l'Abbé de Ciſteaux.

Nos igitur attendentes Reformatores & Præſidentes præfatos licèt vulgò & communiter Vicarii nomine non conſueverint appellari, in effectu tamen & re ipsâ ipſius Abbatis Generalis vices gerere, omnemque dubitationis materiam præſcindere, atque reſecare Volentes, dictarumque litterarum tenorem præſentibus pro expreſſo habentes, ac eumdem Edmundum à quibuſvis excommunicationis, ſuſpenſionis & interdicti aliiſque Eccleſiaſticis ſententiis, cenſuris & pœnis à jure vel ab homine quavis occaſione

vel causâ latis ſi quibus quomodolibet innodatus exiſtit, ad effectum præſentium duntaxat conſequendum harum ſerie abſolventes, & abſolutum fore Cenſentes, hujuſmodi ſupplicationibus inclinati, maturâ venerabilium fratrum noſtrorum Sanctæ Romanæ Eccleſiæ Cardinalium negotiis Regularium præpoſitis conſultatione priùs habitâ, Reformatores & Præſidentes Congregationum hujuſmodi dictis litteris ſub nomine Vicarii comprehendi comprehenſosve fuiſſe & eſſe ac cenſeri debere, & ità mentis & intentionis noſtræ fuiſſe & eſſe Apoſtolicâ autoritate tenore præſentium Declaramus & quatenùs opus ſit, prædictum Indultum ad Reformatores & Præſidentes hujuſmodi autoritate & tenore præmiſſis perpetuò Extendimus & Ampliamus ac prædictum Edmundum & pro tempore exiſtentem dicti Ordinis Abbatem Generalem eiſdem Reformatoribus ac Præſidentibus non ſecùs ac aliis ſuis Vicariis Generalibus, & perindè ac ſi de eis in dictis Litteris expreſſa, ſpecifica & individua mentio facta fuiſſet, Abbates & Abbatiſſas benedicendi facultatem ſubdelegare poſſe, ſicque ab omnibus & ſingulis cenſeri, & ità per quoſcumque Judices ordinarios & delegatos quavis autoritate fungentes judicari & definiri debere, irritumque & inane Decernimus quidquid ſecùs ſuper his à quocumque quavis autoritate ſcienter vel ignoranter contigerit attentari; non obſtantibus præmiſſis ac omnibus illis quæ in dictis Litteris voluimus non obſtare. Datum Romæ apud Sanctum Petrum ſub annulo Piſcatoris die x x x. Januarii M. D C I V. Pontificatûs noſtri anno duodecimo. M. Veſtrius Barbianus.

BREF DU PAPE PAUL V. de l'an 1608.

SOMMAIRE.

Ce Bref particulier rendu en forme de Jugement pour une Abbaye de l'Ordre de Ciſteaux en Flandre, ne laiſſe pas de ſervir à tout l'Ordre, parce qu'il confirme l'interpretation donnée au Decret du Concile de Trente touchant la Collation des quatre Moindres &c. ſuivant le premier Bref du Pape Clement VIII. rapporté cy-devant de 1592. page 193. Voicy le ſujet & l'occaſion du Procés porté devant le Pape Paul V.

1. *L'Abbé de Los au Dioceſe de Tournay s'eſtant plaint au Pape que l'Evêque de ce Dioceſe avoit refuſé & refuſoit encore de conferer les Ordres ſacrez à ſes Religieux ſous pretexte qu'ils avoient reçû de ſon prédeceſſeur Abbé, la Tonſure & les quatre Moindres, parce qu'il pretendoit que dans l'Indult qu'il avoit du Saint Siege, ce pouvoir-là n'eſtoit pas mentionné.*
2. *La Queſtion fut renvoyée à examiner à la Congregation des Cardinaux établie pour l'interpretation des difficultez qui ſurviennent ſur le Concile de Trente, laquelle rendit ſon Decret qui eſt inſeré dans ce Bref, & declara que pourvû que l'Abbé qui avoit conferé la Tonſure & les quatre Moindres à ſes Religieux, fuſt Preſtre & beni, il avoit eu droit & pouvoir de le faire; & par conſequent que l'Evêque de Tournay n'avoit pas eu raiſon de refuſer de les admettre aux Ordres ſacrez.*
3. *Le Pape en confirmant ce Decret, declare que l'Evêque de Tournay eſt obligé de l'executer, & luy Commande de le faire. Ce qui eſt conforme à la diſpoſition du Concile de Trente rapporté cy-devant page 195. & au Bref du Pape Clement VIII.*

PAULUS PAPA V.

AD FUTURAM REI MEMORIAM.

1. EXPONI nobis nuper fecit dilectus filius Vincentius Abbas Monaſterii ſanctæ Mariæ de Laude Ordinis Ciſtercienſis Tornacenſis

Tornacenſis Diœceſis, quòd aliàs tunc exiſtens Abbas dicti Monaſterii ſolemniter benedictus & preſbyter, habenſque Indultum Apoſtolicum utendi mitrâ & baculo paſtorali pro ſe ſuiſque ſucceſſoribus dicti Monaſterii Abbatibus, primam Tonſuram & minores Ordines ſuis ſubditis Regularibus contulit, quos Epiſcopus Diœceſanus poſtmodum ordinavit ad Subdiaconatum : verùm dicto Abbate vitâ functo, præfatus Vincentius illius immediatus ſucceſſor miſit eoſdem Regulares ad præfatum Diœceſanum pro ſuſcipiendis reliquis ſacris Ordinibus, quos dictus Diœceſanus ordinare recuſavit, ſub prætextu quòd primò dictus Abbas non habuiſſet facultatem eis minores Ordines conferendi, quia in Indulto Apoſtolico quo ei & Abbati dicti Monaſterii pro tempore exiſtenti conceditur uſus mitræ & baculi, nulla ſit mentio hujuſmodi facultatis Ordines conferendi. Cùm autem ſicut eadem expoſitio 2.
ſubjungebat, Venerabiles Fratres noſtri S. R. E. Cardinales Concilii Tridentini interpretes, negotio hujuſmodi diſcuſſo, decretum deſuper ediderint cujus tenor talis eſt : Sacra Congregatio Cardinalium Concilii Tridentini interpretum Cenſuit, ſi hujuſmodi Abbas aliique ejus ſucceſſores pro tempore exiſtentes fuerint ſolemniter benedicti & preſbyteri, potuiſſe poſſeque conferre Regularibus ſuis ſubditis primam Tonſuram & Ordines minores, quamvis in Indulto Apoſtolico quo conceditur uſus mitræ & baculi, nulla hujuſmodi facultatis mentio habeatur, ideòque Epiſcopum Diœceſanum non debere recuſare quin eos (niſi aliud obſtiterit) ad ſacros Ordines promoveat : Quare dictus Vincentius Abbas Nobis humiliter ſupplicari fecit ut decreto hujuſmodi pro ejus firmiori obſervantiâ Apoſtolicæ confirmationis robur adjicere de Benignitate Apoſtolicâ dignaremur. Nos igitur dictum 3.
Vincentium Abbatem ſpecialibus favoribus & gratiis proſequi volentes, & à quibuſvis excommunicationis, ſuſpenſionis & interdicti aliiſque Eccleſiaſticis Sententiis, cenſuris & pœnis à jure vel ab homine quavis occaſione vel cauſâ latis, ſi quibus quomodolibet innodatus exiſtit, ad effectum præſentium dumtaxat conſequendum harum ſerie abſolventes & abſolutum fore Cenſentes, hujuſmodi ſupplicationibus inclinati, Decretum prædictum Apoſtolicâ authoritate tenore præſentium perpetuò Confirmamus illique perpetuæ & inviolabilis Apoſtolicæ firmitatis robur Adjicimus, ac ab Epiſcopo Diœceſano pro tempore exiſtente inviolabiliter obſervari Mandamus ; non obſtantibus Conſtitutioni-

bus & Ordinationibus Apoſtolicis cæteriſque contrariis quibuſcumque. Datum Romæ apud ſanctum Marcum ſub annulo Piſcatoris, die 5. Julii 1608. Pontificatûs noſtri anno quarto. Scipio Cobellutius.

Ir BREF DU PAPE URBAIN VIII. de l'an 1632.

SOMMAIRE.

Le Pape Gregoire XV. ayant député par un Bref du 8. Avril 1622. à la priere & ſollicitation du Roy Louis XIII. M. le Cardinal de la Rochefoucault pour de ſon autorité viſiter & reformer les Monaſteres des Ordres de S. Benoiſt, de S. Auguſtin, de Ciſteaux & de Cluny pendant l'eſpace de ſix années, & eſtant mort l'année ſuivante ſans qu'il euſt eſté executé ; le Roy recommença ſes inſtances auprés de ſon ſucceſſeur qui fut Urbain VIII. lequel donna au même Député un nouveau Bref Commiſſorial avec un pareil pouvoir pendant trois années, daté du 10. Septembre 1632. qui eſt celuy qu'on examine icy & qui n'auroit pas place en ce Recueil des Privileges, ſi ce n'eſt que ſon execution a eſté le fondement & le ſujet de pluſieurs procés & differends qui ont troublé l'Ordre pendant plus de quarante ans, & qui ont donné lieu de recourir diverſes fois à Rome où l'on a obtenu des Brefs qui les ont enfin appaiſez & que l'on ne peut pas ſe diſpenſer de rapporter.

Il ſera facile d'expliquer ces deux Brefs délegatoires dont le premier eſt inſeré tout entier dans le ſecond, & d'y voir les pouvoirs qui y eſtoient donnez & leur étenduë auſſi-bien que les reſtrictions & les conditions ſous leſquelles ils avoient eſté accordez.

URBANUS PAPA VIII.

DILECTE fili noſter, ſalutem & Apoſtolicam benedictionem. Aliàs à felicis recordationis Gregorio Papa XV. prædeceſſore noſtro emanarunt litteræ tenoris ſubſequentis, videlicet à tergo, dilecto filio noſtro Franciſco tituli ſancti Calliſti Preſbytero

Cardinali de la Rochefoucault nuncupato; intùs verò, Gregorius Papa XV. Dilecte fili noſter, ſalutem & Apoſtolicam benedictionem. Speculatores domûs Iſrael quæ eſt Eccleſia Dei viventis, mirabili ejuſdem providentiâ Conſtituti admonemur ut ad ea ſedulò intendamus, per quæ divinus cultus & Eccleſiaſtica regulariſque diſciplina in Monaſteriis & locis regularibus quibuſlibet conſerventur majoraque in dies ſuſcipiant incrementa; & ſi in aliquibus exciderint, modis quantùm fieri in Domino poteſt, reſtituantur opportunis. Cupientes itaque ad animarum ſalutem & Chriſti Fidelium ædificationem Monaſteria, domus & loca regularia ſancti Benedicti, ſancti Auguſtini, Ciſtercienſis & Cluniacenſis Ordinum in Regno Franciæ exiſtentia autoritate noſtrâ viſitari, ac de tuâ ſingulari fide, prudentiâ, integritate & Religionis zelo plurimùm in Domino confiſi, ſupplicationibus etiam chariſſimi in Chriſto filii noſtri Ludovici Francorum Regis Chriſtianiſſimi nobis ſuper hoc humiliter porrectis inclinati, Tibi per præſentes Injungimus ut cum conſilio & participatione Prælatorum & Religioſorum eorumdem Ordinum quos ad id idoneos eſſe judicaveris, omnia & ſingula Ordinum prædictorum Monaſteria, domus & alia loca regularia quocumque nomine nuncupata, etiam exempta ac nobis & Apoſtolicæ Sedi mediatè vel immediatè ſubjecta, eorumque Abbates, Priores, Monachos, Fratres & perſonas quaſcumque cujuſcumque dignitatis, ſtatûs, gradûs, ordinis & conditionis exiſtentes tam in capite quàm in membris autoritate noſtrâ viſites & reformes, ac in earumdem perſonarum ſtatum, vitam, mores, ritus & diſciplinam tam conjunctîm quàm diviſîm diligenter inquiras, necnon Evangelicæ & Apoſtolicæ doctrinæ ſanctorumque Canonum & Generalium Conciliorum decretis & ſanctorum Patrum traditionibus atque regularibus eorumdem Ordinum inſtitutis Apoſtolicâ autoritate confirmatis inhærendo, & prout occaſio rerumque qualitas exegerit, quæcumque mutatione, correctione, emendatione, renovatione, revocatione ac etiam ex integro editione indigere cognoveris, corrigas, emendes, renoves ac etiam de novo condas, condita ſacris Canonibus & Concilii Tridentini Decretis non repugnantia confirmes, abuſus quoſcumque tollas, Regulas, Conſtitutiones & Eccleſiaſticam Regularemque diſciplinam ac in primis divinum cultum, ubicumque illa exciderint, juxtà primam eorumdem Ordinum Regulam dictâ Apoſtolicâ autoritate confir-

matam modis congruis reſtituas & reintegres ; ſi aliquos in aliquo delinquentes repereris , eos juxtà Canonicas ſanctiones punias & caſtiges , ipſaſque perſonas etiam ut præmittitur exemptas , ad debitum & honeſtum vitæ modum ac ad ſtatum ſacris Canonibus & Concilio Tridentino prædictis conformem revoces , ac quicquid circà morum correctionem ſtatueris & ordinaveris , abſque dilatione & appellatione quæ executionem quoquomodo ullatenus impediat aut ſuſpendat , neque niſi ad effectum devolutivum dumtaxat ſuffragetur , obſervari facias ; Monachorum & Fratrum Ordinum prædictorum Congregationes erigas & inſtituas , Monaſteria à ſe invicem independentia quæ ſine capite ſunt , ſimiliter in Congregationem redigas , inobedientes ac contradictores quoſlibet & rebelles per ſententias , cenſuras & pœnas Eccleſiaſticas aliaque opportuna juris & facti remedia cogas & compellas : Nos enim tibi præmiſſa & quæcumque alia circà viſitationem & reformationem aliaque ſuprà expreſſa hujuſmodi neceſſaria & quomodolibet opportuna faciendi , dicendi , gerendi & exequendi , citrà tamen beneficiorum ſtatûs mutationem , autoritate prædictâ tenore præſentium plenam , liberam & abſolutam facultatem & autoritatem Concedimus & Impartimur : Si quæ autem graviora in hujuſmodi viſitatione repereris , Volumus ut ea ſub tuo ſigillo clauſa ad Nos quamprimùm diligenter tranſmittas , ut id quod in illis ſtatuendum ſit , maturâ conſultatione adhibitâ Decernamus. Mandantes propterea omnibus & ſingulis Abbatibus , Prioribus & Generalibus ac aliis Superioribus quocumque nomine nuncupatis aliiſque perſonis prædictis , ſub excommunicationis ac privationis ſuorum officiorum & aliis arbitrio noſtro infligendis pœnis , ut tibi in præmiſſis omnibus & ſingulis promptè pareant & obediant , tuaque ſalubria monita & mandata ſuſcipiant humiliter & efficaciter adimplere procurent , alioquin ſententiam ſive pœnam quam ritè tuleris ſeu ſtatueris in rebelles , ratam habebimus & faciemus autore Domino uſque ad ſatisfactionem condignam inviolabiliter obſervari ; non obſtantibus Apoſtolicis ac in univerſalibus Provincialibuſque & Synodalibus Conciliis editis generalibus vel ſpecialibus Conſtitutionibus & Ordinationibus , ac Monaſteriorum , domorum & aliorum locorum Regularium prædictorum & Ordinum quorum fuerint etiam juramento , confirmatione Apoſtolicâ vel quâvis firmitate aliâ roboratis ſtatutis & conſuetudinibus , privilegiis quo-

que, indultis & litteris Apoſtolicis, illis eorumque Superioribus hujuſmodi & aliis perſonis prædictis ſub quibuſcumque tenoribus & formis, ac cum quibuſvis etiam derogatoriarum derogatoriis aliiſque efficacioribus & inſolitis clauſulis ac irritantibus & aliis Decretis in genere vel in ſpecie etiam motu proprio vel conſiſtorialiter ac aliàs in contrarium præmiſſorum quomodolibet conceſſis, confirmatis, innovatis, quibus omnibus & ſingulis etiam ſi pro ſufficienti illorum derogatione, de illis eorumque totis tenoribus ipſis ſpecifica individua ac de verbo ad verbum expreſſa mentio habenda aut aliqua exquiſita forma ad hoc ſervanda foret, tenores hujuſmodi pro plenè & ſufficienter expreſſis & ad verbum inſertis habentes, illis aliàs in ſuo robore permanſuris, hac vice dumtaxat ſpecialiter & expreſsè Derogamus cæteriſque contrariis quibuſcumque, præſentibus ad ſex annos à datâ præſentium computandos dumtaxat valituris. Datum Romæ apud ſanctum Petrum, ſub annulo Piſcatoris, die octavâ Aprilis M. D C. X X II. Pontificatûs noſtri anno ſecundo.

Cùm autem ſicut prædictus Ludovicus Rex Nobis nuper exponi fecit, ex viſitatione & reformatione hujuſmodi multa eorumdem Ordinum Monaſteria, Domus & loca Regularia prædicta in quibus regularis diſciplina laxata reperiebatur, non mediocria in ſpiritualibus & temporalibus ſuſceperint incrementa, ipſæ verò viſitatio & reformatio præſertìm quoad Monaſteria, domos & regularia loca S. Benedicti & Ciſtercienſis Ordinum prædictorum ſpatio dictorum ſex annorum ad optatum finem perduci nequiverint, cupiatque propterea idem Ludovicus Rex per Nos deſuper ulteriùs provideri; Nos piis ejuſdem Ludovici Regis votis hujuſmodi annuere felicique Monaſteriorum, domorum & regularium locorum prædictorum ſtatui & directioni quamdiù cum Domino poſſumus, opportunè conſultum eſſe Cupientes, ſupplicationibus ipſius Ludovici Regis Nobis ſuper hoc humiliter porrectis inclinati, Tibi per præſentes Injungimus ut cum conſilio & participatione Prælatorum & Religioſorum ſancti Benedicti & Ciſtercienſium Ordinum prædictorum, quos ad id idoneos eſſe judicaveris, omnia & ſingula ſancti Benedicti & Ciſtercienſis Ordinum hujuſmodi Monaſteria, domos & alia loca regularia prædicta eorumque Abbates, Priores, Monachos & perſonas quaſcumque cujuſvis dignitatis, ſtatûs, gradûs, ordinis & conditionis exiſtentes tam in capite quàm in membris ac aliàs juxtà

litterarum præinſertarum continentiam & tenorem autoritate noſtrâ prædictâ viſites atque reformes, aliaque in eiſdem litteris contenta & expreſſa facias & exequaris cum facultate etiam Religioſos hujuſmodi de uno ad alium locum transferendi. Nos enim tibi præmiſſa & quæcumque alia circà viſitationem & reformationem aliaque ſuprà expreſſa hujuſmodi quomodolibet neceſſaria & opportuna faciendi, dicendi, gerendi & exequendi (citrà tamen beneficiorum ſtatûs mutationem) dictâ autoritate tenore præſentium plenam, liberam & abſolutam facultatem & autoritatem Concedimus & Impartimur.

Si quæ autem graviora in hujuſmodi viſitatione repereris, volumus ut ea ſub tuo ſigillo clauſa ad Nos quamprimùm diligenter tranſmittas, ut quid in illis ſtatuendum ſit, maturâ conſultatione adhibitâ Decernamus. Mandantes propterea omnibus & ſingulis Abbatibus, Prioribus & Generalibus aliiſque Superioribus quocumque nomine nuncupatis cæteriſque perſonis prædictis ſub excommunicationis ac privationis ſuorum officiorum & aliis arbitrio noſtro infligendis pœnis, ut tibi in præmiſſis omnibus & ſingulis promptè pareant & obediant tuaque ſalubria monita & mandata ſuſcipiant humiliter & efficaciter adimplere procurent; alioquin ſententiam ſive pœnam quam ritè tuleris ſeu ſtatueris in rebelles, ratam habebimus & faciemus autore Domino uſque ad ſatisfactionem condignam inviolabiliter obſervari.

Non obſtantibus omnibus illis quæ in eiſdem præinſertis litteris voluimus non obſtare cæteriſque contrariis quibuſcumque, præſentibus ad triennium proximum tantùm valituris. Datum Romæ apud ſanctam Mariam Majorem ſub annulo Piſcatoris, die 10. Septembris M. DC. XXXII. Pontificatûs noſtri anno decimo. Signatum M. A. Maraldus.

IIE BREF DU PAPE URBAIN VIII. de l'an 1635.

SOMMAIRE.

Le Commiſſaire député par le precedent Bref ayant rendu deux Sentences les 27. Juillet 1634. & 20. Aouſt 1635. par leſquelles entre autres choſes, il reſtraignoit beaucoup la juriſdiction de l'Abbé de Ciſteaux & des autres Superieurs ordinaires de l'Ordre, & apportoit de grands changemens dans ſon regime & ſa maniere de vivre pour les Elections des Abbez & l'établiſſement des Officiers, les Novitiats & autres choſes tres-conſiderables, en faveur de quelques Abbez & Religieux qui depuis dix-huit à vingt ans avoient pris & profeſſoient l'abſtinence de chair en douze ou quinze Monaſteres par la permiſſion & ſous l'autorité de l'Abbé de Ciſteaux avec l'approbation du Chapitre General & des Lettres Patentes du Roy ; auſquels Religieux leſdites Sentences attribuoient le principal gouvernement, dont ils privoient ainſi les autres, de quoy il y avoit appel au Saint Siege & même des Inſtances portées & pourſuivies depuis en divers Tribunaux même ſeculiers ; l'Abbé de Ciſteaux s'eſtant pourvû devant le Pape, Sa Sainteté donna le Bref dont il eſt icy queſtion, & qui fut preſenté au Chapitre General tenu en 1651. où il fut lû, publié & reçû avec ordre de l'executer ponctuellement comme un Reglement qui devoit rétablir la paix dans l'Ordre & en bannir à jamais l'eſprit de contention ; on le rapporte icy comme on l'a tiré du Regiſtre du Chapitre General avec les deux Decrets de ce Chapitre qui le precedent & le ſuivent.

Premier Decret du Chapitre General de 1651.

Ne pratextus contentioni in poſterùm relinquatur, legi juſſit Capitulum Generale Breve Apoſtolicum pro pace Collegii ſancti Bernardi Pariſienſis à fœlicis recordationis Urbano Papa octavo datum, cujus tenor ſequitur & eſt talis.

URBANUS PAPA VIII.

Ad perpetuam rei memoriam.

Exponi nobis nuper fecit dilectus filius Abbas Generalis Ciſtercienſis Ordinis, Quòd nonnulli ejuſdem Ordinis Monachi in Regno Franciæ ſub prætextu introducendi in Collegium dicti Ordinis Civitatis Pariſienſis & alia ipſius Ordinis regularia loca abſtinentiam carnium (quarum uſus eidem Ordini ab hac ſanctâ Sede conceſſus eſt) & ſpecie aliarum reformationum, præfati Collegii Superiores ab eodem Abbate Generali deputatos ex eodem Collegio ejecerunt & in ejuſdem Collegii regimine ſeſe ambitiosè intruſerunt, in eoque continuant non obſtante proteſtatione & appellatione ad eamdem Sedem factis atque interpoſitis : Quare dictus Abbas Generalis Nobis humiliter ſupplicari fecit ut ſuper præmiſſis opportunè providere de benignitate Apoſtolicâ dignaremur.

Nos igitur dictum Generalem Abbatem ſpecialibus favoribus & gratiis proſequi volentes, & à quibuſvis Excommunicationis, Suſpenſionis & Interdicti aliiſque Eccleſiaſticis ſententiis, cenſuris & pœnis à jure vel ab homine quâvis occaſione vel causâ latis, ſi quibus quomodolibet innodatus exiſtit, ad effectum præſentium dumtaxat conſequendum harum ſerie abſolventes & abſolutum fore Cenſentes, hujuſmodi ſupplicationibus inclinati, de venerabilium Fratrum noſtrorum S. R. E. Cardinalium negotiis Regularium præpoſitorum conſilio, Monachis Ordinis hujuſmodi ac præſertìm in Collegio Pariſienſi aliiſque locis præfatis degentibus diſtrictè Injungimus ut omninò eidem Abbati Generali pareant, nec in aliquo ejus ſuperioritatem cui ſubſunt, ſub quovis prætextu etiam introducendæ reformationis, quoquo modo turbare audeant, ipſeque Abbas Generalis poſſit & debeat ut anteà conſueverat, in eodem Collegio & locis ſupradictis deputare Superiores quibus (ut par eſt) iidem Monachi obedire teneantur, neque contrà deputationem Superiorum hujuſmodi aliquid attentare præſumant : Non obſtantibus Conſtitutionibus & Ordinationibus Apoſtolicis ac dicti Ordinis etiam juramento, confirmatione apoſtolicâ vel quâvis firmitate aliâ roboratis ſtatutis & conſuetudinibus, privilegiis quoque, indultis & Litteris Apoſtolicis in contrarium quomodolibet conceſſis, confirmatis & innovatis,

quibus

quibus omnibus & ſingulis, eorum tenores præſentibus pro ſufficienter expreſſis habentes, illis aliàs in ſuo robore permanſuris, hâc vice dumtaxat ſpecialiter & expreſsè Derogamus cæteriſque contrariis quibuſcumque. Datum Romæ apud Sanctum Petrum ſub annulo Piſcatoris die quinta Decembris anni milleſimi ſexcenteſimi trigeſimi quinti, Pontificatûs noſtri anno decimo tertio. M. A. Maraldus.

Second Decret du Chapitre General de 1651.

Quod quidem Breve regiſtrari poſt lectionem & cum debitâ reverentiâ & ſubmiſſione ab omnibus recipi Decernit Capitulum Generale, & non obſtantibus à Reverendo Abbate de Caſtellione allegatis, Statuit ut omnes illud admittant cum debitâ veneratione.

Ir BREF DU PAPE INNOCENT X. de l'an 1647.

SOMMAIRE.

Ce Bref fut encore accordé par le Pape Innocent X. devant lequel on s'eſtoit auſſi pourvû aprés la mort de ſon prédeceſſeur Urbain VIII. & qui avoit déja député des Commiſſaires in Partibus *ſur les differends & conteſtations que l'on a expliquez, dans le deſſein d'appaiſer les troubles qui continuoient de diviſer l'Ordre de Ciſteaux, aprés avoir fait derechef examiner les pretentions, raiſons & pieces de toutes les Parties dans une Congregation députée extraordinairement à cet effet, dont il confirme par ſon Bref le Reſultat en Ordonnant que les élections des Abbez & l'établiſſement des Officiers publics de l'Ordre, la Reception des Novices & ce qui regarde l'uſage de viande en certains jours de la ſemaine ſuivant la diſpenſe qui en avoit eſté donnée par le Saint Siege & qui ſe pratiquoit dés l'an 1475.*

ſe continueroient à l'ordinaire & comme auparavant les Sentences & Ordonnances de Monſieur le Cardinal de la Rochefoucault.

INNOCENTIUS PAPA X.

AD PERPETUAM REI MEMORIAM.

SALVATORIS & Domini noſtri Jeſu Chriſti qui charitas eſt & Deus pacis, vices meritis licèt imparibus gerentes in terris, ſinceram animorum concordiam inter Chriſti fideles quoſlibet præſertìm altiſſimo ſub ſuavi Religionis jugo famulantes confovere ſtudemus & quæ pro ſopiendis litibus & controverſiis inter eos ortis facta fuerunt, ne in recidivæ contentionis ſcrupulum relabantur, libenter Apoſtolicæ Confirmationis robore Communimus prout conſpicimus in Domino ſalubriter expedire.

Cùm itaque vertentibus aliàs inter dilectos filios Abbates & Monachos Antiquos ſeu Communis Obſervantiæ ex una, ac Vicarium Generalem & Abbates Monachoſque ſtrictæ Obſervantiæ ſeu Abſtinentes nuncupatos Ordinis Ciſtercienſis partibus ex alterâ, quibuſdam controverſiis circà reformationem dicti Ordinis, judices deſuper à Sede Apoſtolicâ delegati per ſuam deffinitivam ſententiam inter alia ut aſſeritur, prædictis Antiquis ſeu Communis Obſervantiæ Monachis vocem activam dumtaxat in electionibus Abbatum Ciſtercii Capitis ejuſdem Ordinis Cabilonenſis Diœceſis competere decreverint, ac quædam circà eſum carnium in eodem Ordine à centum & ampliùs annis etiam ex Privilegio Apoſtolico receptum, ac etiam circà receptionem Novitiorum immutaverint, & propterea prædictorum Antiquorum ſeu Communis Obſervantiæ Monachorum ſe indè gravatos prætendentium nomine, habito ad Nos recurſu negotioque nonnullis S. R. E. Cardinalibus & Romanæ Curiæ Prælatis per Nos commiſſo, tandem dilectus filius Attilius à Petrâ Sanctâ Abbas Monaſterii ſanctæ Crucis in Hieruſalem de Urbe dicti Ordinis ab utrâque parte procurator ſpecialiter pro componendo juxtà mentem & voluntatem noſtram negotio hujuſmodi, acquieverit reſolutioni ſeu determinationi per Cardinales prædictos in eodem negotio factæ : Videlicet quod circà Electionem Abbatis Generalis aliorumque Abbatum & Officialium dicti Ordinis, ac eſum carnium & Receptionem Novitiorum ſervetur prout antè ſenten-

Commiſſaires députez *in partibus*.

Appel au Saint Siege.

tiam per dictos Judices latam, juxtà ejuſdem Ordinis Conſtitutiones etiam Apoſtolicas ſervabatur.

Nos inviolabili reſolutionis ſeu determinationis hujuſmodi per dictum Attilium nomine ambarum partium acceptatæ firmitati (quantùm cum Domino poſſumus) conſulere volentes & ſingulares dictorum Monachorum perſonas à quibuſvis Excommunicationis, Suſpenſionis & Interdicti aliiſque Eccleſiaſticis ſententiis, cenſuris & pœnis à jure vel ab homine quavis occaſione vel causâ latis ſi quibus quomodolibet innodatæ exiſtant, ad effectum præſentium dumtaxat conſequendum harum ſerie abſolventes & abſolutas fore cenſentes, Supplicationibus dicti Attilii Nobis deſuper humiliter porrectis inclinati; Reſolutionem ſeu Determinationem prædictam Apoſtolicâ autoritate tenore præſentium perpetuò Approbamus & Confirmamus ac illi inviolabilis Apoſtolicæ firmitatis robur Adjicimus, omneſque & ſingulos tam juris quàm facti defectus, ſi qui deſuper quomodolibet intervenerint, Supplemus ac ab utraque dictarum partium perpetuò inviolabiliter obſervari Mandamus; ſicque & non aliter in præmiſſis per quoſcumque judices ordinarios & delegatos, etiam cauſarum Palatii Apoſtolici Auditores ac ejuſdem S. R. E. Cardinales & de latere Legatos judicari & deffiniri debere, irritumque & inane quidquid ſecùs ſuper his à quoquam quavis autoritate ſcienter vel ignoranter contigerit attentari Decernimus. Non obſtante quacumque litiſpendentiâ ac Apoſtolicis & in univerſalibus Provincialibuſque & Synodalibus Conciliis editis generalibus vel ſpecialibus Conſtitutionibus & Ordinationibus, necnon dicti Ordinis etiam juramento, confirmatione apoſtolicâ vel quavis firmitate aliâ roboratis ſtatutis & conſuetudinibus, privilegiis quoque, indultis & literis Apoſtolicis in contrarium præmiſſorum quomodolibet conceſſis, confirmatis & innovatis; Quibus omnibus & ſingulis illorum tenores præſentibus pro plenè & ſufficienter expreſſis habentes, illis aliàs in ſuo robore permanſuris, ad effectum præmiſſorum ſpecialiter & expreſsè Derogamus cæteriſque contrariis quibuſcumque. Datum Romæ apud Sanctam Mariam Majorem ſub annulo Piſcatoris, die primâ Februarii M. DC. XLVII. Pontificatûs noſtri anno tertio. Sic ſignatum M. A. Maraldus.

IIe BREF DU PAPE INNOCENT X. de l'an 1653.

SOMMAIRE.

Le Pape confirme tous les Privileges qui ont eſté juſqu'alors accordez à l'Ordre de Ciſteaux par ſes prédeceſſeurs, & confirmez nommément par le Pape Gregoire XIII. cy-devant rapporté pages 172. & ſuivantes.

INNOCENTIUS PAPA X.

AD FUTURAM REI MEMORIAM.

Ce Bref eſt tout entier dans le Grand Bullaire Romain pour la cinquante quatriéme Conſtitution de ce Pape.

EXPONI nobis nuper fecit dilectus filius modernus Procurator Generalis Ordinis Ciſtercienſis quòd ipſe privilegia, gratias & indulta à diverſis Romanis Pontificibus prædeceſſoribus noſtris dicto Ordini conceſſa & ſucceſſivè ab illis, præſertim verò Gregorio Papa XIII. ſimiliter Prædeceſſore noſtro fel. rec. confirmata, quò firmiora ſubſiſtant & ab omnibus arctiùs obſerventur, Apoſtolicæ noſtræ confirmationis patrocinio communiri ſummopere deſiderans. Nos igitur eumdem modernum Procuratorem ſpecialibus favoribus & gratiis proſequi volentes, & à quibuſvis excommunicationis, ſuſpenſionis & interdicti aliiſque eccleſiaſticis ſententiis, cenſuris & pœnis à jure vel ab homine quavis occaſione vel causâ latis, ſi quibus quomodolibet innodatus exiſtit, ad effectum præſentium dumtaxat conſequendum harum ſerie abſolventes & abſolutum fore cenſentes, ſupplicationibus illius nomine nobis ſuper hoc humiliter porrectis inclinati; Omnia & ſingula privilegia, gratias & indulta per quoſcumque Romanos Pontifices prædeceſſores noſtros eidem Ordini quomodolibet conceſſa, dummodo in uſu ac licita ſint & honeſta & non ſint revocata neque ſub aliquibus revocationibus comprehenſa, ſacriſque Canonibus & Concilii Tridentini Decretis ac Conſtitutionibus Apoſtolicis regularibuſque dicti Ordinis Inſtitutis non adverſentur, Apoſtolicâ autoritate præſentium perpetuò Approbamus & Confirmamus illiſque inviolabilis Apoſtolicæ firmitatis robur Adjicimus ac

omnes & ſingulos tam juris quàm facti defectus ſi qui deſuper quomodolibet intervenerint, in eiſdem Supplemus; Decernentes illa necnon ipſas præſentes litteras ſemper & perpetuò valida, firma & efficacia exiſtere & fore ſuoſque plenarios & integros effectus ſortiri & obtinere & ab omnibus & ſingulis ad quos ſpectat & ſpectabit quomodolibet in futurum, inviolabiliter & inconcuſsè perpetuò obſervari; ſicque per quoſcumque Judices Ordinarios & Delegatos etiam cauſarum Palatii Apoſtolici Auditores judicari & definiri debere, ac irritum & inane ſi ſecùs ſuper his à quoquam quavis autoritate ſcienter vel ignoranter contigerit attentari, in contrarium facientibus non obſtantibus quibuſcumque: Volumus autêm ut præſentium tranſſumptis etiam impreſſis, manu alicujus Notarii publici ſubſcriptis & ſigillo perſonæ in dignitate Eccleſiaſticâ conſtitutæ munitis, eadem prorsùs ubique fides adhibeatur quæ præſentibus ipſis adhiberetur ſi forent exhibitæ vel oſtenſæ. Datum Romæ apud Sanctam Mariam Majorem ſub annulo Piſcatoris die 16. Junii 1653, Pontificatûs noſtri anno nono.

IIIE BREF DU PAPE INNOCENT X. de l'an 1654.

SOMMAIRE.

1. *Le Pape ſur la plainte qui luy eſt faite de la part de l'Abbé General de l'Ordre de Ciſteaux, qu'au préjudice des Privileges accordez à cet Ordre par ſes prédeceſſeurs, par leſquels ils ont diverſes fois jugé & declaré que les Abbez qui tiennent en Commende quelques Monaſteres dudit Ordre, n'y ont aucune juriſdiction en ce qui regarde les Religieux & le regime monaſtique; & que le droit de les viſiter & d'y faire des Reglemens appartient à l'Abbé de Ciſteaux & aux quatre premiers Abbez chacun en ceux de ſa dépendance, à l'excluſion deſdits Commendataires qui ne peuvent ni uſer de correction envers les Religieux, ni y établir les Officiers ni diſpoſer d'aucun d'eux, tout cela appartenant à leurs Superieurs reguliers, ce qui eſt encore conforme au Concile de Trente, & au Reſultat des Conſulta-*

tions qui ont eſté faites dans les Congregations tenuës à cet effet & aux Ordonnances des Papes.

2. *Neanmoins quelques-uns de ces Abbez Commendataires dans le Royaume de Pologne ont pretendu & pretendent pluſieurs de ces droits ſous pretexte des expreſſions qui ſe trouvent dans leurs Bulles, & troublent ainſi les Monaſteres qui leur ont eſté donnez en Commende.*

3. *De ſorte que le Pape pour remedier à pareils inconveniens, décide & declare que ces Abbez Commendataires ne peuvent ni doivent s'ingerer au gouvernement de ces Monaſteres ſous pretexte des expreſſions qui ſe trouvent dans leurs Bulles, ni rien pretendre dans l'établiſſement des Prieurs, Souprieurs & autres Officiers Clauſtraux, ni viſiter leſdits Monaſteres ni punir les Religieux, ni en un mot, ſe meſler en aucune maniere du regime ſpirituel.*

4. *Il enjoint à ſes Nonces par tout où il y en a & aux Ordinaires des lieux, quand ils en ſeront requis, de tenir la main à l'execution de ces Reglemens & de reprimer ceux qui voudront les enfraindre, par Cenſures & toutes autres voyes, même d'implorer à cet effet le bras ſeculier.*

INNOCENTIUS PAPA X.

AD PERPETUAM REI MEMORIAM.

Ce Bref eſt tranſcrit tout entier au Grand Tuſſaire Romain pour la ſoixante-deuxiéme & derniere Conſtitution de ce Pape.

PASTORALIS Officii Nobis divinitùs commiſſi partes eſſe Cognoſcimus, ut Religioſorum virorum in humilitatis ſpiritu ſub ſuavi Religionis jugo Altiſſimi obſequiis mancipatorum commodis & fœlici directioni intendentes, illos à diſpendiis quibuſlibet (quantùm nobis ex alto conceditur) aſſeramus.

1. Sanè pro parte dilecti filii Claudii Abbatis Generalis Ordinis Ciſtercienſis per ejus Procuratorem Nobis nuper expoſitum fuit quòd licèt peculiaria Ordinis prædicti privilegia à quamplurimis Summis Pontificibus & ſignanter à fœlicis recordationis Pio II. Sixto IV. Innocentio VIII. Pio IV. Pio V. & Gregorio XIII. prædeceſſoribus noſtris conceſſa & confirmata reſpectivè diſponant ac declarent quòd Commendatarii Monaſteria dicti Ordinis in Commendam obtinentes, nullam in Monaſteria ſibi Commendata quoad eorum Monachos juriſdictionem exerceant, ſed viſitatio ad Abbatem Ciſtercii & quatuor Primores quemlibet in

ſuâ Generatione juxtà formam antiquorum privilegiorum pertineant, ac Monachi ipſorum Monaſteriorum Commendatorum dictum Abbatem Ciſtercii & primos quatuor ac eorumdem Commiſſarios ad eamdem viſitationem recipere & in eorum manibus profeſſionem emittere debeant : Commendatarii verò ne quemquam propter delictum ejiciant, ſed quotieſcumque Monachi quid admiſerint quod quidem animadverſione dignum ſit, id quamprimùm Priori Clauſtrali vel Commiſſario ſignificent qui correctionem juxtà Ordinis prædicti ſtatuta faciat ; ac demùm Prior & Subprior in eiſdem Commendatis ſeu Commendandis Monaſteriis, Officiales ſpirituales & temporales dicti Ordinis profeſſi & non ſæculares per Commendatarios etiamſi S. R. E. Cardinales fuerint, inſtituantur ; & præterea Concilii Tridentini decreto Seſſ. 25. cap. 20. ſtatutum reperiatur ut Priores Clauſtrales aut in Prioratibus Conventum habentibus Subpriores qui correctiones & ſpirituale regimen exercent, à Capitulis Generalibus vel ipſorum Ordinum Viſitatoribus inſtituantur : ac inſuper à Congregatione Venerabilium fratrum noſtrorum ejuſdem S. R. E. Cardinalium negotiis & conſultationibus Epiſcoporum & Regularium præpoſitâ Reſolutiones præmiſſis ac Conſtitutionibus Apoſtolicis innixæ emanaverint die ſecundâ Auguſti M. D C. XLVII. quibus tunc exiſtenti noſtro & Sedis Apoſtolicæ in Regno Poloniæ Nuntio injunctum fuit ut ſeriò invigilaret nè Commendatarii hujuſmodi & ſignanter dilectus pariter filius Alexander Denhoff Commendatarius Monaſterii Andreovienſis, Ordinis prædicti Cracovienſis Diœceſis, circà Officialium electiones vel circà Monachorum vitam & mores cæteraque Inſtitutum Regulare ſpectantia ſe ingererent.

Nihilominùs iidem Commendatarii paſsim & in primis præ- 2.
dictus Alexander Denhoff in vim litterarum Apoſtolicarum ſuper eorumdem Monaſteriorum Commendis expeditarum in quibus hujuſmodi Monaſteriorum cura, regimen & adminiſtratio tam in ſpiritualibus quàm temporalibus plenariè committitur, præreundunt jus inſtituendi ac deſtituendi Priores & Officiales Clauſtrales, viſitandi, corrigendi, ſtatuendi, ordinandi & exercendi ea quæ Inſtitutum regulare contingunt ; eorumdemque Commendatariorum nonnulli non contenti reditibus ac fructibus quorum majorem partem ex opulentioribus dicti Ordinis Monaſteriis colligunt, in alienam inſuper meſſem, veluti in electiones ac de-

Pretexte de la Clôture miſe dans les Bulles des Abbez Commendataires.

positiones Priorum ac Subpriorum aliorumque Officialium ac etiam in visitationes & Monachorum correctiones falcem mittere præsumentes, prædicta Privilegia & Constitutiones Apostolicas contemptui habent in grave ejusdem Claudii Abbatis imò universi Ordinis prædicti jurium præjudicium : Quare idem Claudius Abbas Nobis humiliter supplicari fecit ut in præmissis opportunè providere de benignitate Apostolicâ dignaremur.

3. Les Abbez Commendataires ne peuvent rien pretendre dans les Monasteres dont ils sont pourvûs, à l'égard des visites, corrections des Religieux, institutions & destitutions d'Officiers &c sous pretexte des Clauses mises dans leurs Bulles.

Nos igitur dictum Claudium Abbatem specialibus favoribus & gratiis prosequi volentes, & à quibusvis excommunicationis, suspensionis & interdicti aliisque Ecclesiasticis sententiis, censuris & pœnis à jure vel ab homine quavis occasione vel causâ latis (si quibus quomodolibet innodatus existit) ad effectum præsentium dumtaxat consequendum, harum serie absolventes & absolutum fore censentes, hujusmodi supplicationibus inclinati, de prædictorum Cardinalium consilio, Inhærentes præallegatorum Summorum Pontificum prædecessorum nostrorum privilegiis Ordini Cistercienſi hujusmodi concessis ac decreto ejusdem sacri Concilii Tridentini ac Resolutionibus aliàs desuper factis, Apostolicâ autoritate tenore præsentium Declaramus, Decernimus ac Statuimus non licere Commendatariis Priores, Subpriores aut Officiales Claustrales instituere ac destituere, visitare Monachos eosdemque corrigere, nec facultates eisdem in litteris Apostolicis concessas & expressas, prout suprà ad ea quæ Institutum regulare concernunt ac tenore prælibatorum privilegiorum & sacri Concilii dispositione Monastico regimini relinquuntur, trahi posse ac debere.

4. Ideoque dilectis filiis nostris & Sedis prædictæ Nuntiis sive etiam locorum Ordinariis vel dicti Ordinis Conservatoribus, per easdem præsentes Injungimus ut quotiescumque requisiti fuerint, ab hujusmodi vexationibus ac violentiis manifestis Commendatarios per censuras & alia juris remedia (implorato etiam si opus fuerit brachio sæculari) cohibeant & compescant, salvâ semper in præmissis autoritate Congregationis eorumdem Cardinalium.

Decernentes præsentes litteras semper firmas, validas & efficaces existere & fore ac ab omnibus ad quos spectat & pro tempore spectabit, inviolabiliter observari ; sicque in iisdem præmissis per quoscumque Judices ordinarios & delegatos etiam causarum Palatii Apostolici Auditores, judicari aç definiri debere ac irritum

&

& inane quidquid ſecùs ſuper his à quoquam quavis autoritate ſcienter vel ignoranter contigerit attentari : Non obſtantibus præmiſſis ac recolendæ memoriæ Bonifacii Papæ VIII. de unâ & in Concilio Generali editâ de duabus dictis, dummodo ultrà tres dies aliquis autoritate præſentium in Judicium non trahatur, aliiſque Apoſtolicis ac univerſalibus Provincialibuſque Conciliis editis generalibus vel ſpecialibus Conſtitutionibus & Ordinationibus, necnon prædicti Ordinis etiam juramento, confirmatione Apoſtolicâ vel quavis firmitate aliâ roboratis ſtatutis & conſuetudinibus, privilegiis quoque, indultis & litteris Apoſtolicis in contrarium præmiſſorum quomodolibet conceſſis, confirmatis & innovatis ; Quibus omnibus & ſingulis illorum tenore præſentibus pro expreſſis habentes, illis aliàs in ſuo robore permanſuris, ad præmiſſorum effectum ſpecialiter & expreſsè Derogamus cæteriſque contrariis quibuſcumque. Volumus autem quòd præſentium tranſſumptis etiam impreſſis, manu alicujus Notarii publici ſcriptis & ſigillo perſonæ in Eccleſiaſticâ dignitate conſtitutæ munitis, eadem prorsùs fides in Judicio & extrà adhibeatur, quæ præſentibus ipſis adhiberetur ſi forent exhibitæ vel oſtenſæ. Datum Romæ apud Sanctam Mariam Majorem ſub annulo Piſcatoris die 25. Septembris 1654. Pontificatûs noſtri anno decimo. G. GUALTERIUS.

Ir BREF DU PAPE ALEXANDRE VII. de l'an 1655.

SOMMAIRE.

Le Bref du Pape Innocent X. de l'année precedente ayant eſté executé au Royaume de Pologne, & ce Pape eſtant mort peu de mois aprés, le Vicaire General du Royaume & les Abbez reguliers des Monaſteres de l'Ordre qui y ſont ſituez, ſe pourvûrent à ſon Succeſſeur qui fut Alexandre VII. pour obtenir la confirmation de ſon Reglement ; ce qui leur fut accordé par un nouveau Bref dans lequel fut inſeré mot à mot & tout entier, celuy d'Innocent X. ſur lequel on peut faire les mêmes reflexions & donner les mêmes explications qu'on a fait au précedent. Le Pape outre qu'il ſupplée aux défauts qui pour-

roient s'eſtre gliſſez dans le premier, en le confirmant décide & déclare encore de nouveau après l'avoir fait examiner dans la Congregation, que les Abbez Commendataires ſous pretexte des Clauſes qui ſe trouvent dans leurs Bulles, ne peuvent & ne doivent pretendre aucune juriſdiction, ni faire nulle fonction de ſuperiorité & regularité dans les Monaſteres dont ils ſont pourvûs.

ALEXANDER PAPA VII.

AD PERPETUAM REI MEMORIAM.

Ce Bref eſt rapporté tout entier dans le Grand Bullaire Romain pour la ſixiéme Conſtitution de ce Pape.

EXPONI Nobis nuper fecerunt dilecti filii Nicolaus Dunin Ordinis Ciſtercienſis in Regno Poloniæ Vicarius & Viſitator Generalis cæterique Coabbates dictorum Ordinis & Regni per ſuum in Romanâ Curiâ Procuratorem, quod à fœl. record. Innocentio Papa X. prædeceſſore noſtro ad inſtantiam dilecti filii Claudii Abbatis Generalis ejuſdem Ordinis de menſe Septembris anni proximè præteriti 1654. emanarunt in ſimili formâ Brevis Litteræ tenoris ſequentis videlicet : Innocentius Papa X. ad perpetuam rei memoriam. Paſtoralis Officii Nobis divinitùs commiſſi partes eſſe Cognoſcimus ut Religioſorum virorum in humilitatis ſpiritu ſub ſuavis Religionis jugo Altiſſimi obſequiis mancipatorum commodis & fœlici directioni intendentes illos à diſpendiis quibuſlibet (quantum nobis ex alto conceditur) aſſeramus.

Repetition du Bref d'Innocent X.

Et le reſte comme au precedent Bref juſqu'à la fin.

Cùm autem ſicut eadem expoſitio ſubjungebat, ante completam præinſertarum Litterarum hujuſmodi executionem, obitus ejuſdem Innocentii prædeceſſoris ſupervenerit, proindèque cupiant iidem exponentes pro firmiori earumdem præinſertarum Litterarum ſubſiſtentiâ illas autoritate noſtrâ Apoſtolicâ confirmari ; Idcircò Nos eoſdem exponentes ſpecialibus favoribus & gratiis proſequi volentes, & eorum ſingulares perſonas à quibuſvis excommunicationis, ſuſpenſionis & interdicti aliiſque Eccleſiaſticis Sententiis, Cenſuris & pœnis à jure vel ab homine quâvis occaſione vel cauſâ latis, ſi quibus quomodolibet innodatæ exiſtunt, ad effectum præſentium dumtaxat conſequendum harum ſerie abſolventes & abſolutas fore cenſentes, ſupplicationibus eorum nomine Nobis ſuper hoc humiliter porrectis inclinati : de Venerabilium Fratrum noſtrorum S. R. E. Cardinalium negotiis &

Conſultationibus Epiſcoporum & Regularium præpoſitorum conſilio, præinſertas dicti Innocentii prædeceſſoris Litteras cum omnibus & ſingulis in eis contentis Apoſtolicâ autoritate tenore præſentium Confirmamus & Approbamus illiſque inviolabilis Apoſtolicæ firmitatis robur Adjicimus, ac omnes & ſingulos tam juris quàm facti defectus ſi qui deſuper quomodolibet intervenerint ſupplemus : Decernentes præſentes Litteras ſemper firmas, validas & efficaces exiſtere & fore ſuoſque plenarios & integros effectus ſortiri & obtinere & ab omnibus & ſingulis ad quos ſpectat & pro tempore ſpectabit inviolabiliter obſervari ; ſicque per quoſcumque Judices ordinarios & delegatos etiam cauſarum Palatii Apoſtolici Auditores judicari & definiri debere, ac irritum & inane ſi quid ſecùs ſuper his à quoquam quâvis autoritate ſcienter vel ignoranter contigerit attentari ; Non obſtantibus omnibus & ſingulis illis quæ idem Innocentius Prædeceſſor in dictis ſuis Litteris præinſertis voluit nonobſtare cæteriſque contrariis quibuſcumque. Datum Romæ apud Sanctam Mariam Majorem ſub annulo Piſcatoris die 26. Auguſti 1655. Pontificatûs noſtri anno primo.

IIE BREF DU PAPE ALEXANDRE VII. de l'an 1657.

SOMMAIRE.

Sur la Remontrance faite au Pape par le Procureur General de l'Ordre de Ciſteaux, de la continuation des differends dont on a parlé en expliquant les Brefs des Papes Gregoire XV. Urbain VIII. & Innocent X. des années 1622. 1632. 1635. & 1647. & du trouble de conſcience que cauſoient ces conteſtations au ſujet principalement de l'uſage de viande introduit dans l'Ordre par des Bulles des Papes de 1475. & 1498. & deſlors continué, depuis cent ſoixante-ſeize ans : Sa Sainteté ayant fait encore une fois examiner cette diſpenſe dans la Congregation des Reguliers, declare & décide que l'on peut la ſuivre & la continuer en ſûreté de conſcience, & de plus l'accorde tout de nouveau.

ALEXANDER PAPA VII.

AD FUTURAM REI MEMORIAM.

Ce Bref eſt inſeré au Grand Bullaire Romain pour la quarante-cinquiéme Conſtitution de ce Pape.

IN ſupremi Apoſtolatûs faſtigio meritis licèt imparibus divinâ diſpoſitione conſtituti, ad ea quibus Chriſti fidelium ſub ſuavi Religionis jugo vota ſua Deo reddere ſatagentium quieti & conſcientiæ ſecuritati conſulitur, propenſis ſtudiis Intendimus ac deſuper creditæ Nobis cœlitùs diſpenſationis partes Interponimus prout in Domino Conſpicimus ſalubriter expedire.

Les Papes Sixte IV. & Alexandre VI ont diſpenſé de l'abſtinence de chair certains jours de la ſemaine par leurs Bulles de 1475. & 1498.

Cùm itaque ſicut dilectus filius Procurator Generalis Ordinis Ciſtercienſis Nobis nuper exponi fecit, licèt dudùm fœl. rec. Sixtus Papa IV. Prædeceſſor noſter per ſuas anno Incarnationis Dominicæ 1475. Idibus Decembris ſub plumbo expeditas Litteras abſtinentiam à carnibus de ſubſtantialibus Regulæ quam Monachi Ordinis hujuſmodi profitentur, non eſſe declaraverit & Capitulo Generali illoque ceſſante, Abbati pro tempore exiſtenti Monaſterii Ciſtercii ejuſdem Ordinis cum quibuſcumque Abbatibus, Monachis & Monialibus ac aliis perſonis ipſius Ordinis tunc præſentibus & futuris ſecundùm diſcretionis eorum arbitrium & conſcientiæ judicium (ſuper quo eorum conſcientias oneravit) quandocumque & quotieſcumque neceſſe eis ſeu alteri ipſorum videretur per ſe vel per alios diſpenſandi ac eis licentiam concedendi quod carnibus etiam extrà Monaſteriorum ſepta in quibuſcumque locis abſque alicujus pœnæ incurſu aut conſcientiæ ſcrupulo veſci & uti poſſent plenam & liberam facultatem, licentiam, poteſtatem & autoritatem conceſſerit & indulſerit, Capitulumque Generale dicti Ordinis de anno 1484. celebratum, in vim & executionem Indulti hujuſmodi in omnibus Monaſteriis ejuſdem Ordinis generaliter eſum carnium permiſerit ac certis diebus ad ſervandam uniformitatem cum omnibus Religioſis ipſius Ordinis diſpenſáverit, recolendæ quoque memoriæ Alexander Papa VI. etiam Prædeceſſor noſter per ſuas pariter ſub plumbo anno Incarnationis Dominicæ 1498. octavo Idus Novembris expeditas Litteras Ciſtercienſibus Reformatis Hiſpaniæ ut carnibus juxtà Ordinationem per Abbatem Ciſtercii & Capitulum Generale Ordinis hujuſmodi factam liberè & licitè & abſque aliquo conſcientiæ ſcrupulo veſci valerent ſimiliter conceſſerit, totuſque Ordo prædictus ubique diffuſus in tali uſu & conſuetudine à centum ſeptuaginta

ſex vel circiter annis citrà exiſtat ; Quidam nihilominùs Monachi memorati Ordinis in Galliâ Abſtinentes nuncupati, ſuper hoc puncto Regulæ ſufficienter per præmiſſa diſpenſatum non eſſe nec generalem uſum hujuſmodi modo ſupradicto introductum licitum eſſe Contendentes, multorum qui ſtrictiorem obſervantiam (exceptâ ſolâ à carnibus abſtinentiâ ſicut præmittitur relaxatâ) juxtà definitionem ultimi Capituli Generalis Ciſtercii de anno 1651. celebrati profitentur, conſcientias turbent indèque diſſentiones & lites non ſine maximo Religionis diſpendio oriantur & orituræ contentiones timeantur ; Nobis propterea idem Procurator Generalis humiliter ſupplicari fecit ut in præmiſſis opportunè providere & ut infrà indulgere de benignitate Apoſtolicâ dignaremur.

Nos igitur ipſum Procuratorem Generalem ſpecialibus favoribus & gratiis proſequi volentes & à quibuſvis excommunicationis, ſuſpenſionis & interdicti aliiſque Eccleſiaſticis Sententiis, Cenſuris & pœnis à jure vel ab homine quâvis occaſione vel causâ latis ſi quibus quomodolibet innodatus exiſtit, ad effectum præſentium dumtaxat conſequendum harum ſerie abſolventes & abſolutum fore cenſentes, hujuſmodi ſupplicationibus inclinati, de Venerabilium Fratrum noſtrorum S. R. E. Cardinalium negotiis & conſultationibus Epiſcoporum & Regularium Præpoſitorum qui rem ſæpiùs conſiderarunt matureque diſcuſſerunt conſilio, Monachis Ciſtercienſibus prædictis tutâ conſcientiâ licuiſſe & licere uti diſpenſatione prænarratâ ſuper uſu carnium per Capitulum Generale Ordinis hujuſmodi Apoſtolicâ autoritate conceſsâ tenore præſentium Declaramus, eamdemque ad tranquillandas conſcientias ſcrupuloſque ſedandos benignè Approbamus & quatenùs opus ſit, denuò Concedimus & Indulgemus.

Non obſtantibus in contrarium deductis ac Conſtitutionibus & Ordinationibus Apoſtolicis necnon dicti Ordinis ejuſque Monaſteriorum & aliis quibuſvis etiam juramento, confirmatione Apoſtolica vel quâvis firmitate aliâ roboratis Statutis & Conſuetudinibus, Privilegiis quoque, Indultis & Litteris Apoſtolicis in contrarium præmiſſorum quomodolibet conceſſis, confirmatis & innovatis : Quibus omnibus & ſingulis illorum tenores præſentibus pro plenè & ſufficienter expreſſis habentes, illis aliàs in ſuo robore permanſuris hac vice dumtaxat ſpecialiter & expreſsè Derogamus cæteriſque contrariis quibuſcumque. Datum Romæ apud Sanctam Mariam Majorem ſub annulo Piſcatoris, die 10. Novemb. 1657. Pontificatûs noſtri anno tertio.

IIIe BREF DU PAPE ALEXANDRE VII. de l'an 1661.

SOMMAIRE.

Ce Bref a eſté accordé à la requiſition des Cantons Suiſſes ſur la demande qui en fut faite de leur part à la priere des Abbez de l'Ordre de Ciſteaux qui ont leurs Monaſteres ſituez en ces Pays-là & qui ſe plaignoient de ce que voulant ſe mettre en chemin pour ſe rendre à Ciſteaux au Chapitre General, ils en avoient eſté détournez par les Procès qui empêcherent de tenir ledit Chapitre, & qui troubloient l'Ordre au ſujet de certaines nouveautez cauſées par des Sentences d'un Commiſſaire Apoſtolique touchant les droits d'Election des Abbez & autres Officiers, les Novitiats & l'uſage de viande, de quoy il a déja eſté parlé dans d'autres Brefs cy-devant rapportez. Le Pape en conformité de ce qui avoit déja eſté jugé par ſon Prédeceſſeur & par luy-même, declare derechef que l'on peut & doit continuer les uſages qui eſtoient pratiquez dans l'Ordre avant leſdites Sentences qu'il caſſe. Ce Bref explique dans l'expoſé une partie des motifs des plaintes que l'on faiſoit contre ces Sentences & leur fondement.

ALEXANDER PAPA VII.

AD FUTURAM REI MEMORIAM.

Ce Bref eſt rapporté tout entier au Grand Bullaire Romain pour la cent quarantiéme Conſtitution de ce Pape.

NUPER pro parte dilectorum filiorum Reipublicæ Helvetiorum Nobis expoſitum fuit quòd cùm dilecti filii Abbates Ordinis Ciſtercienſis in ejuſdem Reipublicæ ditione exiſtentes, Convocati ad Capitulum Generale Ciſtercii in Galliâ celebrandum ſeſe accingerent & præpararent ad iter, occulto rumore perceperunt quoſdam Religioſos Gallos ejuſdem Ordinis dictos Abſtinentes contrà antiqua ipſorum jura nunquam hactenùs controverſa à Romanis Pontificibus Prædeceſſoribus noſtris toti Ordini conceſſa, velle ſeſe prævalere quibuſdam ſententiis à bon. mem. Franciſco dum vixit ſanctæ Romanæ Eccleſiæ Cardinale de la Rochefoucault nuncupato emanatis, qui cùm à felicis recorda-

tionis Gregorio Papa XV. & Urbano Papa VIII. Prædeceſſoribus pariter noſtris Commiſſionem habuiſſet ad viſitanda & juxtà ſtatuta ejuſdem Ordinis à Romanis Pontificibus confirmata, reformanda Monaſteria dicti Ordinis quæ in Galliâ indigerent reformatione, & tamen ea nullatenùs viſitaſſet, nihilominùs dicti Abſtinentes contrà formam Litterarum Apoſtolicarum & Statuta Apoſtolica, duas ſententias ab eo obtinuerunt quibus omnes Abbates & Religioſos communis Obſervantiæ qui ſcilicet utuntur diſpenſatione Apoſtolicâ, circà eſum carnium ubique acceptatâ atque à Nobis per noſtras in ſimili formâ Brevis Litteras die 10. Novembris 1657. expeditas approbatâ, inter alia ſignanter prætendunt eſſe privatos voce activâ & paſſivâ in electionibus Abbatis Generalis & quatuor primorum Abbatum, Vicariorum Provinciarum, Procuratoris Generalis in Curiâ & aliorum publicorum Officialium, adminiſtratione Collegii Pariſienſis communis ſtudii dicti Ordinis, receptione Novitiorum ad communem Obſervantiam aliiſque juribus pertinentibus ad Abbates & Capitulum Generale, & in vim dictarum ſententiarum ipſos ſolos Abſtinentes redditos capaces dignitatum & officiorum dicti Ordinis & independentes à juriſdictione ordinariâ Superiorum & Capituli Generalis eſſe præſumunt.

Cùm autem ſicut eadem expoſitio ſubjungebat, licèt hujuſmodi ſententiæ fuerint per judices delegatos caſſatæ atque à rec. mem. Innocentio X. etiam Prædeceſſore noſtro ſuper prætenſis juribus Abſtinentibus prædictis perpetuum impoſitum ſilentium, attamen iidem Abſtinentes ſemper dictas ſententias validas autument & pro earum obſervatione diverſos recurſus habuerint, propter quas præſumptiones prorogatum fuit Capitulum Generale dicti Ordinis donec Nos ſuper hâc vexatione fuiſſemus conſulti: Idcircò Nos pro commiſſâ nobis cœlitùs paſtoralis Officii curâ, memorati Ordinis quieti quantùm cum Domino poſſumus conſulere Cupientes, ac cauſæ & cauſarum hujuſmodi ſtatum & merita nominaque & cognomina Judicum & Collitigantium & aliâ etiam ſpeciali expreſſione digna præſentibus pro plenè & ſufficienter expreſſis habentes necnon cauſam & cauſas prædictas à quocumque tribunali & judice ad Nos harum ſerie avocantes ac declarationem, approbationem & novam conceſſionem à nobis per prædictas Litteras die 10. Novembris 1657. emanatas circà eſum carnium factas confirmantes habita relatione de præmiſſis.

Motu proprio ac ex certâ ſcientiâ & maturâ deliberatione noſtris deque Apoſtolicæ poteſtatis plenitudine, tenore præſentium diſtrictè Prohibemus ne Abbates & alii quicumque dicti Ciſtercienſis Ordinis communis Obſervantiæ Religioſi hujuſmodi Apoſtolicâ diſpenſatione circà eſum carnium utentes, ſuper libertate vocis activæ & paſſivæ in electionibus Abbatis Ciſtercii Generalis aliorumve quatuor præcipuorum Abbatum, Vicariorum Provincialium, Procuratoris Generalis Curiæ & aliorum publicorum Officialium in adminiſtratione & regimine Collegii Pariſienſis communis ſtudii dicti Ordinis, in Novitiorum ad communem Obſervantiam cum uſu talis diſpenſationis circà eſum carnium ſervatis ſervandis receptione eorumque educatione nec in omnimodâ juriſdictione quam ab initio ejuſdem Ordinis habuerunt & quibuſlibet aliis juribus quæ ex vi Regulæ & ſæpè dicti Ordinis Conſtitutionum Apoſtolicâ autoritate confirmatarum illis & Capitulo Generali competunt ullatenùs perturbentur, prohibeantur vel moleſtentur prout non moleſtari, prohiberi ſeu perturbari Mandamus & Præcipimus, circumſcriptis memoratis ſententiis die 27. Julii 1634. & die Auguſti 20. 1635. à præfato Apoſtolico Viſitatore ut dicitur emanatis, necnon quorumlibet aliorum judicum qui circà præmiſſa quidquam ſecùs ſtatuere vel decernere tentaverunt aut præſumpſerunt cum omnibus indè ſecutis.

Decernentes eaſdem præſentes Litteras ſemper firmas, validas & efficaces exiſtere & fore ſuoſque plenarios & integros effectus ſortiri & obtinere ac ab illis ad quos ſpectat & pro tempore ſpectabit inviolabiliter obſervari; ſicque in præmiſſis, per quoſcumque Judices ordinarios & delegatos etiam cauſarum Palatii Apoſtolici Auditores judicari & definiri debere ac irritum & inane ſi ſecùs ſuper his à quoquam quavis autoritate ſcienter vel ignoranter contigerit attentari.

Non obſtantibus præmiſſis ac Conſtitutionibus & Ordinationibus Apoſtolicis necnon quatenùs opus ſit, dicti Ordinis & ejus Monaſteriorum quorumvis etiam juramento, confirmatione Apoſtolica vel quavis firmitate aliâ roboratis Statutis & Conſuetudinibus, Privilegiis quoque, Indultis & Litteris Apoſtolicis in contrarium præmiſſorum quomodolibet conceſſis, confirmatis & innovatis: Quibus & omnibus & ſingulis illorum tenore præſentibus plenè & ſufficienter expreſſis & de verbo ad verbum inſertis habentes, illis aliàs in ſuo robore permanſuris ad præmiſſorum effectum

effectum hac vice dumtaxat ſpecialiter & expreſsè Derogamus cæteriſque contrariis quibuſcumque. Datum Romæ apud Sanctam Mariam Majorem ſub annulo Piſcatoris die 2. Julii 1661. Pontificatûs noſtri anno ſeptimo.

IVE BREF DU PAPE ALEXANDRE VII. de l'an 1666.

SOMMAIRE.

Ce Bref eſt celuy qu'on appelle dans l'Ordre de Ciſteaux communément & ſimplement Le Bref d'Alexandre VII. *parce qu'il en fait l'une de ſes principales & dernieres Conſtitutions : il a déja eſté pluſieurs fois imprimé même dans les precedentes & differentes Editions du Grand Bullaire Romain, à Rome & à Paris pour la cent ſoixante-treiziéme Conſtitution de ce Pape, & auſſi dans des Cahiers particuliers ſeparément, même depuis peu en Latin & en François* in 4° *avec trois autres Brefs de ſes ſucceſſeurs qui ſervent d'interpretation à quelques articles ſur leſquels on avoit voulu faire difficulté, concernant la celebration & la tenuë du Chapitre General.*

C'eſt une compilation de divers Reglemens faits de l'autorité du Pape pour la reformation de tout l'Ordre, & un Jugement par luy rendu ſur pluſieurs differends qui eſtoient entre les deux Obſervances qui s'y pratiquent, la Commune & l'Etroite ; leſquels differends avoient eſté renvoyez à juger au Saint Siege par pluſieurs Arreſts du Conſeil d'Etat du Roy & qu'on a expliquez cy-devant dans les Sommaires ſur les Brefs des Papes Gregoire XV. Urbain VIII. & Innocent X.

L'on n'en rapportera pas icy toutes les diſpoſitions, parce qu'une bonne partie y ſeroit tout-à-fait inutile, par exemple celle qui regarde uniquement les mœurs & les ceremonies, le Service Divin & autres pareilles ; mais ſeulement ce qui peut avoir quelque rapport aux Privileges de l'Ordre & qui eſt ſuſceptible de difficulté & pourroit cauſer des procés & des conteſtations ; par exemple les viſites des Superieurs dans les Monaſteres, la maniere d'aſſembler & de tenir le Chapitre General & l'Inter-

mediaire, l'établissement des Officiers publics & de ceux du College de Saint-Bernard de Paris, l'institution & la destitution des Prieurs dans les Monasteres qui sont en Commende, & des Confesseurs dans ceux des Moniales, l'uniformité dans les usages & pratiques regulieres, la maniere de punir les incorrigibles & de passer d'une Observance à l'autre, l'administration du Temporel, la reception des Novices, leur Profession & Professoire, l'Election des Abbez, la façon de proceder dans l'Ordre & la Clôture des Religieuses. On aura soin de marquer en marges par de petites notes ou apostilles, le précis de chaque article, & l'on rapportera dans leur lieu, les Lettres Patentes du Roy qui ont autorisé ce Bref.

ALEXANDER PAPA VII.

AD PERPETUAM REI MEMORIAM.

1. Le Pape fait l'éloge de l'Ordre de Cisteaux & declare son intention, la cause & les motifs de son Bref.

IN supremâ Sedis Apostolicæ speculâ (dispositione divinâ Constituti) Dominicum gregem cœlitùs nobis Commissum circonspicientes, mentis nostræ aciem Convertimus in sacrum Ordinem Cisterciensem, cujus odor sicut agri pleni suavitas cui Dominus benedixit, totam replevit Ecclesiam & veluti fons irriguus cæteras irrigavit Religiones & Ordines : Verùm volventibus annis, non sine magno animi nostri mœrore Cognovimus Ordinem memoratum à primævæ Institutionis tramite ob temporum injuriam & calamitatem, non modicùm deflexisse, & plurima passum esse in spiritualibus & temporalibus detrimenta. Quare Nos ex debito pastoralis Officii singulari zelantes affectu, ad tanti Ordinis instaurationem ac reformationem, divino freti auxilio, nostræ sollicitudinis partes duximus impendendas ; ut Monastica disciplina ubi collapsa fuerit restituatur, & constantiùs ubi conservata est perseveret ; Unitas servetur in Ordine, & præcisis dissentionibus ac dissidiis quæ in Regno Galliæ inter Communis & strictæ Observantiæ Monachos jamdudùm exorta sunt, sincera pax & mutua charitatis officia, benedicente Domino redintegrentur.

Aliàs siquidem per nostras Litteras in formâ Brevis expeditas die 16. Januarii 1662. Pontificatûs nostri anno 7. de voto particularis Congregationis à Nobis desuper deputatæ, quæ scripturas hinc inde datas vidit & examinavit, Causam ipsius reformationis in statu & terminis in quibus tunc temporis reperiebatur, à

Digitized by Google

quocumque Tribunali ad Nos Avocavimus, ac dilecto Filio Claudio Vauſſin Abbati Ciſtercii totius Ordinis Generali dedimus in Mandatis, ut advocaret ſeu moneret viros idoneos Ordinis ſui, tam ex Galliâ quàm aliunde, ad exhibendum infrà tres menſes dictæ Congregationi particulari deputatæ, Articulos concernentes dictam reformationem à Nobis inſtitutam, & aliàs ut in memoratis Litteris pleniùs continetur.

Cùmque prædictus Claudius noſtris parendo mandatis, reformationis Articulos ad Nos tranſmiſerit idemque præſtiterint dilecti Filii Abbates ſtrictæ Obſervantiæ in Galliâ multis abhinc annis introductæ; Nos hujuſmodi Articulos utrinque exhibitos, Congregationi nonnullorum Venerabilium Fratrum noſtrorum S. R. E. Cardinalium ac dilectorum Filiorum Romanæ Curiæ Prælatorum à Nobis deſuper inſtitutæ, ſedulò ac maturè examinandos & expendendos Commiſimus : quorum quidem Articulorum ad generalem reformationem Ordinis Ciſtercienſis conveniens reſtrictio & ad Capita ſancti Benedicti Regulæ reductio talis eſt. Videlicet.

4. Cùm ad Monaſticam diſciplinam reſtaurandam & reſtitutam conſervandam maximè viſitationes regulares conducant, Capitulum Generale, Abbas Ciſtercii Ordinis Generalis & quatuor primi Abbates de Firmitate, de Pontigniaco, de Claravalle & de Morimundo provideant diligenter ut ſingulis annis *ſollicitè*, *charitativè*, *prudenter & cum pietate fiant*, ad animarum ſalutem, cultum divinum, votorum eſſentialium obſervantiam & alia quæ ad morum correctionem & perſonarum regularium ædificationem necnon adminiſtrationem & ſtatum temporalem pertinent : Caveant verò maximè Viſitatores ab omni donorum receptione & etiam ne nimiùm numeroſo comitatu aut familiâ gravioribus quàm expediat expenſis Monaſteria onerent, & manducent tempore viſitationis in Refectorio cum fratribus propter diſciplinam ſervandam.

Le Chapitre General, l'Abbé de Ciſteaux & les quatre premiers Abbez ſont obligez à tenir la main que les Viſites ſoient faites tous les ans de la maniere qu'elles doivent ſe faire, & regler le ſpirituel & le temporel des Monaſteres.

5. Abbates regulares etiam perpetui Subjaceant viſitationi & correctioni Viſitatorum etiam non Abbatum, & ab ipſis ad ſufficientem numerum Monachorum debitè & religioſè nutriendum, ædificiorum reparationes, annuas Ordinis Contributiones ſolvendas & communia Ordinis & Provinciarum onera ſuſtinenda, juriſdictionis ſuſpenſione aliiſque Eccleſiaſticis pœnis & cenſuris (ſervato juris ordine) cogantur.

Ceux qui viſitent les Monaſteres, en doivent obliger par toutes voyes les Superieurs, de ſatisfaire aux charges, d'y entretenir le nombre des Religieux qu'ils peuvent porter, d'en reparer les baſtimens, & de payer les Contributions ſuivât leurs taxes, dont l'employ ſe doit faire aux beſoins communs de l'Ordre & non pas des particuliers.

Les Abbez ſont tenus de droit à reſider dans leurs Monaſteres & doivét uniquement s'appliquer à procurer le bien ſpirituel & temporel de l'Ordre.

6. Ad reſidentiam in ſuis propriis Monaſteriis (prout de jure) teneantur ; nec in Caſtellis nec in Grangiis aut alibi extrà ſepta Monaſteriorum ſuorum commorentur : Neque quarumcumque Monialium alteriùs Ordinis regimen & viſitationem abſque expreſſâ ſummi Pontificis licentiâ, ſub pœnâ privationis vocis activæ & paſſivæ ipſo facto incurrendâ, ſuſcipere audeant.

Les revenus des Monaſteres doivent eſtre en commun, & les Superieurs ne peuvent diſpenſer de cette loy en aucun cas qu'avec grande circonſpectiõ, leur conſcience en eſtant chargée

7. Inter Abbates regulares & Conventus aut Officiales Monaſteriorum nulla fiat partitio bonorum, fructuum, reddituum & proventuum eorum, ſed communibus ipſorum uſibus deputentur juxtà Statutum Benedicti Papæ XII. niſi pro meliori regimine & utilitate quorumdam Monaſteriorum ad impediendas dilapidationes à Capitulo Generali vel à Comitiis intermediis aliter judicaretur.

Il eſt du devoir des Superieurs d'obliger les Communautez de ſe procurer un partage des revenus entre elles & les Abbez commendataires ainſi qu'il eſt ordonné par les Bulles cy-devant rapportées de Pie IV. Pie V. Gregoire XIII. & Sixte V.

8. Procurent tamen Superiores & Viſitatores Ordinis ut in Monaſteriis Commendatis quantùm fieri poterit, penſiones Religioſorum & famulantium in bonis ſtabilibus aſſignentur.

L'obligation d'aſſiſter au Chapitre General eſt la meſme qu'autrefois & ſous les meſmes peines portées par les Statuts: elle ceſſe à l'égard des Svodics, n'y en ayant plus.

9. Capitula Generalia quolibet Triennio apud Ciſtercium celebrentur, eiſque omnes Abbates niſi legitimè impediti aut ob juſtas cauſas excuſati, ſimul & Abbates à Congregationibus deputati, Procuratores Generales, Viſitatores & Syndici Provinciarum, Collegiorum Proviſores ſeu Rectores adeſſe teneantur, de ſibi commiſſis muneribus, actis & per ſe geſtis rationem reddituri, & de agendis aut reformandis in poſterùm in timore Dei juxtà regularia Ordinis Inſtituta & Conſtitutiones Apoſtolicas tractaturi.

Tous les Abbez au Chapitre General qui n'y ſont pas Définiteurs, y ont voix conſultative.

10. Licèt autem ſoli Diffinitores vocem deciſivam in Definitionibus condendis habeant, tamen omnes Abbates & aliæ perſonæ idoneæ judicio Abbatis Generalis & quatuor primorum Abbatum deſignandæ & poſt electionem Diffinitorum nominandæ vocem Conſultativam habebunt.

Perſonne que ceux qui ont droit ou qui ſont appellez au Chapitre General, ne peut y aller ſans permiſſion expreſſe de l'Abbé de Ciſteaux.

11. Serventur quoque Conſtitutiones circà numerum eorum quos Abbates dicti Ordinis venientes ad Capitulum ſecum ducere olim poterant, nulluſque qui non habet jus interveniendi vel non fuerit vocatus, abſque licentiâ petitâ & obtentâ ab Abbate Generali ad dicta Capitula accedere audeat.

Il n'eſt pas neceſſaire que l'Aſſemblée intermediaire ſe tienne à Ciſteaux comme le Chapitre General, elle

12. Et quià in dies multa emergunt negotia quæ maturâ deliberatione indigent, quolibet tempore intermedio inter duo Capitula, die & loco per Abbatem Ciſtercienſem deſignandis, ipſe

Ciſtercienſis & quatuor primi Abbates conveniant cum aliis ex Viſitatoribus Provincialibus Monaſteriorum utriuſque Obſervantiæ, Præſidibus Congregationum, Procuratoribus Generalibus & Syndicis Provinciarum, *qui negotia magni momenti agenda habebunt.*

doit ſe tenir où l'Abbé de Ciſteaux la convoquera. Comme elle n'eſt que pour les affaires des particuliers, il n'y a que ceux qui en ont de preſſées qui peuvent & doivent s'y trouver, & les Contributions de l'Ordre ne doivent pas y eſtre employées, chacun y fait ſa dépenſe

Et ut celebratio dicti Conventûs ſit omnibus nota, ipſe Generalis Abbas eam more ſolito antè ſex menſes Præſidibus Congregationum, Viſitatoribus Provinciarum, Procuratoribus Generalibus & Syndicis indicere tenebitur ut ad dictam Congregationem accedant vel mittant certioremque faciant dictum Abbatem Generalem & quatuor primos de ſtatu Congregationum ſuarum: præter quem Conventum nullus alius in toto Galliæ Regno fiat ſub quocunque prætextu niſi à Capitulo Generali illis concedatur.

Ceux meſme qui ont des affaires, peuvent ſans faire le voyage, les faire par lettres & par écrit, s'il eſt poſſible, ou y envoyer,

13. Viſitatores Provinciarum Monaſteriorum communis obſervantiæ à Capitulo Generali aut ipſo ceſſante, ab Abbate Ciſtercienſi de conſilio & conſenſu quatuor primorum Abbatum ſicut alii publici Officiales inſtituantur non ſolùm ex numero Religioſorum probatorum communis Obſervantiæ, ſed etiam ſi ita expediens judicaverint, ex numero Religioſorum ſtrictæ Obſervantiæ ſeu Abſtinentiæ quorum conſilio & operâ uti poterunt ad præſentem reformationem inſtituendam.

Les Officiers publics peuvent eſtre pris & choiſis d'entre les Abbez & les Religieux des deux Obſervances indifferemment.

14. Item Proviſor Collegii Pariſienſis, Procurator, Doctores Regentes & alii Officiales ſecundùm Benedicti Papæ XII. Conſtitutionem per Capitulum Generale Ordinis aut eo ceſſante ſicut conſuetum eſt, ab Abbate Ciſtercienſi autoritate Capituli Generalis fungente inſtituantur & deſtituantur uſque ad Capitulum Generale vel intermedium ſivè ſint ex communi Obſervantiâ ſivè ex arctiori.

Tous les Officiers du College de S. Bernard de Paris peuvent eſtre auſſi choiſis indifferemment d'entre les Religieux de l'une & de l'autre Obſervance: & doivent eſtre inſtituez & excuſez par le Chapitre General, ou à ſon defaut par l'Abbé de Ciſteaux qui en a tout le pouvoir.

15. Similiter conſultis Provinciarum Viſitatoribus ſuper merita vel demerita Religioſorum, inſtituantur & deſtituantur à dicto Abbate Generali vel quatuor primis Abbatibus & aliis filiationem habentibus reſpectivè Priores Clauſtrales & Confeſſores in Monaſteriis Monialium ad nutum amovibiles, obſervato moderamine ut in Monaſteriis Commendatis ſtrictioris Obſervantiæ Virorum ac Monialium nullum inſtituere poſſint qui non profiteatur abſtinentiam.

Pareillement les Prieurs dans les Monaſteres qui ſont en Commende, & les Confeſſeurs dans ceux de Moniales, ſeront inſtituez & deſtituez par l'Abbé General & les Abbez qui en ſont les Peres immediats à condition de ne mettre dans ceux de la Reforme que des Religieux qui en ſont pro-

Et licèt omnes Ordinis Officiales & Monaſteriorum Priores ſint ad nutum amovibiles, attamen quolibet Triennio ſuorum

fession. Tous ces Officiers ſont amovibles à la volonté des Superieurs, & neanmoins doivent encore tous les trois ans faire leurs diſmiſſions entre les mains de ceux qui les ont établis & qui peuvent les continuer.

Officiorum & Prioratuum voluntariam demiſſionem in ſcriptis faciant Capitulo Generali, Abbati Ciſtercii, quatuor primis Abbatibus & aliis Superioribus à quibus reſpectivè fuerunt inſtituti, cum facultate tamen eos continuandi in Officiis & Prioratibus quandiù ipſos repererint & judicaverint idoneos.

L'uniformité dans l'Office Divin, les Uſages & Pratiques doit eſtre exactement gardée dans tous les Monaſteres de l'Ordre, & preſide de l'Abbaye de Ciſteaux qui eſt la Mere & le Chef de toutes les autres, établie en cette qualité par la Loy fondamentale de l'Ordre.

17. Forma iſta exactiſſimè obſervetur & materia ab Eccleſiæ uſu ad Dei gloriam & proximi ædificationem ſumatur prout hactenùs conſuevit Eccleſia Ciſtercienſis, cui tanquam Matri omnes aliæ Eccleſiæ dicti Ordinis ex Cartâ Charitatis, Eugenii III. & Pii V. definitionibus & præceptis conformari tenentur.

Ut autem hæc uniformitas in divino Officio perſolvendo teneâtur, in omnibus Monaſteriis dicti Ordinis iiſdem ritibus & cantu & libris omnibus ad divinas & nocturnas Horas & Miſſas neceſſariis ſecundùm prædictam formam Ciſtercienſis Monaſterii omnes utantur.

Voyez dans ces Decrets les cas & la maniere de punir les incorrigibles.

21. Obſerventur ſanctæ Congregationis Decreta de Regularibus Apoſtatis & ejectis, & juxtà illa dumtaxat incorrigibiles è Monaſteriis & Ordine ejiciantur.

L'adminiſtration du temporel dans les Monaſteres où il y a un nombre ſuffiſant de Religieux, doit ſe faire par des Officiers autant qu'il eſt poſſible, & l'argent doit eſtre mis dans un coffre fermant à trois clefs.

22. Adminiſtratio bonorum temporalium ſecundùm Concilii Tridentini Decretum fiat per Officiales (prout ſcilicet eis injunxerit Abbas) ad nutum amovibiles, ſic ut de omnibus receptis & expenſis coràm Abbate ſeu Superiore & Senioribus domûs fidelem teneantur reddere rationem : Pecuniæ verò omnes ab uno Burſario per Abbatem aut Superiorem de conſilio Seniorum ſtabiliendo, ſerventur in arcâ ſub tribus clavibus, quarum una apud Abbatem aut Superiorem maneat, aliam cuſtodiat Senior Domûs, tertiam verò ipſe Burſarius.

Où ce nombre ſe trouve, le Superieur doit avoir l'œil & l'intendance ſur le temporel, & ne pas l'adminiſtrer par luy-meſme, mais conjointement avec la Communauté & par ſon Conſeil en commettre la charge à trois Religieux.

Nullus ex Superioribus Locorum adminiſtrationem bonorum aut aliarum rerum, diſpenſationemque pecuniarum & reddituum ſui Conventûs etiam nomine Conventûs, per ſeipſum habere aut exercere poſſit, ſed univerſum id onus tribus fratribus ejuſdem Conventûs à Generali ità demandetur, ut unus rerum & bonorum reddituumque colligendorum ac exigendorum curam habeat, alter tanquam Depoſitarius pecunias ac cætera ab illo collecta & exacta fideliter aſſervet, alius de pecuniis ac rebus à Depoſitario acceptis Superiori & fratribus ac Conventui univerſo de neceſſariis (Mandante tamen ipſo Superiore) non ſecundùm propriam affectum ſed juxtà Charitatis regulam veluti bonus diſpenſator provideat, officiorum hujuſmodi confuſione penitùs interdictâ.

23. Obſervetur ubique vita communis juxtà Concilii Tridentini, Benedicti Papæ XII. & Clementis VIII. Decreta; nec cuiquam Regularium tam virorum quàm mulierum dicti Ordinis liceat aliqua bona tanquam propria aut etiam nomine Conventûs poſſidere vel tenere: nec fas ſit Superioribus alicui Regulari concedere bona ſtabilia aut certi bladi, panis, vini vel pecuniæ penſiones dare, etiam prætextu Contractuum initorum vel ineundorum inter Monachos communis & ſtrictioris Obſervantiæ, quos Dominus noſter Alexander VII. Declaravit per ſuas in formâ Brevis Litteras de die 8. menſis Martii anni 1660. nullos, irritos, illicitos & pauperтati religioſæ contrarios; ſed omnia omnibus ſint communia & dentur unicuique ſecundùm cujuſque Monaſterii facultates & regionum qualitates, omnia neceſſaria tùm ad victum tùm ad veſtitum, ſive ſano ſive ægro, ſive ſeni ſive juveni, ſine ullâ perſonarum acceptatione & habitâ tantùm ratione neceſſitatis.

Tous doivent vivre en commun ſans qu'aucun Superieur puiſſe en diſpenſer, & aſſigner des poſſions en particulier à perſonne.

24. Qui abſtinentiam à carnibus amplexi ſunt aut in poſterùm amplectentur, illam exactè retineant; & nemini illorum liceat ad communem ipſius Ordinis Obſervantiam tranſire, niſi petitâ & obtentâ facultate à ſummo Pontifice pro tempore exiſtente, aut ſaltem à Capitulo Generali vel eo ceſſante, ab Abbate Ciſtercienſi.

Nul Religieux qui a profeſſé la Reforme, ne peut la quitter pour paſſer à la commune Obſervance, que par permiſſion du Pape ou du Chapitre General ou de l'Abbé de Cîteaux.

Nulli etiam communis Obſervantiæ Profeſſori propter pacis & charitatis cuſtodiam, liceat ad dictam perpetuam abſtinentiam tranſire non petitâ licentiâ à ſuo ſaltem Patre immediato: ad quam abſtinentiam amplectendam Superiores nullum qui non fuerit in eâ educatus poſſint cogere, nec ullus licentiâ utendi carnibus autoritate Apoſtolicâ omnibus perſonis regularibus Ordinis etiàm ſanis & bene ſe habentibus datâ & ab eadem approbatâ & denuò conceſſâ frui poſſit niſi tribus diebus tantùm in hebdomadâ extrà tempus Adventûs, Septuageſimæ, Sexageſimæ & Quinquageſimæ, & aliud ab Eccleſiâ prohibitum.

Et nul auſſi ne doit paſſer de la commune Obſervance à la Reforme ſans en avoir demandé la permiſſion à ſon Pere immediat.

Le Privilege de manger de la viande n'eſt que pour trois jours dans la ſemaine.

31. Circà Noviciatus & Profeſſoria deſignanda ſervabitur quod ſtatuitur in Litteris ſanctiſſimi Domini noſtri.

Les perſonnes qui ne ſçavent pas de latin, ne peuvent & ne doivent pas eſtre reçûës pour Novices.

Circà receptionem & educationem ſerventur Regula & Conſtitutiones Apoſtolicæ, maximè Decreta ſanctæ memoriæ Clementis VIII. & recipiantur Novitii ſufficientis litteraturæ, hoc eſt grammaticalibus & ſi fieri poſſit, Philoſophicis inſtructi poſt aliqualem in habitu ſæculari probationem in propriis domibus factam cum ſufficienti paſſione à Viſitatoribus aut aliis Superiori-

bus pro ratione locorum determinandâ & à Monaſteriis prō quibus recipiuntur ſolvendâ & compenſandâ.

On ne peut eſtre trop circonſpect dans le choix & la reception des Novices dont leur Maiſtre & le Viſiteur ſont chargez, ſans en exclure le Pere immediat du Monaſtere qui doit y avoir l'œil & le principal ſoin.

32. Recipiantur autem à Viſitatore Provinciæ & à Novitiorum Magiſtro & ab ipſis examinati & idonei inventi veſtiantur & probentur, atque in hac communi Obſervantiâ ità educentur, ut exceptâ ſolâ à carnibus abſtinentiâ, ad omnia ſanctæ Regulæ Capita prout ſunt hîc denotata, ſeſe toto vitæ decurſu teneri intelligant.

Nul jeune Religieux ne doit eſtre diſpenſé du Profeſſoire aprés ſon Noviciat, ni envoyé aux Ordres & aux Etudes, qu'il n'ait donné des preuves de ſon attachement & affection à la vie reguliere.

33. Seminaria ſeu Profeſſoria ſimili ratione ad pietatis & religionis excolendæ opus erigantur, in quibus noviter Profeſſi cum penſione ſufficienti aut compenſatione maneant & ad perfectiorem ſanctæ Regulæ & dicti Ordinis praxim acquirendam ità erudiantur ut nullus ex illis ad ſtudia vel ad Ordines vel ad gradus aſſumatur, qui probatæ vitæ & ſufficientiæ teſtimonia non dederit.

Le vœu de ſtabilité eſt ſubordonné à celuy de l'obeiſſance qui eſt dûe aux Superieurs, leſquels peuvent en diſpenſer pour le bien de l'Ordre & pour de fortes raiſons ſuivant la Bulle du Pape Pie II. de 1461. cy devant raportée page 99.

34. Quia aliqui dicti Ordinis Monachi ſub prætextu ſtabilitatis promiſſæ dum ſolemnem votorum promiſſionem emiſerunt, in aliquo certo & determinato Monaſterio, prætendunt ſe etiam pro majori Monaſteriorum ipſorum commodo, bono & utilitate Ordinis aut qualibet aliâ juſtâ & legitimâ ratione ſi ipſi renuant, in alia Monaſteria transferri non poſſe niſi ob grave aliquod crimen quod in eodem loco facilè emendari non poſſit, unde experientiâ ita comprobante, multæ ſæpè oriuntur diſſentiones, inobedientiæ, rebelliones, lites & incommoda innumera: Renovatur Conſtitutio Pii II. de anno 1461. quâ facultas datur Viſitatoribus & Superioribus Ordinis pro tempore exiſtentibus, ut ſi eis ità expediens videatur, perſonas ipſas ad alia ejuſdem Ordinis Monaſteria transferant & alias idoneas in earum locum uſque ad ſufficientem numerum ſubſtituant in beneficium Novitiatuum & Seminariorum communium & faciliorem præſentis Conſtitutionis & Reformationis executionem, ità ut qui in locis Novitiatuum & Seminariorum communium & in aliis reformandis Monaſteriis noluerint in omnibus præſenti Reformationi ſe ſubmittere, cogantur ſub pœnâ carceris ſeſe transferre ad alia Monaſteria per Viſitatorem Provincialem eis deſignanda ibique commorari: Quæ Monaſteria tenebuntur illos recipere & eos tanquam filios & profeſſos habere, ſolo excepto jure electionis Abbatum, ſub pœnâ interdicti aliiſq; cenſuris contrà renuentes & huic Ordinationi ſeſe opponentes.

Les Religieux ont dans les Monaſteres où ils ſont transferez par les Superieurs, tous les meſmes droits que les Profés des mêmes Monaſteres, à l'exception ſeulement de celuy d'en élire les Abbez.

La meſme obligation ſe trouve dans les Statuts de l'Ordre à

31. Nullus in poſterum eligatur in Abbatem Generalem Ordinis Ciſtercienſis qui eundem Ordinem non ſit expreſsè profeſſus, & electio

electio aliter facta sit ipso jure nulla; & sic eligentes pœnam privationis vocis activæ & passivæ in perpetuum eo ipso absque aliâ declaratione incurrant. Præterea eligendus iis dotibus & virtutibus sit instructus quas sanctus Benedictus in Cap. 2. & 64. Regulæ in Abbate requirit.

L'égard des élections des autres Abbez. Voyez icy la Carte de Charité page 18. & la Bulle d'Innocent 11. page 24.

Vitentur autem in electionibus hujusmodi omnes inordinati ambitus & processus, & secundùm Canones fiant per scrutinium, in quibus omnes dicti Ordinis utriusque Observantiæ Monachi voce passivâ respectivè gaudeant, nisi aliundè intercedat impedimentum.

L'usage des deux autres voyes Canoniques, de l'Inspiration & du Compromis, n'est pas absolument défendu, & s'offre aux Electeurs avant que de proceder à l'élection qui peuvent la choisir.

38. Causæ merè regulares inter personas dicti Ordinis emergentes intrà Ordinem terminentur juxtà antiquas illius Constitutiones, nec liceat alicui extrà Ordinem appellare sub pœnis in ipsis contentis.

Les differends d'entre les Abbez & Religieux de l'Ordre doivent estre terminez dans l'Ordre.

39. Omnia supradicta respectivè ad Moniales pertinere volumus, Præcipiendo Abbati Generali & quatuor primis & aliis Patribus Abbatibus ut omnes sibi subditas ad Clausuram à Bonifacio VIII. & à Concilio Tridentino ordinatam utique reducant & cogant.

Tous ces Reglemens regardent également les Monasteres d'hommes & de Religieuses avec proportion.

40. Ut autem in posterum unâ Regulâ, unâc haritate similibusque moribus ubique vivatur & omnes utriusque sexûs Ordinis personæ sciant in quo strictior Observantia (exceptâ solâ à carnibus abstinentiâ) consistat; fiat brevis & dilucida Compilatio & reductio omnium Constitutionum Apostolicarum & Statutorum quæ aut per usum contrarium aut per aliquam aliam rationem non sunt abrogata; & per selectos ab Abbate Generali & quatuor primis Abbatibus viros in disciplinâ, juribus & privilegiis dicti Ordinis exercitatos distribuantur in certa capita à Capitulo Generali approbanda & promulganda & demùm typis mandanda & in vernaculam linguam pro Monialibus vertenda atque ad calcem Regulæ beati Benedicti apponenda, ut in Capitulis singulorum Monasteriorum post lectionem Regulæ, aliqua eorum Capita successivè legantur.

Les deux Observances sont ainsi réünies par ce Bref, la commune & l'étroite, sans aucune autre difference que de la seule abstinence de chair dont l'usage est permis en certains temps & certains jours de la semaine aux premiers, & défendu aux autres hors les cas de maladie.

Le Pape aprés tous ces Reglemens les approuve & confirme comme conformes à l'Institut de l'Ordre contenu dans son Statut primordial communement appellé la Carte de Charité; & ordonne qu'ils seront observez & executez dans tout l'Ordre de Cisteaux par les Abbez, Religieux & Religieuses des deux Observances respectivement sous les peines mentionnées dans les Statuts.

Ensuite de quoy il ordonna qu'en l'année suivante qui estoit 1667. l'Abbé General convoqueroit & tiendroit un Chapitre General en la

maniere accoutumée, où il ſeroit fait de concert avec tous les Capitulans, des Reglemens pour l'affermiſſement de la paix & la reunion des deux Obſervances & pour l'entiere reformation de l'Ordre; & confirma la condamnation qu'il avoit faite des deux ſentences du Commiſſaire Apoſtolique de 1634. & 1635. dont il a eſté parlé cy-devant par les deux Brefs de Sa Sainteté de 1657. & 1661.

Ir BREF DU PAPE CLEMENT IX. de l'an 1668.

SOMMAIRE.

Le Pape ſur la remontrance & demande du Procureur General de l'Ordre de Ciſteaux, Ordonne que conformément à ce qui eſt reglé par l'article 36e du Bref du Pape Alexandre VII. de l'année 1666. pour l'élection de l'Abbé General du même Ordre, qu'elle ne doit & ne pourra ſe faire que d'un Religieux qui y ait fait profeſſion, ſous peine de nullité & de privation de voix active & paſſive à l'égard des Electeurs, toute la même choſe ſera reguliérement obſervée & executée dans les Elections de quelque Abbé que ce ſoit ſous les mêmes peines.

CLEMENS PAPA IX.

Ad futuram rei memoriam.

IN ſublimi Sedis Apoſtolicæ ſolio meritis licèt imparibus divinâ diſpoſitione Conſtituti, proſpero fœlicique Ordinum Monaſticorum qui Dei Eccleſiam laudabilis converſationis aliiſque multiplicibus meritis exornant, ſtatui atque conſervationi libenter Conſulimus ſicut in Domino ſalubriter expedire arbitramur.

Exponi ſiquidem Nobis nuper fecit dilectus filius Procurator Generalis Ordinis Ciſtercienſis quòd cùm fœlicis recordationis Alexander Papa VII. prædeceſſor noſter per quaſdam ſuas in ſimili formâ Brevis die XIX. Aprilis M. DC. LXVI. ſuper reformatione generali dicti Ordinis emanatas Litteras inter alia prohibuerit ne ullus in poſterum in Abbatem Generalem Ordinis præfati eligeretur qui eumdem Ordinem non eſſet expreſsè profeſſus

& aliter facta electio eſſet ipſo jure nulla, & ſic eligentes pœnam privationis vocis activæ & paſſivæ in perpetuum eo ipſo abſque aliâ declaratione incurrerent, dilecti filii Abbates dicti Ordinis in ultimo eorum Capitulo Generali Ciſtercii, die IX. Maii M. DC. LXVII. & aliis diebus ſequentibus celebrato congregati publico ejuſdem Ordinis bono profuturam exiſtimarunt prohibitionis, & pœnarum hujuſmodi extenſionem ad alios quoſcunque Ordinis præfati Religioſos qui perſonas eumdem Ordinem non profeſſas in Abbates aliorum Monaſteriorum ipſius Ordinis elegerint : Nobis propterea dictus Procurator Generalis humiliter ſupplicari fecit ut in præmiſſis opportunè providere & ut infrà indulgere de benignitate Apoſtolicâ dignaremur.

Nos igitur ipſius Procuratoris Generalis deſiderio hac in re favorabiliter annuere Volentes, eumque à quibuſvis excommunicationis, ſuſpenſionis & interdicti aliiſque Eccleſiaſticis cenſuris, ſententiis & pœnis à jure vel ab homine quâvis occaſione vel causâ latis ſi quibus quomodolibet innodatus exiſtit, ad effectum præſentium tantùm conſequendum harum ſerie abſolventes & abſolutum fore cenſentes, hujuſmodi ſupplicationibus inclinati de venerabilium fratrum noſtrorum S. R. E. Cardinalium negotiis & conſultationibus Epiſcoporum & Regularium præpoſitorum conſilio, Nè ullus in poſterum qui ordinem ſupradictum non ſit expreſsè profeſſus in Abbatem cujuſcumque Monaſterii ejuſdem Ordinis eligatur, alioquin aliter facta electio ſit ipſo jure nulla, & ſic eligentes pœnam privationis vocis activæ & paſſivæ in perpetuum eo ipſo abſque aliâ declaratione incurrant, autoritate Apoſtolicâ tenore præſentium Prohibemus pariter & Interdicimus ; Decernentes eaſdem præſentes Litteras ſemper firmas, validas & efficaces exiſtere & fore ſuoſque plenarios & integros effectus ſortiri & obtinere ac ab illis ad quos ſpectat & quandocumque ſpectabit in futurum, inviolabiliter obſervari ; ſicque in præmiſſis per quoſcumque judices ordinarios & delegatos & cauſarum Palatii Apoſtolici Auditores judicari & definiri debere ac irritum & inane quicquam ſecùs ſuper his à quoquam quâvis autoritate ſcienter vel ignoranter contigerit attentari ; non obſtantibus Conſtitutionibus & Ordinationibus Apoſtolicis necnon quatenus opus ſit, dicti Ordinis etiam juramento, confirmatione Apoſtolicâ vel quâvis firmitate aliâ roboratis ſtatutis & conſuetudinibus, privilegiis quoque, Indultis & Litteris Apoſtolicis in contrarium præmiſſorum

quomodolibet conceſſis, confirmatis & innovatis, quibus omnibus & ſingulis illorum tenores præſentibus pro plenè & ſufficienter expreſſis & inſertis habentes (illis aliàs in ſuo robore permanſuris) ad præmiſſorum effectum hâc vice dumtaxat ſpecialiter & expreſsè Derogamus cæteriſque contrariis quibuſcumque : Volumus autem ut earumdem præſentium Litterarum tranſſumptis ſeu exemplis etiam impreſſis & manu alicujus Notarii publici ſubſcriptis & ſigillo perſonæ in Eccleſiaſticâ dignitate Conſtitutæ munitis, eadem ubique fides adhibeatur quæ præſentibus adhiberetur ſi forent exhibitæ vel oſtenſæ. Datum Romæ apud Sanctam Mariam Majorem ſub annulo Piſcatoris die XII. Decembris M. DC. LXVIII. Pontificatûs noſtri anno ſecundo. Signatum J. G. SLUSIUS.

IIE BREF DU PAPE CLEMENT IX. de l'an 1669.

SOMMAIRE.

Le Pape confirme les Actes faits au Chapitre General de l'Ordre de Ciſteaux tenu au mois de May de l'année 1667. en execution & en conſequence du Bref du Pape Alexandre VII. de l'année precedente, dont il rapporte les principaux, & juge quelques proteſtations qui avoient eſté faites en ce Chapitre General.

Les Reglemens qu'il rapporte & confirme en particulier, ſont concernant. 1. *La reception dudit Bref par tout l'Ordre.* 2. *Le choix des Officiers du Chapitre General dans le Chapitre même.* 3. *Le changement défendu à l'avenir dans le Breviaire de l'Ordre.* 4. *La détermination de l'heure de ſe lever pour Matines aux grandes Feſtes.* 5. *Quelles ſont les Communautez qui doivent chanter en Nottes.* 6. *Le rang de ceux qui changent leur premiere ſtabilité.* 7. *Les Jeûnes d'Ordre pendant l'année.* 8. *Les Taxes pour les droits des Viſiteurs.* 9. *Les degrez des appellations.* 10. *Les Commiſſions pour viſiter & agir extraordinairement.* 11. *Les moyens de procurer & avancer la reforme.* 12. *La punition des abſens du Chapitre General. Et enfin le jugement rendu ſur les proteſtations de quelques Abbez particuliers.*

Digitized by Google

CLEMENS PAPA IX.

AD PERPETUAM REI MEMORIAM.

ECCLESIÆ Catholicæ Regimini meritis licèt imparibus divinâ diſpoſitione præſidentes, illa quæ pro ſalubri Ordinum Monaſticorum multiplici virtutum decore fulgentium directione & progreſſu regulariſque obſervantiæ conſervatione & incremento in eorum Capitulis & Congregationibus Generalibus providè conſtituta atque definita eſſe noſcuntur, ut firma ſemper atque illibata perſiſtant, Apoſtolici muniminis patrocinio libenter Roboramus & aliter ſuper eis diſponimus prout rationi conſentaneum eſſe in Domino arbitramur.

Exponi ſiquidem Nobis nuper fecit dilectus filius Procurator Generalis Ordinis Ciſtercienſis quod in Capitulo Generali dicti Ordinis IX. Maii M. DC. LXVII. & ſequentibus diebus in executionem Litterarum fœl. record. Alexandri Papæ VII. prædeceſſoris noſtri in ſimili formâ Brevis die XIX. Aprilis M. DC. LXVI. ſuper Reformatione generali ejuſdem Ordinis emanatarum celebrato factæ fuerunt nonnullæ definitiones tenoris qui ſequitur, videlicet.

Reception du Bref d'Alexandre VII. dans le Chapitre General.

Requirentibus Promotoribus & ex parte ſummi Pontificis & Regis Chriſtianiſſimi, lectum, publicatum & cum debitâ reverentiâ, genibus ſcilicet flexis, ore Reverendiſſimi Domini noſtri & unanimi omnium conſenſu, ſuſceptum fuit Breve Apoſtolicum à ſanctiſſimo Domino noſtro Alexandro divinâ providentiâ Papa VII. emanatum die decimâ nonâ Aprilis, Pontificatûs autem ipſius anno duodecimo, quod incipit, In ſupremâ Sedis Apoſtolicæ.

Liberté de choiſir des Officiers dans le Chapitre General.

Cùm orta fuerit difficultas ex iteratâ proteſtatione factâ per Reverendum Dominum de Fulcardimonte contrà Promotores cauſarum & alios Officiales præſentis Capituli Generalis non Abbates, quòd prætenderet uſitatum Ordinis morem convelli, ſi ſuppetente Abbatum numero alii non Abbates, quocumque alio fungantur munere, in Officiales Capituli Generalis eligantur : Capitulum Generale maturâ ſuper hoc deliberatione habitâ, præcedentium Capitulorum Generalium veſtigiis inhærendo, Definiit quaſcumque perſonas, de Ordine tamen bene meritas (etiam non Abbates) ad Capituli Generalis Officia poſſe promoveri.

Défenſe de faire plus de changement dans le Breviaire.

Ut in Divino Officio perſolvendo in omnibus Ordinis Monaſteriis hoc vinculum uniformitatis teneatur, Capitulum Generale Statuit & Decrevit nullam de cætero in novo Breviario faciendam eſſe mutationem ſed ipſius Ordinationi ſtandum eſſe ex integro ab omnibus Ordinis profeſſoribus.

Heures de ſe lever pour Matines aux jours de Feſtes.

Juxtà facultatem per Breve jam ſæpe dictum Capitulo Generali à ſanctiſſimo Domino noſtro datam quâ horâ diebus minorum ſolemnitatum ſurgendum ſit determinandi, Statuit & Determinat Capitulum Generale diebus ſolemnioribus horâ ſecundâ, cæteris verò tertiâ ad Vigilias ſurgendum eſſe : & Declarat intentionis ſuæ non eſſe per præſentem determinationem ut conſuetudo ſi quæ in aliquibus vigeat Monaſteriis maturiùs tam ſolemnioribus quàm aliis diebus ſurgendi, enervetur, ſed potiùs per Superiores locorum & Viſitatores foveatur.

Quelles ſont les Communautez qui doivent chanter l'Office en Notes.

Cùm in quamplurimis Ordinis Monaſteriis ſufficiens non habeatur numerus Monachorum ut cum cantu Gregoriano Horas Canonicas perſolvant, & ideò circà hoc generalis definitio fieri non poſſit, Mandat & Præcipit Capitulum Generale omnibus Viſitatoribus Provincialibus ut primâ Monaſteriorum Provinciæ ſuæ factâ Viſitatione, ſinguli illorum ſtatum & ſpecialiter numerum Monachorum in illis ordinariè reſidentium, ad Reverendiſſimum Dominum noſtrum & admodùm Reverendos quatuor primos Abbates quamprimùm tranſmittant, ut examinato numero Monachorum in ſingulis Monaſteriis & ſitu loci, an ſit minor vel major Congregatio, quæ ultima ſolùm ex Regulâ obligatur ad cantum, judicare poſſint.

Rang des nouveaux ſtabiliez.

Ad quæſtionem propoſitam quem locum tenere debeat ſecundam faciens ſtabilitatem, an primæ ſuæ profeſſionis an ſecundæ ſtabilitatis ; Reſpondit Capitulum Generale debere in omnibus locis ſecundæ ſuæ ſtabilitatis non primæ profeſſionis locum obtinere.

Jeûnes de l'Ordre pendant l'année.

Juxtà Regulam & Conſtitutiones præſcriptus numerus jejuniorum diebus Mercurii & Veneris à Pentecoſte ad Exaltationem ſanctæ Crucis, & indè ad Paſcha ſingulis diebus quibus non veſcimur carnibus in omnibus Ordinis Monaſteriis communis Obſervantiæ inviolabiliter obſervetur.

Les Abbez ne doivent pas enſeigner & regenter dans les Univerſitez.

Ut autem provideatur reſidentiæ Abbatum nec ulla eis nori reſidendi anſa ſubminiſtretur, omnibus Abbatibus Prohibet Capitulum Generale ne in Urbibus aut Academiis publicè ſuſcipiant docendam Theologiam.

Ut autem caveatur ne variis & inſolitis exactionibus tam pro Viſirationibus quàm Profeſſionibus Vicarii Monaſteria onerent, Sraruit Capitulum Generale ut pro omnibus tam expenſis quàm juribus honorificis, in qualibet Viſitatione à Monaſteriis viſitatis in advenru & reditu dandos eſſe Vicariis ſexdecim francos & Syndicis octo; pro Profeſſionibus autem extrà tempus Viſrarionis faciendis, prius computati ab illis ſumptus itineris à Monaſteriis exolventur : ſumptus autem quos à Viſitatoribus & Syndicis fieri contigerit ut eant ad Capitula Generalia vel intermedia, à propriis illorum domibus in quibus ordinariè reſident exolventur.

Taxes pour les frais des Viſiteurs.

Les Syndics eſtant ſupprimez, la taxe auſſi demeure ſupprimée.

Ut inordinati proceſſus in Appellationibus de cætero non fiant, Capitulum Generale ſtatuit gradatim procedendum, ut à Viſitatoribus ad Patrem immediatum, à Patre immediato ad Reverendiſſimum Dominum noſtrum, à Reverendiſſimo ad Capitulum Generale debeat provocari, liſque ad illos per appellationis jus delata intrà tres menſes terminari.

Reglement pour les Degrez d'Appellation.

Nec tam Patribus immediatis quàm Majoribus Ordinis Superioribus alios quoſcumque Commiſſarios niſi Viſitatore ſuſpecto aut abſente, liceat deputare.

Les Superieurs Majeurs ne doivent point députer extraordinairement dans les Provinces d'autres pour agir qu'en cas de ſuſpicion & d'abſence du Viſiteur.

Capitulum Generale advertens ex nimiâ affinium multitudine in Monaſteriis maximè in quibus viget electio, varia mala ſuboriri, Prohibet omnibus Monaſteriorum illorum Superioribus, niſi major id eſt excedens numerum duodecim Congregatio fuerit, duos fratres aut ſorores recipere.

La reception de deux Freres ou deux Sœurs défenduë dans un même Monaſtere.

Ut omnis tollatur licentia extrà Monaſteria ob curam animarum divagandi, Statuit Capitulum Generale ut illam de novo nullus ſuſcipere audeat aut poſſit, quin prius à Viſitatore de ejus capacitate cognitum fuerit.

Ceux qui ſont chargez du ſoin des ames hors des Monaſteres doivent avoir une capacité reconnuë aprés avoir eſté examinez.

Cæterùm poſt varia in executionem Brevis Apoſtolici præſcripta, in vanum laboraſſe putaret Capitulum Generale ſi novæ ſtudens Reformationi ad ſtrictioris Obſervantiæ multis ab hinc annis introductæ & favente Deo in dies ſuccreſcentis, non conſervationem tantùm ſed ejus etiam incrementum, officii ſui partes ſollicitè non impenderet; ideò triplici medio à Reverendo Domino de Precibus ad tam ſanctum opus promovendum propoſito; Primò ut inter ſe convenire poſſint ſtrictioris Obſervantiæ Abbates; Secundò ut ipſorum Monaſteria communis Obſervantiæ Monachis vacuentur & in alia diverſæ Obſervantiæ tranſmittantur; Tertiò ut in Monaſteria communis Obſervantiæ ubi major pars

Moyens propoſez de procurer la Reforme dans l'Ordre.

Religiosorum ad illos etiam sine pensione convolat introducantur; ut v. g. in Monasterium de Chassagniâ ; hujusque petitionis seu propositionis à se factæ actum petiit.

Réponse du Chapitre General aux trois moyens proposez.

Circà primum, Statuit Capitulum Generale singulos quoque strictioris Observantiæ Abbates seriò admonendos ut ad quodcumque Capitulum sive Generale sive intermedium de suæ Observantiæ negotiis tractaturi conveniant ; ad secundùm, cùm hujusmodi Monachi in Monasteriis strictioris Observantiæ efficaciùs quàm in aliis possint in officio contineri, Statuit Capitulum Generale non ab illorum Monasteriis ad alia communis Observantiæ nisi ex causâ à Statutis præscriptâ esse transmittendos, illos tamen declarat ad omnimodam ergà strictioris Observantiæ Superiores obedientiam teneri, nec illis licere aliquid proprium habere, sed omnia eis à Superioribus domorum necessaria debere ministrari : Circà tertium (prævià oppositione Reverendi Domini de Sancto Sulpitio) committitur Reverendo admodum Domino de Firmitate ut quo spiritu ducantur Religiosi de Chassagniâ perpendat, ut si eos ferventiores factos ex animo ad strictiorem Observantiam profitendam repererit, eorum desiderio satisfaciat.

Punition des absens du Chapitre General sans s'excuser.

Et quia nullus comparuit ex parte Congregationis Lombardiæ & Tusciæ nec nominarunt Monasteria pro Novitiatu & Professorio, Capitulum Generale Patrem Damianum Lauthuadam Congregationis illius Vicepræsidem, sicut ob eandem causam, Patrem Petrum Oviedo Vicarium vulgò dictum Reformatorem Generalem Congregationis Castellæ & Vicarium Generalem Congregationis Lusitaniæ, declarat Contumaces & privat voce activâ & passivâ.

Confirmation des Decrets du Chapitre General.

Cùm autem sicut eadem expositio subjungebat, prædictus Procurator Generalis definitiones hujusmodi, quò firmiùs subsistant & serventur exactiùs Apostolicæ Confirmationis nostræ robore communiri & super nonnullis protestationibus per quosdam Abbates dicti Ordinis in eodem Capitulo Generali factis opportunè à Nobis decerni plurimùm desideret, Nos prospero fœliciique ejusdem Ordinis regimini & gubernio salubriter providere, ipsumque Procuratorem Generalem specialibus favoribus & gratiis prosequi volentes & à quibusvis excommunicationis, suspensionis & interdicti aliisque Ecclesiasticis censuris & pœnis à jure vel ab homine quâvis occasione vel causâ latis, si quibus quomodolibet innodatus existit, ad effectum præsentium dumtaxat consequendum

ſequendum harum ſerie abſolventes & abſolutum fore Cenſentes, ſupplicationibus ejus nomine Nobis ſuper hoc humiliter porrectis inclinati, de nonnullorum Venerabilium Fratrum noſtrorum S. R. E. Cardinalium & dilectorum filiorum Romanæ Curiæ Prælatorum ſuper Reformatione dicti Ordinis Ciſtercienſis deputatorum conſilio, præinſertas Definitiones Capituli Generalis Ordinis hujuſmodi ut præfertur celebrati, autoritate Apoſtolicâ tenore præſentium Confirmamus & Approbamus illiſque inviolabilis Apoſtolicæ firmitatis robur Adjicimus, ac omnes & ſingulos juris & facti defectus ſi qui deſuper quomodolibet intervenerint, Supplemus.

Et quantùm ſpectat ad proteſtationes in dicto Capitulo factas ab Abbate Fulcardimontis & adhærentibus circà aſſumptionem Officialium dicti Capituli ex non Abbatibus, & Definitorum unius lineæ ex Abbatibus alterius; ab Abbate de Veterivillâ & adhærentibus, circà nominationem Abbatis de Altaripâ in Definitorem ſtrictioris Obſervantiæ pro lineâ Pontigniaci, atque ab Abbate de Trappâ & adhærentibus, in acceptione prædictarum Alexandri prædeceſſoris in formâ Brevis Litterarum circà novum recurſum ad hanc ſanctam Sedem eò quòd in dictis Litteris plura obſcura, dubia, ſanctæ Regulæ & antiquis Ordinis Statutis adverſantia inſerta fuiſſe aſſerit contrà ejuſdem Alexandri prædeceſſoris mentem, cui de re ob valetudinem infirmam perpauca perlata fuerint, Illas de eorumdem Cardinalium & Prælatorum conſilio, Rejicimus & hanc ultimam temerariam Declaramus: Proteſtationes verò factas ab Abbate Claravallenſi contrà formam indictionis Capituli & contrà quæcumque adverſantia ipſius juriſdictioni; ab Abbatibus Lucellenſi, Ebracenſi & Cæſarienſi contrà violationem jurium paternitatum; & à Germanis de recurrendo ad ſummum Pontificem pro dilucidatione quorumdam punctorum difficilium dictarum Litterarum reformationis, eas de pari conſilio Admittimus ſalvis hinc indè juribus.

Decernentes eaſdem præſentes Litteras ſemper firmas, validas & efficaces exiſtere & fore ſuoſque plenarios & integros effectus ſortiri & obtinere ac illis ad quos ſpectat & pro tempore ſpectabit, pleniſſimè ſuffragari & ab eis reſpectivè inviolabiliter obſervari: ſicque in præmiſſis per quoſcumque Judices ordinarios & delegatos etiam cauſarum Palatii Apoſtolici Auditores judicari & definiri debere, ac irritum & inane ſi ſecùs ſuper his à quoquam

quâvis autoritate ſcienter vel ignoranter contigerit attentari : Non obſtantibus Conſtitutionibus, & Ordinationibus Apoſtolicis, ac quatenùs opus ſit dicti Ordinis etiam juramento, Confirmatione Apoſtolicâ vel quâvis firmitate aliâ roboratis Statutis & Conſuetudinibus, Privilegiis quoque indultis & Litteris Apoſtolicis in contrarium præmiſſorum quomodolibet conceſſis, confirmatis & innovatis ; Quibus omnibus & ſingulis, illorum tenores præſentibus pro plenè & ſufficienter expreſſis & ad verbum inſertis habentes, illis aliàs in ſuo robore permanſuris, ad præmiſſorum effectum hâc vice dumtaxat ſpecialiter & expreſſe Derogamus cæteriſque contrariis quibuſcumque : Volumus autem ut earumdem præſentium Litterarum tranſſumptis ſeu exemplis etiam impreſſis, manu alicujus Notarii publici ſubſcriptis & ſigillo perſonæ in Eccleſiaſticâ dignitate conſtitutæ munitis, eadem prorsùs fides in judicio & extrà adhibeatur quæ adhiberetur ipſis præſentibus ſi forent exhibitæ vel oſtenſæ. Datum Romæ apud Sanctam Mariam Majorem ſub annulo Piſcatoris, die XXVI. Januarii M. DC. LXIX. Pontificatûs noſtri anno ſecundo. Sic ſignatum, J. G. SLUSIUS.

I BREF DU PAPE CLEMENT X. de l'an 1670.

SOMMAIRE.

Le Pape ſur la demande & ſupplication des Abbez d'Allemagne, de Pologne, de Suiſſe, de Flandre, de Liege & d'Eſpagne, au ſujet d'un article du Bref du Pape Alexandre VII. pour le choix & la déſignation des Novitiats & Profeſſoirs communs en chaque Province ; Declare que cette diſpoſition ne doit pas s'entendre à l'égard des Monaſteres gouvernez par des Abbez, où l'on fait vœu de Stabilité & où la Communauté eſt aſſez grande pour que les Obſervances & les Regularitez y ſoient bien obſervées.

CLEMENS PAPA X.

AD FUTURAM REI MEMORIAM.

Ce Bref eſt dans le Grand Bullaire Romain inſeré tout entier pour la dix neuvieme Conſtitution de ce Pape.

EXPONI Nobis nuper fecerunt dilecti filii Abbates Monaſteriorum Germaniæ, Poloniæ, Helvetiæ, Belgii, Patriæ Leo-

dienſis & Hiſpaniæ Ordinis Ciſtercienſis, quòd aliàs poſtquam fœl. rec. Alexander Papa VII. Prædeceſſor noſter per ſuas ſuper Reformatione Generali dicti Ordinis die decimo nono Aprilis 1666. in ſimili formâ Brevis expeditas Litteras, inter alia ſtatuerat & ordinaverat ut in ſingulis Provinciis univerſi Ordinis hujuſmodi etiam extrà Galliam, deſignarentur duo Monaſteria communis Obſervantiæ, unum ſcilicet pro Novitiatu & alterum pro Profeſſorio ſeu ſecundo Novitiatu unà cum Magiſtris pro educandis Novitiis & noviter Profeſſis & cum familiâ ſelectâ; recentis memoriæ Clemens Papa IX. etiam Prædeceſſor noſter per quaſdam ſuas itidem in formâ Brevis die 20. Decembris 1667. emanatas Litteras, ipſis Abbatibus exponentibus conceſſit ut proprios Novitios educare poſſent illis dumtaxat Monaſteriis in quibus viginti quinque Religioſi exiſterent: Cùm autem ſicut eadem expoſitio ſubjungebat, hæc diſpoſitio tàm Abbates præfatos qui minorem Religioſorum numerum habent, quàm Novitios qui ſtabilitatem in illis minoribus Monaſteriis ſervant multùm gravet, Abbates quidem quippè qui proprios quos per profeſſionem ſuis Monaſteriis incorporare & cum quibus uſque ad mortem vivere debent probare, eorumque mores, inclinationes & defectus ſi alibi educarentur explorare nequirent; Novitios verò utpotè qui incommoda locorum, aeris & onerum perſonalium illorum parvorum Monaſteriorum in quibus perpetuò ſtabilitàtes voto aſtricti abſque ſpe communicationis ſeu tranſlationis ad alia Monaſteria permanere tenentur, experiri non poſſent; accedit quòd pleraque ex præfatis Monaſteriis vel ex fundatione vel ob bellorum & temporum injurias nonniſi duodecim Religioſos ſuſtentare poſſunt, in quibus tamen juxtà primævas Ordinis præfati Conſtitutiones & uſum tam in choro quàm extrà chorum vigent Obſervantiæ, quibus ſatisfieri ſine ſubſidio Novitiorum qui ab Ordinis primordio etiamſi familiæ numerum duodenarium non excederent in hujuſmodi Monaſteriis educari & probari ſoliti fuerunt; Nobis propterea Abbates prædicti humiliter ſupplicari fecerunt ut ſibi in præmiſſis opportunè providere & ut infrà indulgere de benignitate Apoſtolicâ dignaremur.

Nos igitur ipſos Abbates ſpecialibus favoribus & gratiis proſequi volentes, & eorum ſingulares perſonas à quibuſvis excommunicationis, ſuſpenſionis & interdicti aliiſque Eccleſiaſticis ſententiis, cenſuris & pœnis à jure vel ab homine quâvis occaſione

vel causâ latis ſi quibus quomodolibet innodatæ exiſtunt, ad effectum præſentium dumtaxat conſequendum harum ſerie abſolventes & abſolutas fore cenſentes, hujuſmodi ſupplicationibus inclinati, ſuprà expreſſum ſtatutum ſeu ordinationem dicti Alexandri Prædeceſſoris noſtri non afficere nec obligare Monaſteria Ordinis præfati in quibus Monachi perpetuam promittunt ſtabilitatem, autoritate Apoſtolicâ tenore præſentium Declaramus: Decernentes eaſdem præſentes Litteras ſemper firmas, validas & efficaces exiſtere & fore ſuoſque plenarios & integros effectus ſortiri, obtinere ac illis ad quos ſpectat & pro tempore ſpectabit pleniſſimè ſuffragari: ſicque in præmiſſis per quoſcumque Judices ordinarios & delegatos etiam cauſarum Palatii Apoſtolici Auditores judicari & definiri debere, ac irritum & inane ſi ſecùs ſuper his à quoquam quâvis autoritate ſcienter vel ignoranter contigerit attentari: Non obſtantibus præfati Alexandri & Clementis prædeceſſorum Litteris aliiſque Conſtitutionibus & Ordinationibus Apoſtolicis cæteriſque contrariis quibuſcumque. Volumus autem ut ipſarum præſentium Litterarum tranſſumptis ſeu exemplis etiam impreſſis manu alicujus Notarii publici ſubſcriptis & ſigillo perſonæ in Eccleſiaſticâ dignitate conſtitutæ munitis eadem prorsùs fides adhibeatur quæ ipſis præſentibus adhiberetur ſi forent exhibitæ vel oſtenſæ. Datum Romæ apud Sanctam Mariam Majorem ſub annulo Piſcatoris, die 3. Octobris 1670. Pontificatûs noſtri anno primo.

IIE BREF DU PAPE CLEMENT X. de l'an 1672.

SOMMAIRE.

Le Pape qui au temps que le Bref d'Alexandre VII. en avoit eſté le Ponant ou Rapporteur de l'Affaire en 1666. eſtant monté au Pontificat en 1670. & conſulté ſi la diſpoſition de ce Bref en l'article 44. touchant ce qu'il eſtoit ordonné de faire dans le Chapitre General de 1667. eſtoit pour toûjours & devoit eſtre ſuivie & continuée dans tous les autres Chapitres Generaux qui ſe tiendroient à l'avenir, declare par ce Bref que cette diſpoſition n'avoit eſté que pour une fois & ne regardoit pas l'avenir.

CLEMENS PAPA X.

AD FUTURAM REI MEMORIAM.

EXPONI Nobis nuper fecit dilectus filius Procurator Generalis Ordinis Ciſtercienſis, quòd in Capitulo Generali dicti Ordinis nonâ & ſequentibus diebus Maii 1667. Ciſtercii in executionem Litterarum fœlicis recordationis Alexandri Papæ VII. prædeceſſoris noſtri in ſimili forma Brevis ſuper reformatione generali ejuſdem Ordinis die decimâ nonâ Aprilis 1666. expeditarum celebrato, tunc exiſtentes Abbates Germaniæ Ordinis præfati proteſtati ſunt de recurrendo ad Summum Pontificem pro dilucidatione quorumdam punctorum difficilium in eiſdem Litteris contentorum; eamque proteſtationem recentis memoriæ Clemens Papa IX. etiam prædeceſſor noſter de nonnullorum S. R. E. Cardinalium & Romanæ Curiæ Prælatorum ſuper Reformatione generali Ordinis hujuſmodi deputatorum conſilio, per quaſdam ſuas pariter in forma Brevis die 26ª Februarii 1669. emanatas Litteras admiſit, & puncta propoſita ad eoſdem Prælatos & Cardinales diſcutienda atque decidenda remiſit.

Cùm autem, ſicut eadem expoſitio ſubjungebat, inter puncta ſic propoſita unum fuerit quod in præfatis Alexandri prædeceſſoris Litteris diſpoſitum reperiretur, ut Abbas Ciſtercii & quatuor primi Abbates in dicto Capitulo eligerent de more Generales Definitores, ita tamen ut unuſquiſque illorum eligere deberet ſaltem duos ex Abbatibus ſtrictioris Obſervantiæ, adeo ut in Definitorio vocem deciſivam haberent Abbates viginti quinque, videlicet Abbas Ciſtercii & quatuor primi Abbates, item Definitores decem ex communi, & totidem ex ſtricta Obſervantia; & hoc quidem in Capitulo ſupradicto factum fuerit: verùm ſi ad futura ſubſequentia Capitula Generalia Ordinis præfati traheretur ejuſmodi æqualitas Definitorum ex utraque Obſervantia aſſumendorum, id Abbatibus communis Obſervantiæ, quippe qui in longè majori ſunt numero quàm Abbates ſtrictæ Obſervantiæ hujuſmodi, grave nimis eſſet. Nobis propterea dictus Procurator Generalis mox in Galliam ad Generale Capitulum dicti Ordinis profecturus, ut occurratur controverſiis quæ ſuper hoc inter Abbates communis & ſtrictæ Obſervantiæ oriri poſſent, & ad pacem inter eos magis firmandam, humiliter ſupplicari fecit,

Au Chapitre General de l'année 1667. le nombre des Définiteurs choiſis devoit eſtre égal pour les deux Obſervances ſuivant l'article 42. du Bref d'Alexandre VII.

ut in præmissis opportunè providere de benignitate Apostolicâ dignaremur.

Nos igitur ipsius Procuratoris Generalis votis hac in re favorabiliter annuere volentes, eumque à quibusvis excommunicationis, suspensionis & interdicti, aliisque Ecclesiasticis Sententiis, censuris & pœnis à jure vel ab homine quavis occasione vel causâ latis, si quibus quomodolibet innodatus existit, ad effectum Præsentium duntaxat consequendum harum serie absolventes & absolutum fore censentes, hujusmodi supplicationibus inclinati, de memoratorum Cardinalium & Prælatorum consilio, prænarratam dispositionem supradictarum Alexandri prædecessoris Litterarum super æqualitate numeri Definitorum ex communi & stricta Observantia hujusmodi assumendorum, sat impletam fuisse unica vice in Capitulo ut præfertur celebrato nec afficere in futurum autoritate Apostolica tenore Præsentium Declaramus. Decernentes easdem præsentes Litteras semper firmas &c. Datum Romæ apud sanctam Mariam Majorem sub annulo Piscatoris die 22. Aprilis 1672. Pontificatûs nostri anno secundo. Signatum, J. G. SLUSIUS.

Cette égalité des Définiteurs ne regardoit que le Chapitre General de 1667.

Iᴿ. BREF DU PAPE INNOCENT XI. de l'an 1683.

SOMMAIRE.

Estant survenus quelques differends dans l'Assemblée du Chapitre General de l'Ordre de Cisteaux tenuë en l'année 1672. au sujet de la maniere dont devoit se faire le choix & la nomination des Définiteurs, & du Reglement qui devoit y estre observé ; l'affaire ayant esté portée au Pape afin de prévenir les inconvenients semblables à ceux qui estoient arrivez, Sa Sainteté décide que ce qui a esté reglé par une Bulle du Pape Clement IV. de l'an 1265. qui fait l'une des principales Constitutions de l'Ordre, doit estre observé ; ce qui fut fait au Chapitre General tenu en cette même année, aussi-bien qu'aux suivans de 1686. & 1699. L'on ajoûtera à la fin de ce Bref, un Extrait de cette Bulle concernant la tenuë du Chapitre General.

INNOCENTIUS PAPA XI.

AD FUTURAM REI MEMORIAM.

CUM ſicut accepimus, Capitulum Generale Ordinis Ciſtercienſis propè diem (benedicente Domino) celebrandum ſit, nonnullæ verò lites ſeu cauſæ inter dilectum filium Abbatem Generalem dicti Ordinis ex una, ac dilectos etiam filios quatuor primarios Abbates ejuſdem Ordinis, ex altera partibus, in Romana Curia pendeant indeciſæ, propter quas Capituli Generalis celebratio impediri vel perturbari, ſive in illius progreſſu incommoda & controverſiæ, non ſine regularis Obſervantiæ religioſæque quietis & pacis (ſine qua non bene colitur pacis autor) detrimento, forſan oriri poſſent. Hinc eſt quòd Nos pro commiſſa nobis divinitùs paſtoralis Officii ſollicitudine, ut Capitulum Generale hujuſmodi ad Dei gloriam totiuſque Ordinis prædicti utilitatem, ſublatis obſtaculis, quietè atque pacificè celebretur, providere Cupientes ac litium ſeu cauſarum prædictarum ſtatum & merita, nominaque & cognomina ac qualitates Judicum ac Collitigantium, & alia quæcunque etiam ſpecificam & individuam mentionem & expreſſionem requirentia, Præſentibus pro plenè & ſufficienter expreſſis ac ſpecificatis habentes: de Venerabilium Fratrum noſtrorum ſanctæ Romanæ Eccleſiæ Cardinalium negotiis & conſultationibus Epiſcoporum & Regularium Præpoſitorum, qui Partes præfatas audiverunt conſilio, in proximè futuro Capitulo Generali dicti Ordinis formam præſcriptam in Conſtitutione fœlicis recordationis Clementis Papæ IV. prædeceſſoris noſtri quæ incipit *Parvus fons*, ſervari debere, reſervatis in reliquis juribus ambarum Partium, autoritate Apoſtolicâ tenore Præſentium Declaramus & Mandamus: Decernentes ipſas præſentes Litteras firmas, validas & efficaces exiſtere & fore, ſuoſque plenarios & integros effectus ſortiri & obtinere, ac ab illis ad quos quoquomodo ſpectat & ſpectabit, in futurum inviolabiliter obſervari, ſicque in præmiſſis per quoſcunque Judices ordinarios & delegatos, etiam cauſarum Palatii Apoſtolici Auditores, judicari & definiri debere, ac irritum & inane ſi ſecùs ſuper his à quoquam quavis autoritate, ſcienter vel ignoranter contigerit attentari, non obſtantibus litium pendentiâ hujuſmodi, aliiſque præmiſſis ac Conſtitutionibus & Ordinationibus Apoſtolicis, necnon di-

La Bulle du Pape Clement IV, qui commence *Parvus fons*, doit eſtre obſervée en tout ce qu'elle preſcrit pour le Chapitre General.

cti Ordinis aliisque quibusvis etiam juramento, Confirmatione Apostolicâ vel quavis firmitate aliâ roboratis, Statutis & Consuetudinibus, Privilegiis quoque, Indultis & Litteris Apostolicis in contrarium præmissorum quomodolibet concessis, confirmatis & innovatis, quibus omnibus & singulis, illorum tenores præsentibus pro plenè & sufficienter expressis, ac de verbo ad verbum insertis habentes, illis aliàs in suo robore permansuris, ad præmissorum effectum hac vice dumtaxat specialiter & expresè derogamus, cæterisque contrariis quibuscunque. Datum Romæ apud sanctum Petrum sub annulo Piscatoris, die 5. Maii 1683. Pontificatûs nostri anno septimo. Sic signatum, J. G. SLUSIUS.

Extrait de la Bulle du Pape Clement IV. de l'an 1265. commençant par ces mots Paryus fons.

STATUIMUS & Ordinamus quòd in Ordine prædicto, juxta morem laudabilem hactenùs observatum, annis singulis Generale Capitulum celebretur, in quo viginti quinque Definitores statuantur hoc modo. Abbas Cistercienſis tanquam Pater, primus nominet quatuor Definitores de Generatione sua speciali, quos idoneos esse crediderit ad Definitoris officium exercendum. Et exinde prædicti primi quatuor Abbates, scilicet quilibet eorum de Generatione sua, quinque dicto Abbati Cistercii seorsum vel coram aliis nominabit; ex quibus quinque Abbas Cistercii, uno prætermisso, quatuor eligat quos sufficientes esse crediderit: Et sic viginti Definitores erunt, suis quatuor cum cæteris nominatis, quos & prædictos quatuor primos Abbates idem Abbas Cistercii in Capitulo die secundâ Capituli nominabit & Definitores instituet, & ipse cum eis vigesimus quintus erit. Si quis verò ex prædictis primis quatuor Abbatibus tunc non fuerit in hujusmodi Capitulo, idem Abbas Cistercienſis de Generatione absentis assumet quatuor Definitores quos idoneos existimabit.

Ut autem prædicti Cistercienſis & quatuor primi Abbates (Deum habentes præ oculis) odio & amore ac personarum acceptione postpositis, bona fide procedant, eos qui nunc sunt & futuros in posterum ad hæc fideliter observanda, sub attestatione divini judicii & in virtute obedientiæ Apostolicæ Sedi debitæ Obligamus:

Obligamus : ordinantes & ſtatuentes quòd litteræ miſſæ Capitulo Generali perſonæ infamiam continentes, legantur coram Definitoribus Ordinis ſupradicti ; & quòd judices dati ab eodem Capitulo, non ſubdelegent aliis vices ſuas. Definitiones quoque Capituli non revocentur, præter voluntatem Definitorum in loco reſidentium conſueto.

Statuta de cætero facienda non obligent niſi in ſequentis anni Capitulo confirmentur, & per Definitores nihil definiatur priùs in Capitulo non notatum. Stetur ſententiæ majoris partis eorum. Cumque ipſorum ſententia in diſcordiam venerit, Abbas Ciſtercii pro duobus reputabitur.

Definitores verò nominati proteſtabuntur in Capitulo ſtando, per juramentum in verbo Sacerdotis quòd injunctum ſibi miniſterium ad honorem Dei & utilitatem dicti Ordinis fideliter exequentur. Hoc etiam ipſe Abbas Ciſtercienſis ſedendo facere teneatur. De notandis autem his, quæ contra memoratum Abbatem Ciſtercii dicta fuerint in Capitulo, ita fiat ſicut in caſu conſimili de alio notaretur. Eleemoſynæ verò quæ mittuntur Capitulo Generali, recipiantur per duos Abbates quorum unus per eundem Abbatem Ciſtercii, & alius per prædictos primos quatuor Abbates ponantur de cætero alternatim ; ita quòd quilibet de ipſis illum ponat ſecundùm ordinem ſuum vice ſua.

IIE BREF DU PAPE INNOCENT XI. de l'an 1685.

SOMMAIRE.

Ces mêmes differends dont on a parlé au Bref precedent ayant recommencé & deplus y en eſtant encore ſurvenus d'autres, & les Parties s'eſtant pourvûës derechef devant le Pape pour y ſoûtenir leurs pretentions & éclaircir les doutes qu'elles avoient, Sa Sainteté décide les Points conteſtez, & ſuppléant aux défauts qui avoient pû intervenir dans les Chapitres precedens, confirme les Actes qui s'y ſont faits & ordonne l'execution des Reglemens y contenus, juſqu'au Chapitre General ſuivant, qui fut celuy de 1686. lequel les confirma.

Les conteſtations eſtoient au ſujet de l'Indiction ou Convocation de l'Aſſemblée du Chapitre General ; de quelle maniere on doit y opiner & prendre les avis des Définiteurs ; Si & comment on doit ſuppléer à leur nombre. Ces Brefs comme pluſieurs autres des precedens ont eſté autoriſez & reveſtus de Lettres Patentes du Roy regiſtrées au Grand Conſeil, qui ſeront cy-aprés rapportées ſuivant leurs dates en la ſeconde partie de ce Recueil.

INNOCENTIUS PAPA XI.

AD PERPETUAM REI MEMORIAM.

CUM in causâ prætenſæ nullitatis quorumdam Capitulorum Generalium Ordinis Ciſtercienſis, inter dilectos filios Abbatem Ciſtercii totius Ordinis Generalem ex unâ, & Abbates Monaſteriorum de Firmitate, de Pontigniaco, de Claravalle & de Morimundo ex alterâ partibus, vertente, propoſita fuerint in Congregatione Venerabilium fratrum noſtrorum ſanctæ Romanæ Eccleſiæ Cardinalium negotiis & conſultationibus Epiſcoporum & Regularium præpoſitâ, nonnulla dubia ; nempe Primò, an ſit ſervanda conſuetudo quâ pro indicendo Capitulo Generali, Abbas Ciſtercii conſuevit cum quatuor primariis Abbatibus deliberare ac de eorumdem conſilio & aſſenſu Capitulum indicere ? Secundò, an ad Capitulum ad hoc ut ſit Generale, vocandi ſint omnes Abbates Ordinis ? Tertiò, an in Capitulo Generali Ordinis Ciſtercienſis, Definitiones ſumendæ ſint per Filiationes & non per vota capitatim ? Quartò, an in Capitulo Generali dicti Ordinis omnino adhibendi ſint viginti quinque Definitores, ita ut non exiſtentibus tot Abbatibus, numerus integrandus ſit ex aliis Religioſis bene meritis ? Quintò, an in illo pariter intereſſe debeant quatuor primarii Abbates, & iis non intervenientibus, ſubſtituendi ſint in eorum loco ? Sextò, an Capitulum Generale anni 1672. fuerit nullum ? Septimò, an fuerit pariter nullum Capitulum anni 1683 ? Hinc eſt quòd Nos qui in ſupremo juſtitiæ throno à Domino conſtituti ſumus, lites & controverſias quæ fraternæ inter viros Religioſos ſuave Chriſti jugum portantes, charitatis ſerenitatem obnubilare poſſent, tollere illiſque in futurum anſam præcidere ac dubia prædicta dirimere volentes : de memoratorum Cardinalium qui partes tam in voce quàm in ſcriptis informantes audierunt, remque maturè diſcuſſerunt conſilio.

Eſtat des doutes & conteſtations.

In indicendo Capitulo Generali Ordinis prædicti, Abbatem Ciſtercii non teneri requirere neque conſenſum neque conſilium quatuor primariorum Abbatum : Ad Capitulum verò Generale vocandos eſſe quoſcumque qui de jure intereſſe debent : In Capitulis autem Generalibus ejuſdem Ordinis, votandum eſſe viritim & non per Filiationes : Porrò in deputatione Definitorum, non exiſtente ſufficienti numero Abbatum, poſſe ſuppleri ab Abbate ex aliis Religioſis magis dignis ejuſdem Generationis, non tamen in caſu voluntarii receſsûs : Et quoad effectum deputationis Definitorum, ſervandum eſſe ſolitum; quo verò ad effectum ſuffragii Abbatis abſentis, non eſſe locum ſubrogationi, autoritate Apoſtolicâ tenore Præſentium Decernimus & Declaramus. Denique omnes nullitates quatenùs in præfatis Capitulis Generalibus anno 1672. & anno 1683. reſpectivè celebratis intervenerint, autoritate & tenore prædictis Sanamus, ac Definitiones & Ordinationes utriuſque Capituli uſque ad novum Capitulum Generale Ordinis prædicti, ſervari eâdem autoritate harum ſerie Mandamus & Præcipimus. Decernentes eaſdem præſentes Litteras ſemper firmas, validas & efficaces exiſtere & fore, ſuoſque plenarios & integros effectus ſortiri & obtinere, ac illis ad quos ſpectat & pro tempore ſpectabit, pleniſſimè ſuffragari & ab eis reſpectivè inviolabiliter obſervari ; ſicque in præmiſſis per quoſcunque Judices ordinarios & delegatos, etiam Cauſarum Palatii Apoſtolici Auditores, judicari & definiri debere ac irritum & inane ſi ſecùs ſuper his à quoquam quavis autoritate, ſcienter vel ignoranter contigerit attentari. Non obſtantibus præmiſſis ac Conſtitutionibus & Ordinationibus Apoſtolicis, necnon quatenùs opus ſit, dicti Ordinis aliiſve quibuſvis etiam juramento, confirmatione Apoſtolicâ vel quavis firmitate aliâ roboratis Statutis & Conſuetudinibus, Privilegiis quoque, Indultis & Litteris Apoſtolicis in contrarium præmiſſorum quomodolibet conceſſis, confirmatis & innovatis : quibus omnibus & ſingulis, illorum tenores Præſentibus pro plenè & ſufficienter expreſſis & de verbo ad verbum inſertis habentes, illis aliàs in ſuo robore permanſuris, ad præmiſſorum effectum hâc vice dumtaxat ſpecialiter & expreſsè Derogamus cæteriſque contrariis quibuſcumque. Volumus autem ut earumdem præſentium Litterarum tranſſumptis ſeu exemplis etiam impreſſis, manu alicujus Notarii publicè ſubſcriptis & ſigillo Perſonæ in Eccleſiaſticâ dignitate conſtitutæ mu-

1. L'Abbé de Cîteaux n'eſt pas obligé pour convoquer le Chapitre General, de prendre l'avis des quatre premiers Abbez, ni d'avoir leur conſentement.

2. Il doit y appeller tous ceux qui ont droit d'y venir.

3. On doit y opiner par teſte & non par Filiations.

4. Le nombre preſcrit par les loix ne s'y trouvant pas, peut eſtre ſuppléé.

5. L abſence des quatre premiers Abbez ne doit pas ſe ſuppléer.

6. Les Decrets & Ordonnances des Chapitres de 1672. & 1683. doivent eſtre executez juſqu'au Chapitre ſuivant, dans lequel en 1686. ils ont eſté confirmez.

nitis, eadem prorsùs fides tam in judicio quàm extrà illud habeatur, quæ ipsis Præsentibus haberetur si forent exhibitæ vel ostensæ. Datum Romæ apud Sanctam Mariam Majorem sub annulo Piscatoris, die 10. Maii 1685. Pontificatûs nostri anno nono. Sic signatum, J. G. SLUSIUS. & sigillatum in cera rubea.

Les trois Brefs qui suivent & qui sont rapportez hors de leur rang & de leur date, des Papes Leon X. & Pie V. parce que nous ne les avions pas alors, sont d'assez grande consequence pour n'estre pas negligez; on la verra dans les Sommaires & les Notes qu'on y joindra.

IR BREF DU PAPE LEON X. de l'an 1517.

SOMMAIRE.

Ce Bref fut addressé au Chapitre General de l'Ordre de Cisteaux peu de temps aprés, comme on le voit par sa date, la publication du Concordat d'entre le Pape & le Roy François I. touchant la Nomination aux Benefices: parce que ceux-là y ayant esté exceptez de la Regle commune, qui avoient des Privileges du Saint Siege pour élire leurs Superieurs avec pleine liberté où ils estoient maintenus, l'Ordre de Cisteaux qui avoit cette pretention pour les Abbez de ses Monasteres, ausquels neanmoins on la disputoit, se pourveut au Pape Leon X. même, lequel ayant fait examiner diligemment l'affaire & les Titres sur lesquels cette pretention estoit fondée, Declare par son Bref que les Monasteres de l'Ordre de Cisteaux ont ce Privilege dont ils ont justifié & qu'ils doivent en jouir.

Ce Bref paroist assez inutile au temps present, puisque le Roy aprés la mort de Leon X. obtint de son successeur un nouveau Bref d'Ampliation qui a étendu le droit de nomination sur

tous les Monaſteres indifferemment, même ſur ceux qui avoient des Privileges, & il en eſt en poſſeſſion.

Cependant nous pouvons dire qu'il ne laiſſe pas auſſi d'avoir quelque utilité, non ſeulement parce qu'il eſt bon de ſçavoir ce droit de l'Ordre de Ciſteaux & d'en faire icy mention où il s'agit de faire valoir ſes Privileges & la protection que le Saint Siege luy a donnée dans tous les temps ; mais auſſi parce qu'il y a des occaſions où il pourra ſervir, comme il arriva vers l'an 1675. que certains Prieurs Titulaires de l'Ordre, de la Joye, des Roſiers, de Clairmareſt & quelques autres furent troublez & même dépoſſedez ſur des ſurpriſes qu'on avoit faites à Sa Majeſté, par des Brevets qu'elle avoit donnez de ces Prieurez en les ſuppoſant Abbayes & même une Bulle de ce même Pape & des Lettres Patentes de François I. à la découverte de quoy ne ſervit pas peu le Bref dont nous parlons qui fut produit dans le Procés pendant devant le Roy pour raiſon de ce, & à obtenir l'Arreſt définitif qui intervint en ſon Conſeil le 16. Aouſt 1681. & qui ordonna le rapport de ces Brevets & la reſtitution des fruits par ces Abbez nommez, en faveur des Prieurs qui avoient eſté dépoſſedez & qui furent rétablis.

DILECTIS FILIIS BLASIO DE AISEREYO, ABBATI MONASTERII CISTERCII AC DIFFINITORIBUS Capituli Generalis Ciſtercienſis Ordinis.

LEO PAPA X.

DILECTI filii, Salutem & Apoſtolicam Benedictionem. Juſtis petentium Votis libenter Annuimus eaque favoribus proſequimur opportunis.

Nuper per quaſdam noſtras ſub plumbo confectas Litteras de Venerabilium Fratrum noſtrorum S. R. E. Cardinalium conſilio ex certis, juſtis & rationabilibus cauſis Statuimus & Ordinavimus quòd Metropolitanis & Cathedralibus Eccleſiis ac Monaſteriis, necnon Prioratibus verè Electivis in Regno Franciæ ac Delphinatu & Comitatu Dienſi & Valentinienſi nunc & pro tempore etiam per ceſſionem in manibus noſtris & ſucceſſorum noſtrorum Romanorum Pontificum Canonicè intrantium ſpontè factam vacantibus, illarum Capitula & Conventus Monaſteriorum & Prio-

ratuum ad electionem & postulationem inibi futuri Prælati procedere non possent, sed illorum occurrente vacatione chariſſimus in Christo filius noster Franciscus modernus & pro tempore existens Rex Franciæ unam personam tunc certo modo inibi expresso qualificatam Nobis & successoribus nostris Romanis Pontificibus seu Sedi prædictæ nominare & de personâ per Regem hujusmodi nominatâ per Nos & successores nostros seu sedem prædictam provideri posset & deberet, prout in eisdem Litteris nostris, in quibus quod per præmissa non intendebamus in aliquo præjudicare Capitulis Ecclesiarum & Conventibus Monasteriorum & Prioratuum hujusmodi privilegia à sede Apostolicâ proprium eligendi Prælatum obtinentibus, quominùs ad electionem Prælatorum juxtà privilegia eis concessa liberè procedere possent, dummodò de privilegiis eis concessis hujusmodi per Litteras Apostolicas seu alias authenticas scripturas docerent, expressimus & specialiter declaravimus, plenius continetur.

Cùm autem sicut nuper pro parte vestrâ Nobis fuit expositum propter præmissam expressionem & declarationem in eisdem Litteris appositam, Monasteria & Prioratus Ordinis vestri Cisterciensis hujusmodi, cùm privilegia Apostolica proprios eligendi Prælatos Vos & Ordo prædictus habere dignoscamini, prout per Litteras Apostolicas & authenticas scripturas docere potestis, & propterea sub indulto & facultate dicto Regi concessis non comprehendantur nullamque nominandi Prælatos Monasteriorum & Prioratuum Ordinis vestri eumdem Regem facultatem habere; tamen pro Ordinis ac statûs vestri tranquillitate Nobis humiliter supplicari feciſtis, ut Conventibus Monasteriorum vestrorum, illorum occurrente vacatione, Abbatem seu Prælatum eligendi juxtà privilegia Apostolica vestro Ordini concessa licentiam concedere de benignitate Apostolicâ dignaremur.

Nos itaque hujusmodi supplicationibus inclinati, quod occurrentibus vacationibus Monasteriorum & Prioratuum Ordinis vestri hujusmodi, ad electionem Prælatorum eorumdem, cùm id Vobis per privilegia Apostolica de quibus per Litteras Apostolicas concessum fuisse apparet prout in Concordiâ præfato Francisco Regi per nos Concessâ continetur, & per Cardinales quibus id examinandum & Nobis referendum commisimus, relatum fuit, procedendi autoritate Apostolicâ tenore præsentium licentiam Concedimus; In contrarium facientibus non obstantibus quibus-

cumque.. Datum Romæ apud Sanctum Petrum ſub annulo Piſcatoris die ſecundâ Maii 1517. Pontificatûs noſtri anno quinto. Signatum ſupra plicam, BENITUS.

IIE BREF DU PAPE LEON X. de l'an 1525.

SOMMAIRE.

Ce ſecond Bref n'eſt pas une moindre preuve que le precedent de la bienveillance & protection du Saint Siege en faveur de l'Ordre de Ciſteaux, puiſque le Pape ſe declare ouvertement pour ſoutenir dans les Elections des Abbez & Abbeſſes de ſes Monaſteres, la liberté & que les choſes s'y paſſent ſuivant les Regles & Statuts, en reprimant par les Cenſures Eccleſiaſtiques & les autres voyes dûës & raiſonnables, tout ce qui peut choquer cette liberté & l'ambition des perſonnes qui pour eſtre élûës voudroient employer de mauvaiſes pratiques, ſoit en agiſſant par elles-mêmes, ſoit en ſe ſervant du credit & de la faveur des Seculiers ſoit Eccleſiaſtiques ſoit Laïques.

LEO EPISCOPUS SERVUS SERVORUM DEI.

AD PERPETUAM REI MEMORIAM.

PASTORALIS Officii debitum quo Eccleſiis & Monaſteriis quibuſlibet ac in eis ſub ſuavi Religionis jugo Altiſſimo famulantibus utriuſque ſexûs perſonis aſtringimur, Nos admonet & inducit ut ad ea ſollicitè intendamus per quæ eorumdem Monaſteriorum & perſonarum fœliciori ſucceſſui ac ipſius Religionis incremento & conſervationi, noſtræ proviſionis miniſterio conſuli valeat.

Sanè accepimus quod nonnulli ſæculares Principes & alii locorum Domini temporales occurrentibus vacationibus Monaſteriorum etiam Monialium Ciſtercienſis Ordinis in eorum dominiis conſiſtentium ſeu etiam antequam vacent, Conſiliarios & alios Eccleſiaſticos viros vel ſeculares etiam nonnunquam cum armatorum catervâ ad dicta Monaſteria pro electionibus de perſonis per eos nominandis

faciendis transmittere, ac Conventus Monasteriorum ipsorum ut personas per eos eis nominatas etiam minùs idoneas eligant vel postulent, Litteris & precibus ac promissionibus inducere, seu cum eorum suggestionibus & minis flecti nequeunt, in electionibus aliarum personarum idonearum secundùm Regularia dicti Ordinis Instituta ac Privilegia & Indulta eidem Ordini concessa, impedire & perturbare eosque ac personas secundùm Regularia Instituta ac Privilegia & Indulta prædicta electas diversimodè molestare præsumunt: nonnullæ etiam Religiosæ & aliæ Ecclesiasticæ personæ damnosâ ambitione ductæ ad Monasteria prædicta improbè aspirantes, per se vel alium seu alios, preces & litteras dictorum Principum & Dominorum temporalium pro se sivè etiam ad effectum ut postmodum Monasteria ipsa in favorem secularium & aliarum minùs idonearum personarum cedere possint, provocare non verentur.

Nos igitur qui Ordinum & Monasteriorum singulorum curam gerimus generalem quorumque interest talibus obviare, motu proprio non ad alicujus Nobis super hoc oblatæ petitionis instantiam, sed de merâ nostrâ deliberatione & ex certâ scientiâ, ad tollendum hujusmodi vitium & evellendum ambitionis radicem, omnibus & singulis Principibus quâcumque etiam Imperiali, Regali, Reginali, Ducali vel aliâ autoritate & excellentiâ fungentibus, ac aliis etiam Dominis temporalibus locorum quorumcumque, cujuscumque dignitatis, statûs, gradûs, ordinis, conditionis, nobilitatis & præeminentiæ fuerint & quacumque autoritate & excellentiâ fungantur, ne de cætero occurrentibus vacationibus Monasteriorum etiam Monialium Cistercienſis Ordinis hujusmodi aut priusquam vacent, sivè aliàs præfatis Conventibus pro quibusvis personis eligendis sivè postulandis consiliarios vel alios mittere aut litteris, precibus, promissionibus vel comminationibus, sivè etiam impressionibus ut personas aliquas eligant aut postulent, persuadere & aliàs Conventus præfatos quominùs liberè ad electionem juxtà Instituta Regularia ac Privilegia & Indulta prædicta procedere possint, impedire seu perturbare ac illos sivè per eos pro tempore electos molestare seu etiam perturbare, necnon etiam sub excommunicationis latæ sententiæ à quâ nonnisi per dilectos filios Diffinitores Capituli Generalis dicti Ordinis absolutionis beneficium obtinere valeant, personis quibusvis ne hujusmodi preces & litteras, sivè pro eis aut ut postmodum

modum in aliorum favorem cedere poſſit, procurare ac Conventibus præfatis ne ad preces, litteras, promiſſiones, comminationes, impreſſiones & alia promiſſa quæcumque eligere quoquomodo directè, tacitè vel occultè præſumant Inhibemus, Decernentes electiones ſivè poſtulationes quas ad ſimiles preces, litteras, procurationes, comminationes & impreſſiones pro tempore fieri contigerit, nullas ac caſſas & irritas, nulliuſque roboris vel momenti fore; & ſic per quoſcumque cauſarum Palatii Apoſtolici Auditores & S. R. E. Cardinales ac alios Judices & Commiſſarios ubicumque locorum tam in Romanâ Curiâ quàm extrà eam, in quâcumque inſtantiâ judicari, ſententiari & definiri debere, ſublatâ eis & eorum cuilibet quâvis aliter interpretandi & definiendi poteſtate & facultate; irritum quoque & inane ſi ſecùs ſuper his à quoquam quâvis autoritate ſcienter vel ignoranter contigerit attentari.

Quocircà Venerabilibus Fratribus noſtris Cabilonenſi & Lingonenſi Epiſcopis ac dilecto filio Abbati Monaſterii Sanctæ Genovefæ Pariſienſis per Apoſtolica ſcripta motu ſimili Mandamus, quatenùs ipſi vel duo aut unus eorum per ſe vel alium ſeu alios, præſentes Litteras & in eis contenta quæcumque ubi, quandò & quoties opus fuerit, ac pro tempore Diffinitorum prædictorum ſeu alicujus dicti Ordinis fuerint requiſiti, ſolemniter publicantes, eiſque in præmiſſis efficacis detenſionis præſidio aſſiſtentes faciant autoritate noſtrâ præſentes Litteras & in eis contenta hujuſmodi per Principes ac Dominos temporales ac Conventus præfatos, necnon quoſcumque alios inviolabiliter obſervari: Contradictores quoſlibet & rebelles ac eis auxilium, conſilium vel favorem quomodolibet præſtantes per Eccleſiaſticas ſententias, cenſuras & pœnas aliaque opportuna juris remedia appellatione poſtpoſitâ compeſcendo, invocato etiam ob hoc ſi opus fuerit, auxilio brachii ſecularis.

Non obſtantibus fœlicis recordationis Bonifacii Papæ VIII. Prædeceſſoris noſtri, quâ cavetur ne quis extrà ſuas civitatem & Diœceſim, niſi in certis exceptis caſibus, & in illis ultrà unam dietam à fine ſuæ Diœceſis ad judicium evocetur, ſeu ne Judices à Sede deputati prædictâ extrà civitatem aut Diœceſim in quibus Deputati fuerint, contrà quoſcumque, ac alii vel aliis vices ſuas committere quoquomodo præſumant, & de duabus dietis in Concilio Generali edictis, dummodo ultrà tres dietas à fine ſuæ

Diœceſis aliquis autoritate præſentium non trahatur, & quibuſvis aliis conſtitutionibus & ordinationibus Apoſtolicis, Privilegiis quoque & Indultis etiam Apoſtolicis Principibus & locorum Dominis temporalibus ac aliis perſonis præfatis ſub quibuſvis verborum formis, etiam per Nos & Sedem Apoſtolicam conceſſis, confirmatis & innovatis, quibus etiam ſi ad illorum derogationem de illis eorumque totis tenoribus ſpecialis, ſpecifica, expreſſa & individua ac de verbo ad verbum, non autem per clauſulas generales idem importantes, mentio ſeu quævis alia expreſſio habenda, aut alia aliqua exquiſita forma ſervanda eſſet, tenores hujuſmodi præſentibus pro expreſſis habentes, illis aliàs in ſuo robore permanſuris, hac vice dumtaxat ſpecialiter & expreſſe Derogamus contrariis quibuſcumque; aut ſi Principibus & locorum Dominis temporalibus ac perſonis præfatis vel quibuſvis aliis communiter vel diviſim ab eâdem ſit ſede indultum quod interdici, ſuſpendi vel excommunicari aut extrà vel ultrà certa loca ad judicium trahi non poſſint, per Litteras Apoſtolicas facientes plenam & expreſſam ac de verbo ad verbum de Indulto hujuſmodi mentionem.

Nulli ergò omninò hominum liceat hanc paginam noſtræ Inhibitionis, Decreti, Mandati & Derogationis infringere vel ei auſu temerario contraïre: Si quis autem hoc attentare præſumpſerit, indignationem omnipotentis Dei ac beatorum Petri & Pauli Apoſtolorum ejus ſe noverit incurſurum. Datum Romæ apud Sanctum Petrum anno Incarnationis Dominicæ milleſimo quingenteſimo vigeſimo quinto, decimo Kalendas Februarii Pontificatûs noſtri anno octavo.

BREF DU PAPE PIE V. de l'an 1571.

SOMMAIRE.

Ce Bref eſt un Jugement à peu prés ſemblable à deux autres que nous avons cy-devant rapportez pages 138. *&* 200. *des Papes Innocent VIII. & Clement VIII. des années* 1489. *&* 1603. *pour prouver les ſoins & l'attention qu'a toûjours eu le Saint Siege dans les ſiecles paſſez, de maintenir l'Ordre de Ciſteaux dans l'union & la ſubordination que les membres doivent avoir avec leur Chef ſans pouvoir jamais s'en diſtraire ni départir. En voicy le ſujet.*

Le Pape en érigeant en Congregation les Monaſteres du Royaume de Portugal à l'inſtance du Roy Sebaſtien en 1567. *avoit à cet effet donné une Bulle des termes de laquelle les Abbez & les Religieux pretendoient ſe prévaloir pour ſe ſouſtraire de la juriſdiction de l'Ordre, & n'en plus reconnoiſtre ni le Chef ni le Chapitre General ; De ſorte que Sa Sainteté pour ne laiſſer aucune occaſion de faire un Schiſme dans l'Ordre, declare qu'il n'a jamais eu intention de comprendre dans ſa Bulle d'érection de Congregation l'Abbé de Ciſteaux, & que ſa volonté a toûjours eſté & eſt encore qu'il demeure dans ſa ſuperiorité & juriſdiction pleniere ſur tout ledit Ordre & notamment ſur tous les Monaſteres & les Abbez & Religieux qui en ſont dans ledit Royaume de Portugal, & qu'il les viſite & y exerce en perſonne & par ſes Commiſſaires tous actes de juriſdiction toutes fois & quantes qu'il le jugera à propos & neceſſaire.*

PIUS PAPA V.

AD PERPETUAM REI MEMORIAM.

ROMANI Pontificis æqua & circumſpecta providentia ne quæ ab eo ad fœlix regimen regularium perſonarum aliquorum locorum ſalubriter inſtituta ſunt, ab aliquibus curiosâ interpre-

tatione in ſiniſtram partem contorqueantur, declarationibus & aliis opportunis remediis providere conſuevit.

Aliàs ſiquidem per quaſdam noſtras motu proprio & ex certâ ſcientiâ ſub plumbo ſub datâ Romæ apud Sanctum Petrum anno Incarnationis Dominicæ 1567. ſeptimo Kalendas Novembris, Pontificatûs noſtri anno ſecundo, emanatas Litteras unam omnium Monaſteriorum etiam Conſiſtorialium Ciſtercienſis Ordinis in Regno Portugalliæ conſiſtentium Congregationem ſub invocatione chariſſimo in Chriſto filio noſtro Sebaſtiano Portugalliæ & Algarbiorum Regi Illuſtri bene visâ, quæ uni Abbati Generali ejuſdem Congregationis qui etiam ſi dicto Sebaſtiano Regi videretur, Monaſterii Beatæ Mariæ de Alcobatiâ ejuſdem Ordinis Ulixbonenſis Diœceſis Abbas Conventualis exiſteret, in Capitulo Generali aut aliàs eligendo tanquam Capiti ſubeſſent, cuique illa tanquam membra obedirent ad inſtar Congregationis Sancti Benedicti anteà in eodem Regno inſtitutæ perpetuò Eximus & Inſtituimus prout in dictis Litteris pleniùs continetur.

Cùm autem ſicut accepimus, ab aliquibus in controverſiam deduci contingat an Nos per Litteras prædictas & erectionem & inſtitutionem Congregationis & Abbatis Generalis hujuſmodi electionem in Capitulo Generali ejuſdem Congregationis faciendam, Generali totius Ordinis Ciſtercienſis præjudicare aut dictam Congregationem nuper erectam, ſi à viſitatione & correctione Generalis totius Ordinis Ciſtercienſis eximere aut Decretis ſacri Concilii Tridentini per dictas Litteras derogare voluerimus, intentionis noſtræ fuerit.

Nos quorum eſt pro noſtrâ curâ paſtorali dubia circà obedientiam Regularium perſonarum in Clauſtris Altiſſimo famulantium ſuperioribus præſtandam noſtræ declarationis oraculo explanare, ac pro Ordinum quorumcumque fœlici regimine rationi congruum eſſe Cenſentes, nè in dicto Ordine Schiſma ideſt duo capita (quod monſtruoſum eſſet) reperiri poſſint & unum tanquam primatem univerſo Ordini Ciſtercienſi præeſſe ac propterea hujuſmodi diſceptationem quæ ſcandalum generare poſſet, è medio tollere Volentes, motu proprio & ex certâ ſcientiâ maturâque deliberatione noſtrâ, Generalem dicti Ordinis Ciſtercienſis ſub eiſdem noſtris Litteris nullo modo comprehenſum fuiſſe comprehendivè, neque per illas Decretis ipſius Concilii Tridentini prædicti ullatenùs derogatum eſſe cenſeri poſſe vel debere, & ità

firmæ atque incommutabilis intentionis, mentis ac voluntatis noſtræ fuiſſe & eſſe ac in poſterùm fore, nec per eaſdem Litteras autoritati, ſuperioritati & juriſdictioni Generalis ipſius Ordinis Ciſtercienſis quoquomodo derogare aut aliàs quomodolibet præjudicare voluntatis noſtræ fuiſſe aut eſſe, ſed prædicta Monaſteria à Generali ſui Ordinis Ciſtercienſis non eximi neque ſeparari, quinimò ſub obedientiâ & juriſdictione ipſius perpetuò remanere, dictumque Generalem ſolitam & conſuetam ſuam autoritatem & ſuperioritatem quam ſalvam & illæſam ſemper illi ſervatam eſſe Intendimus eamque in præfata Monaſteria habuiſſe & habere & exercere potuiſſe & poſſe, ità ut eadem Monaſteria per eundem Generalem vel ad id ab eo deputandum ſeu deputandos Commiſſarios quoties opus & illi viſum fuerit opportunum, viſitari & reformari tunc & de cætero in perpetuum poſſint & debeant; ſicque per quoſcumque Judices & Commiſſarios quâvis autoritate fungentes etiam ſacri Palatii noſtri Apoſtolici Cauſarum Auditores ac Sanctæ Romanæ Eccleſiæ Cardinales, quâvis causâ & inſtantiâ ſublatâ eis & eorum cuilibet quâvis aliter judicandi & interpretandi facultate & autoritate, judicari ac definiri debere, irritum quoque & inane quicquid ſecùs ſuper his à quoquam quâvis autoritate ſcienter vel ignoranter contigerit attentari, autoritate Apoſtolicâ tenore præſentium Decernimus & Declaramus; Non obſtantibus præmiſſis noſtris Litteris ac quæ in ipſis non obſtare voluimus & indè forſan contrà mentem & præſentem noſtram declarationem ſecutis quæ quoad præſentium tenorem & executionem impediendum minime effectum ſortiri poſſe neque debere Volumus, ac quibuſvis Conſtitutionibus & Ordinationibus Apoſtolicis Statutiſque & Conſuetudinibus ac Privilegiis, Indultis & Litteris Apoſtolicis in contrarium quomodolibet emanatis; Quibus omnibus eorum tenores præſentibus pro ſufficienter expreſſis habentes, illis aliàs in ſuo robore permanſuris, hac vice dumtaxat ſpecialiter & expreſsè Derogamus cæteriſque contrariis quibuſcumque. Datum Romæ apud Sanctum Petrum ſub annulo Piſcatoris die octavâ Octobris 1571. Pontificatûs noſtri anno ſecundo. CÆ. GLORIERIUS.

IL s'en faut bien à la verité que toutes les Bulles des Papes qui contiennent les Privileges qu'ils ont donnez à l'Ordre de Ciſteaux, ſoient rapportées en ce Recueil ; & il y en reſte encore beaucoup d'autres ou qui ne ſont pas venuës à noſtre connoiſſance, ou que nous n'avons pas jugé neceſſaire d'y inſerer, parce qu'elles ſont peu ſuſceptibles de conteſtations & que l'uſage en eſt peu frequent & peu utile au temps-preſent, & d'autres regardant uniquement le regime & gouvernement de l'Ordre, comme ſont celles des Papes Clement IV. de l'an 1265. & Benoiſt XII. de 1335. dont la longueur auroit pû ennuier & trop groſſir ce Volume, de ſorte que nous les avons laiſſées parmi les loix de l'Ordre dans le Nomaſticon Ciſtercienſe & d'autres Livres manuſcrits & imprimez où l'on pourra les voir auſſi-bien que dans le Grand Bullaire Romain où elles ont eſté inſerées toutes entieres, la premiere pour la troiſiéme & la ſeconde pour la deuxiéme Conſtitution de ces Papes, ayant ſeulement en deux endroits donné des Extraits de la premiere pour des raiſons particulieres.

Celles-cy ſont comme on l'a vû, pour l'ordinaire addreſſées & accordées à tout l'Ordre ; à l'Abbé de Ciſteaux ſeul comme en eſtant le Chef & au Chapitre General, ou à eux conjointement avec tous les autres Abbez & les Communautez de l'Ordre : & les Originaux s'en conſervent dans l'Abbaye de Ciſteaux qui eſt le lieu deſtiné pour luy ſervir d'Archives generales, afin qu'on puiſſe y avoir recours pour s'en aider par ceux qui en ont beſoin, ou pour les défendre & ſoutenir contre ceux qui les impugnent & y contreviennent.

Il s'en trouve encore en divers Monaſteres d'autres Originaux qui contiennent la même choſe ſous l'addreſſe des Abbez & Religieux de ces Monaſteres particuliers, où même leurs dépendances, biens & domaines ſont ſpecifiez, comme ſi le privilege leur eſtoit particulier ; mais ce ſont ſeulement des duplicata des Bulles generales & des applications ſur eux des Privileges y contenus : la grace eſtant accordée pour tout l'Ordre, il eſtoit facile à ces Monaſteres de ſe la faire appliquer par une expedition particuliere qui ſpecifioit ce que l'on deſiroit, quand on en vouloit faire la dépenſe qui eſtoit modique alors.

Un exemple de cela fera mieux comprendre ce que nous vou-

lons dire & ne ſera pas tout-à-fait inutile, puiſqu'il ſera comme un précis & un ſommaire de la pluſpart des Privileges dont chaque Monaſtere a droit de jouir, ayant eſté accordez pour tout l'Ordre; il n'y en a pas même qui n'en ait autant de la maniere dont on vient de le dire, ſoit Monaſtere d'hommes ou de Religieuſes. Cet exemple eſt tiré d'un lieu où chacun le peut voir; c'eſt du Livre imprimé à Douay in folio en 1625. ſous le Titre de Galloflandria pages 381. & les deux ſuivantes, une Bulle de 1204. du Pape Innocent III. donnée en faveur de l'Abbaye de Los prés de la Ville de Lille en Flandre, & dans laquelle on peut remarquer les expreſſions préciſes de chaque Privilege.

INNOCENTIUS Epiſcopus ſervus ſervorum Dei. Dilectis filiis Stephano Abbati Monaſterii de Los ejuſque Fratribus tam præſentibus quàm futuris Regularem vitam profeſſis in perpetuum. Religioſam eligentibus vitam Apoſtolicum convenit adeſſe præſidium ne fortè cujuſlibet temeritatis incurſus aut eos à propoſito revocet aut robur quod abſit, ſacræ religionis infringat.

Eapropter dilecti in Domino filii veſtris juſtis poſtulationibus 1.
clementer Annuimus & Monaſterium ſanctæ Dei genitricis & Virginis Mariæ de Los in quo divino mancipati eſtis obſequio, ſub Beati Petri & noſtrâ protectione ſuſcipimus & præſentis ſcripti privilegio Communimus; In primis ſiquidem ſtatuentes ut Ordo Monaſticus qui ſecundùm Deum & Beati Benedicti Regulam atque Inſtitutionem Ciſtercienſium Fratrum in eodem loco inſtitutus eſſe dignoſcitur, perpetuis ibidem temporibus inviolabiliter obſervetur.

Prætereà quaſcumque poſſeſſiones, quæcumque bona idem 2.
Monaſterium impræſentiarum juſtè & Canonicè poſſidet aut in futurum conceſſione Pontificum, largitione Regum vel Principum, oblatione fidelium ſeu aliis juſtis modis præſtante Domino poterit adipiſci, firma vobis veſtriſque ſucceſſoribus & illibata permaneant; In quibus hæc propriis duximus exprimenda vocabulis: Locum ipſum in quo præfatum Monaſterium eſt, cum omnibus pertinentiis ſuis; Grangiam Abbatiæ cum omnibus pertinentiis ſuis; Grangiam de Marcha cum omnibus pertinentiis ſuis; Grangiam de Duremort cum omnibus pertinentiis ſuis; Grangiam de Brebat cum omnibus pertinentiis ſuis; Grangiam de Eſquælio cum omnibus pertinentiis ſuis; Grangiam de Anconio

cum omnibus pertinentiis ſuis ; Grangiam de Rogirſart cum omnibus pertinentiis ſuis ; Grangiam de Templovio cum omnibus pertinentiis ſuis.

3. Sanè laborum veſtrorum quos propriis manibus aut ſumptibus colitis, tam de terris cultis quàm incultis ſive de hortis & virgultis & piſcationibus veſtris vel de nutrimentis animalium veſtrorum, nullus à vobis decimas exigere vel extorquere præſumat.

4. Liceat quoque vobis Clericos vel Laicos liberos & abſolutos è ſæculo fugientes, ad converſionem recipere & eos abſque contradictione aliquâ retinere.

5. Prohibemus inſuper ut nulli fratrum veſtrorum poſt factam in Monaſterio veſtro profeſſionem, fas ſit abſque Abbatis ſui licentiâ de eodem loco diſcedere, diſcedentem verò abſque communium litterarum veſtrarum cautione nullus audeat retinere ; Quod ſi quis fortè retinere præſumpſerit, licitum vobis ſit in ipſos Monachos vel Converſos regularem ſententiam promulgare.

6. Illud diſtrictiùs Inhibentes ne terras ſeu quodlibet beneficium Eccleſiæ veſtræ collatum liceat alicui perſonaliter dari ſive alio modo alienari abſque conſenſu totius Capituli vel majoris aut ſanioris partis ipſius. Si quæ verò donationes aut alienationes aliter quàm dictum eſt factæ fuerint, eas irritas eſſe Cenſemus.

7. Ad hæc etiam Prohibemus ne aliquis Monachus vel Converſus ſub profeſſione veſtræ domûs adſtrictus, ſine conſenſu & licentiâ Abbatis & majoris partis Capituli veſtri, pro aliquo fidejubeat vel ab aliquo pecuniam mutuò accipiat ultrà pretium Capituli veſtri providentiâ conſtitutum, niſi propter manifeſtam domûs veſtræ utilitatem : Quod ſi facere præſumpſerit, non teneatur Conventus pro his aliquatenùs reſpondere.

8. Licitum prætereà ſit vobis in cauſis propriis ſivè Civilem ſivè Criminalem contineant quæſtionem, fratrum veſtrorum teſtimoniis uti, nè pro defectu teſtium jus veſtrum in aliquo valeat deperire.

9. Inſuper autoritate Apoſtolicâ Inhibemus ne ullus Epiſcopus vel alia quæcumque perſona ad Synodos vel Conventus forenſes vos ire vel judicio ſæculari de propriâ ſubſtantiâ vel poſſeſſionibus veſtris ſubjacere compellat, nec ad domos veſtras causâ Ordines celebrandi, cauſas tractandi vel conventus aliquos publicos convocandi venire præſumat, nec regularem electionem veſtri Abbatis impediat, aut de inſtituendo vel removendo eo qui pro tempore

tempore fuerit, contra Statum Ciſtercienſis Ordinis ſe aliquatenùs intromittat.

Si verò Epiſcopus in cujus Parochiâ domus veſtra fundata eſt, cum humilitate ac devotione qua convenit *, inſtitutum Abbatem benedicere & aliqua quæ ad Officium Epiſcopale pertinent vobis conferre renuerit; licitum ſit eidem Abbati ſi tamen ſacerdos fuerit, proprios Monachos benedicere & alia quæ ad ſuum officium pertinent exercere, & vobis omnia ab alio Epiſcopo percipere quæ à veſtro fuerint indebitè denegata. 10.

* requiſitus aut rogatus.

Illud Adjicientes ut in recipiendis Profeſſionibus quæ à benedictis vel benedicendis Abbatibus exhibentur, eâ ſint Epiſcopi formâ & expreſſione contenti quæ ab origine Ordinis noſcitur inſtituta, ut ſcilicet Abbates ipſi *ſalvo Ordine ſuo* profiteri debeant, & contrà Statum ordinis ſui nullam profeſſionem facere compellantur. 11.

Pro conſecrationibus verò Altarium vel Eccleſiarum ſivè pro oleo ſancto vel pro quolibet alio Eccleſiaſtico Sacramento, nullus à vobis ſub obtentu conſuetudinis vel alio quolibet modo quicquam audeat extorquere, ſed hæc omnia gratis vobis Epiſcopus Diœceſanus impendat, alioquin liceat vobis quemcumque malueritis Catholicum adire Antiſtitem gratiam & communionem Apoſtolicæ Sedis habentem, qui noſtrâ fretus autoritate vobis quod poſtulatis impendat. 12.

Quòd ſi Sedes Diœceſani Epiſcopi fortè vacaverit, interìm omnia Eccleſiaſtica ſacra à vicinis Epiſcopis accipere liberè & abſque contradictione poſſitis, ſic tamen ut ex hoc in poſterùm propriis Epiſcopis nullum præjudicium generetur. 13.

Quià verò interdùm propriorum Epiſcoporum copiam non habetis, ſi quem Epiſcopum Romanæ Sedis ut diximus, communionem habentem & de quo plenam notitiam habeatis, per vos tranſire contigerit, ab eo benedictiones vaſorum & veſtium, conſecrationes altarium, Ordinationes Monachorum autoritate Apoſtolicæ Sedis recipere valeatis. 14.

Porrò ſi Epiſcopi vel alii Eccleſiarum Rectores in Monaſteria veſtra vel perſonas inibi conſtitutas ſuſpenſionis, excommunicationis vel interdicti ſententiam promulgaverint, ſivè etiam in mercenarios veſtros pro eo quòd decimas non ſolvitis, ſivè aliquâ occaſione eorum quæ ab Apoſtolicâ benignitate vobis Indulta ſunt, ſeu benefactores veſtros pro eo quod aliqua vobis beneficia 15.

vel obſequia ex charitate præſtiterunt vel ad laborandum adjuverint in illis diebus quibus vos laboratis & alii feriantur eandem ſententiam protulerint, ipſam tanquam contrà Sedis Apoſtolicæ Indulta prolatam Duximus irritandam.

16. Nec Litteræ illæ firmitatem habeant quas tacito nomine Ciſtercienſis Ordinis & contrà tenorem privilegiorum conſtiterit impetrari.

17. Paci quoque & tranquillitati veſtræ paternâ in poſterum ſollicitudine providere volentes, autoritate Apoſtolicâ Prohibemus ut intrà clauſuram locorum vel grangiarum veſtrarum nullus rapinam ſeu furtum facere, ignem apponere, ſanguinem fundere, homines capere ſeu violentiam audeat exercere.

18. Prætereà omnes Libertates & Immunitates à prædeceſſoribus noſtris Romanis Pontificibus Ordini veſtro conceſſas, necnon & libertates & exemptiones ſæcularium exactionum à Regibus & Principibus vel aliis fidelibus vobis rationabiliter indultas autoritate Apoſtolicâ Confirmamus & præſentis ſcripti Privilegio Communimus.

19. Decernimus igitur ut nulli omninò hominum liceat præfatum Monaſterium temerè perturbare aut ejus poſſeſſiones auferre vel Abbatias retinere, minuere ſeu quibuſlibet vexationibus fatigare, ſed omnia integra conſerventur eorum pro quorum gubernatione & ſuſtentatione conceſſa ſunt uſibus omnimodis profutura, ſalvâ Sedis Apoſtolicæ autoritate. Si quis igitur in futurum &c. Datum Romæ apud Sanctum Petrum per manum Joannis Sanctæ Romanæ Eccleſiæ Subdiaconi & Notarii XV. Kal. Decembris Ind. VIII. Incarnationis Dominicæ anno M. CC. IV. Pontificatûs verò Domini Innocentii Papæ III. anno VII.

Fin de la premiere Partie des Privileges de l'Ordre de Ciſteaux, contenant les Bulles & les Brefs des Papes.

SECONDE PARTIE
DU RECUEIL
DES PRIVILEGES DE L'ORDRE DE CISTEAUX
Contenant les Lettres Patentes des Rois & leurs Reglemens.

AVERTISSEMENT.

NOUS avons commencé ce Recueil dans la premiere Partie, par les Bulles des Papes que nous y avons rapportées, parce qu'elles ont eſté le principe, le fondement & le veritable commencement des Privileges de l'Ordre de Ciſteaux ; & nous paſſons preſentement à la ſeconde Partie qui renfermera ceux que les Rois luy ont auſſi accordez par leurs Lettres Patentes qui ſont auſſi de veritables Privileges reconnus pour tels par les Bulles mêmes & par les anciens Statuts de l'Ordre comme nous le voyons marqué par ce que nous en avons rapporté ſur la fin de noſtre Preface, nos Peres les ayant regardez & qualifiez de cette maniere en ordonnant tres-exactement leur execution auſſi-bien que des Bulles des Papes, au temps de la plus grande ſainteté de l'Ordre, Privilegia tam à Summis Pontificibus quàm à Regibus & Principibus Ordini Conceſſis, Univerſi & ſinguli illius Profeſſi & maximè Abbates invio-

Nomaſticon ciſtercienſe pages 291. 484. 485. & 528. &c.

labiliter obſervent & faciant obſervari. *Le Roy même en ſes nouvelles & dernieres Lettres Patentes du mois de Decembre 1711. en a parlé de cette ſorte, confirmant celles de ſes Prédeceſſeurs & ordonnant qu'elles ſeront executées : il y aura de l'avantage à le faire, puiſqu'elles ne tendent qu'à nous faire jouir des graces qui nous y ſont accordées.*

Nous aurions pû en rapporter auſſi des Empereurs & des Rois de differens Royaumes, ſans même entrer dans le détail particulier d'un grand nombre de fondations de Monaſteres qu'ils ont faites avec de grands éloges pour tout l'Ordre auquel ils ont donné leur protection en toutes occaſions ; mais cela nous auroit conduit trop loin & ſeroit inutile pour la fin que nous nous ſommes propoſé qui regarde la France principalement ; & encore en retrancherons-nous de celles-cy, une bonne partie pour n'aller qu'au beſoin & ne pas repeter ce qui ſe trouveroit avoir eſté déja dit, & pour ne point s'arreſter à celles qui ne contiennent rien de particulier : Nôtre vûë n'empeſchera pas neanmoins que les Monaſteres des Pays étrangers ne profitent de nos recherches, puiſqu'outre que les Bulles des Papes accordent à tous les mêmes Privileges également ; l'autoriſation que nos Rois y ont ajoûtée par leurs Lettres de temps en temps, ne peut ſervir qu'à les accrediter encore davantage & à en faire voir la juſtice & l'eſtime qu'ils en ont faite.

Nous y ajoûterons deux ou trois Arreſts du Con-

ſeil d'Eſtat en forme de Reglemens, qui équivalent à des Lettres Patentes & font voir de plus en plus la protection du Roy ſur l'Ordre de Ciſteaux ; & notamment un Arreſt ſolennel que nous pouvons à juſte titre mettre entre les Privileges de l'Ordre de Ciſteaux, parce qu'il confirme les Statuts qui établiſſent ſon regime & fait un Reglement autentique pour le faire obſerver dans toute ſa pureté & ſuivant ſon eſprit primitif : C'eſt l'Arreſt rendu contradictoirement le 19. Septembre 1681. par le Roy même ſur l'Avis des Commiſſaires qu'il avoit nommez de ſon Conſeil, aprés dix ans d'une procedure tres-exacte & continuë, où tous les Titres de l'Ordre de part & d'autre furent examinez ſoigneuſement & peſez au poids du ſanctuaire.

On pourra ſi l'on veut, faire ſuivre ces Arreſts par d'autres Pieces qu'il ſera facile d'y ajoûter, tout y ſera bon & convenable pourvû qu'il ſoit fondé ſur la verité, honorable & avantageux à l'Ordre de Ciſteaux : & même il ſeroit à propos pour juſtifier de l'uſage & que ces Privileges ont eu & ont encore leur execution, de faire un ſecond Tome ou Recueil des mêmes Privileges qui ne contiendroit que les Jugemens, Arreſts & déciſions intervenuës ſur les difficultez & les conteſtations qui ſe trouveront avoir eſté faites dans les temps precedens.

LETTRES PATENTES DU ROY Philippe le Bel de l'an 1304.

SOMMAIRE.

Le Roy à la ſupplication & demande de l'Abbé de Ciſteaux & des autres Abbez de l'Ordre, leur accorde & à tous les Monaſteres qui en dépendent, pluſieurs Droits & Privileges, & entre autres un amortiſſement general de toutes les acquiſitions qui y ont eſté faites juſqu'alors.

PHILIPPUS Dei gratiâ Francorum Rex. Notum facimus univerſis tàm præſentibus quàm futuris, quòd dilecti & fidelis noſtri Abbatis Ciſtercienſis & Coabbatum ſuorum ipſius Ordinis Regni noſtri ſupplicationibus Annuentes, eiſdem ac Eccle-
1. ſiis ſeu Monaſteriis ſuis Duximus Concedendum quod ipſi Conqueſta ab eis ſuarum Eccleſiarum nomine facta à tempore retroacto uſque ad tempus Conceſſionis hujuſmodi, in Feudis, Retrofeudis & Allodiis noſtris aut ſubſidiorum noſtrorum in quantùm ad Nos ſpectat, tenere poſſint perpetuò abſque coactione ven-
2. dendi vel extrà ſuam manum ponendi vel præſtandi Nobis finan-
3. ciam pro eiſdem : Item quod bona mobilia non capientur vel juſtitiabuntur in aliquo caſu per juſtitiam ſæcularem : Item quod in caſu ubi licitè bona ipſorum immobilia capi contigerit, ea conſumi vel deſtrui non liceat aut expendi ; quod ſi fiat, id ante omnia faciemus emendari & eos indemnes ſervari, & quod ſi ad ipſorum bonorum ſaiſinam vel cuſtodiam ſervientes deputari opor-
4. teat, unus tantummodo ſerviens in quolibet Monaſterio & in qualibet Domo ipſorum deputetur qui diſpendiis ſuis vivere tenea-
5. tur prout in noſtris continetur Statutis : Item quod recognitiones & advocationes novæ quæ ab Eccleſiarum ipſarum ſubditis nobis fiunt, nullatenùs admittentur & factas de novo faciemus
6. penitùs revocari : Item quòd Baillivi & alii Officiarii noſtri teneantur jurare quòd mandata ſibi facta & fienda per Litteras noſtras pro Eccleſiis & perſonis dicti Ordinis, abſque difficultate fideliter exequentur.

Item quod non impedientur aut inquietabuntur ſuper poſſeſſionibus ſivè reditibus emptis per ipſos in feudis, retrofeudis aut Cenſivis ſuis, in quibus omnimodam, altam & baſſam habent juſtitiam, quoniam poſſeſſiones & reditus taliter acquiſitos perpetuò tenere valeant abſque coactione vendendi vel extrà manum ſuam ponendi aut præſtandi nobis financiam pro eiſdem : 7.
Item quod tollantur gravamina eis per gentes noſtras illata, ac noſtra jam conceſſa ſtatuta ſerventur & ea Baillivi noſtri jurare teneantur ſe firmiter ſervaturos : 8.
Item quod ad opus garniſionum noſtrarum bona eorum vel ſubditorum ſuorum (eis invitis) nullatenùs capientur : 9.
Item quod pro gravaminibus ſibi illatis corrigendis de quibus liquebit, Auditores non ſuſpectos eiſdem cùm requiſiti fuerimus, Concedemus qui vice noſtrâ celeris complementum juſtitiæ ſuper hoc fideliter exhibebunt : 10.
Item quod non puniantur pro delictis Monachorum ſeu Converſorum aut familiarium ſuorum niſi quatenùs ſunt ſuper hoc puniendi de jure vel de conſuetudine patriæ cui ſubſunt : 11.
Item quod non impedientur perſonas ſui Ordinis & earum mobilia cum armis moderatè vel ſine armis ac delinquentes in ſuis Abbatiis ſeu locis capere quatenùs facere conſueverunt. 12.
Quod ut firmum & ſtabile permaneat (ſalvo in aliis jure noſtro & in omnibus alieno) præſentibus Litteris noſtrum fecimus apponi ſigillum. Actum Pariſiis anno Domini milleſimo trecenteſimo quarto, menſe Julio. (Juillet 1304.)

LETTRES PATENTES DU ROY Louis XI. de l'an 1461.

SOMMAIRE.

Le Roy ordonne au Parlement & à tous ſes Officiers quand ils ſeront requis par les Peres Abbez & Superieurs de l'Ordre de Ciſteaux, de les appuyer & aider, & de leur donner main-forte lorſqu'ils en auront beſoin pour l'exercice & les fonctions de leurs Charges, notamment dans les viſitations & reformations des Monaſteres qui ſont de leurs dépendances & à l'égard de toutes ſortes de perſonnes à eux ſujettes ; en empeſchant

l'abus des Appellations que l'on commençoit dés-lors d'interjetter des Sentences & Ordonnances desdits Superieurs pour les porter hors de l'Ordre, ce qui pourroit, dit-il, estre l'occasion de sa ruine au spirituel & au temporel.

LOYS PAR LA GRACE DE DIEU ROY DE FRANCE. A nos amez & feaux les Gens tenans nostre Parlement & qui tiendront ceux à venir ; Au Prevost de Paris & à tous nos autres Justiciers & Officiers ou à leurs Lieutenans, Salut & dilection. Complains se sont à Nous nos bien amez les Religieux Abbez, Abbesses & Convents de l'Ordre de Cisteaux situez en nostre Royaume, Disans que combien que de droit écrit selon les Institutions & Ordonnances anciennes d'icelle Religion, la visitation des Abbayes, Abbez, Abbesses, Officiers & autres personnes regulieres appartiennent aux Prélats, & mesmement la visitation de l'Abbaye de Cisteaux aux quatre premiers Abbez dudit Ordre, & que pour remedier aux griefs qui par iceux Prélats pourroient estre faits aux sujets de l'Ordonnance & autorité du Saint Siege de Rome, tous les Abbez dudit Ordre seront tenus & doivent eux assembler une fois l'an audit lieu de Cîteaux, & illec celebrer leur Chapitre General pour terminer & définir sommairement & de plain les Causes d'appel & autres cas reservez audit Chapitre, sans que des causes ou actions quelconques personnelles de ladite Religion, connoissance, évocation ou appellation en soit venuë ne doye venir en nostre Court de Parlement, ne en autre Court temporelle : Neanmoins aucunes personnes regulieres de ladite Religion voulans fuyr, délayer & empescher la punition & correction de leurs meffaiz & delitz, ont appellé & appellent de jour en jour des sentences, punitions & corrections de leurs Peres Abbez, Visiteurs ou de leurs Commis, à nostredite Cour de Parlement & autres Cours temporelles ; Pourquoy toute discipline & observance reguliere est en voye de perir en toute ladite Religion & aussi l'état temporel, si par Nous n'y est pourvû de gracieux remede si comme ils dient, humblement requerans iceluy : Pourquoy Nous voulans obvier à la desolation & ruine dudit Ordre & desirans l'augmentation du divin Service en iceluy, & aussi les personnes dissolues estre reformées en bonnes mœurs & eschever toutes matieres & occasions de procés, debats & divisions entre elles ; Vous Mandons

&

& par ces Presentes Enjoignons étroitement, en Commettant ſe meſtier eſt, que leſdicts Peres Abbez & leurs Commis & Deputez vous ſouffriez, permettiez, & laiſſiez proceder ſelon les Statuts, Inſtitutions & Ordonnances anciennes & approuvées, à la viſitation, correction, inſtitution, deſtitution ou autre punition des Abbez ou Abbeſſes, Officiers & autres Perſonnes regulieres qui vous apperront deuëment & ſouffiſamment eſtre leurs Subjets, en leur donnant ſur ce chacun de vous en droit ſoy, conſeil, confort & aide ſe meſtier eſt, & ſe requis en eſtes : Et pour ce que de ces Preſentes on pourra avoir à faire en pluſieurs & divers lieux, Nous Voulons qu'au *Vidimus* d'icelles fait ſous ſcel Royal, foy ſoit adjouſtée comme à l'original, nonobſtant quelconques oppoſitions ou appellations faites ou à faire & Lettres ſubreptices impetrées ou à impetrer à ce contraires. Donné à Tours le vij. jour de Janvier l'an de grace mil quatre cent ſoixante & un & de noſtre Regne le premier. Ainſi ſigné à la marge d'icelles Lettres par le Roy à la relation du Conſeil, J. Caſtel. (7. Janvier 1461.)

LETTRES PATENTES DU ROY Charles VIII. de l'an 1483.

SOMMAIRE.

Le Roy connoiſſant le malheur & le mauvais état des Monaſteres de Religieux & de Religieuſes de l'Ordre de Ciſteaux ſituez à la Campagne dans les temps & à cauſe des Guerres & expoſez à la licence des Soldats ; & Deſirant remedier aux deſordres qui y arrivent, ſur la plainte que luy en ont faite les Abbez dudit Ordre, S. M. les prend & met ſous ſa garde & protection ſpeciale, & enjoint tres-étroitement à tous ſes Officiers d'empêcher d'entrer, loger & commettre aucun deſordre dans leſdits Monaſteres, leur Commandant de donner aide, faveur & ſecours au Chapitre General & aux Superieurs & Peres Abbez dudit Ordre, pour pouvoir faire en ſûreté leurs devoirs & fonctions pour parvenir à bonne & ſainte reformation & y reduire leſdits Monaſteres.

CHARLES PAR LA GRACE DE DIEU ROY DE FRANCE. A tous ceux qui ces preſentes Lettres verront, Salut : De

la partie de nos chiers & bien amez les Religieux Abbez & Convens de l'Ordre de Ciſteaux eſtans en noſtre Royaulme & pays du Daulphiné, nous a eſté humblement expoſé que comme jadis durant la ferveur de devotion & conſcience, pluſieurs Princes, Princeſſes, Seigneurs & Dames pour l'honneur du divin Service & ſalut de leurs ames, ayent fondez & dottez pluſieurs Monaſteres de Religieux & Religieuſes ſous l'Ordre de Ciſteaux, en eſperant que leſdits Monaſteres ſeroient regis & gouvernez en obſervance reguliere & tenus en cloiſon ou fermeté neceſſaire ſelon leur ſainte Regle & Ordonnance des ſaints Canons, ſans ce que aucuns ſeculiers eſtrangiers par force, violence ou ſubtilz & mauvais moyens entraſſent éſditz Monaſteres ou aucunement les troublaſſent ou empêchaſſent en leur devote & ſainte vie monaſtique & de vaquer en leur Service & Oraiſons; Ce neanmoins pluſieurs de leur auctorité & puiſſance ou pour leur plaiſir deſordonné, les autres ſouz ombre de ce qu'ils ſuyvent noz armes & autres actes de guerre, ſouvent entrent en pluſieurs deſdictz Monaſteres, y logent & font pluſieurs grandes violences, deſpens & oultraiges tant aux Abbez, Abbeſſes que aux Religieux & Religieuſes de l'Ordre dudit Ciſteaux, ſans avoir regard à la Maiſon de Dieu & à l'immunité, franchiſes & libertés oultroyés auſditz lieux de l'Ordre dudit Ciſteaux par noz ſaintz Peres & confirmées par feu noſtre tres-cher Seigneur & Pere que Dieu abſoille & autres Princes; & préſument pluſieurs deſdictz gens de guerre entrer éſditz Monaſteres de Religieuſes tant parce qu'ils ne ſont pas deuëment cloz ne fermés & que les lieux ſont és champs, és bois & ſolitaires comme pour leurs mauvaiſes volentés & y commettent pluſieurs maulx à l'offence de Dieu le Créateur, deshonneur dudit Ordre & eſclandre du peuple Chrétien, & ſe veullent en leurs pechiés & meffaiz excuſer diſans que de commettre pechié éſditz lieux de Religieuſes, n'eſt pas cas de mort & que punition aucune ne s'en doit enſuyr que d'autres femmes: A quoy ne peuvent obvier leſdites Abbeſſes tant pour la pouvreté & ſimpleſſes d'elles, que pour les faveurs deſdicts gens de guerre & autres, & n'y peuvent auſſi obvier leſdictz Peres Abbés dudit Ordre parce qu'ilz ſont loingtains & n'y peuvent venir viſiter que ſeullement une fois l'an; & quant iceulx Peres Abbés ſe travaillent d'encloire & reduire en obſervance reguliere leſdits Monaſteres pour vivre devotement en ſeureté & repos de conſcience & religieuſement, ilz ont tant de menaſſes

& faveurs contre eulx, qu'ils ſont contraintz de tout laiſſer & abandonner juſques à ce que Dieu envoie opportunité de temps, Requerans ſur ce noſtre Proviſion.

Sçavoir faiſons à tous que Nous ce que dit eſt conſideré, & que voulons ce qui eſt à Dieu agréable & juſtice convenable & à ſainte Religion proffitable, ſoit executé ſelon raiſon, deſirans auſſi de tout noſtre pouvoir l'augmentacion & entretenement dudit Ordre duquel nous ſommes principaulx Fondateurs & Protecteurs; Et afin que les Divins Services, Prieres & Oraiſons y ſoient journellement dicts & celebrés & que en icelles ſerons participans, & pour le bon vouloir que nous avons audit Ordre & auſſi pour les relever des peines, moleſtes, oppreſſions, travaulx & exactions, enſemble leurs maiſons, manoirs, ſerviteurs, grangiers, Procureurs & entremetteurs de leurs faiz.

Avons prins & mis, Prenons & Mettons en & ſoubz noſtre protection & ſauvegarde eſpeciale tous leſdicts Monaſteres tant de Religieux que de Religieuſes eſtans en noſtre obéïſſance, en deffendant à toutes manieres de gens de quelque eſtat ou condicion qu'ilz ſoient, qu'ilz n'entrent éſdictz Monaſteres ſoubs quelque couleur ou affaire que ce ſoit, ſinon de la licence des Abbés & Abbeſſes deſdictz Monaſteres: Mandons, Commandons & expreſſément Enjoignons à tous noz Lieutenans, Conneſtable, Admiral, Grand Maiſtre, Mareſchaulx, Capitaines de gens d'Armes & de Trait & autres gens de guerre tant de noz Ordonnances, Ban, Arriereban, Bailliz, Senechaulx, Prevoſtz & tous autres nos Juſticiers & Officiers ou à leurs Lieutenants & à chacun d'euls ſi comme à luy appartiendra, qu'ilz ne logent ne ſouffrent logier éſditz Monaſteres ſur peine d'eſtre corrigés & punis comme infracteurs de noz Commandemens & Ordonnances, & tellement que ce ſoit exemple à tous autres, & avec ce par tous moyens raiſonnables ils donnent ayde, port & faveur au Chapitre General dudit Ordre & auſditz Peres Abbés à debouter tous telz malfaicteurs, reformer & reduire à bonne Religion & ſainte vie leſditz Monaſteres ſelon les Statuts dudit Ordre de Ciſteaux: Mandons en oultre à tous nos Senechaulx, Bailliz, Juſticiers & Officiers ou à leurs Lieutenans & à chacun d'eulx, que és termes & limites de leurs pourpris & juriſdictions, ilz deffendent leſdictz Abbés, Abbeſſes, Religieux & Religieuſes de telles oppreſſions & les faſſent joyr & uſer de cette noſtre preſente garde & def-

ſenſe : De ce faire vous donnons charge expreſſe, plain pouvoir, auctorité & mandement eſpecial, Car noſtre vouloir eſt tel. Et pour ce que leſditz Supplians porroient avoir à faire en divers lieux de ces preſentes & que eux ou par eulx en conviendroit ſouvent faire oſtenſion, Nous voulons que au *Vidimus* d'icelles fait ſoubz Scel Royal, ſoit foy adjouſtée comme à ce preſent original ; En teſmoing de ce Nous avons fait mettre noſtre Scel à ces preſentes. Donné à Tours le VIIIe jour de Mars l'an de grace mil quatre cent huictante & trois, & de noſtre Regne le premier. Ainſi ſigné ſur le ploy de la Lettre, Par le Roy en ſon Conſeil, Monſeigneur le Duc d'Orlians, les Contes de Clermont & de Dunois, Vous les Eveſques d'Alby, de Lombez, de Perigueux, les Seigneurs de Torcy & de Blandricourt, le premier & tiers Preſidens de Chevallerie, Maiſtre Jehan Chambon, Adam Fummée & Pierre de Saſſierges & autres preſens. ROBERTET. (8. Mars 1483.)

LETTRES PATENTES DU ROY François I. de l'an 1542.

SOMMAIRE.

1. *Sur la Requeſte & Supplication du Chapitre General de l'Ordre de Ciſteaux, le Roy confirme les Privileges qui luy ont eſté donnez & accordez par les Papes, & qui entre autres choſes conſiſtent au pouvoir qu'a l'Abbé de Ciſteaux Chef dudit Ordre & en ſon abſence les autres Abbez par luy ou le Chapitre General députez, d'en viſiter tous & chacun les Monaſteres & de les reformer ſuivant ſes Regles & Conſtitutions.*
2. *Comme auſſi de faire lever les Contributions qui s'employent aux frais des Aſſemblées du Chapitre General ; pour le payement des gages des Officiers reſidans au College de Saint Bernard de Paris, & à l'entretien de celuy de Toulouſe, & pour conduire & demener les Procez & negoces touchant les affaires de l'Ordre en general.*
3. *Le Roy aprés avoir fait examiner en ſon Conſeil leſdits Privileges, les autoriſe, approuve & confirme, pour en jouir & uſer*

par tous les Monaſteres & toutes les perſonnes dudit Ordre.

4. *Et de plus Sa Majeſté ordonne à ſes Cours de Parlement & à tous ſes autres Officiers, de tenir la main à l'obſervation & execution deſdits Privileges ſelon leur forme & teneur.*

5. *Sur le repli deſdites Lettres eſt écrit comment elles ont eſté regiſtrées au Greffe du Parlement de Paris* audito, conſentiente & requirente Procuratore Regis : *elles le furent enſuite de même en tous les autres Parlemens du Royaume.*

FRANCOIS PAR LA GRACE DE DIEU ROY DE FRANCE. A tous ceux qui Ces preſentes Lettres verront ſalut. Receu avons l'humble ſupplication de nos amez & feaux les Abbé de Ciſteaux & autres Peres Abbez de l'Ordre dudit Ciſteaux conſtituants le Chapitre General dudit Ordre, contenant que feus de bonne & recommandable memoire Papes Pie ſecond, Sixte quatrieſme & Innocent huitieſme, pour aucunes bonnes grandes & ſaintes conſiderations leur ont octroyé & concedé certains exprés Privileges, authoritez, prérogatives & prééminences à plain ſpecifiez & declarez és Bulles & Proviſions Apoſtoliques ſur ce expediées en forme, par la teneur deſquelles ledit Abbé de Ciſteaux Chef dudit Ordre peut ou en ſon abſence les autres 1.
Abbez par luy ou le Chapitre General commis & députez, viſiter tous & chacuns les Monaſteres tant d'hommes que de femmes eſtans d'iceluy Ordre, & en iceux introduire la ſainte & devote reformation requiſe & neceſſaire ſelon la Regle & les Conſtitutions & Decrets dudit Ordre ; Semblablement eſtre permis de prendre & lever tous les ans contribution, ayde & ſubvention 2.
aux frais & miſes qu'il convient ordinairement faire, C'eſt à ſçavoir pour l'aſſemblée & Convention du Chapitre General qui ſe tient par chacun an & auquel tous les Abbez dudit Ordre doivent aſſiſter & eux trouver pour pourvoir aux affaires ſpirituelles & temporelles d'iceluy Ordre ; pareillement pour le payement des gages des Proviſeur, Maiſtre Regent, Sententier, Biblien, Procureur & Lecteur en Humanité, Philoſophie & ſaintes Eſcritures qui ſont demeurants & reſidants au College, pour inſtruire & enſeigner en telle diſcipline les Religieux d'iceluy Ordre qui y affluent de toute la Chreſtienté ; Auſſi pour entretenir autre College ſaint Bernard à Toulouſe ; & conſequemment pour conduire & demener les procés & negoces touchant & concer-

nant les affaires dudit Ordre en general : Et combien que telles reformations & viſitations, aydes, ſubventions & Contributions ſoient à telle fin & intention que l'on peut voir, juger & conſiderer, & que de là provient un bien ſingulier & une utile commodité generale à tout ledit Ordre, avec l'eſtabliſſement, conſervation, augmentation & décoration d'iceluy ; Toutesfois aucuns Abbez Commendataires pour n'avoir aucune nourriture & moins encore de zele, affection & reverence audit Ordre & à la Profeſſion de Religion, voulant eux ſegreger & diſtraire du troupeau & de l'obéyſſance de leurs Superieurs, ſans avoir aucun eſgard aux Mandements & Decrets Apoſtoliques ne autres peines ſur ce indites, ont refuſé & denié comme ils font encor à preſent, de recevoir leſdites viſitations & reformations, & auſſi de ſatisfaire auſdites contributions & ſubventions prenants couleur d'excuſe ſur ce que leſdits Privileges n'ont eſté par nous agréez, ratifiez ny approuvez : Et d'autant que ſi tels refus & denegation eſtoient permis & avoient lieu, ce ſeroit une conſequence dont pourroit ſucceder la ceſſation dudit Chapitre General & conſequemment la totalle ruyne dudit Ordre ; Leſdits Suppliants qui n'ont autre recours qu'à nous qui ſommes leur protecteur, nous ont tres-humblement ſupplié & requis ſur ce leur vouloir pourvoir.

3. POUR-CE eſt-il que Nous ce conſideré, qui ne voulons pour le nom & lieu que nous tenons, que les choſes bonnes de longue main inſtituées & ordonnées en l'Egliſe de l'authorité des Papes & du Saint Siege Apoſtolique avec ſi juſtes & raiſonnables cauſes, qu'ont eſté celles-cy, eſtre de noſtre temps violées & corrompuës, mais au contraire entretenuës, gardées & obſervées ſans enfraindre le tout à l'honneur de Dieu, exaltation de ſon ſaint nom, entretenement & conſervation des Ordres de Religion : Et aprés que nous avons fait voir & viſiter par aucuns de noſtre Conſeil leſdites Bulles & qu'en icelles ne s'eſt trouvé choſe contraire ny deſrogeant à nos droicts & authoritez, Privileges, Franchiſes & Libertez de l'Egliſe Gallicane ; Ayant le contenu agreable & en iceluy loüant & approuvant, Avons auſdits Suppliants par Ces Preſentes, de grace ſpeciale, pleine puiſſance & authorité Royale, pour les cauſes deſſuſdictes & autres à ce nous mouvans, Permis & Octroyé, Permettons & Octroyons, Baillons & nous plaiſt que deſdites Bulles ils ſe puiſſent aider, & des authoritez, privileges, & préroga-

tives deſſus mentionnées à eux par iceux concedez & octroyez, jouyr & uſer ſelon leur propre forme & teneur, tout ainſi & par la forme & maniere qu'ont fait & faiſoient par cy-devant leurs prédeceſſeurs, plainement & paiſiblement ſans fraude ny abus.

SI DONNONS en mandement par ces Preſentes à nos amez & feaux Conſeillers les Gens tenans nos Cours de Parlement de nos Royaume, pays de Bretagne, Provence, Dauphiné, Savoye, & Piedmont, Baillifs, Seneſchaux, Prevoſts & à tous nos autres Juſticiers & Officiers ou à leurs Lieutenants & à chacun d'eux en droit ſoy ſi comme à luy appartiendra, que nos preſentes grace, agreation, permiſſion, octroy & vouloir, enſemble de tout le contenu cy-deſſus, ils faſſent, ſouffrent & laiſſent leſdits Suppliants jouyr & uſer plainement & paiſiblement, ainſi & par la forme & maniere que dit eſt, ceſſant & faiſant ceſſer tous troubles & empeſchemens au contraire & à ce faire ſouffrir & obeyr auſdites reformations & viſitations, payer les droits, enſemble les arrerages qui en ſont & peuvent eſtre deus, contraignent & faſſent contraindre tous & chacuns les Abbez tant Reguliers que Commendataires dudit Ordre de Ciſteaux qui pour ce ſeront à contraindre par toutes voyes & manieres deuës & raiſonnables & en tel cas requis, nonobſtant oppoſitions ou appellations quelconques & ſans préjudice d'icelles, dont Nous avons de noſtre propre mouvement, certaine ſcience, pleine puiſſance & authorité Royale commis & attribué, Commettons & Attribuons par ces Preſentes les connoiſſance, jugement & déciſion à nos Cours de Parlement & à chacunes d'icelles reſpectivement au reſſort deſquelles ſe trouveront aucuns deſdits refuſants ou appellants, leur mandant par Ceſdites Preſentes faire ſur leſdites oppoſitions ou appellations bon & brief droict, Car tel eſt noſtre plaiſir, nonobſtant comme deſſus quelconques Ordonnances, reſtrictions, mandements ou deffences à ce contraires. Et pour ce que de ces Preſentes on pourra avoir de beſoin en pluſieurs & divers lieux, Nous voulons qu'au *Vidimus* d'icelles fait ſoubs ſeel Royal, Foy ſoit adjouſtée comme au preſent Original, auſquelles en teſmoin de ce Nous avons fait mettre noſtre ſeel. Donné à Argilly le vingt-neuvieſme jour de Juillet l'an de grace mil cinq cens quarante-deux, de noſtre Regne le vingt-

huitieſme. Signé ſur le reply par le Roy, en ſon Conſeil, Bayard. *Lecta, publicata & regiſtrata audito conſentiente & requirente Procuratore Generali Regis Pariſiis in Parlamento viceſimâ die Octobris Anno Domini milleſimo quingenteſimo quinquageſimo ſexto. Sic ſignatum*, DU TILLET. Et plus bas eſt écrit : *Extrait des Regiſtres des Ordonnances Royaux regiſtrez en Parlement*, ſigné VOISIN.

LETTRES PATENTES DU ROY Henry II. de l'an 1556.

SOMMAIRE.

Ces Lettres ſont addreſſées à tous les Parlemens de France où elles furent en effet verifiées ; l'Arreſt d'enregiſtrement en celuy de Paris eſt comme aux precedentes audito, conſentiente & requirente Procuratore Generali Regis, *daté du 20. Octobre de la même année : Le Roy ordonne aprés avoir expliqué une bonne partie des Privileges de l'Ordre de Ciſteaux, qu'ils ſeront obſervez & executez, enjoignant à tous ſes Officiers quand ils en ſeront requis, d'y tenir la main en contraignant de le faire les Abbez Commendataires, approuvant & confirmant de toute ſon autorité leſdits Privileges notamment en ce qui regarde les viſites regulieres dans les Monaſteres & leur eſtat ſpirituel & temporel, le tout en conformité des Lettres de ſon prédeceſſeur.*

HENRY PAR LA GRACE DE DIEU ROY DE FRANCE. A nos amez & feaux les Gens tenans nos Cours de Parlement de Paris, Roüen, Dijon, Bordeaux, Tholoſe, Grenoble, Chamberry, Bretagne, Piedmont & autres nos Cours Souveraines de nos Royaume & Pays, Baillifs, Seneſchaux, Prevoſts, Juges, Magiſtrats de noſtredit Royaume & Pays. A la ſupplication de nos chers & bien amez Orateurs les Abbez de Ciſteaux, Clairvaux & autres Peres Abbez auſquels appartient la viſitation de tous les Monaſteres d'hommes & filles dudit Ordre, chacun en ſa juriſdiction & filiation, contenant que feu noſtre tres-

honoré

honoré Seigneur & Pere, que Dieu abſolve, leur auroit octroyé ſes Lettres Patentes données à Argilly le vingt-neuvieſme jour de Juillet mil cinq cens quarante-deux, cy-attachées ſoubs noſtre contreſeel, deſirants donner faveur & ayde auſdits ſuppliants, afin que par leurs viſitations le Divin ſervice & obſervance Reguliere fuſt continué en noſtredit Royaume & Pays, conformément aux ſaints Decrets, Regles, Privileges & Conſtitutions dudit Ordre, comme eſt à plein contenu éſdites Lettres; auſquelles neantmoins aucuns tant de nos Juges que des Abbez ou Commendataires dudit Ordre, different d'obeyr pour ce que leſdites Lettres ne ſont par nous confirmées ny agréées : Et combien que tant par diſpoſition de droit que des Privileges dudit Ordre, leſdits Suppliants faiſants leurs viſitations doivent ordonner & faire obſerver ce qui concerne le Divin ſervice, obſervance Reguliere, entretenements des lieux & édifices Reguliers, qu'autres conſervations des tiltres & biens, continuations d'aumoſnes & autres œuvres pitoyables, & generalement de toutes choſes concernants l'eſtat ſpirituel & temporel, circonſtances & dépendances d'iceluy. Neantmoins aucuns Commendataires ſoûs ombre qu'ils ne ſont quant à leurs perſonnes ſujets auſdits Viſiteurs, & que l'adminiſtration des ſpirituel & temporel deſdites Abbayes leur eſt commiſe à noſtre nomination par le Saint Siege Apoſtolique, ſont refuſants de recevoir leſdits Viſiteurs, les nourrir & alimenter durant le temps deſdites viſitations, ne veulent auſſi en rien ſatisfaire aux ordonnances deſdits Viſiteurs, quand à l'execution d'iceluy eſt requis faire deſpence & employer deniers : comme quand pour la correction des Religieux eſt neceſſaire les transferer d'une maiſon en autre, & en leur lieu ſubroger Religieux d'autres maiſons, & meſmes y pourvoir de Prieur de bonnes mœurs & doctrine, pour en defaut d'Abbé faire obſerver la regularité, & à iceux Prieurs aſſigner outre la penſion monachalle, quelque raiſonnable ſubvention, afin qu'ayant plus de peine que les autres, ils ayent plus de moyen de s'entretenir & ſubvenir à leurs neceſſitez. Nous remonſtrants outre leſdits Suppliants qu'ils ne ſont obeys quand ils ordonnent auſdites Abbayes commandées le nombre deu de Religieux, avec eſtat raiſonnable pour le vivre & veſtiaire & autres neceſſitez deſdits Religieux, Novices & Convers, continuation d'aumoſnes accouſtumées audit Ordre, tant quotidiannes que generales, de l'hoſpitalité, reparation des lieux

& edifices tant Reguliers qu'autres, de la conſervation & repetition des tiltres, droicts, Calices & joyaux & autres choſes deſquelles l'alienation par diſpoſition de droit eſt interdite, fournir aux frais de leurs Prieurs pour aller au Chapitre General quand ils y ſeront appellez, de tenir un Precepteur pour l'inſtruction des jeunes Religieux, & entretenir quelqu'un deſdits Religieux aux eſtudes & Colleges dudit Ordre. Et pour ce que par ce moyen ledit Ordre va du tout en ruyne en l'eſtat ſpirituel & temporel, Nous auroient leſdits Suppliants humblement requis leur vouloir confirmer leſdites Lettres ainſi données par noſtredit deffunt tres-honoré Seigneur & Pere : POUR-CE eſt-il que Nous ce conſideré & deſirant de noſtre pouvoir pour le nom & lieu que nous tenons, les bonnes choſes venuës de longue main, inſtituées & ordonnées en l'Egliſe de l'authorité des Papes & du Saint Siege Apoſtolique & bienfaits de nos predeceſſeurs, avec ſi bonnes juſtes & raiſonnables cauſes comme ont eſté ceux-cy, n'eſtre de noſtre temps violées & corrompuës : mais au contraire entretenus, gardez & obſervez ſans enfraindre, le tout à l'honneur de Dieu & exaltation de ſon ſaint Nom, entretenement & conſervation des Ordres de noſtre Religion. Avons de noſtre certaine ſcience, pleine puiſſance & authorité Royale, Confirmé & Agreé, Confirmons & Agreons leſdites Lettres ainſi données par noſtredit deffunt tres-honoré Seigneur & Pere, & Voulons qu'elles ſortent leur plein & entier effet : Voulons auſſi & vous Ordonnons de noſtre certaine ſcience & authorité Royale que Vous & chacun en ſon reſſort & juriſdiction, aſſiſtiez leſdits Suppliants faiſants leſdites viſitations ſi requis en eſtes, leur donniez confort & aydes & ſecours de la Juſtice & bras ſeculier, & en cas de refus, les faſſiez recevoir par leſdits Abbez & Commendataires pour faire leſdites viſitations, nourrir & alimenter durant le temps d'icelles : En outre contraigniez leſdits Abbez Commendataires, & auſſi les Abbeſſes, Religieux & Religieuſes dudit Ordre & autres qu'il appartiendra, de ſouffrir, obſerver & garder, & mettre en entiere execution le contenu auſdites Lettres de noſtre tres-honoré Pere & auſſi ce qui ſera ordonné & ſtatué par leſdits Suppliants des choſes cy-deſſus contenuës, & autres appartenants à leur charge, & ce par toutes voyes deuës & raiſonnables, meſmes par ſaiſiſſement de temporel de leurſdites Abbayes, nonobſtant oppoſitions ou appellations quelconques, & ſans préjudice d'icelles,

pour leſquelles ne voulons l'effet & execution des Preſentes & deſdites Viſitations eſtre differé & empeſché ; & qu'en faiſant leſdites Viſitations, leſdits expoſants faſſent diligente inquiſition du nombre des Religieux qui auroient eſté éſdites Abbayes puis quarante ans en çà, duquel nombre feront regiſtre pour ſervir cy-aprés, en faiſant par vous lire & regiſtrer au Greffe de noſdites Cours ces Preſentes. Et pour ce que d'icelles pourroient avoir affaire en pluſieurs & divers lieux, Voulons qu'au *Vidimus* d'icelles fait ſous ſeel Royal, foy ſoit ajoûtée comme à l'Original. Donné à Paris le deuxieſme jour d'Aouſt, l'an de grace mil cinq cens cinquante-ſix, & de noſtre Regne le dixieſme. Signé par le Roy, Monſieur le Cardinal de Lorraine preſent, BOURDIN. *Lecta, publicata & regiſtrata audito conſentiente & requirente Procuratore Generali Regis, Pariſiis in Parlamento viceſimâ die Octobris Anno Domini milleſimo quingenteſimo quinquageſimo ſexto. Sic ſignatum*, DU TILLET. Et plus bas eſt écrit : *Extrait des Regiſtres des Ordonnances Royaux regiſtrez en Parlement.* Signé, VOISIN.

LETTRES PATENTES DU ROY François II. de l'an 1559.

SOMMAIRE.

Le Roy accorde ſes Lettres de confirmation des Privileges de l'Ordre de Ciſteaux, en conformité de celles de ſes deux Prédeceſſeurs François I. & Henry II. & ordonne qu'elles ſeront enregiſtrées en tous ſes Parlemens & en ſon Grand Conſeil, comme elles le furent en effet.

FRANCOIS PAR LA GRACE DE DIEU ROY DE FRANCE. A tous ceux qui ces preſentes Lettres verront, Salut. Comme feu de bonne memoire le Roy François & depuis noſtre treshonoré Seigneur & Pere euſſent donné & octroyé à l'Abbé de Ciſteaux & autres Peres Abbez dudit Ordre, les Lettres Patentes cy-attachées, Nous qui conſiderons les bonnes & ſaintes choſes contenuës en icelles eſtre obſervées & continuées, Avons

icelles Lettres agréées & confirmées, Agréons & Confirmons. Voulons outre & Ordonnons ou cas que pour les viſitations mentionnées éſdites Lettres ou execution d'icelles, leſdits Abbez ſeroient contraints faire frais neceſſaires ſoit pour faire voir par ouvriers connoiſſants, les bâtiments & édifices des Abbayes où ils viſiteront, ou pour appeller l'aide du bras ſeculier à l'occaſion du refus ou deſobeiſſance de ceux qui ont l'adminiſtration deſdites Abbayes, qu'ils ſoient rembourſés deſdits frais aux dépens deſdites Abbayes viſitées. Si donnons en mandement aux gens tenants nos Cours de Parlement & noſtre Grand Conſeil & autres nos Officiers, qu'ils laiſſent & faſſent jouir & uſer leſdits Abbés du contenu deſdites Lettres & des Preſentes, en contraignant les contrediſants par les voyes qu'ils y ſont tenus, & faſſent icelles Lettres & les Preſentes lire, publier & enregiſtrer, au *Vidimus* deſquelles paſſé ſoubs Seel Royal, voulons que foy ſoit ajoûtée comme à l'Original d'icelles. Donné à Eclairon le quatorziéme jour d'Octobre l'an de grace mil cinq cens cinquante-neuf & de noſtre Regne le premier. Signé ſur le reply par le Roy, Monſieur le Cardinal de Lorraine preſent, HURAULT; & ſeellé en double queuë du grand Seau de cire jaune avec contreſeau. Et ſur ledit reply eſt écrit, *Regiſtrata audito Procuratore Generali Regis Pariſiis viceſimâ ſextâ die Junii, anno Domini milleſimo quingenteſimo ſexageſimo.* Signé, DU TILLET. *Ces Lettres furent auſſi enregiſtrées dans les autres Parlemens du Royaume.*

LETTRES PATENTES DU ROY, Charles IX. de l'an 1566.

SOMMAIRE.

Ces Lettres ſont ſemblables aux précedentes du Roy François II. de pareil ſtile, addreſſées à tous les Parlemens de France & au Grand Conſeil où elles furent verifiées, & confirment celles des Rois ſes prédeceſſeurs François I. Henry II. & François II. Il n'y a rien de particulier à remarquer.

CHARLES PAR LA GRACE DE DIEU ROY DE FRANCE: A tous ceux qui ces preſentes Lettres verront ſalut. Com-

me feus de bonne memoire les Roys François Premier, Henry & François Seconds, nos tres-honorés Sieurs Ayeul, Pere & Frere, euſſent donnés & octroyés à l'Abbé de Ciſteaux & autres Peres Abbez dudit Ordre Les Lettres Patentes cy-attachées; Nous qui deſirons les bonnes & ſaintes choſes y contenuës eſtre obſervées & continuées, Avons icelles Lettres Loué, Approuvé & Confirmé, Louons, Approuvons & Confirmons, Voulons & nous plaiſt, en cas que pour les viſitations mentionnées éſdites Lettres ou execution d'icelles, leſdits Abbés ſeroient contraints faire frais neceſſaires ſoit pour faire voir par les ouvriers connoiſſants, les batiments & édifices des Abbayes qu'ils viſiteront, ou pour appeler l'aide du bras ſeculier à l'occaſion du refus ou deſobéiſſance de ceux qui ont l'adminiſtration deſdites Abbayes, qu'ils ſoient rembourcés deſdits frais aux dépens deſdites Abbayes viſitées. Si donnons en mandement aux Gens tenants nos Cours de Parlement & Grand Conſeil, & à touts nos autres Juſticiers & Officiers & à chacun d'eux en droit ſoy ſi comme à luy appartiendra, qu'ils laiſſent, faſſent jouir & uſer leſdits Abbés du contenu éſdites Lettres & és Preſentes, en contraignant les contrediſants par les voyes qui y ſont contenuës, & faiſant icelles dites Lettres & ceſdites Preſentes lire & enregiſtrer où beſoin ſera, au *Vidimus* deſquelles fait par l'un de nos amez feaux Notaires Secretaires ou ſoubs Seel Royal, voulons que foy ſoit adjoûtée comme au preſent Original : Car tel eſt noſtre plaiſir. En témoin de ce Nous avons fait mettre noſtre Seel à ceſdites Preſentes. Donné à Paris le vingt-quatriéme jour d'Octobre l'an de grace mil cinq cent ſoixante-ſix & de noſtre regne le ſixiéme. Signé ſur le reply par le Roy, THIELLEMENT. & ſeellé ſur double queuë du grand Seau de cire jaune avec Contreſeau : Et ſur ledit reply eſt écrit, *Regiſtré &c.*

LETTRES PATENTES DU ROY Henry III. de l'an 1578.

SOMMAIRE.

Ces Lettres ſont du même ſtile & en la même forme que les deux precedentes ; elles confirment & les Bulles des Papes & l'autoriſation qu'en ont faite les Rois François I. Henry II. François II. & Charles IX. pour en jouir par tous les Monaſteres de l'Ordre de Ciſteaux ; & il en ordonne l'enregiſtrement dans ſes Parlemens & au Grand Conſeil, enjoignant à tous ſes Officiers de tenir la main à leur execution.

HENRY PAR LA GRACE DE DIEU ROY DE FRANCE ET DE POLOGNE. A tous ceux qui ces preſentes Lettres verront ſalut. Comme feus de bonne memoire les Rois François Premier, Henry, François Seconds & Charles nos tres-honorés Sieurs ayeul, pere & frere, euſſent donné & octroyé à l'Abbé de Ciſteaux & autres Peres Abbés dudit Ordre, les Lettres Patentes cy-attachées ; Nous qui deſirons les bonnes & ſaintes choſes y contenuës eſtre obſervées & continuées, avons icelles Lettres loué, approuvé & confirmé, Louons, Approuvons & Confirmons, Voulons & nous plaiſt en cas que pour les viſitations mentionnées éſdites Lettres ou execution d'icelles, leſdits Abbés ſeroient contraints faire frais neceſſaires ſoit pour faire voir par les ouvriers connoiſſants les batiments & édifices des Abbayes qu'ils viſiteront ou pour appeler l'aide du bras ſéculier à l'occaſion du refus ou deſobéiſſance de ceux qui ont l'adminiſtration deſdites Abbayes, qu'ils ſoient rembourſez deſdits frais aux dépens deſdites Abbayes viſitées. Si donnons en mandement à nos amez & feaux Conſeillers les Gens tenants nos Cours de Parlement & Grand Conſeil, & à tous nos autres Juſticiers & Officiers & à chacun d'eux en droit ſoy, ſi comme à luy appartiendra, qu'ils laiſſent, faſſent jouir & uſer leſdits Abbés du contenu éſdites Lettres & ces Preſentes, en contraignant les contrediſants par les voyes qui y ſont contenuës, en faiſant leſdites Lettres & ceſdites Preſentes lire, publier & enregiſtrer où beſoin ſera ; au *Vidimus* deſquelles fait par

l'un de nos amez feaux Notaires & Secretaires ou ſoubs Seel Royal, voulons que foy ſoit ajoûtée comme au preſent Original : Car tel eſt noſtre plaiſir. En témoin de ce Nous avons fait mettre nôtre Seel à ces Preſentes. Donné à Paris le vingtiéme jour de Janvier l'an de grace mil cinq cent ſoixante & dix-huit & de noſtre Regne le quatriéme. Signé ſur le reply par le Roy, RUZI. & ſeellé en double queuë du grand Seau de cire jaune avec Contreſeau. Et ſur ledit reply eſt écrit, Regiſtré ſuivant l'Arreſt de la Cour du vingt-ſixiéme jour de Mars preſent mois & an mil cinq cent ſoixante & dix-huit, aux charges contenuës par ledit Arreſt. Fait en Parlement à Rennes le jour & an ſuſdit. Signé, GAUDIN.

LETTRE DU ROY HENRY III. de l'an 1585.

SOMMAIRE.

Cette Lettre écrite en forme de Patente par le Roy au Pape Sixte V. peu de mois aprés qu'il fut élevé au Souverain Pontificat, fait preuve de la protection dont il honoroit l'Ordre de Ciſteaux. On en a entre les mains l'original ou au moins un duplicata ſigné de la main du Roy & contreſigné De Neufville.

Ce fut au ſujet d'une Bulle que quelques Evêques d'Italie avoient ſurpriſe de ſon prédeceſſeur immediat Gregoire XIII. dés l'année 1579. qui en ſouſtrayant les Monaſteres de Religieuſes de divers Ordres, meſme de celuy de Ciſteaux, de la juriſdiction ordinaire de leurs Superieurs reguliers, les ſoumettoit en tout à celle de leurs Diocezains.

Cette Bulle datée du 15e Fevrier 1579. eſt rapportée toute entiere dans la premiere édition qui fut faite à Rome en 1586. du Grand Bullaire Romain in folio page 1283. où ſont entre autres ces mots pour exprimer cette ſouſtraction, omnia & quæcumque Monaſteria Monialium Ordinis Ciſtercienſis & quorumcumque aliorum Ordinum : *ce ne fut pas pour la mauvaiſe conduite qui s'y tenoit, mais de peur que celle qui s'eſtoit gliſſée dans quelques Maiſons d'autres Ordres de leur voiſinage, n'y portaſt la corruption ; la Bulle le dit*, Ne Ciſtercienſium Ordini qui uni-

verſali ſemper Eccleſiæ ornamento fuit & adjumento, ex diverſarum Sanctimonialium Gubernatione eveniat.

Il y eut des oppoſitions & le Roy ſe declara ouvertement pour l'Ordre de Ciſteaux en écrivant tres-fortement au Pape pluſieurs Lettres par leſquelles il inſiſtoit fortement pour la revocation de cette Bulle, juſques à charger tres-expreſſément ſon Ambaſſadeur à Rome qui eſtoit M. Paul de Foix Archevêque de Toulouſe, & M. le Cardinal d'Eſt protecteur des affaires de France, de ſolliciter l'execution de cette revocation ; ce qu'ils firent comme on le voit dans le Recueil des Lettres de M. l'Ambaſſadeur imprimées in 4° à Paris en 1628. par la 34e qu'il écrivit au Roy le 6. Mars 1582. pour luy rendre compte de ce qui s'eſtoit paſſé avec eſperance de ſuccés, où tout eſt détaillé avec beaucoup d'exactitude & de force, & même toutes ſes paroles & les réponſes du Pape y ſont rapportées ; juſques-là qu'il fit connoiſtre à Sa Sainteté que les Superieurs reguliers ayant l'experience & la pratique de leurs Ordres, eſtoient plus capables d'en faire obſerver les regles par les Religieuſes, & que depuis trois ou quatre ans que les Diocezains avoient eu la conduite de leurs Monaſteres, il y eſtoit arrivé plus de deſordres qu'en cinq ſiecles entiers qu'ils eſtoient demeurez ſous l'Ordre de Ciſteaux.

Enfin la Bulle fut revoquée comme le porte la Lettre du Roy, mais le Pape eſtant mort peu de temps aprés ſans que l'expedition en euſt eſté faite & delivrée, Sa Majeſté recommença ſes ſollicitations, ainſi qu'on verra, vers ſon ſucceſſeur. Ce qu'on peut ajoûter eſt que cette Bulle a eſté retirée des editions des Bullaires Romains poſterieures ; mais comme les années qui ſuivirent, furent un temps de confuſion & de malheurs, on n'a pas d'autre preuve de la revocation, quelques Monaſteres rentrerent dans la ſoumiſſion à leurs Superieurs reguliers, & quelques autres demeurerent ſujets à leurs Evêques, où l'on ne voit pas qu'ils ayent fait de grands progrés dans la regularité ſelon la remarque qu'en fit au Pape M. de Foix & qui eſt contenuë dans ſa Lettre.

TRES-SAINT Pere, il y a quelques mois que feu noſtre Saint Pere le Pape Gregoire XIII. de heureuſe memoire m'avoit accordé la revocation de la Bulle par laquelle il avoit diſtrait de l'obéiſſance & juriſdiction de l'Abbé de Ciſteaux, les Monaſteres de Moniales qui ſont en Italie dépendans dudit Ciſteaux

teaux comme de leur Chef & Mere de tous ceux qui ſont de cette Profeſſion, & ne ſçavons qui a retardé juſques à preſent l'expedition de ladite revocation : mais maintenant qu'il a plû à Dieu d'appeller Voſtre Sainteté en ſon lieu, Nous la ſupplions tres-affectueuſement de la nous conceder de nouveau & d'en commander l'expedition ſans uſer d'autre remiſe, réuniſſant les membres à leur Chef qui en ont eſté ſeparez par ladite diſtraction, laquelle eſt de bien grande conſequence pour l'Egliſe de Dieu & tres-importante & préjudiciable à noſtre Couronne, pour ce qu'elle a cet ornement de pieté & prééminence ſur tout autre Royaume, d'avoir ce Chef d'Ordre & de pluſieurs autres Ordres auſſi deſquels mes Prédeceſſeurs ont eſté fondateurs & ont toûjours eu en leur protection la juriſdiction d'iceux, par le moyen de quoy il y a prés de cinq cens ans qu'ils y ont eſté maintenus, & ne voudrions apporter moins de bonne intention qu'aucun de noſdits Prédeceſſeurs, à les y conſerver ; & particulierement celuy de Ciſteaux pour la particuliere devotion qu'avons audit Ordre & que l'eſtenduë de ſa juriſdiction ſe trouve plus grande que de nul autre ; joint que les Superieurs d'iceluy ont toûjours fait bon devoir aux viſitations & autres actes de leurs charges. Partant ce ſoit le bon plaiſir de Voſtre Sainteté de revoquer ladite Bulle de la diſtraction qu'en a eſté faite, avec défenſe à toutes perſonnes de s'en aider ni prévaloir en aucun lieu & maniere que ce ſoit, ainſi que noſtre tres-cher oncle le Cardinal d'Eſt & le Sieur de Saint Gonard noſtre Ambaſſeur l'en requerront de noſtre part ; & prions Dieu Tres-Saint Pere, qu'icelle Voſtre Sainteté il maintienne & garde longuement au bon Regime, Gouvernement & adminiſtration de noſtre Mere Sainte Egliſe. Ecrit à Paris le 26e jour de May 1585. *Ainſi ſigné*, Voſtre devot fils le Roy de France & de Pologne, HENRY. *Et contreſigné plus bas*, DE NEUFVILLE.

LETTRES PATENTES DU ROY Henry IV. de l'an 1596.

SOMMAIRE.

1. *Ces Lettres furent accordées par S. M. ſur la demande de l'Abbé de Ciſteaux, à l'exemple des Rois ſes prédeceſſeurs pour la confirmation des Privileges donnez par les Papes à l'Ordre de Ciſteaux, & pour la conſervation & reconnoiſſance de l'autorité du Chef & General Superieur d'iceluy ſervant d'ornement à ce Royaume.*
2. *Une partie deſdits Privileges y eſt ſpecifiée, notamment le droit de Viſite dudit Abbé de Ciſteaux dans les Monaſteres dudit Ordre & celuy des autres Superieurs, enſemble le pouvoir qu'ils y ont, comme d'y regler toutes choſes au ſpirituel & au temporel, d'obliger de recouvrer les choſes qui en ont eſté mal alienées, de faire les reparations des baſtimens &c. même de pourvoir de Superieurs & d'autres Officiers dans ceux qui ſont mis en Commende, & de lever les Contributions pour les affaires de l'Ordre.*
3. *Le Roy confirme leſdits Privileges, Bulles des Papes & Lettres Patentes de ſes prédeceſſeurs, après les avoir fait examiner en ſon Conſeil, pour eſtre executez ſelon leur forme & teneur, & ordonne à ſes Parlemens & à tous ſes Officiers d'y tenir la main.*

1. HENRY PAR LA GRACE DE DIEU ROY DE FRANCE ET DE NAVARRE. A tous preſens & à venir Salut. Sçavoir faiſons Nous avoir receu l'humble ſupplication de noſtre Amé & Feal devot Orateur Dom Edme de la Croix Abbé de Ciſteaux General de ſon Ordre, contenant que feüs de bonne memoire les Rois François premier, Henry & François ſeconds, Charles neuviéme & Henry troiſiéme nos tres-honorez Sieurs beaux-peres & freres auroient en confirmant les Privileges donnez aux Abbez dudit Ciſteaux, à ſes quatre filles les Abbez de la Ferté, Pontigny, Clervaux & Morimond & autres Peres Abbez dudit Ordre, par les Papes Pie ſecond, Sixte quatriéme & Innocent huitiéme & leurs ſucceſſeurs, fait pluſieurs beaux Statuts & Ordonnances pour la conſervation & ornement dudit Ordre,

par leſquels entre autres choſes, auroit eſté pour la conſervation & reconnoiſſance de l'authorité du Chef & General Superieur dudit Ordre, ſervant d'ornement à cetuy noſtre Royaume, Ordonné & ſtatué que l'Abbé dudit Ciſteaux comme Chef, General & Superieur dudit Ordre, & les autres Peres Abbez & Commis du Chapitre General ou par iceluy viſiteroient toutes & quantes fois qu'il ſeroit beſoin, tous leſdits Monaſteres, en chacun d'eux introduiroient la ſainte & devote Reformation à ce requiſe & neceſſaire ſelon la Regle & les Conſtitutions & Decrets dudit Ordre., Le tout aux frais & deſpens des Abbez ou Abbeſſes deſdits Monaſteres ſoit Titulaires ou Commendataires; Et que faiſant leſdites viſitations ils ordonneront ce qu'ils connoiſtront eſtre neceſſaire tant pour ce qui concerne le Service Divin, le nombre des Religieux ou Religieuſes en chacun Monaſtere, nourriture, veſtiaire & entretenement d'iceux, tranſlation des perſonnes Regulieres des Monaſteres en autres, continuation des aumoſnes accouſtumées ſoit quotidiennes ou generales, droit d'hoſpitalité, conſervation ou repetition des Titres, Droicts, Calices, joyaux & autres choſes deſquelles l'alienation eſt par diſpoſition de droit interdite, enſemble de la reparation des lieux & édifices tant Reguliers qu'autres; Et auſſi de l'entretenement d'un Precepteur aux jeunes Religieux, du nombre des Religieux aux eſtudes & Colleges dudit Ordre, & generalement tout ce qui concerneroit l'Eſtat Spirituel & Temporel deſdits Monaſteres, circonſtances & dépendances & meſme de pourvoir de Prieurs & Souprieurs & autres Officiers Clauſtraux és Monaſteres qui ſont tenus en Commende, & leur ordonner quelques honneſtes gages outre leur penſion Monaſtique, & ce qui ſeroit neceſſaire pour leurs frais d'aller au Chapitre General quand ils y ſeront appellez; Et en outre auroient permis audit Abbé de Ciſteaux & à ſes ſucceſſeurs de pouvoir par chacun an lever les Contributions accouſtumées pour les affaires dudit Ordre, & qu'à ce faire, ſouffrir & executer ce que deſſus les Abbez Commendataires & tous autres Abbez & Abbeſſes deſdits Monaſteres tant d'hommes que de filles ſeroient contraints par toutes voyes de Juſtice deuës & raiſonnables, nonobſtant oppoſitions ou appellations quelconques pour leſquelles ne ſeroit aucunement differé, meſme par ſaiſie & ſequeſtre du revenu deſdites Abbayes & Monaſteres juſques à ce qu'il euſt eſté entierement ſatisfait à l'Ordonnance deſ-

Réünion des choſes alienées.

Etabliſſement d'Officiers dans les Monaſteres en Commande.

Levée des Contributions pour les beſoins de l'Ordre.

dits Viſiteurs ; & où ils ſeroient refuſants de les recevoir & obeyr à ſes Ordonnances, il pourroit implorer le bras ſeculier & requerir nos Cours de Parlement, Baillifs, Seneſchaux & autres nos Officiers & Magiſtrats pour les aſſiſter & bailler toute ayde & ſecours, & que main-levée ne pourroit eſtre faite des choſes ſaiſies ſans ouyr les Ordinateurs & le Procureur General dudit Ordre, en la Province où ſont aſſis leſdits Monaſteres ainſi qu'il eſt plus à plein porté par leſdits Privileges & Confirmations de noſdits Prédeceſſeurs & Arreſts donnez en conſequence d'iceux, des vingt-neuviéme Juillet mil cinq cens quarante-deux, ſixiéme May mil cinq cens quarante-trois, deuxiéme d'Aouſt mil cinq cens cinquante-ſix, quatorziéme Octobre mil cinq cens cinquante-neuf, vingt-troiſiéme dudit mois d'Octobre mil cinq cens ſoixante-ſix, vingtiéme Janvier mil cinq cens ſoixante & dix-huit : leſquels au moyen des guerres & troubles advenus en cetuy noſtre Royaume, ont eſté aucunement mal gardez & obſervez au préjudice du ſervice de Dieu, décoration des Abbayes & Monaſteres dudit Ordre, dont pourroit advenir plus grand deſordre ſi à noſtre advenement à la Couronne leſdits privileges, authoritez & préémi-
2. nences n'eſtoient par nous confirmez. A CES CAUSES deſirant iceux Privileges, Franchiſes, Libertez, Authoritez & Prééminences ainſi que dit eſt concedez & octroyez audit Abbé de Ciſteaux General dudit Ordre & confirmez par nos prédeceſſeurs Rois, ſortir leur plein & entier effet ſelon leur forme & teneur : Et aprés avoir fait voir en noſtre Conſeil leſdits Privileges, Confirmations & Arreſts cy-attachez ſous le contre-ſeel de noſtre Chancellerie, Iceux de l'Advis de noſtredit Conſeil, Avons Confirmez & Confirmons par ces Preſentes, pour en jouyr & uſer par ledit Suppliant & ſes ſucceſſeurs ſelon leur forme & teneur & tout ainſi que tant luy que ſeſdits prédeceſſeurs en ont cy-devant bien & deuëment jouy & uſé, & qu'il en joüit & uſe encores de preſent.

3. SI DONNONS EN MANDEMENT par ceſdites Preſentes à nos amez & feaux les Gens tenant nos Cours de Parlement de Paris, Tholoſe, Bourdeaux, Rouen, Dijon, Aix & Rennes, & à tous autres nos Baillifs, Seneſchaux & autres nos Juſticiers & Officiers qu'il appartiendra ou leurs Lieutenans, que nos preſentes Confirmations & ceſdites Preſentes ils faſſent lire, publier & enregiſtrer, & de tout le contenu en icelles enſemble

auſdits Privileges, ils faſſent, ſouffrent & laiſſent ledit Suppliant & ſes ſucceſſeurs jouyr & uſer pleinement & paiſiblement ſans ſouffrir ny permettre qu'il y ſoit contrevenu en aucune maniere que ce ſoit : Et pour ce que de Ces Preſentes ledit Suppliant & ſes ſucceſſeurs pourront avoir affaire en pluſieurs lieux, Nous Voulons qu'au *Vidimus* d'icelles fait par l'un de nos amez & feaux Conſeillers Notaires & Secretaires & ſous Seel Royal, Foy ſoit adjouſtée comme au preſent Original : CAR tel eſt noſtre plaiſir. Et afin que ce ſoit choſe ferme & ſtable à tousjours, Nous avons fait mettre noſtre Seel à ceſdites Preſentes, ſauf en autres choſes noſtre droit & l'autry en toutes. Donné à Meaux au mois de Septembre l'An de grace mil cinq cens quatre-vingt-ſeize, Et de noſtre Regne le huitiéme. Signé ſur le reply Par le Roy en ſon Conſeil, BONNET ; & à coſté *Viſa Contentor* BERNARD, & ſeellées ſur lacs de ſoye rouge & verte, en cire verte du grand Seel.

Regiſtrées oüy le Procureur General du Roy pour jouyr par ledit Abbé de Ciſteaux & Peres Viſiteurs dudit Ordre, de l'effet & contenu en icelles comme ils ont cy-devant bien & deuëment jouy & uſé, jouyſſent & uſent encores à preſent. A Paris en Parlement le quatriéme jour de Mars l'an mil cinq cens quatre-vingt dix-ſept. Signé, DU TILLET. *Extrait des Regiſtres des Ordonnances Royaux regiſtrez en Parlement.* Signé, VOISIN.

AUTRES LETTRES PATENTES DU ROY Henry IV. de l'an 1599.

SOMMAIRE.

Sur diverſes plaintes portées au Roy de la mauvaiſe conduite tenuë en divers Monaſteres de Filles de l'Ordre de Ciſteaux par quelques Abbeſſes dans les temps fâcheux des guerres civiles, Sa Majeſté charge par ſes Lettres Patentes ceux qui en ſont les Superieurs nommément l'Abbé de Clairvaux, d'y remedier par leurs Viſites & autrement ; ordonnant d'y faire garder étroitement la Clôture, d'y faire rendre exactement les Comptes des revenus temporels, & en un mot d'y faire toutes ſortes de

bons Reglemens requis & neceſſaires, corriger & reformer les abus &c. en obligeant tous ſes Officiers de Juſtice & autres, Parlements, Baillifs, Seneſchaux &c. de leur donner à cet effet aide & ſecours : leſdites Lettres regiſtrées au Parlement de Paris le 18. Janvier 1599.

HENRY PAR LA GRACE DE DIEU ROY DE FRANCE ET DE NAVARRE : A nos amez & feaux les Gens tenans nos Cours de Parlement, Baillifs, Senéchaux, Prevoſts, & à tous nos autres Juſticiers & Officiers, leurs Lieutenans Generaux & Particuliers, & à chacun d'eux en droit ſoy, ſi comme il
1. appartiendra, Salut. Nous avons reçû pluſieurs plaintes de ce qu'indifferemment toutes Perſonnes entrent & frequentent és Monaſteres de Religieuſes particulierement de l'Ordre de Cîteaux, & que les Abbeſſes & Religieuſes ſortent licencieuſement de leurs Monaſteres & Clôture Reguliere, contre les ſaints Decrets & Statuts dudit Ordre ; & delaiſſans la ſimplicité de leur Profeſſion, portent habits diſſolus & mondains, employent les revenus de leurs Abbayes en vanitez & curioſitez, abuſent même des Penſions de leurs Religieuſes, ſans ſe ſoucier des aumônes ni réparations, ni même d'entretenir nombre competent de Religieuſes, ni de leur pourvoir de vivre, veſtures ſuffiſans ni de ſecours en leurs maladies & autres neceſſitez ; occaſion qu'icelles ſont incitées à familiariſer avec perſonnes ſeculieres pour en tirer des commoditez, dont ſont arrivez pluſieurs inconveniens au grand intereſt de leurs Vœux & Profeſſions & grand ſcandale du Peuple & ſingulierement de leurs parens, deſquels aucuns Nous ont fait entendre les mauvais bruits qui en courent & les regrets qu'ils ont de voir leurs Filles en tels Monaſteres reduites à telles dépredations & deſordres au préjudice de la Police ſpirituelle & temporelle.

2. Et pour ce deſirant à preſent qu'il a plû à Dieu Nous donner la Paix, que leſdites Abbeſſes & Religieuſes qui par leurs Profeſſions ont renoncé au monde & ſe ſont retirées de ſes vanitez pour ſervir & plaire à la Divine Majeſté, ſoient reformées & reduites à leur devoir ; pour pourvoir & remedier à tels abus (comme Protecteur dudit Ordre & Conſervateur des ſaints Decrets) AVONS ENJOINT aux Superieurs & par ces Preſentes Enjoignons nommément à nôtre amé & feal l'Abbé de Clairvaux,

Le Roy Henry IV. ſe dit Proteſteur de l'Ordre de Cîteaux, & en cette qualité pourvoit à ſes beſoins les plus preſ-

de ſoigneuſement luy & ſes Vicaires faire devoir de viſiter, reformer & rétablir les Monaſteres de ſa Juriſdiction qui ſont en cetuy nôtre Royaume, & principalement ceux des Religieuſes ; corriger la vanité des habits & autres curioſitez & excés tant des Abbeſſes que des Religieuſes ; pourvoir qu'elles vivent ſelon leurs Vœux & religieuſe Profeſſion en l'obſervance des Commandemens de Dieu, ſaints Decrets & Statuts dudit Ordre & ſingulierement en la Clôture Reguliere ; leur défendre tres-expreſſément de ſortir de leurs Monaſteres ni d'y introduire aucunes Perſonnes de quelque qualité & condition qu'elles ſoient, ſans la permiſſion expreſſe par écrit dudit Abbé de Clairvaux & autres ayans pouvoir & ce en cas de neceſſité & de droit ſeulement ; de pourvoir auſſi au nombre competent de Religieuſes, à leurs veſtemens & nourritures & neceſſitez, aumônes & reparations des Lieux.

ſans à l'égard des Monaſteres de Religieuſes, obligeant les Superieurs de les regler & reformer.

Et generalement les contraindre à tout ce qui eſt de leur devoir, par tranſlation dans autres Monaſteres & ſuſpenſion de leurs Dignitez Abbatiales & privation d'icelles, leur aſſignant toutefois penſion competente ſelon que ledit Abbé jugera raiſonnable, & autres peines & Cenſures tant des ſaints Decrets que des Statuts dudit Ordre & autres de droit, comme il eſt porté par nos Ordonnances ; & pour les contraindre à entretenir honnêtement leurs Religieuſes, les lieux de leurs Monaſteres & aumônes, affecter ſi beſoin fait, telle partie du temporel qu'il ſera neceſſaire, pour eſtre adminiſtrée par la Prieure & les deux plus anciennes ou telles autres Perſonnes que ledit Abbé & ſes Vicaires jugeront propres à cet effet : Et afin que leſdites Abbeſſes n'y commettent plus d'abus & n'ayent excuſes, rendront au Viſiteur bon & fidele compte de leur entiere adminiſtration par chacun an, ſelon qu'il eſt ordonné par les Conſtitutions dudit Ordre. 3.

Le Pere Abbé peut obliger les Abbeſſes par ſuſpenſion & depoſition & tranſlation dans d'autres Monaſteres, de s'acquitter de leurs devoirs.

Les Abbeſſes ſont obligées & peuvent eſtre contraintes de rendre compte à leurs Peres Abbez & Viſiteurs de leur adminiſtration du temporel.

Et pour ce qu'il pourroit avenir que leſdites Abbeſſes & Religieuſes ne ſe rendront ſi promptement obéïſſantes aux Ordonnances dudit Abbé & de ſes Vicaires comme elles ſont tenuës : NOUS A CES CAUSES deſirant qu'ils puiſſent dûëment exercer leurs Charges ſans difficulté ni empêchemens, Vous Mandons, Commettons & expreſſément Enjoignons faire donner tout confort & aide pour ſe faire obeir en execution des Preſentes & obſervation de leurſdites Ordonnances & Reglemens. 5.

Et pour obvier aux abus qui ſe commettent par l'entrée & 6.

frequentation des Gentilshommes & autres Perſonnes ſeculieres auſdits Monaſteres, Défendons à tous Gentilshommes & à toutes autres Perſonnes de quelque qualité & condition qu'elles ſoient tant d'hommes que de femmes, de plus entrer ni frequenter éſdits Monaſteres, ni de parler aux Religieuſes ſinon ſelon qu'il eſt permis par les Statuts de leur Ordre & en cas de neceſſité & de droit qui ſeront declarées par les Superieures, à peine de cinq cens écus d'amende applicable à l'Hôpital plus proche deſdits Monaſteres, en laquelle les Contrevenans ſeront condamnez par nos Juges, qui en adjugeront un tiers aux Dénonciateurs, nonobſtant toutes Oppoſitions ou Appellations. Et pour ce que ledit Abbé aura beſoin des Preſentes en pluſieurs lieux, Voulons que foy ſoit ajoûtée aux Copies d'icelles collationnées, ſignées & ſeellées par ledit Abbé comme au propre Original; leſquelles ſeront affichées aux portes des Monaſteres avec leurs Ordonnances au deſſous de ceſdites Preſentes ou deſdites Copies : CAR tel eſt nôtre plaiſir. Donné à Paris le onziéme jour de Janvier, l'an de Grace mil cinq cens quatre-vingt dix-neuf, & de nôtre Regne le dixiéme. Signé, HENRY. *Et plus bas*, Par le Roy, POTIER; & ſeellé ſur ſimple queuë en cire jaune du grand Seel. Regiſtrées oüy & conſentant le Procureur General du Roy. A Paris en Parlement le 18. Janvier 1599. Signé, DU TILLET.

LETTRES PATENTES DU ROY Louis XIII. de l'an 1620.

SOMMAIRE.

Sa Majeſté confirme les Privileges de l'Ordre de Ciſteaux ſur la requeſte & priere du Chapitre General, leſquels luy ont eſté accordez par les Papes Martin V. Pie II. Sixte IV. Innocent VIII. & autres Saints Peres, concernant le droit & pouvoir qu'ont les Superieurs dudit Ordre d'en viſiter & reformer les Monaſteres, comme auſſi l'exemption de payer aucunes dixmes ſur les terres qui ſont de leur fondation, dotation & domaine, tant ſur celles qu'ils cultivent par leurs mains que celles qu'ils font labourer par leurs Fermiers & Colons

avec

avec pluſieurs autres droits, privileges & prérogatives plus amplement declarez par leſdites Bulles & Confirmations faites d'icelles par ſes prédeceſſeurs : avec addreſſe deſdites Lettres au Grand Conſeil & injonction à tous ſes Officiers de tenir la main à leur execution.

LOUIS PAR LA GRACE DE DIEU ROY DE FRANCE ET DE NAVARRE : A tous preſens & advenir, Salut. Nous avons receu l'humble ſupplication de nos amez & feaux les Abbez de Ciſteaux, la Ferté, Pontigny, Clairvaux, Morimond & autres Abbez dudit Ordre faiſant le Chapitre General d'iceluy, contenant que par les Privileges à eux accordez par nos ſaincts Peres les Papes Martin V. Pie II. Sixte IV. Innocent VIII. & autres ſaincts Peres, confirmez par nos prédeceſſeurs Roys, pour aucunes bonnes, grandes & ſaintes conſiderations leur a eſté accordé & octroyé pluſieurs beaux Privileges, Statuts & Ordonnances pour le bien & conſervation dudit Ordre, par leſquels (entre autres choſes) auroit eſté Ordonné que le Chef & les Superieurs dudit Ordre & les autres Peres Abbez & Commis du Chapitre General viſiteroient toutes & quantes fois qu'il ſeroit beſoin, tous les Monaſteres d'iceluy Ordre & en chacun d'eux introduiroient & reſtabliroient la ſaincte & devote reformation à ce requiſe & neceſſaire ſelon la Reigle & les Conſtitutions & Decrets dudit Ordre ; comme auſſi l'exemption de payer aucunes diſmes des terres qui ſont de la fondation, dotation & domaine des Abbayes d'iceluy Ordre tant pour celles qu'ils cultivent par leurs mains, que celles qu'ils font labourer par leurs Fermiers & Colons, avec autres droicts, Privileges & prérogatives ainſi qu'il eſt plus amplement declaré par les Bulles de noſdicts ſaincts Peres & confirmations de noſdicts prédeceſſeurs Roys, dont les coppies ſont cy-attachées ſous le Contreſeel de noſtre Chancellerie ; deſquels Privileges & exemptions ils ſont en jouyſſance tant en ceſtuy noſtre Royaume, qu'aux pays eſtrangers, & y ont eſté maintenus & conſervez par pluſieurs Arreſts : & craignans qu'à l'advenir ils y fuſſent troublez s'ils n'avoient nos Lettres de Confirmation. A CES CAUSES deſirans imiter la pieté de nos prédeceſſeurs Roys en la ſpeciale protection qu'ils ont touſiours euë dudit Ordre, & participer à leurs devotes prieres ; Avons de l'advis de noſtre Conſeil par ces Preſentes

ſignées de noſtre main, Continué, Confirmé & Approuvé, Continuons, Confirmons & Approuvons tous leſdits Privileges, franchiſes & exemptions de payer diſmes & autres, ainſi qu'ils ſont plus amplement declarez par leſdites Bulles & Confirmations & tout ainſi que s'ils eſtoient icy ſpecifiez & exprimez par le menu, pour en jouyr par leſdits Suppliants, leurs ſucceſſeurs Abbez & Abbeſſes, Prieurs & Prieures & tous les Monaſteres dudit Ordre ſelon leur forme & teneur, en la meſme forme & maniere qu'ils en ont cy-devant bien & deuëment jouy & uſé, jouyſſent & uſent encores de preſent. Si donnons en Mandement par ces Preſentes à nos amez & feaux les Gens tenans noſtre Grand Conſeil & tous nos autres Juſticiers & Officiers qu'il appartiendra, que nos preſentes Lettres de Confirmation & Declaration, ils faſſent lire, publier & enregiſtrer & de tout le contenu en icelles enſemble deſdits Privileges inſerez auſdites Bulles ils faſſent, ſouffrent & laiſſent jouyr leſdits Suppliants & leurs ſucceſſeurs pleinement & paiſiblement, ſans ſouffrir ny permettre qu'il y ſoit contrevenu en aucune maniere que ce ſoit : Et dautant que de ces Preſentes leſdits Suppliants & leurs ſucceſſeurs pourront avoir affaire en pluſieurs lieux, Nous voulons qu'au *Vidimus* d'icelles fait par l'un de nos amez & feaux Conſeillers Notaires & Secretaires, foy ſoit adjouſtée comme au preſent Original, car tel eſt noſtre plaiſir : en teſmoing de quoy nous avons fait mettre noſtre Seel à ceſdites Preſentes. Donné à Paris au mois de May l'an de grace mil ſix cens vingt, & de noſtre Regne le dixieſme. Signé LOUIS. Et ſur le reply Par le Roy, POTIER. & ſeellées du grand Sceau de cire verte ſur lacs de ſoye rouge & verte ſous le Contreſceau. *Enregiſtrées éz Regiſtres du Grand Conſeil ſuivant l'Arreſt donné en iceluy à Paris le 16e de May* 1620. Signé, MARTINEAU.

AUTRES LETTRES PATENTES DU ROY Louis XIII. de l'an 1621.

SOMMAIRE.

Le Roy ayant écrit & demandé au Chapitre General qui ſe tint à Ciſteaux en l'année 1618. de travailler ſerieuſement à la reforme des Monaſteres de l'Ordre & ſur tout des Religieuſes : Ce Chapitre fit divers Reglemens que Sa Majeſté autoriſa en ordonnant l'execution, entre autres choſes, pour l'éducation des Novices en des Novitiats communs, pour la tranſlation des Religieux en d'autres Monaſteres, & pour la nomination des Abbeſſes Profeſſes & Religieuſes de l'Ordre, d'âge competent, & qui auront eſté élevées regulierement & bien inſtruites : & enfin ordonna que ſes Letres Patentes du mois d'Avril de la même année 1621. ſeroient enregiſtrées au Grand Conſeil, pour eſtre executées ſelon leur forme & teneur.

LOUIS PAR LA GRACE DE DIEU ROY DE FRANCE ET DE NAVARRE : A tous preſens & à venir, Salut. Nos bien amez & feaux les Abbez & Peres Superieurs de l'Ordre de Ciſteaux nous ont fait remontrer que pour ſatisfaire au contenu des Lettres cloſes par nous addreſſées à leur Chapitre General, tendantes afin de les exhorter & encourager à une ſerieuſe reformation de leurs Abbayes de l'un & de l'autre ſexe, & rétablir en ce faiſant l'ancienne ſplendeur & pieté par le moyen de laquelle ledit Ordre s'eſt épandu de cettuy noſtre Royaume où il a pris ſon origine, juſques aux Provinces les plus éloignées : ils auroient jugé neceſſaire audit Chapitre General, d'Ordonner que deſormais pour éviter aux inconveniens qui pourroient arriver de la reception peu conſiderée des Novices & Poſtulans, aucuns ne fuſſent admis ni reçûs à prendre l'habit de leurdit Ordre, qu'ils n'euſſent eſté auparavant examinez par leſdits Peres Superieurs ou leurs députez, ſur toutes les qualitez & conditions requiſes audit eſtat de Religieux & trouvez capables de ſervir Dieu en iceluy, & qu'à cet effet il ſeroit fait choix d'un Monaſtere en

chacune Province, duquel on tranſporteroit les autres Religieux qui ne ſeroient accoûtumez à la même obſervance pour y retirer tous les Novices de la Province & les inſtruire en la Diſcipline Monaſtique juſqu'au temps de leur Profeſſion, aprés laquelle ils ſeroient encore tranſportez en un autre Monaſtere pareillement choiſi pour y demeurer deux ans entiers ſeparez des autres, afin d'y eſtre entretenus & confirmez en l'Obſervance & Diſcipline de leur Noviciat, avec Penſion de ſix-vingt livres payables ſur la Manſe des Religieux des Monaſteres pour leſquels ils auroient eſté reçûs ou deſquels ils ſeroient envoyez.

Et pour le regard des Moniales, leſdits Peres & Abbez nous auroient auſſi fait remontrer que les principaux abus eſtoient arrivez par l'indevotion & libertinage des Abbeſſes, la plus part deſquelles avoient eſté nommées avant l'âge requis pour la Profeſſion, & ſans aucune capacité de gouvernement ; humblement requerant qu'il nous pluſt afin de rétablir l'ancienne Diſcipline éz Monaſteres de l'un & de l'autre ſexe, autoriſer en tant que beſoin ſeroit les Decrets dudit Chapitre General concernans la reception des Novices ; Ordonner que tout ce qui ſeroit fait en conſequence d'iceluy, ſeroit executé nonobſtant oppoſition ou appellation quelconque : & enjoindre à tous nos Officiers d'y tenir la main, & de n'accorder à l'avenir nos Brevets de nomination pour Abbayes de Moniales, à aucunes qui ne fuſſent d'âge competent, Novices inſtruites & élevées en l'Obſervance reguliere, & à la charge qu'auparavant que de prendre poſſeſſion, elles ſeroient tenuës faire ſerment ſolemnel entre les mains deſdits Religieux Superieurs ou de leurs députez, d'obſerver ce qui aura eſté par eux Ordonné pour la reformation entiere de leurs Monaſteres, & ſpecialement de garder & faire garder la cloſture reguliere ſuivant les Conſtitutions Canoniques & Statuts de l'Ordre.

A CES CAUSES deſirant contribuer ce qui eſt de noſtre puiſſance & autorité Royale pour l'établiſſement d'un ſi bon œuvre, De noſtre propre mouvement & par l'avis de noſtre Conſeil où eſtoient aucuns des principaux Prélats & Eccleſiaſtiques qui ſont auprés de nous de ce Royaume, Avons Dit, Statué & Ordonné, Diſons, Statuons & Ordonnons & Nous plaiſt que ce qui a eſté ordonné audit Chapitre General pour la reception des Novices & Poſtulans audit eſtat de Religieux, ſoit executé de point en

point ſelon ſa forme & teneur, ſans qu'il ſoit loiſible aux Abbez Commendataires, Religieux ni aucune perſonne quelcõque d'y contrevenir ; & dautant qu'il ne ſuffit à ceux qui ſe dedient au ſervice de Dieu, ſi on ne pourvoit à ce qu'à l'avenir ils ne ſoient changez & corrompus par le moyen des converſations ſuſpectes, Admoneſtons & neanmoins Enjoignons auſdits Superieurs de faire choix ſelon la reſolution dudit Chapitre General, d'un Monaſtere en chacune Province pour l'eſtabliſſement des Noviciats, & d'autant d'autres Monaſteres qu'il en faudra pour y recevoir non pour deux ans ſeulement mais pour toujours ſi beſoin eſt, ceux qui auront eſté nouvellement reçûs à la Profeſſion où ſeront reconnus de pareille dévotion à la reforme, en ſorte que noſtre intention pour le rétabliſſement de l'ancienne diſcipline & reformation dudit Ordre ſe puiſſe finalement accomplir en tous les Monaſteres, à l'effet de quoy, Voulons & Entendons que leſdits Superieurs chacun en leur endroit, ſoient tenus de tranſporter des Monaſteres à meſure que le nombre des Religieux qui embraſſeront la reformation croiſtra, les autres Religieux qui n'y ſeront accoûtumez, ſans qu'ils ſoient meſlez les uns avec les autres : Et pour la nourriture & entretien des uns & des autres, leſdits Superieurs les pourvoyent de ſix-vingt livres de penſion annuelle ſur les Manſes Conventuelles & par échange des uns pour les autres ; & ce qui ſera ſur ce par eux ordonné, ſera executé nonobſtant oppoſition ou appellation quelconque même comme d'abus.

Et pour les Monaſteres des Religieuſes, Declarons qu'à l'avenir nous n'entendons nommer aucune pour Abbeſſe ou Prieure qui ne ſoit d'âge competent, Profeſſe & inſtruite en l'obſervance Religieuſe, & que celles qui auront eſté pourvûes à noſtre nomination, ne pourront prendre poſſeſſion qu'au préalable elles n'ayent fait ſerment entre les mains deſdits Superieurs ou leurs Commis & députez, d'obſerver les Reglemens & Conſtitutions dudit Ordre, ſpecialement la Clôture reguliere, & tout ce qui auroit eſté par eux ordonné pour l'entiere reformation d'iceluy. SI DONNONS en Mandement par ces Preſentes à nos amez & feaux les Gens tenans noſtre Grand Conſeil & tous nos autres Officiers & Juſticiers qu'il appartiendra, que nos preſentes Lettres ils faſſent lire, publier & enregiſtrer, & de tout le contenu en icelles ils faſſent, ſouffrent & laiſſent leſdits Peres Abbez & Su-

perieurs & leurs ſucceſſeurs, jouir & uſer pleinement & paiſiblement ſans ſouffrir ni permettre qu'il y ſoit contrevenu en aucune maniere que ce ſoit : Et dautant que de ces Preſentes leſdits Supplians & leurs ſucceſſeurs pourront avoir à faire en pluſieurs lieux, Nous Voulons qu'au *Vidimus* d'icelles fait par l'un de nos amez & feaux Conſeillers Notaires & Secretaires, foy ſoit ajoûtée comme aux preſentes Originales : CAR tel eſt nôtre plaiſir. En témoin de quoy nous avons fait mettre noſtre Seel à ceſdites Preſentes. Donné à Fontainebleau au mois d'Avril, l'an de Grace mil ſix cens vingt-un, & de noſtre Regne le onziéme. Signé, LOUIS. & ſur le reply, Par le Roy, POTIER, Viſa, CONTENTOR. BERNARD. *Enregiſtrées aux Regiſtres du Grand Conſeil du Roy ſuivant l'Arreſt donné en iceluy à Paris Ce jourd'huy ſeiziéme Decembre* 1621. Signé, MARTINEAU.

LETTRES PATENTES DU ROY de l'an 1658.

SOMMAIRE.

Le Roy ordonne que tous les Livres & Ouvrages qui ont eſté & ſeront à l'avenir compoſez par les Abbez & Religieux de l'Ordre de Ciſteaux, ſeront examinez par l'Abbé de Ciſteaux & ſes ſucceſſeurs avant que d'eſtre imprimez & mis en lumiere, avec tres-expreſſes défenſes à tous Imprimeurs & Libraires & à toutes autres perſonnes d'imprimer ou faire imprimer ni expoſer en vente aucun deſdits Ouvrages ſans ſa permiſſion ou du Chapitre General dudit Ordre.

LOUIS PAR LA GRACE DE DIEU ROY DE FRANCE ET DE NAVARRE, A tous preſens & à venir, Salut : Noſtre amé & feal Conſeiller en nos Conſeils & en noſtre Cour de Parlement de Dijon, Dom Claude Vauſſin Docteur en Theologie Abbé Chef & Superieur General de l'Ordre de Ciſteaux Nous a fait remonſtrer qu'il eſt important au bien du public & à l'honneur & reputation dudit Ordre de Ciſteaux, de ne pas ſouffrir que les Livres compoſez par les Abbez & Religieux dudit

Ordre soient imprimez & mis en lumiere sans son examen & sa permission ou celle du Chapitre General du mesme Ordre, ainsi qu'il est practiqué dans tous les Ordres & les Religions où la discipline reguliere est en vigueur : Et neantmoins il se trouve tous les jours parmy une si grande multitude de Religieux (dont ledit Ordre est composé) des esprits assez hardis pour entreprendre de mettre au jour des Ouvrages qui ne le meritent pas : ce qui n'arriveroit point s'ils passoient par la censure de l'Exposant, lequel par sa dignité est obligé de maintenir & conserver l'honneur dans son Ordre comme en estant le Chef, Nous requerant luy vouloir sur ce pourvoir par nos Lettres à ce necessaires. A CES CAUSES voulant empêcher à l'advenir ces abus qui pourroient estre de tres-pernicieuse consequence, Nous de nos grace speciale, pleine puissance & authorité Royale & par ces Presentes signées de nostre main, Voulons & Nous plaist que tous les Livres & ouvrages, qui ont esté & seront à l'advenir composez par les Abbez & Religieux dudit Ordre de Cisteaux, soient examinez par l'Exposant ou ses successeurs en ladite Abbaye, auparavant que d'estre imprimez & mis en lumiere ; Et à cet effect deffendons tres-expressément à tous Imprimeurs & Libraires & à toutes autres personnes de quelque qualité & condition qu'elles soient, d'imprimer ou faire imprimer ny d'exposer en vente à l'avenir dans nostre Royaume aucuns Livres ou Ouvrages composez par aucun des Abbez & Religieux dudit Ordre de Cisteaux, sans la permission de l'Exposant & de ses successeurs en ladite Abbaye, ou du Chapitre General dudit Ordre, à peine de confiscation des Exemplaires & de quinze cent livres d'amende contre chacun des contrevenans, applicables à l'Hospital General de nostre bonne Ville de Paris. SI DONNONS en mandement à nos amez & feaux Conseillers les Gens tenans nostre Grand Conseil, que du contenu en ces Presentes, ils fassent jouir & user l'Exposant & ses successeurs en ladite Abbaye, pleinement, paisiblement & perpetuellement, cessant & faisant cesser tous troubles & empeschemens, nonobstant les permissions d'imprimer qui pourroient estre obtenuës de Nous, & autres choses à ce contraires ausquelles Nous avons dérogé & dérogeons par ces Presentes : Car tel est nostre plaisir. Et afin que ce soit chose ferme & stable à toûjours, Nous avons fait mettre nostre Seel à ces Presentes, sauf en autre chose nostre droit & l'autruy en toutes. Donné à Lyon au mois de Decembre l'an de

grace mil ſix cent cinquante-huict & de noſtre Regne le ſeiziéme. Signé LOUIS. Et à coſté Viſa : Et plus bas, Par le Roy, ſigné, LE TELLIER. *Enregiſtré és Regiſtres du Grand Conſeil du Roy ſuivant l'Arreſt, ce jourd'huy donné à Paris le 30. Janvier 1659.* Signé HERBIN.

ARREST DU CONSEIL D'ESTAT du 14. Juillet 1666. pour la Reception & l'execution du Bref du Pape Alexandre VII. de 1666.

SOMMAIRE.

Le Roy aprés avoir renvoyé par pluſieurs Arreſts de ſon Conſeil au Saint Siege à terminer & juger les differends qui eſtoient depuis 40. ans entre la Commune & l'Etroite Obſervance de l'Ordre de Ciſteaux ſur pluſieurs points concernant ſa diſcipline & ſon obſervance, & le Pape Alexandre VII. les ayant décidez, & fait preſenter ſon Bref à Sa Majeſté par ſon Nonce, elle jugea tout ce qui eſtoit pendant devant elle, Appellations comme d'abus &c. & ordonna par cet Arreſt l'execution dudit Bref.

VEU par le Roy eſtant en ſon Conſeil, le Bref de Noſtre Saint Pere le Pape du dix-neuf Avril dernier, preſenté par ſon Nonce à Sa Majeſté, Contenant le Reglement fait, Parties ouyës par Sa Sainteté pour la Reformation generale de l'Ordre de Ciſteaux & la déciſion des differends qui eſtoient entre les Abbez & Religieux dudit Ordre de la commune Obſervance d'une part & de l'étroite Obſervance d'autre part. Autre Bref d'iceluy du 10. Novembre 1657. par lequel il déclare qu'il approuve l'uſage des viandes dont le Chapitre General de l'Ordre par autorité Apoſtolique avoit depuis long-temps diſpenſé les Religieux trois jours de chaque ſemaine, & que le long uſage avoit reçû & établi ; même en tant que de beſoin, accorde de nouveau ledit uſage des viandes, nonobſtant toutes Conſtitutions, Ordonnances, Statuts, Privileges & Lettres à ce contraires.

Autre

Autre Bref du 8. Mars 1660. par lequel Sa Sainteté declare tous Contrats, Tranſactions & Concordats faits pour l'introduction de ceux de l'étroite és Maiſons de la commune Obſervance, moyennant Penſions créées au profit d'aucuns Profés Religieux de ladite commune Obſervance & autres conditions illicites, nulles & invalides avec défenſes d'en faire de ſemblables, ſous peine d'excommunication & autres y contenuës. Autre Bref du 2. Juillet 1661. obtenu par les Suiſſes, par lequel Sa Sainteté annulle & circonſcrit certaines Sentences émanées du Sieur Cardinal de la Rochefoucaut des 27. Juillet 1634. & 20. Aouſt 1635. Arreſt du Parlement de Paris du 3. Juillet 1660. par lequel leſdites Sentences dudit Sieur Cardinal de la Rochefoucaut ſont confirmées pour la pluſpart des Chefs y contenus. Requeſte preſentée à Sa Majeſté par Dom Pierre Wiart Procureur General dudit Ordre & Dom Jean Tedenat Commiſſaire député par ledit Chapitre General, aux fins de caſſation dudit Arreſt. Ordre de Sa Majeſté du 12. Novembre audit an, de mettre ladite Requeſte entre les mains du Sieur Poncet Conſeiller en ſes Conſeils & Maiſtre des Requeſtes ordinaires de ſon Hoſtel, pour aprés en avoir communiqué à M. le Chancelier & aux Sieurs Archevêques de Toulouſe, Evêques de Chartres, de Coûtances l'ancien, de Rhodés & de Montpellier, aux Sieurs d'Ormeſſon de la Potterie, de Machaut, d'Aligre & d'Eſtampes Conſeillers ordinaires de ſondit Conſeil & Commiſſaires à ce députez, pour en eſtre fait rapport à ſa Perſonne par ledit Sieur Poncet conjointement avec leſdits Sieurs Commiſſaires, & eſtre fait droit aux Parties ainſi que de raiſon. Arreſt du Conſeil d'Etat du 30. Decembre enſuivant, rendu ſur Requeſte deſdits Procureur General & Commiſſaire député par ledit Chapitre General dudit Ordre de Cîteaux, par lequel avant faire droit ſur ladite Requeſte, Sa Majeſté auroit ordonné icelle eſtre communiquée aux Parties adverſes pour y donner leurs réponſes dans trois jours, autrement & à faute de ce faire dans ledit temps & iceluy paſſé, ſeroit fait droit ſur les fins & demandes d'icelle ainſi qu'il appartiendroit, & cependant ſurſis tant à l'execution dudit Arreſt du 3. Juillet 1660. qu'à toutes pourſuites audit Parlement ; & où il ſe trouveroit aucunes ſaiſies faites en vertu dudit Arreſt, Sa Majeſté leur en auroit fait mainlevée à leur caution juratoire. Autre Arreſt du Conſeil d'Etat du 18. Juin 1661. rendu ſur Requeſtes reſpecti-

ves des Parties, par lequel Sa Majeſté leur auroit permis de ſe retirer, ſi bon leur ſembloit, pardevers Sa Sainteté pour leur eſtre pourvû, & cependant ordonné que ledit Arreſt du Parlement du 3. Juillet 1660. ſeroit executé ſelon ſa forme & teneur. Acte en Latin du 23. Aouſt audit an 1661. paſſé pardevant Horry & Mouſſinot Notaires Apoſtoliques à Paris, par lequel leſdits Wiart & Tedenat auroient declaré auſdits Abſtinens qu'ils ſe retireroient vers Sa Sainteté, conformément audit Arreſt du Conſeil du 18. Juin, pour demander Reglement à Sa Sainteté ſur les points contentieux entre les Parties, & l'intention d'icelle touchant l'Obſervance à garder dans ledit Ordre. Signification dudit Acte auſdits Abſtinens le 27. dudit mois d'Aouſt. Autre Acte de Signification & Sommation faite aux mêmes fins auſdits Abſtinens le 21. Novembre de ladite année, contenant en outre que ledit Sieur Abbé de Ciſteaux General de l'Ordre s'eſtoit acheminé vers Sa Sainteté. Bref délegatoire dudit jour 21. Novembre 1661. adreſſé par Sa Sainteté aux Sieurs Evêques d'Aleth, de Pamiers & de Xaintes ou à leurs Officiaux, pour juger ſommairement leſdites appellations interjettées à Sa Sainteté par leſdits Procureur General & Commiſſaire député par ledit Chapitre General, circonſtances & dépendances, même traiter l'affaire principale. Bref revocatoire du 5. Decembre audit an, par lequel Sa Sainteté auroit mandé auſdits Sieurs Evêques d'Aleth, de Pamiers & de Xaintes ou à leurs Officiaux, s'ils avoient pris connoiſſance de ladite cauſe, qu'ils euſſent à ne plus proceder; & ſi elle eſtoit entiere, à la laiſſer en l'état qu'elle auroit pû eſtre ſi leſdites Lettres delegatoires n'avoient point eſté émanées de Sa Sainteté. Copie de Lettres de relief d'appel comme d'abus du 4. Janvier 1662. obtenuës par leſdits Religieux de l'étroite Obſervance dudit Ordre de Ciſteaux en la petite Chancellerie dudit Parlement de Paris, aux fins d'aſſigner audit Parlement ledit Tedenat Commiſſaire General dudit Ordre, tant pour luy que pour Dom Jean Malgoirez Procureur General en Cour de Rome, & tous autres qu'il appartiendroit, pour y proceder ſur l'appel qu'ils interjettoient de l'execution dudit Bref du 5. Decembre 1661. & d'autre Bref du 2. Juillet audit an, y mentionné, & de tout ce qui avoit eſté fait & pouvoit eſtre fait en conſequence, même de tout ce qui pouvoit eſtre fait au préjudice dudit appel comme d'abus; au bas de laquelle copie eſt autre

copie de la ſignification faite deſdites Lettres, & de l'aſſignation donnée en conſequence audit Tedenat audit nom le 11. dudit mois de Janvier. Bref du 16. dudit mois de Janvier 1662. par lequel Sa Sainteté auroit évoqué à ſoy tous les differends des Parties concernans la reformation dudit Ordre, & ordonné à l'Abbé de Ciſteaux General d'iceluy d'avertir les Perſonnes notables dudit Ordre, d'envoyer à la Congregation députée par Sa Sainteté les Articles & Mémoires concernans la reformation qu'elle avoit réſolu de faire dudit Ordre, & cependant auroit ordonné que les Brefs d'elle émanez les 8. Mars 1660. & 2. Juillet 1661. ſeroient executez ſelon leur forme & teneur, avec commandement à toutes Perſonnes dudit Ordre de les obſerver, ſous peine d'excommunication à encourir de fait par les contrevenans, & de laquelle ils ne pourroient eſtre abſous hors le cas de mort, que par Sa Sainteté même ou ſes ſucceſſeurs. Arreſt du Conſeil d'Eſtat du 3. May audit an 1662. rendu ſur Requeſte deſdits Procureur General & Commiſſaire député par ledit Chapitre General dudit Ordre de Ciſteaux, tendante à ce qu'il plût à Sa Majeſté leur octroyer ſa protection Royale pour l'execution dudit Bref du ſeize Janvier; & en ce faiſant, ordonner que nonobſtant leſdites appellations comme d'abus, éſquelles ils n'eſtoient point Parties, ni autres oppoſitions ou appellations quelconques faites ou à faire, ledit Bref ſeroit executé ſelon ſa forme & teneur dans les Royaumes, Etats & Pays de l'obéiſſance de Sa Majeſté, & à cette fin faire défenſes auſdits Abſtinens de ſe pourvoir pour raiſon de ce que deſſus audit Parlement de Paris, ni ailleurs que pardevant Sa Sainteté, & audit Parlement & à tous autres Juges d'en prendre connoiſſance, juſqu'à ce qu'autrement par Sa Majeſté il en ait eſté ordonné: Par lequel Sadite Majeſté auroit ordonné que dans huitaine pour tous délais les Abſtinens donneroient leurs Réponſes ſur ladite Requeſte, qui leur ſeroit à cette fin communiquée, & remettroient leurs Pieces pardevers les Sieurs Benard de Rezé & l'Allemant, Commiſſaires à ce députez par Sa Majeſté, pour à leur rapport eſtre fait droit aux Parties, ainſi qu'il appartiendra; & cependant Sa Majeſté auroit fait défenſes audit Parlement & à tous autres Juges d'en prendre connoiſſance, ni de faire aucunes pourſuites & proceder à l'inſtruction & jugement deſdites appellations comme d'abus, & d'en recevoir aucunes à l'avenir

touchant ce qui auroit eſté ordonné par Sa Sainteté ſur ladite reformation generale dudit Ordre, juſqu'à ce que par Sa Majeſté autrement en eût eſté ordonné, à peine de nullité, caſſation de Procedures & Jugemens qui pouvoient ſur ce intervenir. Autre Arreſt du Conſeil d'Etat, Sa Majeſté y eſtant, du 26. Avril 1664. par lequel Sa Majeſté voulant terminer les Procés & differends qui eſtoient entre leſdites Parties, auroit ordonné que leſdits Sieurs Benard de Rezé & de Fieubet communiqueroient des Requeſtes, Procés & differends deſdites Parties, aux Sieurs Archevêque de Paris, Evêques de Rennes l'ancien, de Chartres & de Séez; & aux Sieurs d'Ormeſſon, de Machaut, d'Aligre, de Seve, & Doyen de Noſtre-Dame, Conſeillers ordinaires és Conſeils de Sadite Majeſté, & au Pere Annat, Commiſſaires députez à cet effet en preſence de M. le Chancelier, pour à leur rapport eſtre fait droit par Sa Majeſté ſur leſdites conteſtations & differends, ainſi qu'il appartiendroit par raiſon. Signification faite dudit Arreſt eſtant au dos d'iceluy du vingt-huit dudit mois d'Avril. Imprimé d'autre Arreſt du Conſeil d'Etat du trois Juillet audit an 1664. Sa Majeſté y eſtant, ſur Requeſtes reſpectives des Parties, au rapport deſdits Sieurs Benard de Rezé & de Fieubet qui en auroient communiqué auſdits Sieurs Commiſſaires, par lequel Sa Majeſté auroit évoqué à ſoy & à ſa Perſonne leſdites appellations comme d'abus, & fait défenſes audit Parlement d'en connoiſtre; & avant faire droit ſur icelles appellations comme d'abus, ordonné que l'Abbé de Ciſteaux General dudit Ordre nommeroit, ſi fait n'avoit eſté, ſuivant le Bref de Sa Sainteté, des principaux Religieux de l'Ordre, tant de l'ancienne Obſervance que des Abſtinens, pour envoyer leurs Memoires & avis à Sa Sainteté ſur la reformation generale dudit Ordre de Ciſteaux, pour eſtre pourvû ainſi que de raiſon; & cependant auroit ſurſis l'execution dudit Arreſt du Parlement du trois Juillet 1660. enſemble de l'Arreſt du Conſeil du 18. Juin 1661. & fait tres-expreſſes inhibitions & défenſes à l'Abbé de Prieres & tous autres de les mettre à execution à peine de nullité, caſſation de Procedures & de tout ce qui pouvoit eſtre enſuivi, toutes choſes demeurant en état, ſans qu'il fût rien innové à ce qui avoit eſté juſqu'alors executé en vertu dudit Arreſt du Parlement, juſqu'à ce que par Sa Majeſté en eût eſté autrement ordonné, en ſuite

duquel eſt copie de l'Exploit de Signification faite dudit Arreſt le dix-ſept dudit mois de Juillet à Dom Julien Paris Abbé de Foucarmont, Dom Pierre Gaultier Abbé du Pin, Dom Michel Herman Docteur en Theologie & Profeſſeur en icelle au College des Bernardins, & à Dom Jean Joûaud Abbé de Prieres, tant pour luy que pour les autres Religieux dudit Ordre vivans en l'abſtinence de viande, à ce qu'ils euſſent à y obéïr. Autre Imprimé d'autre Arreſt du Conſeil du 11. Decembre 1665. rendu ſur Requeſte des Abbez, Prieurs & Religieux de ladite étroite Obſervance, portant conformément à celuy dudit Conſeil du trois Juillet 1664. que dans les Abbayes & Monaſteres dudit Ordre de Ciſteaux, toutes choſes demeureroient au même état qu'elles eſtoient lors & au temps dudit Arreſt, avec défenſes aux Abbez & Superieurs deſdits Monaſteres de la commune Obſervance, leſquels lors dudit Arreſt du trois Juillet 1660. ne recevoient aucuns Religieux à l'habit & profeſſion, d'en recevoir à l'avenir juſqu'à ce qu'autrement en eût eſté ordonné.

Oüy ledit Abbé de Prieres pardevant M. le Chancelier & les Commiſſaires à ce députez par Sa Majeſté, ſur la communication donnée dudit Bref, & depuis oüy le rapport fait à la Perſonne de Sa Majeſté en ſon Conſeil par ledit Sieur Poncet Conſeiller ordinaire en ſes Conſeils auſſi Commiſſaire à ce député; Et tout conſideré : SA MAJESTE' ESTANT EN SON CONSEIL, ſans avoir égard auſdits Arreſts tant dudit Parlement de Paris du trois Juillet 1660. en ce qu'il peut eſtre contraire audit Bref, que du Conſeil du 18. Juin 1661. & 11. Decembre 1665. ni pareillement auſdites appellations comme d'abus, a Ordonné & Ordonne que le ſuſdit Bref de Sa Sainteté du 19. Avril dernier, ſera executé ſelon ſa forme & teneur. Enjoint à tous les Abbez & Religieux preſens & à venir dudit Ordre, tant de la commune que de l'étroite Obſervance, d'y obéïr ponctuellement, leur faiſant tres-expreſſes inhibitions & défenſes d'y contrevenir, ni de ſe pourvoir contre iceluy en quelque ſorte & maniere que ce ſoit, à la reſerve de ce qui concerne les Concordats mentionnez audit Bref qui auront leur effet, à la charge que les Penſions ſtipulées par iceux pour les Religieux particuliers de ladite commune Obſervance, ſeront payées aux Celleriers des Monaſteres éſquels leſdits Reli-

gieux de la commune Obſervance ſont ou ſeront établis par leurs Superieurs pour y vivre en Communauté, conformément audit Bref ; lequel enſemble le preſent Arreſt, Sa Majeſté Ordonne eſtre enregiſtrez en ſon Grand Conſeil à la diligence de ſon Procureur General, nonobſtant oppoſitions ou appellations quelconques, & qu'à cet effet toutes Lettres Patentes neceſſaires ſeront expediées, ſous le contreſcel deſquelles ledit Bref & le preſent Arreſt ſeront attachez, pour aprés ledit enregiſtrement, eſtre le tout ſignifié à la diligence dudit Procureur General de Sa Majeſté auſdits Wiart & Tedenat és qualitez ſuſdites, pour tous les Abbez & Religieux tant de l'une que de l'autre Obſervance dudit Ordre, auſquels leſdits Wiart & Tedenat le feront ſçavoir inceſſamment ; aprés laquelle Signification ledit Bref de Sa Sainteté, preſent Arreſt & Lettres Patentes ſeront délivrées par ledit Procureur General de Sa Majeſté audit General de Ciſteaux, pour eſtre gardez és Archives de ladite Abbaye, & y avoir recours quand beſoin ſera : Et en conſequence Sa Majeſté A évoqué & évoque à ſoy & à ſondit Conſeil, tous & chacuns les differends qui pourroient naître cy-aprés concernans l'execution dudit Bref de Sa Sainteté & contraventions à iceluy ; & iceux, circonſtances & dépendances a Renvoyé & Renvoye en ſondit Grand Conſeil auquel Sa Majeſté en a attribué toute Cour, Juriſdiction & connoiſſance, & icelle interdite à toutes autres Cours & Juriſdictions. Fait au Conſeil d'Etat du Roy, Sa Majeſté y eſtant, tenu à Fontainebleau le quatorziéme jour de Juillet mil ſix cens ſoixante-ſix. Signé, DE LYONNE. Et plus bas eſt écrit : *Enregiſtré és Regiſtres du Grand Conſeil du Roy, ſuivant l'Arreſt ce jourd'huy donné en iceluy à Paris le 6. Aouſt 1666.* Signé, HERBIN.

LETTRES PATENTES DU ROY de 1666. ſur le Bref du Pape Alexandre VII.

SOMMAIRE.

Le Roy ayant ordonné par ſon Arreſt contradictoire du 14. Juillet 1666. que l'on vient de rapporter, l'execution dudit Bref, l'autoriſa auſſi de ſes Lettres Patentes qu'il addreſſa à ſon Grand Conſeil pour eſtre enregiſtré en ſon Greffe, avec attribution de juriſdiction pour le faire executer, d'autant plus, dit-il, que cet Ordre eſtant ſous ſa protection ſpeciale, Sa Majeſté ſe croit obligée de pourvoir aux plaintes d'une infinité de Monaſteres qui ſont répandus par toute l'Europe dans les Etats les plus conſiderables d'icelle ſous la direction & dépendance du General de Ciſteaux.

LOUIS PAR LA GRACE DE DIEU ROY DE FRANCE ET DE NAVARRE : A nos amez & feaux les Gens tenans noſtre Grand Conſeil, SALUT. Les Procés & differends ſurvenus dans l'Ordre de Ciſteaux ayant troublé ſon repos depuis quarante ans ſur une involution de Procedures portées en differentes Cours & Juriſdictions, Nous avons crû n'y devoir pas moins noſtre application & nos ſoins qu'aux autres grandes & importantes affaires de noſtre Royaume ; d'autant plus que cet Ordre eſtant ſous noſtre protection ſpéciale & particuliere, nous ſommes obligez de pourvoir aux plaintes non ſeulement des Monaſteres ſituez dans noſtre Royaume, mais encore d'un nombre infini de Convens qui ſont répandus par toute l'Europe dans les Etats les plus conſiderables d'icelle, ſous la direction & dépendance du General de Ciſteaux. Et comme l'uniformité eſt un moyen neceſſaire pour le maintien d'icelle, & conſervation de noſtre autorité en iceluy, Nous avons recherché les moyens que nous avons jugez plus convenables pour empêcher la diviſion qui commençoit d'y faire progrés, enſemble rétablir la diſcipline reguliere & l'obéïſſance dûë au Chef. Pour cet effet nous avons cy-devant reçû les plaintes à Nous faites par le Procureur Ge-

neral de l'Ordre & par le Commiſſaire du Chapitre General, touchant certain Arreſt de noſtre Parlement de Paris qui confirmoit une Congregation & un Vicaire General pour la direction d'icelle ordonnée par deux Sentences du feu Cardinal de la Rochefoucaut Commiſſaire délegué du Saint Siege, deſtructives de l'autorité & juriſdiction du General : Comme pareillement nous aurions évoqué à Nous & à noſtre Conſeil les appellations comme d'abus qui avoient eſté portées en noſtredit Parlement : Ainſi tenant ſous noſtre main tout ce qui pouvoit dépendre de noſtre autorité Royale en cette affaire, Nous aurions ſurſis d'y faire droit juſqu'à ce que par noſtre Saint Pere le Pape, Juge legitime du fond deſdites conteſtations, en eût eſté ordonné. Depuis lequel temps le General dudit Ordre s'eſtant tranſporté à Rome ainſi que d'autre part aucuns Abbez de l'étroite Obſervance, Sa Sainteté Parties ouyës, auroit terminé les differends & fait un Reglement tant pour l'Uniformité de tous les Convens de l'Ordre, à la reſerve de trois jours d'abſtinence, que pour la ſubordination au General, par un Bref du dix-neuf Avril dernier qu'elle nous auroit fait preſenter par ſon Nonce reſidant prés noſtre Perſonne, lequel ayant fait voir en noſtre Conſeil, Nous aurions jugé & terminé l'Inſtance qui y eſtoit pendante en caſſation dudit Arreſt du Parlement de Paris du 3. Juillet 1660. & d'autres en conſequence, enſemble les ſuſdites appellations comme d'abus, par Arreſt rendu ce jourd'huy en noſtredit Conſeil, Nous y eſtant ; & enſuite ordonné que ledit Bref ſeroit executé ſelon ſa forme & teneur, fors en ce qui concerne les Concordats, leſquels quoique caſſez & annullez par un autre Bref du 8. Mars 1661. confirmé par le dernier Bref, Nous voulons & entendons demeurer en leur force & vertu, à la charge que les Penſions conformément audit Bref ſeront portées és mains du Cellerier du Convent où ſera le Religieux au profit duquel elles ont eſté ſtipulées, pour y vivre en Communauté, ainſi que plus amplement il eſt porté par noſtredit Arreſt cy-attaché avec ledit Bref, ſous le contreſcel de noſtre Chancellerie. A CES CAUSES, de l'Avis de noſtre Conſeil, Nous vous Mandons par ces Preſentes ſignées de noſtre main, qu'à la diligence de noſtre Procureur General audit Grand Conſeil, vous ayez toutes affaires ceſſantes, & nonobſtant oppoſitions ou appellations quelconques auſquelles vous n'aurez aucun égard, à faire enregiſtrer dans vos Regiſtres le ſuſdit Bref du dix-

neuf

neuf Avril dernier & l'Arreſt de noſtredit Conſeil du quatorze du preſent mois, pour eſtre executez à l'avenir ſelon leur forme & teneur, ſans ſouffrir qu'il y ſoit contrevenu en quelque ſorte & maniere que ce ſoit ; & ledit enregiſtrement fait, le tout ſera ſignifié à la diligence de noſtredit Procureur General, à Dom Pierre Wiart Procureur General dudit Ordre & à Dom Jean Tedenat Commiſſaire député par le Chapitre General pour les affaires d'iceluy, pour tous les Abbez & Religieux de l'une & de l'autre Obſervance, auſquels leſdits Wiart & Tedenat le feront ſçavoir inceſſamment ; & ſeront enſuite leſdits Brefs, Arreſt de noſtre Conſeil, Lettres Patentes & Arreſt d'enregiſtrement, délivrez par noſtredit Procureur General au General de Ciſteaux, pour eſtre gardez és Archives de ladite Abbaye & y avoir recours quand beſoin ſera. Et en conſequence, Nous avons de noſtre certaine ſcience, pleine puiſſance & autorité Royale, Evoqué & Evoquons à Nous & à noſtre Conſeil, tous & un chacun les differends qui pourroient naître cy-aprés, concernant l'execution dudit Bref de Sa Sainteté & les contraventions à iceluy ; & iceux, circonſtances & dépendances Avons Renvoyé & Renvoyons pardevant vous, vous en attribuant à cet effet toute Cour, Juriſdiction & connoiſſance, icelles interdites à toutes nos autres Cours & Juges. Et parce que leſdits Brefs, Arreſt & Lettres ſeront neceſſaires en pluſieurs lieux, Voulons qu'aux copies qui ſeront collationnées par un de nos amez & feaux Conſeillers & Secretaires, foy ſoit ajoûtée comme aux Originaux. Mandons & Commandons à tous Huiſſiers & Sergens Royaux, faire pour l'execution des Preſentes tous Exploits de Significations, Commandemens, Sommations, Aſſignations, Cours & autres Actes requis & neceſſaires, ſans pour ce demander autre permiſſion, nonobſtant clameur de Haro, Chartre Normande, Priſe à Partie & autres Lettres à ce contraires : CAR TEL EST NOSTRE PLAISIR. Donné à Fontainebleau le quatorziéme jour de Juillet l'an de grace mil ſix cens ſoixante-ſix, & de noſtre Regne le vingt-quatriéme. Signé, LOUIS. Et plus bas : Par le Roy, DE LYONNE. Et ſcellé du grand Sceau de cire jaune. *Enregiſtrées és Regiſtres du Grand Conſeil du Roy, ſuivant l'Arreſt ce jourd'huy donné en iceluy à Paris le 6. Aouſt 1666.* Signé, HERBIN.

ARREST DU CONSEIL D'ESTAT du 1. Avril 1680. concernant la promotion aux Degrez de la Faculté de Theologie.

SOMMAIRE.

On ne donne cet Arreſt que par Extrait parce qu'il n'eſt que par Proviſion ; comme il doit neanmoins ſervir de Reglement en attendant une entiere déciſion, on a crû devoir le rapporter icy.

Il fut rendu au ſujet d'un trouble qui fut fait à la poſſeſſion où eſtoit de tout temps l'Abbé de Ciſteaux de donner comme une choſe neceſſaire à tous les Religieux de l'Ordre, ſa permiſſion de prendre les Degrez de Bachelier & de Docteur en la Faculté de Theologie de Paris ; il y eut oppoſition de la part des quatre premiers Abbez de l'Ordre au ſujet d'un Religieux Profés de l'Abbaye de Clairvaux, qui voulut paſſer ſans cette permiſſion ; l'Abbé de Ciſteaux porta l'affaire devant Meſſieurs les Commiſſaires que Sa Majeſté avoit nommez pour juger tous les differends qui eſtoient dans l'Ordre concernant leur juriſdiction ; de ſorte que ſur leur Avis elle rendit cet Arreſt proviſionel qui fut ſignifié au Proviſeur du College de Saint Bernard de Paris à la requeſte deſdits quatre premiers Abbez le 9. dudit mois d'Avril 1680. par Boiſcourſon Huiſſier en la grande Chancellerie.

VEu par le Roy eſtant en ſon Conſeil, les Requeſtes reſpectivement preſentées en iceluy ; La premiere par l'Abbé Chef & Superieur General de l'Ordre de Ciſteaux ; Et la ſeconde par les Abbez de la Ferté, Pontigny, Clairvaux & Morimond. Celle dudit Sieur Abbé General contenant que dans l'Inſtance qui eſt pendante & preſte à juger devant Sa Majeſté entre le Suppliant & les Sieurs Abbez de ſes quatre premieres Filles, au ſujet du Gouvernement du College de Saint Bernard de cette Ville de Paris, & du droit de permettre aux Religieux dudit Ordre, la promotion aux Degrez de Theologie, leſdits Sieurs quatre premiers Abbez voyant qu'ils n'ont aucun fondement de pretendre ce droit,

cherchent par des voyes indirectes tous les moyens de l'oſter au Suppliant, quoiqu'il luy ſoit acquis par les Bulles des Papes, les Statuts dudit Ordre, les Decrets de la Faculté, & par l'uſage pratiqué de tout temps ſans aucune diſcontinuation &c. A CES CAUSES & attendu que par les Pieces qui ſont produites en ladite Inſtance, il paroiſt clairement que le droit dont eſt queſtion eſt reſervé audit Sieur Abbé de Ciſteaux, par les Bulles des Papes, les Statuts dudit Ordre, & les Decrets de ladite Faculté ; que leſdits Sieurs quatre premiers Abbez n'ont aucun fondement de le prétendre, & ne l'ont jamais prétendu, & que l'uſage eſt conſtant en faveur de l'Abbé de Ciſteaux, par les Patentes qu'il a toûjours données & qu'il rapporte, par les Lettres qui luy ont eſté écrites & les Requeſtes que luy ont preſenté à cet effet les Religieux dudit Ordre indifferemment de toutes les Filiations, & par les Certificats des Officiers de ladite Faculté, Requeroit le Suppliant qu'il plût à Sa Majeſté faire défenſe audit Sieur Abbé de Clairvaux & tous autres, de paſſer outre, de rien innover au préjudice de ladite Inſtance, & de ſe pourvoir pour raiſon de ce, ailleurs que pardevant Sa Majeſté ; & cependant ordonner que conformément à l'uſage, aucun Religieux dudit Ordre ne ſe preſentera à ladite Faculté pour y prendre les Degrez de Bachelier & de Docteur, qu'il n'ait préalablement par écrit la permiſſion de l'Abbé de Ciſteaux. Ladite Requeſte ſignée De Fallentin Avocat & Conſeil dudit Sieur Abbé de Cîteaux &c. Celle contraire deſdits Sieurs Abbez de la Ferté, Pontigny, Clairvaux & Morimond contenant que ledit Sieur Abbé de Ciſteaux continuant ſes entrepriſes ſur les droits qui appartiennent legitimement aux Supplians, s'eſt aviſé de former une oppoſition à ce que Frere Marc-Antoine Beaurepaire Religieux Profez de l'Abbaye de Clairvaux ne fut examiné pour eſtre promû au Degré de Bachelier en la Faculté de Theologie de Paris, pretendant contre le droit & la poſſeſſion des Supplians, que nul Religieux Profés de l'Ordre de Ciſteaux ne peut ſans ſon conſentement par écrit eſtre reçû à prendre des Degrez dans ladite Faculté &c. A CES CAUSES, Requeroient les Supplians qu'il plût à Sa Majeſté leur donner Acte de ce que pour réponſe au contenu de la Requeſte dudit Sieur Abbé de Ciſteaux, ils employent le contenu en leurdite Requeſte ; Et en conſequence, ſans préjudice du droit des Parties au principal, il

plû à Sa Majeſté ordonner que ſans avoir égard à l'oppoſition formée par ledit Sieur Abbé de Ciſteaux, Frere Marc-Antoine Beaurepaire ſera examiné par les Docteurs nommez par la Faculté de Theologie, pour eſtre reçû enſuite en la maniere accoûtumée. Ladite Requeſte ſignée MARTEL Avocat & Conſeil des Supplians &c. Vû auſſi les Pieces énoncées & jointes auſdites Requeſtes : Ouy le Rapport dudit Sieur de Ficubet Conſeiller d'Etat ordinaire & Commiſſaire à ce député, qui en a communiqué aux Sieurs Archevêque de Paris, Poncet, de Marillac, Voiſin & Benard de Rezé, Conſeillers d'Etat ordinaires & Commiſſaires à ce députez : Et tout conſideré. LE ROY ESTANT EN SON CONSEIL A Ordonné & Ordonne que leſdites Requeſtes reſpectives demeureront jointes à l'Inſtance pendante au Conſeil pour raiſon du College des Bernardins ; & cependant par proviſion & ſans préjudice des droits des Parties au principal, le Proviſeur dudit College ſe pourvoira inceſſamment pardevers ledit Sieur Abbé de Ciſteaux, pour obtenir de luy ſa permiſſion tant pour ledit Beaurepaire qu'autres Religieux capables qui ſe preſenteront pour eſtre admis aux Degrez de la Faculté de Theologie ; & ce juſqu'à ce qu'autrement par Sa Majeſté en ait eſté ordonné. Fait au Conſeil d'Etat du Roy, Sa Majeſté y eſtant, tenu à Saint Germain en Laye le premier jour d'Avril mil ſix cens quatre-vingt. Ainſi ſigné, COLBERT.

ARREST DE REGLEMENT DU CONSEIL d'Etat du 19. Septembre 1681.

SOMMAIRE.

Cet Arreſt eſt des plus ſolemnels qui ait eſté depuis long-temps, rendu le 19. Septembre 1681. contradictoirement par le Roy en ſon Conſeil ſur l'Avis des Commiſſaires nommez par Sa Majeſté, aprés une inſtruction des plus exactes pendant dix ans entiers ſans diſcontinuation, ſur le rapport de Monſieur de Ficubet Conſeiller d'Etat ; durant laquelle tous les Titres de l'Ordre de Ciſteaux depuis le premier juſqu'au dernier, Statuts, Bulles, Accords, Tranſactions, Actes de poſſeſſions & autres

furent diſcutez, examinez & pezez au poids du Sanctuaire.

Par lequel Arreſt ont eſté reglez tous les droits & toutes les pretentions des Superieurs dudit Ordre, de l'Abbé Chef & General, des Peres immediats & autres, à l'exception ſeulement de quelques differends particuliers qui reſtent à décider, & qui le ſeront facilement, comme une partie l'a déja eſté depuis, ſoit par le Saint Siege ſoit par les anciens Statuts & par les Chapitres Generaux qui ſe ſont tenus de fois à autre dans ledit Ordre.

Il a reglé principalement 1. *les qualitez de l'Abbé de Ciſteaux, ſon droit de viſite dans tous les Monaſteres ſans exception & d'y faire tous actes de juriſdiction conformément aux Statuts.*

2. *Comme auſſi ſon droit de Reſſort & de juger les appellations dans toute l'étenduë de l'Ordre, des jugemens des Peres immediats.*

3. *Il a reglé de quelle autorité & par qui doit ſe faire l'impreſſion des Livres d'Egliſe ſervant à l'uſage de l'Ordre.*

4. & 5. *Pareillement les qualitez, les droits & la juriſdiction des Peres immediats dans les Monaſteres de leurs filiations, des quatre premiers &c.*

6. *Il reſerve à l'Abbé de Ciſteaux ſeul & à ſes Commiſſaires le pouvoir de conferer la benediction à tous les Abbez & à toutes les Abbeſſes de l'Ordre ſuivant ſon Privilege.*

7. *Il regle ce qui doit eſtre pratiqué dans les Monaſteres ſelon les Statuts, pendant la vacance à l'égard du Spirituel & du Temporel.*

8. *Comme auſſi dans l'inſtitution & la deſtitution des Viſiteurs Provinciaux ſuivant le Bref du Pape Alexandre VII. & une Tranſaction paſſée entre les Parties en 1675.*

9. *Il ordonne la tenuë des Chapitres Generaux de trois en trois ans & celle de l'Aſſemblée intermediaire entre deux Chapitres.*

10. *Il met hors de Cour & de Procés ſur pluſieurs Demandes, Requeſtes & Concluſions des Parties que l'on pourra voir & diſtinguer dans les pages dudit Arreſt qui les contiennent.*

11. *Et enfin, Sa Majeſté en cas de conteſtations ſur ledit Arreſt, s'en reſerve la connoiſſance, icelle interdite à tous autres Juges, pour ſur l'Avis deſdits Sieurs Commiſſaires, y eſtre par elle pourvû.*

VEu par le Roy eſtant en ſon Conſeil, l'Arreſt rendu en icelluy le 20. Novembre 1671. par lequel Sa Majeſté auroit ordonné que l'Abbé & General de Ciſteaux pourroit faire *Arreſt de Reglement de 1681*

Arreſt de Reglement de 1681.

ſes viſites quand bon luy ſembleroit & qu'il le jugeroit à propos, dans toutes les Maiſons de l'Ordre de Ciſteaux, de quelque Filiation qu'elles fuſſent tant dedans que dehors le Royaume, pour y reformer & mettre les ordres que beſoin ſeroit, pour l'obſervation de la Regularité, Diſcipline & Inſtitution dudit Ordre, nonobſtant toutes oppoſitions ou appellations quelconques faites ou à faire pour leſquelles ne ſeroit differé ; avec défenſes à l'Abbé de Morimond & autres, d'entreprendre de faire aucunes viſites dans les Maiſons dudit Ordre de la Congregation de la haute Allemagne, & à tous autres Abbez, Prieurs & Religieux dudit Ordre, de donner audit Abbé & General de Ciſteaux, aucun trouble ni empeſchement, leur enjoignant de le reconnoiſtre & obéïr à ſes ordres à peine de deſobéïſſance ; le tout juſques à ce que autrement par Sa Majeſté en fuſt ordonné : Et pour regler les conteſtations & inſtances meuës entre l'Abbé General de Cîteaux & les Abbez des quatre premieres Filles dudit Ordre, Charles Louvet, François Lépagnol, l'Abbeſſe de Villiers & autres, tant au Grand Conſeil que par tout ailleurs, Sa Majeſté les auroit évoquées à Elle & à ſondit Conſeil, & le tout enſemble leurs circonſtances & dépendances auroit renvoyé pardevant les Sieurs de Morangis, Poncet, Voiſin, Bénard de Rezé & de Fieubet, Conſeillers d'Etat ordinaires que Sa Majeſté auroit commis, pour par les Parties y proceder ainſi qu'il appartiendroit, & en ſuite à leur rapport eſtre par Elle ordonné ce que de raiſon. Autre Arreſt du Conſeil du 12. Avril 1672. par lequel ledit Sieur de Morangis eſtant decedé, Sa Majeſté auroit commis & ſubrogé le Sieur de Marillac Conſeiller en ſes Conſeils, pour conjointement avec leſdits Sieurs Commiſſaires, examiner leſdits Procés & en faire rapport à Sa Majeſté, pour eſtre par Elle ordonné ce que de raiſon. Autre Arreſt du Conſeil du 23. Avril 1672, par lequel Sa Majeſté conformément audit Arreſt du 20. Novembre 1671. auroit fait iteratives défenſes aux quatre premiers Abbez dudit Ordre & à tous autres, de donner aucun trouble ou empêchement à l'Abbé General de Ciſteaux, dans les viſites & autres fonctions de ſa charge, ni de ſe pourvoir ſur aucuns des differends que leſdits Abbez avoient ou auroient concernant leurs droits, pardevant d'autres Juges que Sa Majeſté & les Commiſſaires qu'elle leur auroit donnez par ledit Arreſt, non pas même dans le Chapitre futur : Ordonnant au ſurplus Sa Majeſté audit

General & auſdits quatre Abbez des quatre premieres Filles, de produire pardevant leſdits Sieurs Commiſſaires, dans quatre mois pour tout delay, pour ſur leur rapport eſtre par Sa Majeſté ordonné ce que de raiſon ; le tout à peine de nullité, caſſation de procedures, & de tous dépens, dommages & intereſts. Autre Arreſt du Conſeil du 19. Avril 1675. par lequel Sa Majeſté auroit commis le Sieur Archevêque de Paris conjointement avec leſdits Sieurs Poncet, de Marillac, Voiſin, Bénard de Rezé & de Fieubet, pour ſur leur Avis eſtre inceſſamment pourvû par Sa Majeſté ſur leſdites conteſtations ; & cependant Sa Majeſté auroit Ordonné que leſdits Arreſts des 20. Novembre 1671. & 23. Avril 1672. ſeroient au ſurplus executez ſelon leur forme & teneur. Autre Arreſt du Conſeil du 14. Juillet 1681. par lequel Sa Majeſté auroit ordonné que nonobſtant le deceds dudit Sieur Poncet, leſdits Sieurs Archevêque de Paris, de Marillac, Voiſin, Bénard de Rezé & de Fieubet, que Sa Majeſté auroit de nouveau commis, continuëroient inceſſamment l'inſtruction deſdits Procés & differends, comme ils auroient pû faire avec ledit Sieur Poncet, pour ſur leur avis eſtre par Sa Majeſté pourvû auſdites Parties.

Arreſt de Reglement de 1681.

Requeſte dudit Abbé de Ciſteaux preſentée au Roy & auſdits Sieurs Commiſſaires, pour ſatisfaire audit Arreſt du 23. Avril 1672. A ce que faiſant droit ſur les differends & conteſtations d'entre luy & les Abbez de ſes quatre premieres Filles, la Ferté, Pontigny, Clairvaux & Morimond, il pluſt à Sa Majeſté par un Arreſt ſolemnel & définitif, le maintenir & garder dans le droit, poſſeſſion & jouiſſance de la qualité de ſeul Chef, Superieur General & Pere de l'Ordre de Ciſteaux, ayant l'entier & plein pouvoir du Chapitre General d'iceluy : De viſiter par luy & par ſes Députez, toutes fois & quantes que beſoin ſeroit & qu'il le jugeroit neceſſaire, tous & chacuns les Monaſteres qui en dépendent, de quelques Lignes & Filiations qu'ils ſoient, même le College des Bernardins de Paris, privativement à tous autres : D'inſtituer & deſtituer les Officiers publics & generaux, quand le cas y échoit : Juger & connoiſtre de tous les Procés & differends d'entre les Abbez & les Religieux dudit Ordre : Donner les Mandemens & Privileges pour l'impreſſion des Livres ſervant à l'uſage des Perſonnes Regulieres d'iceluy : Et generalement exercer tous Actes de Juriſdiction, corriger & reformer ce que

Premieres Concluſions de l'Abbé de Ciſteaux & ſes pretentions du 28. Novembre 1672.

Arreſt de Reglement de 1681.

beſoin ſeroit éſdits Monaſteres, conformément aux Statuts dudit Ordre : Avec défenſes auſdits quatre premiers Abbez & tous autres, d'y apporter aucun trouble ni empeſchement ; & de prendre les qualitez de Reverendiſſimes, de Chefs, Primats & Peres dudit Ordre : Et qu'au ſurplus, il fuſt ordonné que les Decrets du Chapitre General tenu à Ciſteaux le 16. May & jours ſuivans de l'année 1672. ſeroient executez ſelon leur forme & teneur, & que les Officiers établis par iceluy feroient leurs charges, avec défenſes à toutes perſonnes de les y troubler : le tout ſous telles peines qu'il plairoit à ſa Majeſté. Acte de produit dudit Abbé de Ciſteaux devant ledit Sieur de Fieubet, aux fins des Concluſions de ladite Requeſte énoncées tout au long dans ledit Acte, ſignifié auſdits Abbez de la Ferté, Pontigny, Clairvaux & Morimond, le 28. Novembre 1672. controllé le même jour. Production deſdits Abbez de la Ferté, Pontigny, Clairvaux & Morimond, par laquelle ils auroient Conclu à ce qu'en déboutant ledit Abbé de Ciſteaux des Concluſions contenuës dans ſondit Acte de produit, il pluſt à Sa Majeſté ordonner qu'ils auroient la qualité qu'ils ont toûjours eûë, de premiers Peres, Chefs & Superieurs majeurs dudit Ordre, & qu'en cette qualité ils auroient droit de viſiter ſeuls & privativement à tous autres, toutes les Maiſons & Monaſteres dépendans de leur Filiation, & d'y inſtituer & établir, comme ils ont toûjours fait, tous les Officiers ſuivant les Conſtitutions de l'Ordre : Que ſuivant & conformément à la Bulle de Benoiſt XII. & autres Statuts & Définitions de l'Ordre, ils viſiteroient alternativement avec ledit Abbé de Ciſteaux, le College des Bernardins de cette Ville de Paris : Que ledit Abbé de Ciſteaux ſeroit tenu de rendre compte de l'adminiſtration qu'il a entrepris de faire ſans leur participation, des biens & domaines dudit College des Bernardins : Qu'à l'égard des Officiers dudit College, & autres Officiers publics qui s'établiſſent dans l'Ordre par l'autorité du Chapitre General, ils ne pourroient dans l'intervale qu'il n'y a point de Chapitre General, eſtre inſtituez ou deſtituez que conjointement avec eux & de leur conſentement : Que l'impreſſion des Livres de l'Ordre de Ciſteaux ſe feroit de l'autorité du Chapitre General & par les ſoins de ceux qui ſeroient députez à cet effet : Que tous les Actes importans concernant la reformation ou police generale de l'Ordre de Cîteaux, ne pourroient eſtre faits par ledit Abbé de Ciſteaux ſans leur

Les Inſtances concernant le College des Bernardins & le Chapitre General de 1672. ont eſté diſjointes pour eſtre jugées ſeparement.

Premieres Concluſions des quatre premiers Abbez & leurs pretentions du 14. Janvier 1673.

leur conſentement & ſans leur participation : Que défenſes fuſſent faites audit Abbé de Ciſteaux, de les troubler dans la Juriſdiction qui leur appartient comme premiers Peres dans tous les Monaſteres dépendans de leurs Filiations, ſauf en cas d'appel de ce qui ſeroit par eux ordonné, d'y eſtre ſtatué dans le Chapitre General, ou qu'il y ſeroit pourvû proviſoirement dans les Aſſemblées intermediaires qui ſe doivent faire dans l'Ordre : Que défenſes fuſſent auſſi faites audit Abbé de Ciſteaux, de prendre d'autres qualitez que celles que ſes prédeceſſeurs ont dû avoir, ni de prendre la qualité de Chef & Superieur General des Ordres militaires d'Alcantara, Calatrave & autres Ordres étrangers : Que ſemblables défenſes luy fuſſent faites de prendre aucun droit à cauſe des Abbez décedez ; & que toutes les qualitez reſpectives des Parties, & droits honorifiques qui peuvent leur appartenir, fuſſent reglées & limitées ſuivant les anciennes Conſtitutions de l'Ordre de Ciſteaux, & la ſimplicité de l'état regulier : Et que pour ce qui concerne la validité ou invalidité du Chapitre General tenu en l'Aſſemblée de Ciſteaux en 1672. attendu que les Parties eſtoient en Inſtance au Grand Conſeil pour raiſon de ce, elles s'y pourvoyeroient pour leur eſtre fait droit, ſans préjudice de leurs autres pretentions. Acte de produit deſdits Abbez de la Ferté, Pontigny, Clairvaux & Morimond, pardevant ledit Sieur de Ficubet, à ce que ledit Abbé de Ciſteaux eût à en prendre communication, ſi bon luy ſembloit, pour y répondre, ſignifié le 14. Janvier 1673.

Arreſt de Reglement de 1681.

Requeſte d'employ de Contredits dudit Abbé de Ciſteaux, contre ladite Production deſdits Abbez de la Ferté, Pontigny, Clairvaux & Morimond, du deuxiéme Mars audit an 1673. Requeſte deſdits Abbez de la Ferté, Pontigny, Clairvaux & Morimond, à ce qu'il plût à Sa Majeſté leur donner acte de ce que pour démouvoir ledit Abbé de Ciſteaux, ils produiſoient les Originaux de toutes les Pieces dont ils n'avoient produit que des copies, à la reſerve de ceux des Chapitres Generaux dépoſez és mains dudit Abbé de Ciſteaux, que ledit Abbé de Ciſteaux ſeroit tenu de repreſenter pardevant ledit Sieur de Ficubet Rapporteur de l'Inſtance, pour eſtre compulſez, & ſur iceux eſtre tirées des copies collationnées en la preſence dudit Abbé de Ciſteaux ; autrement qu'il ſeroit ajoûté foy à celles qu'ils avoient produites ou pourroient produire, deſquelles il leur ſeroit permis de tirer telles

Arreſt de Reglement de 1681.

inductions que bon leur ſembleroit ; & au ſurplus, ſans s'arreſter à la nouvelle Requeſte dudit Abbé de Ciſteaux, leur adjuger les fins & concluſions de leur Production ; au bas de laquelle Requête eſt l'Ordonnance dudit Sieur de Fieubet, d'aient acte & ſoit communiqué audit Abbé de Ciſteaux, pour y fournir de réponſe dans trois jours, du 10. Mars audit an 1673. ſignifiée le 14. dudit mois. Requeſte d'employ de Contredits dudit Abbé de Ciſteaux contre la Production deſdits quatre premiers Abbez, & leurdite Requeſte ſignifiée le 14. Mars 1673. en date du 17. Juin 1673. ſignifiée le même jour. Requeſte deſdits Abbez de la Ferté, Pontigny, Clairvaux & Morimond, à ce qu'il fût ordonné avant toutes choſes, qu'il leur ſeroit délivré en Chancellerie un Compulſoire pour leur permettre de faire compulſer tant à Ciſteaux que dans les autres Monaſteres dudit Ordre & par tout ailleurs, toutes les Pieces dont ils pourroient avoir beſoin pour leur défenſe, leſquelles leur ſeroient repreſentées même par ledit Abbé de Ciſteaux ; & en outre que ledit Abbé de Ciſteaux ſeroit tenu dans tel temps qu'il plairoit à Sa Majeſté, de faire ſa declaration s'il entendoit ſe ſervir des Définitions par luy produites ſous les cottes K. O. & S. de ſa Production, comme auſſi des Actes de Juriſdiction par luy pretendus faits ou par ſes Predeceſſeurs, dans les Monaſteres de leurs Filiations, par luy produits ſous les cottes L. M. P. Z. & A A. & B B. de ſadite Production, pour aprés ladite declaration, eſtre par eux formée inſcription de faux ſuivant l'Ordonnance ; Sur laquelle Requeſte ledit Sieur de Fieubet auroit mis ſon Ordonnance de Soit communiqué audit Abbé de Ciſteaux, pour luy ouy ou ſa réponſe vûë dans trois jours, eſtre ordonné ce que de raiſon, en date du 20. Juin 1673. ſignifiée le 21. deſdits mois & an. Requeſte dudit Abbé de Ciſteaux, à ce qu'Acte luy fût donné de ſa Declaration qu'il vouloit & entendoit ſe ſervir tant deſdites Définitions des Chapitres Generaux par luy produites ſous les cottes K. O. & S. de ſadite Production, que des autres Actes de Juriſdiction faits par luy & par ſes Predeceſſeurs dans les Maiſons des Filiations deſdits Abbez de ſes quatre premieres filles, produits ſous les cottes L. M. P. Z. & A A. & B B. de ſadite Production, & de ce que pour réponſe à ladite Requeſte deſdits Abbez à luy ſignifiée le 21. Juin 1673. il employoit le contenu en ladite Requeſte, & ce qu'il avoit dit & écrit au Procés ; Ordonnance dudit Sieur

de Fieubet au bas de ladite Requeſte, d'ait acte & ſoit ſignifié ſans retardation, du 26. dudit mois de Juin 1673. ſignifiée le 27. ſuivant. Contredits deſdits Abbez de la Ferté, Pontigny, Clairvaux & Morimond, ſignifiez le 10. Juillet audit an 1673. *Arreſt de Reglement de 1681.*

Requeſte deſdits Abbez de la Ferté, Pontigny, Clairvaux & Morimond, pour faire ordonner que ledit Abbé de Ciſteaux ſeroit tenu inceſſamment de rapporter tous les Regiſtres qu'il avoit en ſa poſſeſſion, ſur leſquels il avoit fait extraire des Définitions des Chapitres Generaux & autres Conſtitutions par luy produites, & de les laiſſer au Greffe de la Commiſſion entre les mains du Secretaire dudit Sieur de Fieubet, pour en prendre par eux communication ſans déplacer, & qu'il ſeroit tenu de faire ſa declaration préciſe de ceux qu'il avoit en ſes mains, & de ſe purger par ſerment que par dol, fraude ni autrement il n'en retenoit aucun, pour aprés ladite declaration faite, eſtre par eux procedé au Compulſoire des Pieces dont ils pourroient avoir connoiſſance. Ordonnance au bas dudit Sieur de Fieubet, de ſoit communiqué audit Abbé de Ciſteaux, du 27. Juillet 1673. ſignifiée le même jour. Requeſte dudit Abbé de Ciſteaux d'employ de plus ample réponſe auſdites Requeſtes deſdits quatre premiers Abbez à luy ſignifiées les 21. Juin & 27. Juillet 1673. & à ce qu'Acte luy fuſt donné de ce qu'il prenoit les Concluſions de ladite ſeconde deſdites Requeſtes, pour un déſiſtement formel de l'inſcription de faux, dont leſdits quatre premiers Abbez l'avoient menacé dans ladite premiere Requeſte; & aprés ſa declaration qu'il n'avoit en ſa poſſeſſion particuliere & clandeſtine aucun Regiſtre de l'Ordre, & que les extraits qu'il en avoit produits, avoient eſté faits à Cîteaux conformément aux originaux, il plût à Sa Majeſté, ſans s'arreſter à ladite ſeconde Requeſte deſdits quatre premiers Abbez, ordonner qu'ils ſe pourvoiroient ſi bon leur ſembloit, par la voye du compulſoire ainſi qu'ils l'avoient demandé par leurdite premiere Requeſte, pour compulſer leſdits Regiſtres & les autres Pieces dont ils diſoient avoir beſoin, dans ladite Abbaye de Cîteaux, dans tel temps qu'il plairoit à Sa Majeſté : Ordonnance dudit Sieur de Fieubet au bas d'icelle, d'ait acte, & au ſurplus la Requeſte communiquée auſdits Abbez, pour leur réponſe vûë, eſtre ordonné ce que de raiſon, du 9. Aouſt 1673. ſignifiée le 11. deſdits mois & an. Requeſte deſdits Abbez de la Ferté, Pontigny, Clairvaux & Morimond du 19. Aouſt 1673. d'em-

Arreſt de Reglement de 1681.

ploy de réponſe à ladite Requeſte dudit Abbé de Ciſteaux à eux ſignifiée ledit jour 11. Aouſt 1673. & à ce qu'il fuſt ordonné que ledit Abbé de Ciſteaux ſeroit tenu inceſſamment de remettre au Greffe de la Commiſſion, les Regiſtres dont il avoit produit les extraits & autres qu'il avoit en ſa poſſeſſion, pour en prendre par eux enſuite communication ſans déplacer, aux proteſtations de ſe pourvoir & de s'inſcrire en faux en cas que leſdits Regiſtres ſe trouvaſſent falſifiez & alterez, comme ils le pretendoient : Ordonnance dudit Sieur de Fieubet, au bas de ladite Requeſte, d'aient acte, au ſurplus en jugeant & ſoit ſignifié ſans retardation : Signification d'icelle du 21. deſdits mois & an.

Intervention de quelques Peres immediats.

Requeſte des Abbez des Abbayes de Cadouïn, de Foucarmont & de Vaucler dudit Ordre de Ciſteaux, à fin d'intervention au Procés d'entre ledit Abbé de Ciſteaux & leſdits Abbez de la Ferté, Pontigny, Clairvaux & Morimond, & à ce qu'en y faiſant droit, il plût à Sa Majeſté les maintenir & garder en la poſſeſſion & jouiſſance de toute la Juriſdiction & Superiorité qui leur appartenoit ſur tous les Monaſteres dont ils eſtoient Peres Immediats, & particulierement dans le droit de viſiter leſdits Monaſteres qui leur appartenoit privativement à tous autres ; & pour pouvoir répondre pertinemment aux pretentions deſdites Parties, ordonner que leurs Pieces & Productions leur ſeroient communiquées, & leur donner acte de ce que pour tous moyens d'intervention, ils employoient le contenu en leurdite Requeſte. Ordonnance dudit Sieur de Fieubet, par laquelle ils ſont reçûs Parties intervenantes, acte de l'employ au ſurplus en jugeant, & cependant qu'ils prendroient communication des productions deſdites Parties par ſes mains, en date dudit jour 19. Aouſt 1673. ſignifiée le même jour. Requeſte dudit Abbé de Ciſteaux ſervant de réponſe à celle deſdits Abbez de Cadouïn, Foucarmont & Vaucler, aux fins de les faire debouter de leur intervention avec dépens : Ordonnance dudit Sieur de Fieubet, d'ait acte, au ſurplus en jugeant & ſoit ſignifié, du 24. Aouſt 1677. & ſignification d'icelle du 2. Septembre audit an. Autre Requeſte dudit Abbé de Ciſteaux à ce qu'acte luy fuſt donné de la remiſe qu'il faiſoit de quatre Regiſtres des Chapitres Generaux dudit Ordre, & qu'il fuſt ordonné qu'à tel jour & heure qu'il plairoit à Sa Majeſté, leſdirs quatre premiers Abbez ſeroient tenus de ſe trouver en l'Hoſtel dudit Sieur de Fieubet, pour par ſes mains leur

eſtre leſdits quatre Regiſtres communiquez en preſence du Secretaire dudit Sieur Abbé de Ciſteaux, & ſur iceux eſtre tirez tels extraits ou copies collationnées que beſoin ſeroit ; & à faute de comparoir par leſdits quatre premiers Abbez, que foy ſeroit ajoûtée auſdits extraits comme aux originaux d'iceux ; au bas de laquelle Requeſte eſt l'Ordonnance dudit Sieur de Fieubet du 5. Septembre 1673. portant ait acte de la remiſe deſdits Regiſtres deſdits Chapitres Generaux dont leſdits quatre premiers Abbez ſeroient tenus de prendre communication par les mains dudit Sieur de Fieubet en preſence du Secretaire dudit Abbé de Cîteaux, au Samedy ſuivant deux heures de relevée : Signification d'icelle le même jour. Procés verbal dudit Sieur de Fieubet du 9. Septembre 1673. & autres jours ſuivans, fait en preſence de Dom Louis Meſchet Secretaire dudit Abbé de Ciſteaux, aſſiſté de Me Jean-Baptiſte de Falentin ſon Avocat & conſeil, de Dom Hubert Mathieus Religieux de Clairvaux, au nom & comme fondé de procuration des quatre premiers Peres dudit Ordre, aſſiſté de Maiſtre Jacques Martel leur Avocat & conſeil, & dudit Abbé de Foucarmont, tant pour luy que pour leſdits Abbez de Cadouin & de Vaucler reçûs Parties intervenantes, aſſiſté de Maiſtre Marc-Antoine du Born leur Avocat & conſeil, contenant la communication deſdits quatre Regiſtres des Chapitres Generaux dudit Ordre, remis entre les mains dudit Sieur de Fieubet ledit jour 5. Septembre 1673. Le premier deſdits Regiſtres commençant en l'année 1490. & finiſſant en l'année 1501. & contenant les Chapitres Generaux de 1490. 91. 92. 93. 94. 95. 96. 97. 99. 1500. & 1501. & le ſecond contenant les Chapitres Generaux des années 1522. 23. 24. 26. 27. 29. 30. & 31. Le troiſiéme contenant le Chapitre General de 1628. & le quatriéme contenant le Chapitre General de 1667. ledit Procés verbal contenant auſſi les dires, conteſtations, obſervations & réponſes deſdites Parties ſur leſdits Regiſtres & Chapitres Generaux, dont leur auroit eſté donné Acte par ledit Sieur de Fieubet, qui en même temps leur auroit délivré les Extraits deſdits Chapitres Generaux par eux reſpectivement requis ; & en conſequence de la declaration dudit Dom Meſchet audit nom, que les Chapitres Generaux intermediaires de ceux contenus auſdits quatre Regiſtres, eſtoient en l'Abbaye de Ciſteaux, ledit Sieur de Fieubet auroit ordonné que leſdits Abbez de la Ferté, Pontigny,

Arreſt de Reglement de 1681.

Arreſt de Reglement de 1681. Clairvaux, Morimond, Cadouïn, Foucarmont & Vaucler, ſe retireroient en l'Abbaye de Ciſteaux, ſi bon leur ſembloit, pour prendre telle communication que bon leur ſembleroit, deſdits Chapitres Generaux intermediaires & autres, leſquels ledit Abbé de Ciſteaux ſeroit tenu à cet effet de leur repreſenter, & ſur leſquels leſdites Parties pourroient tirer tels extraits dont ils auroient beſoin, en preſence des Parties intereſſées, ou elles dûëment appellées. Interrogatoire dudit Sieur Abbé de Ciſteaux ſur faits & articles, preſté devant ledit Sieur de Fieubet, le 20. Mars 1674. à la requeſte deſdits Abbez de la Ferté, Pontigny, Clairvaux & Morimond.

Arreſt du Conſeil du vingtiéme Juillet 1674. ſur Requeſte deſdits Abbez de la Ferté, Pontigny, Clairvaux & Morimond, par lequel Sa Majeſté conformément aux Ordonnances deſdits Sieurs Commiſſaires, auroit permis auſdits quatre premiers Peres, de ſe tranſporter en l'Abbaye de Ciſteaux, & par tout ailleurs où beſoin ſeroit, pour prendre communication des Originaux des Chapitres Generaux & de la Carte de Charité, en preſence du Lieutenant Civil au Bailliage de Nuys, ou autre Juge audit Siege aprés luy, en cas de legitime empeſchement, dont il dreſſeroit Procés verbal, & ſeroit par luy délivré auſdits Abbez tels extraits ou copies collationnées des Pieces dont ils auroient beſoin : devant lequel Juge ledit Abbé de Ciſteaux ſeroit tenu avant toutes choſes, d'affirmer en perſonne ou par Procureur, qu'il ne retenoit & n'auroit diverti aucun Original deſdits Chapitres Generaux & Carte de Charité, directement ni indirectement, même qu'il n'avoit connoiſſance qu'il y en euſt ailleurs : & auroit permis auſdits quatre premiers Peres, de faire compulſer tous Actes qui leur ſeroient neceſſaires, par tout où ils ſeroient trouvez, Parties preſentes ou dûëment appellées. Procés verbal de Compulſoire fait en l'Abbaye de Ciſteaux en execution dudit Arreſt, par ledit Lieutenant Civil audit Bailliage de Nuys, à la requeſte deſdits Abbez de la Ferté, Pontigny, Clairvaux & Morimond, du 6. Novembre 1674. & autres jours ſuivans. Autre Procés verbal de Compulſoire fait en ladite Abbaye de Ciſteaux, par ledit Lieutenant Civil de Nuys, à la requeſte dudit Abbé de Ciſteaux, auſſi en execution dudit Arreſt, le 29 dudit mois de Novembre 1674. & autres jours ſuivans. Acte ſignifié auſdits Abbez de la Ferté, Pontigny, Clairvaux, Morimond, Cadouïn, Foucarmont &

Compulſoire fait à Ciſteaux des Regiſtres des Chapitres Generaux & autres Statuts.

Procés verbal de Compulſoire à Ciſteaux.

Vaucler, à la requeſte dudit Abbé de Ciſteaux, portant qu'il pourſuivra inceſſamment le jugement de l'Inſtance, au deſir dudit Arreſt du 19. Avril 1675. ſignifié l'onziéme May 1675. en ſuite duquel ſont deux ſommations de produire, faites auſdits Abbez des 13. 14. & 15. May ſuivant. Procés verbal de Compulſoire fait en l'Abbaye de Loz en Flandre, à la requeſte deſdits Abbez de la Ferté, Pontigny, Clairvaux & Morimond, du 21. Juillet 1676. & autres jours ſuivans. Autre Procés verbal de Compulſoire fait devant ledit Sieur de Fieubet à la requeſte deſdits Abbez de la Ferté, Pontigny, Clairvaux & Morimond, du 4. Mars 1677. & autres jours ſuivans. Autre Procés verbal de Compulſoire fait au Convent des Feuillans de la ruë Saint Honoré de Paris, à la requeſte deſdits Abbez de la Ferté, Pontigny, Clairvaux & Morimond, du 5. dudit mois de Mars 1677. & autres jours ſuivans.

Arreſt de Reglement de 1681.

Compulſoire en Flandre & aux Feuillans de Paris.

Requeſte de production nouvelle deſdits Abbez de la Ferté, Pontigny, Clairvaux & Morimond, deſdits Procés verbaux de Compulſoires faits à leur requeſte, enſemble des extraits des Pieces compulſées qui leur ont eſté délivrez, & autres Pieces énoncées en ladite Requeſte, à ce qu'en faiſant droit ſur les differends des Parties, ils fuſſent maintenus en la qualité qu'ils ont toûjours eu, de premiers Peres, Chefs & Superieurs majeurs de l'Ordre de Ciſteaux, & qu'en cette qualité ils auroient droit de viſiter ſeuls & privativement audit Abbé de Ciſteaux & à tous autres, toutes les Maiſons & Monaſteres dépendans de leurs Filiations, & d'y inſtituer comme ils ont toûjours fait, tous les Officiers ſuivant les Conſtitutions de l'Ordre, avec défenſes audit Abbé de Ciſteaux de les y troubler : & en cas d'appel de ce qui ſeroit par eux ordonné, d'y eſtre ſtatué dans le Chapitre General ou d'y eſtre pourvû proviſionnellement dans les Aſſemblées intermediaires qui ſe doivent faire dans l'Ordre : Qu'à l'égard des Officiers publics qui s'établiſſent dans l'Ordre par l'autorité du Chapitre General, ils ne pourroient dans l'intervale dudit Chapitre, eſtre inſtituez ou deſtituez par l'Abbé de Ciſteaux, que conjointement avec eux & de leur conſentement : Que l'impreſſion des Livres de l'Ordre de Ciſteaux ſe feroit de l'autorité du Chapitre General, & par les ſoins de ceux qui ſeroient députez à cet effet par ledit Chapitre General, ou par ledit Abbé de Ciſteaux & les quatre premiers Peres conjointement, ſans mandement ni

Secondes Concluſions rectifiées des quatre premiers Abbez du 8. Mars 1677.

Digitized by Google

Arreſt de Reglement de 1681.

privileges particuliers des Abbez de Ciſteaux; & qu'à cet effet ledit Abbé de Ciſteaux ſeroit obligé de reſtituer les choſes comme elles eſtoient auparavant, & mettre au frontiſpice des Breviaires & autres Livres, *Autoritate Superiorum*, ou *Capituli Generalis*: Que tous les Actes importans concernant la reformation ou police generale de l'Ordre de Ciſteaux, ne pourroient eſtre faits par ledit Abbé de Ciſteaux, ſans la participation & le conſentement deſdits quatre premiers Abbez, conformément aux Statuts & à la pratique dudit Ordre: Que les premieres Abbayes de l'Ordre venant à vacquer, les Prieurs d'icelles préfixeroient le temps de l'élection future, & avertiroient les Vocaux & ledit Abbé de Ciſteaux de s'y trouver, ſans qu'il fût loiſible audit Abbé de Ciſteaux de venir en l'Abbaye vacante que la veille de l'élection: Que pendant la vacance deſdites quatre premieres Abbayes, toute l'adminiſtration & le gouvernement d'icelles & des Abbayes en dépendantes, appartiendroit au Prieur avec le Conſeil du Convent: Qu'il ſeroit fait défenſe audit Abbé de Ciſteaux de prendre la qualité de General de l'Ordre, ni de s'attribuer celle de Chef & Superieur General des Ordres militaires d'Alcantara, Calatrave & autres Ordres dépendans de l'Abbé de Morimond: Qu'il ſeroit encore fait défenſe audit Abbé de Cîteaux de prendre aucun droit à l'élection des Abbayes vacantes, à cauſe des Abbez décedez: Qu'il ſeroit auſſi ordonné que toutes les qualitez reſpectives des Parties & droits honorifiques qui leur peuvent appartenir, ſeroient reglées & limitées ſuivant les anciennes Conſtitutions de l'Ordre de Ciſteaux, & la ſimplicité de l'état regulier: Et que ledit Abbé de Ciſteaux fût condamné en leurs dépens, dommages & intereſts; Au bas de laquelle Requeſte eſt l'Ordonnance dudit Sieur de Fieubet, du 8. Mars 1677. portant reception de ladite Requeſte & Pieces, pour eſtre communiquées par ſes mains audit Abbé de Ciſteaux, & y fournir contredits dans le temps de l'Ordonnance; Signification d'icelle du 26. Mars audit an 1677. Les Pieces nouvelles énoncées & jointes à ladite Requeſte. Procés verbal de Compulſoire fait en l'Abbaye de Clairvaux le neuviéme Avril 1677. à la requeſte deſdits Abbez de la Ferté, Pontigny, Clairvaux & Morimond, en execution dudit Arreſt du vingt Juillet 1674.

Secondes Concluſions de l'Abbé de Citeaux du 5 May 1677.

Requeſte dudit Abbé de Ciſteaux, d'employ & de Contredits contre ladite Production nouvelle deſdits quatre premiers Abbez

Abbez à luy ſignifiée le vingt-ſixiéme Mars audit an 1677. & à ce que faiſant droit ſur les Inſtances pendantes devant Sa Majeſté, ledit Abbé de Ciſteaux fût maintenu & gardé dans le droit, poſſeſſion & jouiſſance de la qualité de ſeul Chef, Superieur General & Pere de l'Ordre de Ciſteaux, avec l'entier pouvoir du Chapitre General d'iceluy : De viſiter par luy & par ſes Députez, toutes & quantes fois que beſoin ſeroit & qu'il le jugeroit neceſſaire, tous & chacuns les Monaſteres qui en dépendent, de quelque Ligne & Filiation qu'ils ſoient : De juger & connoiſtre de tous les Procés & differends d'entre tous les Abbez, Religieux & autres perſonnes regulieres dudit Ordre, & des appellations interjettées des Ordonnances des Peres Immediats, conformément à la diſpoſition des Chapitres Generaux de 1605. 1623. 1628. & 1667. confirmée d'autorité Apoſtolique : De donner les Mandemens & Privileges pour l'impreſſion des Livres ſervans à l'uſage deſdites perſonnes regulieres : & generalement d'exercer tous Actes de Juriſdiction, corriger & reformer ce que beſoin ſeroit éſdits Monaſteres, ſuivant les Statuts dudit Ordre, avec défenſes auſdits quatre premiers Abbez & à tous autres, de luy donner aucun trouble ou empeſchement, ni de prendre les qualitez de Reverendiſſimes, Chefs, Primats & Peres dudit Ordre, & de Reformateurs de l'Abbaye de Ciſteaux ; & audit Abbé de Morimond de prendre celle de Chef des Milices ou Chevaleries & Ordres Militaires de Calatrave, Alcantara & autres, à peine de nullité des Actes où leſdites qualitez auroient eſté employées ; Comme auſſi de conferer la Benediction Abbatiale à aucun Abbé ou Abbeſſe dudit Ordre, ſans en avoir eu préalablement le pouvoir & la commiſſion de l'Abbé de Ciſteaux : Et quant à l'établiſſement des Viſiteurs Provinciaux & des autres Officiers publics, il fût ordonné que l'Article 13. du Bref du Pape Alexandre VII. ſeroit executé, enſemble la Tranſaction faite en conſequence le 4. Septembre 1675. Et au ſurplus, Que leſdits quatre premiers Abbez fuſſent deboutez de leurs fins & concluſions avec dépens ; dans laquelle Requeſte au *folio* 22. *recto*, ſous la cotte Q. Q. ledit Sieur Abbé de Ciſteaux a declaré qu'il ne pretendoit pas & n'avoit jamais pretendu, non plus que ſes predeceſſeurs, les dépouilles des Abbez à leur mort, depuis que Saint Eſtienne avoit fait la declaration qui ſe trouve dans la Carte de Charité, qu'il ne vouloit pas profiter ni rien prendre ſur le

Arreſt de Reglement de 1681.

Arreſt de Reglement de 1681.

temporel des Monaſteres ; & conſequemment que les Concluſions priſes à cet égard contre luy par leſdits quatre premiers Abbez, eſtoient inutiles ; au bas de laquelle Requeſte eſt l'Ordonnance dudit Sieur de Fieubet, d'ait acte, au ſurplus en jugeant & ſoit ſignifié, du 4. May 1677. ſignifiée le 5. dudit mois. Autre Requeſte dudit Abbé de Ciſteaux de production nouvelle & de ſalvations contre les Contredits deſdits quatre premiers Abbez, au bas de laquelle eſt l'Ordonnance dudit Sieur de Fieubet qui reçoit leſdites Pieces pour eſtre commniquées par ſes mains, donne acte & au ſurplus en jugeant, du 19. May 1677. ſignifiée le 24. deſdits mois & an : Leſdites Pieces nouvelles énoncées & jointes à ladite Requeſte. Troiſiéme ſommation de produire faite auſdits Abbez de Cadouin, Foucarmont & Vaucler à la requeſte dudit Abbé de Ciſteaux, du 2. Septembre 1677.

Requeſte de production nouvelle faite par leſdits Abbez de la Ferté, Pontigny, Clairvaux & Morimond, dudit Procés verbal de compulſoire fait en ladite Abbaye de Clairvaux le 9. Avril 1677. d'une copie collationnée à leur requeſte en preſence dudit Dom Meſchet pour ledit Abbé de Ciſteaux, devant le Lieutenant Civil de Nuys, en execution dudit Arreſt du 20. Juillet 1674. d'un autre Procés verbal de Compulſoire du dernier Avril 1631. fait en ladite Abbaye de Ciſteaux, à la requeſte de l'Abbé de Ciſteaux, de pluſieurs Regiſtres des Chapitres Generaux dudit Ordre ; & que pour juſtifier de la nullité, falſification & alteration commiſe dans leſdits Regiſtres des Chapitres Generaux compulſez à Paris & en ladite Abbaye de Ciſteaux, & dans les Définitions que ledit Abbé de Ciſteaux auroit tirées d'iceux, acte luy fût donné de l'employ du contenu en leurdite Requeſte ; & en conſequence, qu'il fût ordonné que toutes les Définitions deſdits Chapitres Generaux & les Extraits deſdits Regiſtres produits par ledit Abbé de Ciſteaux, ſeroient declarez nuls & rejettez de l'Inſtance : Ordonnance dudit Sieur de Fieubet au bas de ladite Requeſte, portant reception deſdites Pieces, & qu'elles ſeroient communiquées par ſes mains, acte de l'employ, au ſurplus en jugeant, du 4. Decembre 1677. ſignifiée le 23. Decembre ſuivant : Leſdites Pieces nouvelles énoncées & jointes à ladite Requeſte. Autre Requeſte deſdits Abbez de la Ferté, Pontigny, Clairvaux & Morimond, d'employ de plus amples contredits contre la Production dudit Abbé de Ciſteaux,

Digitized by Google

tant dans ſon premier que dernier Inventaire, ſignifiée le 23. Decembre 1677. Requeſte dudit Abbé de Ciſteaux pour réponſe auſdites deux dernieres Requeſtes, moyens de nullité, Contredits & Production nouvelle deſdits Abbez de la Ferté, Pontigny, Clairvaux & Morimond, du 18. Janvier 1678. ſignifiée le même jour. *Arreſt de Reglement de 1681.*

Requeſte de production nouvelle dudit Abbé de Ciſteaux, d'un Livre imprimé à Paris en ladite année 1678. ſous le titre du Veritable Gouvernement de l'Ordre de Ciſteaux, contenant les raiſons & moyens dudit Abbé de Ciſteaux, avec ſes réponſes & contredits aux Pieces & Productions deſdits quatre premiers Abbez ; au bas de laquelle Requeſte eſt l'Ordonnance dudit Sieur de Fieubet de reception de ladite Piece pour eſtre communiquée par copie, du 20. dudit mois de Janvier 1678. ſignifiée le 31. dudit mois : Ledit Livre imprimé du Veritable Gouvernement de l'Ordre de Ciſteaux. Requeſte d'employ de Salvations deſdits Abbez de la Ferté, Pontigny, Clairvaux & Morimond, du 19. Fevrier 1678. ſignifiée le 21. dudit mois de Fevrier audit an. Requeſte de production nouvelle dudit Abbé de Ciſteaux & d'employ de Contredits, au bas de laquelle eſt l'Ordonnance dudit Sieur de Fieubet qui reçoit leſdites Pieces pour eſtre communiquées par ſes mains, & donne acte de l'employ, du 8. Mars 1678. ſignifiée le 9. dudit mois : Les Pieces nouvelles énoncées & jointes à ladite Requeſte. Procés verbal de Compulſoire du 10. Octobre 1678. fait en l'Abbaye de la Mercy-Dieu à la requeſte deſdits Abbez de la Ferté, Pontigny, Clairvaux & Morimond. Autre Procés verbal de Compulſoire du 14. Octobre audit an 1678. fait en l'Abbaye de la Colombe à leur requeſte. Requeſte de production nouvelle deſdits Abbez de la Ferté, Pontigny, Clairvaux & Morimond, deſdits deux Compulſoires, des Extraits faits en conſequence, d'un Livre imprimé contenant la réponſe deſdits Abbez au Livre du Veritable Gouvernement dudit Ordre produit par ledit Abbé de Ciſteaux, & autres Pieces enoncées en ladite Requeſte ; au bas de laquelle eſt l'Ordonnance dudit Sieur de Fieubet, de reception deſdites Pieces pour eſtre communiquées par ſes mains, du 28. Avril 1679. ſignifiée le 6. May audit an 1679. Les Pieces nouvelles énoncées & jointes à ladite Requeſte.

Compulſoires en l'Abbaye de la Mercy-Dieu & en celle de la Colombe.

Autre Requeſte deſdits Abbez de la Ferté, Pontigny, Clair-

Arreſt de Reglement de 1681.

vaux & Morimond, pour eſtre reçûs oppoſans à l'execution deſdits Arreſts des 20. Novembre 1671. 12. & 23. Avril 1672. 19. Avril 1675. & 16. Mars 1677. en ce que ledit Abbé de Ciſteaux eſt qualifié dans iceux General, avec le droit de viſiter tous les Monaſteres de l'Ordre ſans diſtinction, de faire l'indiction des élections des Abbez des quatre premieres Abbayes dudit Ordre, y preſider & exercer autres actes de Juriſdiction ; & qu'en jugeant le chef concernant l'impreſſion des Livres de l'Ordre, il plût à Sa Majeſté de faire défenſes audit Abbé de Ciſteaux, de faire faire aucune alteration ni changement dans les Breviaires & autres Livres, à moins que cela n'ait eſté reglé dans l'aſſemblée du Chapitre General, & ordonner que les alterations qui ont eſté nouvellement faites dans les Breviaires & Proceſſionaux, ſpecifiées & declarées dans ladite Requeſte, ſeroient inceſſamment reformées à la pourſuite & diligence dudit Abbé de Ciſteaux, qui ſeroit tenu d'y ſatisfaire dans tel temps qu'il plairoit à Sa Majeſté, ſinon & à faute de ce faire, il leur fût permis de faire reformer leſdits Livres aux frais dudit Abbé de Ciſteaux : Ordonnance dudit Sieur de Fieubet, de Soit ſignifié & au ſurplus en jugeant, du 12. May 1679. ſignifiée le 27. deſdits mois & an.

Requeſte dudit Abbé de Ciſteaux d'employ pour réponſe aux deux Requeſtes deſdits Abbez de la Ferté, Pontigny, Clairvaux & Morimond, & de Contredits contre les Pieces produites par la premiere deſdites deux Requeſtes, & qu'acte luy fût donné de la demande qu'il faiſoit, qu'en cas que leſdits quatre premiers Abbez vouluſſent encore inſiſter ſur leſdites Pieces, ils euſſent à repreſenter les originaux d'icelles, ſur leſquels ils pretendoient qu'elles avoient eſté compulſées ; comme auſſi qu'acte luy fût donné de l'offre par luy faite & réïterée, en cas que leſdits Abbez perſiſtaſſent à douter de la fidelité des Regiſtres des Chapitres Generaux, de ſe rapporter aux Copies que leſdits Abbez diſoient avoir autentiques deſdits Regiſtres qui leur ont eſté repreſentez & communiquez par ledit Abbé de Ciſteaux, & même aux copies deſdits Regiſtres qu'ils ont fait compulſer, tant audit Convent des Feuillans qu'en l'Abbaye de Loz & en celle de Clairvaux ; & en conſequence, les debouter des fins & concluſions de leurſdites Requeſtes avec dépens : Ordonnance dudit Sieur de Fieubet, d'ait acte & ſoit ſignifié, du 2. Juin 1679.

ſignifiée le 3. deſdits mois & an. Requeſte dudit Abbé de Cîteaux, de production nouvelle d'un autre Imprimé intitulé, Reflexions ſur la Réponſe faite au Livre du Veritable Gouvernement dudit Ordre, ladite Piece reçûë par Ordonnance dudit Sieur de Fieubet, du 21. Juillet 1679. ſignifiée le 26. deſdits mois & an. Leſdites Reflexions. Autre Requeſte dudit Abbé de Ciſteaux, de production nouvelle de l'Arreſt contradictoire du Conſeil rendu entre luy & leſdits Abbez de la Ferté, Pontigny, Clairvaux & Morimond, & autres Parties y dénommées, le 19. Avril 1675. pour juſtifier qu'il n'échoit plus de prononcer ſur le chef concernant la validité du Chapitre General tenu à Ciſteaux en l'année 1672. attendu que par ledit Arreſt, les Parties ſont renvoyées ſur ce chef, pardevers Sa Sainteté; laquelle Piéce a eſté reçûë par Ordonnance dudit Sieur de Fieubet du 15. Juillet 1681. ſignifiée le même jour. Ledit Arreſt du Conſeil du 19. Avril 1675. Et tout ce qui a eſté mis & produit par leſdites Parties, pardevers ledit Sieur de Fieubet, qui en a communiqué auſdits Sieurs Archevêque de Paris, de Marillac, Voiſin & Bénard de Rezé, pardevant leſquels les Parties ont eſté à pluſieurs & differentes fois ouyes par leurs bouches. Vû auſſi l'Avis deſdits Sieurs Commiſſaires; & tout conſideré:

Arreſt de Reglement de 1081.

LE ROY ESTANT EN SON CONSEIL, Conformément à l'Avis deſdits Sieurs Commiſſaires, a disjoint de la preſente Inſtance, les Procés & Differends concernant le College des Bernardins de Paris, & faiſant droit ſur le ſurplus des Conteſtations des Parties, A Maintenu & Gardé, Maintient & Garde ledit Abbé de Ciſteaux au droit & poſſeſſion de ſe dire & qualifier ſeul Chef, Superieur General & Pere de l'Ordre de Ciſteaux, avec l'entier pouvoir du Chapitre General dudit Ordre quand il ne tient pas.

Diſpoſitif de l'Arreſt.

1.

Et en cette qualité, dans le droit & la poſſeſſion de viſiter par luy & par ſes Députez, toutes & quantes fois que beſoin ſera & qu'il le jugera neceſſaire, tous & chacuns les Monaſteres dépendans dudit Ordre, de quelque Ligne & de quelque Filiation qu'ils ſoient; pendant le cours deſquelles viſites ſeulement, il pourra exercer tous Actes de Juriſdiction dans les Monaſteres qu'il viſitera, y corriger & reformer les abus, ſuivant la Carte de Charité & autres Statuts dudit Ordre; le tout ſans préjudice de la Juriſdiction &

2.

Arreſt de Reglement de 1681.

de l'autorité des Peres Immediats ſur les Maiſons de leurs Filiations.

Comme auſſi a Maintenu & Gardé ledit Abbé de Ciſteaux au

3. droit & poſſeſſion de juger dans toute l'étenduë dudit Ordre, les Appellations des Peres Immediats conformément à la diſpoſition des Chapitres Generaux tenus en 1605. 1623. 1628. & 1667. en ſorte que par degrez l'on aille premierement du Viſiteur au Pere Immediat, du Pere Immediat à l'Abbé de Ciſteaux, & de l'Abbé de Ciſteaux au Chapitre General.

4. Ordonne Sa Majeſté, que l'impreſſion des Breviaires & autres Livres ſervans à la celebration du Service Divin dans ledit Ordre, ſe fera de l'autorité du Chapitre General, par ceux qui ſeront par luy députez, & à ſon defaut, de l'autorité de l'Abbé de Ciſteaux que Sa Majeſté Maintient au droit & poſſeſſion de donner les Mandemens & Privileges pour l'impreſſion deſdits Livres.

5. Semblablement Sa Majeſté Maintient & Garde leſdits Abbez de la Ferté, Pontigny, Clairvaux & Morimond, au droit & poſſeſſion de ſe dire & qualifier les quatre premiers Peres de l'Ordre, ſans qu'ils puiſſent prendre d'autres qualitez, fors & excepté l'Abbé de Morimond qui pourra y ajoûter ſeulement celle de Superieur Immediat des Ordres Militaires de Calatrave, Alcantara, Montheze, Avis & Chriſt.

6. Maintient auſſi Sa Majeſté leſdits quatre premiers Abbez, ceux de Cadoüin, de Foucarmont, de Vaucler & autres ayant Filiation, au droit & poſſeſſion de viſiter en qualité de Peres Immediats, toutes les Maiſons & Monaſteres de leurs Filiations Immediates, & d'y inſtituer & deſtituer les Officiers ſuivant les Conſtitutions de l'Ordre.

7. Ne pourront leſdits quatre premiers Peres ni aucun autre Abbé de l'Ordre, Conferer la Benediction Abbatiale à aucun Abbé ou Abbeſſe dudit Ordre, ſans en avoir eu préalablement le pouvoir & la Commiſſion de l'Abbé de Ciſteaux, conformément à la Bulle d'Innocent VIII. de 1489. & autres Brefs de Clement VIII. de 1595. & 1604.

8. Et en conſequence de la Bulle de Clement IV. de 1265. Ordonne Sa Majeſté que pendant la vacance des quatre premieres Abbayes, toute l'adminiſtration & gouvernement d'icelles, tant à l'égard du Spirituel que du Temporel, même l'adminiſtration des Abbayes en dépendantes, à l'égard du Spirituel ſeu-

lement, appartiendra au Prieur de l'Abbaye vacante avec le Conſeil du Convent, conformément aux Inſtitutions des Chapitres Generaux & Définitions dudit Ordre ; lequel Prieur avec ledit Convent Convoquera les vocaux pour l'élection d'un autre Abbé, ſans toutefois que l'Indiction puiſſe eſtre faite par autre que par l'Abbé de Ciſteaux, qui ne pourra arriver en l'Abbaye vacante, que la veille de l'élection. *Arreſt de Reglement de* 1681.

Ordonne en outre Sa Majeſté que les Viſiteurs Provinciaux & autres Officiers publics ne ſeront inſtituez & deſtituez que par le Chapitre General, ou iceluy ceſſant, par l'Abbé de Ciſteaux, de l'avis & conſentement des quatre premiers Peres, conformément à l'Article 13. du Bref d'Alexandre VII. & à la Tranſaction du 4. Septembre 1675. qui en ce ſera executée. * 9.

Et pour d'autant plus rétablir, maintenir & conſerver la Diſcipline reguliere dans ledit Ordre, Conformément aux Statuts & Conſtitutions d'iceluy Ordonne auſſi Sa Majeſté que de trois en trois ans l'Abbé de Ciſteaux ſera tenu de Convoquer & faire celebrer un Chapitre General, & dans l'intervale, une Aſſemblée intermediaire ainſi qu'il eſt porté par ledit Bref d'Alexandre VII. 10.

Et ſur le ſurplus des autres Fins & Concluſions des Parties, Sa Majeſté les met hors de Cour & de Procés, dépens compenſez. 11.

Et en cas que ſur l'execution du preſent Arreſt il intervienne quelque conteſtation, Sa Majeſté s'en eſt reſervée la connoiſſance, icelle interdite à tous autres Juges, pour ſur l'avis deſdits Sieurs Commiſſaires, y eſtre par elle pourvû ainſi qu'il appartiendra par raiſon. Fait au Conſeil d'Etat du Roy, Sa Majeſté y eſtant, tenu à Fontainebleau le dix-neuviéme de Septembre mil ſix cens quatre-vingt-un. Ainſi ſigné, PHELYPEAUX, avec paraphe. 12.

* *La Tranſaction dont il eſt icy parlé au nombre 9. fut paſſée pardevant Bru Notaire au Châtelet de Paris, ou il fut entre autres choſes convenu que les Viſiteurs Provinciaux de la Reforme ſeroient nommez & inſtituez par l'Abbé de Ciſteaux ainſi que ceux de la commune Obſervance ſuivant l'Article* 13. *du Bref du Pape Alexandre VII.*

LETTRES PATENTES DU ROY de l'an 1685.

SOMMAIRE.

Ces Lettres Patentes furent accordées pour autoriſer deux Brefs cy-devant rapportez pages 255. & 258. que le Pape Innocent XI. avoit rendus en forme de Jugemens les 5. May 1683. & 10. May 1685. pour terminer certains differends ſurvenus dans les deux Chapitres Generaux de 1672. & 1683. touchant la validité de leurs Decrets & la maniere de tenir le Chapitre & d'y opiner. Les Lettres ſont addreſſées & furent enregiſtrées au Grand Conſeil.

LOUIS PAR LA GRACE DE DIEU, ROY DE FRANCE ET DE NAVARRE : A nos amez & feaux Conſeillers les Gens tenans noſtre Grand Conſeil, SALUT. Noſtre cher & bien amé Dom Jean Petit Abbé, Chef & Superieur General de l'Ordre de Ciſteaux, Nous a fait expoſer qu'au ſujet de la validité du Chapitre General dudit Ordre tenu à Ciſteaux le ſeize May 1672. pluſieurs differends s'eſtant mûs entre l'Expoſant d'une part, & les Abbez de la Ferté, de Pontigny, de Clairvaux & de Morimond d'autre, ils furent d'abord portez en noſtre Grand Conſeil, & enſuite évoquez en noſtre Conſeil d'Etat, où ayant eſté jugez par Arreſt du dix-neuf Avril 1675. rendu Nous y eſtant, les Appellations comme d'abus y énoncées furent converties en Appel ſimple, & pour y faire droit, les Parties renvoyées au Saint Siege, où le Procés fut repris par ces quatre Abbez, nonobſtant une Tranſaction du quatre Septembre audit an, qui devoit l'avoir terminé : Et par un premier Bref du cinq May 1683. il fut ordonné que la forme preſcrite pour les Chapitres Generaux, par la Bulle du Pape Clement IV. qui commence *Parvus Fons*, ſeroit gardée. Cependant les mêmes Conteſtations qui s'eſtoient formées lors du Chapitre de 1672. furent encore renouvellées au dernier Chapitre General tenu le 17. May 1683. dont noſtre tres-cher Couſin le Cardinal d'Eſtrées ayant pris connoiſſance du conſentement

tement des Parties, il fit un projet de Sentence arbitrale par laquelle il les avoit terminées avec beaucoup de connoiſſance & de juſtice. Mais les quatre premiers Abbez n'ayant point voulu encore y acquieſcer, elles ont enfin eſté diffinitivement jugées en la Congregation des Cardinaux établie pour les affaires des Evêques & des Reguliers, ſi bien que par un dernier Bref de noſtre Saint Pere le Pape du 10. May 1685. tous leſdits differends ſe trouvent terminez, & les Chapitres Generaux des années 1672. & 1683. ont eſté declarez valides, & ordonné que les Decrets & Définitions y contenus ſeront executez ſelon leur forme & teneur : Pour l'execution deſquels Brefs, l'Expoſant Nous a tres-humblement ſupplié luy accorder nos Lettres ſur ce neceſſaires. A CES CAUSES, de l'avis de noſtre Conſeil qui a vû leſdits Brefs cy-attachez ſous le Contreſcel de noſtre Chancellerie, Nous vous Mandons & Enjoignons par ces Preſentes ſignées de noſtre main, que s'il vous appert qu'il n'y ait auſdits Brefs aucune choſe contraire à nos Droits & aux Concordats d'entre Nous & le Saint Siege, Privileges & Libertez de l'Egliſe Gallicane, vous ayez à proceder à l'enregiſtrement d'iceux pour eſtre executez ſelon leur forme & teneur ſans ſouffrir qu'il y ſoit contrevenu : CAR TEL EST NOSTRE PLAISIR. Donné à Verſailles le dix-huitiéme jour de Juillet l'an de grace mil ſix cens quatre-vingt-cinq, & de noſtre Regne le quarante-troiſiéme. Signé, LOUIS. Et plus bas : Par le Roy, COLBERT, avec paraphe. Et ſcellé du grand Sceau de cire jaune. *Enregiſtrées és Regiſtres du Grand Conſeil du Roy, ſuivant l'Arreſt ce jourd'huy donné en iceluy à Paris le troiſiéme Aouſt 1685.* Signé, LE NORMAND.

DECLARATION DU ROY de l'an 1696.

SOMMAIRE.

Cette Declaration eſt generale pour tous les Ordres reguliers, & eſt rapportée icy pour la part qu'y prend celuy de Cîteaux.

Sa Majeſté ayant en l'année 1695. donné un Edit de Reglement concernant la juriſdiction Eccleſiaſtique où avoient eſté inſerez quelques Articles, notamment les 18. 19. & 20e qui paroiſſoient contre ſon intention, contraires à la liberté & exemption des Ordres reguliers de la juriſdiction de Meſſieurs les Evêques & aux uſages & pratiques des Monaſteres & des Religieux exempts; & Deſirant que le Clergé Seculier & Regulier ſe contiennent dans les bornes preſcrites par les Saints Canons & que les Religieux jouiſſent ſous ſa protection, de leurs Exemptions legitimes; Elle ordonne que ledit Edit & en particulier l'Article 18e d'iceluy ſera executé ſans préjudice des Droits, Privileges & Exemptions des Monaſteres & de ceux qui ſont ſous des Congregations qu'elle entend avoir lieu ainſi & en la maniere qu'ils l'ont eu & dû avoir juſqu'à preſent.

LOUIS PAR LA GRACE DE DIEU ROY DE FRANCE ET DE NAVARRE: A tous ceux qui ces Preſentes verront, SALUT. L'obligation dans laquelle nous ſommes d'employer l'autorité qu'il a plu à Dieu de nous donner pour maintenir l'ordre & la diſcipline de l'Egliſe, par l'execution des Saints Canons dont nous tenons à honneur d'eſtre le défenſeur, Nous a engagé au mois d'Avril de l'année 1695. de faire rediger dans un ſeul Edit les differentes Ordonnances que les Rois nos Prédeceſſeurs & Nous avons faites en differentes occaſions en faveur & ſur la requiſition du Clergé de noſtre Royaume. Et comme Nous avons eſté avertis que quelques perſonnes donnoient à l'Article XVIII. de cet Edit une interpretation differente de nos intentions, & même que l'on avoit fait quelques procedures en certains Dioceſes qui pouvoient y eſtre contraires, Nous avons eſtimé neceſſaire de declarer ſi expreſſément noſtre intention au ſujet dudit Article, qu'il ne reſte plus aucun pretexte de difficulté

à cet égard, & que le Clergé Seculier & Regulier demeurant dans les bornes qui ſont preſcrites par les Saints Canons, ils concourent au ſervice de Dieu & à l'édification de nos Sujets dans la ſubordination & avec le reſpect qui eſt dû au caractere & à la dignité des Archevêques & Evêques, & que les Reguliers jouiſſent auſſi ſous noſtre protection, des exemptions legitimes qui ont eſté accordées à pluſieurs Ordres, Congregations & Monaſteres particuliers. A CES CAUSES, & autres bonnes conſiderations à ce Nous mouvans, de noſtre certaine ſcience, pleine puiſſance & autorité Royale, en interpretant en tant que beſoin ledit Article XVIII. de noſtre Edit, Nous Avons Dit, Declaré & Ordonné, Diſons, Declarons & Ordonnons par ces Preſentes ſignées de noſtre main, que noſtre Edit du mois d'Avril de l'année 1695. & en particulier l'Article XVIII. d'iceluy ſoit executé ſans préjudice des droits, privileges & exemptions des Monaſteres & de ceux qui ſont ſous des Congregations, que Nous Entendons avoir lieu, ainſi & en la maniere qu'ils l'ont eu & dû avoir juſqu'à preſent.

Que lorſque les Archevêques & Evêques auront eu avis de quelques deſordres dedans aucuns deſdits Monaſteres exempts de leur Juriſdiction, Nous Voulons qu'ils avertiſſent paternellement les Superieurs Reguliers d'y pourvoir dans ſix mois, & qu'à faute d'y donner ordre dans ledit temps, ils y pourvoiront eux-mêmes ainſi qu'ils l'eſtimeront neceſſaire, ſuivant les Regles & Inſtituts de chacun deſdits Ordres & Monaſteres; Et qu'en cas que le ſcandale ſoit ſi grand & le mal ſi preſſant, qu'il y ait un beſoin indiſpenſable d'y apporter un remede plus prompt, leſdits Archevêques & Evêques pourront obliger leſdits Superieurs Reguliers d'y pourvoir plus promptement. Voulons pareillement que les Monaſteres ou demeures des Superieurs Reguliers qui ont une Juriſdiction legitime ſur d'autres Monaſteres & Prieurez deſdits Ordres, ſoient exempts de la viſite deſdits Archevêques & Evêques, ainſi que les Abbez & Abbeſſes qui ſont Chefs & Generaux deſdits Ordres. SI DONNONS EN MANDEMENT à Nos amez & feaux Conſeillers les Gens tenans noſtre Cour de Parlement à Paris, que ces Preſentes ils ayent à enregiſtrer, & le contenu en icelles faire executer de point en point ſelon ſa forme & teneur, pleinement & paiſiblement, ceſſant & faiſant ceſſer tous troubles & empeſchemens contraires, nonobſtant tous Edits & Declarations à ce contraires, auſquels Nous Avons dérogé & Déro-

geons par ces Preſentes : CAR tel eſt noſtre plaiſir. En témoin de quoy Nous y avons fait mettre noſtre Scel. Donné à Verſailles le vingt-neuviéme jour de Mars, l'an de grace mil ſix cens quatre-vingt-ſeize, & de noſtre Regne le cinquante-troiſiéme. Signé, LOUIS. Et ſur le repli : Par le Roy, PHELYPEAUX. Et ſcellée du grand Sceau de cire jaune.

Regiſtrées, Ouy & ce requerant le Procureur General du Roy, pour eſtre executées ſelon leur forme & teneur, & copies collationnées envoyées dans les Sieges, Bailliages & Senéchauſſées du Reſſort, pour y eſtre lûës, publiées & enregiſtrées : Enjoint aux Subſtituts du Procureur General d'y tenir la main, & d'en certifier la Cour dans un mois, ſuivant l'Arreſt de ce jour. A Paris en Parlement, le 4. Avril 1696. Signé, DONGOIS. *Cette même Declaration a eſté pareillement enregiſtrée au Grand Conſeil par Arreſt du*

LETTRES PATENTES DU ROY de l'an 1703.

SOMMAIRE.

Les difficultez que faiſoit le Parlement de Bezançon en pluſieurs occaſions, de ſe conformer en jugeant des Procés concernant cette Province, à ce qui ſe trouve reglé par les Privileges de l'Ordre de Ciſteaux pour les Monaſteres qui y ſont ſituez, obligerent M. l'Abbé de Clairvaux qui y en a pluſieurs de ſa dépendance qui y avoient des Procés de conſequence, de ſe pourvoir au Roy qui eut la bonté d'accorder des Lettres Patentes qui furent addreſſées à ce Parlement le 16. Fevrier 1703. par leſquelles aprés avoir fait examiner en ſon Conſeil leſdits Privileges, Sa Majeſté les confirma & en ordonna l'Enregiſtrement, ce qui fut fait par Arreſt du 28. Juin audit an 1703.

LOUIS PAR LA GRACE DE DIEU ROY DE FRANCE ET DE NAVARRE : A nos amez & feaux Conſeillers les Gens tenans noſtre Cour de Parlement de Bezançon. SALUT.

Noſtre cher & bien amé l'Abbé de Clairvaux un des quatre premiers Peres de l'Ordre de Ciſteaux, Nous a fait remontrer que la pluſpart des Abbayes dudit Ordre ſituées en noſtre Comté de Bourgogne, eſtant de ſa Filiation & ſous ſa Juriſdiction, il eſt de ſon devoir de veiller que le Service Divin y ſoit fait avec la décence requiſe, que la Diſcipline Reguliere y ſoit obſervée, & que la paix y regne non ſeulement entre les Religieux qui en compoſent les Communautez, mais même entre les Communautez & les Abbez Commendataires; ce qui ne ſe peut qu'en y executant les Bulles des Papes données en faveur dudit Ordre, & les Lettres Patentes des Rois nos Prédeceſſeurs confirmatives deſdites Bulles, notamment celles qui preſcrivent le partage des Manſes Abbatiales & Conventuelles par la diviſion des biens en fonds & le reglément des Charges tant Clauſtrales qu'autres; Et qu'il eſt auſſi de ſon devoir de veiller à la conſervation des Droits, Privileges & Prérogatives accordez audit Ordre par les Bulles & Lettres Patentes des Rois nos Prédeceſſeurs; mais quoique les Bulles & Lettres Patentes qui ont eſté enregiſtrées en noſtre Grand Conſeil, ſoient en conſequence executées dans tout noſtre Royaume, neanmoins elles ne l'ont pas eſté juſqu'à preſent dans noſtre Comté de Bourgogne, à cauſe du Privilege dans lequel Nous avons maintenu les Peuples de noſtre Comté de Bourgogne, de ne pouvoir eſtre traduits pardevant d'autres Juges que leurs Juges naturels, & que les Juges du Pays font difficulté de ſe conformer dans leurs Jugemens auſdites Bulles & Lettres Patentes, ſous pretexte qu'elles n'ont point eſté enregiſtrées au Parlement de Bezançon; ce qui cauſeroit beaucoup de préjudice aux Abbayes & Convens dudit Ordre ſituez audit Comté, s'il n'y eſtoit par Nous pourvû. C'eſt pourquoy l'Expoſant Nous a tres-humblement ſupplié d'ordonner que leſdites Bulles, & entre autres celles de Martin V. Pie II. Sixte IV. & Innocent VIII. comme auſſi le Bref d'Alexandre VII. pour la Reformation generale de l'Ordre de Cîteaux, enſemble les Lettres Patentes des Rois nos Prédeceſſeurs François I. Henry II. Henry IV. & Louis XIII. noſtre tres-honoré Seigneur & Pere de glorieuſe memoire, ſoient enregiſtrées en noſtre Cour de Parlement de Bezançon, & de vouloir bien octroyer nos Lettres ſur ce neceſſaires. A quoy ayant égard, & deſirant favorablement traiter les Abbez & Religieux dudit Ordre de Ciſteaux: A CES CAUSES, Nous vous Mandons

& Ordonnons par ces Preſentes ſignées de noſtre main, qu'aprés qu'il vous ſera apparu qu'aux Bulles deſdits Papes Martin V. Pie II. Sixte IV. & Innocent VIII. & audit Bref d'Alexandre VII. dont copies collationnées ſont cy-attachées ſous le Contreſcel de noſtre Chancellerie, il n'y a rien de contraire aux Saints Decrets & Concordats d'entre le Saint Siege & Nous, ni de dérogeant aux Privileges, Franchiſes & Libertez de l'Egliſe Gallicane, Vous ayez en ce cas à faire enregiſtrer leſdites Bulles & Bref, enſemble leſdites Lettres Patentes des Rois nos Prédeceſſeurs François I. Henry II. Henry IV. & Louis XIII. noſtre tres-honoré Seigneur & Pere de glorieuſe memoire, & du contenu tant éſdites Bulles & Bref qu'éſdites Lettres Patentes, faire jouir & uſer leſdits Abbez, Religieux & Convens dudit Ordre de Ciſteaux ſans difficulté : CAR tel eſt noſtre plaiſir. Donné à Marly le ſeiziéme jour de Fevrier l'an de grace mil ſept cens trois, & de noſtre Regne le ſoixantiéme. Signé, LOUIS. Et plus bas : Par le Roy, CHAMILLARD. Et ſcellé. *Enregiſtrées aux Actes importans de la Cour pour eſtre executées ſuivant leurs formes & teneurs. Fait en Parlement à Bezançon le 28. Juin 1703.* Signé, BONNE.

ARREST DU CONSEIL D'ETAT DU ROY de l'an 1705.

SOMMAIRE.

Cet Arreſt prononcé de la bouche de Sa Majeſté contradictoirement entre M. l'Evêque de Châlon-ſur-Saone qui s'eſtoit adreſſé à elle & l'Abbé de Ciſteaux, au ſujet de l'Edit de 1695. dont on a parlé au feuillet precedent, peut tenir lieu d'une nouvelle Declaration pour l'interpretation de l'Article 20. en reglant de Juges les Parties d'entre le Grand Conſeil & le Parlement de Paris où ledit Sieur Evêque demandoit d'eſtre renvoyé & où il pretendoit avoir ſes Cauſes commiſes : Sa Majeſté confirme l'évocation au Grand Conſeil qu'elle avoit donnée à l'Ordre de Ciſteaux & qu'elle vient encore de luy renouveller.

VEU par le Roy eſtant en ſon Conſeil les Requeſtes reſpectivement preſentées à Sa Majeſté, l'une par le Sieur Evêque

de Châlon-ſur-Saone, & l'autre par le Sieur Abbé General de Ciſteaux; Celle dudit Sieur Evêque de Châlon tendante à ce que ſur l'appel comme d'abus interjetté au Grand Conſeil par ledit Sieur Abbé de Ciſteaux, de l'Ordonnance dudit Sieur Evêque du dix Mars dernier, il pluſt à Sa Majeſté conformément à l'Article XX. de l'Edit de l'année 1695. concernant la Juriſdiction Eccleſiaſtique, & en conſequence de l'Arreſt du Conſeil d'Etat du ſept Avril 1681. qui évoque ſes Procés, & en attribuë la connoiſſance au Parlement de Paris, ordonner que le Sieur Abbé de Ciſteaux ſera tenu de proceder au Parlement de Paris ſur ledit appel comme d'abus. Et Celle dudit Sieur Abbé de Ciſteaux tendante à ce que ſans avoir égard à la Requeſte dudit Sieur Evêque de Châlon, il pluſt à Sa Majeſté conformément aux Privileges dudit Ordre de Ciſteaux & à l'Evocation generale qu'il a au Grand Conſeil, & à la Declaration de Sa Majeſté du 29. Mars 1696. donnée en interpretation de l'Edit de 1695. renvoyer les Parties au Grand Conſeil pour y proceder ſur ledit appel comme d'abus. Tout conſideré : LE ROY ESTANT EN SON CONSEIL, ſans avoir égard à la Requeſte dudit Sieur Evêque de Châlon, a Renvoyé & Renvoye les Parties au Grand Conſeil, pour y proceder ſur ledit appel comme d'abus ainſi qu'il appartiendra. Fait au Conſeil d'Etat du Roy, Sa Majeſté y eſtant, tenu à Verſailles le dixiéme jour d'Aouſt mil ſept cens cinq. Signé, PHELYPEAUX.

LETTRES PATENTES DU ROY du mois de Decembre 1711.

SOMMAIRE.

Ces Lettres Patentes ont eſté tranſcrites & rapportées en leur entier au commencement de ce Recueil és pages 9. 10. 11. 12. & 13. avec l'Arreſt d'Enregiſtrement au Grand Conſeil du 3. Mars 1712. pour eſtre executées ſelon leur forme & teneur, & jouir de l'effet & contenu en icelles par tous les Monaſteres & toutes les perſonnes de l'Ordre de Ciſteaux, dont elles renferment les Privileges de telle maniere qu'on peut dire qu'il y a tres-peu d'affaires qui ne ſoient de la competence de ce Tribunal & où elles ne puiſſent eſtre portées & jugées.

LOUIS PAR LA GRACE DE DIEU ROY DE FRANCE ET DE NAVARRE : A tous preſens & à venir, SALUT. Noſtre cher & bien amé Dom Louis Meſchet Abbé de la Charité, Religieux Profés & Procureur General de l'Ordre de Cîteaux, Nous a tres-humblement fait repreſenter que les Privileges de cet Ordre qui luy ont eſté accordez ou confirmez par differentes Bulles des Papes Innocent IV. Alexandre IV. Martin V. Pie II. Sixte IV. Innocent VIII. Alexandre VII. & de pluſieurs autres, tant pour le ſpirituel que pour le temporel, & notamment les Privileges concernant l'exemption de la Juriſdiction des Ordinaires, la conduite & le gouvernement des Monaſteres d'hommes & de filles qui le compoſent, le droit de les viſiter & celuy de pouvoir y adminiſtrer les Sacremens aux perſonnes qui en ſont les Fermiers & les Domeſtiques, l'exemption de payer toutes ſortes de Dixmes ſur les Terres qui ſont de ſes Domaines, & la faculté de percevoir les Novales ſur celles où les anciennes Dixmes luy appartiennent : enfin la reformation de l'Ordre & la partition Canonique des Biens de ſes Monaſteres entre les Abbez Commendataires & les Communautez, ont eſté de tout temps regardez comme quelque choſe non ſeulement de tres-conſiderable & de tres-précieux pour ledit Ordre de Ciſteaux en general, mais

mais encore de tres-important pour la France ; sur tout en ce que cet Ordre dont le Chef & les principales & plus anciennes Abbayes ainsi que plusieurs autres de ses Monasteres, sont situez dans le Royaume, se trouvant d'ailleurs répandu dans une infinité d'endroits de l'Europe Chrétienne, la communication qui se fait de ces mêmes Privileges à toutes les Maisons de l'un & de l'autre sexe qui en dépendent, quoique dans des Etats de Domination étrangere, sert à entretenir une liaison & une relation qui s'est souvent trouvée tres-utile & tres-avantageuse ; de maniere que plusieurs Rois nos prédecesseurs, entre autres François Premier, Henry & François Seconds, Charles IX. Henry III. Henry IV. & Louis XIII. ont crû devoir par ces considerations, favoriser ledit Ordre d'une protection singuliere, & ont toûjours témoigné avoir à cœur de le conserver dans la possession & jouissance de ses Privileges, luy en ayant même accordé des Lettres de Confirmation toutes les fois qu'ils en ont esté requis, jusques-là que le Roy Louis XIII. portant son attention plus loin, auroit estimé à propos que dans celles qu'il octroya au mois de May 1620. l'Adresse fust faite au Grand Conseil, privativement à tous autres Juges, afin d'empescher la difference & la varieté des Jugemens qui seroient rendus sur les contestations qui pourroient arriver dans la suite : Et en effet, ledit Ordre a depuis lesdites Lettres Patentes toûjours jouy de ses Privileges sous l'autorité du Grand Conseil, auquel Sa Majesté a le plus souvent par differends Arrests de ses Conseils d'Etat & Privé, renvoyé les contestations qui y ont esté portées sur les conflits de Jurisdictions survenus à ce sujet. Mais dautant que ces mêmes Lettres Patentes confirmatives desdites Bulles & des Privileges qu'elles contiennent, ne sont point censées avoir esté renouvellées de nostre Regne, quoique nous les ayons approuvées dans differentes occasions qui se sont presentées, & particulierement par Arrest de nostre Conseil & nos Lettres Patentes sur iceluy confirmatives dudit Bref d'Alexandre VII. & autres, portant attribution au Grand Conseil, en sorte que ce pretendu défaut de confirmation de nostre part, qui a souvent servi de pretexte à des personnes mal intentionnées, de troubler ledit Ordre dans la jouissance de ses Privileges, pourroit encore donner lieu dans la suite à d'autres troubles & à de nouvelles difficultez ; ledit Exposant pour prévenir tous inconveniens à cet égard, a esté conseillé d'avoir recours à Nous pour y estre pourvû par nos Let-

tres Patentes ſur ce neceſſaires, qu'il Nous a fait tres-humblement ſupplier de vouloir luy accorder. A CES CAUSES & autres à ce Nous mouvans, deſirant à l'exemple des Rois nos prédeceſſeurs dont nous honorons la memoire, donner audit Ordre de Ciſteaux des marques particulieres de noſtre protection ſpeciale, & contribuer autant qu'il eſt en nous, non ſeulement à le maintenir dans ſa ſplendeur, & à luy conſerver l'honneur de ſes Prérogatives & tous ſes autres avantages, mais encore à entretenir dans les Maiſons qui en dépendent, une diſcipline exacte & reguliere par l'uniformité de ſon gouvernement : De l'avis de noſtre Conſeil qui a vû les ſuſdites Bulles d'Innocent IV. Alexandre IV. Martin V. Pie II. Sixte IV. & Innocent VIII. des années 1249. 1257. 1423. 1459. 1475. 1486. 1487. & 1489. avec les Lettres des Rois Henry IV. & Louis XIII. des mois de Mars 1596. & May 1620. qui confirment leſdites Bulles, & où il eſt fait mention de celles des autres Rois qui les avoient auſſi précedemment confirmées, enſemble ledit Bref d'Alexandre VII. du 19. Avril 1666. l'Arreſt de noſtre Conſeil d'Etat qui l'autoriſe du 14. Juillet ſuivant, & nos Lettres Patentes ſur iceluy de la même année, avec pluſieurs Arreſts de noſdits Conſeils d'Etat & Privé, concernant l'attribution ou le renvoy à noſtre Grand Conſeil, de la connoiſſance deſdits Privileges & autres Lettres Patentes ; les Copies collationnées ou imprimées de tout ce que deſſus eſtant cy-attachées ſous le Conſcel de noſtre Chancellerie : De noſtre grace ſpeciale, pleine puiſſance & autorité Royale, NOUS AVONS Approuvé, Autoriſé & Confirmé, & par ces Preſentes ſignées de noſtre main, Approuvons, Autoriſons & Confirmons leſdites Bulles & Lettres Patentes ; Voulons qu'elles ſoient executées ſelon leur forme & teneur, & qu'en conſequence ledit Ordre de Ciſteaux, les Abbayes, Prieurez & autres Monaſteres tant de l'un que de l'autre ſexe, & même les perſonnes qui en dépendent, jouiſſent en general & en particulier des Privileges qui y ſont plus amplement mentionnez, en la maniere & tout ainſi qu'ils en ont bien & dûëment jouy ou dû jouir juſqu'à preſent. SI DONNONS EN MANDEMENT à nos amez & feaux Conſeillers les Gens tenans noſtre Grand Conſeil, que ces Preſentes ils ayent à enregiſtrer, & de leur contenu faire joüir & uſer ledit Ordre de Ciſteaux pleinement, paiſiblement & perpetuellement, fai-

ſant ceſſer tous troubles, difficultez, oppoſitions ou empeſchemens, dont ſi aucuns interviennent, Nous luy avons Renvoyé & Attribué, Renvoyons & Attribuons par ces mêmes Preſentes la connoiſſance, icelle interdite à toutes nos Cours & autres Juges, à peine de nullité de tout ce qui pourra eſtre fait au contraire : Car tel eſt noſtre plaiſir. Et afin que ce ſoit choſe ferme & ſtable à toûjours, Nous avons fait mettre noſtre Scel à ceſdites Preſentes. Donné à Verſailles au mois de Decembre l'an de grace mil ſept cens onze, & de noſtre Regne le ſoixante-neuviéme. Signé, LOUIS. Et ſur le repli : Par le Roy, PHELYPEAUX. Et ſcellé du grand Sceau de cire verte ſur lacs de ſoye rouge & verte, & contreſcellé. Et ſur le même repli eſt écrit : Viſa, ſigné, PHELYPEAUX, pour Confirmation des Privileges de Ciſteaux. Signé, PHELYPEAUX. Sur le même repli eſt l'Enregiſtrement :

Enregiſtrées és Regiſtres du Grand Conſeil du Roy, pour eſtre executées, gardées & obſervées, & jouir par ledit Ordre de l'effet & contenu en icelles ſelon leur forme & teneur, ſuivant l'Arreſt dudit Conſeil de ce jourd'huy troiſiéme Mars mil ſept cens douze. Signé, DEHODENCQ. *avec paraphe.*

Fin de la ſeconde Partie des Privileges de l'Ordre de Ciſteaux, contenant les Lettres Patentes des Rois & leurs Reglemens.

DE LA CHARGE ET OFFICE de Procureur General de l'Ordre de Ciſteaux.

LEs Privileges de l'Ordre de Ciſteaux ayant dans tous les temps eſté regardez comme choſes eſſentielles & abſolument neceſſaires pour le maintenir & faire ſubſiſter, & la Charge de Procureur General eſtant principalement inſtituée pour les défendre & tenir la main à les faire executer ſoit qu'ils ſoient attaquez ou que l'on y contrevienne, il n'y a pas de doute qu'elle n'ait toûjours eſté tres-conſiderable ; & c'eſt pour cette raiſon que nous avons crû devoir en dire icy un mot aprés avoir expliqué en quoy conſiſtent ces Privileges qui ſont l'objet principal de cette Charge, afin qu'on la connoiſſe & de la rendre ainſi ce qu'elle doit eſtre, c'eſt-à-dire utile à toutes les perſonnes de l'Ordre en general & en particulier.

Inſtitution de la Charge de Procureur General de l'Ordre de Ciſteaux & ſon employ.

Son inſtitution ne ſçauroit guere eſtre plus ancienne qu'elle eſt, puiſqu'elle touche au premier ſiecle de l'Ordre & qu'on la trouve établie par les premiers Reglemens qui furent faits pour l'affermiſſement de ſon Regime, lorſque le Chapitre General ordonna de toute ſon autorité, qu'il y auroit toûjours deux Religieux qui ſeroient chargez du poids & du ſoin des affaires communes & y vaqueroient ſans relaſche ; en voicy les termes, *Præcipitur autoritate Ordinis ut duo Clerici provideantur aſſidui in Curiâ pro negotiis Ordinis ad impetrandum & contradicendum* ; & le même Chapitre députa deux Abbez pour regler ſur quoy & comment il ſeroit pourvû à leur ſubſiſtance, *ut taxent de ſalario quod eis competet* : S'ils eſtoient deſtinez & employez au ſervice de l'Ordre, il eſtoit juſte que ce fuſt ſur luy que s'en priſt la dépenſe. *Quis enim militat ſuis ſtipendiis unquam* ? Ces deux mots, *ad impetrandum & contradicendum*, marquent en abregé leur employ aſſez clairement pour n'avoir pas beſoin d'une plus grande explication preſentement, on leur donnera dans la ſuite plus d'étenduë.

1. *Corinth. cap. 9.*

L'établiſſement de ces Officiers ſe faiſoit comme il ſe fait encore aujourd'huy dans le Chapitre General, & le Decret qu'on a rapporté, fut mis comme un Statut ſtable & permanent & un Reglement perpetuel dans l'une des premieres & plus ancien-

nes Compilations de l'Ordre aprés avoir eſté diverſes fois confirmé & renouvellé par pluſieurs Chapitres Generaux ſucceſſivement, comme il paroiſt par un Decret de l'un d'eux du commencement du ſecond ſiecle de l'Ordre qui s'explique en ces termes : *De duabus perſonis habendis in Curiâ in communibus expenſis Ordinis, antiqua ſententia teneatur ſicut in diſtinctione 15ª continetur :* Ce qui fut encore réiteré trois ans aprés, *Duo Procuratores in Curiâ pro toto Ordine annis ſingulis habeantur :* Le Chapitre General s'aſſemblant en ce temps-là tous les ans ſans jamais y manquer, il luy eſtoit facile de changer à chaque fois ſes Procureurs ou de les continuer ſuivant qu'il eſtoit ſatisfait ou mécontent de leur capacité & de leur conduite.

L'un eſtoit pour la Cour de Rome où il faiſoit ſa reſidence, & l'autre pour la France où ſe tient le Chapitre General & s'aſſemble tout l'Ordre & où ſont auſſi les principaux Monaſteres avec leſquels tous les autres ont relation, & c'eſt de ce dernier qu'il s'agit icy principalement à l'occaſion de ce nouveau Recueil des Privileges, & ainſi c'eſt de luy & de ſa Charge qu'il ſera parlé plus particulierement.

Le Chapitre General de l'année 1460. ne croyant pas qu'un ſeul homme puſt ſuffire à l'exercer en ce Royaume à cauſe de la multiplicité des Tribunaux & des affaires qui commençoient deſlors à eſtre portées au dehors de l'Ordre, ordonna que l'Abbé de Ciſteaux uſant de ſon plein pouvoir, pourroit y ſuppléer en ſubſtituant à ſon Procureur General encore d'autres perſonnes pour l'aider en chaque Province, & y établiſſant un Abbé en qualité de Procureur pour y défendre & ſoutenir les Droits & Privileges de l'Ordre & des Monaſteres particuliers qui ſeroient attaquez, & cela aux frais & dépens de ceux pour leſquels ils agiroient ; en voicy le Decret tout entier.

Capitulum Generale Statuit & Ordinat ut Dominus Ciſtercienſis in plenariâ Ordinis poteſtate poſſit in qualibet Provinciâ inſtituere unum Abbatem Procuratorem cum poteſtate ſubſtituendi unum vel plures loco ſui, ad defendendum jura, libertates, franchiſias, privilegia & exemptiones Ordinis, communibus expenſis locorum & domorum Ordinis in ipſis Provinciis ſitorum.

Ce Reglement fut executé & depuis encore confirmé par les Chapitres Generaux tenus dans les années ſuivantes juſqu'à celuy de l'an 1605. où l'on donna à ce Procureur Provincial le nom

Droits & fonctions de la Charge de Procureur General de l'Ordre de Ciſteaux.

de Promoteur ou Syndic, comme il paroiſt par cette Définition qui commence par ces mots, *In ſupremis Regni Galliarum Curiis Promotor unus capax & idoneus deputetur qui Ordinis jura & immunitates defendat.*

Ce même Chapitre General de 1605. s'appliqua particulierement à regler ce qui regarde la Charge de Procureur General, ſes droits, ſon pouvoir & ſes fonctions. Il ordonna

1°. Que tous les quatre ans (qui eſtoit le temps auquel eſtoit remiſe l'Aſſemblée du Chapitre General) le Procureur General pourroit viſiter les Promoteurs ou Syndics Provinciaux, pour eſtre informé par eux de l'état des Monaſteres de leurs Provinces, de leurs affaires & de la maniere dont ils s'y comportoient, en leur faiſant rendre un compte exacte, afin qu'enſuite il en puſt faire ſon rapport au Chapitre General ; Voicy encore les termes du Decret.

Procurator autem Generalis quolibet triennio ſemel illos Promotores ſi fieri poteſt, viſitet ut videat quid egerint & quo pacto ſe in exercitio ſuorum Officiorum geſſerint, cuncta Capitulo Generali relaturus : ad quod quidem Capitulum Arreſta omnia quæ in favorem quorumcunque Ordinum in ſupremis vel etiam in inferioribus Curiis lata & pronuntiata reperiet, deferat ut in Archivio Ciſtercii reponantur.

Les deux derniers Chapitres Generaux tenus és années 1686. & 1699. reconnoiſſant l'inutilité de ces Promoteurs ou Syndics Provinciaux, depuis ſur tout qu'il a plû au Roy de renvoyer à un ſeul & même Tribunal, c'eſt-à-dire au Grand Conſeil toutes les affaires concernant les Privileges de l'Ordre, afin d'éviter la diverſité des jugemens & pour d'autres raiſons, leurs fonctions pouvant eſtre faites & ſuppléées par les Viſiteurs des Provinces, les ſupprimerent, ſe contentant du ſeul Procureur General & luy donnant le pouvoir de ſubſtituer en ſa place où le beſoin le requerroit.

Le même Chapitre de 1605. dont nous avons parlé, avoit 2°. encore Ordonné que l'année que ſe tiendroit le Chapitre General, ſix mois auparavant ces Promoteurs ou Syndics viſiteroient tous les Monaſteres de leurs Provinces pour en ſçavoir le veritable eſtat, afin d'en informer le Procureur General dont le devoir ſeroit d'en faire le rapport au Chapitre General.

Et à ſon égard il fut auſſi 3°. Ordonné que trois mois avant

cette Aſſemblée, il ſeroit obligé de ſe rendre en perſonne à Paris pour recevoir les inſtructions & memoires que chacun luy voudroit addreſſer, pour remettre le tout en l'Aſſemblée du Chapitre General & y en faire ſon rapport.

Procurator autem Generalis Galliæ tribus menſibus ante dictorum Capitulorum Generalium Convocationem, Lutetiam adeat ibidem expectaturus cunctas rerum informationes, memoralia & inſtructiones negotiorum ab eodem in dicto Capitulo proponendorum quæ ad illum commodiùs hoc pacto dirigentur.

Devoirs de la Charge du Procureur General.

4°. Le ſurplus des autres Reglemens de ce Chapitre General à ce ſujet, regarde en commun l'Office de l'un & de l'autre Procureur General, c'eſt-à-dire, de celuy en Cour de Rome & de celuy de France, leurs devoirs & l'obligation qu'ils ont de veiller & de prendre ſoin que les Statuts de l'Ordre & les Reglemens faits par les Viſiteurs & les autres Superieurs dans leurs viſites ſoient obſervez & executez ponctuellement, en contraignant de le faire par toutes les voyes dûës & raiſonnables & ſous les peines portées par les Statuts : c'eſt de cette ſorte qu'il s'expliqua.

Curent autem dicti Procuratores Generales Ordinis Definitiones & Statuta, nec non Cartas viſitationum & Vicariorum Ordinationes accuratè & exactè obſervari, & ad cunctorum in eiſdem contentorum obſervationem quoſcunque per pœnas in ipſis definitionibus Statutas & Ordinatas compellant.

Enfin 5°. Ce même Chapitre obligea tous les Religieux qui ſont envoyez ſoit à Rome ou à Paris pour les affaires de leurs Monaſteres, de ſe preſenter au Procureur General ou en ſon abſence à ſon Subſtitut deux jours aprés leur arrivée, ſous peine de punition, pour l'informer du ſujet de leur voyage.

Monachi verò ad eaſdem Curias pro negotiis ſuorum Monaſteriorum gerendis miſſi, ſe eidem Procuratori Generali vel eo abſente, Promotori infrà duos dies ab eodem adventu computandos repræſentent, rationem agendorum daturi, aliàs per dictum Procuratorem Generalem vel eo abſente, per Promotorem puniantur.

Ce ſont-là les loix ſous leſquelles on a depuis ſi long-temps vécu, ſans qu'il y ait eu ni Brefs ni Bulles des Papes ni Arreſts ni Decrets des Chapitres Generaux qui y ayent dérogé, n'ayant eſté faits que pour le bien & en vûë du bon ordre, on en a toû-

jours ſuivi l'eſprit, & ſi les malheurs des temps & les guerres en ont quelquefois ſuſpendu & empeſché l'execution, comme de tant d'autres bons Reglemens, ils ne les ont pas pour cela abolies & elles n'en ſont pas moins obligatoires; il ne faut pour en eſtre perſuadé, que voir la maniere dont les deux derniers Chapitres Generaux qui ſe ſont tenus en 1686. & 1699. s'en ſont expliquez (& c'eſt la même choſe des autres qui les ont précedez) dans les Patentes & Inſtitutions qu'ils ont données en Nous établiſſant en la Charge & l'Office de Procureur General de l'Ordre, c'eſt un ſtile ordinaire & qui n'a point changé.

Pouvoirs donnez par le Chapitre General au Procureur General de l'Ordre en l'établiſſant en cet Office.

Quia diverſa in dies emergunt in Ordine noſtro (c'eſt le Chapitre General qui parle) *coram diverſis Galliæ Curiis tractanda, R. D. Ludovicum Monaſterii Beatæ Mariæ de Charitate Lingonenſi Abbatem in totâ Galliâ Procuratorem Generalem Creamus, Nominamus & Inſtituimus,* DANTES *ei poteſtatem & autoritatem omnes & ſingulas cauſas in univerſis litibus, querelis, controverſiis motis & movendis,* CONTRA' *quaſcunque perſonas Eccleſiaſticas vel ſæculares, coram quibuſcunque Judicibus proſequendi ac defendendi, ſiſtendi in judicio, agendi, petendi, opponendi, appellandi, Ordinis noſtri Privilegia, immunitateſque ac jura tuendi, fugitivos, apoſtatas, aliaſve perſonas Ordinis noſtri in Regno Galliæ vagantes per omnes juris & juſtitiæ vias puniendi & coercendi; unumque vel plures Procuratores cum pari autoritate ſeu poteſtate ſubſtituendi: omniaque & ſingula agendi & præſtandi quæ Procurator Generalis agere poteſt & tenetur, excepto tamen mutuo contractu.*

Mandamus propterea in plenariâ Ordinis poteſtate Omnibus & ſingulis noſtri Ciſtercienſis Ordinis utriuſque ſexûs regularibus perſonis Nobis ſubditis ſub pœnis & Cenſuris in eodem Ordine conſuetis, ut dictum R. D. L. Abbatem de Charitate tanquam verum & legitimum indubitatumque Procuratorem Generalem in Galliâ agnoſcant & revereantur. Datum Ciſtercii in Definitorio Capituli Generalis &c. an. 1686. *&* 1699.

C'eſt par là que l'on peut juger de ce que peut & ne peut pas le Procureur General de l'Ordre de Ciſteaux, & de l'obligation qu'il a de ſoutenir & défendre les Privileges de l'Ordre dont il eſt l'un des principaux Officiers : ayant ainſi le pouvoir de citer & de tirer en Juſtice toutes ſortes de perſonnes pour les faire executer & empeſcher qu'il n'y ſoit contrevenu. Il eſt à propos de

de dire icy un mot de la maniere qu'on doit le faire, ſoit que ce ſoit luy qui le faſſe en commençant une Inſtance, ſoit qu'il intervienne ſeulement dans une qui ſera commencée & où il connoiſtra que l'Ordre en general ou un Monaſtere particulier ſera intereſſé.

La maniere dont doivent eſtre défendus les Privileges dans l'Ordre de Ciſteaux.

ON ne parle icy que de la défenſe qui ſe fait des Privileges de l'Ordre de Ciſteaux en conſequence des Bulles des Papes & des Lettres Patentes des Rois qui les ont confirmées, & cela regarde principalement la France, ſans préjudice de ce qu'on peut & doit faire ſoit à Rome ſoit par tout ailleurs où ils ſont attaquez, ſuivant les beſoins particuliers, puiſque toutes les perſonnes de l'Ordre y ſont obligées par leur Profeſſion, comme on l'a dit & montré au commencement de ce Recueil dans la Préface page 7e en y rapportant quelques-uns des plus anciens Statuts qui le marquent & ordonnent expreſſément, ſur tout à l'égard des Abbez & Superieurs des Monaſteres, *Univerſi & ſinguli Ordinis Profeſſi & maximè Abbates contrà impetentes & impedientes libertates ejuſdem, ſecundùm formam præſcriptam efficacis defenſionis præſidio procedere teneantur.*

C'eſt au Livre intitulé Des Anciennes Définitions Compilées en 1289. & 1316. que cette forme preſcrite ſe trouve, au 2e Chapitre de la ſeconde Diſtinction, *De modo ſeu formâ defendendi prædictas Immunitates*; & il y eſt dit que ſi quelques perſonnes qui ne ſoient pas de l'Ordre, entreprennent d'attaquer & enfreindre ſes Privileges, *infringere moliantur*, Les trois plus anciens Abbez de la Province où cela ſera arrivé, s'eſtant aſſemblez avec quelques autres à la priere & requiſition des Monaſteres qui ſeront attaquez, aprés avoir examiné l'affaire, s'ils ſont bien fondez à ſe plaindre, ils convoqueront encore quelques autres Abbez des plus notables & cottizeront tous les autres ſituez dans la même Province pour aider à défendre ceux qui auroient peine à le faire ſans ce ſecours.

Nomaſt. Ciſterc. P. 484. & 485. Si qui Epiſcopi vel alii Eccleſiarum Prælati ſeu quacunque alia perſona quæ non ſit de Ordine noſtro, communia dicti Ordinis Privilegia infringere moliantur, in ſingulis Provinciis ubi aliquid tale exortum fuerit, tres primi Abbates cujuſlibet Provinciæ adjunctis ſibi &c.

Le Statut ajoûte que ce ſera de l'autorité du Chapitre Gene-

ral qu'agiront ces Abbez, & que s'ils ſe portent negligemment à le faire, ils ſeront ſeverement punis par le Chapitre General par ſuſpenſion de leurs Charges *& à divinis, gradum altaris non aſcendant uſque ad ſequens Capitulum Generale in quo ſuper prædictâ negligentiâ veniam petere teneantur & graviter puniantur.*

Le moyen que le Roy a trouvé de reprimer & empeſcher ces infractions & contraventions auſdits Privileges, eſt aujourd'huy plus court & plus facile, en obligeant ſes Officiers de le faire comme on a vû par les Lettres Patentes que l'on a cy-devant rapportées, leur enjoignant de tenir la main à les faire executer ponctuellement.

Si la Cauſe eſt commune à tout l'Ordre, c'eſt au Procureur General à la ſoutenir & défendre en ſon nom ; & ſi elle eſt particuliere à un ſeul Monaſtere, c'eſt à la Communauté de ce Monaſtere à fournir à la dépenſe : Elle peut eſtre de telle conſequence que l'intervention du Procureur General y ſoit utile & même neceſſaire, ce qui dépend pour le ſçavoir, de la bien examiner. Soit donc que l'on ſe pourvoye d'abord contre une contravention ou un trouble ou une entrepriſe, il faut par le miniſtere d'un Procureur au Grand Conſeil, y preſenter Requeſte expoſitive du fait, & demander ſi c'eſt pour commencer une Inſtance, qu'il luy plaiſe ordonner que Commiſſion ſera délivrée pour y aſſigner les Parties à delais competens avec défenſe de proceder ailleurs, & en aſſignant cotter le nom du Procureur qui occupera : Et ſi c'eſt pour intervenir dans une affaire commencée & qui ſe plaide, où l'aſſiſtance du Procureur General ſoit neceſſaire, il faudra qu'en ſon nom il preſente la Requeſte, & aprés y avoir déduit quelques moyens d'y intervenir, il concluë à eſtre reçû Partie intervenante & aux autres fins qu'il voudra prendre dans l'Inſtance.

Que ſi l'on eſtoit prévenu par une Aſſignation devant un autre Juge que le Grand Conſeil & par quelques procedures, il faudra demander que la Cauſe y ſoit évoquée avec défenſe de les continuer : mais ſi les delais de cette Aſſignation eſtoient ſi briefs qu'il ne fuſt pas poſſible avant l'échéance, d'obtenir la Commiſſion & de la faire ſignifier ; il faudra en ce cas ſe preſenter lors de l'échéance devant le Juge pour ſeulement decliner ſa juriſdiction & demander le renvoy de la Cauſe au Grand Conſeil, avec pro-

teſtation (en cas de déni de renvoy) de nullité & de caſſation ſi l'on paſſe outre, de tout ce qui ſera fait & entrepris au préjudice de la juriſdiction du Grand Conſeil & des Privileges de l'Ordre de Ciſteaux, dépens, dommages & intereſts. Aprés quoy il faudra s'y pourvoir & luy en porter ſa plainte.

Pour empeſcher que dans l'Ordre l'on ne contrevienne à ces Privileges & que l'on n'en puiſſe pretendre cauſe d'ignorance, les Statuts ont pourvû à ce qu'ils ſe trouvaſſent en chaque Monaſtere, en obligeant toutes les perſonnes de l'Ordre de les avoir, de les inſerer avec les autres Reglemens, & d'en faire tous les ans la lecture. En voicy le Statut. *Ne fortè aliquæ perſonæ Ordinis contrà prædictas Libertates prætextu ignorantiæ aliquid attentare præſumant vel illis in aliquo præjudicari permittant, Generale Capitulum Præcipit omnibus Abbatibus ut omnium Privilegiorum ab Apoſtolicâ Sede & à dictis Principibus eidem Ordini generaliter indultorum, in ſingulis Monaſteriis tranſcripta habeantur & cum Libello definitionum legere anno quolibet ex integro teneantur.* Nomaſt. Ciſterc. p. 434.

Quels ſont les Juges dans l'Ordre de Ciſteaux pour en terminer les Differends qui ſurviennent entre les Religieux.

LA queſtion que l'on propoſe icy, ne regarde que l'interieur de l'Ordre & les differends que peuvent avoir entre eux les Religieux & Religieuſes qui en ſont, puiſque l'on a vû dans ce Recueil par les Lettres Patentes qui y ſont rapportées, qu'ils ont des Juges au dehors devant leſquels ils peuvent appeller ceux à qui ils demandent quelque choſe ou qui leur refuſent ce qui leur appartient juſtement.

C'eſt une erreur groſſiere & toute évidente qu'ont eu juſqu'à preſent quelques perſonnes qui ont crû que dans les Ordres reguliers même en celuy de Ciſteaux, il n'y avoit pas de veritable Tribunal où ſe puſt exercer la juriſdiction contentieuſe, & qu'ils n'en ont qu'une ſimple & imparfaite qu'ils appellent Correctionelle, qui ne leur donne le pouvoir que de corriger les fautes & L'Ordre de Ciſteaux a conſtamment la juriſdiction contentieuſe ſur les perſonnes qui luy ſont ſujettes & juridiques. & en eſt en poſſeſſion depuis ſon origine, confirmée par l'autorité Eccleſiaſtique & Seculiere.

contraventions faites contre leurs Regles & Conſtitutions : Le contraire paroiſt ſi clairement & ſi bien établi, qu'on ne croit pas qu'il y ait nulle neceſſité d'en rapporter des preuves ; car outre qu'ils manqueroient du principal moyen de ſe maintenir, l'on voit dans cet Ordre par exemple, que par ſon Statut primordial qui fut fait dans le temps de ſa fondation au commencement du douziéme ſiecle de l'Egliſe, & qui a eſté confirmé une infinité de fois par le Saint Siege & d'autorité Royale, & par les autres anciens Statuts, que l'on y eſtoit déja dans ce droit & cette poſſeſſion de juger de toutes ſortes d'affaires & depunir les coupables des plus grands crimes, par des peines Canoniques les plus rigoureuſes ; par la dépoſition des Abbez, les priſons perpetuelles & autres chaſtimens, ſur des informations & par des Jugemens & des Sentences qui ne ſortoient pas de l'Ordre, n'eſtant pas permis d'en appeller au dehors & de ſe pourvoir contre, qu'au ſeul Chapitre General en dernier Reſſort.

Ces Jugemens & l'execution qui les ont ſuivis, ont eſté approuvez beaucoup de fois par des Bulles des Papes, des Lettres Patentes & des Arreſts des Cours Superieures qui même comme on a vû en ce Recueil, ont diſpenſé des formalitez mentionnées dans leurs Reglemens & Ordonnances à l'égard de la procedure, ces Arreſts qui l'ont examinée ayant ſouvent condamné aux dépens & à l'amende ceux qui l'avoient voulu conteſter ; de maniere qu'on peut aſſûrer que la verité que nous ſuppoſons, eſt conſtante & qu'il n'y a pas la moindre raiſon d'en douter, ni même aucune neceſſité d'en entrer dans le détail.

Cauſa mèrè regulari inter perſonas dicti Ordinis emergentes, intrà Ordinem terminentur juxtà antiquas illius Conſtitutiones ; nec liceat alicui extrà Ordinem appellare ſub pœnis in ipſis contentis. Brev. Alex. VII. num. 38.

Les differends donc qui ſurviennent entre les perſonnes de l'Ordre de l'un & de l'autre ſexe, s'y devant terminer ſuivant ſes Privileges contenus en ce Recueil, notamment le Bref du Pape Alexandre VII. de *1666.* autoriſé par le Roy & enregiſtré au Grand Conſeil, il eſt tres à propos d'ajoûter icy une petite inſtruction qui faſſe connoiſtre quels ſont les Juges auſquels on doit s'adreſſer & qui ayent droit de les juger ; & en un mot, quels ſont les degrez de juriſdiction qui s'y exercent.

Autrefois c'eſtoit le Superieur local du Monaſtere qui appaiſoit par ſon autorité ordinaire, les mouvemens & les troubles qui s'y élevoient entre les Religieux, c'eſt-à-dire l'Abbé ou le Prieur & Souprieur en ſon abſence ; autrement la déciſion s'en reſervoit au Viſiteur, & la difficulté ſe terminoit au temps de ſa viſite : Ce Viſiteur eſtoit le plus communément le Pere immediat ou *Major*

Abbas ou celuy qu'il commettoit pour la faire en ſa place ; & s'il manquoit de rendre juſtice, & qu'il donnaſt lieu par ſon jugement à quelque plainte, elle eſtoit portée au Chapitre General qui ſe tenoit à lors tous les ans, & on y puniſſoit le Juge & les Parties qui ſe trouvoient en faute.

Si la conteſtation eſtoit entre quelques Monaſteres ou quelques Communautez de Maiſons differentes, on s'en rapportoit au jugement des Abbez voiſins dont on convenoit ; & s'ils ne la terminoient pas, on recouroit au Chapitre General à l'autorité duquel on eſtoit obligé de ſe ſoumettre, comme Nous le voyons par un Reglement fait du temps de Saint Eſtienne & qui fut mis dans la premiere & plus ancienne Compilation de l'Ordre faite aprés la Carte de Charité ſous le Titre d'*Inſtituts du Chapitre General* en 1134. deux ans aprés ſa mort, au Chapitre 68. conçû en ces termes : *Si fortè aliqua controverſia inter Abbates Ordinis noſtri orta fuerit, convocent vicinos Abbates Ordinis noſtri & eorum conſilio pacem ineant ; ſi verò ſic ſedari non potuerit, reſervetur cauſa eorum ad annuum Capitulum Ciſtercii, & ibi ad arbitrium & nutum Ciſtercii Capituli terminetur, neque modò ad aliam audientiam appellare liceat.* Nomaſt. Ciſterc. p. 167.

Depuis que le Chapitre General ne ſe tient plus ſi regulierement & ſi ſouvent, & qu'il ſeroit fâcheux de laiſſer traîner ſi long-temps une affaire, on a pris d'autres meſures, & on a établi certains degrez de juriſdiction qu'on doit garder dans les appellations, ſans neanmoins déroger au pouvoir & à l'autorité des Abbez & des autres Superieurs locaux ſuivant qu'elle leur eſt donnée par la Regle de Saint Benoiſt & conſervée par la Carte de Charité : Et ce fut le Chapitre General de l'an 1605. qui le premier ordonna ſans rien dire du Superieur local, que du Viſiteur on pourroit appeller au Pere immediat, de celuy-cy à l'Abbé de Ciſteaux, & de l'Abbé de Ciſteaux au Chapitre General ; ce qui a eſté confirmé depuis par d'autres Chapitres & même par l'Arreſt du Conſeil d'Etat du 19. Septembre 1681. qui l'a donné pour regle, lequel Arreſt comme Nous avons dit en le rapportant pages 325. & ſuivantes de noſtre Recueil des Privileges, doit ſervir de Reglement pour tout l'Ordre.

Si donc l'Abbé regulier de quelque Monaſtere ou à ſon defaut & en ſon abſence le Prieur ou même le Souprieur avoit fait & rendu quelque Ordonnance ou Jugement en matiere qui demande &

merite quelque diſcuſſion & dont quelque particulier pretende eſtre grevé, il a la voye ouverte pour s'en plaindre au Viſiteur dans le temps de ſa viſite, lequel aprés avoir examiné le fait, peut y remedier *de plano* par un ſimple Procés verbal qu'il fera lire en preſence du Superieur & de la Communauté ; Et ſi la choſe eſtoit importante, il en pourroit informer & ainſi proceder dans les formes juſqu'à Sentence définitive incluſivement, de laquelle on pourra appeller au Pere immediat de ce même Monaſtere qui en connoiſtra & jugera l'appel, qui n'eſt jamais ſuſpenſif en matiere de ſimple regularité mais ſeulement dévolutif.

Mais de peur que l'on ne faſſe icy une équivoque ſur le nom de Viſiteur & pour ſçavoir qui l'on y doit entendre, il eſt bon en un mot, de dire que c'eſt celuy qui fait actuellement la viſite au Monaſtere où il y a quelque conteſtation ; Car quoiqu'il paroiſſe avec aſſez d'évidence que par le Viſiteur marqué dans l'Arreſt, on ait entendu le Viſiteur de la Province, on ne peut pas raiſonnablement diſconvenir que ſi c'eſtoit le Pere immediat qui viſitaſt ou par ſon ordre un Commiſſaire extraordinairement, l'on pourroit tres-bien ſe pourvoir à luy, & enſuite de cette ſorte à l'Abbé de Ciſteaux & à ſon Commiſſaire, ou à celuy du Chapitre General, ſuppoſé qu'il fuſt dans le Monaſtere, pour juger la plainte & l'appel, & ainſi arreſter le ſcandale & remedier au deſordre s'il y en avoit ; celuy qui fait la viſite tel qu'il ſoit, eſtant obligé de corriger tout ce qu'il trouve de mal dans un Monaſtere, & d'y mettre la paix & rétablir le bien : Car dira-t-on qu'un Officier ſubalterne qui même tient ſon pouvoir des Peres immediats, du Chef de l'Ordre & du Chapitre General, ſe trouvant dans un Monaſtere, ſuſpendra tout leur pouvoir & les empeſchera d'exercer leur autorité & juriſdiction ſous pretexte qu'il a un degré de juriſdiction : On ne penſe pas déroger en rien par cette interpretation ni aux Statuts ni à l'Arreſt de 1681. mais on en prend & ſuit l'eſprit ; tellement que cela n'empeſche pas que les Viſiteurs Provinciaux n'ayent toûjours les mêmes droits dont ils pourront uſer en toutes autres occaſions, ce ſera pour cette fois un degré perdu à la verité, mais la perte en eſt bien recompenſée par la prompte juſtice & la diligence qu'on aura apportée à appaiſer bientoſt un trouble & une diviſion dans une Communauté dans un cas extraordinaire.

On peut confirmer cela par ce qui ſe pratique dans les Cours

Seculieres & dans les Tribunaux qui ſont ſubordonnez les uns aux autres par des degrez diſtincts. Une cauſe particuliere dont la connoiſſance appartient au Juge inferieur, ſe trouve engagée dans le Tribunal ſuperieur par des circonſtances ſingulieres, il la retient & la juge : ainſi arrive-t-il ſouvent du Juge des lieux, du Bailliage & Preſidial, du Parlement & du Conſeil du Roy, & c'eſt enfin là où toutes choſes ſe terminent.

En reduiſant de cette ſorte les choſes à la maniere ordinaire & conſervant au Viſiteur Provincial ſon degré de juriſdiction pour connoiſtre d'une affaire en premiere Inſtance lorſqu'arrivant dans un Monaſtere on luy fait des plaintes, qu'il en prend connoiſſance & qu'il a commencé à proceder ; on ne fait tort à perſonne; mais s'il y avoit contre luy des ſoupçons, il doit s'en abſtenir s'il les connoiſt bien fondez ; & s'il y a du doute, le Pere immediat en doit juger : Que ſi les moyens ſont pertinens, ce même Pere immediat doit pourvoir d'un autre Viſiteur ou viſiter luy-même : Sans quoy s'il avoit deſſein de commettre un autre ſoit pour la viſite ou pour quelque autre fonction, il ne le pourroit pas le faire ſuivant le Reglement du Chapitre General de 1667. confirmé par Bref Apoſtolique, qu'en cas d'abſence de la Province de ce même Viſiteur, de maladie ou de ſoupçon bien averé.

Ce ſont-là les Regles que l'on doit ſuivre à cet égard. Le ſupréme degré dans l'Ordre eſt le Chapitre General qui n'en a pas d'autre au deſſus de luy que celuy du Pape : Nous l'avons vû dans pluſieurs Bulles de ce Recueil, & entre autres dans une de 1574. de Gregoire XIII. page 183. nombre 13. qui défend aux Legats du Saint Siege & à tous les Nonces Apoſtoliques, de prendre aucune connoiſſance des conteſtations qui ſurviennent dans les Monaſteres de l'Ordre, & d'entreprendre de les viſiter, ni de recevoir & juger les appellations qui ſeroient interjettées & portées devant eux des Sentences & Ordonnances de leurs Superieurs ; juſques-là qu'ils défendent auſſi aux Officiers de la Chambre Apoſtolique, d'admettre les appellations qui pourroient eſtre directement portées à Sa Sainteté : il n'y a que l'abus qui puiſſe donner lieu à en tirer la connoiſſance hors de l'Ordre.

Ces Superieurs c'eſt-à dire le Chapitre General, l'Abbé de Ciſteaux Chef de l'Ordre, le Pere immediat de chaque Monaſtere, & celuy qui en eſt le Superieur local ſous le nom d'Abbé ou Prieur, ont la juriſdiction ordinaire ſur tous leurs ſujets & juridi-

ques, & peuvent députer pour agir en leur lieu & place dans le beſoin & lorſqu'ils le jugent à propos, ſoit pour viſiter ſoit pour faire toutes autres fonctions qui leur competent & appartiennent; & ils ont ce pouvoir par leurs Charges & établiſſemens ſuivant la Regle & les Statuts de l'Ordre : ce que n'ont pas & ne peuvent faire les ſimples Vicaires & Viſiteurs des Provinces de la commune & de l'étroite Obſervance qui ſont choiſis & inſtituez en vûë & conſideration de leur capacité perſonnelle & de leur zele pour la Regularité, non plus que tous les autres Commiſſaires & députez, n'eſtant tous que ſimples ſubdeleguez pour un temps fixe & limité & ne pouvant outrepaſſer le pouvoir qui leur eſt donné par leurs Inſtitutions & Commiſſions.

Et ils peuvent tous ſoit Ordinaires ou Déleguez connoiſtre & juger de tous les cas qui arrivent dans les Monaſteres, & plus la matiere eſt grave, plus on doit eſtre circonſpect, parce que ſi elle eſtoit peu importante & legere, une ſimple inquiſition ſuffiroit pour en apprendre la verité, & on pourroit y pourvoir ſur un Procés verbal ſans autre formalité : mais s'il y avoit du crime & en un mot, qu'elle fuſt importante & euſt des ſuites, il n'y auroit rien à negliger pour en avoir une connoiſſance exacte : il eſt facile de juger que ç'a toûjours eſté là l'eſprit de l'Ordre & l'intention qu'on y a eu dans tous les temps par la vûë de ſes anciens Statuts, en voicy les principales diſpoſitions.

Monaſt. Ciſterc. p. 496. & 99. *In Cauſis Ordinis ſtrepitu ſæcularis judicii relegato, ſimplicitas Ordinis ſolita obſervetur, niſi fortè judex ad informationem ſui & ad cauſæ meritum declarandum allegationes juris ſive conſilia duxerit requirenda, ſed ſecundùm conſcientiæ puritates & rationes hinc & indè propoſitas bonâ fide & providè procedetur.*

Ibidem. 318. & 334. *Ipſum Viſitatorem talem fore convenit ut non credat omni ſpiritui, ſed cauſam quam neſciverit diligenter inquirat, cognitam rationabiliter corrigat zelo Ordinis & paternæ Charitatis affectu.*

Ibid. p. 67. 321. & 475. C'eſt toûjours la Charité qui doit eſtre le motif & la fin des viſites, des corrections & des punitions ; & les procedures qui ſe font, doivent eſtre autant qu'il eſt poſſible dans le cours d'une viſite, la juriſdiction de l'Ordre s'y exerçant & devant s'y exercer ſuivant les Statuts avec plus d'exactitude & de facilité.

En un mot, un Juge dans l'Ordre de Ciſteaux doit éviter autant qu'il peut les embarras des procedures, & n'eſt obligé de s'y attacher

tacher qu'autant que la neceſſité le requert pour la qualité des faits & pour en ſçavoir la verité, & encore n'eſt-il pas abſolument tenu d'y obſerver à la rigueur toutes les formalitez, luy ſuffiſant de garder les plus eſſentielles, comme dans le beſoin d'informer & d'entendre des témoins, de leur faire preſter ſerment, de les recoller & confronter, d'interroger l'accuſé; il nomme d'office un Promoteur & un Greffier ou Secretaire, & celuy-cy doit preſter ſerment; & ſuivant les anciens Statuts, la Sentence doit eſtre prononcée en Chapitre ou dans un lieu où ſoit au moins une bonne partie de la Communauté.

L'une des raiſons qui prouvent qu'on n'eſt pas obligé de ſuivre toutes les formalitez d'une procedure exacte, & qu'outre qu'on en eſt diſpenſé par les Bulles des Papes qu'on a rapportées & par les Lettres Patentes qui les ont confirmées, on ne voit pas qu'aucune des Ordonnances qui les preſcrivent, y ait jamais declaré vouloir y comprendre les Cloiſtres, que les Cours Superieures qui les ont verifiées, n'en ont point parlé, Et même que lorſqu'on a porté devant elles des appellations comme d'abus interjettées des Sentences renduës ſans obſerver ces formalitez à la rigueur, elles les ont confirmées en ordonnant l'execution & condamnant les appellans qui les conteſtoient ſur le pretexte de ce defaut, en l'amende & aux dépens: il y en a entre pluſieurs exemples deux Arreſts contradictoires du Grand Conſeil aſſez récens ſur les Concluſions de M. l'Avocat General, l'un du 18. Octobre 1685. pour l'Abbaye de Champagne, & l'autre du 14. May 1695. pour l'Abbaye de Faize.

Il y a auſſi une preuve plus étenduë de cette verité, tirée d'un autre Arreſt du Parlement de Toulouſe où la queſtion fuſt diſcutée & même jugée au ſujet d'une affaire qui y avoit eſté portée en 1663. ſur des differends arrivez entre les Religieux de l'Abbaye de l'Echelle-Dieu du même Ordre de Ciſteaux, où il y avoit eu une involution de Procés & des faits tres-conſiderables, le Cas privilegié y avoit eſté meſlé: D'abord les plaintes avoient eſté addreſſées à l'Abbé de Morimond leur Pere immediat, & enſuite l'appel interjetté de la Sentence renduë par ſon Commiſſaire, portée devant celuy de l'Abbé de Ciſteaux, les informations faites, le Prieur dépoſé, & tout cela ſuivi d'un appel comme d'abus, où l'on convenoit qu'il y avoit de tres-grands defauts dans la procedure & que les formalitez preſcrites par les Ordon-

nances n'y avoient pas eſté obſervées : les avis furent d'abord partagez à la Grand'-Chambre, & enfin le jugement rendu en la premiere des Enqueſtes par lequel il fut arreſté que bien que la procedure paruſt tres-irreguliere, en cas même important, elle ne devoit point eſtre la matiere d'un appel comme d'abus par pluſieurs raiſons qui y ſont rapportées, dont l'une outre ce que nous avons déja dit, eſt le mauvais exemple & la dangereuſe conſequence qui ſuivroient cette ſorte d'appellations, qui une fois reçûë, troubleroit en tout l'ordre de la diſcipline Monaſtique, rempliroit les Tribunaux Seculiers & Laïcs de Moines inquiets, plaidans, vagabonds & obligeant les Superieurs à eſtre trop tendus & geſnez dans les procedures de Correction qu'ils auroient à faire, pourroient les déterminer ou à laiſſer les fautes impunies, ou à les punir ſans procedures : Que leur juriſdiction n'eſtant pas publique comme celle des Officiaux laquelle s'étend même en certains cas ſur les perſonnes laïques, mais eſtant renfermée dans le ſecret de leurs Cloiſtres, il y avoit lieu de les diſtinguer des Officiaux dans l'obligation de ſuivre les formalitez preſcrites par les Ordonnances ; & qu'enfin le Juge Seculier devoit renvoyer des Religieux morts au ſiecle & au monde, à ſe plaindre en de pareils cas à leurs Superieurs, & ainſi abandonner les morts aux morts mêmes ſuivant les paroles de l'Evangile.

Par ces raiſons & pluſieurs autres plus étenduës & qu'on peut voir dans les Plaidoyers qui furent faits & qui ſont rapportez tout au long dans un Livre imprimé in 4° à Toulouſe en 1700. Tome premier ſous ce Titre *Arreſts remarquables du Parlement de Toulouſe recueillis par Meſſire Jean de Catellan.* Chapitre 19. *De l'appel comme d'abus d'une procedure faite pour Correction des mœurs par un Superieur regulier.* pages 64. 65. & ſuivantes. Le Parlement mit les Parties ſur les Appellations comme d'abus, hors de Cour & de Procés, en renvoyant ainſi ces Religieux à leurs Superieurs.

C'eſt ainſi que ſe terminent & doivent ſe terminer les affaires de l'Ordre de Ciſteaux dans l'Ordre même, & l'on voit que c'eſt l'eſprit de l'Egliſe & des Papes auſſi bien que des anciens Statuts & même l'intention des Rois qui s'en ſont expliquez par leurs Lettres Patentes : Il faut autant qu'il eſt poſſible garder les formalitez pour venir à la découverte de la verité, mais il ne faut pas ſous pretexte de quelques defauts, troubler &

ruiner la Diſcipline & la regularité des Cloiſtres; c'eſt aux Superieurs à veiller qu'elle ſoit maintenuë & à faire obſerver les Regles & empeſcher l'impunité qui ſous pretexte de douceur & de moderation & d'une fauſſe charité, eſt la ruine de la Regularité & la ſource de tous les maux qui arrivent dans les Monaſteres & les perdent. On peut voir comment en a parlé dans les Privileges le Pape Gregoire XIII. par ſa Bulle de 1574. qu'on a rapportée, elle commence en la page 174. au nombre 13. en ces mots : *Quià nihil æquè diſſolutè & indiſciplinatè vivendi licentiam affert quàm impunitatis ſpes* & le reſte : il y fonde la défenſe qu'il fait à ſes Nonces & aux Legats du Saint Siege, d'arreſter l'execution des Sentences & Ordonnances des Superieurs de l'Ordre de Ciſteaux ſur les appellations qui pourroient en eſtre interjettées pardevant eux ; c'eſt encore une fois à ces Superieurs reguliers d'y faire reflexion pour n'en avoir pas la conſcience chargée & de toutes les ſuites de l'impunité, en ne faiſant pas la juſtice qu'ils ſont obligez de faire du mal paſſé, *ne peccetur & ut ceteri metum habeant.*

Digitized by Google

PROCEDURE FAITE DANS L'INSTANCE

instruite & preſte à juger devant le Roy & les Commiſſaires qu'il a nommez de ſon Conſeil, pourſuivie és années 1701. & ſuivantes, ſous le nom Collectif de MM. les Evêques par MM. les Agens Generaux du Clergé, ſur la pretention qu'ils ont du droit de permettre les ſorties des Religieuſes exemptes, de leur Clôture & d'examiner leurs Novices avant que de faire Profeſſion, au préjudice des Superieurs reguliers.

AVERTISSEMENT.

LA Procedure que l'on va joindre icy au Recueil des Privileges de l'Ordre de Ciſteaux, n'en fait partie qu'autant qu'elle explique le fondement & le premier de tous ces Privileges qui eſt ſon Exemption totale de la juriſdiction de MM. les Evêques Diocezains, & qu'elle fait connoiſtre par un exemple celebre combien il faut eſtre exact & veiller à les maintenir dans leur vigueur & à les défendre quand ils ſont attaquez.

La bonté qu'a eu le Roy de permettre & même d'ordonner que cette inſtruction ſeroit faite devant elle, & de vouloir la juger par l'avis des Commiſſaires qu'elle a nommez de ſon Conſeil, prouve

& montre une ſuite de protection infatigable & l'attention qu'elle a pour procurer la paix à cet Ordre dans toutes les occaſions qui ſe preſentent : Et le reſpect infini qu'on y a pour le Corps illuſtre de MM. les Evêques & que l'on veut conſerver & garder en toutes choſes & notamment en cette Procedure, convainc que rien ne doit empeſcher d'avoir de la fermeté & du zele quand il eſt queſtion de ſe défendre contre les entrepriſes qui ſont faites ſur des droits ſacrez & au préjudice des Privileges ſur leſquels la Regularité & la bonne conduite des Monaſteres ſont fondées & dont elles dépendent comme en cette occaſion. Il faut avouer que ceux qui l'ont fait icy, doivent avoir eu de l'affection & de l'attachement pour les devoirs de leur Profeſſion & qu'ils meritent d'eſtre imitez.

Deux raiſons ont fait prendre le deſſein de rapporter icy cette Procedure ; la premiere, qu'elle eſt inſtructive ſur le fait de l'exemption par les recherches qu'on a faites de ſes Cauſes & des motifs qu'on a eu de la procurer & de l'accorder : la ſeconde, afin de conſerver le ſouvenir de ce qui s'y eſt paſſé qu'il ſeroit tres-dangereux d'oublier ; & l'on en peut juger par cela même ; Car MM. les Evêques ont grand ſoin de mettre dans leurs Archives & de faire inſerer dans les Actes & Memoires du Clergé qu'ils font imprimer de temps en temps, juſqu'aux moindres choſes qu'ils croyent leur pouvoir eſtre avantageuſes contre les Reguliers, comme des Or-

donnances qu'ils rendent & qui n'ont point d'execution, des permiſſions qu'ils donnent qui n'en ont pas davantage, & quelques Arreſts donnez par defaut ou ſur de ſimples Requeſtes ; Tellement que ſi l'on ne fait paroiſtre quelque Monument qui y réponde & montre la verité des choſes, on ſera en danger de ne jamais la ſçavoir.*

* Peut-eſtre meſme y feront-ils mettre leur Placet & leurs Memoires.

La Conteſtation avoit commencé au regard de quelques Monaſteres particuliers de Religieuſes touchant leur ſortie de la Clôture & l'examen pour leur Profeſſion. MM. leurs Diocezains pretendirent qu'on devoit pour cela s'adreſſer à eux, elles s'en défendirent comme d'une nouveauté & entrepriſe, & porterent leurs plaintes par un appel comme d'abus au Tribunal ſeculier où leurs Superieurs reguliers intervinrent & prirent le fait & cauſe, & où ils furent écoutez & obtinrent des Arreſts contradictoires qui condamnerent la pretention de MM. les Evêques même avec amende & dépens.

Ce furent ces Arreſts qui leur firent prendre la reſolution de ſe pourvoir au Roy pour les faire caſſer & pour avoir une Declaration qui les maintînt ſans plaider en leur pretendu droit ; mais Monſieur l'Abbé de Ciſteaux ayant eſté averti du Placet qu'ils avoient preſenté à cet effet, en donna auſſi un, & le Roy les remit tous deux à Monſeigneur le Chancelier qui les communiqua par ſon ordre pour y pouvoir répondre ; Sa Majeſté nomma des Commiſſaires de ſon Conſeil, qui furent

Meſſieurs de Pommereu, d'Agueſſeau, de la Reynie & de Ribaire qui s'aſſemblerent pluſieurs fois.

Cela commença ſur la fin de l'annee 1701. *& dura pendant* 1702. 1703. 1704. *& juſques à* 1705. *les Parties ſe communiquant leurs Reponſes & Repliques par des Memoires imprimez, même Madame l'Abbeſſe de Fontevrault y fut reçûë Partie intervenante pour raiſon de l'intereſt que les Maiſons de ſon Ordre ſe trouvoient y avoir.*

Mais enfin MM. les Evêques connurent bien que n'ayant ni Titre valable ni poſſeſſion, ils ne pourroient pas réuſſir, ils retirerent leurs productions, & on n'a pû quelque diligence qu'on ait fait depuis, les obliger de les remettre: au lieu de quoy ſe ſervant de l'occaſion de leur Aſſemblée de 1705. *ils inſererent dans leurs Cahiers un huitiéme article par lequel ils demandoient cette Declaration tant deſirée: mais le Roy s'eſtant ſouvenu de ce qui s'eſtoit paſſé, les renvoya à ſe pourvoir pardevant les Juges qu'elle leur avoit donnez: l'on fit du coſté de Monſieur l'Abbé de Ciſteaux des diligences, mais ſans jamais pouvoir obliger MM. les Evêques d'y répondre de leur part, & tout demeura dans le ſilence juſqu'en* 1710. *qu'à la fin de leur Aſſemblée ils gliſſerent encore dans leurs Cahiers un deuxiéme article tendant aux mêmes fins, auquel le Roy ne répondit que par de nouveaux ordres qu'il donna d'avertir les Parties de remettre leurs Productions & qu'il vouloit juger, nommant*

même

même de nouveaux Commiſſaires en la place de ceux qui eſtoient décedez depuis 1705. & Monſieur d'Ormeſſon Maiſtre des Requeſtes pour Rapporteur ; Monſeigneur le Chancelier en écrivit à Monſieur l'Abbé de Ciſteaux & à Madame l'Abbeſſe de Fontevrault pour les avertir & les preſſer; ils firent encore tout ce qu'ils purent pour obliger MM. les Evêques d'en faire autant mais inutilement : de ſorte qu'il eſt évident que leur deſſein n'eſt que d'attendre un temps propre & favorable pour venir à leur but par une voye indirecte, ſans forme de juſtice & ſans rien examiner ; ce qu'il ſera tres-difficile à faire réuſſir tant que la memoire du paſſé ne ſera point éteinte, & elle ne peut guere mieux ſe conſerver que par un monument tel qu'eſt le Recueil des Privileges de l'Ordre de Ciſteaux où l'on va l'inſerer.

AU ROY.

SIRE,

L'ABBE' Chef & General de Ciſteaux a ſi ſouvent reſſenti les effets de la protection & de la juſtice de Voſtre Majeſté, qu'il croiroit manquer de reconnoiſſance & en même temps, de confiance en ſa bonté, s'il n'avoit pas recours à Elle dans les occaſions preſſantes où il s'agit du ſalut de ſon Ordre.

Depuis cinq à ſix ſiecles que la pluſpart des Monaſteres de Filles qui en dépendent, ont eſté fondez, le Suppliant, ſes Predeceſſeurs &

les autres Superieurs Reguliers en ont toûjours eu tout le ſoin & toute la conduite, ſans le concours de Meſſieurs les Evêques Dioceſains, de la Juriſdiction deſquels ils ſont exempts dés leur origine, ſoit au regard de la Clôture qui y a eſté gardée de tout temps, ſoit pour toutes autres choſes; & leur poſſeſſion a eſté paiſible & reconnuë legitime & approuvée par les Conciles Generaux & par les Bulles de pluſieurs Papes, & pareillement autoriſée par les Ordonnances & les Lettres Patentes des Rois & par les Arreſts des Cours Superieures.

Cependant SIRE, depuis tres-peu d'années, quelques-uns de Meſſieurs les Evêques ont entrepris de troubler cette Economie ſi conſtante & ſi bien établie, & ont commencé par pretendre que le droit & le pouvoir de permettre aux Religieuſes de ces Monaſteres de ſortir de leur Clôture dans les cas de neceſſité, devoit leur appartenir.

Une nouveauté ſi inouïe n'auroit pas manqué de cauſer de l'alteration dans la diſcipline & d'avoir de fâcheuſes ſuites, ſi elle n'avoit pas eſté arreſtée dans ſon commencement.

Ce fut feu Monſieur de Gaillard Evêque d'Apt qui en l'année 1678. eut le premier cette pretention: Les Religieuſes de Sainte-Croix qui ſont dans cette Ville & qui ſervent d'exemple de Regularité à toute la Province, s'y oppoſerent & ſe crurent obligées de ſe pourvoir contre au Grand Conſeil que V. M. a donné à l'Ordre de Ciſteaux pour Juge & Conſervateur de ſes Privileges.

Mais toutes les Parties s'en étant raportées au ſentiment de feu Monſieur de Harlay Archevêque de Paris, ce Prelat ſi éclairé & ſi inſtruit des Droits Eccleſiaſtiques & de ceux du Royaume, condamna la pretention de Monſieur l'Evêque d'Apt, & l'obligea de revoquer ſes Ordonnances, & même de faire publier au Prône cette revocation dans ſon Egliſe Cathedrale.

Ce Jugement arbitral du 11. Janv. 1678. a eſté imprimé & l'original dépoſé chez M. Vatry Notaire à Paris le 9. Dec. 1699.

En 1695. feu Monſieur l'Evêque de Noyon pretendit la même choſe à l'égard des Religieuſes de Biache; & le Grand Conſeil où l'affaire fut portée, aprés avoir examiné & peſé au poids du Sanctuaire, pendant douze Audiences, les ſaints Decrets & Conſtitutions Canoniques & les Ordonnances qui ſervent de Loix dans voſtre Royaume, declara qu'il y avoit abus dans le Decret de Monſieur de Noyon, & maintint le Suppliant dans le droit & la poſſeſſion de donner ſeul les permiſſions aux Religieuſes de Biache, de ſortir de leur Clôture.

L'Arreſt du Grand Conſeil eſt auſſi imprimé, rendu le 11. Mars 1695.

Placets au Roy.

Enfin, en 1699. Monſieur de Foreſta Evêque moderne d'Apt, renouvella la pretention de ſon Predeceſſeur ſur la même Abbaye de Sainte-Croix; mais le Parlement d'Aix qu'il avoit luy-même choiſi pour Juge, la condamna, & rendit ſon Arreſt tout conforme à celuy de voſtre Grand Conſeil, aprés huit Audiences de plaidoirie. Et s'étant depuis pourvû en voſtre Conſeil Privé en caſſation de cet Arreſt, voſtre Conſeil qui en a examiné avec exactitude & le fond & la forme, a debouté ledit Sieur Evêque de ſa demande en caſſation, & l'a condamné en l'amende & aux dépens, par un Arreſt ſolennel du cinquiéme du preſent mois de Septembre 1701.

L'Arreſt du Parlement d'Aix du 9. Avril 1699. avec celuy du Conſeil du Roy qui l'a confirmé, a eſté pareillement imprimé.

Tous ces Jugemens SIRE, ainſi rendus en tant de differens Tribunaux, établiſſent une forte preſomption pour le droit des Superieurs de l'Ordre de Ciſteaux; cependant le Suppliant a appris avec bien du chagrin, qu'à l'occaſion de ce dernier Arreſt, quelques-uns de Meſſieurs les Evêques s'étoient mis en mouvement, & avoient formé le deſſein de s'adreſſer à Voſtre Majeſté pour s'en plaindre, comme s'il leur avoit cauſé un grand préjudice; & c'eſt ce qui oblige le Suppliant de recourir à Elle & de la ſupplier tres-humblement de luy permettre de l'informer du fait & des raiſons qui en font voir la juſtice.

Il y a eu auſſi depuis ce temps là pluſieurs autres Arreſts qui ont jugé de même, comme un du G. C. contre M. l'Evêque de Vabres du 3. Avril 1702. & pluſieurs autres. Voyez auſſi ceux pour S. Barthelemy d'Aix, du Conſeil du Roy & du Parlement de Paris des 17. May 1706. & 26. Janvier 1707.

Quand il n'y auroit que la poſſeſſion continuë & uniforme où ſont les Superieurs de l'Ordre de Ciſteaux depuis cinq à ſix ſiecles, d'uſer de ce droit dans les Monaſteres de Filles de leur dépendance, elle ſuffiroit ſeule pour oppoſer à la nouveauté de la pretention de Meſſieurs les Evêques, qui pendant des temps ſi reculez, avant & depuis le Concile de Trente, ne s'étoient pas apperçû ni aviſé qu'ils la pouvoient avoir, & qui ont ſouffert les Superieurs Reguliers paiſibles dans leurs uſages.

Ce droit eſt de plus fondé, outre les Regles & les Statuts de l'Ordre, ſur les ſaints Decrets & les Conſtitutions Canoniques, ſur la fameuſe Decretale du Pape Boniface VIII. qui commence par le mot *Periculoſo*, & qui eſt confirmée par le Concile de Bâle & renouvellée encore par celuy de Trente, ſur l'Ordonnance de Blois qui regit voſtre Royaume, & ſur pluſieurs autres autoritez qu'il ſeroit ennuyeux de rapporter.

Voſtre Majeſté permettra s'il luy plaiſt au Suppliant d'y ajoûter celle de la volonté de Voſtre Majeſté, & de dire comment aprés ſon Edit du mois d'Avril de 1695. concernant la Juriſdiction

Eccleſiaſtique, pour prevenir les explications défavorables qu'on auroit pû luy donner contre les exemptions des Reguliers, afin de les faire jouïr ſous ſa protection, de celles qui leur ont eſté legitimement accordées, Elle a eu la bonté de donner une Declaration le vingt-neuviéme Mars de l'année ſuivante, pour ſervir à l'Edit d'interpretation, par laquelle *Elle veut & ordonne que ſon Edit ſera executé ſans préjudice des droits, privileges & exemptions des Monaſteres qui ſont ſous des Congregations, que Voſtre Majeſté entend avoir lieu ainſi & en la maniere qu'ils l'ont eu & dû avoir juſqu'à preſent.*

Il eſt difficile d'avoir une confirmation de l'exemption des Reguliers, plus claire, plus generale & plus authentique que celle qui eſt contenuë en cette Declaration, par rapport au ſujet qui fait la Conteſtation; puiſqu'il eſt conſtant que le droit des Superieurs Reguliers de l'Ordre de Ciſteaux à l'égard de la Clôture des Monaſteres de Religieuſes de leur dépendance, eſt un Point eſſentiel de l'exemption de cet Ordre, & qu'ils ſont en poſſeſſion d'en uſer depuis cinq à ſix ſiecles.

Il faut dire encore, que la pretention de Meſſieurs les Evêques eſt formellement condamnée par cette Declaration, parce qu'ils n'ont ni uſage ni poſſeſſion pour eux, ni rien ſur quoi ils puiſſent ſe fonder.

Car enfin SIRE, tout ce qu'ils citent n'eſt qu'équivoque: leur Caractere Epiſcopal, le Concile de Trente, le 19e article de l'Edit de 1695. quelques Bulles des Papes, & l'exemple des Monaſteres d'Italie.

A l'égard du Caractere Epiſcopal pour lequel le Suppliant a beaucoup de reſpect, il ne peut pas plus préjudicier pour raiſon de la Clôture des Religieuſes, que pour les autres parties de l'exemption generale qu'a l'Ordre de Ciſteaux de la juriſdiction de Meſſieurs les Evêques: & tant s'en faut que ce ſoit leur Caractere qui leur donne aucun droit ſur la Clôture, qu'ils n'en ont pas même que comme déleguez du Pape, ſur les Religieuſes qui ne ſont pas en Congregations mais ſeulement ſujettes immediatement au Saint Siege.

Quant au Concile de Trente qui n'eſt pas reçû en France, il ne leur donne que le ſimple pouvoir d'approuver les cauſes des ſorties des Religieuſes & non pas de les permettre; & encore ce pouvoir ne s'étend que ſur celles de leur dépendance & celles

 Placet au Roy.

qui ne ſont pas en Congregations : Ce qui eſt ſi veritable, que le Concile en cet endroit qui eſt le 5e Chapitre de la Seſſion 25e, renouvelle & confirme ſans aucune dérogation, la Conſtitution du Pape Boniface VIII. qui n'accorde à Meſſieurs les Evêques nulle inſpection ſur la Clôture des Filles qui ont des Superieurs Reguliers, & qui veut que les permiſſions d'en ſortir ne ſoient données que par ceux dont elles dépendent.

De plus, au Chapitre 9e de la même Seſſion, le Concile declare en termes exprés, que s'il ſoumet à Meſſieurs les Evêques les Monaſteres de Filles qui relevent immediatement du Saint-Siege; il veut & entend que ceux qui ſont en Corps d'Ordres & ont des Superieurs Reguliers, demeurent & ſoient entierement laiſſez ſous leur conduite.

Pour l'Article 19. de l'Edit de 1695. (outre que Vôtre Majeſté n'a pas eu intention de faire un Reglement nouveau que conformément aux ſaints Decrets & aux Conſtitutions Canoniques reçûes en voſtre Royaume, leſquelles ſervent de fondement au droit du Suppliant); que peut-on oppoſer à la Declaration de Vôtre Majeſté du 29. Mars 1696. par laquelle elle veut & entend que ſon Edit ſoit executé, *ſans préjudice des droits, privileges & exemptions des Monaſteres qui ſont ſous des Congregations, qu'elle entend avoir lieu ainſi & en la maniere qu'ils l'ont eu & dû avoir juſqu'à preſent.*

Quelques-uns ont voulu dire que Vôtre Majeſté n'avoit fait tomber ſa Declaration que ſur le 18e Article de l'Edit, & non pas ſur le 19e; mais outre que le contraire eſt evident, il eſt encore certain que le 19e Article n'eſtant que l'extenſion & l'explication du 18e auquel il a un entier rapport, Vôtre Majeſté n'a pas voulu préjudicier aux exemptions des Ordres Reguliers plutoſt par le 19e Article que par le 18e, ſon intention ayant eſté de conſerver en leur entier celles auſquelles un uſage contraire n'auroit pas dérogé.

Il eſt vray SIRE, qu'il y a eu des Bulles de quelques Papes qui paroiſſent favoriſer la pretention de Meſſieurs les Evêques, mais elles n'ont jamais eſté reçûës en France ni regardées comme Conſtitutions Canoniques; Meſſieurs les Evêques ne les executent pas même à l'égard des Monaſteres de Filles où ils ont juriſdiction, & il ſeroit impoſſible de le faire à cauſe de la rigueur de leurs reſtrictions.

On y defere en Italie, parce que le gouvernement dépend des

Bulles qui le reglent : & c'eſt la raiſon pour laquelle elles ſe gardent en partie dans les Monaſteres de Filles, même dans ceux qui originairement eſtoient de l'Ordre de Ciſteaux & qui n'en ſont plus, les Superieurs Reguliers en ayant abandonné la conduite, depuis qu'il a plû aux Papes d'y vouloir donner inſpection à Meſſieurs les Evêques, parce que n'eſtant pas poſſible de ſervir à deux Maiſtres, deux Superieurs qui ne ſont pas ſubordonnez ne ſçauroient gouverner les mêmes Monaſteres ſans y cauſer du trouble & une grande diviſion.

C'eſt cet exemple SIRE, qui doit augmenter la crainte du Suppliant, & qui le met dans la neceſſité de redoubler ſes inſtances auprés de Vôtre Majeſté pour éviter un pareil mal, & pour luy demander en cette conjoncture, l'honneur de ſa protection qu'elle a déja eu la bonté de donner en tant d'autres occaſions, afin d'empeſcher la ruine de ſon Ordre; eſtant indubitable que ſi peu que l'autorité des Superieurs Reguliers ſoit diminuée par le concours de Meſſieurs les Evêques, ſur tout à l'égard des Monaſteres de Filles dans leſquels la diviſion eſt plus à craindre, on ne peut attendre que la perte entiere d'un grand Ordre pour lequel les Rois predeceſſeurs de V. M. ont toûjours eu de grands égards, l'ayant regardé, pour uſer de leurs expreſſions, comme *ſervant d'ornement au Royaume de France, & ſe faiſant un devoir trés-étroit de maintenir ſes Privileges & la Juriſdiction de l'Abbé de Ciſteaux leur Sujet, ſans jamais pouvoir ſouffrir qu'il y fût fait aucune diminution.*

Et ce ne ſeroit pas ſeulement en France, que les Monaſteres en porteroient le préjudice, ceux d'Eſpagne où ils ſont en grand nombre, de Flandre, d'Allemagne, de Pologne, en un mot, de toute la Chrétienté, ſe reſſentiroient du contrecoup, parce que l'Abbé de Ciſteaux qui eſt leur Chef & leur Superieur General, n'ayant pû ſoutenir ſes prérogatives dans le lieu où eſt le ſiege de ſon autorité, auquel ils demeurent principalement attachez par le moyen de l'uniformité qui eſt comme l'ame de l'Ordre; quelle apparence qu'ils puiſſent eux-mêmes ſe maintenir & ſe défendre contre les Puiſſances qui voudront les attaquer?

Ces conſiderations SIRE, que le Suppliant prend la liberté d'expoſer avec une parfaite ſoumiſſion à Vôtre Majeſté, luy font eſperer qu'Elle aura la bonté d'y faire attention, & qu'au lieu de vouloir rien changer dans des diſpoſitions ſi juſtes & ſi canoniques,

& dans un uſage ſi ancien & ſi conforme à tout ce qu'il y a de plus inviolable dans l'Egliſe, elle les maintiendra avec d'autant plus de raiſon, que l'Ordonnance de Blois & voſtre Edit de 1695. interpreté par la Declaration de 1696. les autoriſent; n'y ayant d'ailleurs ni neceſſité d'y apporter du changement, ni apparence d'utilité, puiſque d'un coſté, cet uſage ſubſiſte ſans cela depuis cinq à ſix ſiecles, & que d'autre part, la moindre alteration qui pourroit y eſtre faite, n'auroit certainement que des ſuites pernicieuſes.

Rép. aux deux premiers Mémoires de MM. les Evêques ſur les Exemptions.

Le Suppliant continuëra ſes vœux & ſes prieres pour la ſanté & la proſperité de Vôtre Majeſté.

REPONSE DE M. L'ABBE' CHEF ET GENERAL DE L'ORDRE DE CISTEAUX

Aux deux Memoires de Meſſieurs les Evêques, concernant le pouvoir qu'ils pretendent ſur les Religieuſes exemptes, touchant la ſortie de la Cloture & l'examen des Novices.

IL y a lieu de s'étonner qu'aprés quatre Jugemens ſolennels rendus contradictoirement avec trois de MM. les Evêques, une Sentence Arbitrale de feu Monſieur de Harlay Archevêque de Paris, & trois Arreſts, du Grand Conſeil, du Parlement de Provence & du Conſeil d'Etat Privé du Roy, qui ont maintenu & gardé M. l'Abbé General de l'Ordre de Ciſteaux, dans le droit & la poſſeſſion d'exercer ſeul ce pouvoir dans les Monaſteres de ſa dépendance; on ait voulu ſurprendre la religion de Sa Majeſté, ſous le nom collectif *des Evêques*; & ſur de ſimples Memoires par une une voye extraordinaire, revenir contre des déciſions ſi autentiques, qui d'ailleurs ſont fondées ſur tout ce qu'il y a de plus ſolide & de plus inviolable dans l'Egliſe & dans l'Etat; c'eſt-à-dire, ſur les ſaints Decrets & les Conſtitutions Canoniques, ſur les Ordonnances & les Lettres Patentes des Rois verifiées en toutes les Cours Superieures du Royaume, & ſur un uſage uniforme & conſtant qui les a ſuivis & qui ſe pratique depuis cinq à ſix

ſiecles : Sans que l'on diſe rien par ces Memoires qui n'ait eſté dit & repeté pluſieurs fois devant les Juges qui ont rendu ces Jugemens, & qui n'ait eſté peſé au poids du Sanctuaire & examiné avec toute l'exactitude poſſible.

L'on auroit pû en demeurer là, & s'en tenir à ces déciſions ſi poſitives ; mais dans la crainte que le ſilence ſur ces Memoires ne laiſſe prendre quelque impreſſion défavorable, & ne préjudicie à la juſtice & à la verité, on veut bien encore faire voir icy qu'ils n'ont aucun fondement legitime.

Et comme celuy que croyent avoir MM. les Evêques, ne vient que de la prévention qu'ils ont que l'exemption dont jouiſſent les Reguliers même ceux qui ſont en Corps d'Ordres & ſous des Congregations, eſt une nouveauté introduite dans l'Egliſe contre le Droit commun, la Diſcipline & la diſpoſition des anciens Conciles, en un mot, une entrepriſe ſur leur Juriſdiction ; il ne ſera pas hors de propos de toucher icy un mot de ce qui regarde cette Exemption, pour faire voir l'idée que l'on en doit avoir. On commencera donc par là la Réponſe que l'on a deſſein de faire aux deux Memoires & on la diviſera en ſix parties.

La premiere traitera de l'origine de l'Exemption des Reguliers, de ſes cauſes & de ſon progrés, & fera voir en quoy conſiſte celle de l'Ordre de Ciſteaux.

Dans la ſeconde on examinera à qui appartient le droit de permettre aux Religieuſes de ſortir de leur Clôture dans les cas de neceſſité ; ce qui fait le ſujet du premier Memoire.

La troiſiéme répondra aux prétenduës preuves & raiſons de ce premier Memoire touchant la ſortie des Religieuſes.

La quatriéme montrera à qui appartient le droit d'examiner les Novices avant la Profeſſion, dans les Monaſteres de Religieuſes ; ce qui fait le ſujet du ſecond Memoire.

La cinquiéme répondra aux pretenduës preuves & raiſons de ce ſecond Memoire, touchant l'Examen des Novices.

Et dans la ſixiéme & derniere, on conclura par maniere de recapitulation, & l'on fera voir les inconveniens qui ſuivroient des pretentions de MM. les Evêques.

PREMIERE

Premiere Partie touchant l'exemption des Religieux.

PREMIERE PARTIE.

De l'Exemption des Reguliers de la Juriſdiction des Evêques Diocezains.

Il eſt ſurprenant que MM. les Evêques ayent une ſi grande délicateſſe ſur l'inexecution des anciens Reglemens au ſujet de l'Exemption des Reguliers, & qu'ils ne faſſent pas attention que c'eſt la même autorité qui l'a donnée, dont ils tiennent pareillement celle qui les a tirez de la dépendance des Archevêques leurs Metropolitains, & diſpenſez de pluſieurs autres choſes auſquelles ils eſtoient obligez ſuivant les ſaints Canons & les anciens Conciles.

Quoy qu'il en ſoit, il eſt certain que l'on doit avoir de l'Exemption des Reguliers, une idée toute autre que celle que la prévention donne à ceux qui n'ont pas recherché de quelle maniere & ſur quel fondement elle a eſté établie.

Les premiers Monaſteres eſtoient ſans difficulté dépendans des Evêques Diocezains, leſquels auſſi pour la pluſpart eſtoient Religieux tirez de ces mêmes Monaſteres : ils ſubſiſterent ainſi pendant quelque temps, juſques à ce que l'on s'apperçût que cette dépendance n'eſtoit pas avantageuſe à leur Regularité ; car outre les plaintes frequentes qui eſtoient portées aux Papes & aux Conciles contre la conduite de pluſieurs de ces Evêques, (comme on en peut voir une infinité d'exemples dans la Compilation des Conciles du Pere Labbe) il fut aiſé de reconnoiſtre que ces Monaſteres ne pouvoient pas long-temps ſubſiſter dans une exacte obſervance de leurs Regles, s'ils eſtoient gouvernez par des Superieurs qui n'y auroient pas eſté élevez & inſtruits & qui ne les pratiqueroient pas. 1. Cauſes & motifs des Exemptions.

Ce furent là les principaux motifs des Exemptions que l'on regarda comme un plus grand bien, & comme un moyen neceſſaire pour maintenir la diſcipline & l'ordre dans les Monaſteres, dans des temps même où l'on peut dire que l'Egliſe eſtoit encore en un état tres-floriſſant. *An ignoras* diſoit en l'année 1070. le Pape Gregoire VII. à un Archevêque de Turin pour l'obliger à laiſſer en paix une Abbaye de ſon Dioceſe, *An ignoras quòd ſancti Patres plerumque religioſa Monaſteria de ſubjectione*

Conciles du Pere Labbe, Tome 10. Lib. 3. Epiſt. 69. pag. 1191.

Premiere Partie touchant l'exemption des Religieux.

Epiſcoporum & Epiſcopatus de Parochiâ Metropolitanæ Sedis, propter infeſtationem Præſidentium diviſerunt & perpetuâ libertate donantes, Apoſtolicæ Sedi velut principalia Capiti ſuo membra adhærere ſanxerunt ? Percurre ſanctorum Patrum privilegia, & invenies ipſis etiam Archiepiſcopis officium, niſi fortè ab Abbate vocatis, in pleriſque Cœnobiis facere prohibitum eſſe : ne fortè monaſtica quies ſæcularium perſonarum frequentiâ & converſatione turbaretur.

2. Le Pere Labbe parle de pluſieurs de ces Exemptions en divers endroits de ſa Compilation des Conciles, & entre autres de celles de Lerins, de Saint-Denys, de Corbie &c. & il rapporte la Conſtitution que fit en 601. Saint Gregoire le Grand dans un Concile qu'il tint à Rome pour empeſcher les Evêques de troubler le repos des Monaſteres, elle commence par ces mots : *Quàm ſit neceſſarium Monaſteriorum quieti conſpicere & de eorum perpetuâ ſecuritate tractare &c.*

Ibidem Tome 5. page 1607.

Ibidem Tome 4. page 1619.

Il rapporte auſſi ſur l'année 525. ce que dit l'Auteur de la Vie du Fondateur de l'Abbaye de Saint-Maur des Foſſez, comment & pourquoy l'Evêque de Paris l'exempta de ſa Juriſdiction : *Contulit idem Præſul Audebertus Sancto Baboleno* Abbati Foſſatenſi *privilegium ſuæ autoritatis, ut tam ipſe quàm ſucceſſores liberi & ſecuri ab omni inquietudine tam Eccleſiaſticorum quàm laicorum ibidem manere poſſent : Si quis verò contrà Patrum Statuta eum feciſſe cauſatur, legat Canones à Sancto Bonifacio Carthaginenſi Epiſcopo & aliis Epiſcopis factos, necnon ejuſdem Sacerdotis Epiſtolas ad Liberatum Epiſcopum miſſas, & inveniet quòd Monaſteria in quibus regulariter vivitur, libera eſſe debent ab omni infeſtatione Epiſcoporum & Clericorum.*

On peut encore en voir des preuves dans le 58. Chap. de celles des Libertez de l'Egliſe Gallicane.

3. On peut faire en cet endroit une reflexion qui ne paroiſt pas eſtre hors de propos ; c'eſt que les privileges d'Exemption ont eſté procurez aux Monaſteres de ces premiers temps, par les Fondateurs qui eſtoient des Saints de même que les Evêques qui les accordoient, & que ce ſont les plus grands Papes qui en ont donné & confirmé la plus grande partie, à la priere des Princes les plus pieux : juſques-là que c'eſtoit un droit que pretendoient avoir les Rois & les Souverains, de ne point faire de Fondation ſans luy procurer l'Exemption.

Les Saints ont favoriſé les Exemptions.

4. Ces Monaſteres eſtoient particuliers dans les commencemens, & ne dépendoient pas les uns des autres : mais il faut tomber

Droit commun des Ordres Reguliers.

d'accord que ſi l'Exemption leur eſtoit en cet eſtat de quelque utilité, elle devint dans la ſuite abſolument neceſſaire pour ceux qui furent mis en Corps d'Ordres & ſous des Congregations : auſſi voit-on que du moment que cette union s'eſt faite, & qu'il a commencé d'y avoir des Ordres Reguliers, il a fallu auſſitoſt les exempter de la Juriſdiction des Evêques Dioceſains, en ſorte qu'on peut dire qu'à cet égard l'Exemption leur eſt devenuë de droit commun.

Premiere Partie touchant l'exemption des Religieux.

5. Outre que cela s'eſt ainſi pratiqué dans l'inſtitution de tous les Ordres, comme de Cluny, de Ciſteaux, des Chartreux, de Prémontré & des autres; le Concile de Trente en fournit encore une preuve évidente au 8e Chapitre de la 25e Seſſion, lorſque deſirant que les Monaſteres exempts & qui ſont immediatement ſoumis au Saint-Siege, euſſent des Superieurs qui veillaſſent ſur les lieux à leur conduite, il leur a laiſſé la liberté de ſe mettre en Congregations pour pouvoir jouir de leur privilege, ſinon & à faute de le faire dans un certain temps, il ſeront gouvernez par les Evêques Dioceſains.

Cette diſpoſition ſe trouve auſſi autoriſée par les Loix du Royaume, par l'Article 30e des Cahiers preſentez au Roy Charles IX. en 1573. & confirmez par ſes Lettres Patentes du 22. Janvier 1574. par l'Article 27e de l'Ordonnance de Blois, & par le 7e de l'Edit de 1596. du Roy Henry IV. qui s'explique en ces termes : *Attendant que les Abbez & Religieux qui ſont exempts de la Juriſdiction & Viſitation des Archevêques & Evêques, ſe réduiſent en Congrégations de leurs Ordres, nomment & éliſent des Viſiteurs.... les Archevêques & Evêques chacun en ſon Dioceſe, viſiteront leſdits Monaſteres &c.* Ce n'eſt qu'en attendant que ces Monaſteres ſoient unis ſous des Congregations, qu'ils ſeront ſoumis aux Evêques, dont ils ne dépendront plus du moment qu'ils ſeront en Corps d'Ordres.

6. Neceſſité d'Exemption dans les Ordres Reguliers.

Comment pourroit-on autrement établir dans ces Ordres l'obſervance, & y maintenir l'uniformité qui eſt l'ame de la Regularité, ſoit pour le regime, ſoit pour les mœurs, l'Office divin, les habits, les Ceremonies, & toutes les autres choſes qui ne pourroient eſtre que trés-differentes, ſi ces mêmes Monaſteres dépendoient de pluſieurs Evêques dont les Dioceſes ſont gouvernez ſi differemment, comme on le peut juger par la diverſité de leurs Rituels qui changent ſi ſouvent, de leurs Breviaires & en

Premiere Partie touchant l'exemption des Religieux.

un mot, de tant de Reglemens & d'Ordonnances Synodales?

7. Le privilege d'Exemption ainſi donné une fois aux Ordres Reguliers, a eſté ſouvent confirmé & renouvellé par des Bulles des Papes & par des Conciles Generaux, comme par le quatriéme de Latran, par ceux de Vienne, de Conſtance, de Baſle & de Trente.

Ce n'eſt pas que quelques Perſonnes peu inſtruites de l'intention de ce dernier, ont crû & voulu dire qu'il avoit eſté contraire aux Exemptions, & même qu'il les a revoquées : mais bien loin de là, on doit dire qu'il n'y a guere de confirmation qui ſoit plus formelle & qui ait eſté mieux expliquée que celle de ce Concile, comme il reſulte principalement de quatre de ſes diſpoſitions contenuës en la Seſſion 25.e.

Le Concile de Trente a confirmé les Exemptions.

La premiere eſt du Chapitre 8.e dont on vient de parler, lequel même en cas de refus par les Monaſteres immediatement ſoumis au Saint-Siege, de ſe mettre en Congregations, ne revoque pas leur exemption, mais la ſuſpend ſeulement, en ſoumettant ces Monaſteres à la conduite des Evêques Dioceſains en qualité de Commiſſaires & Deleguez du Saint-Siege : *Quòd ſi prædicta exequi non curaverint, Epiſcopis in quorum Diœceſibus loca prædicta ſita ſunt, tanquam Sedis Apoſtolicæ Delegatis ſubdantur.*

La ſeconde diſpoſition du Concile pour la confirmation de l'Exemption des Ordres Reguliers, eſt au Chapitre 20.e, où il ordonne que les Abbez Chefs d'Ordres & les autres Superieurs qui y ont juriſdiction, l'exerceront & feront leurs viſites dans les Monaſteres de leur dépendance, ſon intention dit-il, n'ayant point eſté de les comprendre dans les Reglemens faits aux precedentes Seſſions en faveur des Evêques, parce qu'ils ſont en Congregation : *Quæ cùm Ordinum ſuorum Capitibus ſubſint, declarat Sancta Synodus in iis quæ aliàs de Viſitatione Monaſteriorum Commendatorum definita ſunt, non eſſe comprehenſa.*

La troiſiéme diſpoſition ſur le même ſujet, eſt encore dans le même Chapitre 20.e, où derogeant à l'égard de l'inſtitution des Prieurs & Souprieurs Conventuels des Monaſteres qui ſont en Commande, au droit des Titulaires particuliers, pour le transferer aux Chapitres Generaux & aux Viſiteurs de ces Ordres, il declare qu'il veut & entend que leurs privileges ſoient & demeurent en leur entier, ſans qu'il y ſoit préjudicié en aucune maniere : *In cæteris omnibus præfatorum Ordinum Privilegia & facultates*

quæ ipſorum perſonas, loca & jura concernunt, firma ſint & illæſa.

Premiere Partie touchant l'exemption des Religieux.

Enfin, la quatriéme diſpoſition de ce Concile eſt au 9e Chapitre de la même Seſſion, où ſoumettant aux Evêques Dioceſains en qualité de Deleguez du Saint-Siege, les Monaſteres qui en dépendent immediatement, il declare que pour ceux qui ſont ſous des Chapitres Generaux & qui ont des Superieurs Reguliers, ſon intention eſt qu'ils demeurent & ſoient laiſſez ſous leur conduite : *Quæ verò à Deputatis in Capitulis Generalibus vel ab aliis Regularibus reguntur, ſub eorum curâ & cuſtodiâ relinquantur.*

C'eſt-là ſans doute que l'on doit prendre & connoiſtre l'eſprit du Concile de Trente touchant les privileges des Reguliers ; & l'on ne dira pas que ſes diſpoſitions ſoient contraires à la Police du Royaume, puiſqu'on a déja vû que les Ordonnances qui le regiſſent & les Edits y ſont trés-conformes : le dernier donné par le Roy au mois d'Avril 1695. concernant la Juriſdiction Eccleſiaſtique, interpreté par la Declaration de S. M. du 29. Mars 1696. en ſeroit une conviction ſi l'on en vouloit douter, puiſqu'étant informé comme elle le dit elle-même, que l'on donnoit à cet Edit des explications deſavantageuſes aux Privileges des Reguliers, *Et voulant les faire jouir ſous ſa protection, des exemptions legitimes qui ont eſté accordées à pluſieurs Ordres, Congregations & Monaſteres ;* Elle declare que ſon intention eſt & qu'elle entend *que ſon Edit ſoit executé ſans préjudice des Droits, Privileges & Exemptions des Monaſteres & de ceux qui ſont ſous des Congregations, qu'elle veut avoir lieu ainſi & en la maniere qu'ils l'ont eu & dû avoir juſqu'à preſent.* Peut-on voir une approbation plus formelle & plus autentique des Privileges de tous les Ordres Reguliers ? 8.

Il faut tomber d'accord que celuy de Ciſteaux eſt & a toûjours eſté conſideré comme l'un des premiers & principaux de toute l'Egliſe, & il y a lieu de s'étonner que ce ſoit celuy-là que MM. les Evêques ayent voulu attaquer, & entreprendre de diſputer ſon Exemption, vû qu'elle eſt des plus canoniques, des plus anciennes & des plus generales. 9.

Elle a commencé ſur la fin du onziéme ſiecle avec le premier Monaſtere qui luy donna le nom, les fondemens en ayant eſté jettez d'autorité Apoſtolique & du conſentement de l'Evêque Dioceſain & du Metropolitain : & il y eut deſlors un Decret par

L'Ordre de Ciſteaux fondé exempt en 1098.

Premiere Partie touchant l'exemption des Religieux.

lequel il fut arreſté qu'il ne s'établiroit aucune Abbaye de cet Ordre en aucun Dioceſe, que de même maniere l'Evêque du lieu n'y euſt donné ſon conſentement, & n'euſt agréé & ratifié ſa dépendance & l'union qu'elle devoit avoir avec l'Abbaye de Ciſteaux, qui dès ce temps-là eſtoit conſiderée comme la Mere & le Chef de toutes les autres; afin dit-il, d'éviter par là pour toûjours, les differends qu'on auroit pû avoir avec MM. les Evêques: *Ut nullo modo Abbatiæ in alicujus Antiſtitis Diœceſi fundarentur, antequam ipſe Antiſtes Decretum inter Ciſtercienſe Cœnobium & cætera ex eo nata exaratum & confirmatum, ratum haberet, propter ſcandalum inter Pontificem & Monachos devitandum.*

Nomaſt. Ciſter. pag. 71. & dans le grand Bullaire Romain en la Bulle d'Eugene III.

10. L'on voit par là que l'Ordre de Ciſteaux eſt né libre, que cette liberté luy eſt acquiſe par la loy de la fondation, & que jamais MM. les Evêques n'y ont exercé de Juriſdiction: & partant que l'on ne peut pas ſe plaindre que ce ſoit une exemption ſurpriſe & extorquée contre leur volonté, puiſqu'eux-mêmes l'ont approuvée & conſentie; & de plus, qu'ils ſe joignirent à ces ſaints Fondateurs, pour en demander & en avoir la confirmation du Saint-Siege.

11. On ne peut pas dire auſſi, comme quelques-uns pretendent, qu'elle a eſté deſaprouvée & condamnée par S. Bernard, puiſque tant s'en faut que ce grand Saint qui a eſté l'un des premiers Religieux & des plus illuſtres Abbez de cet Ordre, y ait eſté contraire, que luy-même en a joui pendant toute ſa vie, & qu'il a concouru & beaucoup contribué à l'obtenir & à la procurer à un grand nombre de Monaſteres qu'il a fondez: en auroit-il ainſi agy contre ſes propres lumieres & contre ſa conſcience?

Il a blâmé à la verité certains Abbez particuliers de l'Ordre de Saint Benoiſt (qu'il appelle ſon Ordre *noſtri Ordinis Abbates*, parce qu'ils profeſſoient la même Regle que luy (leſquels pour ſecouer le joug de l'obéiſſance de leurs propres Evêques auſquels ils eſtoient naturellement ſoumis, & pour n'avoir point de Superieurs ſur les lieux qui priſſent garde à leur conduite, ſurprenoient à Rome à prix d'argent, des privileges qui les exemptoient de leur juriſdiction: mais, comme dit fort bien le même Saint Bernard, on doit faire grande difference de l'Exemption accordée à des Monaſteres lors de leur fondation, par un motif de pieté & de regularité, d'avec celle que l'on obtient pour vivre dans l'indépendance; *Nonnulla tamen Monaſteria ſita in*

Saint Bernard favorable aux Exemptions.

Lib. 3. de Conſid. ad Eug. Cap. 4.

Premiere partie touchant l'exemption des Religieux.

diverſis Epiſcopatibus, quòd ſpecialiùs pertinuerint ab ipsâ ſuâ fundatione ad Sedem Apoſtolicam pro voluntate fundatorum quis neſciat ? ſed aliud eſt quod largitur devotio, aliud quod molitur ambitio impatiens ſubjectionis.

Ces Abbez-là particuliers fuyoient la vûë & la proximité des Superieurs, en un mot ils ne vouloient point en avoir : & tout au contraire dans l'Ordre de Ciſteaux, au lieu de l'Evêque Dioceſain dont on eſtoit exempt, on ſe ſoumettoit à pluſieurs autres Superieurs, au Viſiteur, au Pere immediat, au Chef de l'Ordre & au Chapitre General.

C'eſt donc ainſi qu'a commencé l'Ordre de Ciſteaux, & que 12.
tous les Monaſteres dont il eſt compoſé, ont eſté fondez dans une pleine liberté ; d'une maniere toute canonique, ſans bruit, ſans contradiction, de l'aveu & du conſentement des Evêques Dioceſains, & ſans qu'ils ſe ſoient rien reſervé ni retenu ; d'où vient que cette Exemption a eſté confirmée par preſque autant de Papes qu'il y en a eu depuis, que les Rois l'ont autoriſée par leurs Lettres Patentes, & qu'elle a eſté ſuivie d'une execution & jouiſſance paiſible & ſans trouble, ayant toujours eſté conſiderée comme une Loy fixe, certaine & tres-conſtante.

Pour ſçavoir en quoy elle conſiſte, il n'y a qu'à raporter les 13.
termes de la Bulle du Pape Innocent VIII. de l'année 1487. que l'on pourra voir ſi l'on veut, toute entiere dans le grand Bullaire Romain imprimé à Rome & à Lyon pour la 9e Conſtitution de ce Pape, par laquelle il confirme cette Exemption, & même en cas de beſoin, la donne tout de nouveau, commençant par ces mots, *Ad Romani Pontificis ſpectat Officium :* & enſuite ſont entre autres ceux-cy immediatement aprés la Confirmation.

Exemption de l'Ordre de Ciſteaux.

Et nihilominùs pro potioris cautelæ ſuffragio, Monaſteria & loca, Abbates & Abbatiſſas, Monachos & Moniales nunc & pro tempore exiſtentes, ab omni juriſdictione, ſuperioritate, correctione, viſitatione, dominio & poteſtate Archiepiſcoporum, Epiſcoporum & aliorum Judicum Ordinariorum, eorumque Vicariorum & Officialium quoruncunque... perpetuò prorsùs Eximimus & TOTALITER Liberamus.. Ità quòd Archiepiſcopi, Epiſcopi, Ordinarii, Vicarii, Judices & Officiales prædicti, etiam ratione delicti aut contractûs vel rei de quâ ageretur, nullam in eos & eorum aliquem, aut Monaſteria, membra & loca prædicta tan-

Premiere Partie touchant l'exemption des Religieux.

quam prorsùs exemptos & exempta, jurisdictionem, correctionem, superioritatem, dominium vel potestatem exercere, aut excommunicationis, suspensionis vel interdicti, aut quasvis alias sententias, censuras & pœnas Ecclesiasticas promulgare præsumant seu possint aut debeant QUOQUO MODO.

Cette Bulle a esté reçûë en France avec toutes les solemnitez, autorisée de Lettres Patentes de plusieurs Rois, & registrée dans toutes les Cours Superieures du Royaume, sans nulle restriction, pour en jouir & user dans l'Ordre de Cisteaux, comme on en a toûjours jouy & usé : de maniere qu'il y a lieu de conclure qu'il est impossible de voir un Privilege plus étendu & mieux établi que celuy de cet Ordre, de quelque costé que l'on veuille le considerer.

14. Voilà l'idée qu'on doit avoir de l'Exemption des Ordres Reguliers : c'est un droit commun qui s'est établi dans l'Eglise aussitost qu'il a commencé d'y avoir de la dépendance & de l'union entre les Monasteres, par la necessité qu'il y a eu qu'ils se conformassent les uns aux autres, & que l'uniformité y fust gardée, & pour y conserver & maintenir l'observance reguliere : cela s'est fait à l'instance & par les soins des saints Fondateurs de ces Ordres, de l'autorité des Papes & des Conciles, même du consentement des Evêques & avec l'approbation des Rois & de tous les Souverains, en sorte que l'on peut dire que le concours de toutes les Puissances l'a renduë inconteſtable.

Il faut à present examiner ce qui avoit donné lieu en particulier aux Procés qui ont esté terminez par les Jugemens dont on a parlé au commencement de cette Réponse, afin de voir ensuite s'il y a du solide dans les Memoires de MM. les Evêques, & du fondement à leur pretention.

SECONDE PARTIE.

A qui appartient le droit de veiller sur la Clôture des Religieuses de l'Ordre de Cisteaux, & de leur en permettre la sortie en cas de necessité.

Clôture des Religieuses.

1. APRE'S avoir vû en quoy consiste l'Exemption de l'Ordre de Cisteaux & qu'elle est generale & sans exception, il ne peut pas y avoir de doute que MM. les Evêques Diocesains n'ont pas raison

raiſon de rien pretendre ſur la Clôture des Religieuſes qui en dépendent, parce qu'il leur eſt défendu expreſſément par une autorité ſuperieure, d'exercer ſur leurs Monaſteres aucun acte de juriſdiction, *ità quòd nullam in eas & earum Monaſteria & loca tanquam prorsùs exemptas & exempta, juriſdictionem, correctionem, ſuperioritatem &c. exercere præſumant ſeu poſſint aut debeant quoquo modo :* ce droit eſt reſervé à leurs Superieurs.

Seconde Partie. Clôture des Religieuſes.

2. En effet, l'on en a toûjours ainſi uſé dans les Monaſteres de Filles de cet Ordre, & l'on voit par ſes plus anciennes Conſtitutions compilées en 1256. ſous le Titre d'Inſtitutions du Chapitre General, & en 1289. ſous celuy d'anciennes Définitions, que la Clôture y a eſté tres-étroitement gardée de tout temps, & qu'il n'eſtoit pas permis aux Religieuſes d'en ſortir qu'avec la permiſſion de leur Pere Abbé & Viſiteur & pour de fortes conſiderations : *De Monialibus quæ jam ſunt Ordini ſociatæ ab anno 1221. & infrà, ſtatuitur ut penitùs includantur, & quæ includi noluerint, à cuſtodiâ Ordinis ſe noverint ſequeſtratas : ac nihilominùs quæ antè terminum præſcriptum includebantur, incluſæ permaneant... Monialibus Ordinis univerſi egreſſus interdicitur, niſi Abbatiſſæ tantùm cum duabus Monialibus & Cellerariæ, quibus exire conceditur ad procuranda Ordinis negotia & propter alias inevitabiles cauſas, De licentiâ tamen Abbatis Viſitatoris ſui, & hoc ipſum honeſtè & rariſſimè fiat.*

Statuts de l'Ordre de Ciſteaux.

Nomaſt. Ciſterc. imprimé à Paris en 1664. pages 365. 378. & 379.

3. Cet uſage s'eſt continué toûjours depuis, & l'Ordre a fait des Reglemens conformes dans les occaſions qui ſe ſont preſentées juſqu'en 1683. que le Chapitre General tenu en cette année, les renouvella par un Decret qui porte une obligation tres-étroite aux Viſiteurs des Provinces, de faire garder la Clôture dans tous les Monaſteres qui leur ſont ſoumis, & des défenſes expreſſes aux Religieuſes d'en ſortir ſans la permiſſion de leurs Superieurs, *niſi de Superiorum Ordinis licentiâ in ſcriptis habitâ, & in caſibus tantùm à jure permiſſis.* Les Decrets de ce Chapitre furent autoriſez par des Lettres Patentes du Roy verifiées au Grand Conſeil en 1685. & ils ſont executez tres-regulierement.

Ceux qu'a fait l'Egliſe en divers temps pour l'obſervation de la Clôture en general, n'y ont point dérogé, au contraire on peut dire qu'ils les ont confirmez.

Seconde Partie. Clôture des Religieuſes.

Ce fut ſur la fin du 13e ſiecle & vers l'an 1300. que parut la fameuſe Conſtitution du Pape Boniface VIII. qui commence par le mot *Periculoſo.* Comme c'eſt le plus autentique des Reglemens
4. que le Saint Siege ait fait ſur cette matiere, & que MM. les Evêques y fondent principalement leur pretention, il eſt à propos de luy donner icy tout ſon jour, & de faire voir que bien loin de les favoriſer, c'eſt le titre le plus poſitif que les Reguliers puiſſent avoir.

La Decretale Periculoſo du Pape Boniface VIII.

Elle ſe trouve parmi les Decretales *de Statu Regularium in Sexto*, ſous ce Titre particulier qui en fait le précis & marque nettement que le droit de donner aux Religieuſes les permiſſions de ſortir de la Clôture, appartient à leurs Superieurs. *Moniales tacitè vel expreſsè profeſſæ clauſuras Monaſterii exire non poſſunt, nec alii illas intrare, niſi cauſa legitima & Superioris licentia interveniat.*

5. Le corps de la Decretale dit en effet la même choſe, & renferme deux diſpoſitions principales.

Par la premiere le Pape ordonne d'une maniere tres-forte, que la Clôture ſera établie dans tous les Monaſteres de Religieuſes ſans exception, & qu'aucune n'en pourra ſortir, ni les perſonnes de dehors y entrer, qu'avec la permiſſion de celuy dont dépend le Monaſtere, & pour des cauſes pertinentes, *niſi rationabilis & manifeſta cauſa exiſtat, ac de illius ad quem pertinuerit, ſpeciali licentiâ.* Il n'eſt là parlé ni de l'Evêque Dioceſain ni du Superieur Regulier, parce que le Reglement eſt general, & qu'il comprend également les Monaſteres qui dépendent de l'Ordinaire & ceux qui ſont ſoumis à des Religieux; mais enfin c'eſt aux Superieurs de ces Monaſteres à donner les permiſſions.

La ſeconde diſpoſition pourvoit à l'execution du Reglement, pour que la Clôture ſoit effectivement établie : *Quoniam parum eſſet condere jura, niſi eſſent qui ea executioni debitæ demandarent &c.* Et le Pape enjoint tres-expreſſément à tous les Evêques de procurer cet établiſſement dans tous les Monaſteres de leurs Dioceſes, ſçavoir de leur autorité ordinaire dans les Monaſteres qui leur ſont ſujets, & de celle du Pape dans ceux qui ſont ſoumis immediatement au Saint Siege, ſans préjudice ajoûte-t-il, de leurs Privileges en autres choſes : & à l'égard des autres qui ont des Superieurs Reguliers, il oblige ces Superieurs d'y faire la même choſe. *Diſtrictè Mandamus univerſis Epiſcopis quate-*

nùs eorum quilibet in Civitate ac Diœceſi propriâ, in Monaſteriis Monialium ſibi ordinario jure ſubjectis, ſuâ ; in his verò quæ ad Romanam immediatè ſpectant Eccleſiam, Sedis Apoſtolicæ autoritate : Abbates verò & alii tam exempti quàm non exempti Prælati Eccleſiarum, Monaſteriorum & Ordinum quorumcunque, in Monaſteriis hujuſmodi ſibi ſubjectis, de Clauſurâ convenienti ubi non eſt, ipſorum Monaſteriorum expenſis & fidelium eleemoſynis quas ad hoc procurent, diligentiùs faciendâ & de ipſis Monialibus includendis, quamprimùm commodè poterunt providere procurent : per hoc autem in Monaſteriis exemptis Ordinarii locorum quoad alia nullam ſibi credant juriſdictionem vel poteſtatem aliquatenùs attributam.

Seconde Partie. Clôture des Religieuſes.

L'on voit par cette diſpoſition, que le Pape oblige également & dans les mêmes termes les Evêques & les Superieurs Reguliers, chacun à ſon égard, d'établir la Clôture dans les Monaſteres de Moniales de leur dépendance, aux frais de ces Monaſteres & avec l'aide des aumoſnes qu'ils pourront leur procurer : c'eſt la même clauſe pour les uns & les autres, le même engagement & la même application. D'où l'on doit neceſſairement conclure que ce n'a point eſté l'intention du Pape de confondre les Monaſteres, & de rien donner à MM. les Evêques Dioceſains ſur la Clôture des Religieuſes qui dépendent des Superieurs Reguliers.

Une conviction évidente que l'on ne peut pas l'entendre autrement, c'eſt que le Pape n'y donne aux Evêques l'inſpection ſur la Clôture, qu'à l'égard des Religieuſes ou qui leur ſont ſujettes, ou qui dépendent immediatement du Saint Siege. De quelle autorité donc pourroient-ils l'avoir ſur celles qui ont des Superieurs Reguliers ? Ce ne ſera pas comme Ordinaires, puiſqu'elles ſont exemptes, ni comme Déleguez du Saint Siege, le Pape ne leur donnant cette délegation que ſur les Monaſteres qui luy ſont immediatement ſoumis. 6.

Le Pape n'a ainſi délegué les Evêques, qu'afin que les Monaſteres euſſent ſur les lieux des Superieurs qui pourvûſſent à leurs beſoins aprés que la Clôture y ſeroit établie, ne pouvant le faire luy-même, ſur tout à cauſe du grand éloignement ; mais à l'égard des Monaſteres qui ont leurs Superieurs proches & dans la même Province, il n'y avoit nulle neceſſité d'y en commettre d'autre qu'eux. 7.

Seconde Partie. Cloture des Religieuses.

La Constitution si judicieusement faite a eu l'approbation de tout le monde en general & en particulier ; le Concile de Basle en ordonna l'execution d'une maniere tres-précise en la 15e Session, *ut Constitutio Bonifacii Octavi quæ incipit* Periculoso, *edita super Clausurâ Monialium, omninò juxtà ipsius tenorem executioni demandetur.*

8.

9. Statuts de l'Ordre de Cisteaux. *Nomast. con Cistere. pag. 684.*

Elle fut inserée dans les Statuts de l'Ordre de Cisteaux, & il y en eut un qui obligea les Visiteurs de la faire observer ponctuellement, *Cum adjectione quòd Visitatores juxtà Bonifacianam quæ incipit* Periculoso, *aliaque Ordinis Statuta, Moniales in communi vivere & laborare faciant, Monasteria ipsa claudendo, ut neque deinceps exeant, neque viri aliqui, exceptis casibus à jure permissis, Clausuram earum ingrediantur.*

10. La maniere dont elle a esté executée dans cet Ordre depuis ce temps-là jusqu'à present, marque assez celle dont on l'a entenduë ; & on peut dire que l'on luy a donné par tout le même sens.

11. Concile de Cologne. *P. Labbe, Concil. xj. Tom. pag. 1532.*

Les Conciles qui l'ont suivie de plus prés en font foy. Le Canon 28e de celuy de Cologne en 1310. est conçû en ces termes : *Statuimus ut Moniales ipsæ sub perpetuâ in suis Monasteriis Clausurâ maneant, ac nulli nisi illius ad quem pertineret, speciali licentiâ, ingressus vel accessus pateat ad easdem, juxtà Constitutionem Domini Bonifacii Papæ Octavi quæ incipit* Periculoso.

12. Concile d'Espagne. *Ibidem pag. 1694.*

Le Chapitre 12. du Concile tenu à Valladoli en Espagne en 1322. s'explique encore plus clairement sous le titre *de Statu Monachorum*, en ce qu'il ordonne que les Evêques & les Superieurs des Ordres qui ont dit-il, de droit ou par privilege, Jurisdiction dans les Monasteres de Religieuses, députeront des Personnes de leur Ordre qui soient capables, pour en prendre soin & empescher qu'elles n'en sortent & que les personnes de dehors n'y entrent ; & neanmoins s'il survient quelque necessité de le faire, que ce soit du consentement de ce Député & avec la permission du Superieur du Monastere : *Si verò ex aliquâ rationabili causâ aliquæ bonæ & non suspectæ personæ ad eas intrare debuerint vel ipsæ exire ad eas, hoc fiat de voluntate expressâ illius qui ut præmissum est, ad custodiam earum fuerit deputatus, de licentiâ illius qui Monasterio illi præest.*

Ibidem.

Il s'assembla en Allemagne deux Conciles en l'année 1549. l'un à Mayence & l'autre à Treves.

Digitized by Google

Parmi les Reglemens du premier, l'Article 79. fait défenſes à toutes les Religieuſes de ſortir de leurs Monaſteres & d'y laiſſer entrer des perſonnes de dehors, que pour des raiſons de neceſſité & du conſentement de celuy qui en eſt le Superieur, *niſi ex neceſſariâ causâ & de manifeſto conſenſu Superioris ad quem pertinet Monaſterium.* Ce ſont les termes de la Decretale *Periculoſo.* 13. Concile de Cologne. Tom. 14. pag. 696.

Et l'Article 11. du Concile de Treves aprés avoir declaré qu'il reconnoiſt & veut executer les privileges d'Exemption accordez aux Reguliers par le Saint Siege, défend tres-expreſſément aux Religieuſes de ſortir de leur Clôture, qu'elles n'en ayent la permiſſion de leur Superieur, ſoit que ce ſoit l'Evêque, l'Abbé ou le Viſiteur, ou quelqu'autre que ceux-là auront député : *Nullâ ratione vel causâ Monaſteria ſua egrediendi facultatem habeant, niſi de expreſſâ licentiâ Epiſcopi, Abbatis, Viſitatoris aut ab eis poteſtatem habentis.* 14. Concile de Treves. Ibidem pag. 715.

Enfin en 1550. il y eut en Flandre un Synode aſſemblé à Cambray, où ſe firent pluſieurs Reglemens & entre autres un ſous le Titre *de Statu Monachorum & Monialium*, par lequel il fut ordonné à tous les Curez qui ſçauroient dans leurs Paroiſſes, des Religieux & des Religieuſes hors de leurs Monaſteres, de faire toutes ſortes de diligences pour les obliger de s'y retirer, à moins qu'ils n'ayent une permiſſion de leurs Superieurs, *abſque ſpeciali Superioris ſui licentiâ :* avec défenſes aux Religieuſes qui ont fait vœu de Clôture, d'en ſortir ſans neceſſité reconnuë pour telle par leurs Superieurs & Viſiteurs, *niſi inevitabilis neceſſitas nobis, Vicariis noſtris, aut Superiori Viſitatori conſtiterit*, ajoûtant la peine d'excommunication portée par la Conſtitution du Pape contre celles qui le feront autrement. 15. Synode de Cambray.

Ces derniers Conciles ſe tenoient & faiſoient ces Reglemens en ſuivant & interpretant de la ſorte la Decretale *Periculoſo*, dans le temps même que le Concile de Trente commençoit ſes ſéances : il ne faut pas douter qu'eſtant en partie compoſé des Prélats qui les avoient faits dans leurs Aſſemblées, il n'ait eu le même eſprit, ou du moins s'il avoit eſté d'un ſentiment contraire, qu'il ne l'euſt fait connoiſtre nettement lorſqu'il a traité la même matiere. 16.

Cependant l'on voit que ce Concile au 5e Chapitre de la Seſſion 25e, confirme & renouvelle purement & ſimplement ſans 17. Concile de Trente.

Seconde Partie. Clôture des Religieuſes.

aucune dérogation, la Conſtitution du Pape Boniface VIII. qui comme on a montré, contient deux diſpoſitions, dont la premiere regarde les permiſſions de ſortir de la Clôture & d'y entrer, qu'il défere à celuy qui eſt le Superieur du Monaſtere, *de illius ad quem pertinuerit ſpeciali licentiâ ;* & la ſeconde regarde l'établiſſement de la Clôture, dont il charge les Evêques pour les Monaſteres qui leur ſont ſoumis, ou qui dépendent immediatement du Saint Siege, & les Superieurs Reguliers pour ceux qui leur ſont ſujets.

Le Concile en ce Chapitre qui commence par ces mots, *Bonifacii Octavi Conſtitutionem quæ incipit* Periculoſo, *renovans Sancta Synodus &c.* renouvelle l'obligation qu'avoient déja les Evêques ſuivant cette Conſtitution, & ne veut pas que les Religieuſes ſortent de leur Clôture, qu'ils n'en ayent approuvé la cauſe.

18. Et pour celles qui ont des Superieurs Reguliers & ſont ſous des Congregations, il ordonne qu'elles demeureront & ſeront laiſſées ſous la garde & la conduite de leurs Superieurs, par le Chapitre 9e de la même Seſſion conçû en ces termes : *Monaſteria Sanctimonialium ſanctæ Sedi Apoſtolicæ immediatè ſubjecta, etiam ſub nomine Capitulorum ſancti Petri vel ſancti Joannis vel aliàs quomodocunque nuncupentur, ab Epiſcopis tanquam dictæ Sedis Delegatis gubernentur : Quæ verò à Deputatis in Capitulis Generalibus vel ab aliis Regularibus reguntur, ſub eorum curâ & cuſtodiâ relinquantur.*

19. Il faut tomber d'accord que les diſpoſitions de ce Concile s'accordent ainſi parfaitement avec celles de la Decretale *Periculoſo*, & que ç'a eſté veritablement ſon eſprit, comme on l'a montré en la premiere partie de cette Réponſe, de conſerver en leur entier les Privileges & l'Exemption des Reguliers, ſoit à l'égard de la Clôture, ſoit pour toutes autres choſes.

20. Et l'on peut d'autant moins dire que le Concile de Trente a voulu comprendre & confondre dans les Monaſteres ſoumis immediatement au Pape, ceux qui ſont ſous des Congregations, que non ſeulement il ne l'a point dit, mais auſſi que ſi cela eſtoit, il ſeroit contraire à la Decretale *Periculoſo*, contre ſon intention, puiſqu'il la renouvelle & confirme ſans y déroger ; & que d'ailleurs il a toûjours diſtingué ces Monaſteres, & même declaré qu'il n'entendoit pas les confondre, comme on le voit aux Cha-

pitres 8. 9. & 20e de la même Seſſion : outre que jamais les droits particuliers ne ſont compris dans les regles generales, ſi elles n'y derogent par des clauſes ſpeciales : de maniere qu'on doit eſtre perſuadé que ſon eſprit a eſté de laiſſer tout le ſoin & toute la conduite des Monaſteres qui ſont en Congregations, à leurs Superieurs : *ſub eorum curâ & cuſtodiâ relinquantur.*

Seconde partie. Clôture des Religieuſes.

21. Ordonnance de Blois.

C'eſt ainſi que le Clergé de France aſſemblé aux Etats de Blois, a expliqué le Concile de Trente où avoient aſſiſté la pluſpart de ſes Prelats, dans les Remontrances qu'il fit au Roy Henry III. & ſur leſquelles intervint l'Ordonnance de 1579. car bien qu'elle ne reçût pas dans les formes ce Concile en ce qui regarde la police & la diſcipline exterieure, elle ne laiſſa pas d'en tirer pluſieurs Reglemens qu'elle copia mot à mot & entre autres celuy-cy qui eſt du 28e touchant la Clôture des Religieuſes : *Admoneſtons les Archevêques, Evêques & autres Superieurs des Monaſteres de Religieuſes, de vaquer ſoigneuſement de remettre & entretenir la Clôture des Religieuſes... Et ne pourra aucune après avoir fait profeſſion, ſortir de ſon Monaſtere pour quelque temps & ſous quelque couleur que ce ſoit, ſi ce n'eſt pour cauſe legitime qui ſoit approuvée de l'Evêque ou Superieur.*

L'alternative de *l'Evêque ou Superieur*, a eſté ajoûtée pour faire voir que le Reglement étant general, on a voulu conſerver à chacun ſes droits & ſa juriſdiction ; aux Evêques, ſur les Monaſteres qui dépendent d'eux ; & aux Superieurs Reguliers, ſur ceux qui leur ſont ſoumis.

Aſſemblée de Melun.

En la même année 1579. ſe tint auſſi à Melun l'Aſſemblée de la pluſpart des mêmes Prelats, qui marquerent eſtre encore dans le même ſentiment, par le Reglement qu'ils firent ſur le même ſujet, obligeant ſeulement les Religieuſes qui ſeroient dans la neceſſité de ſortir de leur Clôture, de s'addreſſer à leurs Superieurs, & d'en prendre d'eux la permiſſion : *Nulli liceat exire à Monaſterio, niſi ex aliquâ urgente & legitimâ cauſâ, idque de ſui Superioris licentiâ in ſcriptis obtentâ.*

Il n'y avoit pas pour lors d'autre ſentiment ſur l'explication du Concile de Trente, dans des temps qui en eſtoient ſi proches, & l'on vivoit paiſiblement ſans que l'on s'aviſaſt de rien entreprendre pour cela ſur les Reguliers : ce qui a continué juſqu'aux dernieres années du ſiecle paſſé.

Bref du Pape Alexandre VII.

L'on voit encore qu'en 1666. le Pape Alexandre VII. ayant

Seconde partie. Clôture des Religieuſes.

donné un Bref en forme de Reglement pour la Reformation generale de l'Ordre de Ciſteaux, lequel a eſté autoriſé de Lettres Patentes du Roy & regiſtré au Grand Conſeil, il y eut un Article pour les Religieuſes qui eſt le 39. où le Pape ſuivant l'eſprit & l'intention de la Decretale *Periculoſo* & du Concile de Trente, ne s'adreſſe point aux Evêques pour le fait de la Clôture, mais aux Superieurs de l'Ordre : *Præcipiendo Abbati Generali & quatuor primis & aliis Patribus Abbatibus, ut omnes ſibi ſubditas Moniales ad Clauſuram à Bonifacio Papa Octavo & à Concilio Tridentino ordinatam, utique reducant & cogant.*

Le trouble que quelques-uns de MM. les Evêques voulurent apporter à un uſage ſi conſtant & ſi bien autoriſé, n'eut pas pour eux tout le ſuccés qu'ils avoient eſperé, & on le doit au contraire regarder comme une preuve certaine, que le droit qui l'a établi, eſt inconteſtable.

Ce fut feu M. de Gaillard Evêque d'Apt qui commença le premier en 1678. par une Ordonnance qu'il fit publier où il défendoit ſous peine d'excommunication à toutes les Religieuſes de ſon Dioceſe exemptes & non exemptes, de ſortir de leurs Monaſteres ſans ſa permiſſion par écrit : les Religieuſes de Sainte-Croix de l'Ordre de Ciſteaux dans la même Ville d'Apt, en appellerent comme d'abus & releverent leur appel au Grand Conſeil ; mais les Parties s'en eſtant rapportées au jugement de feu M. de Harlay Archevêque de Paris, ce Prelat ſi éclairé & qui comme Archevêque auroit pû paroiſtre intereſſé & ſuſpect en cette cauſe, obligea M. l'Evêque d'Apt de revoquer ſon Ordonnance, & d'en faire publier la revocation au Prône de ſon Egliſe Cathedrale, & luy-même en dreſſa & ſigna les Actes qui ont eſté depoſez chez M. Vatry Notaire à Paris le 9. Decembre 1699.

Sentence arbitrale de feu M. l'Archevêque de Paris.

En 1693. feu M. l'Evêque de Noyon fit une pareille Ordonnance contre l'Abbeſſe & les Religieuſes de Biache, qui en appellerent auſſi comme d'abus, & le Grand Conſeil aprés douze Audiences, la declara abuſive & maintint M. l'Abbé de Cîteaux dans le droit & la poſſeſſion de donner ſeul auſdites Religieuſes les permiſſions de ſortir de leur Clôture dans les cas de droit, par un Arreſt ſolennel du 11e de Mars 1695.

Arreſt du Grand Conſeil.

M. de Foreſta Colongue moderne Evêque d'Apt en 1697. renouvella la pretention de ſon predeceſſeur contre les mêmes Religieuſes

Religieuſes de Sainte-Croix, par des Ordonnances qu'il leur fit ſignifier ; & le Parlement d'Aix qu'il avoit affecté & demandé pour Juge, les declara pareillement abuſives par un Arreſt du 9. Avril 1699. tout ſemblable à celuy du Grand Conſeil & le condamna aux dépens, aprés huit Audiences de plaidoirie.

Seconde Partie. Clôture des Religieuſes.

Arreſt du Parlement de Provence.

Et s'eſtant pourvû en caſſation * de cet Arreſt au Conſeil d'Etat Privé du Roy, le Conſeil aprés en avoir examiné avec exactitude & le fond & la forme, a debouté ledit Sieur Evêque de ſa demande en caſſation, & l'a condamné en l'amende de 450. livres & en tous les dépens par un autre Arreſt ſolennel du 5e Septembre de cette année 1701. Il y a eu encore depuis pluſieurs autres Arreſts ſemblables.

Arreſt du Conſeil d'Etat Privé du Roy.

On ne peut donc rien imaginer de mieux fondé & de plus fortement appuyé, que le droit de M. l'Abbé de Ciſteaux ſur la Clôture des Religieuſes de ſa dépendance. Il faut voir à preſent ſi les moyens contenus au premier Memoire de MM. les Evêques, peuvent y donner quelque atteinte.

TROISIE'ME PARTIE

Qui répond au premier Memoire de MM. les Evêques, touchant la ſortie de la Clôture.

Il faudroit avoir de bien grandes & de bien fortes raiſons pour affoiblir celles que l'on vient d'expliquer, & pour établir un droit contraire à celuy de M. l'Abbé de Ciſteaux en faveur de MM. les Evêques : Leur premier Memoire en contient pluſieurs à la verité, mais par l'examen qu'on en va faire, on connoiſtra qu'elles ne ſont qu'équivoques, & qu'il n'y en a pas une de ſolide & qui doive faire la moindre impreſſion : & afin que cela paroiſſe avec plus d'évidence, on mettra icy ce Memoire en ſon entier dans une colonne, & on y répondra dans une autre qui luy ſera oppoſée, pour en faire voir les inutilitez.

Troiſiéme Partie. Raiſons de MM. les Evêques avec les Réponſes.

MEMOIRE

Concernant le pouvoir des Evêques de juger des cauſes legitimes de la ſortie des Religieuſes de leurs Monaſteres.

L'Egliſe a eſtimé dans tous les temps que pour éviter les deſordres qui pourroient arriver de la Clôture violée dans les Monaſteres des Religieuſes, il convient au bien de l'Egliſe & à l'édification des fideles, qu'elles ne puiſſent ſortir ſans cauſes qui ſeront jugées legitimes par les Evêques des lieux.

Les Princes les plus religieux perſuadez de l'utilité de cette diſcipline, pour le bon ordre même de leurs Etats, en ont fait des Loix; & l'on peut aſſurer que les anciennes Ordonnances du Royaume en contiennent des diſpoſitions qui ne ſont pas moins expreſſes que celles des ſaints Decrets.

RE'PONSE

De M. l'Abbé de Ciſteaux.

SI l'on juge comme on doit, de la Diſcipline de l'Egliſe, par la conduite qu'elle a tenuë à l'établir, on ne croira jamais qu'elle ait eſtimé convenable de ſoumettre aux Evêques Dioceſains, les Ordres Reguliers & les Monaſteres de filles qui en dépendent, ſoit pour raiſon de la Clôture ou pour toutes autres choſes, plutoſt que de les laiſſer ſous la conduite des Superieurs de ces Ordres : puiſque du moment qu'il a commencé d'y avoir des unions de Monaſteres ſous des Congregations, on voit par ce qui eſt arrivé, que l'Egliſe a regardé comme une neceſſité abſoluë, de les exempter entierement de la juriſdiction des Ordinaires ; & les Princes ont approuvé & autoriſé cette conduite, ſans que l'on puiſſe montrer un ſeul Reglement poſitif qui y ſoit contraire.

Cela s'eſt fait par les raiſons & pour les motifs qu'on a expliqué dans la premiere Partie de cette Réponſe page 385. nombre 1. ces Superieurs Reguliers paroiſſant bien plus propres à entretenir & diriger les Religieuſes dans les exercices de Regularité à cauſe de l'experience qu'ils en ont pratiquant les mêmes choſes, que les Evêques qui n'y ont pas eſté élevez & qui en ſont peu inſtruits.

MEMOIRE.

Il paroiſt par le 12e Canon du 5e Concile de Paris tenu en 615. que dés ce temps-là cette diſcipline étoit obſervée dans l'Egliſe de France : ce Concile prononce la peine de l'excommunication contre les Religieuſes qui feroient refus de ſe retirer dans leurs Monaſteres auſſitoſt qu'elles en ſeroient averties par leur Evêque.

Tom. 5. Concil. pag. 1651.

Le Concile de Reims tenu dix ans aprés, & les autres du même ſiecle, en ont conſideré les Decrets comme d'un Concile general, ce qui juſtifie qu'ils eſtoient d'une grande autorité : Le Roy Clotaire II. qui l'a convoqué, les a confirmez par une celebre Ordonnance ; ce qui fait voir l'importance de celuy-cy : nos Rois en ont fait un article de leurs Capitulaires.

Ibid. pag. 1639.

Lib. 7. Capitul. Cap. 156. fol. 211. v. 2. Edit. Pith.

La même diſcipline fut confirmée ſous le regne de Charlemagne dans un autre Concile convoqué par ce Prince à Châlon ſur Saone en 813. Ce Concile défend abſolument aux Abbeſſes de ſortir de leurs Monaſteres ſans la permiſſion de leur Evêque ou de ſon Grand Vicaire, à moins qu'elles n'y fuſſent obligées par les ordres du Prince. On voit de ſemblables Reglemens dans un Concile de

Can. 57. tom. 7. Conc. p. 1284.

REPONSE.

1. Ce qui s'eſt fait au Concile 5e de Paris en l'an 615. & du temps du Roy Clotaire II. auſſi-bien qu'en 813. du temps de Charlemagne, precede celuy auquel ont commencé les Ordres Reguliers ; & ainſi comme en ce temps-là les Monaſteres de Religieuſes n'avoient pas d'autres Superieurs que les Evêques, l'on ne doit pas s'étonner ſi les Reglemens que faiſoient les Conciles & les Rois, les ſuppoſoient ſous leur conduite.

Le 12e Canon du 5e Concile de Paris, & l'Ordonnance de Clotaire II. ne parlent pas preciſément de la Clôture des Religieuſes, mais de l'apoſtaſie où elles & les Religieux pouvoient tomber en abandonnant leur Monaſtere & voulant retourner au ſiecle aprés leur profeſſion, ce que l'Evêque étoit chargé d'empêcher : *Si quis Monachus vel Monacha in Congregatione poſiti, religioſam vitam elegerint, & poſteà aut ad parentes aut ad propriam quamcumque ſubſtantiam ſe de Congregatione ipſâ ſubſtraxerint, ab Epiſcopo &c.*

Comme le deſſein de celuy qui a dreſſé le Memoire, n'a eſté que de ſurprendre par des

Troiſiéme Partie. Raiſons de MM. les Evêques avec les Réponſes.

Rouen en 1072. & dans pluſieurs autres.

apparences & des ſuppoſitions, il ne s'eſt pas mis en peine que l'application de ces citations & de ſes preuves fuſt bien exacte.

MEMOIRE.

Dans les ſiecles ſuivans, les Monaſteres qui ſe diſoient exempts, pretendirent avoir eſté ſouſtraits à la juriſdiction des Evêques, même en ce point; Cette pretention quoique malfondée fit ſurſeoir l'execution de ſes ſages Decrets à l'égard de ces Monaſteres; mais peu de temps aprés, leur Clôture fréquemment violée cauſa dans l'Egliſe des deſordres ſi grands, que pour les arreſter le Pape Boniface VIII. fut obligé ſur la fin du 13e ſiecle d'ordonner aux Evêques d'y veiller chacun dans ſon Dioceſe, & de faire de rigoureuſes défenſes à toutes Religieuſes de quelque Ordre qu'elles fuſſent, même à celles qui ſe diſoient ſoumiſes immediatement au Saint-Siege, de ſortir de leurs Monaſteres ſans cauſes legitimes approuvées de l'Evêque du lieu.

En 1298. Cap. Peric. de Statu Regul. n. 6.

Le mécontentement que la France pouvoit avoir de ce Pape qui y a fait rejetter la pluſpart de ſes Decrets, n'a pas empeſché que celuy-cy n'y ait eſté reçû : nous avons même pluſieurs Conciles qui en parlent avec élo-

Le Conc. de Bourges en 1528. Can. 2. Celuy de Sens tenu la même année, Can. 18. tom. 14. p. 428. & 476.

REPONSE.

2. MM. les Evêques conviennent en cet endroit, que depuis l'an 813. ou peu aprés, on commença à prétendre que les Monaſteres de filles ne dependoient pas d'eux pour la Clôture, & que les anciens Reglemens n'eurent plus d'execution à leur égard; ils appellent cette inexecution une ſurſéance : mais c'eſtoit en effet le changement de diſcipline, & l'établiſſement du nouveau droit commun, ſuivant lequel l'Egliſe forma le regime des Ordres Reguliers, dans une exemption entiere & abſoluë de la Juriſdiction des Ordinaires.

Et ce n'étoit pas ſeulement une pretention, mais un droit certain & conſtant qu'avoient les Monaſteres de Religieuſes, de vivre ſous la conduite de leurs Superieurs ſans autre dépendance, même pour la Clôture; lequel bien loin d'avoir eſté changé par le Pape Boniface VIII. & par le Concile de Trente, fut au contraire confirmé & renouvellé par l'un & par l'autre, comme on l'a juſtifié cy-devant, page 393. &c.

n. 4. 5. & 6. & page 398. &c. n. 17. 18. 19. & 20.

La Decretale de ce Pape porte expreſſément que l'établiſſement de la Clôture ſe fera par les Superieurs Reguliers dans les Monaſteres qui leur ſont ſujets, *Abbates verò in Monaſteriis ſibi ſubjectis ;* & que la permiſſion d'en ſortir ſera donnée par eux, *de illius ad quem pertinuerit ſpeciali licentiâ.*

Et le Concile de Trente veut & entend que ces Monaſteres ſoient laiſſez & demeurent ſous le ſoin & la garde de ces mêmes Superieurs : *Quæ verò à Deputatis in Generalibus Capitulis vel ab aliis Regularibus reguntur, ſub eorum curâ & cuſtodiâ relinquantur.*

Les Papes ont toûjours depuis ordonné l'execution de ces Reglemens, & on les a reçus par tout, comme on l'a fait voir page 395. & ſuiv. parce qu'ils maintiennent chacun dans ſes droits & dans ſa juriſdiction, les Evêques ſur les Monaſteres qui leur ſont ſoumis, & les Superieurs Reguliers ſur ceux qui dépendent d'eux.

Troiſiéme Partie. Raiſons de MM. les Evêques avec les Réponſes.

Seſſ. 25. Cap. de Reg. & Mon.

ge, & qui ordonnent de le faire obſerver exactement.

Le Concile de Trente a renouvellé en des termes tres-forts la diſpoſition de cette Decretale ; il ne l'a pas regardée ſeulement comme un pouvoir qui eſt donné aux Evêques ſur ce qui concerne la Clôture de ces Monaſteres, mais comme un devoir qu'il leur preſcrit avec une étroite obligation d'y ſatisfaire : Sub obteſtatione divini judicii & interminatione maledictionis æternæ præcipit. *Ce Concile dans le même Decret exhorte les Souverains de donner aux Evêques les ſecours dont ils pourroient avoir beſoin en ces occaſions : toutes ces circonſtances ſont à remarquer pour prendre l'eſprit de ce Concile ſur l'obligation de faire obſerver cette diſcipline.*

Les Papes Pie IV. Pie V. Gregoire XIII. Gregoire XV. & les autres, confirment cette obſervation ; entre tous les Decrets du Concile de Trente, ces Papes ordonnent particuliérement l'execution de celuy-cy.

REPONSE.

3. Il faut le dire pour ne pas s'éloigner de la verité, parce qu'en effet ces Reglemens le portent ainſi & qu'ils diſtinguent

MEMOIRE.

On dira peut-eſtre que tous ces Reglemens ne ſoumettent aux Evêques que les Monaſteres qui ſe diſoient immediats

Troiſiéme Partie. Raiſons de MM. les Evêques avec les Réponſes.

au Saint Siege, & qu'à l'égard des Monaſteres de l'Ordre de Ciſteaux & des autres qui ſont ſous la conduite des Religieux, les Conciles & les Papes ont approuvé que les Superieurs Reguliers ſoient prépoſez au lieu des Evêques pour l'approbation des cauſes legitimes de la ſortie des Religieuſes, comme pour l'obſervation des autres points de la diſcipline Monaſtique.

Cette pretention eſt évidemment détruite par ces Reglemens. Même on voit dans le Chapitre Periculoſo, *que Boniface VIII. a compris en termes exprés dans ſon Decret toutes les Religieuſes generalement en quelque Païs & de quelque Ordre & Religion qu'elles ſoient*, omnes & ſingulares Moniales cujuſcunque Religionis ſint vel Ordinis, in quibuſlibet mundi partibus exiſtentes; *& que ce Pape a chargé les Evêques de l'execution de ce Decret chacun dans ſon Dioceſe:* Eorum quilibet in civitate ac Dioœceſi propria.

les Religieuſes qui dépendent des Reguliers, de celles qui ſont ſoumiſes à l'Ordinaire & immediatement au Saint Siege. Car enfin le Pape Boniface VIII. ne charge les Evêques d'établir la Clôture, que dans les Monaſteres qui leur ſont ſujets, de leur autorité ordinaire, *ſuâ*; & comme ſes Déleguez, dans ceux qui dépendent immediatement du Saint Siege, *Sedis Apoſtolicæ autoritate*. De quelle autorité donc & en quelle qualité s'ingereroient-ils de le faire dans les Monaſteres qui ont des Superieurs Reguliers? Ce ne ſera pas comme Ordinaires, parce que ces Monaſteres-là ſont exempts; ce ne ſera pas auſſi comme Déleguez du Saint Siege, ne pouvant pas montrer qu'ils en ayent jamais eu aucune délegation, celle qu'ils ont ne leur ayant eſté donnée qu'à l'égard des Monaſteres particuliers qui dépendent immediatement du Pape.

MEMOIRE.

Il eſt vray que par le même Decret il eſt ordonné aux Abbez & aux autres Superieurs de pourvoir à la Clôture des Monaſteres qui leur ſont ſoumis; & s'il n'y en a point, d'y en faire établir ſoit aux frais de

REPONSE.

4. C'eſt un paradoxe de dire que l'obligationdont le Pape charge les Superieurs Reguliers d'établir la Clôture dans les Monaſteres qui leur ſont ſujets, ne regarde que le ſoin de les faire clorre, & de leur procurer des

aumônes à cet effet ; puiſque c'eſt la même obligation qui charge les Evêques & les Superieurs Reguliers, conçûë dans les mêmes termes & la même expreſſion, en ſorte que les mêmes mots ſont pour les uns & pour les autres ſans nulle diſtinction : *De convenienti Clauſurâ & de ipſis Monialibus includendis, quamprimùm procurare poterunt, Epiſcopi & Abbates providere procurent.*

ces Monaſteres ou par les aumônes qu'ils pourront leur procurer : mais cette Ordonnance ne regarde que les ſoins de faire clorre ces Monaſteres ; elle n'établit pas ceux qui en ſont les Superieurs, les Juges des cauſes legitimes pour leſquelles on pourroit permettre aux Religieuſes de ſortir de cette Clôture.

RE'PONSE.

5. Cette obſervation eſt tout-à-fait inutile, parce que l'intention du Pape Boniface VIII. n'ayant eſté que de donner des Superieurs aux Monaſteres qui n'en avoient point ſur les lieux pour veiller au maintien de la Clôture, il n'a rien voulu changer dans ceux qui dépendoient des Superieurs Reguliers, quoique d'ailleurs ces Superieurs-là fuſſent ſujets aux Ordinaires. C'eſt la diſpoſition de la Decretale *Periculoſo : Abbates & alii tam exempti quàm non exempti Prælati Monaſteriorum quorumcunque, in Monaſteriis hujuſmodi ſibi ſubjectis* : & c'eſt auſſi l'intention du Concile de Trente & ſa diſpoſition au 9e Chapitre de la 25e Seſſion, où ſoumettant au gouvernement des Evêques comme Déleguez du Saint Siege, les Monaſteres qui en dépendent immediatement, il declare & ordonne que ceux qui

MEMOIRE.

Il faut obſerver que cet ordre de faire établir la Clôture dans les Monaſteres qui n'en ont point, eſt également donné aux Superieurs exempts & non exempts, Abbates & alii tam exempti, quàm non exempti Prælati. *Les Abbez de Ciſteaux & les autres Reguliers ne peuvent donc pretendre en execution de ce Decret, que le pouvoir qui eſt accordé aux Superieurs des Monaſteres ſoumis à la juriſdiction des Evêques à l'égard deſquels on ne peut douter que l'examen des cauſes qui peuvent excuſer la ſortie des Religieuſes, ne ſoit donné aux Evêques.*

Troiſième Partie. Raiſons de MM. les Evêques avec les Réponſes.

ſont en Corps d'Ordres ou qui ont des Superieurs Reguliers, ſeront laiſſez & demeureront ſous leur conduite : *Quæ verò à Deputatis in Capitulis Generalibus vel ab aliis Regularibus reguntur, ſub eorum curâ & cuſtodiâ relinquantur.*

Un Superieur Regulier peut eſtre d'ailleurs ſujet à l'Ordinaire à l'égard de ſon Monaſtere, & ne pas dépendre de luy pour raiſon d'autres Monaſteres qui ſont ſoumis au ſien : & cela ſe voit clairement dans ceux qui ſont de differens Dioceſes : Par exemple, l'Abbaye de Mouſtier-Saint-Jean eſtoit ſujette à l'Evêque de Langres, & avoit ſous ſoy des Abbayes de filles ſituées dans le Dioceſe d'Autun qui ne dépendoient ni de l'Evêque de Langres ni de celuy d'Autun : la Commende a rendu cette diſcipline peu connuë.

MEMOIRE.

Il eſt certain que le Concile de Trente a étendu ſur tous les Monaſteres ſans exception de ceux de l'Ordre de Ciſteaux & des autres Ordres, l'inſpection des Evêques expliquée dans ce Decret, & qu'il la confirme en ce ſens in omnibus Monaſteriis. *Ce Concile après avoir expliqué par quelle autorité les Evêques exerceront ce miniſtere, ordonne qu'il n'y a ni conceſſion ni privilege qui puiſſe en excepter aucun Monaſtere*, Indultis quibuſcunque & Privilegiis nonobſtantibus.

REPONSE.

6. Le Concile de Trente doit eſtre expliqué comme on a fait la Decretale *Periculoſo ;* dautant que l'un & l'autre ayant voulu déroger pour ce qui regarde la Clôture, aux Exemptions des Monaſteres qui dépendent immediatement du Saint Siege; il a eſté neceſſaire de ſpecifier que cela ſe faiſoit nonobſtant leurs Privileges ; mais cette clauſe ou dérogation ne regarde que ces Monaſteres-là, & nullement ceux qui ſont ſous des Congregations dont le Concile principalement a declaré qu'il vouloit que les Privileges fuſſent conſervez & demeuraſſent en leur entier, Chap. 20. Seſſ. 25. *Præfatorum Ordinum privilegia & facultates quæ ipſorum perſonas, jura & loca concernunt, firma ſint & illæſa.* Et quand il a dit Chap. 5. *in omnibus Monaſteriis*, il n'a entendu parler que de tous les Monaſteres ſujets au Saint Siege, comme avoit fait la Decretale *Periculoſo.*

REPONSE

REPONSE.

7. Les Papes qui ont ordonné l'execution de la Conſtitution *Periculoſo*, & des Decrets du Concile de Trente, ont parlé en faveur des Reguliers, puiſque ces Reglemens les maintiennent & confirment dans leurs Privileges.

Pour ce qui eſt des deux Bulles du Pape Pie V. de 1566. & 1570. comme elles n'ont jamais eſté reçûës ni executées en France, elles n'y ſont pas auſſi regardées comme Loix & Conſtitutions Canoniques. D'ailleurs elles ne ſont pas ſi avantageuſes à MM. les Evêques qu'ils ſe le ſont imaginé.

La premiere fait divers Reglemens pour certaines Religieuſes qu'elle nomme *Mulieres quæ Tertianæ ſeu de pœnitiâ dicuntur, cujuſcunque fuerint Ordinis, in Congregatione viventes*, dont la profeſſion eſtoit de ſortir pour aller à la queſte; & elle ordonne que la Clôture ſera exactement gardée dans tous les Monaſteres de Religieuſes de quelque Ordre que ce ſoit, conformément à la Conſtitution du Pape Boniface VIII. approuvée & renouvellée dans le Concile de Trente, *juxtà formam Conſtitutionis Bonifacii Octavi quæ incipit* Periculoſo, *in ſacro Concilio Tridentino approbatam & innovatam.*

MEMOIRE.

S'il reſtoit quelque doute ſur cette matiere, il ſeroit entierement levé par les Bulles des Papes qui ont ordonné l'execution de ces Decrets. Pie V. dans la Bulle du 28. May 1566. ordonne dans le même ſens, l'execution du Decret du Concile de Trente & de la Decretale Periculoſo, *& declare que les Religieuſes de quelque Ordre & Religion qu'elles ſoient, ſont tenuës de s'y conformer, même celles de l'Ordre de Jeruſalem. Ce Pape explique dans la même Bulle que cette inſpection des Evêques établie par ces Decrets ſur la Clôture des Monaſteres exempts & ſur la ſortie des Religieuſes, ne peut eſtre tirée à conſequence en autres choſes dans ce qui concerne leur exemption: ce qui confirme que ces Decrets ne regardent pas ſeulement les Monaſteres qui ſe diſoient immediats au Saint Siege, parce que ces Monaſteres ont eſté remis par ce Concile même ſous l'entiere juriſdiction des Evêques, s'ils negligeoient de ſe mettre en Congregation.*

Troiſiéme Partie. Raiſons de MM. les Evêques avec les Réponſes.

Elle veut encore que s'il ſe rencontre quelques Religieuſes qui refuſent d'obſerver ce Reglement, les Ordinaires des lieux ſe joignent aux Superieurs de ces Religieuſes-là pour les y contraindre, *Ordinarii unà cum Superioribus earum compellant rebelles.*

Et enfin elle ordonne aux Evêques de faire publier par tout ſon Reglement & de procurer avec les Superieurs des Monaſteres, qu'il ſoit exactement obſervé ; pourquoy le Pape prie auſſi les Princes & tous les Magiſtrats de leur donner leur aſſiſtance.

Ce Pape ne dit pas un mot du droit de permettre les ſorties de la Clôture ni d'en examiner les cauſes ni à qui il appartient : les Reguliers ſçavent bien que s'ils avoient des Religieuſes qui refuſaſſent d'accepter la Clôture, ils pourroient s'adreſſer aux Ordinaires pour leur aider à les y contraindre, & pareillement au bras ſeculier ſans déroger à leurs Privileges.

MEMOIRE.

Ce même Pape pour ne laiſſer aucune apparence de difficulté, fit publier une autre Bulle en 1570. dans laquelle il declare en termes formels que cette diſcipline eſt auſſi pour les Monaſteres de l'Ordre de Cîteaux, des Chartreux & les autres les plus privilegiez, & que les Religieuſes de ces Monaſteres quoiqu'ils ſoient exempts de la Juriſdiction des Evêques, ne peuvent en ſortir ſans cauſes qui ſoient jugées legitimes non ſeulement par les Superieurs de l'Ordre, mais encore par l'Ordinaire des lieux qui en donnera ſa permiſſion par écrit.

REPONSE.

8. La ſeconde Bulle du même Pape Pie V. dit encore moins que la premiere en faveur de MM. les Evêques, c'eſt une pure prévention qu'ils ont qu'elle leur eſt avantageuſe.

Elle veut uniquement oſter aux Religieuſes les pretextes de ſortir de leurs Monaſteres, en reduiſant à trois cas ſeulement ceux dans leſquels on leur pourra permettre cette ſortie, ſçavoir l'incendie entier du Monaſtere, la lepre & la peſte ; outre leſquels le Pape ne veut pas qu'en quelque autre occaſion & ſous quelque pretexte que ce ſoit, quand même elles ſeroient Princeſſes du Sang, elles puiſſent ſortir ſous peine d'excommunication, de privation de dignitez & de tous Benefices & d'inhabilité à en avoir à l'ave-

Troiſiéme Partie. Raiſons de MM. les Evêques avec les Réponſes.

nir, encouruë de fait tant par elles que par les Superieurs qui leur auront donné la permiſſion, & par les Perſonnes qui les accompagneront & qui les logeront.

Et pour faire encore que l'un des deux cas de maladie ainſi déterminez ſoit valable & legitime, le Pape ordonne qu'il ſera certifié par l'Evêque ou Ordinaire du lieu, outre l'atteſtation qu'en aura donné le Superieur.

C'eſt donc là tout l'avantage que peuvent tirer MM. les Evêques de cette Bulle, de certifier à une Religieuſe qui voudra ſortir de ſon Monaſtere, qu'elle a ou la lepre ou la peſte ; mais ils n'ont pas le pouvoir d'en donner la permiſſion, ſi elle n'eſt de leur dépendance, le Pape ſuppoſant que c'eſt le Superieur qui la donne.

9. Les termes de cette Bulle ſont trop remarquables pour n'eſtre pas inſerez icy. *Volumus, ſancimus & Ordinamus nulli Abbatiſſarum, Prioriſſarum aliarumve Monialium quorumcumque Ordinum, Statuum, conditionum ac præeminentiarum exiſtentium, etiam à regiâ vel illuſtri proſapiâ ortarum, de cætero etiam infirmitatis ſeu aliorum Monaſteriorum etiam eis ſubjectorum, aut domorum, parentum aliorumve conſanguineorum viſitandorum, aliave occaſione & prætextu, niſi ex causâ magni incendii vel infirmitatis lepræ aut epidimiæ, quæ tamen infirmitas præter alios Superiores quibus cura Monaſteriorum incumberet, etiam per Epiſcopum ſeu alium loci Ordinarium cognitâ & expreſsè in ſcriptis approbata ſit, à Monaſteriis præfatis exire, ſed nec in prædictis caſibus extrà illa niſi ad neceſſarium tempus ſtare licere : Aliter autem quàm ut præfertur egredientes ſeu licentiam exeundi quomodocumque concedentes, necnon comitantes ac illarum receptrices perſonas excommunicationis majoris latæ ſententiæ vinculo ſtatim eo ipſo abſque aliâ declaratione ſubjacere, à quo præterquam à Romano Pontifice niſi in mortis articulo abſolvi nequeant : & inſuper tam egreſſas quàm præſidentes & alios Superiores prædictos eis licentiam hujuſmodi concedentes, dignitatibus, officiis & adminiſtrationibus per eas & eos tunc obtentis Privamus, & illas & illos ad obtenta & alia in poſterùm obtinenda inhabiles, & ità per quoſcumque judices &c.* Il oblige enſuite les Evêques de faire publier & obſerver par tout ce Reglement.

On s'eſt beaucoup étendu ſur cette Bulle, parce qu'il eſt im-

Troiſiéme Partie. Raiſons de MM. les Evêques avec les Réponſes.

portant d'en ſçavoir le contenu & ce à quoy elle oblige : C'eſt d'ailleurs le principal fondement de la pretention de MM. les Evêques, quoique dans le fond comme on a déja dit, elle ne leur donne que le ſimple pouvoir de certifier la verité de l'une des deux maladies qui permettent à une Religieuſe de ſortir de ſon Monaſtere, *causâ infirmitatis lepræ vel epidimiæ :* car pour le droit d'en donner la permiſſion, le Pape ſuppoſe & même dit aſſez clairement qu'il appartient à celuy qui en eſt le Superieur, *alios Superiores eis licentiam hujuſmodi concedentes.*

Les peines dont la Bulle menace, meritent bien que ceux qui ſoutiennent qu'elle eſt reçûë en France & qu'elle y doit eſtre executée, y faſſent une ſerieuſe reflexion : Cependant quoy que diſent MM. les Evêques, on eſt perſuadé qu'ils ne le croyent pas eux-mêmes, & qu'ils ne font cette objection aux Reguliers, que parce qu'ils n'ont pas de bonnes preuves & d'autre fondement de leur pretention : car enfin, verroit-on ſi ſouvent tant de Religieuſes ſortir ſur leurs permiſſions, que l'on ſçait fort bien n'avoir ni la lepre ni la peſte, & que leurs Monaſteres n'ont pas eſté brûlez ; ils craindroient ſans doute ſi la Bulle avoit ſon execution, de tomber dans l'excommunication, dans la privation de leurs dignitez & dans l'inhabilité à poſſeder des Benefices.

MEMOIRE.

Barboſa de Offic. & poteſt. Epiſc. alleg. 102. n. 28. pag. 144. Zerola in Praxi Epiſc. 4. in verbo *Monaſter*, p. 324.

Sur ces fondemens la Congregation établie pour l'interpretation des Decrets de ce Concile, a décidé en faveur des Evêques, autant de fois que la queſtion s'eſt preſentée, que ce Decret comprend generalement tous les Monaſteres exempts & non exempts ſans aucune exception.

REPONSE.

1o. Il eſt vray que ſur ces fondemens, c'eſt-à-dire que ſuppoſant la Bulle que l'on vient d'expliquer du Pape Pie V. non ſeulement les Congregations de Rome, mais auſſi la pluſpart des Docteurs Ultramontains ont décidé que pour la ſortie des Religieuſes, il faut que la cauſe en ſoit approuvée par l'Evêque ; parce qu'ils jugent & décident en ces Païs-là, ſuivant les Reglemens contenus dans les Bulles, comme on le fait en France par les Ordonnances & ſelon les Coûtumes : mais cela ſuppoſe la reception des Bulles qui reglent leur Police.

Troiſiéme Partie. Raiſons de MM. les Evêques avec les Réponſes.

Pour convaincre de cette verité, il n'y a qu'à rapporter icy l'endroit que citent MM. les Evêques, de Barboſa en ſon Traité *de Officio & poteſtate Epiſcopi, alleg.* 102. *num.* 28. où il ſe propoſe la queſtion de ſçavoir qui doit donner aux Religieuſes la permiſſion de ſortir de leur Clôture ; voicy ſa réponſe. *Reſpondet Concil. D. Cap.* 5. *ab Epiſcopo approbandam eſſe cauſam ; cujus Decreti verba intelligenda eſſe inquit Navar. ut approbatio requiratur Epiſcopalis, quandò exire volunt è Monaſteriis Epiſcopo ſubjectis, vel ità exemptis quòd ſoli Papæ immediatè ſubſint ;* NON AUTEM *de aliis exemptis & Regularibus ſuppoſitis, in quibus ſatisfit ſcientia Superioris Ordinis.* C'eſt ce que nous avons dit en faveur des Reguliers.

Il cite un grand nombre d'Auteurs qui ſont de ce même ſentiment, que la permiſſion du Superieur Regulier eſt ſeule ſuffiſante, Bonacina, Suarez, Miranda, Lezana, Tamburinius & pluſieurs autres, ajoûtant que ſuivant le dire de quelques-uns, c'eſt l'uſage d'Eſpagne ; & enfin il conclut ainſi, *Verùm ab illorum opinione diſcedere cogor propter expreſſa verba prædictæ Conſtit. Pii V. de anno* 1570. *ſic diſponentis, quæ tamen infirmitas &c.* il rapporte là les termes de la Bulle : de ſorte qu'il n'y a préciſément que cette Bulle qui le faſſe pencher pour l'opinion contraire.

Voicy encore comment Bonacina s'explique dans ſon Traité *de Clauſurâ quæſt.* 1. *num.* 8. aprés avoir parlé de la Bulle du Pape Pie V. *Hoc tamen intelligendum eſt ubi prædictus Pii V. motus uſu receptus eſt ; alicubi enim uſu receptus non eſt : & conſequenter in Monaſteriis exemptis non eſt neceſſaria in iis locis Epiſcopi licentia, ſed ſufficit facultas Generalis aut Provincialis aut Superioris Monaſterii juriſdictionem quaſi Epiſcopalem habentis.* Tamburinius dit à peu prés la même choſe, *Diſp.* 20. *quæſt.* 5. *num.* 11.

Ainſi donc ſuivant le ſentiment de tous ces Docteurs, par la Decretale *Periculoſo*, le Concile de Trente & les autres Reglemens, la permiſſion de ſortir des Monaſteres ne doit eſtre donnée aux Religieuſes que par leurs Superieurs Reguliers, quoique dans les Païs où la Bulle de Pie V. eſt en uſage, il faille que l'Evêque en approuve les cauſes : mais cela ne regarde pas la France où cette Bulle n'eſt & ne peut eſtre executée.

Troiſéme Partie. Raiſons de MM. les Evêques avec les Réponſes.

MEMOIRE.

Les Reguliers diront que les Decrets du Concile de Trente qui concernent la diſcipline, & les Bulles des Papes qui en ordonnent l'execution, ne ſont pas reçûs en France : c'eſt leur réponſe ordinaire aux Decrets de ce Concile & aux Bulles des Papes qui ont reformé les abus de leurs exemptions pretenduës.

Il y a lieu de s'étonner que ceux qui font une profeſſion particuliere d'obéir au Saint-Siege & à ſes Decrets, oſent conteſter ce qu'il a jugé abſolument neceſſaire pour la police de l'Egliſe & le maintien de la diſcipline dans les Monaſteres : mais d'ailleurs les Decrets du Concile de Trente ſont & ont toûjours eſté trés-reſpectez en France dans les matieres de la nature de celle-cy qui ne font aucun préjudice à l'autorité du Roy, & qui ne bleſſent pas les libertez de l'Egliſe Gallicane. Ce Decret n'eſt que le rétabliſſement du Droit commun dans un Point où les Reguliers ont d'autant moins de raiſon de s'y oppoſer, qu'ils ne peuvent juſtifier que par aucun Privilege reçû & approuvé dans le Royaume, ils ayent eſté ſouſtraits à cet égard à la juriſdiction des Ordinaires.

REPONSE.

11. Les Reguliers ont beaucoup de reſpect & de ſoumiſſion pour tout ce qui vient du Saint-Siege, mais en France ils ne peuvent pas ſe diſpenſer d'obéïr au Roy & de ſe conformer aux Loix & à la Police du Royaume qui ne permettent pas d'executer les Bulles & ce qui vient de Rome, qu'elles n'aient eſté examinées & autoriſées. Le Concile de Trente étant auſſi favorable qu'on a montré qu'il l'eſt pour leurs Privileges, pourquoy voudroient-ils conteſter ce qu'il a reglé pour la Diſcipline de l'Egliſe, qui ſe trouve conforme aux Uſages & aux Ordonnances du Royaume?

Il eſt ſurprenant qu'aprés toutes les preuves qu'on a données de l'exemption parfaite & entiere des Ordres Reguliers, & ſur tout de celuy de Ciſteaux, dans la premiere & la ſeconde Partie de cette Réponſe, on ſuppoſe encore dans le Memoire que les Reguliers *ne peuvent juſtifier par aucun Privilege reçû & approuvé dans le Royaume, qu'ils aient eſté ſouſtraits à cet égard, à la juriſdiction des Ordinaires.*

L'Exemption originaire & generale du conſentement même des Evêques ſans aucune reſerve, la Conſtitution *Pericu-*

loſo ſi bien autoriſée, le Concile de Trente ſi ſouvent rebatu, la Bulle d'Innocent VIII. revêtuë de Lettres Patentes, l'Ordonnance de Blois, l'Edit de 1695. interpreté par la Declaration de 1696. & tant d'autres, avec un uſage conſtant & uniforme pendant cinq à ſix ſiecles, ne ſont-ce pas autant de Titres inconteſtables? &MM. les Evêques n'en ont pas un ſeul qui puiſſe y eſtre appliqué.

Troiſiéme Partie. Raiſons de MM. les Evêques avec les Réponſes.

RE'PONSE.	MEMOIRE.
12. Les Cahiers preſentez au Roy Charles IX. n'avoient fait que copier mot à mot le Concile de Trente ſur le fait de la Clôture pour ce qui regarde les Monaſteres de Religieuſes qui ſont ſoumis aux Evêques comme Ordinaires ou Déleguez du Saint-Siege, ſans parler de ceux qui ſont exempts & ſous des Congregations : on demandoit l'execution de la Decretale *Periculoſo*, & cela fut accordé : mais ſans toucher aux Privileges des Ordres Reguliers : & quand il y auroit eu quelque choſe de contraire, il en faudroit toûjours venir à la derniere Loy qui eſt l'Ordonnance de Blois ſi favorable aux Reguliers.	*Quoiqu'il n'y ait point eu dans les Tribunaux du Royaume, de publication ſolennelle du Concile de Trente, on peut dire que la diſpoſition de ce Decret y eſt devenuë une loy par des diſpoſitions ſemblables des Conciles & des Ordonnances : il n'y a point de matiere ſur laquelle l'Egliſe de France ſe ſoit expliquée plus de fois & en termes plus exprés. L'article 28. du Cahier preſenté au Roy Charles IX. par les Cardinaux, Archevêques, Evêques & autres Eccleſiaſtiques convoquez par ce Prince en 1573. pour aviſer aux moyens de rétablir la diſcipline de l'Egliſe, y eſt précis : Le Cardinal de Lorraine qui a aſſiſté au Concile de Trente, a preſidé à cette Aſſemblée avec le Cardinal de Bourbon ; Ce Cahier a eſté confirmé par Lettres Patentes du 22. Janvier 1574. qui expliquent le ſujet de cette Aſſemblée & l'approbation des articles qu'elle a dreſſez.* Mem. du Clergé tom. 5. p. 502.
RE'PONSE.	MEMOIRE.
13. Ces Decrets de Conciles par-	*Il y a des Decrets ſembla-*

Troiſiéme Partie. Raiſons de MM. les Evêques avec les Réponſes.

bles dans la pluſpart des Conciles qui ont eſté tenus dans le Royaume depuis le Concile de Trente ; celuy de Bordeaux en 1583. revû & approuvé de la Congregation du Concile & confirmé par le Pape Sixte V. Titre de Monialibus, *particulierement dans le* §. Curent Epiſcopi : *celuy de Narbonne en 1609. C 33.* de Abbatibus Reg. & Monial. *particulierement dans le* §. Quæcunque *& le* §. Hortamur, *& pluſieurs autres. Le fameux Reglement des Reguliers dreſſé par l'Aſſemblée generale du Clergé tenuë en 1625. & confirmé par celles de 1635. & de 1645. y eſt conforme.*

ticuliers n'ont fait auſſi que copier le Reglement du Concile de Trente & d'en ordonner l'execution & de la Decretale *Periculoſo* ; & par conſequent ils doivent avoir la même explication. Que s'ils avoient fait quelque choſe de contraire, ce ſeroit un attentat qui n'auroit pas de force, l'inferieur n'ayant nul pouvoir contre la loy du Superieur ; & de plus, la Police du Royaume établie par l'Ordonnance de Blois & par l'uſage, étant toute differente, on ne pourroit pas les executer.

Il faut dire la même choſe des Actes de l'Aſſemblée du Clergé faits en 1625. & tant de fois renouvellez ſans aucun effet : n'étant fameux que par le grand nombre des efforts qu'on a fait ſi ſouvent & toûjours inutilement, pour les faire autoriſer par les Papes & par les Rois, toutes les Puiſſances ayant refuſé de le faire, ne trouvant ni juſte ni raiſonnable de laiſſer Juge dans ſa propre cauſe cette Aſſemblée qui n'eſt compoſée que de MM. les Evêques qu'on ſçait ne pouvoir pas eſtre favorables aux Exempts, par la prevention qu'ils ont contre eux & par leur propre intereſt.

MEMOIRE.

Cette diſcipline a eſté confirmée par pluſieurs Ordonnances & par un grand nombre d'Arreſts.

Avant ce Decret du Concile de Trente, l'Ordonnance d'Orleans Art. 11. avoit ſoumis aux Evêques tous ces Mona-

REPONSE.

14. Il n'y a eu ni Ordonnance ni Arreſt valable & qui puiſſe faire Reglement, qui ait confirmé cette Diſcipline, de la maniere que MM. les Evêques l'expliquent en ce Memoire.

L'Ordonnance d'Orleans donnée en 1560. dans des temps tres-

tres-facheux, avoit à la verité ſoumis tous les Monaſteres à la viſite des Evêques; mais elle n'a point eu d'execution, & n'eſt point obſervée pour les Reglemens qui regardent l'Egliſe; elle privoit le Roy de ſes Nominations aux Evêchez & aux autres Benefices; encore ne faiſoit-elle aucune mention de la Clôture des Religieuſes. Si ce Point faiſoit partie de la viſite, il ne peut plus appartenir aux Ordinaires, leur pretention ſur la viſite leur ayant eſté oſtée.

L'Ordonnance de Blois qui eſt venuë depuis en 1579. & qui s'eſt conformée au Decret du Concile de Trente, l'a expliqué d'une maniere à ne laiſſer aucun doute. On en a rapporté en la ſeconde Partie de cette Réponſe la diſpoſition toute entiere de l'Article 31. qui y diſtingue les droits des Evêques & des Superieurs ſur la Clôture, en conſervant à chacun celuy qui luy appartient.

L'explication que l'on donne icy à cette diſpoſition pour en détourner le veritable ſens, eſt tout-à-fait violente, puiſque le nom du *Superieur* ne peut convenir qu'au Superieur Regulier & de l'Ordre dont eſt le Monaſtere.

15. Car de dire comme on fait, que l'Ordonnance a entendu ſous ce nom, l'Ordinaire du

Memoire de MM. les Evêques touchant la Clôture des Religieuſes, avec les Réponſes.

ſteres pour la viſite & correction, ce qui comprend ſans doute la Clôture & les cauſes legitimes de la ſortie. Celle de Blois eſt plus expliquée : Cette Ordonnance Art. 31. contient une diſpoſition préciſe ſur la Clôture, & des défenſes expreſſes aux Religieuſes de ſortir de leurs Monaſteres, ſous quelque couleur que ce ſoit, ſi ce n'eſt pour cauſe legitime qui ſoit approuvée de l'Evêque ou Superieur, & ce nonobſtant toutes diſpenſes ou privileges au contraire.

Il eſt vray que les Reguliers ont pretendu que ſuivant cette Ordonnance, l'inſpection ſur la ſortie des Monaſteres dont ils ont la direction, eſt donnée aux Superieurs de l'Ordre, parce qu'il y a dans cet Article, qui ſoit approuvé de l'Evêque ou Superieur.

Mais ſi l'on fait attention aux circonſtances dans leſquelles cette Ordonnance a eſté dreſſée, & aux motifs qui ont obligé de la publier, on ſera perſuadé que ce Superieur qui doit approuver les cauſes de la ſortie des Religieuſes, n'eſt pas le Superieur Regulier qui a la conduite du Monaſtere, mais les Superieurs qui jouïſſent des droits Epiſcopaux dans le territoire où le Monaſtere eſt ſitué.

Deux conſiderations confirment cette explication. 1. *On*

Memoire de MM. les Evêques touchant la Clôture des Religieuses, avec les Réponses.

ſçait que par cet Article de l'Ordonnance on a voulu ſe conformer à la diſcipline du Concile de Trente qui ne donne pas ce pouvoir aux Reguliers. 2. La Bulle de Pie V. ſur cette matiere publiée dix ans avant cette Ordonnance, contient une diſpoſition ſemblable à laquelle il paroiſt que l'on a voulu ſe conformer : Per Epiſcopum ſeu alium loci Ordinarium *dans cette Bulle, ne ſignifie pas les Superieurs des Ordres qui ont la direction de ces Monaſteres.*

Territoire où eſt ſitué le Monaſtere & qui n'eſt pas Evêque, cela repugne au commencement de l'article même qui eſt adreſſé *aux Archevêques, Evêques & autres Superieurs des Monaſteres de Religieuſes.*

D'ailleurs, cet Ordinaire du Territoire ne peut eſtre dit en aucune maniere Superieur de ces Monaſteres qui ſont exempts; & quoiqu'on ſuppoſe qu'il jouït des droits Epiſcopaux, n'étant pas Evêque, il n'a pas même la juriſdiction deleguée du Saint Siege, que le Concile n'a commiſe qu'à ceux qui ſont veritablement Evêques, pour le regard de la Clôture des Monaſteres dépendans immediatement du Pape, & non pas à ceux qui n'ont que les droits Epiſcopaux.

16. Les termes de la Bulle du Pape Pie V. *per Epiſcopum vel alium loci Ordinarium*, ne confirment en rien la penſée de MM. les Evêques, parce que l'Ordinaire du lieu en cet endroit, n'eſt député que pour certifier la verité d'une maladie & pour en dreſſer procés verbal comme pourroit faire un Juge laïc, mais ce n'eſt pas en qualité de Superieur du Monaſtere; au contraire il eſt dit que cette certification ſe fera outre celle que pourront faire les Superieurs des Monaſteres, *præter alios Superiores.*

MEMOIRE.	*REPONSE.*
17. *L'Arreſt du Conſeil Privé du 26. Aouſt 1653. contre les Religieuſes de Sainte-Claire de la Reformation de Sainte-Colette établies en la Ville du Puy, qui faiſoient refus de reconnoître la juriſdiction de M. l'Evêque du Puy dans ce qui peut concerner la Clôture de ce Mo-*	Les deux Arreſts qu'on cite ne ſont pas d'une grande conſideration & ne peuvent eſtre tirez à conſequence, l'un & l'autre n'eſtant rendus que contre des Religieuſes de l'Ordre de Sainte-Claire dont les Privileges ne ſont pas de la même force & de la même étenduë

Memoire de MM. les Evêques touchant la Clôture des Religieuſes, avec les Réponſes.

que ceux de l'Ordre de Cîteaux; encore ſuppoſent-ils que les Evêques qui les ont obtenus, eſtoient en poſſeſſion même de viſiter ces deux Monaſteres, rapportant les Procés verbaux de viſite qui ſont ſpecifiez dans le Vû des Pieces de ces deux Arreſts, dont le ſecond n'eſt rendu que ſur Requeſte.

naſtere : Celuy du 16. Septembre 1670. rendu ſur pareille conteſtation en faveur de M. l'Evêque de Siſteron, & pluſieurs autres tant des Conſeils du Roy que de differens Parlemens, prouvent que c'eſt la Juriſprudence ordinaire du Royaume.

Peut-on oppoſer des Arreſts de cette qualité rendus ſans défenſe ſuffiſante, aux trois qu'on a cy-devant expliquez du Conſeil d'Etat Privé, du Grand Conſeil & du Parlement de Provence, contradictoirement rendus & aprés une ſi exacte connoiſſance de cauſe pendant pluſieurs Audiences ?

REPONSE.

18. Un Arreſt tel qu'eſt celuy du Grand Conſeil rendu aprés douze Audiences, ne peut guere eſtre dit *ſurpris*, ce Tribunal s'eſtant conformé par cet Arreſt, à l'Ordonnance de Blois qui regit tout le Royaume, aux ſaints Decrets & Conſtitutions Canoniques & à l'Uſage. Si l'Article 19. de l'Edit de 1695. ſembloit luy eſtre contraire, la Declaration du Roy de 1696. qui l'a interpreté, doit convaincre que le Grand Conſeil avoit bien jugé, & les Arreſts du Parlement de Provence en 1699. & du Conſeil d'Etat Privé de Sa Majeſté en 1701. confirment en ce ſentiment.

Mais MM. les Evêques pre-

MEMOIRE.

Les Reguliers ayant ſurpris quelques Arreſts contraires dans les Tribunaux où ces Ordonnances n'eſtoient pas également obſervées, le Roy pour en rendre l'execution uniforme dans toutes les Cours, a bien voulu en renouveller la diſpoſition dans l'Article 19. de l'Edit du mois d'Avril 1695. concernant la Juriſdiction Eccleſiaſtique, en des termes ſi précis, qu'ils ne laiſſent aucun pretexte de conteſtation : mais les Reguliers ont entrepris d'en éluder l'execution ſous le pretexte d'une clauſe qui ſe trouve dans la Declaration du 29. Mars 1696. par laquelle pour terminer les differends que l'interpretation

Memoire de MM. les Evêques touchant la Clôture des Religieuſes, avec les Réponſes.

donnée par quelques perſonnes à l'Art. 18. du même Edit, avoit fait naiſtre en certains Dioceſes, Sa Majeſté veut & ordonne que cet Edit & en particulier l'Art. 18. ſoit executé ſans préjudice des Droits, Privileges & Exemptions des Monaſteres & de ceux qui ſont ſous des Congregations, que Sa Majeſté entend avoir lieu ainſi qu'ils l'ont eu & dû avoir juſqu'à preſent.

Les Reguliers pretendent que par cette clauſe Sa Majeſté a dérogé à l'Art. 19. de cet Edit, & qu'à l'égard de l'approbation des cauſes legitimes de la ſortie des Religieuſes, ils ont eſté remis en l'état où ils eſtoient à la faveur des Arreſts qu'ils avoient ſurpris avant le mois d'Avril 1695. Si contraires que puiſſent eſtre ces pretentions des Reguliers aux intentions du Roy expliquées dans ſa Declaration même du 29. Mars, il y a des Cours qui leur ſont favorables.

L'interpretation de l'Art. 18. de l'Edit de 1695. condamnée par cette Declaration, portoit la juriſdiction des Evêques ſur les exempts beaucoup au-delà de ce qui en a eſté reglé par le Concile de Trente : la Cour de Rome parut s'intereſſer dans cette lezion apparente des exempts. Le Roy ayant eſté averti que tendent que l'interpretation ſi claire & ſi déciſive n'eſt pas tombée ſur cet Article, & qu'elle l'a laiſſé en toute ſa force.

19. Quatre Conſiderations convainquent du contraire.

La premiere, parce que la Declaration porte expreſſément que *l'Edit* c'eſt-à-dire tous les Articles qui le compoſent, *& en particulier le 18e ſera executé ſans préjudice des Droits, Privileges & Exemptions des Monaſteres qui ſont en Congregations, que Sa Majeſté entend avoir lieu en la maniere qu'ils l'ont eu juſqu'à preſent.* Or l'Article 19. eſt compris dans l'Edit & en fait partie, & il n'eſt pas à croire ni à préſumer que Sa Majeſté ait voulu maintenir les Reguliers dans leurs Privileges nonobſtant ſon Edit, & que par le 19e Art. de ce même Edit, elle ait voulu y déroger & préjudicier.

La ſeconde conſideration eſt que l'Art. 18e ſur lequel on convient qu'eſt principalement tombée l'interpretation, comprenoit en ſubſtance l'Article 19. parce qu'il donnoit à MM. les Evêques la Viſite des Monaſteres de Religieuſes qui ſelon eux enferme l'inſpection ſur la Clôture, & même expreſſément il leur donnoit cette inſpection de ſorte que l'Article 19. ne faiſoit qu'en marquer

l'uſage & l'exercice : & par conſequent ſi l'Article 18e eſt oſté, le 19e ne peut plus ſubſiſter.

La troiſiéme conſideration eſt que par l'Article 19. Sa Majeſté n'entend rien diſpoſer ſur ce qui y eſt contenu, que conformément & en execution des ſaints Decrets & des Conſtitutions Canoniques : On a vû ce qu'elles preſcrivent & qu'elles ſont le fondement du droit qu'ont les Reguliers ſur la Clôture des Monaſteres de leur dépendance : c'eſt-à-dire leur Exemption donnée & confirmée d'autorité Apoſtolique & autoriſée par les Loix du Royaume, la Decretale *Periculoſo* approuvée par le Concile de Baſle, & renouvellée par celuy de Trente, & tant d'autres.

Memoire de MM. les Evêques touchant la Clôture des Religieuſes, avec les Réponſes.

ces diviſions n'avoient d'autre fondement que l'interpretation contraire à ſes intentions, eſtima neceſſaire de declarer que ſa volonté eſtoit que le Clergé Seculier & Regulier demeuraſt dans les bornes qui ſont preſcrites par les ſaints Canons. Voila le motif & l'occaſion de la Declaration du 29. Mars 1696. qui ſemblent perſuader que Sa Majeſté n'a pas voulu déroger au Reglement contenu dans l'Article 19. de l'Edit de 1675. ſur l'approbation des cauſes legitimes de la ſortie des Religieuſes de leurs Monaſteres, dautant plus que ce Reglement eſt conforme aux Decrets du Concile de Trente, aux Bulles des Papes qui en ont ordonné l'execution & à la pratique même des Egliſes d'Italie.

Enfin, il y auroit une contradiction manifeſte dans la diſpoſition que Sa Majeſté a faite, en ce que d'un coſté elle auroit oſté à MM. les Evêques l'inſpection qu'elle leur avoit donnée par l'Article 18e de ſon Edit ſur la Clôture des Religieuſes qui ſont exemptes de leur juriſdiction ; & que par la même diſpoſition elle leur auroit laiſſé dans l'Article 19e cette même inſpection.

Ils n'ont pas ſujet de ſe prévaloir de l'uſage & de la pratique d'Italie, puiſque ce ſont les Superieurs Reguliers qui prennent tout le ſoin de la Clôture dans les Monaſteres qui ſont demeurez dans leur dépendance, & que les Evêques ne ſe meſlent que de ceux qui leur ſont ſoumis : Et quand cela ſe feroit autrement, ce ne ſeroit qu'en vertu des Bulles particulieres qui reglent le Gouvernement, & qui ne ſont pas reçûës en France.

Memoire de MM. les Evêques touchant la Clôture des Religieuſes, avec les Réponſes.

MEMOIRE.

Ce Reglement eſt une ſuite de l'inſpection ſur la Clôture de ces Monaſteres qui eſt donnée aux Evêques en France comme à Rome. Un ſçavant juriſconſulte chargé par un grand Miniſtre de faire un Recueil des Maximes du Droit Eccleſiaſtique de France, rapporte avec fondement, comme une des principales maximes, que les Monaſteres des Moniales ſoumis aux Chefs d'Ordres, ſont ſujets à la viſite des Evêques quant à la Clôture, ce ſont ces termes. Un Evêque veillera inutilement à ce que les murs du Monaſtere ſoient bons & que les portes en ferment bien ; Si l'on permet aux Religieuſes ſans cauſes legitimes d'en ſortir, & ſi les Loix Civiles & Canoniques ne s'en rapportent pas entierement aux Superieurs Reguliers pour ce qui regarde la Clôture du Monaſtere, les mêmes raiſons perſuadent que c'eſt leur eſprit d'apporter les mêmes précautions ſur l'approbation des cauſes legitimes de la ſortie des Religieuſes.

RE'PONSE.

20. Le Juriſconſulte que l'on cite & qui eſtoit autrefois le Conſeil & l'Avocat du Clergé & de MM. les Evêques, ſçavoit leur pretention, & il en jugeoit par les Reglemens qu'ils avoient faits en leur Aſſemblée de 1625. mais il n'avoit pas examiné les ſaints Decrets & les Conſtitutions Canoniques ; & s'il n'a entendu parler que de l'Uſage, il en eſtoit mal informé, le contraire de ce qu'il dit, eſtant de notorieté publique.

MEMOIRE.

On ajoûtera que la conduite de ces Monaſteres eſt entierement confiée aux Reguliers pour ce qui ne concerne que la diſcipline interieure & Monaſtique, mais dans les choſes qui regardent la Police exterieure, & qui peuvent intereſſer la diſcipline & le bon Ordre du Dioceſe, comme ſont la diſpoſi-

RE'PONSE.

21. C'eſt une ſuppoſition & non pas un principe general, que la Clôture exterieure eſt du droit de MM. les Evêques, cela n'eſtant vray qu'au regard des Monaſteres qui dépendent d'eux ou du Saint Siege immediatement, ſur leſquels l'autorité Apoſtolique leur eſt déléguée ; car à quel titre l'au-

roient-ils ſur les autres, vû que cette Clôture exterieure eſt une partie du Monaſtere qui eſt entierement exempt de leur juriſdiction ? Ils ne peuvent pas le nier aprés eſtre convenus que tout ce qui regarde la Clôture, eſt renfermé dans le pouvoir de viſiter qui conſtamment appartient aux Superieurs Reguliers. Et on le peut encore confirmer parce que pour le donner aux Ordinaires ſur les Monaſteres immediatement ſoumis au Saint Siege, il a fallu en faire une dérogation telle qu'on l'a vûë dans la Conſtitution *Periculoſo* & dans le Concile de Trente : *Nonobſtantibus Privilegiis & Indultis quibuſcunque : Per hoc autem in Monaſteriis exemptis &c.*

Memoire de MM. les Evêques touchant la Clôture des Religieuſes, avec les Réponſes.

tion des Parloirs & des Grilles, l'état des portes & des murs de Clôture, on a toûjours eſtimé que l'Evêque doit y eſtre appellé. Les Reguliers diront-ils que la Police du Dioceſe n'eſt point intereſſée dans la ſortie des Religieuſes ? C'eſt donc contre toutes les regles qu'ils demandent que l'examen des cauſes de leur ſortie, ſoit interdit aux Evêques.

Ainſi les Parloirs, les Grilles, les murs & les portes ſont des appartenances du Monaſtere ; s'il y avoit quelque choſe à reprendre & qui parût au dehors contre la bienſéance, l'Evêque en pourroit avertir le Superieur pour y apporter le remede neceſſaire.

Enfin, tout ce qui regarde la Clôture & le Monaſtere, eſt de la Diſcipline Reguliere & Monaſtique, même la ſortie des Religieuſes qui n'intereſſe pas plus MM. les Evêques, que la ſortie & l'entrée des Religieux, même des Perſonnes ſeculieres qui viennent dans leurs Dioceſes & qui en ſortent ; tellement que les Religieuſes exemptes qui y ſont, demeurent toûjours ſujettes à leurs Superieurs Reguliers, auſquels en quelque lieu qu'elles ſe trouvent, elles doivent obéïſſance.

Voilà à quoy ſe termine le premier Memoire de MM. les Evêques, il ſuppoſe tout, il ne donne aucune raiſon ſolide, paſſe ſur les difficultez, & toutes les preuves qu'il rapporte, ou ſont équivoques, ou ne prouvent rien, ſinon que juſqu'au temps de Charle-Magne & avant qu'il y eût des Ordres Reguliers & des Monaſteres unis en Congregation, une partie de ceux de Religieuſes dépendoit des Evêques Dioceſains & n'avoit pas d'autres Superieurs.

QUATRIEME PARTIE.

A qui appartient le droit d'examiner les Novices avant la Profeſſion dans les Monaſteres de Religieuſes.

Quatriéme Partie. Examen des Novices avant la Profeſſion.

1. Il eſt certain que l'exemption d'un Ordre Regulier ſeroit fort défectueuſe & imparfaite, ſi les Superieurs n'avoient pas le pouvoir de choiſir & de recevoir eux-mêmes les ſujets qui doivent former les Communautez ſoit de Religieux ou de Religieuſes dans les Monaſteres, & que cela dépendiſt de la volonté de MM. les Evêques Dioceſains aprés l'examen qu'ils en auroient fait : il n'eſt pas difficile de juger des mauvaiſes ſuites & des conſequences qu'auroit ce défaut dans le gouvernement des Monaſteres.

2. Autrefois MM les Evêques ont fait pour cela dans les Aſſemblées des Etats, des tentatives & tout leur poſſible pour qu'eux, leurs Grands Vicaires & leurs Officiaux euſſent entrée & juriſdiction dans les Monaſteres tant d'hommes que de filles afin d'examiner leur vocation ; mais jamais ils n'ont pû y réuſſir à l'égard des Monaſteres exempts, parce que l'on a toûjours reconnu que l'exemption ſi neceſſaire pour le bien de la Regularité, ne pouvoit pas ſubſiſter avec une telle ſujettion.

3. En effet, l'on a vû page 391. dans le Privilege de l'Ordre de Ciſteaux ſi bien autoriſé, que toutes les Perſonnes & les Monaſteres qui en ſont, doivent jouir d'une liberté generale & entiere ſans aucune exception, en ſorte que MM. les Evêques ne peuvent y faire aucun Acte de juriſdiction & aucune fonction de Superieur : *Ità quòd Archiepiſcopi, Epiſcopi, Ordinarii &c. nullam in eos & eorum aliquem aut Monaſteria tanquam prorsùs exemptos & exempta, juriſdictionem, correctionem, ſuperioritatem, dominium vel poteſtatem exercere poſſint aut debeant quoquomodo.*

4. C'eſt ainſi qu'on en a uſé dans cet Ordre depuis ſa premiere inſtitution, ſans que jamais MM. les Evêques l'ayent pretendu autrement : & même il eſtoit par ſes plus anciennes Conſtitutions expreſſément défendu de permettre qu'ils s'ingeraſſent en aucune maniere dans ce qui regarde les Novices des Monaſteres d'hommes & de filles & leur Profeſſion ; l'on en voit principalement deux Reglemens.

Le

Le premier eſt au Chapitre 7. de la ſeconde Diſtinction du Livre des Inſtitutions du Chapitre General compilé dés l'an 1214. en ces termes : *Nullus Epiſcopus etſi de Ordine noſtro ſit, Novitium benedicere vel viſitationem facere in domibus noſtris permittatur.* *Quatriéme Partie. Examen des Novices avant la Profeſſion. N. maſſ. Ciſterc. page 281.*

Le ſecond eſt du 3e Chapitre de la 15e Diſtinction des anciennes Définitions, où il eſt porté que tout le ſoin de la Reception des filles & de leur Profeſſion, appartient uniquement au Pere Abbé, ſans qu'aucun autre puiſſe s'en meſler : *De Receptione puellarum & de his quæ ipſarum intuitu data fuerint Monaſterio vel oblata qualiter expendantur, & de Conſecrationibus Monialium, nulla Abbatiſſa ſeu Monialis ſe intromittat, ſed Patrum Abbatum diſpoſitioni totaliter committitur autoritate Capituli Generalis.* *Ibidem, page 283.*

Depuis ces Reglemens ainſi faits & dont l'uſage s'eſt toûjours continué juſqu'à preſent, il n'y en a pas eu d'autre qui y ait dérogé: tellement que ce ſont les Superieurs de l'Ordre de Ciſteaux qui dans les Monaſteres de Religieuſes de leur dépendance, avant que de recevoir les Novices à Profeſſion, en ont toûjours examiné la vocation & les qualitez, pour ſçavoir ſi elles ſont propres & capables de s'engager dans les devoirs de la Profeſſion Religieuſe. 5.

Et cette conduite a eſté approuvée & renouvellée par le Bref du Pape Alexandre VII. de l'an 1666. dont on a déja parlé cy-devant page 239. rendu en forme de Reglement pour la reformation generale de l'Ordre de Ciſteaux, & regiſtré au Grand Conſeil en vertu de Lettres Patentes : car en l'Article 32. parlant du Noviciat & de la Profeſſion, le Pape ordonne que les Novices ſeront reçûs dans les Monaſteres & examinez par les Superieurs, le Viſiteur & le Pere Maiſtre : Cet Article regarde à la verité les Monaſteres d'hommes, mais par le 39e il declare formellement qu'il entend que le Reglement ſoit également pour les Religieux & les Religieuſes : *Omnia ſupradicta reſpectivè ad Moniales pertinere volumus.* 6.

Qui peut mieux s'acquitter de cette fonction que le Superieur d'un Monaſtere qui en connoiſt l'état, l'eſprit & les diſpoſitions qu'il faut avoir pour y entrer, par ſes viſites & par la pratique qu'il fait luy-même des Regles qui doivent s'y obſerver ? au lieu que MM. les Evêques, leurs Grands Vicaires & les autres Eccleſiaſtiques qu'ils employent en leurs places, ne connoiſſant point 7.

Quatrième Partie. Examen des Novices avant la Profession.

ces Monaſteres, leur eſprit & ce qui s'y pratique, ne ſçauroient pas juger ſi les filles qu'ils examinent & qu'ils verront une fois pendant une heure ou deux, ont une veritable vocation pour ces lieux-là ; ſi elles y ſont propres, & ſi elles pourront porter & ſoutenir le poids de la vie religieuſe qui conſiſte en une infinité de choſes qui ne s'apprennent que par l'exercice qui s'en fait : Leurs actions durant toute une année & leur conduite expliquent mieux leur intention & ce dont elles ſont capables, que ne font de ſimples paroles & de les voir une fois ſeulement.

8. Car il ne s'agit pas dans cet Examen de ſçavoir ſeulement ſi la Novice n'eſt pas contrainte dans ce qu'elle entreprend, mais auſſi comme le dit le Concile de Trente au 17e Chapitre de la 25e Seſſion, de ſçavoir ſi le Monaſtere qu'elle a choiſi, luy eſt propre, & ſi elle a les qualitez, les diſpoſitions & les forces proportionnées à la Regle qu'elle veut embraſſer : *Si habuerit conditiones requiſitas juxtà Monaſterii illius & Ordinis Regulam, necnon Monaſterium fuerit idoneum.* Or il eſt certain que MM. les Evêques n'ayant pas toutes ces connoiſſances-là qu'ont les Superieurs Reguliers des Monaſteres, ils ne peuvent pas ſatisfaire à cette obligation.

9. L'on peut encore ajoûter que ç'a eſté l'intention du Concile de Trente que ces Superieurs continuaſſent cet uſage, puiſque non ſeulement il ne l'a point condanné & qu'il a confirmé les Privileges des Ordres Reguliers, ainſi qu'on l'a montré cy-devant en la premiere Partie page 388. mais auſſi parce qu'il a declaré qu'il entendoit que la conduite & tout le ſoin des Monaſteres des Religieuſes qui en dépendent, leur en fût entierement laiſſé : *Sanctimonialium Monaſteria quæ à Deputatis in Capitulis Generalibus vel ab aliis Regularibus reguntur, ſub eorum curâ & cuſtodiâ relinquantur.*

10. C'eſt auſſi la diſpoſition de l'Ordonnance de Blois qui regit le Royaume, au 28e Article concernant l'Egliſe, s'exprimant en ces termes : *Voulons que les Abbeſſes ou Prieures auparavant que de faire bailler aux filles les habits de Profeſſes pour les recevoir à Profeſſion, ſoient tenuës un mois devant, avertir l'Evêque, ſon Vicaire ou Superieur de l'Ordre, pour s'enquerir par eux & informer de la volonté deſdites filles, & s'il y a eu contrainte ou induction, & leur faire entendre la qualité du vœu auquel elles s'obligent.*

Rien n'eſt plus poſitif que ce Reglement qui conſerve à chacun

ſa juriſdiction, à MM. les Evêques ſur les Monaſteres qui dépendent d'eux, & aux Superieurs Reguliers ſur ceux qui leur ſont ſoumis. *Quatriéme Partie. Examen des Novices avant la Profeſſion.*

Auſſi a-t-il toûjours eſté ainſi obſervé, & on ne peut pas douter que ce ne ſoit la volonté du Roy que ces ſortes d'uſages qui ont pour fondement les Loix Canoniques & pour autoriſation les Ordonnances, ne ſoient continuez aprés la Declaration que Sa Majeſté a donnée en 1696. pour ſervir d'interpretation à l'Edit de 1695. par laquelle elle veut & entend que les Reguliers jouiſſent ſous ſa protection, des Exemptions legitimes qui leur ont eſté accordées, & qu'elles ayent lieu en la maniere & tout ainſi qu'elles l'ont eu juſqu'à preſent. 11.

Monſieur l'Evêque moderne d'Apt avoit voulu conteſter ce Point par une Ordonnance qu'il avoit fait afficher aux portes de l'Abbaye de Sainte-Croix, & par laquelle il défendoit aux Religieuſes de cette Abbaye qui eſt de l'Ordre de Ciſteaux, de recevoir à Profeſſion aucune Novice, que préalablement il ne l'euſt examinée & jugée capable : mais ces Religieuſes ayant regardé cette ſignification comme une infraction & une entrepriſe ſur leur Privilege d'Exemption, en appellerent comme d'abus ; & l'appel eſtant porté au Parlement de Provence, il y eut Arreſt le 9. Avril 1699. qui declara qu'il y avoit abus dans ce Point auſſi-bien que dans les autres de ladite Ordonnance, maintint Monſieur l'Abbé de Ciſteaux dans ſes droits ſur ladite Abbaye de Sainte-Croix, & condamna ledit Sieur Evêque d'Apt en tous les dépens. 12.

Et depuis, ayant voulu ſe pourvoir en caſſation contre cet Arreſt au Conſeil d'Etat Privé, il eſt intervenu un autre Arreſt contradictoire & ſolennel le 5. Septembre dernier 1701. dont on a déja parlé, & par lequel il a eſté debouté de ſa demande en caſſation & condamné en l'amende de 450. livres & en tous les dépens. De maniere que c'eſt choſe jugée & conſtante que ce Point concernant l'examen des Novices dans les Monaſteres de Religieuſes avant la Profeſſion, fait une partie eſſentielle du Privilege d'Exemption des Ordres Reguliers, & appartient aux Superieurs de ces Ordres. Il faut voir à preſent ſi le Memoire de MM. les Evêques ſur cette matiere, contient quelques raiſons conſiderables que l'on puiſſe oppoſer à ces convictions. 13.

Mem. de MM. les Evêques touchant l'Examen des Novices avant la Profeſſion.

CINQUIE'ME PARTIE.

Réponſe au ſecond Memoire de MM. les Evêques, concernant l'examen des Novices avant la Profeſſion.

MEMOIRE

Concernant les devoirs des Evêques d'examiner la vocation des Novices qui ſe preſentent dans les Monaſteres des Moniales.

LEs Decrets des Conciles & les Ordonnances des Souverains établiſſent évidemment que l'obligation des Evêques d'examiner la vocation des Novices qui ſe préſentent dans les Monaſteres des Moniales, a eſté conſiderée dans toute l'Egliſe comme un de leurs principaux devoirs, & que les Maximes de l'ancienne & de la nouvelle Diſcipline Eccleſiaſtique, ſont en cela tres-conformes.

Tom. 7. Conc. pag. 1629.

On voit dans le 43e Canon du 6e Concile de Paris convoqué par Louis le Debonnaire en 829. avec quelle ſeverité l'on y condamne certaines Abbeſſes qui avoient oſé contrevenir à cet uſage : Ce Concile regarde ce devoir des Evêques comme une ſuite de l'autorité Epiſcopale, & l'entrepriſe de ces Abbeſſes comme une contravention à l'ordre que Dieu même a établi dans

REPONSE.

1. LEs deux principales raiſons que l'on a employées dans la Réponſe qu'on a faite au premier Memoire, ont leur application ſur celuy-cy, & font voir l'inutilité de tout ce qu'il contient.

La premiere eſt qu'il faut diſtinguer les temps, & que comme avant qu'il y eût dans l'Egliſe des Ordres Reguliers & des Monaſteres de filles qui en dépendiſſent, la pluſpart des Religieuſes étoient ſoumiſes à MM. les Evêques & n'avoient pas d'autres Superieurs qu'eux ; il n'y a donc pas lieu de s'étonner s'ils en avoient toute la conduite, & ſi les Reglemens que faiſoient les Conciles & les Souverains, les chargeoient du ſoin d'examiner la vocation des filles qui ſe preſentoient pour y eſtre reçûës, n'y ayant qu'eux qui puſſent eſtre chargez de ce devoir.

Cinquiéme Partie. Mem. de MM. les Evêques touchant l'examen des Novices avant la Profeſſion.

Capitul. addit. 2. Cap. 13. 14. &c.

C'eſt ce que l'on peut conclure de ce qu'ils citent du 6e Concile de Paris en 829. des Capitulaires de Louis-Le-Debonnaire & du Decret de Gratien, prés de cent ans avant la fondation du premier Ordre Regulier : mais depuis que ces Corps d'Ordres avec la dépendance des Monaſteres les uns des autres ont eſté établis, les Conciles, les Papes & les Evêques même les ayant exemptés pour un plus grand bien & une plus grande Regularité, de la juriſdiction des Ordinaires, ils leur ont laiſſé l'entiere diſpoſition de ces Monaſteres & les Souverains l'ont autoriſée.

l'Egliſe : Nulli dubium eſt quin hoc factum ex toto à divinâ abhorreat authoritate. *Ces Decrets ont eſté obſervez exactement ; & pour en rendre l'execution plus inviolable, nos Rois ont bien voulu y joindre leur autorité, & les mettre dans les Capitulaires.*

Gratien rapporte un Decret qui eſt encore plus ancien, pour l'examen de la vocation des enfans que les parens avoient vouez dans les Monaſteres.

La ſeconde raiſon eſt qu'il faut auſſi diſtinguer les Monaſteres de filles & les diſtribuer en trois Claſſes, comme on a vû que l'a fait le Pape Boniface VIII. dans la Conſtitution *Periculoſo*, & le Concile de Trente en pluſieurs de ſes diſpoſitions. Les Monaſteres qui dépendent de l'Ordinaire ſont dans la premiere, ceux qui ſont immediatement ſoumis au Pape & n'ont pas d'autre Superieur, dans la ſeconde ; & les autres qui ſont en Corps d'Ordres & ſous des Superieurs Reguliers, dans la troiſiéme.

Les Monaſteres de la premiere & de la ſeconde Claſſe étant ſujets à MM. les Evêques, ſoit comme Ordinaires ou comme Deleguez du Saint-Siege, ſont obligez de s'adreſſer à eux pour la reception & l'examen de leurs Novices ; à quel autre le pourroient-ils faire ? & c'eſt ce qui eſt marqué par tout ce qui eſt rapporté dans le Memoire. Mais à l'égard des Monaſteres de la troiſieme Claſſe, ils ont leurs Superieurs qui peuvent tres-bien s'acquitter de ce devoir, ſans qu'il ſoit neceſſaire de recourir pour cela aux Ordinaires.

REPONSE.

2. Le Reglement qu'a fait le Concile de Trente, ne peut eſtre dit general qu'à l'égard

MEMOIRE.

Le Concile de Trente a confirmé cette diſcipline, Seſſ. 25. Cap. 17. de Reform. Regul. &

Cinquiéme Partie. Mem. de MM. les Evêques touchant l'examen des Novices.

Monial. *Il ordonne aux Evêques d'examiner eux-mêmes avec ſoin ou par leurs grands Vicaires, s'ils ont des empêchemens legitimes, la diſpoſition des Novices; s'il n'y a ni ſeduction ni contrainte, & ſi elles ſont bien informées des devoirs & des obligations de la vie religieuſe qu'elles veulent embraſſer, pour conſerver une entiere liberté dans ces engagemens. Le Concile veut que les Evêques faſſent deux fois cet examen, ſçavoir avant la priſe d'habit, & avant la Profeſſion.*

Son Decret eſt general ſans aucune exception des Monaſteres exempts ou qui ſont ſous la conduite des Reguliers; & lorſque ces Monaſteres ont pretendu n'y eſtre pas compris, la Congregation établie pour l'interpretation des Decrets de ce Concile, a declaré que ce Reglement eſt pour eux comme pour ceux qui reconnoiſſent la juriſdiction des Evêques.

des Monaſteres qui ſont ſoumis à MM. les Evêques : la preuve en eſt tres-évidente, puiſqu'outre qu'il a declaré, comme on a vû au Chapitre 9. de la même Seſſion, que ſon intention eſt que les Monaſteres qui ſont regis par des Superieurs Reguliers, demeurent & ſoient laiſſez ſous leur direction & leur conduite ; on voit encore que par le 17e Chapitre où eſt le Reglement qu'on objecte, il n'eſt point parlé des exempts : ce que le Concile n'auroit pas manqué de faire s'il avoit eu intention de les comprendre tous ſans exception, comme il a fait en tous les autres endroits où il a toûjours ajoûté pour eux la délegation Apoſtolique : étant d'ailleurs certain qu'une diſpoſition generale ne déroge jamais à un droit particulier, s'il n'en eſt fait mention ſpeciale. Et quand même il auroit ſpecifié ſimplement les Monaſteres exempts, ce qu'il n'a pas fait néanmoins, cela n'auroit pas encore ſuffi, à cauſe de la diſtinction qu'il a toûjours faite des ſimples exempts ſoumis immediatement au Saint-Siege, & de ceux qui ſont en Congregations & ſous des Superieurs Reguliers ; ayant de plus expreſſement declaré au Chapitre 20e qu'il n'avoit pas entendu comprendre dans les precedens, ceux-cy dont il confirme l'entiere exemption par ces mots : *Præfatorum Ordinum Privilegia & facultates, quæ ipſorum perſonas, loca & jura concernunt, firma ſint & illæſa.*

Les Decrets des Congregations de Rome ſont rendus ordinairement ſans défenſe & ſans entendre qu'une partie, & ne ſont

pas de Reglement pour la France, ſur tout quand ils ſont contraires aux Loix & aux Ordonnances, aux Exemptions & aux Uſages autoriſez par le Prince.

Cinquiéme Partie. Mem. de MM. les Evêques touchant l'examen des Novices.

REPONSE.

3. Le Concile de Cambray n'a pû donner valablement au Concile de Trente un ſens contraire à celuy qu'il a naturellement, & qu'il a luy-même expliqué, & encore il ne regarderoit au plus que cette Province particuliere & les Monaſteres des deux premieres Claſſes : mais a-t-il pû rien décider au préjudice des Monaſteres qui ne dépendoient nullement de luy & contre leurs Privileges accordez par une autorité ſuperieure à la ſienne, par les Papes & par des Conciles generaux ?

Pour Zypæus & Van-Eſpen ils ont écrit leur ſentiment auſſi-bien que les autres que l'on cite, ſe copiant les uns les autres, ſans faire la diſtinction des Monaſteres exempts qui ſont ſujets immediatement au Saint-Siege, d'avec ceux qui ſont en Congregations ; & leur erreur paroiſt d'autant plus évidente, qu'ils ſuppoſent & pretendent que l'uſage eſt conforme à leur opinion ; ce qui n'eſt pas ni en Eſpagne, ni en Flandres, ni en Italie, ni même à Rome, où les Superieurs des Ordres examinent la vocation des Novices dans les Monaſteres qui leur ſont ſoumis.

MEMOIRE.

Le Concile de Cambray tenu en 1586. Tit. 20. Art. 20. a decidé la même choſe, etiamſi Monaſterium ſit exemptum. *Philippe II. Roy d'Eſpagne a confirmé les Decrets de ce Concile par ſon Ordonnance du premier jour de Juin 1587. Le Concile de Malines en 1607. a ſuivi le même eſprit, Tit. 24 Art. 7. il explique en termes précis, que le Concile de Trente en a fait un devoir des Evêques*, ſacro Tridentino Concilio ita jubente, diligenter explorent.

Placart, pag. 79. & 80. Placart, pag. 86. &c.

Zypæus Official d'Anvers & Van-Eſpen Profeſſeur en Droit Canonique à Louvain, aſſûrent que c'eſt l'uſage conſtant des Egliſes de Flandres, à l'égard de tous les Monaſteres. Piaſecius dans ſa Pratique, Barboſa, de Franchis & pluſieurs autres ont écrit la même choſe de la pratique des Egliſes d'Italie & d'Eſpagne, avec cette difference qu'en Eſpagne ils ſont dans l'uſage de ne faire qu'un examen, & que dans pluſieurs autres Egliſes ils en font deux conformement au Concile de Trente.

Zypæus dans ſes Conſeils q. 1. §. 7. Van-Eſpen Part. 1. Tit 25. de adm. ad Relig. Cap. 5. de exam. pucll.

Digitized by Google

MEMOIRE.

Pour ce qui regarde l'Egliſe de France, le Cahier dreſſé par les Cardinaux, Archevêques & Evêques convoquez par le Roy Charles IX. en 1573. pour aviſer aux moyens de rétablir la diſcipline de l'Egliſe, contient la même diſpoſition du Concile de Trente, Art. 38. le Cardinal de Lorraine qui a aſſiſté au Concile de Trente, eſtoit un des Preſidens de cette Aſſemblée: Charles IX. en a confirmé les Articles par ſes Lettres Patentes du 22. Janvier 1574.

On s'eſt auſſi conformé au Concile de Trente pour la diſpoſition generale dans l'Article 8. de l'Ordonnance de 1629. mais ſans expliquer diſtinctement les deux examens.

REPONSE.

4. Outre que les Cahiers preſentez au Roy Charles IX. ne font que copier mot à mot le Concile de Trente, & par conſequent qu'ils doivent s'entendre dans le même ſens, ne faiſant nulle mention des Monaſteres exempts; s'il y avoit eu quelque choſe de contraire, l'Ordonnance de Blois qui leur eſt poſterieure, l'auroit rectifié.

C'eſt encore à cela prés la même choſe de l'Ordonnance de 1629. en l'Article 8. qui de plus parle également de l'examen des Religieux & des Religieuſes; & l'on ſçait qu'elle n'a pas d'execution & n'a jamais eſté verifiée.

MEMOIRE.

Dans la pratique, la pluſpart des Superieurs des Monaſteres qui ſe pretendent exempts, avertiſſent les Evêques Dioceſains conformément à ces Reglemens: C'eſt l'uſage des Monaſteres des Carmelites, de ceux des Capucines & d'un grand nombre d'autres les plus privilegiez.

REPONSE.

Quelque choſe que l'on veüille dire des Religieuſes Carmelites & Capucines qui ont leurs Regles & leurs Conſtitutions particulieres, on peut aſſurer que la pratique des Monaſteres de l'Ordre de Ciſteaux en France & dans toute la Chrétienté eſt toute contraire à la pretention de MM. les Evêques: & afin d'en donner des exemples dont la preuve ſoit facile à faire, il y a dans Paris trois Monaſteres de Religieuſes de cet Ordre, S. Antoine,

Cinquiéme Partie. Mem. de MM. les Evêques touchant l'examen des Novices.

S. Antoine, l'Abbaye aux Bois & Panthemont ; l'on met en fait que jamais aucun Archevêque ni Evêque depuis leur fondation & translation, n'y a fait cet examen, la conduite en cela & en toutes autres choſes en ayant toûjours eſté laiſſée à leurs Superieurs Reguliers : il en eſt de même de tous les autres Monaſteres.

REPONSE.

Ce n'a point eſté ſeulement ſous pretexte de l'Ordonnance de Blois, que les Monaſteres de l'Ordre de Ciſteaux ne ſe ſont pas adreſſez à MM. les Evêques, mais en vertu de leur Exemption autoriſée, comme on l'a vû dés leur premier établiſſement, par des Bulles des Papes, par des Conciles Generaux, par des Ordonnances & des Lettres Patentes des Rois, par des Arreſts des Cours Superieures, & par leur poſſeſſion de pluſieurs ſiecles long-temps avant l'Ordonnance de Blois : ils ſe ſont maintenus dans leur droit & dans leurs uſages depuis cette Ordonnance comme ils eſtoient auparavant. Quelque pratique donc que puiſſent avoir au contraire les Carmelites & les Capucines, dont les établiſſemens ſe ſont faits dans ces derniers temps aux conditions qu'il a plû aux Ordinaires, & avec pluſieurs reſtrictions dans leurs Privileges ; elle ne peut nuire ni préjudicier à ceux de l'Ordre de Ciſteaux dont les Monaſteres ſe ſont conſervez dans une entiere indépendance : les Superieurs & Viſiteurs des Carmelites n'eſtant pas Reguliers & de leur Ordre mais ſimples Commiſſaires en vertu de Commiſſions qui ne contiennent pas d'autre pouvoir que ce-

MEMOIRE.

Il y a cependant des Monaſteres qui ont negligé cette ſage précaution, & qui pretendent en eſtre exempts ſous ce pretexte, que l'Art. 28. de l'Ordonnance de Blois ſemble demander ſeulement qu'en ce cas ils appellent le Superieur de l'Ordre.

Mais ces Monaſteres ne ſont ni plus exempts ni plus privilegiez que les Capucines & les Carmelites & pluſieurs autres : les Carmelites ont leurs Superieurs & leurs Viſiteurs commis par le Saint Siege : Le Roy veut bien que le Nonce du Pape à qui l'on ne permet aucun autre exercice de juriſdiction dans le Royaume, les établiſſe au nom du Pape ; & neanmoins toutes ces diſtinctions & le caractere de ces Viſiteurs n'ont pas tiré ces Monaſteres de la Regle generale ſur l'examen de la vocation des Novices.

cinquiéme Partie. Mem. de MM. les Evêques touchant l'examen des Religieuses.

luy qu'on veut bien leur donner, ne peuvent & ne doivent pas par leur exemple, faire des Loix pour les autres.

MEMOIRE.

Cet examen eſt un Point de Police generale qui ne concerne pas ſeulement l'obſervation de la Regle & de la Diſcipline interieure de ces Monaſteres ; cette Police regarde l'état d'une perſonne qui eſt encore Dioceſaine de l'Evêque & la conduite de ſes parens à ſon égard, qui pourroient ne luy laiſſer pas toute la liberté requiſe dans une action de cette importance, & même les Superieurs Reguliers qui ſouvent ſont trop attachez à multiplier les ſujets de leur Ordre, pourroient n'eſtre pas toûjours ſans intereſt dans cette occaſion.

RE'PONSE.

7. Il n'y a pas de Point plus eſſentiel à la Diſcipline Reguliere & Monaſtique, que celuy qui regarde le choix & la reception des Novices & l'examen de leur vocation : les Superieurs ont plus d'intereſt d'y veiller qu'aucun autre & de ne pas permettre qu'il ſoit reçû des Religieuſes qui ne ſoient bien appellées & qui n'ayent toutes les autres qualitez neceſſaires pour bien s'acquitter des devoirs de leur Profeſſion, parce qu'ils en répondent devant Dieu, qu'ils en demeurent chargez ; & que ſi elles ne ſont pas telles qu'elles doivent eſtre, ce ſont ces Superieurs qui en ſouffrent le plus.

Si on les ſoupçonne d'eſtre portez à multiplier les ſujets de leurs Ordres, on peut craindre auſſi que la prévention que MM. les Evêques ont contre eux parce qu'ils n'en dépendent pas, ne ſoit pas favorable à cette multiplication : les Religieux qui conſeillent d'embraſſer leur état, imitent l'exemple de Saint Paul & ſon zele, en preferant comme luy l'état des Vierges à celuy des perſonnes engagées dans le monde : *Bonum eſt illis ſi ſic permaneant ſicut & ego.*

Au reſte, une fille qui a pris l'habit & qui eſt Novice dans un Monaſtere exempt, ſe gouverne par les mêmes Loix & ſous les mêmes Superieurs que les Religieuſes Profeſſes, jouit de leurs Privileges & n'eſt pas plus ſujette à l'Evêque du Dioceſe où ce Monaſtere eſt ſitué, qu'elle le ſeroit ſi elle eſtoit paſſée & demeuroit dans un autre Dioceſe : ainſi pourquoy ſeroit-elle ſujette à ſon examen ?

Sixiéme Partie. Recapitulation & inconveniens.

SIXIE'ME PARTIE

Qui contient la Recapitulation & la Concluſion de cette Réponſe, & fait voir les inconveniens qui ſuivroient de la pretention de MM. les Evêques.

Pour peu que l'on ait fait reflexion ſur les deux Memoires de MM. les Evêques touchant la ſortie des Religieuſes & l'éxamen des Novices avant la profeſſion dans les Monaſteres de filles, on doit eſtre ſurpris qu'avec ſi peu de fondement ils ayent eu la penſée de faire une tentative pour revenir ſans autre formalité contre des Arreſts formels & déciſifs rendus en tant de differens Tribunaux : car enfin, qu'eſt-ce que contiennent ces Memoires autre choſe qu'une continuelle ſuppoſition que toutes les Regles Civiles & Canoniques ſont pour eux ? & cependant quand on a examiné ces Regles, on n'en trouve pas une ſeule qui y ait une juſte & veritable application & qui puiſſe favoriſer leur pretention ; puiſque tout ce qu'on peut leur accorder, c'eſt que dans les temps des Rois Clotaire II. & Charlemagne où il n'y avoit pas encore d'Ordres Reguliers & de Monaſteres unis en Congregations, ils avoient la conduite de la pluſpart des Religieuſes, ſoit pour leur faire garder la Clôture, ſoit pour veiller à ce qu'il ne fuſt reçû que des Sujets qui euſſent de la vocation. 1.

Prétentions de MM. les Evêques ſans fondement.

Mais il faut qu'ils tombent d'accord que depuis l'établiſſement de ces Ordres & qu'il y a des Religieuſes qui en ont dépendu, elles ont eſté ſoumiſes à des Superieurs Reguliers & entierement exemptes de la juriſdiction des Ordinaires ; & cette exemption eſt devenue dans l'Egliſe un droit commun, autoriſé par une infinité de Bulles des Papes, par des Conciles Generaux, par les Loix & les Ordonnances, par les Lettres Patentes des Rois & par les Arreſts : de ſorte que l'on peut dire avec certitude & en un mot, que la pretention de MM. les Evêques n'a pas de fondement & que c'eſt à tort qu'ils voudroient aujourd'huy renverſer ceux de ces Ordres qui ont eſté ſi ſolidement & ſi canoniquement établis, même du conſentement & de l'aveu de leurs predeceſſeurs. 2.

L'Exemption eſt de droit commun.

MM. les Evêques diront ſans doute qu'ils n'en veulent point à l'exemption des Ordres Reguliers, & que leur intention n'eſt pas d'y donner la moindre atteinte.

Sixiéme Partie. Recapitulation & inconveniens.

3. Si c'eſt là leur deſſein, pourquoy vouloir aujourd'huy introduire une telle nouveauté dans le gouvernement des Monaſteres de Religieuſes, en changer la conduite & y avoir une inſpection que leurs predeceſſeurs n'ont pas eu, à laquelle ils n'ont point penſé dans les ſiecles paſſez & qui eſt contre la diſpoſition de tant de Reglemens & contre l'intention de l'Egliſe expliquée principalement par le 9. Chapitre de la 25e Seſſion du Concile de Trente, pour lequel ils temoignent un ſi grand attachement ; & qui declare en termes exprés, qu'à l'égard des Monaſteres de Religieuſes qui ſont ſous des Congregations & gouvernez par des Superieurs Reguliers, ſa volonté eſt qu'ils demeurent ſous la conduite & la garde de ces Superieurs : *Monaſteria Sanctimonialium quæ à Deputatis in Capitulis Generalibus vel ab aliis Regularibus reguntur, ſub eorum curâ & cuſtodiâ relinquantur.*

Eſt-ce pas toucher à l'exemption des Ordres Reguliers, que de vouloir changer le gouvernement des Religieuſes qui en dépendent, de vouloir dépouiller les Superieurs des principales fonctions qui leur appartiennent, & leur oſter l'inſpection qu'ils doivent avoir ſur la Clôture des Monaſteres & ſur la reception des ſujets qui doivent en compoſer les Communautez ?

4. Si MM. les Evêques ſont chargez du ſoin d'examiner & d'approuver les filles qui ont deſſein d'entrer & de ſe faire Religieuſes dans les Monaſteres ; & quand elles y ſeront reçûës, de juger des cauſes de leur ſortie, & de leur en donner les permiſſions : que reſtera-t-il à ceux qui en ſont les Superieurs, & auſquels le Concile & toutes les Regles en attribuent tout le ſoin & toute la conduite ?

La ſortie des Religieuſes & l'examen de leurs Novices ſont des Points eſſentiels.

L'entrée des Religieuſes dans les Monaſteres pour y faire Profeſſion, & leur ſortie de la Clôture dans les beſoins particuliers, ſont ſans difficulté des parties eſſentielles de leur gouvernement, & par conſequent du privilege qui oſte ce gouvernement à MM. les Evêques Dioceſains, & qui en charge les Superieurs des Ordres Reguliers : de ſorte que ſi l'on venoit à retrancher de leur exemption des fonctions auſſi importantes que celles là, on peut dire que l'exemption de ces Ordres ne ſubſiſteroit plus qu'à moitié, & qu'eſtant une fois partagée, elle ne ſeroit plus deſormais qu'une partie de ce qu'elle doit eſtre : ce qui cauſeroit une infinité d'inconveniens qu'il eſt difficile de prevoir, & dont on doit juger par les ſoins que l'Egliſe a apportez dans les occaſions pa-

relles, pour empeſcher ces ſortes de démembremens de l'exemption des Reguliers.

5. Le Pere Labbe dans le Recueil de ſes Conciles, en rapporte un exemple de l'année 1063. du temps du Pape Alexandre II. au ſujet de l'entrepriſe que l'Evêque de Mâcon nommé Drogon, voulut faire ſur l'exemption de l'Abbaye de Cluny ; il en eſt auſſi parlé dans la Biblioteque de Cluny & dans les Oeuvres du Cardinal Pierre Damien. Cet Evêque incité par les Eccleſiaſtiques qui l'obſedoient, *eis jugiter inſufflantibus*, prit deſſein non pas de renverſer tout-à-fait le Privilege d'exemption de Cluny, mais d'en retrancher au moins quelque petite partie, *quantulumcunque* ; afin qu'eſtant une fois entamé, il pût dans la ſuite venir à bout du reſte, & peu à peu donner lieu à de nouvelles prétentions : *Sicque poſtmodùm ex occaſione quodammodo ſuperductæ litigaret conſuetudinis.*

Tom. 9. pag. 1177.

Pag. 509. & 510.

L'Abbé de Cluny qui eſtoit alors Saint Hugue, (car comme on a remarqué les Auteurs & les principaux défenſeurs des Exemptions des Reguliers ont eſté des Saints & des Saints Canoniſez) connoiſſant de quelle conſequence eſtoit ce commencement d'entrepriſe, fut en porter ſa plainte au Pape qui préſidoit alors à un Concile qu'il tenoit à Rome, lequel députa le ſaint Cardinal Pierre Damien qui eſtoit pour lors Legat en France, pour en juger.

6. Le Legat aſſembla un Concile des Evêques de pluſieurs Provinces à Châlon-ſur-Saone, où celuy de Mâcon ayant eſté cité, il y fut repris ſeverement, & obligé de ceſſer ſon entrepriſe & de laiſſer Cluny dans l'entiere jouiſſance de ſon Privilege : *Omnes Privilegia quæ audierant, uno ore concorditer laudaverunt, atque ut perpetuò ſervanda atque illibata permaneant, communi judicio Decreverunt. Poſteà ſacro reſidente Concilio Matiſconenſis Epiſcopus pavimento proſtratus veniam petiit, ſeſeque peccaſſe confeſſus, pœnitentiam in pane & aquâ jejunaturus accepit.*

Entrepriſe ſur l'exemption reprimée par un Concile en 1063.

On n'eſtimoit pas dans ces temps-là, qu'il fût de petite conſequence de laiſſer entreprendre ſur le Privilege d'exemption.

7. Si l'on vouloit avoir encore des exemples d'une telle conduite dans des temps plus reculez, il n'y auroit qu'à voir la Conſtitution que fit le Pape Saint Gregoire le Grand, dans le Concile qu'il tint à Rome en l'an 601. où pour affermir le repos des Mo-

P. Labbe Concil. Tom. 5. p. 1608.

Sixième Partie. Récapitulation & inconveniens.

nasteres & retenir les Religieux dans leur devoir & dans la dépendance qu'ils doivent avoir de leurs Superieurs, il fut défendu aux Evêques d'y exercer aucun pouvoir, quelque petit qu'il fût : *Neque audeat Episcopus in Cœnobio Cathedram collocare, vel quamlibet potestatem habere imperandi, nec aliquam Ordinationem quamvis levissimam faciendi, nisi ab Abbate loci fuerit rogatus, quatenùs Monachi semper maneant in Abbatum suorum potestate ;* Ce qui fut approuvé d'un grand nombre d'Evêques qui composoient le Concile : c'estoit à la verité pour des Religieux, mais le Reglement ne regarde pas moins les Religieuses qu'il est encore plus dangereux de diviser & de détourner de la soumission qu'elles sont obligées de rendre à ceux dont elles dépendent.

Reglement de saint Gregoire pour maintenir les Exemptions.

C'est donc ainsi que l'on estoit exact à maintenir les Privileges d'exemption dans leur entier, & que l'Eglise s'y est toûjours interessée, parce que l'on ne peut pas douter que la moindre infraction qui y est faite, ne sçauroit estre que de tres-grande consequence.

8. Quand il n'y auroit que la nouveauté & le changement qu'on apporteroit à un Usage pratiqué de tout temps, dans des choses aussi considerables que sont celles que pretendent MM. les Evêques, l'exemple ne pourroit estre que tres-pernicieux & auroit sans doute encore bien d'autres suites, parce qu'il n'y auroit plus rien d'asseuré, & que s'accoûtumant peu à peu à manquer de respect pour ceux qui nous ont devancez, & à condanner par ce moyen la conduite des saints Fondateurs des Ordres, des Papes, des Conciles & des Rois ; ce seroit exposer à tout moment ce qu'ils ont arresté, à des révolutions continuelles, comme l'ont fort bien remarqué les Peres d'un ancien Concile de Carthage pour empescher ces sortes de changemens : *Si admiserimus ea quæ antèà constituta sunt in retractationem vocari, nihil in divinis humanisque actibus, nihil in sacris publicisque rebus ullam poterit obtinere firmitatem, dum post annorum spatia, tanquam in emendationem Patrum velut instructior nostra videatur mutare posteritas.*

Exemple pernicieux d'entreprises souffertes.

9. Une possession si constante comme est celle de l'Ordre de Cîteaux, si uniforme, si venerable par son antiquité de cinq à six siecles, qui pourroit prescrire s'il en estoit besoin toute sorte de droits, tel qu'est l'exercice de la jurisdiction, & d'ailleurs si bien

Digitized by Google

établie & ſi autoriſée, eſt un titre inconteſtable & d'une conſideration d'autant plus grande, que ce ne ſeroit pas ſeulement en France que le changement cauſeroit du trouble, mais auſſi dans tous les Monaſteres de Religieuſes de cet Ordre qui ſont répandus par toutes les Provinces de la Chrétienté, d'Eſpagne, de Flandre, de Pologne, d'Allemagne & de toutes les autres où les Superieurs ſont dans le même uſage & la même poſſeſſion, & obligez de ſe conformer pour l'exercice de leur juriſdiction, à ce qui ſe pratique dans le Royaume par l'Abbé de Ciſteaux & les autres Superieurs, auſquels ils ſont attachez par le lien de l'uniformité avec une entiere dépendance.

Sixiéme Partie. Récapitulation & inconveniens.

On ſçait ce que la nouveauté peut produire d'inconveniens, quoique l'on ne puiſſe pas les prévoir tous, & ce ſeroit tout hazarder que de s'y expoſer, principalement n'y ayant nulle neceſſité de rien changer dans des anciens uſages ſuivant leſquels les Superieurs Reguliers ſont & ont toûjours fait ce que pretendent leur oſter MM. les Evêques, ſoit pour l'examen des Novices avant la Profeſſion, ſoit pour la ſortie des Religieuſes de leur Clôture ; & même on peut dire qu'ils ſont en état de le mieux faire, à cauſe des connoiſſances plus particulieres qu'ils ont & que ne peuvent pas avoir MM. les Evêques de l'état des Monaſteres, des diſpoſitions des Communautez, de la Regle & de tout ce qui s'y pratique, de la conduite de chaque Religieuſe, & de celle qu'a tenuë la Novice qui veut faire Profeſſion.

Nouveauté & inutilité.

Il n'y a pas non plus d'utilité à eſperer d'un tel changement ; & quand il y en auroit quelque apparence, la ſuite ne laiſſeroit pas d'eſtre toûjours à craindre & devroit l'empeſcher ſuivant cette parole de S. Auguſtin, *Mutatio conſuetudinis etſi utilitate adjuvat, tamen novitate perturbat.* 10.

Il eſt difficile de s'imaginer qu'un Evêque qui ne ſçait rien d'un Monaſtere & qui ne connoiſt pas la diſpoſition, l'eſprit & la capacité des ſujets qui en compoſent la Communauté, puiſſe avec raiſon & apparence de juſtice, faire ſortir ſur ſa permiſſion une Religieuſe qui l'aura ſurpris ſous differens pretextes, contre le gré de ſes Superieurs dont la charité & la prudence auront empeſché de luy découvrir & à ſon Grand Vicaire, les raiſons qui devroient la retenir dans la Clôture : ce ſeroit renverſer la conduite du Monaſtere & donner lieu à de grands deſordres.

De même encore, ſi l'examen de la vocation d'une Novice eſtoit 11.

Sixiéme Partie. Récapitulation & Inconvenients.

déferé à l'Evêque, pourroit-il la juger incapable de faire Profeſſion, ſans ſçavoir la Regle & ce qui doit eſtre obſervé dans le Monaſtere, & pour l'avoir vû une ſeule fois dans quelque legereté, pendant qu'elle aura l'approbation des Superieurs & de toute la Communauté, & qu'elle aura durant une année entiere de Noviciat donné des preuves qu'elle eſt bien appellée & qu'elle a toutes les qualitez requiſes & neceſſaires pour la Religion.

12. Faudroit-il que les Superieurs ſur tels jugemens rendus avec ſi peu de connoiſſance, laiſſaſſent ſortir une Religieuſe contre leurs propres lumieres, & renvoyaſſent la Novice & luy fiſſent ainſi perdre ſa vocation ? S'il faut conteſter & plaider, l'on ſçait que les inconveniens ſont infinis ; & à qui s'adreſſer pour cela, au Metropolitain, au Primat, au Pape, au Juge ſeculier ?

13. *Dépenſe extraordinaire.* La charge que ſouffriroient les Monaſteres, eſt encore conſiderable par la dépenſe qu'il leur faudroit ſupporter toutes les fois qu'il y auroit des Novices à recevoir à Profeſſion ; parce que la pluſpart de ceux de l'Ordre de Ciſteaux qui ſont à la Campagne, n'eſtant pas d'un grand revenu, ils ſeroient obligez de faire de grands frais pour recevoir tout l'équipage d'un Evêque, outre ceux de la ceremonie de la Profeſſion qui ſe feroient encore par le Superieur.

14. *Perte de la Regularité.* La diſſipation de la Regularité doit eſtre auſſi comptée pour quelque choſe, puiſqu'elle a eſté le premier motif des Exemptions, comme on l'a vû : *Ne fortè monaſtica quies ſæcularium perſonarum frequentiâ & converſatione turbaretur.*

On peut ajoûter à ce qui regarde la ſortie des Religieuſes, que MM. les Evêques doivent eſtre contens des Reglemens que le Grand Conſeil en 1695. & le Parlement de Provence en 1699, ont faits pour leur en donner toute la connoiſſance qu'ils peuvent raiſonnablement pretendre, ayant ordonné *que les Religieuſes ſeront tenuës quand elles en ſeront requiſes, de faire apparoir*

15. *lorſqu'elles ſeront hors de leurs Monaſteres, de la permiſſion par écrit de leurs Superieurs, aux Evêques Dioceſains des lieux dans leſquels elles ſeront.*

16. Enfin, en ſuivant les Uſages pratiquez de tout temps, on évite les ſuites fâcheuſes & les inconveniens des nouveautez, & l'on ſe conforme aux Regles, aux ſaints Decrets & aux Conſtitutions Canoniques, aux Bulles des Papes, aux Diſpoſitions des Conciles Generaux, aux Ordonnances & aux Lettres Patentes des Rois

&

Sixéme Partie. Récapitulation & inconvenients.

& aux Arreſts des Cours Superieures. On ne peut pas auſſi douter que ce ne ſoit l'intention de l'Egliſe, aprés la declaration que le Concile de Trente en a faite au Chapitre 9. de la 25e Seſſion, & pareillement l'intention du Roy marquée dans l'interpretation qu'il a donnée en 1696. à ſon Edit de 1695. *afin qu'il ne reſte plus aucun pretexte de difficulté, que le Clergé Seculier & Regulier demeurent dans les bornes qui ſont preſcrites par les ſaints Canons, & que les Reguliers jouiſſent ſous ſa protection, des Exemptions legitimes qui ont eſté accordées à pluſieurs Ordres, Congregations & Monaſteres ;* Sa Majeſté declarant *qu'elle veut que ſon Edit ſoit executé ſans préjudice des Droits, Privileges & Exemptions des Monaſteres & de ceux qui ſont ſous des Congregations, qu'elle entend avoir lieu ainſi & en la maniere qu'ils ont eu & dû avoir juſqu'à preſent.*

Monaſteria Sanctimonialium quæ à Deputatis in Capitulis Generalibus vel ab aliis Regularibus reguntur, ſub eorum curâ & cuſto.à relinquantur.

C'eſt l'execution de tant de Reglemens & l'accompliſſement de ces intentions que l'on a demandé & que l'on demande, en adreſſant à MM. les Evêques ces paroles de l'un des plus grands Prélats qu'ait eu l'Egliſe Gallicane & des plus zelez pour ſa Diſcipline, dans une occaſion à peu prés pareille en parlant à un Evêque de Beauvais en faveur de l'Abbaye de Saint-Quentin : *Hoc eſt quod poſtulavimus & adhuc poſtulamus, ut Privilegia quæ* Ordo Ciſtercienſis *ab Anteceſſoribus veſtris obtinuit, & Apoſtolica manus roboravit, Regia quoque Majeſtas prædicta Sanctione firmavit, intemerata ſervetis.* 17.

Yves Evêque de Chartres en ſon Epitre 192. pag. 145. de l'édition de 1610.

LES Réponſes qui ont eſté faites de la part de MM. les Evêques à cet Ecrit ou petit Traité, depuis leurs deux premiers Memoires qui y ſont rapportez, mot pour mot, n'ont eſté que des Redites de raiſons & des autoritez qui leur y ſervent de fondement pour leurs pretentions & de preuves ; ils leur donnent à la verité un peu plus d'étenduë, mais ils n'en augmentent pas la force que par des ſuppoſitions : c'eſt pourquoy il ſeroit inutile de les tranſcrire icy comme on a fait les deux premiers Memoires, d'autant plus que la Replique & les Réponſes qui y furent faites dans leurs temps, expliquent ces citations & les rapportent au moins ſuccinctement dans les endroits les plus eſſentiels ; ce qui eſt cauſe qu'on y repete bien des choſes qui avoient eſté déja dites, mais on n'a pas pû ſe diſpenſer de le faire.

SOMMAIRE

POUR l'Abbé General de l'Ordre de Ciſteaux.

CONTRE la pretention de Meſſieurs les Evêques.

PAR les deux Memoires que MM. les Evêques ont preſentez au Roy au mois de Septembre 1701. ils avoient pretendu & demandé deux choſes ſur les Monaſteres de filles qui ſont en Corps d'Ordres & gouvernez par des Superieurs Reguliers : La premiere, le droit de permettre aux Religieuſes de ſortir de

leur Clôture dans les cas de neceſſité : & la ſeconde, celuy d'examiner leurs Novices avant la Profeſſion.

Ce ſont deux nouveautez en matiere importante, qu'ils avoient deſſein d'introduire par une voye extraordinaire, contre des uſages pratiquez de tout temps, & au préjudice de ce qui eſt reglé par les Loix Civiles & Canoniques, & décidé même tout nouvellement par des Jugemens contradictoires.

Depuis qu'il a plû à Sa Majeſté de faire donner en communication ces deux Memoires, & qu'elle a eu la bonté de nommer des Commiſſaires de ſon Conſeil pour les examiner avec les Réponſes qu'on y a faites, ils ont retiré ce qui regarde l'examen des Novices, faiſant par là entendre qu'ils ne veulent pas y inſiſter, & qu'ils ſe départent de la ſeconde de leurs pretentions : ils n'en ont plus parlé.

S'il eſt permis de juger de leur intention, l'on doit croire qu'ils l'ont fait par un motif de juſtice, perſuadez qu'ils y eſtoient mal fondez, parce qu'au fond c'eſtoit une innovation exorbitante contre une poſſeſſion de pluſieurs ſiecles, établie ſur ce qu'il y a de plus venerable dans l'Egliſe & de plus ſolide dans l'Etat, c'eſt-à-dire ſur les ſaints Decrets & les Ordonnances ; & en un mot, parce que c'eſt choſe jugée, qui d'ailleurs auroit eu de grands inconveniens & ne manqueroit pas de cauſer beaucoup de troubles & une extrême confuſion.

Ce n'eſt pas encore aſſez, il faut tomber d'accord que pour rendre la juſtice complete, MM. les Evêques auroient auſſi bien fait de ſe départir de même de leur pretention concernant la Clôture, puiſqu'elle a les mêmes inconveniens que celle d'examiner les Novices avant la Profeſſion, & qu'elle n'a pas plus de fondement, l'une & l'autre leur eſtant également interdites par les Privileges qui exemptent les Ordres Reguliers de leur juriſdiction, comme on l'a vû dans celuy de l'Ordre de Ciſteaux, *ab omni juriſdictione, ſuperioritate, correctione, dominio & poteſtate totaliter quoquomodo.*

Voyez la Réponſe aux 1. Memoires de MM. les Evêques, *pag.* 191. *n.* 13. *ibidem.*

2. Les Conſtitutions Canoniques & les Ordonnances qui ont parlé de ces deux choſes, les ont auſſi également attribuées aux Superieurs Reguliers, comme on a vû dans la Decretale *Periculoſo* confirmée par le Concile de Baſle & renouvellée par celuy de Trente, & pareillement dans l'Ordonnance de Blois : & la poſſeſſion s'en eſt enſuivie toûjours depuis, en ſorte que ſi quelques-uns de MM. les Evêques ont voulu entreprendre quelque choſe

de contraire, on l'a auſſitoſt reparé par des Jugemens contradictoires qui ſont intervenus en divers Tribunaux & qui ont maintenu les Superieurs Reguliers dans leurs droits, & condamné les pretentions de MM. les Evêques.

3. C'eſt ce que l'on a vû par la Sentence arbitrale de feu Monſieur de Harlay en 1678. contre feu M. de Gaillard Evêque d'Apt, par l'Arreſt rendu au Grand Conſeil en 1695. contre feu M. l'Evêque de Noyon aprés douze Audiences de Plaidoirie, par l'Arreſt du Parlement de Provence en 1699. contre M. de Foreſta Colongue à preſent Evêque d'Apt, & par l'Arreſt du Conſeil d'Etat Privé du Roy contre le même en 1701. Tellement qu'on peut dire que la choſe eſt encore également jugée pour les deux Points, & que MM. les Evêques ſont auſſi-bien pour l'un que pour l'autre non-recevables.

4. Il y a même à l'égard de celuy ſur lequel ils inſiſtent concernant les permiſſions de ſortir de la Clôture, encore certains inconveniens particuliers plus ſenſibles & qui en rendent l'execution plus difficile & même impoſſible; de ſorte que quand MM. les Evêques ne demanderoient que de concourir dans ces permiſſions avec les Superieurs Reguliers comme ils ſemblent le faire, cela ne ſerviroit qu'à cauſer de la diviſion dans les Monaſteres & de l'embarras pour les Superieurs ſans nulle utilité; car enfin, une Religieuſe qu'il ſera à propos de changer de Maiſon pour le bien de la paix & de la Regularité, ou par charité pour le ſien propre, ou à laquelle il faudra permettre de ſortir par neceſſité; comment ſe pourvoir à l'Evêque du Dioceſe d'où elle ſortira & de celuy où elle entrera? faudra-t-il faire des procedures pour juſtifier des cauſes & des raiſons de ſa ſortie? & à quoy cette procedure n'engagera-t-elle pas? S'il n'en faut point, & que l'Evêque ſoit obligé d'en croire les Superieurs, ce ne ſera plus qu'une ceremonie embarraſſante & purement inutile: & d'ailleurs, pour juſtifier encore des cauſes de cette ſortie, il y auroit ſouvent pluſieurs choſes à dire que la prudence & la charité veulent eſtre cachées, & même quelquefois qu'il eſt difficile de faire entendre aux autres parce qu'elles dépendent de pluſieurs circonſtances qui ne ſe remarquent que par une longue ſuite de reflexions que les ſeuls Superieurs ſont en état de faire, & qui toutes enſemble les font conſentir à la ſortie. Faudra-t-il qu'ils ayent le ſoin & la peine d'en inſtruire l'Evéque ou ſon grand Vicaire? Les Arreſts du Grand Conſeil & du Parlement de Pro-

vence qu'on a cité, ont pourvû à tout ce qui peut eſtre de la neceſſité & de la bienſeance, en ordonnant *que les Religieuſes ſeront tenuës quand elles en ſeront requiſes, de faire apparoir lorſqu'elles ſeront hors de leurs Monaſteres, de la permiſſion par écrit de leurs Superieurs, aux Evêques Dioceſains des lieux dans leſquels elles ſeront :* MM. les Evêques n'ayant aucun droit ſur leurs perſonnes ni ſur leurs Monaſteres, ils ne peuvent tant qu'elles y ſont ni leur donner des permiſſions, ni pretendre exercer ſur elles aucun acte de juriſdiction.

Il eſt ſurprenant que le Concile de Trente eſtant auſſi clair qu'il 5.
eſt au Chapitre 5e de la Seſſion 25e où il renouvelle la Decretale *Periculoſo*, MM. les Evêques inſiſtent toûjours à y fonder leur pretention : parce qu'outre que ce Concile n'a pas de lieu en France pour la Police exterieure qu'autant qu'il eſt conforme aux Loix & aux Uſages qui y ſont autoriſez, s'il y avoit quelque doute ou quelque obſcurité reſultant des termes de ce Chapitre, il faudroit l'éclaircir par les autres endroits du même Concile & de la même Seſſion où ſon eſprit & ſon intention paroiſſent encore plus nettement, comme par le Chapitre 9. où il declare que les Monaſteres de Religieuſes qui ſont en Congregations & ſous des Superieurs Reguliers, doivent abſolument demeurer & eſtre laiſſez ſous leur ſoin & à leur garde, *ſub eorum curâ & cuſtodiâ ;* & par le Chapitre 20. où il declare encore qu'à l'exception de l'établiſſement de quelques Officiers qu'il change à l'occaſion des Commendes, il n'entend pas toucher en aucune façon aux Droits, Privileges & Exemptions des Ordres Reguliers qu'il confirme & veut demeurer en leur entier : *In cæteris omnibus præfatorum Ordinum Privilegia & facultates quæ ipſorum perſonas, loca & jura concernunt, firma ſint & illæſa.*

Et ſi tous ces endroits ne ſuffiſoient pas encore pour lever l'obſcurité pretenduë, il faudroit recourir aux termes qui ſont ſi clairs & ſi déciſifs de la Conſtitution *Periculoſo*, puiſque c'eſt elle que le Concile renouvelle & dont il ordonne l'execution ſans y déroger en aucune maniere.

Il faudroit encore recourir à la déciſion de l'Aſſemblée des Prélats de France tenuë en la Ville de Melun peu aprés le Concile où la pluſpart avoient aſſiſté, ſuivant laquelle ils n'obligerent les Religieuſes qui ſeroient en neceſſité de ſortir de leur Clôture, que

d'en prendre la permiſſion de leur Superieur, *de ſui Superioris licentiâ in ſcriptis obtentâ.*

Il faudroit auſſi recourir à l'Article 31. de l'Ordonnance de Blois dreſſé par l'avis des Etats Generaux du Royaume, où avoient encore aſſiſté les mêmes Prélats, laquelle voulant conſerver à chacun ſa juriſdiction, & tranſcrivant les termes du Reglement fait par le Concile, ordonna que les Evêques donneroient les permiſſions de ſortir aux Religieuſes qui leur ſont ſoumiſes, & les Superieurs Reguliers à celles qui ſont ſous leur conduite.

Enfin, il faudroit recourir à l'uſage & à la poſſeſſion qui a toûjours ſuivi depuis d'une maniere conſtante & uniforme, & à l'Article 39. du Bref du Pape Alexandre VII. rendu avec connoiſſance de cauſe aprés l'examen d'une Congregation de pluſieurs Cardinaux, Evêques & Prélats en l'année 1666. pour la reformation generale de l'Ordre de Ciſteaux, en conſequence du renvoy fait par Arreſt du Conſeil d'Etat, & de plus revétu de Lettres Patentes & regiſtré au Grand Conſeil.

Par cet Article, conformément à la Decretale *Periculoſo* & au Concile de Trente, il eſt ordonné non aux Evêques Dioceſains, mais à l'Abbé General de Ciſteaux & aux autres Superieurs qui ont des Monaſteres de Religieuſes de leur dépendance, d'y établir & d'y faire exactement garder la Clôture ; *Præcipiendo Abbati Generali & quatuor primis & aliis Patribus Abbatibus, ut omnes ſibi ſubditas Moniales ad Clauſuram à Bonifacio Octavo & à Concilio Tridentino ordinatam, utique reducant & cogant.*

6. Que ſi le Concile de Trente doit eſtre ainſi expliqué, on ne peut pas donner un autre ſens à l'Article 19. de l'Edit du Roy de 1695. que MM. les Evêques objectent, puiſque cet Article n'eſt autre choſe qu'une traduction litterale du Decret du Concile, & que d'ailleurs il n'a eſté fait que *ſuivant & en execution des ſaints Decrets & des Conſtitutions Canoniques*, comme il le porte expreſſement : ne comprenant ainſi que les Monaſteres qui dépendent des Ordinaires ou qui ſont immediatement ſoumis au Saint-Siege, & non pas ceux qui ſont en Congregations ſous des Chapitres Generaux & des Superieurs Reguliers.

Et quand méme ceux qui l'ont dreſſé, auroient eu intention de les y comprendre, la Declaration de 1696. qui eſt ſurvenuë

& qui a eſté donnée pour luy ſervir d'interpretation, les en auroit tirez, *le Roy voulant que ſon Edit*, c'eſt-à-dire tous les Articles dont il eſt compoſé, *ſoit executé ſans préjudice des droits, privileges & exemptions des Monaſteres qui ſont en Congregations, que Sa Majeſté veut & entend avoir lieu en la maniere qu'ils l'ont eu juſqu'à preſent.*

Quelqu'autre ſens qu'on veuille donner à cet Article, il ne luy convient pas aſſurément, puiſqu'il y auroit de la contradiction, & pour les autres raiſons qu'on a déduites dans la Réponſe faite aux Memoires de MM. les Evêques, pages 420 & 421.

MM. les Evêques connoiſſant bien que toutes les Regles, 7.
Conſtitutions Canoniques, Ordonnances, Arreſts & Uſages ſont contre leur pretention, ont voulu ſe ſervir de l'exemple des autres Monaſteres, notamment de ceux qui ſont en Italie même de l'Ordre de Ciſteaux, où ils diſent que ce ſont les Evêques Dioceſains qui ſont chargez du ſoin de la Clôture.

Mais que pourroient des exemples contre des loix & des déciſions ſi formelles ? Si quelques Monaſteres particuliers n'ont pas eu le ſoin & la force de ſe maintenir dans leurs droits, peut-on en tirer des conſequences contre les autres & contre des Ordres entiers ? On a répondu que les Monaſteres de Religieuſes qui ſont en France ſous des Congregations & qui ſe gouvernent par les loix reçûës dans le Royaume, ne prennent leurs permiſſions que de leurs Superieurs Reguliers ; & que comme en Italie c'eſt un gouvernement Bullaire, c'eſt-à-dire qui ſe regle ſuivant les Bulles qu'il plaiſt aux Papes de donner, on n'en peut rien conclure contre ce qui ſe pratique en France où l'on ſuit les Ordonnances & les Edits du Prince.

A l'égard des Monaſteres de l'Ordre de Ciſteaux, on peut dire avec certitude, que ceux qui ſont en Eſpagne, en Pologne, en Allemagne, en Flandre & en quelqu'autre Province que ce ſoit de la Chrétienté, ont tous un uſage uniforme, & qu'ils ne s'adreſſent qu'à leurs Superieurs pour avoir leurs permiſſions, jouiſſant pleinement de leurs Privileges qui les exemptent de tout autre concours.

Il eſt vray qu'il y en avoit auſſi quelques-uns en Italie qui en uſoient 8.
de même, mais ils ont eſté diſtraits de l'Ordre & ſoumis entierement aux Ordinaires dés l'an 1579. par une Bulle du Pape Gregoire XIII. d'une maniere dont MM. les Evêques peuvent d'autant

moins tirer avantage, qu'au-contraire leur exemple doit ſervir de raiſon à maintenir ceux de France principalement dans l'entiere jouiſſance de leurs Privileges.

La preuve qu'on en peut donner, ne ſçauroit eſtre ſuſpecte étant tirée du Recueil imprimé à Paris en 1628. des Lettres écrites en 1581. & 1582. au Roy Henry III. par Mre Paul de Foix Archevêque de Toulouſe & ſon Ambaſſadeur à Rome.

Page 322. C'eſt dans la 34e écrite le 6. Mars 1582. où cet Archevêque Ambaſſadeur rend compte au Roy de ce qu'il a fait en conſequence de ſes ordres, & de qui s'eſt paſſé dans une Audience qu'il avoit eu du Pape avec le Cardinal d'Eſt Protecteur des affaires de France, le premier jour du même mois.

Il fait un long recit des raiſons qu'il dit à Sa Sainteté en luy preſentant une Lettre du Roy ſur le même ſujet, pour luy faire connoiſtre l'intereſt qu'avoit Sa Majeſté de s'oppoſer à cette diſtraction des Monaſteres de Religieuſes en Italie, de l'obéïſſance & de la ſujettion de l'Abbé de Ciſteaux, la faiſant ſouvenir que Sa Majeſté luy en avoit déja écrit pluſieurs fois & fait parler du temps que M. d'Albin eſtoit Ambaſſadeur, pour la prier de revoquer cette Bulle, & de remettre les choſes en l'état qu'elles eſtoient, comme une choſe qu'elle avoit eu & avoit encore extrémement à cœur.

Pages 324. & 328. Ils repreſenterent que ç'avoit eſté une ſurpriſe qui luy avoit eſté faite à la ſollicitation & par l'importunité & l'ambition de perſonnes mal intentionnées pour la France, ce qui portoit grand préjudice à Sa Majeſté & étoit d'une grande conſequence pour l'Ordre de Ciſteaux qui ne pouvoit en attendre que tout mal & deſolation au ſpirituel & au temporel.

Cet Archevêque Ambaſſadeur s'étendit principalement ſur le ſpirituel, repreſentant *que les Evêques qui ont leur Dioceſe chacun à part, & ne ſont verſez en cette diſcipline & façon monaſtique & reguliere, ne peuvent entretenir l'union & la conformité qui doit eſtre en tous les Monaſteres d'un même Ordre pour le regard de la Regle, Statuts, Police, Diſcipline, Vie, Mœurs & toutes autres choſes appartenant à la Religion &c.*

Page 329.

Enfin ils conclurent & prierent le Pape de revoquer ſa Bulle; & de ne rien innover à cauſe des mauvaiſes ſuites & conſequences : & comme Sa Sainteté leur répondit que ce qui l'avoit incité

à

à faire cette diſtraction, eſtoit qu'il y avoit eu de la malverſation de la part de quelques Religieux, & que les Viſiteurs qui eſtoient envoyez de France, n'entendoient pas la Langue Italienne & n'eſtoient pas entendus des Religieuſes, ils repliquerent ſur l'un & l'autre de ces deux motifs, notamment ſur le premier, qu'aſſurément les Superieurs n'avoient commis aucune malverſation ; *mais que depuis que les Evêques avoient entrepris l'office des Reguliers, il ſe trouvoit qu'en ſi peu de temps,* (c'eſt-à-dire de trois à quatre ans) *il y avoit eu plus de ſcandales aux Monaſteres de Religieuſes, qu'en cinq cens ans qu'il y avoit que cet Ordre fut inſtitué.* Page 337.

C'eſt un Cardinal & un Archevêque revétu du caractere d'Ambaſſadeur, qui parlent ainſi & de la part du Roy : le Pape en fut touché, & leur laiſſa l'eſperance de voir ſa Bulle revoquée : Aprés ſa mort, Sa Majeſté continua ſes inſtances auprés de ſon Succeſſeur ; mais les malheurs & les troubles qui arriverent enſuite à la France, en empeſcherent l'effet ; de maniere que les Monaſteres de Religieuſes qui ſont en Italie, n'eſtant plus en Congregations ni dépendans de l'Ordre de Ciſteaux, ſont demeurez ſous la conduite & le gouvernement des Ordinaires : & ainſi l'exemple qu'on a voulu en tirer, ne peut ſervir de rien, ſi ce n'eſt pour montrer que les changemens & les innovations ſont extrémement à craindre dans les anciens Ordres, & qu'il eſt de l'intereſt du Roy & de l'Etat de ne pas ſouffrir qu'il en ſoit fait principalement dans celuy de Ciſteaux, dont la Juriſdiction s'étendant dans toutes les Provinces de la Chrétienté, il ſeroit à craindre que la moindre diminution qui s'en feroit en France, ne donnaſt lieu & occaſion à d'autres démembremens plus conſiderables.

REPONSE

DE M. L'ABBE' DE CISTEAUX au troiſiéme & nouveau Memoire de MM. les Evêques, qui a pour Titre :

Réponſe aux deux Memoires de Monſieur l'Abbé de Ciſteaux & de Madame l'Abbeſſe de Fontevraud, concernant l'obligation des Evêques de veiller ſur la Clôture des Monaſteres de Religieuſes, & leur pouvoir de juger des cauſes legitimes de permettre aux Religieuſes d'en ſortir.

CE troiſiéme & nouveau Memoire auroit dû eſtre une replique à celuy que M. l'Abbé General de l'Ordre de Ciſteaux a donné pour répondre aux deux premiers de MM. les Evêques & faire voir le peu de fondement qu'a leur pretention ſur la Clôture des Religieuſes dans les Monaſteres exempts qui ſont gouvernez par des Superieurs Reguliers ; cependant il n'eſt rien moins que cela & n'y répond point du tout, ne faiſant que repeter ce qu'ils ont déja dit dans le premier des deux Memoires qu'ils preſenterent au Roy au mois de Septembre dernier 1701. ſans rien repliquer ſur les raiſons & les autoritez qu'on a apportées & qui montrent l'inutilité & la foibleſſe de celles dont ils ſe ſont ſervi : de maniere que l'on peut dire que leur premier Memoire & celuy-cy ne ſont qu'une même choſe, ſans preſque d'autre changement que de l'ordre & de deux ou trois citations.

On pourroit donc ſe diſpenſer d'y faire une nouvelle Réponſe, puiſque la premiere ſubſiſte & demeure ainſi ſans replique ; mais parce que l'on eſpere tirer encore avantage de ce qu'ils y diſent, par les éclairciſſemens que l'on y donnera, l'on veut bien

l'examiner tout de nouveau, ſuccintement neanmoins en ſuivant l'ordre qu'ils y tiennent.

Réponſe au troiſiéme & nouveau Memoire de MM. les Evêques.

Ils commencent par trois Obſervations qu'ils font pour expliquer quel eſt l'eſprit de l'Egliſe ſur ce qui fait le ſujet de la conteſtation.

Trois Obſervations. Page 1.

La premiere, qu'il eſt certain de l'aveu même diſent-ils des Reguliers, que ſuivant l'ancienne diſcipline, les Evêques eſtoient ſeuls les Juges des cauſes legitimes de la ſortie des Religieuſes; mais qu'il ne s'agit preſentement que de la diſcipline approuvée dans les derniers ſiecles, particulierement depuis le Concile de Trente.

Réponſe à la premiere Obſervation.

La diſcipline a eſté dans tous les temps avant & depuis le Concile de Trente, que les Superieurs des Monaſteres, Patriarches, Primats, Archevêques, Evêques ou Abbez, ont eſté les Juges des ſorties des Religieuſes, & que ce ſont eux qui les ont permiſes dans les cas de neceſſité, chacun à l'égard des Monaſteres de ſa dépendance; & c'eſt ce dont peuvent & doivent demeurer d'accord les Reguliers & pareillement MM. les Evêques.

Que ſi dans les premiers ſiecles il n'eſtoit parlé que des Evêques, c'eſt qu'il n'y avoit pas alors d'autres Superieurs qu'eux, n'y ayant pas encore de Monaſteres Exempts, ni d'Ordres Reguliers & de Congregations dans leſquelles les Monaſteres fuſſent unis & dépendans les uns des autres.

Deuxiéme Obſervation du nouveau Memoire, pag. 1.

Par la ſeconde Obſervation, MM. les Evêques conviennent que les Superieurs Reguliers qui ont la direction des Monaſteres de Religieuſes, *ſont chargez de veiller à ce qu'elles n'en puiſſent ſortir ſans cauſes legitimes*, mais ils demandent ſi l'Egliſe s'en repoſe entierement ſur leur ſoin & leur diſcernement, ou ſi elle veut y ajoûter l'inſpection & l'examen des Evêques des lieux.

Réponſe.

Le Concile de Trente par avance a répondu à cette demande, lorſqu'au Chapitre 9. de la 25e Seſſion, voulant que les Monaſteres de Religieuſes qui ſont immediatement ſoumis au Saint Siege, ſoient à l'avenir gouvernez par les Evêques Dioceſains en qualité de Déleguez du Pape, il a declaré qu'à l'égard de ceux qui ſont en Corps d'Ordres & ſous des Superieurs Reguliers, ſon intention eſt qu'ils demeurent & ſoient laiſſez ſous la conduite & la garde de ces Superieurs : *Quæ verò Monaſteria Monialium à Deputatis in Capitulis Generalibus vel ab aliis*

Réponſe au troiſiéme & nouveau Memoire de MM. les Evêques.

Regularibus reguntur, ſub eorum curâ & cuſtodiâ relinquantur.

Ces Monaſteres-là eſtoient ſans difficulté avant le Concile de Trente, ſous l'entier gouvernement des Superieurs Reguliers pour la Clôture & pour toutes autres choſes ſans le concours des Evêques, & la Conſtitution du Pape Boniface VIII. les y avoit maintenus ; le Concile qui renouvelle & confirme cette Conſtitution ſans aucune marque de dérogation, ordonne qu'on les y laiſſe, *relinquantur* : peut-on douter que l'Egliſe ne s'en repoſe ainſi entierement ſur ces Superieurs ? ils n'ont rien qui les en rende indignes & incapables, & le mot *cuſtodia* déſigne particulierement la Clôture.

Troiſiéme Obſervation du nouveau Memoire, *p.* 12. & 13.

La troiſiéme Obſervation de MM. les Evêques, eſt qu'ils diſent que la pratique eſt conſtante dans les Egliſes d'Italie & en pluſieurs autres, de demander l'examen & l'approbation des Evêques outre celle des Superieurs Reguliers ; & cela diſent-ils, eſt prouvé par des Declarations de la Congregation du Concile & par pluſieurs Auteurs qu'ils citent, s'étonnant que M. l'Abbé de Ciſteaux ait voulu le revoquer en doute.

Réponſe.

On a auſſi déja répondu dans divers endroits du premier Memoire de M. l'Abbé de Ciſteaux & dans un petit Sommaire qu'il y a ajoûté, que ces exemples ne regardent pas l'Ordre de Citeaux, & qu'il n'a preſque plus aucun Monaſtere de filles de ſa dépendance en Italie, depuis qu'ils y ont eſté diſtraits de ſon obéïſſance par une Bulle ſurpriſe du Pape Gregoire XIII. que le Roy Henry III. tâcha par toutes ſortes de moyens, de faire revoquer comme une choſe qui luy eſtoit tres-préjudiciable.

Mais au fond, que pourroient ces exemples contre des loix poſitives & ſi préciſes comme ſont celles qu'on a apportées pour appuyer le droit des Superieurs Reguliers des exemples d'un gouvernement ſi different de celuy de France qui ſe regle par les anciens Canons & par les Ordonnances & les Edits du Prince ; au lieu que celuy d'Italie eſt reglé par des Bulles qui font un nouveau droit : des exemples enfin, de Monaſteres particuliers qui ne ſe ſont pas conſervez dans l'uſage de leurs Privileges, contre des Ordres entiers qui en ſont en poſſeſſion conſtante, uniforme & autoriſée depuis pluſieurs ſiecles ſans nulle interruption ?

Il eſt vray qu'il y a quelques Bulles des Papes, quelques Decrets de la Congregation établie pour interpreter le Concile, &

quelques Auteurs qui ſemblent favoriſer la pretention de MM. les Evêques ; mais ces Bulles ne ſont pas reçûës ni executées en France & ne peuvent l'eſtre, comme on l'a remarqué dans la Réponſe qui a eſté faite au premier Memoire ; & de plus elles ſont contraires à l'ancien Droit & aux Ordonnances qui regiſſent le Royaume ; de même que les Decrets de la Congregation qui n'ont eſté rendus que poſterieurement & en execution de ces Bulles, & pareillement les témoignages des Auteurs qu'on a citez ; de maniere qu'ils les ont plûtoſt expliquées que le Concile, comme il reſulte de leurs citations où l'on voit que leur ſentiment a eſté qu'en vertu du Concile de Trente, les Religieuſes qui ont des Superieurs Reguliers, ne doivent s'adreſſer qu'à eux pour avoir permiſſion de ſortir de leur Clôture dans les cas de neceſſité ; & que ſi on les oblige en certains lieux de recourir pour cela aux Evêques Dioceſains, ce n'eſt qu'à cauſe de la Bulle du Pape Pie V. C'eſt ainſi que ſe ſont expliquez Barboſa, Tamburinius, Zerola, Piaſecius &c. Voicy les termes dans leſquels Bonacina exprime ſon ſentiment en ſon Traité *de Clauſurâ, quæſt. 1. n. 8. Hoc tamen intelligendum eſt ubi prædictus Pii V. motus uſu receptus eſt ; alicubi enim uſu receptus non eſt, & conſequenter in Monaſteriis exemptis non eſt neceſſaria in iis locis Epiſcopi licentia, ſed ſufficit facultas Generalis aut Provincialis aut Superioris Monaſterii juriſdictionem quaſi Epiſcopalem habentis.*

Réponſe au troiſiéme & nouveau Memoire de MM. les Evêques.

Tous les autres Auteurs qui ſe ſont fondez ſur la Decretale *Periculoſo* & ſur le Concile de Trente, & qui ſont en grand nombre rapportez par Barboſa en ſon Traité *de officio & poteſtate Epiſcopi, alleg. 102. num. 28.* n'heſitent pas à dire qu'il ſuffit aux Religieuſes qui ont des Superieurs Reguliers, d'avoir leur permiſſion d'eux ſans avoir beſoin de recourir aux Evêques Dioceſains ; & Barboſa luy-même avouë qu'il n'eſt de ſentiment contraire qu'à cauſe de la Bulle du Pape Pie V. *Verùm ab illorum opinione diſcedere cogor propter expreſſa verba prædictæ Conſtitutionis Pii V. de anno 1570.*

On en uſe donc ainſi en Eſpagne, en Allemagne, en Pologne, Sileſie, Boheme, Hongrie, Suiſſe, Flandre, Lorraine & dans tout le Royaume : & bien loin que l'on puiſſe s'en plaindre & dire comme font MM. les Evêques, que c'eſt un deſordre, au contraire on peut aſſurer que c'en ſeroit un tres-grand, ſi l'on

Réponſe au troiſiéme & nouveau Memoire de MM. les Evêques.

quittoit l'ancien uſage & que l'on en agiſt autrement, parce qu'il eſt impoſſible qu'un Monaſtere ait deux Superieurs indépendans l'un de l'autre, ſans y cauſer une grande diviſion.

Pag. 4.

Quelque claire & ſolide que ſoit la Réponſe qu'on a faite au premier Memoire de MM. les Evêques, pour faire voir que le 5e Chapitre de la 25e Seſſion du Concile de Trente n'eſt pas contraire au droit des Reguliers, ils ne laiſſent pas d'y inſiſter encore, & même ils veulent que le ſens qu'ils luy donnent, ſoit confirmé par le 22e Chapitre de la même Seſſion, où le Concile ordonne l'execution de ſes Reglemens dans tous les Monaſteres de Religieux & de Religieuſes.

Réponſe.

Mais cette Ordonnance ne fait autre choſe que d'obliger ceux pour leſquels les Reglemens ſont faits, à les obſerver exactement & reſpectivement auſſi-bien les Evêques que les Superieurs Reguliers, les Religieux & les Religieuſes, les Exempts & les non Exempts ſans rien déterminer, de maniere qu'il confirme ce qui y eſt reglé en faveur des Reguliers.

Que s'il eſtoit neceſſaire de donner de l'éclairciſſement à ce 5e Chapitre par quelques autres de la même Seſſion, puiſque tous ont eſté apparemment faits dans une même ſeance, & qu'ils doivent avoir le même eſprit, il eſt ſans doute qu'on le devroit prendre des 9e & 20e Chapitres, pour convaincre que ce n'a point eſté l'intention du Concile de ſoumettre aux Evêques Dioceſains par le 5e pour ce qui regarde la Clôture, les Religieuſes exemptes qui ſont gouvernées par des Reguliers & ſont en Corps d'Ordre : pourquoy le Concile ne l'auroit-il pas exprimé en dérogeant comme il auroit dû faire par une clauſe expreſſe, à leur Exemption ? S'il l'avoit voulu faire, comment auroit-il pû dire dans le Chapitre 9e que les Monaſteres de Religieuſes immediatement ſoumiſes au Saint-Siege, ſeront à l'avenir gouvernez par les Evêques Dioceſains comme Déleguez du Pape ; mais que ceux qui ſont ſous la conduite des Reguliers, y demeureront & ſeront laiſſez ſous leur ſoin & ſous leur garde, *ſub eorum curâ & cuſtodiâ relinquantur* : & dans le 20e, qu'à la reſerve de l'inſtitution de quelques Officiers pour les Monaſteres d'hommes qui ſont en Commende, ſon intention n'eſt point de déroger ni toucher en quelque maniere que ce ſoit, à leurs Privileges & à leur Exemption, ni de leur donner aucune atteinte ? *In cæteris omnibus Præfatorum Ordinum privilegia & facultates quæ ipſo-*

Réponſe au troiſiéme & nouveau Memoire de MM. les Evêques.

rum perſonas, loca & jura concernunt, firma ſint & illæſa : quand même il y auroit eu quelque choſe de contraire dans ce 5e Chapitre, les 9e & 20e qui luy ſont poſterieurs, l'auroient corrigé & rétabli.

Il y auroit autrement en ces diſpoſitions une contradiction manifeſte, en ce qu'en même temps que le Concile auroit dérogé à l'Exemption de ces Monaſteres exempts, comme on le ſuppoſe, pour les ſoumettre à l'inſpection des Evêques Dioceſains au regard de la Clôture, il auroit auſſi declaré qu'il entendoit confirmer en tout *in omnibus* cette Exemption, & que les Evêques Dioceſains n'auroient aucune inſpection dans ces Monaſteres qui ſeroient laiſſez ſous l'entiere direction de leurs Superieurs Reguliers.

Mais il n'eſt pas neceſſaire de ſortir du Chapitre 5e pour en penetrer le ſens, il contient trois diſpoſitions principales qui le marquent tres-clairement, & qui font voir que ce n'a point eſté ſon intention de rien oſter aux Superieurs Reguliers dans les Monaſteres de Religieuſes qui dépendent d'eux, touchant la Clôture, pour le donner aux Evêques Dioceſains.

Par la premiere, outre qu'il n'y eſt fait aucune mention de ces Monaſteres-là, le Concile renouvelle ſeulement la Conſtitution *Periculoſo*, & en la renouvellant ordonne aux Evêques auſquels elle eſtoit principalement adreſſée, de l'executer : & comme le Pape Boniface VIII. qui l'avoit faite, ne leur avoit commandé d'établir la Clôture de leur propre autorité que dans les Monaſteres qui leur eſtoient ſujets, & en qualité de Deleguez du Saint-Siege dans ceux qui dépendoient immediatement du Pape, le Concile fait la même choſe : *In omnibus Monaſteriis ſibi ſubjectis, ordinariâ ;* & pour les autres en abregé, *in aliis verò, Sedis Apoſtolicæ autoritate ;* & pour cela il ſe ſert des mêmes termes, de la même menace & de la même expreſſion, ſans dire pas un mot qui puiſſe s'appliquer aux Monaſteres ſoumis aux Reguliers, ſoit à cauſe qu'ils obſervoient déja la Conſtitution, & que par les Statuts de leurs Ordres ils y eſtoient encore aſtreints, au lieu que les Evêques n'avoient pas d'autre Regle, ſoit que le Concile ſe reſervât d'en parler dans un autre endroit comme il le fit dans le 9e Chapitre que l'on vient d'expliquer.

Par la ſeconde diſpoſition du Chapitre 5e, le Concile regle en general les entrées dans la Clôture, & ne veut pas qu'elles ſe faſſent qu'avec la permiſſion de l'Evêque ou Superieur, *ſine Epi-*

Réponſe au troiſiéme & nouveau Memoire de MM. les Evêques.

ſcopi vel Superioris licentiâ in ſcriptis obtentâ ; ce qu'il repete une ſeconde fois pour perſuader que ſon deſſein n'eſtoit pas de rien faire en faveur de l'un au préjudice de l'autre : *Dare autem tantùm Epiſcopus vel Superior licentiam debet in caſibus neceſſariis.*

Par la 3e & derniere diſpoſition de ce même Chapitre, le Concile deſirant qu'autant qu'il ſeroit poſſible, les Monaſteres de Religieuſes qui eſtoient à la Campagne, fuſſent pour plus grande ſeureté transferez dans les Villes, il ordonne encore que cela ſe fera par les Evêques & les Superieurs de ces Monaſteres : tant il prend ſoin que leur juriſdiction ne ſoit pas confonduë & qu'elle ſoit conſervée à qui elle appartient : *Curent Epiſcopi & alii Superiores, ſi ita videbitur expedire, ut Sanctimonialium Monaſteria intrà urbes vel oppida frequentia reducantur.*

Quand toutes ces preuves ne ſeroient pas auſſi convainquantes qu'elles ſont, étant tirées du Concile même, de ſes termes & de ſon eſprit, il ſuffiroit pour ne pouvoir point douter du ſens qu'on luy donne, de voir ce qui l'a precedé & ce qui l'a ſuivi, c'eſt-à-dire la Conſtitution *Periculoſo*, qui en eſt le fondement puiſqu'elle y eſt renouvellée & confirmée, & pareillement le ſentiment de ceux qui ont approché de plus prés le temps du Concile, & l'uſage qui s'en eſt enſuivi.

A l'égard de la Conſtitution *Periculoſo* que le Concile a renouvellée & a eu intention de faire executer, rien n'eſt plus clair qu'elle n'a pas confondu les Monaſteres ſujets aux Reguliers avec les autres ; elle les a au contraire diſtinguez d'une maniere à ne laiſſer aucun doute, & cela ſe voit par le Titre même & par toutes les diſpoſitions qu'elle enferme, comme on l'a montré dans les pages de la Réponſe au premier Memoire.

Nouveau Memoire. pag. 8.

MM. les Evêques prétendent neanmoins que cette Conſtitution ne charge les Reguliers de contribuer à l'établiſſement de la Clôture dans les Monaſteres de leur juriſdiction, qu'en leur procurant des aumônes & des charitez pour en pouvoir baſtir les murailles & ſatisfaire aux dépenſes neceſſaires ; & la preuve qu'ils en donnent, eſt que le Pape declare expreſſément qu'il n'entend pas que le pouvoir qu'il attribue ſur ces Monaſteres aux Evêques en faveur de la Clôture, puiſſe eſtre tiré à conſequence & s'étendre ſur aucune autre partie de leur Exemption ; ce que le Concile a pareillement inſinué par cette clauſe dérogatoire, *Indultis quibuſcunque & Privilegiis non obſtantibus ;* d'où ils voudroient inferer

que

que la Conſtitution & le Decret du Concile ont compris les Monaſteres ſujets aux Reguliers pour les ſoumettre aux Evêques ſur le fait de la Clôture.

Réponſe au treiſiéme & nouveau Memoire de MM. les Evêques.

Mais on a déja répondu à l'endroit que l'on vient de citer, à l'une & à l'autre de ces deux objections ; premierement que la charge que le Pape Boniface VIII. a impoſée de procurer aux Monaſteres de quoy fournir à la dépenſe de la Clôture, regarde également les Evêques & les Superieurs Reguliers ; ce ſont les mêmes termes, la même expreſſion, la même phraſe pour les uns & les autres ſans nulle diſtinction. Et quant à la reſerve ou clauſe dérogatoire, elle ne tombe que ſur les Monaſteres exempts qui par leurs Privileges eſtoient immediatement ſoumis au Saint-Siege, de ſorte que le Pape & le Concile enſuite, voulant aſſujettir aux Evêques ces Monaſteres-là pour le regard de la Clôture, ils ont dû ſelon les Regles, déroger en cela à leur Exemption.

Pour ce qui eſt des autres preuves exterieures & qui ſe tirent hors du Concile, ſoit du ſentiment de ceux qui en étoient fort proche ou de l'uſage, il n'y a qu'à voir la maniere dont s'en ſont expliquez les Prelats qui y avoient aſſiſté, & qui depuis s'étant trouvez en 1578. & 1579. ſoit dans l'Aſſemblée generale des Etats de Blois, ſoit dans celle du Clergé de France en la Ville de Melun, ont contribué aux Reglemens qui y furent faits concernant la Clôture : on les a rapportez dans la Réponſe faite au premier Memoire.

Celuy qui compoſe l'Article 31. de l'Ordonnance de Blois ſur la Remontrance des Etats, eſt entierement conforme à la Conſtitution *Periculoſo* & au Decret du Concile de Trente, d'où l'on a tiré les termes dans leſquels il eſt conçû : *Et ne pourra aucune Religieuſe aprés avoir fait profeſſion ſortir de ſon Monaſtere pour quelque temps & ſous quelque couleur que ce ſoit, ſi ce n'eſt pour cauſe legitime qui ſoit approuvée de l'Evêque ou du Superieur* : L'alternative d'*Evêque* ou *Superieur* conſerve à chacun ſon droit & ſa juriſdiction.

L'Aſſemblée de Melun au lieu de l'alternative, s'eſt ſervi d'un mot generique qui comprend l'Evêque & le Superieur Regulier ſans neanmoins les confondre : *Nulli* Sanctimonialium *liceat exire à Monaſterio, niſi ex aliquâ urgente & legitimâ cauſâ, idque de ſui Superioris licentiâ in ſcriptis obtentâ.*

Réponſe au troiſiéme & nouveau Memoire de MM. les Evêques.

Quant à l'uſage qui a ſuivi & la Decretale *Periculoſo* & le Decret du Concile de Trente dans les Monaſteres ſujets aux Reguliers, il a toûjours eſté tel qu'il eſtoit auparavant, ſuivant les Statuts de leurs Ordres & tres-conforme à ces deux Reglemens; Uſage au reſte conſtant, uniforme & ſans interruption, ſuivant lequel on ne s'eſt point adreſſé pour les permiſſions de ſortir de la Clôture qu'aux ſeuls Superieurs de ces Monaſteres, ſans que jamais on ait eſté tenu de recourir pour cela aux Evêques Dioceſains : & cet uſage a eſté confirmé par tout ce qui peut le rendre inviolable & legitime, par des Bulles des Papes, par des Lettres Patentes des Rois, & par des Arreſts des Cours Superieures; juſques-là qu'encore en 1666. dans l'Article 39. du Bref du Pape Alexandre VII. donné en forme de Reglement pour la Reformation generale de l'Ordre de Ciſteaux, par l'avis d'une Congregation particuliere établie à cet effet, de pluſieurs Cardinaux, Evêques & Prelats de Cour de Rome, il fut expreſſément arreſté que ce ſeroit l'Abbé General & les autres Superieurs de cet Ordre, qui demeureroient chargez de tout le ſoin de la Clôture, pour l'établir & la faire garder dans les Monaſteres de leur dépendance, & cela en conformité de ce qui eſt reglé par la Bulle du Pape Boniface VIII. & par le Concile de Trente : *Præcipiendo Abbati Generali & quatuor primis & aliis Patribus Abbatibus, ut omnes ſibi ſubditas Moniales ad Clauſuram à Bonifacio Papa Octavo & à Concilio Tridentino ordinatam, utique reducant & cogant.* L'execution de ce Bref fut ordonnée par Arreſt du Conſeil d'Etat du Roy, & il fut en vertu de Lettres Patentes de Sa Majeſté regiſtré au Grand Conſeil, & toûjours depuis executé.

Il faut tomber d'accord qu'il eſt impoſſible de rien mieux prouver que l'eſt le Decret du Concile de Trente touchant la Clôture des Religieuſes, en faveur de leurs Superieurs Reguliers, car il l'eſt par luy-même, c'eſt-à-dire par les termes dans leſquels il eſt conçû, par ſon eſprit & par ſes autres diſpoſitions, par le Reglement qu'il a eu intention de renouveller & confirmer, par le ſentiment de ceux qui y eſtoient preſens & qui ont contribué à le former, par l'uſage & la poſſeſſion, par des Bulles & des Brefs, par l'Ordonnance de Blois qui regit le Royaume, par des Lettres Patentes, & enfin par des Arreſts qui l'ont ainſi jugé contradictoirement avec quelques-uns de MM. les Evêques, &

que l'on a produits & expliquez dans la page de la Réponſe à leur premier Memoire.

Réponſe au troiſiéme & nouveau Memoire de MM. les Evêques.

Ils croyent que pour détourner le vray ſens du Concile, c'eſt aſſez de dire comme ils font, qu'il ſert de fondement à une Bulle du Pape Pie V. de l'an 1566. qui ordonne aux Evêques de ſe joindre aux Superieurs pour obliger les Religieuſes rebelles & qui refuſeront de garder la Clôture, de s'y ſoumettre ſans que pour cela ils puiſſent s'arroger aucun pouvoir en autre choſe.

Pag. 2. du nouveau Memoire.

Il eſt vray que le Concile de Trente a donné lieu & occaſion à cette Bulle, mais elle ne fait rien en faveur des Evêques, que l'on ſçait bien d'ailleurs eſtre obligez d'aſſiſter les Superieurs en cas qu'ils ne puſſent ſe faire obéir & qu'ils s'adreſſaſſent à eux: & bien loin qu'ils doivent tirer avantage de cette obligation que la Bulle leur impoſe, au contraire elle leur défend de rien faire autre choſe que de preſter cette aſſiſtance aux Superieurs Reguliers quand ils la leur demanderont.

Réponſe.

Il eſt vray auſſi que le même Pape donna une autre Bulle en 1570. par laquelle il reduiſit les cas de ſortie des Religieuſes à trois ſeulement, *magni incendii vel infirmitatis lepræ aut epimidiæ;* & voulut qu'outre les permiſſions qu'elles auroient de leurs Superieurs, l'Evêque du Dioceſe certifiât la verité de l'une & l'autre de ces deux maladies, de lepre ou de peſte: ce que d'autres Papes ont confirmé depuis par d'autres Bulles, comme Gregoire XIII. & Gregoire XV. & là-deſſus les Congregations du Concile & quelques Canoniſtes ont formé leurs déciſions & fait leurs notes & declaré que les Religieuſes ſujettes aux Reguliers doivent outre les permiſſions de leurs Superieurs, avoir encore le conſentement de l'Evêque pour pouvoir ſortir de leur Clôture.

Ibidem pag. 3. du nouveau Memoire.

On s'eſt beaucoup étendu dans les pages de la Réponſe au premier Memoire de MM. les Evêques, à expliquer cette Bulle du Pape Pie V. de 1572. & à montrer qu'elle ne fait rien au fond pour leur pretention, ne leur donnant que le pouvoir d'atteſter qu'une Religieuſe qui veut ſortir, a la lepre ou la peſte, comme pourroit faire un ſimple Medecin.

Réponſe.

Et d'ailleurs, on a fait voir au même endroit, que cette Bulle n'eſt point executée & ne le peut eſtre en France, même à l'égard des Religieuſes qui dépendent des Evêques: qu'ils ſeroient fort à plaindre s'ils eſtoient obligez à l'executer, parce qu'ils ne pourroient

Réponſe au troiſiéme & nouveau Memoire de MM. les Evêques.

leur permettre la ſortie qu'en ces trois cas ſeulement, à moins que d'eſtre excommuniez d'excommunication majeure, privez de leurs dignitez & declarez inhabiles à poſſeder des Benefices : qu'enfin, on ne peut pas objecter cette Bulle en France, parce qu'elle n'y a pas eſté reçûë ni autoriſée, & qu'elle eſt contraire à l'ancien droit du Royaume, aux Uſages, à l'Ordonnance de Blois qui le regit, aux Lettres Patentes des Rois qui ont confirmé l'exemption des Ordres Reguliers, & aux Arreſts des Cours Superieures qui les yont maintenus.

Ibidem, p. 4.

Les Decrets des Congregations & les déciſions des Canoniſtes qui ont ces Bulles pour fondement, doivent avoir le même contredit, auſſi-bien que ce qu'on rapporte de quelques Conciles Provinciaux & des Reſolutions de MM. les Evêques dans leurs Aſſemblées du Clergé de 1625. 1635. & 1645. parce que n'eſtant pas autoriſées du Prince, ni conformes aux Loix & aux Uſages du Royaume, elles ne peuvent pas y ſervir de Reglement, dautant moins que les Evêques s'y ſont rendus Juges en leur propre cauſe, & qu'ils ont condamné ainſi les Reguliers qui n'eſtoient pas leurs Juridiques, ſans les entendre, *dicens jus extrà territorium, impunè non paretur illi.*

Ibidem, p. 5. du nouveau Memoire.

Ils ſuppoſent comme choſe conſtante, que ces Bulles des Papes & ces Decrets des Conciles Provinciaux n'ordonnent autre choſe que le rétabliſſement du droit commun dont l'obſervation avoit eſté negligée, & ils diſent que les Reguliers ſans exception de l'Ordre de Ciſteaux, ont d'autant moins de raiſon de s'y oppoſer, qu'ils ne peuvent juſtifier par aucun privilege reçû & approuvé, qu'ils ayent eſté ſouſtraits à cet égard à la juriſdiction des Ordinaires.

Réponſe.

Le droit commun qui peut eſtre au regard de la Clôture, n'eſt autre choſe que l'uſage qui s'eſt introduit par les privileges & les exemptions qui ont eſté accordées aux Reguliers, & qui ayant eſté autoriſées par la Decretale *Periculoſo*, par les Conciles de Baſle & de Trente, par les Loix du Royaume, & par les Lettres Patentes des Rois, fait partie des privileges & des libertez de l'Egliſe Gallicane. Peut-on pretendre que ce que demandent aujourd'huy MM. les Evêques, eſt une reduction au droit commun, ſous pretexte qu'ils ſe fondent ſur quelques Bulles & quelques Decrets ſi contraires à cet uſage & à l'ancienne diſcipline, & qui n'ont jamais eu aucune autoriſation dans le

Digitized by Google

Royaume ? ne doit-on pas plûtoſt dire que c'en eſt le renverſement & qu'il ne peut pas ſubſiſter avec leur pretention ?

Réponſe au troiſiéme & nouveau Memoire de MM. les Evêques.

Ils inſiſtent à ſoûtenir que c'eſt l'uſage du Royaume de ſe conformer aux Decrets des Conciles & aux Bulles des Papes qui rétabliſſent l'ancien droit des Evêques ſans intereſſer l'autorité du Souverain, ni faire de préjudice aux libertez de l'Egliſe Gallicane.

Nouveau Memoire de MM. les Evêques. *Ibidem.*

L'uſage du Royaume eſt de n'y recevoir aucun Reglement general, ni Bulles de Papes, ni Decrets de Conciles concernant la Police exterieure, que le Souverain ne les ait reçûs & autoriſez : bien moins encore quand ils ſont contraires à ſes Loix & à ſes anciens Uſages. Dira-t-on que ce n'eſt pas intereſſer ni le Prince ni les libertez de l'Egliſe Gallicane, d'en établir d'autres, & de compter pour rien ceux qui ſont pratiquez de tout temps, & qui ſont approuvez par les Ordonnances, les Lettres Patentes & les Arreſts ?

Réponſe.

Quant à ce que MM. les Evêques ont ajoûté que les Reguliers n'avoient pû juſtifier juſqu'à preſent par aucun privilege, qu'ils ayent eſté ſouſtraits à la juriſdiction des Ordinaires au regard de la Clôture ; il eſt ſurprenant qu'ils n'en ayent pas eſté convaincus par toutes les preuves qu'on en a données, par l'uſage établi, approuvé & pratiqué generalement dans le Royaume depuis qu'il y a des Ordres Reguliers, & qui en fait le droit commun : par la Decretale *Periculoſo :* par le Concile de Trente qui laiſſe l'entier gouvernement des Monaſteres de Religieuſes qui dépendent de ces Ordres, à ceux qui en ſont les Superieurs, & qui a pris tant de ſoin en parlant des entrées dans la Clôture, de marquer par une alternative, qu'eux ſeuls les peuvent permettre dans les Monaſteres qui leur ſont ſujets, car c'eſt à cet égard la même raiſon pour les entrées & pour les ſorties : par l'exemption de ces Ordres qui comme on a vû dans celle de Ciſteaux, les ſouſtrait entierement & ſans reſerve, *ab omni juriſdictione, ſuperioritate, correctione, dominio & poteſtate Epiſcoporum & aliorum Ordinariorum, totaliter & quoquo modo.*

Nouveau Memoire. *Ibidem.*

Réponſe.

Peut-on douter que cette ſouſtraction ne faſſe partie de l'exemption, aprés avoir vû que pour donner aux Evêques Dioceſains, l'inſpection ſur la Clôture des Religieuſes ſoumiſes au Pape immediatement, il a fallu y déroger par une clauſe expreſſe dans la Conſtitution *Periculoſo*, dans le Concile de Trente, & dans les

Réponſe au troiſiéme & nouveau Memoire de MM. les Evêques.

Bulles poſterieures ſur leſquelles ils ſe fondent ; de maniere qu'ils n'y ont aucun pouvoir pour cela, qu'en vertu de cette dérogation & en qualité de Déleguez du Saint Siege ?

Eux-mêmes en ont donné encore une autre preuve, quand en parlant de l'Ordonnance d'Orleans en la 16e page de leur premier Memoire, ils ont dit que *par l'Article 11e elle avoit ſoumis aux Evêques tous les Monaſteres pour la viſite & correction; ce qui*, ajoûtent-ils, *comprend ſans doute la Clôture & les cauſes legitimes de la ſortie :* tellement que l'on en doit conclure que ſi l'on a rendu aux Superieurs Reguliers ce droit de viſite & de correction & qu'on l'ait oſté aux Evêques, on ne peut pas douter que ces Superieurs n'ayent toute l'inſpection ſur la Clôture.

Ibidem. Nouveau Memoire.

MM. les Evêques croyent auſſi avoir bien juſtifié le contraire par une troiſiéme Bulle qu'ils citent du Pape Pie V. de 1567. & qu'ils diſent avoir trouvée dans le Recueil des Privileges de l'Ordre de Ciſteaux, en ce que le Pape ayant eſté conſulté pour ſçavoir le vray ſens du Decret du Concile de Trente touchant l'entrée dans les Monaſteres de Religieuſes ſujets aux Reguliers & ceux qui la peuvent permettre, il n'eſt fait nulle mention de la ſortie des Religieuſes ; d'où ils concluent qu'ils reconnoiſſoient par ce ſilence, qu'ils n'avoient aucune conceſſion pour ce regard ; & ils ſe confirment en cette opinion par le témoignage qu'a rendu M. Dubois dans ſon Livre des Maximes du Droit Canonique, où il dit que les Monaſteres de Moniales ſoumis aux Chefs-d'Ordres, ſont ſujets à la viſite des Evêques Dioceſains quant à la Clôture.

Ibidem.

Réponſe.

Cette Bulle qui eſt imprimée dans le Grand Bullaire Romain pour la 41e Conſtitution du Pape Pie V. n'a point eſté obtenuë par l'Ordre de Ciſteaux, mais par les Religieux Mendians : & quand on pourroit en inferer quelque choſe, ce ne ſeroit au plus qu'une preuve negative qui n'apporteroit pas un grand avantage à MM. les Evêques ; mais on eſpere qu'il ne ſera pas inutile puis qu'eux-mêmes la rapportent, d'en toucher un mot.

Il eſt vray que les Religieux Mendians ſe plaignirent au Pape, de ce que ſous pretexte de l'alternative dont s'eſt ſervi le Concile de Trente pour exprimer celuy qui a le droit de permettre l'entrée dans la Clôture, *Epiſcopus aut Superior*, les Evêques Dioceſains entreprenoient de le faire dans les Monaſteres ſujets aux

Reguliers. Voicy l'interpretation & la déciſion qu'en fit le Pape, les termes en ſont tres-remarquables.

Réponſe au troiſiéme & nouveau Memoire de MM. les Evêques.

Cùm inhoneſtum ſit quemlibet in alienam meſſem falcem injicere, Monialiumque Monaſteria nonniſi de Epiſcopi vel Superioris licentiâ, & in caſibus neceſſariis aliquis ingredi præſumat, in Seſſione 25. Can. 5. prohibeatur : hoc tantùm in illis Monaſteriis locum habere volumus quæ Ordinariis ipſis pleno jure ſubſunt, in quibus in caſibus neceſſariis ipſi dare licentiam poſſint, & non in aliis Monaſteriis ; ità ut in præfatis Monaſteriis quæ Ordinariis ipſis pleno jure non ſubſunt, ipſi Ordinarii illa ingredi non poſſint, prout in Regulis earum ſeu de jure ſtatuitur, & eis aliquos proceſſus adverſus Moniales ipſas ſeu Fratres hujuſmodi propterea ſeu aliàs ipſorum Ordinum Superioribus irrequiſitis, quoquo modo formare aut facere poſſe Prohibemus, ità ut aliquam juriſdictionem ſeu aliud quodcunque dominium in Moniales & Fratres hujuſmodi reſpectivè habere, exercere aut exequi nullatenùs poſſint aut debeant, imò illas & illos omnes ab eorum ſuperioritate, dominio, juriſdictione & poteſtate Eximimus & Liberamus, prout eis conceſſum eſt per ſua privilegia.

MM. les Eveſques ne peuvent pas permettre d'entrer dans les Monaſteres ſujets aux Reguliers ni y entrer eux meſmes, ni y faire aucun acte de Juriſdiction.

Cette diſpoſition eſt aſſez conſiderable pour meriter qu'on y faſſe quelques reflexions.

1°. Ce ſont MM. les Evêques qui citent & qui objectent cette Bulle, qui eſt d'un Pape aux ſentimens duquel ils ont témoigné en pluſieurs endroits de leurs Memoires, avoir une entiere déference.

2°. Elle eſt donnée trois ans ſeulement aprés le Concile de Trente & pour l'expliquer, dans un temps qui en eſtoit fort proche, & par un Pape qui en avoit une parfaite intelligence, eſtant pendant qu'il ſe tenoit, déja Cardinal & employé dans les affaires.

3°. Ce Pape regarde la pretention des Evêques concernant la Clôture des Religieuſes ſujettes aux Reguliers, comme une entrepriſe exorbitante ſur leurs droits, c'eſt ce que ſignifient ces mots, *Cùm inhoneſtum ſit quemlibet in alienam meſſem falcem injicere.*

4°. Il declare que le pouvoir des Evêques même à l'égard de la Clôture, eſt reſtraint, borné & limité aux ſeuls Monaſteres dont la conduite leur appartient, & qu'ils ne peuvent rien ſur les autres, non pas même y entrer, *ità ut illa ingredi non poſſint.*

Digitized by Google

Réponſe au treiſéme & nouveau Memoire de MM. les Evêques.

5°. C'eſt de droit que la défenſe leur eſt faite d'entrer dans ces Monaſteres, auſſi-bien que par les Regles & les Conſtitutions des Reguliers, *prout in earum Regulis ſeu de jure ſtatuitur.*

6°. Il leur eſt défendu de dreſſer ni faire aucune procedure qui regarde les Religieux & les Religieuſes ſous quelque pretexte que ce ſoit, ſans avoir préalablement requis & averti les Superieurs.

7°. Ils ne peuvent exercer ſur ces Monaſteres aucun acte de juriſdiction ni aucune ſuperiorité, eſtant entierement & abſolument ſouſtraits à leur conduite par les privileges qui leur ont eſté accordez.

8°. Il n'eſt pas à la verité parlé expreſſément de la ſortie des Religieuſes de la Clôture, parce qu'il n'en eſtoit pas queſtion, le Decret du Concile de Trente que le Pape explique, ne faiſant alors aucune difficulté là-deſſus : mais il eſt certain qu'il a parlé dans ſa Bulle d'une maniere qui ne peut faire douter que toute inſpection ſur la Clôture des Religieuſes ſujettes aux Reguliers, eſt interdite aux Evêques Dioceſains, de même que de toutes les autres choſes qui compoſent leur exemption : car enfin comment accorder ce qu'ils pretendent & que tout ce qui regarde la Clôture de toutes les Religieuſes ſans exception leur ſoit reſervé, s'ils ne peuvent pas ſeulement entrer dans les Monaſteres qui ne dépendent pas d'eux, ni y dreſſer un Procés verbal, ni y faire aucun acte de juriſdiction ?

Aprés cela, que peut produire le témoignage de M Dubois, autrefois leur Avocat & entierement dévoué à leur intereſt, ſi contraire aux Loix canoniques & civiles & aux Uſages pratiquez de tout temps ?

Nouveau Memoire. ibidem.

MM. les Evêques diſtinguent entre la diſcipline interieure & exterieure, & veulent bien que la premiere ſoit laiſſée aux Reguliers dans les Monaſteres de leur dépendance ; mais ils ſoûtiennent que l'exterieure intereſſant leur Dioceſe, la ſortie des Religieuſes les regarde & leur doit appartenir.

Réponſe.

Mais cette diſtinction eſt fort inutile, puiſque la conduite interieure & exterieure des Religieuſes, c'eſt-à-dire, dans le Cloître & hors du Monaſtere, regarde toûjours leurs Superieurs Reguliers, auſquels elles ſont également ſoumiſes en quelque état qu'elles ſe trouvent, parce qu'elles leur ont promis obéïſſance par tout, & que leurs perſonnes auſſi-bien que leurs Monaſteres jouiſſent

jouiſſent du Privilege de l'Exemption, que le Concile de Trente leur a encore confirmé tout de nouveau dans le 20e Chapitre de la Seſſion 25e : *Privilegia & facultates quæ ipſorum Ordinum perſonas, loca & jura concernunt, firma ſint & illæſa :* & ainſi la ſortie d'une Religieuſe de ſon Monaſtere, n'intereſſe pas plus la police d'un Dioceſe, que la ſortie d'un Religieux ; de maniere que ſi elle venoit à tomber en quelque faute conſiderable, l'Evêque ne pourroit pas la juger, mais ſeulement avertir ſon Superieur qui ſeroit tenu de la punir dans les ſix mois reglez par le Concile.

Réponſe au troiſiéme & nouveau Memoire de MM. les Evêques.

Ils paſſent aux Arreſts, & pretendent qu'il y en a pluſieurs qui ont jugé la queſtion en leur faveur, & cependant ils n'en citent que quatre qu'ils tirent du Recueil des Actes & Memoires du Clergé. Le premier, du Parlement de Toulouſe rendu en 1634. pour M. l'Evêque de Cominges contre les Religieuſes du Prieuré de Saint-Laurens de l'Ordre de Fontevraud : Le ſecond, du Conſeil Privé en 1635. au ſujet du premier, entre les mêmes Parties & Madame l'Abbeſſe de Fontevraud : & les deux autres en 1653. & 1670. contre deux Convens de Religieuſes de l'Ordre de Sainte-Claire, au profit de MM. les Evêques du Puy & de Siſteron.

Memoire, p. 6. Quatre Arreſts produits par MM. les Evêques.

De bonne foy quelle application peuvent avoir ces quatre Arreſts ſur la Juriſdiction & l'Exemption de l'Ordre de Ciſteaux, qui a des Privileges particuliers ſi précis & ſi generaux, & une poſſeſſion de cinq à ſix ſiecles ? Ces quatre Monaſteres peuvent avoir donné lieu dans des circonſtances particulieres à ces Arreſts, où ils ne ſe ſont pas ſuffiſamment défendus, où ils n'avoient pas eu ſoin de ſe conſerver dans l'uſage de leurs Privileges. Il y a lieu de s'étonner qu'avec tout le ſoin qu'on a eu de recueillir dans les Actes & Memoires du Clergé depuis ſi long-temps, toutes les pieces qu'on s'eſt imaginé pouvoir favoriſer les pretentions de MM. les Evêques ſur les Reguliers, ſans y rien jamais mettre de ce qui fait pour eux & qui pourroit ſervir à défendre leurs droits, on n'y ait pû trouver que ces quatre Arreſts, dont encore le plus ancien eſt de 1634. il faut les examiner.

Réponſe.

Celuy du Parlement de Toulouſe n'eſt rapporté que dans le vû des Pieces de celuy de l'année ſuivante 1635. & l'on voit qu'il n'avoit fait autre choſe que d'autoriſer une Ordonnance de M. l'Evêque de Cominges pour les reparations d'une Egliſe Paroiſſiale

Réponſe au troiſiéme & nouveau Memoire de MM. les Evêques.

qui dépendoit du Prieuré de Saint-Laurens, & pour celles de la Clôture de ce Prieuré qui n'étoit ni établie ni obſervée ; & cet Arreſt avoit eſté rendu ſur Requeſte : & ainſi par toutes ces circonſtances il ne peut eſtre tiré à nulle conſequence.

Encore moins celuy du Conſeil Privé de 1635. ſur la demande de Madame de Fontevraud en caſſation du premier Arreſt, & ſur un appel comme d'abus interjetté par elle de l'Ordonnance de M. de Cominges comme renduë au préjudice d'un autre Arreſt du Conſeil & de l'évocation generale de toutes ſes Cauſes au Grand Conſeil ; l'Arreſt ſur l'appel comme d'abus met les Parties hors de Cour, ſauf à ſe pourvoir pardevant le Metropolitain : il eſt aſſez difficile de ſçavoir de quoy peut ſervir cet Arreſt ſi meſlé à MM. les Evêques.

Le troiſiéme de 1653. eſt auſſi du Conſeil : M. l'Evêque du Puy viſitoit actuellement le Monaſtere de Sainte-Claire & eſtoit en poſſeſſion de le faire, comme il paroiſt par les Procés verbaux qu'il rapportoit des années 1648. & 1650. L'Arreſt le maintient en ſa poſſeſſion, & pareillement les Religieuſes en celle de jouir de tous leurs Privileges, Immunitez & Exemptions dans leſquelles elles s'eſtoient maintenuës.

Le quatriéme & dernier Arreſt de 1670. a eſté donné ſans entendre les Religieuſes de Sainte-Claire de la Ville de Siſteron, ſur une ſimple Requeſte où M. l'Evêque a expoſé tout ce qu'il a voulu & a fait ordonner qu'il continuera ſa viſite dans leur Monaſtere.

Il n'eſt pas aiſé de faire, comme on a déja dit, une juſte application de ces Arreſts ſur la pretention qu'ont aujourd'huy MM. les Evêques : car en un mot, ils demandent que le droit de juger des cauſes de ſortie des Religieuſes & de les permettre, leur ſoit attribué, & il n'eſt pas ſeulement parlé dans ces Arreſts ni de permiſſion de ſortir, ni des raiſons que l'on doit avoir pour le faire. Si quelques Arreſts peuvent & doivent jamais ſervir de préjugez à la conteſtation preſente, ce ſont ſans doute ceux qui ont eſté rendus contradictoirement & ſolennellement en faveur de M. l'Abbé de Ciſteaux en 1695. contre M. l'Evêque de Noyon pour l'Abbaye de Biache, & contre M. l'Evêque d'Apt pour l'Abbaye de Sainte-Croix, au Parlement de Provence en 1699. & au Conſeil d'Etat Privé du Roy en 1701. où il s'agiſſoit préciſement de ce qui fait aujourd'huy le Procés : à quoy l'on peut encore ajoû-

ter la Sentence arbitrale de feu M. l'Archevêque de Paris contre feu M. l'Evêque d'Apt en 1678. mais on eſt aſſuré qu'on ne les mettra pas dans les Actes & les Memoires du Clergé.

Réponſe au troiſiéme & nouveau Memoire de MM. les Evêques.

Ce ſont ces Arreſts-là que MM. les Evêques qualifient & appellent ſurpris, quoiqu'ils ſoient contradictoires, & que le premier n'ait eſté rendu qu'aprés douze Audiences de plaidoirie, & le ſecond aprés huit : cela n'eſt rien pour eux, non plus que les raiſons & les réponſes pertinentes qu'on a données ſur leur premier Memoire ſur la fin de la 3e Partie, pour montrer qu'ils n'ont pas un meilleur fondement ſur l'Edit du Roy de 1695. concernant la juriſdiction Eccleſiaſtique, recommençant à en parler tout de nouveau & comme ſi on n'y avoit pû rien répondre.

Memoire, *page 6*

Ibidem, p. 6.

Mais on a fait voir en cet endroit cité, que l'Edit de 1695. interpreté par la Declaration de 1696. leur eſt encore bien moins avantageux, puiſqu'il y paroiſt que l'intention de Sa Majeſté n'eſt & n'a jamais eſté que de ſe conformer aux ſaints Decrets & Conſtitutions Canoniques reçûës dans le Royaume & aux Ordonnances de ſes Prédeceſſeurs, & pareillement de faire jouir ſous ſa protection les Reguliers, des Exemptions legitimes qui leur ont eſté accordées, comme ils en ont uſé juſqu'à preſent. Quelque choſe que puiſſent dire au contraire MM. les Evêques, on ne croira jamais que Sa Majeſté ait voulu ſe contredire, & qu'au préjudice de tant de Regles Civiles & Canoniques & d'une poſſeſſion de tant de ſiecles, autoriſée par un ſi grand nombre de Lettres Patentes & d'Arreſts, elle ait eu intention de renverſer ce qu'elle aſſure elle-même avoir deſſein de maintenir.

Réponſe.

Ils diſent que le Parlement de Paris depuis cette Declaration, a encore jugé par un Arreſt de 1697. contre Madame l'Abbeſſe de Fontevraud, que l'Article XIX. de l'Edit doit eſtre executé dans le ſens qu'ils luy donnent ; mais cet Article d'ailleurs ne comprenoit pas les Monaſteres qui ſont en Congregations ; & l'Arreſt qu'on objecte, a eſté rendu par defaut. Peut-on le tirer à conſequence contre M. l'Abbé de Ciſteaux ? il declare abuſive une permiſſion de ſortir qu'avoit donnée Madame de Fontevraud à une de ſes Religieuſes, & cependant MM. les Evêques conviennent aujourd'huy qu'une Religieuſe de quelque maniere que les choſes ſe faſſent, ne peut ſortir de ſon Monaſtere ſans le conſentement & la permiſſion de ſes Superieurs.

Memoire, *ibidem.*

Réponſe.

Ils font en cet endroit un dénombrement des pretentions des

Memoire, *ibidem.*

Réponſe au troiſiéme & nouveau Memoire de MM. les Evêques.

Reguliers qu'ils fondent diſent-ils, 1°. ſur leur Exemption ; 2°. ſur ce qu'ils ſont chargez de veiller ſur la Clôture des Religieuſes ; 3°. ſur la Conſtitution du Pape Boniface VIII. & ſur les Conciles de Baſle & de Trente ; & ils ajoûtent qu'il ne s'agit pas icy d'examiner leurs Privileges autrement que par rapport à la Clôture : qu'au fond ces Reglemens ne leur donnent la conduite des Monaſteres que pour la diſcipline interieure & non pas pour la police exterieure. Aprés quoy ils recommencent à expliquer tout de nouveau, toûjours neanmoins dans leur ſens, la Decretale *Periculoſo*, s'étonnant au ſurplus, de ce que M. l'Abbé de Ciſteaux qui dit avoir beaucoup de reſpect pour le Saint Siege, veut conteſter les Reglemens que les Papes ont faits par les Bulles qui ont eſté citées, pour la police de l'Egliſe & le maintien de la diſcipline dans tous les Monaſteres.

Réponſe.

On n'a déja que trop répondu cy-devant à ces Objections qui regardent les Privileges des Reguliers, la Decretale *Periculoſo*, le Concile de Trente & la diſtinction de la police interieure & exterieure ; ce ſeroit choſe ennuyeuſe de repeter ce que l'on en a dit & les raiſons qui ne permettent pas d'introduire des nouveautez dans le Royaume, & d'en changer les anciens uſages ſous le pretexte vain du rétabliſſement de la diſcipline.

On dira ſeulement comme en abregé, que l'intention du Pape Boniface VIII. du Concile de Trente, des Papes & en un mot, de toutes les Puiſſances ſpirituelles & même temporelles, a eſté que la Clôture fût établie dans tous les Monaſteres de Religieuſes de quelque dépendance que ce ſoit, & qu'il ne fût permis à aucune d'en ſortir que dans les cas de neceſſité : A l'effet de quoy ils ont voulu pourvoir à ce qu'il y eût quelqu'un qui tinſt la main à l'execution de ce Reglement, ainſi que le porte expreſſément la Conſtitution *Periculoſo : Quoniam parùm eſſet condere jura, niſi eſſent qui ea executioni debitè demandarent ;* leur eſtant d'ailleurs indifferent qui ce fuſt, pourvû que le Reglement fuſt executé, ſans vouloir pour cela troubler & confondre les Juriſdictions déja établies ; ne conſiderant que ce qui leur paroiſſoit le plus convenable à leur deſſein, & même le plus facile & le plus commode pour les Monaſteres. De ſorte que ne trouvant pas de meilleur moyen, que de donner ce ſoin & cette charge à ceux qui en ſont les Superieurs naturels ſoit Evêques ſoit Reguliers chacun à ſon égard, il n'y a eu de changement que pour les

Monaſteres ſujets immediatement au Saint Siege, auſquels il eſtoit impoſſible que les Papes qui en eſtoient chargez & qui en ſont ſi éloignez, pourvûſſent exactement ni par eux-mêmes ni par des Commiſſaires qu'il auroit fallu députer à tout moment : c'eſt pourquoy ils ont jugé à propos de commettre une fois pour toutes à l'égard de ces Monaſteres, les Evêques Dioceſains, leſquels eſtans ſur les lieux, pourroient comme Déleguez du Saint Siege, s'acquitter plus facilement de ce devoir : & cette intention ſi judicieuſe & ſi conforme à la raiſon & fondée en juſtice, a eſté accomplie de la maniere la plus douce & ſans confondre l'ordre des Juriſdictions, comme le prouve l'uſage qui l'a ſuivie juſqu'à preſent : car au ſurplus, que leur importoit-il que ce fuſſent plûtoſt les Evêques qui en euſſent le ſoin que les Reguliers ?

Réponſe au troiſiéme & nouveau Memoire de MM. les Evêques.

MM. les Evêques ne conteſtent cet uſage, ou plûtoſt la poſſeſſion dans laquelle ſont les Superieurs Reguliers au regard des Monaſteres de leur dépendance, qu'en diſant qu'elle n'eſt ni ſi ancienne, niſi conſtante qu'ils la pretendent : mais peut-on la demander & la concevoir plus ancienne, qu'en la commençant comme on fait dans l'Ordre de Ciſteaux, depuis le premier établiſſement de ſes Monaſteres ? & peut-elle eſtre plus conſtante qu'elle eſt, ayant eſté depuis des temps ſi reculez de cinq à ſix ſiecles, uniforme dans toutes les Provinces de la Chrétienté, au vû & ſçû de tout le monde, paiſible & ſans aucun trouble, & confirmée par des Conciles, par des Bulles des Papes, par des Ordonnances, des Lettres Patentes & des Arreſts ?

Memoire, *p.* 9.

Réponſe.

Ils ont peine à tomber d'accord que l'Article XXXI. de l'Ordonnance de Blois ait favoriſé cette poſſeſſion, & ils luy donnent un ſens ſi violent en voulant que ſous le nom de Superieur, elle n'ait pas entendu le Superieur Regulier mais l'Ordinaire du Territoire quand même il ne ſeroit pas Evêque, qu'il n'y a qu'à en rapporter encore une fois les termes pour convaincre que l'on ne peut pas l'entendre d'autre façon : *Admoneſtons les Archevêques, Evêques & autres Superieurs des Monaſteres de Religieuſes, de vaquer ſoigneuſement à remettre & à entretenir la Clôture des Religieuſes.. Et ne pourra aucune après avoir fait profeſſion, ſortir de ſon Monaſtere ſi ce n'eſt pour cauſe legitime qui ſoit approuvée de l'Evêque ou Superieur.*

Memoire, *Ibidem.*

Ni l'Evêque ni tout autre Ordinaire du Territoire, ne peut

Réponſe au troiſiéme & nouveau Memoire de MM. les Evêques.

eſtre appellé & réputé Superieur des Monaſteres dont il s'agit ; parce qu'eſtant ſuppoſez exempts, ils ne reconnoiſſent que le Pape & les Reguliers pour leurs Superieurs : on avoit déja fait voir l'incongruité de ce ſens dans la 3e Partie de la Réponſe au premier Memoire de MM. les Evêques, & que l'uſage qui a ſuivi l'Ordonnance, l'a déterminé tout au contraire.

L'on ne voit pas que MM. les Evêques ayent rien répondu ſur les inconveniens qu'on a montré en grand nombre qui ſuivroient infailliblement de leur pretention, outre pluſieurs autres qu'on ne peut pas prévoir d'une nouveauté auſſi exorbitante qu'eſt celle qu'ils voudroient introduire, qu'en diſant qu'ils ne ſeroient pas plus grands dans l'Egliſe de France, qu'ils le ſont en Italie.

Page 10. du Memoire.

Réponſe.

Mais cette réponſe n'eſt pas un remede qui gueriſſe le mal : un changement d'uſage cauſe toûjours du trouble, & les mœurs ſont differentes en Italie de celles France ; il y a même là plus de facilité à executer les Bulles des Papes qu'on a objectées & qui défendent aux Religieuſes de ſortir qu'en cas de lepre ou de peſte, parce que le Pape eſtant ſur les lieux, peut plus commodément accorder les diſpenſes pour les autres cas, n'y ayant que luy qui le puiſſe faire ; que s'il falloit à chaque occaſion y recourir des Provinces de France, cela n'accommoderoit ni MM. les Evêques, ni les Sujets du Roy.

Memoire, Ibidem. Réponſe.

Dans le reſte de la dixiéme page & dans la derniere, MM. les Evêques contrediſent les Pieces qu'a produites Madame de Fontevraud ; mais ils le font d'une maniere ſi legere, qu'il luy ſera facile d'y répondre : ils pretendent qu'elles ne ſont rien au ſujet de la preſente conteſtation, & c'eſt aſſez pour conclure que l'on n'en peut pas tirer de conſequence contre l'Ordre de Ciſteaux. On a déja ſatisfait aux quatre Arreſts qu'ils repetent encore en cet endroit, & on en a fait voir l'inutilité : On finira cette Réponſe par deux Obſervations.

La premiere, que dans la verité MM. les Evêques n'ont aucun fondement valable, pas même un titre coloré de leur pretention, & que pour s'en faire un, ils ſont obligez de ſuppoſer que le Concile de Trente a reduit abſolument au droit commun tous les Monaſteres qui eſtoient immediatement ſujets au Saint Siege, & les a remis ſous leur Juriſdiction ordinaire, de la même maniere que ſont les autres Monaſteres qui dépendent d'eux na-

turellement : & cela pour avoir lieu de dire que quand au Chapitre 5e de la 25e Seſſion, le Concile a commandé aux Evêques d'établir la Clôture dans tous les Monaſteres de leurs Dioceſes qui dépendent d'eux, de leur autorité ordinaire, & dans les autres, *in aliis verò*, de celle du Saint Siege, il a entendu *par ces autres*, ceux qui ſont en Congregations & ſous des Superieurs Reguliers, n'y ayant plus que ceux-là qui ayent beſoin de cette délegation.

Réponſe au troiſiéme & nouveau Memoire de MM. les Evêques.

Mais on a montré cy-devant tres-clairement que le Concile de Trente en l'endroit qui eſt cité, a ſuivi quaſi mot à mot la diſpoſition de la Decretale *Periculoſo*, ſans y rien changer, par laquelle le Pape Boniface VIII. a ſi nettement diſtingué l'autorité de laquelle ſe ſerviroient les Evêques pour l'établiſſement de la Clôture dans les Monaſteres de leur dépendance, de celle dont ils uſeroient dans ceux qui ſont ſoumis au Saint Siege immediatement.

Il eſt ſi peu vray que le Concile ait eu intention de les remettre ſous leur Juriſdiction ordinaire, qu'outre qu'il n'en eſt parlé nulle part, il faudroit qu'il l'euſt fait ou avant ou par le Chapitre 5e de la 25e Seſſion, & cela ne ſe trouve pas ; au contraire on voit que dans les Chapitres poſterieurs, c'eſt-à-dire au 8e & au 9e, il les regarde encore comme dépendans du Pape immediatement ; & n'en donne le gouvernement aux Evêques Dioceſains, qu'en qualité de Déleguez du Saint Siege, comme font auſſi les Papes dans leurs Bulles qui ſont venuës aprés, même dans celle du Pape Gregoire XV. de 1623. De maniere que leur privilege d'exemption n'eſt pas éteint & ſubſiſte encore, l'uſage en eſtant ſeulement ſuſpendu juſqu'à ce que ces Monaſteres s'uniſſent & ſe mettent en Congregations ſous des Superieurs Reguliers, comme le porte expreſſement le 8e Chapitre du Concile, ou que l'Egliſe révoque ſa délegation, en vertu de laquelle ſeulement MM. les Evêques y exercent leur Juriſdiction ; & pour lors en l'un & l'autre cas, ils n'auront pas beſoin d'un nouveau privilege.

Il eſt cependant bien ſurprenant que MM. les Evêques qui n'ont pas d'autre titre que cette délegation, pour pretendre l'autorité qu'ils exercent ſur ces Monaſteres, & qui voudroient l'étendre aujourd'huy ſur ceux qui ſont en Congregations & ſous des Reguliers, en ayent une ſi grande averſion, & ne veulent pas la

Réponſe au troiſiéme & nouveau Memoire de MM. les Evêques.

reconnoiſtre ni la marquer dans leurs Actes : tant ils ont de peine à ſçavoir ſur quoy ils doivent établir leur pretention.

La ſeconde Obſervation eſt qu'il faut qu'en effet elle aît bien peu de ſolidité & beaucoup d'incertitude, vû qu'ayant d'abord preſenté deux Memoires au Roy, l'un pour le regard de la Clôture & l'autre pour l'Examen des Novices avant la Profeſſion dans les Monaſteres de Religieuſes, ils n'ont pas plûtoſt eu communication de la Réponſe que M. l'Abbé de Ciſteaux y a faite, qu'ils ont retiré le Memoire concernant l'Examen des Novices, ne voulant plus y inſiſter, comme de fait ils n'en font pas de mention dans leur Réponſe, ſe déſiſtant ainſi tacitement de la demande qu'ils en avoient faite.

Et quoique par tout ce qui a paru d'eux juſqu'à cette Réponſe, ils ayent donné à entendre que leur but eſtoit d'avoir une declaration qui leur attribuaſt le pouvoir de permettre aux Religieuſes de quelque dépendance que ce ſoit, de ſortir de leurs Monaſteres dans les cas de neceſſité, au préjudice de leurs Superieurs legitimes qui en ſont en poſſeſſion, en leur oſtant ainſi toute inſpection ſur la Clôture, & pretendant que c'eſt à eux ſeuls qu'elle eſt reſervée : on voit par leur Réponſe à laquelle on replique preſentement, qu'ils reconnoiſſent *que les Superieurs Reguliers ſont veritablement chargez d'y veiller, & de ne pas permettre que les Religieuſes en ſortent ſans cauſe legitime ;* n'inſiſtant que pour le droit de juger de ces cauſes & de les approuver.

Memoire, p. 5. 6. 7. & 8.

En effet, ſi la ſeule apparence toute éloignée qu'elle fuſt, ſuffiſoit pour établir un fondement de pretendre quelque choſe, ce ſeroit au plus ce pouvoir : car pour celuy de donner les permiſſions, il ne s'en trouve nul veſtige ni dans la Decretale *Periculoſo*, ni dans le Concile de Trente, ni même dans les Bulles ſur leſquelles MM. les Evêques s'appuyent, ne pouvant montrer aucun endroit où il ſoit dit qu'ils pourront permettre la ſortie de la Clôture, à d'autres Religieuſes qu'à celles de la conduite deſquelles ils ſont chargez : au lieu qu'ils auroient un pretexte quoique tres-foible, de croire que le droit d'en approuver les cauſes, & par conſequent d'en juger, leur a eſté donné à l'égard de toutes ſortes de Monaſteres, parce qu'ils eſtimeroient que le Concile a dit confuſément au Chapitre 5e de la 25e Seſſion, que les Religieuſes ne ſortiroient point de leur Clôture, que pour cauſe legitime

legitime approuvée de l'Evêque, *nisi ex aliquâ legitimâ causâ ab Episcopo approbandâ :* & que le Pape Pie V. a ordonné par ſa Bulle de 1570. que les deux cas de maladie auſquels il a reduit les cauſes de ſortie, ſeront approuvez par l'Ordinaire, outre les permiſſions que donneront les Superieurs ; *quæ tamen infirmitas lepræ vel epidimiæ, præter alios Superiores quibus cura Monaſteriorum incumberet, etiam per Epiſcopum ſeu alium loci Ordinarium cognita & expreſsè in ſcriptis approbata ſit.*

Réponſe au troiſiéme & nouveau Memoire de MM. les Evêques.

Mais on a fait voir qu'il n'eſt parlé en cet endroit du Concile, que des Monaſteres qui ſont gouvernez par les Evêques comme Ordinaires ou comme Déleguez du Saint Siege, & que la Bulle du Pape Pie V. ne regarde que ces deux cas-là ſeulement ; qu'elle n'eſt point reçûë ni autoriſée dans le Royaume, & que jamais il n'y en a eu ni pû avoir le moindre uſage.

EXAMEN

DU QUATRIE'ME MEMOIRE

de Meſſieurs les Evêques, qui a pour Titre :

Obſervations ſur le Memoire de M. l'Abbé de Ciſteaux &c.

QUOIQUE les Obſervations que font icy MM. les Evêques, ne ſoient qu'une redite ſuperficielle de ce que contiennent leurs deux premiers Memoires concernant la pretention qu'ils ont de devoir donner la permiſſion de ſortir de la Clôture, aux Religieuſes exemptes qui ſont gouvernées par des Superieurs Reguliers ; & qu'elles ne nuiſent en rien aux preuves dont M. l'Abbé General de Ciſteaux s'eſt ſervi pour juſtifier du contraire : neanmoins comme leur principal but eſt de rendre ſuſpectes ſes citations, en les accuſant d'eſtre infideles, il a crû eſtre obligé pour empeſcher la mauvaiſe impreſſion que pourroit donner une telle accuſation, de faire icy quelques petites reflexions qui feront

Réponſe aux Obſervations du quatriéme Memoire de MM. les Evêques.

Réponſe aux Obſervations du quatrième Memoire de MM. les Evêques.

voir le peu de fondement qu'ont ces Obſervations & que leur force ne conſiſte que dans des ſuppoſitions.

Premiere Obſervation.

Par la premiere, ils ſoûtiennent que M. l'Abbé de Ciſteaux n'a point prouvé que l'Exemption de ſon Ordre ſoit une excluſion du pouvoir & du droit des Evêques Dioceſains, de juger des cauſes de ſortie des Religieuſes ; parce que diſent-ils, le Privilege d'Exemption en general, ne regarde que la diſcipline interieure des Monaſteres & non pas la police exterieure qui intereſſe le bon ordre des Dioceſes; de maniere qu'il faudroit qu'il euſt rapporté des conceſſions particulieres pour pouvoir exclure les Evêques & les décharger de ce
» devoir ; ce que ne faiſant point, c'eſt une preuve que les Papes
» ont voulu que ces Monaſteres demeuraſſent à l'égard de la Clô-
» ture, ſous la juriſdiction des Ordinaires des lieux.

Réponſe.

Comment peuvent-ils diſſimuler les preuves ſi ſouvent repetées par M. l'Abbé de Ciſteaux, du droit des Reguliers ſur la diſcipline interieure & exterieure des Monaſteres ? le Privilege general & ſans exception, *ab omni juriſdictione, ſuperioritate, dominio & poteſtate Epiſcoporum, totaliter & quoquo modo* ; la Conſtitution *Periculoſo* qui parle expreſſément de la Clôture ; le Concile de Trente qui veut que ces Monaſteres ſoient laiſſez ſous leur garde & leur conduite, en même temps qu'il charge les Evêques comme déleguez du Saint Siege, du ſoin des autres Religieuſes exemptes ; l'Ordonnance de Blois qui le dit auſſi en termes formels ; les Arreſts qui l'ont ainſi décidé ; le droit commun, l'uſage & la poſſeſſion de tant de ſiecles. L'on peut voir toutes ces preuves dans la ſeconde Partie du premier Memoire de M. l'Abbé de Ciſteaux, depuis la 393e page juſqu'à la 401. incluſivement, & en pluſieurs autres endroits de ſa Réponſe au nouveau Memoire de MM. les Evêques.

Le principal motif des Exemptions, qui a eſté de procurer aux Monaſteres, l'union, la paix & le repos, *ne monaſtica quies ſæcularium perſonarum frequentiâ & converſatione turbaretur*, ne regarde pas plus les hommes que les Religieuſes : quelle neceſſité de décharger en particulier les Evêques Dioceſains, d'un devoir & d'un ſoin dont ils n'ont jamais eſté chargez, n'y ayant eu dans tous les temps, que les ſeuls Superieurs des Monaſteres de filles qui l'ayent eſté, d'y établir & faire garder la Clôture ?

Seconde Obſervation.

La ſeconde Obſervation eſt un tiſſu de ſuppoſitions diviſé en pluſieurs Paragraphes. 1°, On avance que M. l'Abbé de Ciſteaux

pretend que par ces termes du Decret du Concile de Trente au Chapitre 5. de la 25e Seſſion, *in aliis verò*, les Monaſteres ſujets aux Reguliers ne ſont pas compris, parce qu'il y a dans le Decret que les Evêques pourront y agir par l'autorité du Saint Siege : & l'on combat cette pretenduë Réponſe en prouvant que la délegation Apoſtolique eſt compatible & peut eſtre avec le pouvoir ordinaire.

Réponſe aux Obſervations du quatriéme Memoire de MM. les Evêques.

Sans entrer dans la queſtion de ſçavoir ſi la délegation du Pape eſt compatible ou non avec le pouvoir ordinaire des Evêques, il eſt certain que M. l'Abbé de Ciſteaux n'a point dit ce que l'on luy fait dire, & qu'il a ſeulement ſoûtenu que par ces termes, *in aliis verò*, le Concile de Trente n'a entendu que les Monaſteres exempts qui ſont immediatement dépendans du Saint Siege, leſquels la Conſtitution *Periculoſo* avoit ſoumis aux Evêques Dioceſains pour le regard de la Clôture ; ce qui eſt une verité ſi conſtante que l'on ne peut pas en douter, puiſque le Concile renouvelle cette Conſtitution & en ordonne l'execution dans les mêmes termes dont elle s'eſt ſervi, & que d'ailleurs il le fait encore entendre par pluſieurs autres diſpoſitions du même Chapitre & des 9. & 20e de la même ſéance, comme on l'a remarqué dans la Réponſe au nouveau Memoire pages 451. & 453. Les Monaſteres immediatement ſujets au Saint Siege eſtant exempts, avoient beſoin de cette délegation Apoſtolique ſans laquelle les Evêques Dioceſains ne pourroient y faire aucun Acte de ſuperiorité.

Réponſe.

3°, On reproche à M. l'Abbé de Ciſteaux d'avoir allegué ſans preuve que depuis le Privilege de ſon Ordre, les Monaſteres ont eſté ſous l'entier gouvernement des Superieurs Reguliers pour ce qui concerne la Clôture, & on ajoûte que la préſomption eſt contraire.

Troiſiéme Obſervation.

M. l'Abbé de Ciſteaux qui a nié que jamais aucun de MM. les Evêques ni leurs Prédeceſſeurs, ſe ſoient ingerez dans la conduite des Monaſteres de ſon Ordre, même pour la Clôture, & qui a donné pour exemple, l'uſage du Dioceſe de Paris & Paris même où il y en a juſqu'à trois, & les autres Dioceſes qui luy ſont limitrophes ; a-t-il pû ou dû faire autre choſe que d'établir ſon droit ſur les ſaints Decrets & les Conſtitutions Canoniques, ſur les Ordonnances, les Lettres Patentes des Rois & les Arreſts des Cours Superieures, ſur le droit commun, les Statuts de l'Ordre, l'uſage reçû dans le Royaume & la poſſeſſion conſtante & uniforme en

Réponſe.

Réponſe aux Obſervations du quatriéme Memoire de MM. les Evêques.

laquelle ſont les Superieurs Reguliers depuis pluſieurs ſiecles ? S'il y avoit des preuves à donner du contraire, ce ſeroit à MM. les Evêques à les raporter ; mais ils ne ſeront pas en cette peine, n'en ayant aucune.

Quatriéme Obſervation.

Ils expliquent la Decretale *Periculoſo*, ſoûtenant ſans en rien alleguer, qu'elle détruit abſolument la pretention des Reguliers ; » & toute la preuve qu'ils en donnent, c'eſt diſent-ils, qu'il y pa-» roiſt par les deſordres qu'elle explique de la Cloture violée, qu'il » y avoit des Evêques qui s'en eſtoient trop repoſez ſur les ſoins » des Reguliers.

Réponſe.

La Decretale *Periculoſo* parle à la verité des deſordres du violement de la Cloture & de ſa neceſſité ; mais elle ne dit pas un mot d'où l'on puiſſe inferer que le Pape Boniface VIII. qui l'a faite, ait eu la penſée d'en imputer la faute aux Superieurs Reguliers ; au contraire, toutes les circonſtances marquent que c'eſtoit uniquement celle des Evêques, les Reguliers tenant deſlors la main à l'obſervation de la Cloture comme ils y eſtoient obligez par leurs Regles & les Statuts de leurs Ordres qui s'executoient, & les Evêques n'agiſſoient que ſelon leurs mouvemens particuliers : d'où vient que le Pape pour les exciter à revenir de l'aſſoupiſſement où ils eſtoient, le leur commande ſous la menace d'encourir la malediction éternelle, & ſur d'autres peines terribles : *In virtute ſanctæ Obedientiæ, ſub obteſtatione divini judicii & interminatione maledictionis æternæ : præcipiendo Mandamus Epiſcopis &c.* au lieu qu'en parlant aux Reguliers, il dit ſimplement : *Abbates verò & alii Prælati in Monaſteriis hujuſmodi ſibi ſubjectis, de Clauſurâ convenienti & de ipſis Monialibus includendis providere procurent.* Le Concile de Trente a agi de la même façon dans ſon Decret, menaçant les Evêques ſous les mêmes peines, & declarant ſeulement que les Monaſteres qui dépendent des Superieurs Reguliers, ſeront laiſſez ſous leur direction *ſub eorum curâ & cuſtodiâ relinquantur* ; ce qui fait préſumer qu'on eſtoit ſatisfait de leur conduite.

Cinquiéme Obſervation.

MM. les Evêques ſe vantent d'avoir juſtifié que l'interpretation que donne M. l'Abbé de Ciſteaux à ce Concile, eſt contraire aux Bulles des Papes & aux Declarations des Congregations, & ils mettent en fait qu'il ne ſçauroit en rapporter aucune pour luy ; reconnoiſſant neanmoins qu'il y a des Auteurs qui ſont de ſon ſentiment : & enfin ils ajoûtent qu'il devoit faire attention à ce

qu'ils ont rapporté du Cardinal de Luca qui rend ce témoignage, *que les mauvaiſes interpretations que les Reguliers ont oſé donner à ce Decret du Concile & aux Bulles des Papes pour ſe les rendre favorables, ſont la ſource des frequentes conteſtations ſur cette matiere entre les Evêques & les Reguliers.*

Réponſe aux Obſervations du quatriéme Memoire de MM. les Evêques.

Réponſe.

Il eſt vray que M. l'Abbé de Ciſteaux fait une grande difference du Decret du Concile de Trente dont il eſt queſtion & de tout ce qu'on appelle en France, Saints Decrets & Conſtitutions Canoniques, d'avec les Bulles de quelques Papes & les Declarations de la Congregation de Rome; & il a expliqué en divers endroits de ſes Memoires, en quoy conſiſte cette diſtinction, n'eſtant pas le ſeul qui la faſſe puiſque l'on reconnoiſt que c'eſt le ſentiment de pluſieurs Auteurs; il peut même dire que c'eſt celuy de tout le Royaume & qu'il n'eſt pas permis d'en avoir de contraire.

Il a fait toute l'attention qu'il devoit ſur le témoignage que rend le Cardinal de Luca, & il a examiné en cet endroit ce que MM. les Evêques en diſent & auſſi ce qu'ils en rapportent dans leur Réponſe à ſon Memoire; & de plus, il l'a vû dans le Livre même de ce Cardinal en l'endroit qu'ils ont cité; & il a trouvé qu'il n'y a rien de ce qu'ils y ſuppoſent : cela merite bien un petit éclairciſſement.

Ils ont donc dit page 3. de leur Réponſe que le Cardinal de Luca dans ſes Annotations ſur le Concile de Trente, *Diſcurſ. 36. num. 12. & 13.* aprés avoir établi la neceſſité & l'utilité du Reglement qu'ils pretendent eſtre dans le Concile en leur faveur, rapporte que l'Archevêque de Naples ayant fait proceder contre un Religieux exempt, pour la contravention qu'il avoit faite à ce Decret « du Concile, on pretendit qu'il avoit excedé ſon pouvoir, & que « l'affaire ayant eſté portée à la Congregation, elle donna ſon De- « cret en forme de Reglement general en faveur de l'Archevêque le » premier Octobre 1672. & regarda les pretentions contraires com- « me des ſubtilitez & des idées ſans fondement, *cum eorum ſubtilitatibus & idealibus argumentis.* Ce ſçavant Auteur ajoûtent- « ils, fait obſerver dans le même lieu, que les mauvaiſes interpre- « tations que les Reguliers ont oſé donner aux Decrets du Concile « & aux Bulles des Papes pour ſe les rendre favorables, ſont la ſour- « ce de ces frequentes conteſtations. «

C'eſt ainſi qu'ils s'en ſont expliquez : & cependant l'on trouve

Réponſe aux Obſervations du quatriéme Memoire de MM. les Evêques.

que le Cardinal de Luca n'a rien dit de tout cela, qu'aux endroits citez il n'eſt pas ſeulement queſtion de la ſortie de la Clôture, & que le different qu'eut l'Archevêque de Naples & qui fut jugé dit-on, en ſa faveur par la Congregation du Concile, n'eſtoit qu'au ſujet de ce qu'un Religieux avoit parlé ſans ſa permiſſion à une Religieuſe, *gratiâ ſimplicis allocutionis ;* & il n'y eſt point dit que c'eſtoit les Reguliers qui donnoient de *mauvaiſes interpretations* aux Decrets du Concile & qui *par leurs ſubtilitez & des idées ſans fondement*, donnoient lieu à ces ſortes de conteſtations, mais ſimplement num. 12. quelques Caſuiſtes ; *Scriptores morales ob affectatas gloſſas & interpretationes ;* & au nombre 13. *aliqui verò morales cum eorum ſubtilitatibus & idealibus argumentis prætendunt &c.* Pourquoy donc imputer aux Reguliers une choſe de cette conſequence, que le Cardinal de Luca n'a point dite ? Et encore, que pretendoient ces Caſuiſtes ? qu'il n'y avoit pas de peché mortel d'avoir parlé à une Religieuſe ſans la permiſſion de l'Archevêque, ainſi que l'avoit jugé la Congregation.

Sixiéme Obſervation.

Le cinquiéme Paragraphe de cette Obſervation porte qu'on a remarqué que les citations de M. l'Abbé de Ciſteaux ne ſont pas fideles, & qu'il veut s'autoriſer du témoignage de pluſieurs Auteurs qui ont ſoûtenu le contraire de ce qu'il leur fait dire, particulierement de celuy de Tamburinius qu'on luy a fait voir qui établit *par le Concile de Trente même*, que l'approbation des Evêques eſt neceſſaire outre celle des Superieurs Reguliers pour la ſortie des Religieuſes exemptes ; & cela ne l'a pas empeſché diſent-ils, de le citer encore comme s'il luy eſtoit favorable ; ce que l'on pourroit obſerver de la pluſpart des autres Auteurs qu'il a citez, pour faire voir qu'il a travaillé ſur des Memoires qui ne ſont pas fideles.

« » » » » » » » » »

Réponſe.

Il eſt vray qu'aprés que M. l'Abbé de Ciſteaux dans ſa Réponſe aux premiers Memoires de MM. les Evêques page 413, a rapporté le témoignage de Bonacina qui dit expreſſément que les Auteurs qui demandent la permiſſion de l'Evêque outre celle des Superieurs, ſe fondent plûtoſt ſur la Bulle du Pape Pie V. que ni ſur la Decretale *Periculoſo* ni ſur le Decret du Concile de Trente, s'expliquant en ces termes : *Hoc eſt intelligendum ubi prædictus Pius V. motus uſu receptus eſt, alicubi enim uſu receptus non eſt, & conſequenter in Monaſteriis exemptis, non eſt neceſſaria in iis locis Epiſcopi licentia.* Monſieur l'Abbé de

Ciſteaux a ajoûté que Tamburinius *dit à-peu-prés la même choſe.*

Réponſe aux Obſervations du quatriéme Memoire de MM. les Evêques.

Il faut donc voir pour juger s'il a cité à faux, ſi Tamburinius dans ſon Traité *de jure Abbatiſſarum*, *Diſput.* 20. *Quæſito* 5. établit la neceſſité de la permiſſion de l'Evêque *par le Concile même*, comme le ſoûtiennent encore icy MM. les Evêques, ou s'il croit que c'eſt la Bulle du Pape Pie V. qui exige cette permiſſion ; voicy ſes termes qui le décident num. 6. *In Monaſteriis verò exemptis quæ Regularibus ſubduntur, facultas exeundi concedenda eſt à Superiore Ordinis, & præterea ab Epiſcopo vel illius Vicario, ut habetur in Concilio Tridentino Seſſ.* 25. *Cap.* 5. *& in Bullâ Pii V. quæ incipit* Decori & honeſtati, *quæ tamen præter alios Superiores etiam per Epiſcopum &c.* Ce ſont les termes de la Bulle de Pie V. qu'il rapporte.

Et immediatement aprés, Tamburinius ajoûte que ce ſentiment-là eſt contre pluſieurs Auteurs qu'il cite, *quidquid dicant in contrarium Navar. &c. dicentes quòd in Hiſpaniâ dicta Conſtitutio Pii V. neque recepta fuit neque ad uſum redacta : contrà quos diſputat Suares dicens Legem Eccleſiaſticam non pendere ex acceptatione, neque ſuâ vi deſtitui niſi poſt legitimam præſcriptionem ; ideòque noſtram ſententiam Conſtitutioni Pii V. conformem ſequuntur Suares, Bonacina &c.*

Ce n'eſt donc que ſur cette Bulle du Pape Pie V. que Tamburinius fonde & conforme ſon opinion ; & il s'accorde en cela avec Bonacina, comme il le dit luy-même. *Ità Suares, Bonacina &c.* Par conſequent M. l'Abbé de Ciſteaux a eu raiſon d'avancer que ces deux Auteurs diſent *à-peu-prés la même choſe*, & ſa citation eſt tres-fidele & toutes les autres pareillement.

Septiéme Obſervation.

Le reſte de l'obſervation ne tend qu'à faire voir que les termes du Concile, *in aliis verò Sedis Apoſtolicæ authoritate*, ne limitent point l'autorité ordinaire des Evêques, ni ne reſtraignent pas ſon Decret aux Monaſteres qui ne ſont pas en Congregation ; & pour cela MM. les Evêques citent pluſieurs témoignages qui juſtifient diſent-ils, que le Concile de Trente établit les Evêques délegnez du Saint Siege en beaucoup de choſes qui de droit commun leur appartenoient, concluant que quand le Concile ne leur donneroit l'inſpection ſur la Clôture qu'en qualité de Délegnez du Saint Siege, ce ne ſeroit pas une ſuite que cette délegation ne s'étendiſt que ſur les Monaſteres immediatement ſoumis au

Réponſe aux Obſervations du quatriéme Memoire de MM. les Evêques. Réponſe.

Pape, parce que le Decret les oblige d'établir la Cloture *in omnibus Monaſteriis.*

La raiſon qui convainc que par ces termes *in aliis verò Monaſteriis*, les Monaſteres ſujets aux Reguliers ne ſont pas compris, eſt parce que le Concile en cet endroit renouvelle & commande d'executer ſans aucune dérogation la Conſtitution *Periculoſo*, qui n'a pas compris dans ſon Reglement ces Monaſteres-là, & qui au contraire les a diſtinguez de tous les autres : outre que le Concile luy-même l'a auſſi marqué par ſes autres diſpoſitions, & pareillement l'Ordonnance de Blois, l'uſage & tant d'autres preuves qui ſont les meilleurs Interpretes, & qu'il ſeroit ennuieux de repeter. *In omnibus Monaſteriis* ne ſignifie donc que tous les Monaſteres qui dépendent des Evêques & du Pape immediatement ; c'eſt à quoy les ſaints Decrets & les Loix Civiles ont borné leur pouvoir. L'on ne dit rien ſur leurs citations à cet égard, parce que comme on l'a déja remarqué, ce ſeroit choſe tout-à-fait inutile, il y en a pluſieurs qui ne ſe trouvent pas aux lieux qu'ils ont citez.

Huitiéme Obſervation.

La huitiéme obſervation n'eſt que pour faire voir par MM. les Evêques, que l'uſage eſt conforme à leur intention dans toutes les Egliſes d'Eſpagne, de Pologne, de Boheme, d'Allemagne, de Hongrie, & de pluſieurs autres lieux, & que cet uſage eſt prouvé par les témoignages de pluſieurs Auteurs qu'ils ont déja rapportez en partie dans leurs precedens Memoires, & qu'ils citent de
„ nouveau dans celuy-cy, ajoûtant que M. l'Abbé de Ciſteaux a
„ eſté forcé d'en convenir au regard de l'Italie : & que l'on peut
„ aſſurer qu'il n'eſt pas bien informé de ce qui ſe pratique dans l'Al-
„ lemagne, la Boheme, la Flandre & les autres Païs.

Réponſe.

Il eſt difficile de mieux ſçavoir l'uſage qui ſe pratique dans les Monaſteres de l'Ordre de Ciſteaux, que le ſçait M. l'Abbé de Ciſteaux qui en eſt le Superieur en quelque Province que ce ſoit de la Chrétienté, & qui eſt principalement chargé de tenir la main à la conſervation de leurs Privileges : il a dit qu'il n'y en avoit preſque plus en Italie & qu'il ne falloit pas s'étonner ſi la Bulle du Pape Pie V. y eſtoit executée, parce que c'eſt un Païs où la Police ſe regle par les Bulles des Papes ; c'eſt de cela ſeulement qu'il eſt tombé d'accord.

Quant aux Auteurs que MM. les Evêques ont citez dans leurs precedens Memoires, comme Barboſa, Zerola, Tamburinius, Zypeus,

Réponſe aux Obſervations du quatriéme Memoire de MM. les Evêques.

Zypeus & Piaſecius, il n'y en a pas un qui favoriſe leur pretention & l'établiſſe comme ils diſent, *par le Concile de Trente même* & par la Decretale *Periculoſo*, faiſant tous également entendre que ſi l'on oblige les Religieuſes ſujettes aux Reguliers, de prendre pour ſortir de leur Cloture, la permiſſion de l'Evêque Dioceſain outre celle de leurs Superieurs, ce n'eſt qu'en vertu de la Bulle du Pape Pie V. Pour ce qui eſt de l'uſage, pas un ſeul auſſi n'en dit mot : il faut examiner ces Auteurs chacun en particulier.

L'on a vû de quelle maniere s'explique Barboſa dans la citation qu'on a rapportée de luy p. 413. de la premiere Réponſe de M. l'Abbé de Ciſteaux aux Memoires de MM. les Evêques, où il dit en termes exprés, que s'il ne ſe conforme pas aux autres Auteurs qui ne demandent pas la permiſſion de l'Evêque, c'eſt à cauſe de cette Bulle uniquement ; *verùm ab illorum opinione diſcedere cogor propter expreſſa verba prædictæ Conſtitutionis Pii V. de anno* 1570.

On a vû auſſi au même endroit & encore cy-devant dans la Réponſe à la ſeconde Obſervation, que Tamburinius & Bonacina s'accordent parfaitement dans le même ſentiment, *ubi prædictus Pii V. motus uſu receptus eſt :* & bien loin qu'ils atteſtent rien de l'uſage en quelque Province déterminée, au contraire Tamburinius dit aprés pluſieurs autres Auteurs, qu'il n'eſt pas en Eſpagne, & la plainte qu'en fait Suares, le confirme.

Zerola dans la ſeconde Partie de ſon Livre intitulé *Praxis Epiſcopalis* ſous le Titre *Moniales*, p. 106. s'eſtant propoſé la queſtion dont il s'agit, y répond de cette ſorte : *Primò quòd ſacrum Concilium Tridentinum Seſs. 25. Cap. Bonifacii, videtur etiam requirere authoritatem Epiſcopi. Reſpondetur 2° quòd ſufficiat licentia Generalis Ordinis ; nec obſtat ſacrum Concilium, quia loquitur de Exemptis ſubjectis immediatè Summo Pontifici, non de aliis Exemptis.* A quel deſſein MM. les Evêques citent-ils pour eux ce Canoniſte qui leur eſt formellement contraire ? Zerola eſtoit Italien & Evêque luy-même, & ſon Livre avant que d'eſtre imprimé, fut examiné & approuvé à Rome.

Le témoignage de Piaſecius ne leur eſt guere plus avantageux ; *Ultrà* dit-il, *licentiam ſuorum Superiorum Regularium Moniales etiam ab Epiſcopo licentiam egrediendi obtinere tenentur ex Ordinatione Pii V.* & il rapporte ſa Bulle toute entiere ; ce fut la

Réponſe aux Obſervations du quatriéme Memoire de MM. les Evêques.

Congregation interprete du Concile & celle prépoſée pour les affaires des Evêques & des Reguliers, qui examinerent ſon Livre & l'obligerent de le faire imprimer.

Enfin, Zypeus Vicaire General de M. l'Evêque d'Anvers conclut la même choſe : *Itaque quamvis Moniales aliis Superioribus ſubſint, egrediendi tamen licentiam ab Ordinario nihilominùs etiam petere tenentur, ut habet Conſtitutio Pii V. de anno* 1570. Et ce qui eſt bien remarquable, c'eſt qu'il ajoûte au même endroit que MM. les Evêques ont cité, qu'il eſt de ce ſentiment quoique dans les Etats qui ſont ſujets au Roy d'Eſpagne, cela ne ſoit pas pratiqué, *nihilominùs in Hiſpaniis in his etiam locis non ſolent petere Exemptæ egrediendi licentiam ab Epiſcopo.*

Ce ſont-là les Auteurs favoris de MM. les Evêques, qu'ils ont citez dans leurs premier & nouveau Memoires; y en a-t-il un ſeul qui diſe ce qu'on leur fait dire, que leurs témoignages établiſſent leur pretention *par le Concile de Trente même*, & prouvent que l'uſage y eſt conforme ? ne doit-on pas plûtoſt conclure que la condamnation de cette pretention y eſt formelle ? Il faut voir à preſent quel eſt le ſentiment des autres Auteurs qu'ils ont citez de nouveau dans leur dernier Memoire ſous le Titre d'Obſervations.

Ces Auteurs ſont au nombre de cinq, Sannig de l'Ordre de Saint François, Engel Religieux Benedictin en la baſſe Autriche, Chokier Chanoine de Liege, Paſqualig ſur les Controverſes de Franchis, & Alzedo Canoniſte Caſtillan : aprés quoy ils rapportent un Decret de la Congregation de 1640. en faveur de l'Evêque de Coimbra en Portugal qui condamna diſent-ils, un Religieux avec le Superieur du College de l'Ordre de Ciſteaux de cette Ville, comme deſobéïſſans, pour avoir empeſché cet Evêque de faire ſa viſite dans la Clôture du Monaſtere de Cellas.

Ces nouveaux Auteurs ne ſont pas aſſurément contraires aux autres, quoiqu'en rapportant les citations de quelques-uns d'eux, on ait affecté d'en ſupprimer les termes qui l'auroient fait connoiſtre.

Sannig ne dit autre choſe ſinon que par le Concile de Trente & la Conſtitution *Periculoſo*, les Religieuſes ſont obligées de droit commun de garder la Clôture; mais il remarque en ſecond lieu, qu'il y a certaines occaſions où elles en ſont diſpenſées, & ce ſont celles mentionnées dans la Bulle du Pape Pie V. les cas d'incen-

Réponſe aux Obſervations du quatriéme Memoire de MM. les Evêques.

die, de lepte ou de peſte ; pourquoy il conclut par une 3e Note, que pour ces cauſes-là *ob dictas clauſas*, les Religieuſes même celles qui ſont ſujettes aux Reguliers, doivent avoir la permiſſion auſſi bien de l'Evêque que de leurs Superieurs, *cùm Epiſcopus tum Superior Regularis in dandâ facultate unitim concurrunt, uti conſtat ex citatâ Bullâ Pii V.* Ces derniers mots *uti conſtat &c.* ſont ſuppléez par quatre ou cinq points dans le dernier Memoire de MM. les Evêques, quoiqu'ils ſoient eſſentiels pour lever la difficulté.

Ils ne rapportent rien de l'Auteur Benedictin, ſe contentant de dire qu'il rend le même témoignage : en effet il ne dit autre choſe ſinon que le Pape Boniface VIII. & le Concile de Trente ont fait un tres-bon Reglement, en ordonnant que les Evêques établiroient la Clôture dans les Monaſteres de Religieuſes, & il ſe ſert de leurs propres termes : c'eſt tout le témoignage qu'il rend.

Celuy de Chokier Grand Vicaire de M. l'Evêque d'Anvers, n'eſt pas plus étendu : *Cogunt* dit-il *num.* 15. *Ordinarii Monaſteria exempta ut ſervent clauſuram, ad hoc enim Epiſcopi in conſcientiâ obligantur Cap.* Periculoſo *in 6.* ce qu'il repete encore à peu prés dans les mêmes termes *num.* 81. citant pour cela le Concile de Trente, en parlant ſimplement des Exempts ; & c'eſt par cette raiſon que MM. les Evêques qui l'ont cité, ont crû qu'il eſtoit inutile de rapporter ſon témoignage ; mais ces Exempts ne ſont autres que ceux immediatement ſoumis au Saint Siege.

Paſqualig dit bien que les Ordinaires peuvent viſiter la Clôture dans tous les Monaſteres exempts ; mais il eſt évident par l'endroit même qui eſt cité, qu'il ſe fonde ſur les déciſions de la Congregation du Concile, & principalement ſur les Bulles du Pape Pie V. rapportant les trois cas où les Religieuſes peuvent ſortir, & doivent avoir la permiſſion de l'Evêque, *nempe* dit-il, *grave incendium, lepram & epidimiam :* & c'eſt de ce lieu-là même que MM. les Evêques ont tiré le Decret qu'ils rapportent de la Congregation de 1640. en faveur de l'Evêque de Coimbra contre ce Religieux & ce Superieur qui avoient empeſché ſa Viſite dans le Monaſtere de Cellas, duquel on doit conclure tout le contraire de ce qu'ils en inferent, & que c'eſt une preuve qu'en Portugal comme dans l'Eſpagne & les autres Provinces dont on a parlé, l'uſage à l'égard de la Cloture des Monaſteres de l'Ordre de Ciſteaux,

Réponſe aux Obſervations du quatriéme Memoire de MM. les Evêques.

eſt de ne pas dépendre des Evêques Dioceſains ; que les Congregations à Rome jugent que cela doit eſtre en conformité des Bulles qui reglent leur juriſprudence, & qu'en ce Royaume-là de même qu'en France, on ne défere pas à leurs déciſions.

Enfin, Alzedo qui a écrit dans le Royaume de Caſtille, ne parle en aucune façon de l'uſage qui y eſt obſervé, diſant ſeulement que les Evêques ne peuvent diſpenſer ſuivant la Bulle du Pape Pie V. que dans les trois cas qui ſont exprimez dans ſa Bulle, *incendium*, *infirmitas lepræ & impidimiæ*, & que la cauſe de la ſortie doit eſtre approuvée par le Superieur & par l'Ordinaire du lieu ; & il donne pour garand Barboſa que l'on a vû n'eſtre pas favorable à la pretention de MM. les Evêques, & qu'il dit formellement ne pouvoir eſtre de leur ſentiment que ſur le fondement de la Bulle du Pape Pie V. *propter expreſſa verba Conſtitutionis Pii V.*

Voilà à quoy aboutiſſent les témoignages de tous ces Auteurs ; c'eſt bien inutilement que MM. les Evêques les ont rapportez, puiſque l'on agite icy au fond la queſtion, & que l'opinion de tous ces Particuliers qui ſe ſont copiez les uns ſur les autres, quand elle ſeroit telle que l'ont pretenduë MM. les Evêques, dépend toûjours de ſçavoir s'ils ont bien rencontré & s'ils ont eu raiſon : M. l'Abbé de Ciſteaux auroit pû en citer pour luy un grand nombre, même des plus conſiderables, comme Navare & pluſieurs autres, mais il s'en eſt abſtenu, le croyant tout-à-fait inutile.

Neuviéme Obſervation.

Dans la derniere obſervation de MM. les Evêques, ils pretendent qu'il n'eſtoit pas neceſſaire d'expliquer une autre Bulle du même Pape de 1567. comme M. l'Abbé de Ciſteaux l'a fait dans ſa Réponſe à leur nouveau Memoire ; d'autant moins diſent-ils, que ce Pape en avoit donné une autre l'année precedente, par laquelle ſuivant les Decrets du Concile de Trente, *inhærentes Decretis &c.* il ordonne aux Evêques de veiller avec les Superieurs à ce que les Religieuſes gardent exactement la Clôture.

Réponſe.

M. l'Abbé de Ciſteaux a répondu en ſes precedens Memoires, à ce que l'on repete icy de la Bulle de 1566. qu'elle ne préjudicie pas à ſon droit, & que l'obligation de veiller à la Clôture eſt reſpectivement impoſée aux Evêques & aux Reguliers, chacun à l'égard des Monaſteres qui dépendent d'eux, en ſorte neanmoins que ſi quelques Religieuſes eſtoient rebelles & refuſoient de s'y ſoumettre, les Evêques Dioceſains ſeroient tenus de ſe join-

dre aux Superieurs Reguliers pour ler aider à les y contraindre.

Réponſe aux Obſervations du quatrième Memoire de MM. les Evêques.

Quant à la Bulle de 1567. ce ſont MM. les Evêques qui l'ont objectée, pretendant qu'à cauſe qu'elle ne parloit point de la ſortie des Religieuſes, c'eſtoit une preuve qu'il ne dépendoit pas des Superieurs Reguliers de la permettre : c'eſt la raiſon qui a obligé de l'expliquer & de montrer que non ſeulement le ſilence du Pape pour ce regard, ne prouvoit pas ce que l'on pretendoit ; mais que les termes dans leſquels cette Bulle eſt conçûë, marquent avec évidence que conformément au Concile de Trente, le Pape ne vouloit pas que les Evêques Dioceſains euſſent aucune inſpection ſur la Clôture des Religieuſes ſujettes aux Reguliers ; & qu'il regardoit leur pretention à cet égard, comme une entrepriſe exorbitante, *cùm inhoneſtum ſit quemlibet in alienam meſſem falcem immittere*, & comme une choſe qui ne pouvoit & ne devoit pas eſtre de leur competence, juſqu'à declarer qu'eux-mêmes n'avoient pas le pouvoir d'y entrer, *ità ut illa Monaſteria ingredi non poſſint*, ni d'y faire aucune fonction de ſuperiorité, *ut aliquam juriſdictionem ſeu aliud QUODCUNQUE dominium in Monales habere, exercere aut exequi nullatenùs poſſint aut debeant* : & tout cela eſt dit en parlant de la Clôture.

Si donc dans le ſentiment de ce Pape & dans celuy du Concile de Trente qu'il a ainſi expliqué, c'eſt mettre par les Evêques Dioceſains, la faucille en la moiſſon d'autruy, que de pretendre inſpection ſur la Clôture des Monaſteres ſujets aux Reguliers, pour en permettre l'entrée aux perſonnes de dehors, & pour y entrer eux-mêmes & y faire quelque Acte que ce ſoit de ſuperiorité ; ne doit-on pas dire que c'eſt la même choſe quand ils veulent viſiter cette Clôture & donner les permiſſions d'en ſortir ? le Pape n'en a rien dit, parce que la queſtion n'eſtoit pas de cela, que le Concile n'en donnoit pas l'occaſion, & que les Evêques ne le pretendoient pas encore en ce temps-là.

Au reſte, MM. les Evêques finiſſent leur Memoire, en établiſſant ce principe, que c'eſt l'uſage du Royaume de ſe conformer « aux Decrets du Concile de Trente & aux Bulles des Papes qui « conſervent ou rétabliſſent l'ancien droit commun ſur le pouvoir « des Evêques, ſans intereſſer le Souverain, ni faire de préjudice aux « libertez de l'Egliſe Gallicane. «

Quand on conviendroit du principe, la difficulté ſeroit toûjours de ſçavoir ſi ce qu'on ſuppoſe pour en tirer la conſequence, eſt

Réponſe aux Obſervations du quatriéme Memoire de MM. les Evêques.

fondé ſur la verité, ſi le Concile favoriſe la pretention de MM. les Evêques, ſi elle eſt conforme au droit commun, & ſi les Bulles dont ils l'appuyent, n'intereſſent pas le Souverain & ne préjudicient pas aux libertez de l'Égliſe Gallicane.

On a juſtifié même pluſieurs fois que le Concile de Trente eſt abſolument pour les Reguliers, que le droit commun, l'uſage du Royaume & la poſſeſſion de pluſieurs ſiecles leur ſont entierement favorables, & qu'on ne peut admettre les Bulles qui ont ajoûté de nouvelles diſpoſitions au Concile, ſans renverſer les Loix & les Maximes de France, les Ordonnances, les Lettres Patentes, les Arreſts, en un mot les Privileges & les libertez de l'Egliſe Gallicane, auſquelles ce principe dont a parlé Suarez chez Tamburinius, eſt ſi contraire, que l'execution des Loix Eccleſiaſtiques ne dépend pas de l'acceptation : *Legem Eccleſiaſticam non pendere ex acceptatione &c.*

» MM. les Evêques ajoûtent enfin qu'un Religieux de quelque
» Ordre que ce ſoit, qui fait ſcandale hors de ſon Cloître, eſt ſui-
» vant la Juriſprudence du Royaume, ſoumis à la juriſdiction de
» l'Ordinaire, comme les autres Clercs du Dioceſe.

Mais quand cela ſeroit, dont on ne convient pas, s'enſuivroit-il que les Religieux non plus que les Religieuſes ne pourroient ſortir de leurs Monaſteres ſans ſa permiſſion ?

Il faut ajoûter aux quatre Jugemens qu'on a produit & qui ont condamné la pretention de MM. les Evêques, un nouvel Arreſt contradictoire du Grand Conſeil du 3e d'Avril 1702. qui vient encore de declarer abuſive une Ordonnance de M. l'Evêque de Vabres, par laquelle il avoit défendu aux Abbeſſe & Religieuſes de Nonenque qui ſont de l'Ordre de Ciſteaux, de ſortir de leur Clôture ſans ſa permiſſion.

ECLAIRCISSEMENT
SUR LE CINQUIE'ME MEMOIRE de Meſſieurs les Evêques, qui a pour Titre :

Obſervations ſur les Contredits fournis par Monſieur l'Abbé de Ciſteaux, à l'Arreſt du Parlement de Paris du 13. Juin 1698.

Contredits & Salvations ſervant de Réponſe aux Pieces de MM. les Evêques.

ON avoit negligé de faire imprimer ces Contredits dans la penſée que ce qui en faiſoit le ſujet, n'en meritoit pas la peine : c'eſtoit une production nouvelle que Meſſieurs les Evêques ont faite au commencement du mois de Janvier 1703. de trois Arreſts qu'avoit autrefois obtenus feu M. de Clermont Evêque de Noyon contre deux Religieuſes de l'Abbaye de Fervacques qui avoient refuſé de faire voir la permiſſion qu'elles avoient eu de ſortir de leur Clôture, & qui s'eſtoient trouvées ne l'avoir que de leur Superieur Regulier.

Le premier de ces Arreſts du 27. Mars 1697. eſt du Conſeil Privé rendu ſur une ſimple Requeſte, qui renvoyoit les Parties au Parlement de Paris pour y proceder ſur l'appel comme d'abus interjetté par ces Religieuſes, de la procedure faite contre elles par l'Official de Noyon, avec défenſes de pourſuivre au Grand Conſeil où elles avoient fait aſſigner ledit feu Sieur Evêque.

Le ſecond du 12. Mars 1698. eſt encore du Conſeil Privé qui deboute leſdites Religieuſes, de l'oppoſition qu'elles avoient formée au premier Arreſt.

Et le troiſiéme du 13. Juin ſuivant, eſt un Arreſt du Parlement de Paris rendu à l'Audience par defaut & ſans Parties ouïes, par lequel la Cour a donné congé & pour le profit, dit qu'il n'y avoit pas d'abus dans la procedure dudit Official.

La qualité de ces trois Arreſts fait aſſez juger qu'on n'a pas eu bien de la peine à les contredire, & à faire voir la nullité des inductions que MM. les Evêques en avoient voulu tirer pour le

Contredits & Salvations ſervant de Réponſe aux Pieces de MM. les Evêques.

fond de leur pretention ſur la Clôture des Religieuſes exemptes qui ſont en Corps d'Ordre & gouvernées par des Superieurs Reguliers.

Un Arreſt ſur Requeſte qui renvoye au Parlement, un ſecond qui confirme le premier en deboutant de l'oppoſition qu'on y avoit formée, & un troiſiéme qui juge à l'Audience par défaut ſans entendre les Parties & ſans voir aucunes Pieces.

A quoy il faut ajoûter que ces trois Arreſts avoient déja eſté produits au Parlement de Provence & au Conſeil d'Etat Privé du Roy en faveur de M. l'Evêque d'Apt qui y faiſoit grand fond, ſans que ni l'un ni l'autre de ces deux Tribunaux ayent crû devoir s'y arreſter, ayant jugé tout le contraire par deux Arreſts ſolemnels des 9. Avril 1699. & 5. Septembre 1701.

Voilà un petit Sommaire des Contredits ſur leſquels MM. les Evêques ſont aujourd'huy leurs Obſervations : on pourra encore dans la ſuite leur donner un peu plus d'étenduë en répondant à ces Obſervations pour les éclaircir.

» Ils ſuppoſent en premier lieu, qu'il s'agit de la juriſprudence
» du Parlement de Paris ſur le pouvoir des Evêques de juger des
» cauſes legitimes de permettre aux Religieuſes, particulierement à
» celles de l'Ordre de Ciſteaux & de Fontevrault, de ſortir de leurs
» Monaſteres, & de ſçavoir ſi cette Cour conſidere la Declaration
» du Roy de 1696. comme une dérogation à l'Article XIX. de
» l'Edit de 1695. & c'eſt diſent-ils, un fait tres-important.

Cependant, on n'a pas vû juſqu'à preſent que ce fût-là la conteſtation qui eſt pendante devant le Roy, & ceux qui ont lû les Memoires qui ont eſté donnez de part & d'autre, ne ſe perſuaderont pas que ce ſoit là le fait le plus important, ni même qu'il s'en agiſſe. La queſtion qui eſt à juger, eſt de ſçavoir ſi MM. les Evêques ont le pouvoir qu'ils pretendent à l'égard des Monaſteres exempts & qui ſont ſous des Congregations & gouvernez par des Superieurs Reguliers, s'ils l'ont dis-je, en vertu des ſaints Decrets & des Conſtitutions Canoniques, de la Decretale *Periculoſo*, des Decrets des Conciles de Baſle & de Trente, des Ordonnances Royaux qui regiſſent le Royaume, comme eſt celle de Blois, de l'uſage qui y eſt reçû & pratiqué depuis plus de ſix ſiecles & autoriſé par pluſieurs Arreſts contradictoires : c'eſt de cela dont il s'agit, & l'on voit même que ce que les Rois en ont ordonné par leurs Edits & leurs Declarations, n'a jamais eſté qu'en confor-

mité

mité de ces Regles Canoniques qu'ils ont toûjours regardées comme en eſtant la baſe & le fondement.

Contredits & Salvations ſervant de Réponſe aux Pieces de MM. les Evêques.

Il eſt donc de peu d'utilité d'examiner de ſi prés la juriſprudence du Parlement de Paris, parce que ſi elle y eſtoit contraire, la Cour elle-même la reformeroit : mais voyons ſur quoy MM. les Evêques l'établiſſent.

Sur deux Arreſts diſent-ils, prononcez en ce Parlement depuis que la Declaration de 1696. y a eſté enregiſtrée, qui juſtifient qu'on y eſt perſuadé que cette Declaration ne contient aucune dérogation à l'Article XIX. de l'Edit de 1695. Il faut donc voir quels ſont ces deux Arreſts qui établiſſent ſi invinciblement la juriſprudence du Parlement.

Le premier du 18. Fevrier 1697. declare qu'il y a abus dans la permiſſion que Madame l'Abbeſſe de Fontevrault avoit donnée à une de ſes Religieuſes du Prieuré de Longueau, & fait défenſes aux Religieuſes de ce Monaſtere d'en plus ſortir ſans la permiſſion de M. l'Archevêque de Reims.

On ne dit pas que cet Arreſt fut rendu par défaut & faute de comparoir par les Parties adverſes ; & cependant on ajoûte que c'eſt une choſe jugée pour le Dioceſe de Reims.

L'on veut bien ſuppoſer ce qu'on dit enſuite, que l'Arreſt fut ſignifié à la Religieuſe & à Madame l'Abbeſſe de Fontevrault, & qu'elles n'y ont formé aucune oppoſition.

Peut-on tirer de-là une conſequence contre un tiers, contre tout l'Ordre de Ciſteaux, & en un mot, contre toutes les Congregations Regulieres ? non ſans doute, & tout l'avantage qui en peut revenir, c'eſt de le faire executer par cette Religieuſe contre laquelle il a eſté rendu.

Le ſecond Arreſt de la même Cour du 13. Juin 1698. eſt celuy dont on a déja parlé, obtenu par feu M. l'Evêque de Noyon contre deux Religieuſes de l'Abbaye de Fervacques.

Arreſt encore rendu par défaut à l'Audience du Parlement ſans ouïr les Parties ni rien examiner.

Mais dit-on, Meſſieurs les Gens du Roy qui eſtoient la principale Partie en cette cauſe, furent ouïs & ne conſentirent au congé qui fut donné à M. de Noyon, que parce qu'ils trouverent ſa demande juſte & bien établie.

Voilà une cauſe bien mal défenduë pour ces pauvres Religieuſes, puiſque la juſtice n'en eſt établie & ſoutenuë que par la Partie

Contredits & Salvations ſervans de Réponſe aux Pieces de MM. les Evêques.

adverſe, qui ſelon toutes les apparences ne ſe ſera pas miſe beaucoup en peine d'expliquer en leur faveur les ſaints Decrets & Conſtitutions Canoniques, la Decretale *Perſiculoſo*, les Conciles de Baſle & de Trente, l'Ordonnance de Blois & tant d'autres Pieces, & de leur donner le ſens & la ſignification qu'elles doivent avoir.

Aura-t-il par exemple expliqué à l'Audience, les Privileges de l'Ordre de Ciſteaux, & fait voir la poſſeſſion dans laquelle ſont les Religieuſes depuis prés de ſix ſiecles, de ne prendre la permiſſion de ſortir de leur Clôture dans leurs preſſantes neceſſitez, que de leurs Superieurs Reguliers ? Poſſeſſion conſtante, continuë & uniforme dans tous les Monaſteres de cet Ordre répandus dans toutes les Provinces de la Chrétienté, & qui eſt autoriſée par les Loix du Royaume & par des Arreſts ſolennels & contradictoires des Cours Superieures & même du Conſeil du Roy. On ne croira jamais que feu M. de Noyon ſi ardent pour les intereſts de ſa dignité, les ait voulu abandonner pour un moment ſeulement en cette occaſion, pour relever les droits des Religieuſes qui l'avoient attaqué.

MM. les Evêques trouvent mauvais que de la part de M. l'Abbé de Ciſteaux on ait rapporté un Arreſt du Parlement de Provence pour juſtifier dit-il, quelle eſt la juriſprudence de celuy de Paris. En effet, cela ne paroiſt pas de bon ſens, auſſi ne l'a-t-on pas fait dans cette vûë, mais on l'a produit avec deux autres du Grand Conſeil & ſur tout encore avec un autre du Conſeil d'Etat Privé du Roy du 5. Septembre 1701. pour montrer que quand on a pris le temps d'examiner à fond les preuves & les raiſons de part & d'autre en quelque Tribunal que ce ſoit, on n'a jamais heſité à prononcer en faveur des Superieurs Reguliers, & à condamner la pretention juſqu'à preſent inouïe de MM. les Evêques ; & ſi l'on veut préſumer quelque choſe à l'égard du Parlement de Paris, c'eſt qu'aſſurément cette Cour ſi ſage & ſi judicieuſe n'auroit pas manqué de faire la même choſe, ſi on luy avoit fait faire attention ſur un ſi grand nombre d'autoritez & de raiſons qui parlent pour les Ordres Reguliers.

Mais le Parlement de Paris a jugé ſur ce qu'on a produit pardevant luy, c'eſt-à-dire ſur les Pieces & les raiſons d'une ſeule Partie, ſans ouïr l'autre & par defaut : il ne pouvoit pas autrement prononcer ſur une demande qui luy paroiſſoit colorée

& appuyée de quelques titres dont on déguiſoit le veritable ſens.

Contredits & Salvations ſervant de Réponſe aux Pieces de MM. les Evêques.

Si de pareils Arreſts ainſi rendus ſans connoiſſance, peuvent établir une juriſprudence, il faut tomber d'accord que ce n'eſt pas choſe ſûre de la ſuivre, que les fondemens n'en ſont pas bien ſolides, & qu'il ſeroit tres-difficile de la faire recevoir par tout dans les queſtions de droit public & qui concernent la police du Royaume, ſur tout quand on la verroit contraire à toutes ſortes de Regles.

Aprés cela MM. les Evêques perſuaderont-ils que c'eſt une erreur comme ils diſent, de croire que les Arreſts par defaut ſont rendus ſans connoiſſance de cauſe ? L'on ſçait qu'il y a de la difference à faire entre ces Arreſts ; mais quoy que l'on puiſſe dire, on demeurera toûjours convaincu par la raiſon & le bon ſens, que des Arreſts par defaut où a parlé une ſeule Partie, ne doivent pas prévaloir à des Arreſts contradictoires qui n'ont prononcé qu'aprés avoir examiné à fond les Pieces & les raiſons de toutes les Parties : *hoc eſt juſtius & conforme juri.* Le devoir du Juge eſt à la verité d'examiner avec plus de ſoin le droit du défaillant, mais nonobſtant ce ſoin qui ne va jamais au point de la derniere exactitude, s'il n'entend la Partie, *parte inauditâ alterâ*, elle a toûjours au moins un pretexte de ſe plaindre qu'on luy a fait injuſtice, *æquum licèt ſtatuerit, haud æquus eſt.*

L'Objection que font MM. les Evêques à M. l'Abbé de Cîteaux, en luy reprochant que s'il avoit eu des moyens ſolides pour établir que ſa pretention eſt conforme à la Declaration de 1696. il n'auroit pas negligé de ſe pourvoir en caſſation contre cet Arreſt du Parlement de Paris, eſt ſi peu de choſe qu'elle ne merite pas d'eſtre relevée. Il a toûjours regardé cet Arreſt comme une Piece de nulle conſequence ; & quand on le luy a oppoſé au Parlement de Provence & au Conſeil d'Etat Privé, il s'eſt contenté d'en faire voir l'inutilité, & les Juges n'ont pas crû y devoir faire aucune attention ; on le peut voir cet Arreſt, viſé dans le Vû de celuy du Conſeil du 5. Septembre 1701. page 8e de l'Imprimé.

Doit-on luy reprocher qu'il n'a pas prouvé que ſa pretention eſt conforme à la Declaration de 1696. puiſqu'il l'a fait tant de fois dans chacun de ſes quatre ou cinq Memoires preſentez en cette Inſtance & ſi ſolidement, qu'il peut dire qu'il l'a autant de fois

Contredits & Salvations ſervant de Réponſe aux Pieces de MM. les Evêques.

démontré, ſans que jamais MM. les Evêques ayent pû y répondre, n'ayant rien fait que repeter la même choſe qu'ils diſent encore aujourd'huy dans leur nouvel Imprimé ſous le titre d'Obſervations, en general ſeulement & ſans vouloir entrer dans le détail.

Ils ne veulent pas que l'Arreſt contradictoire du Conſeil du Roy de 1701. ait préjugé que la Declaration de 1696. déroge au XIX. Article de l'Edit de 1695. parce que l'on ne doit » pas diſent-ils, préſumer la dérogation à une Loy generale, à » moins qu'il n'y euſt des clauſes préciſes, principalement pour la » conſervation du droit des Evêques qui a eſté de droit commun « dans tous les ſiecles de l'Egliſe, dautant plus que l'exemption » pretenduë par les Reguliers, ne peut eſtre fondée que ſur un Pri» vilege odieux dont l'uſage a eſté abrogé par les Conciles.

Il eſt ſurprenant que celuy qui écrit pour MM. les Evêques ne ſe ſouvienne pas que ce qu'il avance icy, eſt une pure repetition des principes erronez ſur leſquels il avoit fondé ſes premiers Memoires, & qu'on luy a montré tant de fois que les exemptions des Ordres Reguliers eſtoient depuis plus de huit à neuf ſiecles neceſſaires à leur conſervation & tres utiles à l'Egliſe, & un droit commun ferme & ſtable, approuvé par les Conciles, par les Loix & par un uſage conſtant & univerſel : comme auſſi que leurs Privileges n'ont point eſté revoquez mais au contraire toûjours confirmez, ſans qu'il ait pû faire la moindre réponſe pour tâcher d'infirmer ces veritez. Il repete la même choſe encore aujourd'huy, c'eſt une prévention dont il ne peut ſe défaire ; ce ſeroit choſe inutile de vouloir encore eſſayer à l'en tirer parce qu'il la veut avoir, on en a pitié.

L'Arreſt du Conſeil de 1701. a confirmé celuy du Parlement de Provence, que l'on accuſoit de contravention aux Saints Decrets, aux Ordonnances, à l'Edit de 1695. & à la Declaration de 1696. donc il a préjugé que cette Declaration dérogeoit à l'Article XIX. de l'Edit.

En effet, peut-on la lire ſans en eſtre convaincu ? elle tombe à la verité principalement ſur l'Article XVIII. mais elle ne peut y déroger, que par un contre-coup elle ne déroge auſſi au XIX. puiſqu'il en eſtoit la baſe & le fondement.

L'Article XVIII. donnoit à MM. les Evêques le pouvoir de regler ce qui regarde la Clôture des Religieuſes, & le XIX.

regloit la maniere dont ils uſeroient de ce pouvoir pour les ſorties de cette même Clôture. L'Article XVIII. eſtant ſappé par la Declaration de 1696. en faveur des Reguliers exempts qui ont des Superieurs Reguliers, ſçauroit-on concevoir que le XIX. qui y eſt fondé, puiſſe encore ſubſiſter à leur égard ?

Contredits & Salvations ſervant de Réponſe aux Pieces de MM. les Evêques.

On a montré de plus, que cet Article XIX. ne concernoit pas les Monaſteres unis en Corps d'Ordre, & que ce qui y eſtoit ordonné devoit ſur toutes choſes eſtre conforme aux ſaints Decrets & Conſtitutions Canoniques, ſuivant leſquelles on a fait voir que le pouvoir pretendu par MM. les Evêques leur eſt interdit & défendu tres-expreſſément.

Si d'ailleurs la dérogation à une Loy generale ne doit pas ſe préſumer ſans des clauſes préciſes, où trouveront-ils ces clauſes préciſes en l'Article XIX. pour déroger à ce qui eſt preſcrit d'une maniere ſi nette & ſi formelle par l'Ordonnance de Blois & par les autres Loix du Royaume en faveur des Reguliers ?

Enfin, MM. les Evêques font une derniere Obſervation, que « les pretentions de M. l'Abbé de Ciſteaux tendent à mettre une « étrange confuſion dans l'Egliſe de France, n'y ayant pas plus de « fondement de pretendre que par la Declaration de *1696.* le Roy « a voulu déroger à l'Article XIX. qu'à tous les autres Articles, « & notamment au X. & XI. qui reglent la maniere dont en doivent « uſer les Reguliers pour la Prédication & la Confeſſion. «

Comme on a dit que la Declaration de *1696.* déroge à l'Article XIX. principalement parce que le dix-huitiéme en eſt la baſe & le fondement, on ne peut pas tirer de conſequence pour les dixiéme & onziéme & les autres qui n'y ont aucun rapport & peuvent ſubſiſter d'eux-mêmes, s'y agiſſant d'ailleurs de choſes qui ſont reglées dont MM. les Evêques ſont en poſſeſſion & ſur leſquelles il y a long-temps qu'il n'y a plus de conteſtation.

Quant aux pretentions de M. l'Abbé de Ciſteaux, il ne demande rien que ce dont ont joui tous ſes Prédeceſſeurs à l'égard de la Clôture des Religieuſes & qui eſt établi par les ſaints Decrets, les Conciles, les Ordonnances & les Statuts de ſon Ordre. S'il eſt maintenu comme il eſpere, dans cette poſſeſſion ſi ancienne & ſi autentique, quels inconveniens & quelle confuſion en doit-on craindre ? il y a au contraire tout lieu de croire & de dire qu'il y en arriveroit inévitablement une tres-grande,

Contredits & Salvations ſervant de Réponſe aux Pieces de MM. les Evêques.

ſi MM. les Evêques venoient à bout de leur deſſein, par la nouveauté du changement, par la diverſité des eſprits qui voudroient gouverner, & par la diviſion qui ne manqueroit jamais de ſe mettre entre des Superieurs qui ne ſeroient pas ſubordonnez ſur tout en des Maiſons de filles, au préjudice de la Diſcipline & de la Regularité.

Recueil des Lettres de Meſſire Paul de Foix Archevêque de Toulouſe & Ambaſſadeur à Rome en 1581. & 1581. imprimées à Paris en 1628. *Lettre 34. p. 322.*

MM. les Evêques qui ont leur Dioceſe chacun à part, diſoit autrefois un grand Archevêque au Pape Gregoire XIII. par ordre exprés du Roy Henry III. dont il eſtoit Ambaſſadeur à Rome, *& qui ne ſont verſez en cette Diſcipline & façon Monaſtique & Reguliere, ne peuvent entretenir l'union & la conformité qui doivent eſtre dans tous les Monaſteres d'un même Ordre, pour le regard de la Regle, Statuts, Police, Diſcipline, vie, mœurs & toutes autres choſes appartenant à la Religion.*

Cet Archevêque Ambaſſadeur parloit ainſi au Saint Pere, de la part du Roy & en preſence du Cardinal d'Eſt Protecteur des affaires de France, & confirma ce qu'il diſoit, par des exemples & par l'experience funeſte qu'on avoit eu en Italie depuis trois à quatre ans que l'on avoit donné à MM. les Evêques inſpection ſur les Monaſteres de Filles. On ne rapportera pas icy les termes de la Lettre de Meſſire Paul de Foix qui en rend compte au Roy, parce qu'ils pourroient paroiſtre un peu trop forts, qu'on les a déja rapportez & qu'on peut encore les voir dans ſa 34e Lettre à l'endroit qui eſt cotté en marge.

DERNIER MEMOIRE
POUR MONSIEUR L'ABBE' GENERAL de l'Ordre de Ciſteaux,

ſervant d'abregé de tous les precedens Memoires.

Abregé de tous les Memoires.

LA maniere dont Meſſieurs les Evêques demandent que le droit leur ſoit donné de permettre aux Religieuſes exemptes & qui ſont en Corps d'Ordres, de ſortir de leur Clôture & d'examiner leurs Novices avant la Profeſſion, eſt une preuve qu'en effet il ne leur appartient pas, qu'ils n'en ſont point en poſſeſſion, & qu'ils n'ont rien ſur quoy ils puiſſent ſe fonder pour le pretendre; il leur eſt meſme défendu d'en uſer.

En un mot, c'eſt une nouveauté en matiere importante, contraire à toutes les Loix qui ont à cet égard juſques à preſent ſervi de regles dans l'Egliſe & dans l'Etat.

Pour en eſtre entierement perſuadé, il n'y a qu'à les parcourir en commençant par le premier Point qui regarde la Clôture des Religieuſes qui a toûjours appartenu aux Superieurs Reguliers privativement à tous autres, c'eſt-à-dire, ſans le concours de MM. les Evêques Dioceſains.

La Decretale ou Conſtitution du Pape Boniface VIII. qui commence par le mot *Periculoſo*, confirmée par le Concile de Baſle & renouvellée par celuy de Trente ſans nulle dérogation, charge MM. les Evêques de procurer l'établiſſement & le maintien de la Clôture, dans les Monaſteres de Filles de leurs Dioceſes qui ſont dépendans d'eux, de leur autorité ordinaire, & comme déleguez du Pape dans ceux qui ſont immediatement ſujets au Saint Siege; mais elle veut & ordonne que ce ſoient les Abbez & les autres Superieurs des Ordres Reguliers qui faſſent la même choſe dans les Monaſteres de Religieuſes de leurs Ordres. *Quatenùs eorum* Epiſcoporum *quilibet in Civitate ac Diœceſi propriâ, in Monaſteriis Monialium ſibi ordinario jure ſubjectis, ſuâ, in*

Abregé de tous les Memoires.

his verò quæ ad Romanam ſpectant Eccleſiam, Sedis Apoſtolicæ authoritate : Abbates verò & alii tàm exempti quàm non exempti Prælati Eccleſiarum, Monaſteriorum & Ordinum quorumcumque in Monaſteriis hujuſmodi ſibi ſubjectis, de Clauſurâ convenienti & de ipſis Monialibus includendis quamprimùm commodè poterunt, providere procurent.

Cette même Conſtitution parlant des permiſſions de ſortir de la Clôture dans les cas de neceſſité, veut encore que ce ſoit le Superieur à qui appartient le Monaſtere, qui les donne : *Nulli ſit quacumque ratione Monaſteria ipſa deinceps egrediendi facultas, niſi rationabilis & manifeſta cauſa exiſtat, ac de illius ad quem pertinuerit, ſpecialis licentiâ.*

La confirmation qui fut faite de cette Conſtitution par le Concile de Baſle, porte ces termes dans la Seſſion 15e : *Ut Conſtitutio Bonifacii Papæ VIII. quæ incipit* Periculoſo, *edita ſuper Clauſurâ Monialium, omnino juxtà ipſius tenorem executioni demandetur.*

Et le Concile de Trente en la renouvellant commence le Chapitre 5. de la 25e Seſſion par ces mots, *Bonifacii Octavi Conſtitutionem quæ incipit* Periculoſo, *renovans Sancta Synodus &c.* Il ordonne enſuite aux Evêques d'établir la Clôture en qualité d'Ordinaires, dans les Monaſteres qui leur ſont ſujets, & dans les autres c'eſt-à-dire par rapport à ladite Conſtitution, dans ceux qui ſont immediatement ſoumis au Saint Siege, comme délegucz du Pape : & ne veut pas qu'aucune Religieuſe en ſorte, s'il n'y a cauſe legitime qui doit eſtre approuvée de l'Evêque, *niſi ex aliquâ legitimâ cauſâ ab Epiſcopo approbandâ.*

Et au Chapitre 9. de la même Seſſion, il declare formellement qu'encore qu'il ſoumette ainſi à MM. les Evêques Diocesains les Monaſteres de Religieuſes qui ſont immediatement ſujets au Saint Siege, pour eſtre gouvernez par eux comme délegucz du Pape, ſon intention eſt que ceux qui ſont en Congregations & ſous des Chapitres Generaux, ſoient laiſſez & demeurent ſous la conduite & direction de leurs Superieurs Reguliers. En voicy les termes, *Monaſteria Sanctimonialium Sanctæ Sedi Apoſtolicæ immediatè ſubjecta, etiam ſub nomine Capitulorum Sancti Petri vel Sancti Joannis vel aliàs quomodocumque nuncupentur, ab Epiſcopis tanquam dictæ Sedis delegatis gubernentur : Quæ verò à deputatis in Capitulis Generalibus vel ab aliis Regularibus*

Regularibus reguntur, ſub eorum Curâ & CUSTODIA relinquantur.

Abregé de tous les Memoires.

Comme les Papes par des Privileges particuliers s'eſtoient retenu la Juriſdiction ſur ces Monaſteres & ne pouvoient pas ſe charger du ſoin de la Clôture qui doit s'y garder & de donner les permiſſions d'en ſortir dans les cas de neceſſité, à cauſe principalement du grand éloignement, ils ne pouvoient pas mieux faire que de députer & commettre à cet effet MM. les Evêques Dioceſains : Mais à l'égard des Monaſteres qui ont des Superieurs Reguliers, n'y ayant pas de beſoin ni de raiſon de les priver de leurs Juriſdictions, ni de les changer pour en mettre d'autres en leurs places, ils ont jugé qu'il eſtoit de la juſtice & du bon ordre, de laiſſer à ces Superieurs Reguliers la charge & le ſoin des Monaſteres qui dépendent d'eux, & les Conciles ont approuvé cette diſpoſition.

L'Aſſemblée de l'Egliſe de France dans la Ville de Melun en 1579. peu aprés la tenuë du Concile de Trente où la pluſpart des Prélats qui la compoſoient avoient aſſiſté, la ſuivit pareillement dans les Reglemens qu'elle fit pour la reformation des Monaſteres, obligeant ſeulement les Religieuſes qui auroient beſoin de ſortir de leur Clôture, de s'addreſſer à leurs Superieurs & d'en prendre d'eux la permiſſion : *Nulli ſanctimonialium liceat poſt Profeſſionem exire à Monaſterio etiam ad breve tempus quocunque prætextu, niſi ex aliquâ urgente & legitimâ cauſâ, idque de ſui Superioris licentiâ in ſcriptis obtentâ.*

Ce fut auſſi à cela que ſe conforma l'Ordonnance de Blois intervenuë en la même année, ſur les remontrances des Etats Generaux du Royaume ; car bien qu'elle ne reçût pas dans les formes le Concile de Trente en ce qui regarde la police & la diſcipline exterieure, elle ne laiſſa pas d'en tirer pluſieurs Reglemens qu'elle copia mot à mot & entr'autres celuy qui regarde la Clôture des Religieuſes qu'elle exprima en ces termes par un article exprés qui eſt le 31. *Admoneſtons les Archevêques, Evêques & autres Superieurs des Monaſteres de Religieuſes, de vaquer ſoigneuſement à remettre & entretenir la Clôture des Religieuſes... Et ne pourra aucune aprés avoir fait Profeſſion, ſortir de ſon Monaſtere pour quelque temps & ſous quelque couleur que ce ſoit, ſi ce n'eſt pour cauſe legitime qui ſoit approuvée de l'Evêque ou Superieur.*

Abregé de tous les Memoires.

L'alternative *de l'Evêque ou Superieur* dont on s'eſt ſervi en cet endroit, n'a eſté que pour faire voir que le Reglement eſtant general, on avoit voulu conſerver à chacun ſes droits & ſa juriſdiction, à MM. les Evêques ſur les Monaſteres qui dépendent d'eux, & aux Superieurs Reguliers ſur ceux qui leur ſont ſoumis.

On pourroit encore pour entrer dans le particulier, rapporter pluſieurs autres preuves de la même verité ; les Bulles des Papes qui ont confirmé l'exemption qu'a eu l'Ordre de Ciſteaux dés ſon commencement, de la Juriſdiction de MM. les Evêques Dioceſains, & les Lettres Patentes des Rois dûëment verifiées qui l'ont autoriſée & fait recevoir comme une Loy inviolable dans le Royaume.

Mais il ſuffit de dire que la poſſeſſion eſt conſtante & continuë dans cet Ordre depuis cinq à ſix ſiecles, ſans que jamais MM. les Evêques ſe ſoient aviſez d'y rien pretendre au préjudice de cette exemption, ſoit pour la Clôture des Religieuſes ſoit pour toutes autres choſes.

Et cette poſſeſſion à l'égard ſur tout de la Clôture, ſe trouve ſoûtenuë par pluſieurs Jugemens rendus en divers Tribunaux, autant de fois qu'elle a eſté attaquée & qu'on en a pris une exacte connoiſſance.

En 1678. feu M. de Gaillard Evêque d'Apt fit une Ordonnance qu'il voulut faire executer par les Religieuſes de Sainte-Croix qui ſont de l'Ordre de Ciſteaux & qui en appellerent comme d'abus au Grand Conſeil : l'appel y fut relevé ; mais les Parties s'en eſtant rapportées au ſentiment de feu M. de Harlay Archevêque de Paris, ce Prélat ſi éclairé & qui ſçavoit ſi bien la Diſcipline Eccleſiaſtique, condanna la pretention de M. l'Evêque d'Apt & l'obligea de revoquer ſon Ordonnance, & cette revocation fut publiée au Prône de ſon Egliſe Cathedrale.

Feu M. l'Evêque de Noyon eut la même pretention ſur l'Abbaye de Biache, & le Grand Conſeil declara abuſive l'Ordonnance qu'il avoit renduë & maintint M. l'Abbé de Ciſteaux dans le droit & la poſſeſſion de donner ſeul aux Religieuſes les permiſſions de ſortir de leur Clôture dans les cas de droit, par un Arreſt ſolennel du 11. Mars 1695. aprés douze Audiences de plaidoirie.

En 1699. M. de Foreſta Evêque moderne d'Apt renouvella la pretention de ſon Prédeceſſeur ſur la même Abbaye de Sainte-

Croix ; & le Parlement d'Aix qu'il avoit affecté pour Juge, la condanna par un autre Arreſt pareil à celuy du Grand Conſeil, du 9. Avril de cette année. *Abregé de tous les Memoires.*

Enfin, ledit Sieur Evêque d'Apt s'eſt pourvû au Conſeil d'Etat Privé du Roy en caſſation contre cet Arreſt, & Sa Majeſté aprés en avoir examiné avec exactitude & le fond & la forme, a debouté ledit Sieur Evêque de ſa demande en caſſation, & l'a condamné en l'amende & aux dépens, par un troiſiéme Arreſt du 5. Septembre 1701.

On ne peut pas donc avoir un droit mieux fondé & plus fortement ſoûtenu, qu'eſt celuy de M. l'Abbé de Ciſteaux & des autres Superieurs de ſon Ordre, pour le regard de la Clôture des Monaſteres de Religieuſes qui en dépendent, ſans le concours de MM. les Evêques Dioceſains.

CELUY d'examiner les Novices de ces mêmes Monaſteres avant la Profeſſion, n'eſt pas moins bien établi puiſqu'il a pour fondement le même Privilege d'exemption & la même poſſeſſion uniforme & continuë depuis tant de ſiecles, ſans que jamais MM. les Evêques ayent témoigné de le vouloir pretendre. Examen des Novices avant la Profeſſion.

L'on convient qu'il eſt du bon ordre que la vocation des Filles ſoit examinée, & de ſçavoir ſi elles ont les qualitez requiſes pour la Religion ; mais qui peut mieux s'acquitter de ce devoir, que les Superieurs des Monaſteres pour leſquels ces Novices font Profeſſion, qui en connoiſſent les diſpoſitions & qui ſçavent par experience & par la pratique des Regles qui s'y obſervent, juger de la capacité des ſujets qui y ſont propres ? au lieu que MM. les Evêques Dioceſains ou ceux qu'ils voudroient employer en leur place, n'ayant aucune connoiſſance de ces Monaſteres & de ce qui s'y pratique, ne ſçauroient diſtinguer dans une fois qu'ils verront une Novice pendant une heure, ſi elle eſt veritablement appellée & ſi elle peut ſoûtenir le poids de la vie reguliere qui conſiſte en une infinité de choſes qui ne s'apprennent que par l'exercice qui s'en fait.

Quoy qu'il en ſoit, cette pretention eſt encore une nouveauté inouye juſqu'à preſent, qui vient tout récemment d'eſtre condannée par l'Arreſt du Parlement d'Aix contre M. l'Evêque d'Apt, qui peut avoir des ſuites tres-fâcheuſes, & qui ne ſçauroit eſtre que tres-onereuſe aux Monaſteres & même tres-dangereuſe pour ne rien dire davantage ; outre qu'elle eſt contraire au vingt-hui-

Abregé de tous les Memoires.

tiéme Article de l'Ordonnance de Blois qui regit le Royaume & qui s'explique ainſi : *Voulons que les Abbeſſes ou Prieures, auparavant que de faire bailler aux Filles les Habits de Profeſſes pour les recevoir à Profeſſion, ſoient tenuës un mois devant, avertir l'Evêque, ſon Vicaire ou Superieur de l'Ordre, pour s'enquerir par eux & informer de la volonté deſdites Filles & s'il y a eu contrainte ou induction, & leur faire entendre la qualité du Vœu auquel elles s'obligent.*

Il faut tomber d'accord que ce Reglement-là comprend tous les Monaſteres de Religieuſes, auſſi-bien ceux qui dépendent de MM. les Evêques que les autres qui ſont en Corps d'Ordres & ſous des Superieurs Reguliers ; & c'eſt pour cette raiſon que l'alternative *de l'Evêque ou Superieur de l'Ordre* n'y a pas eſté oubliée, afin comme on a déja dit ; de maintenir chacun dans ſes droits & ſa poſſeſſion : & il fut fait pour ſe conformer à celuy du Chapitre 17. de la Seſſion vingt-cinquiéme du Concile de Trente pour les Monaſteres ſujets à MM. les Evêques, où l'on voit manifeſtement que l'information qu'il exige, ne peut eſtre faite que par le Superieur du Monaſtere, c'eſt-à-dire par celuy qui en a une pleine & entiere connoiſſance : *Exploret virginis voluntatem diligenter, an coacta an ſeducta ſit, an ſciat quid agat & ſi voluntas ejus pia ac libera cognita fuerit, habueritque conditiones requiſitas juxtà Monaſterii illius & Ordinis Regulam necnon Monaſterium fuerit idoneum.*

Que ſi l'on vouloit faire application des termes de ce Concile ſur les Monaſteres exempts & qui ſont en Corps d'Ordre outre qu'il eſt évident qu'ils n'y ſont pas compris, on voit aſſez d'ailleurs que ſon intention y eſt entierement contraire, ayant declaré dans le neuviéme Chapitre de la même Seſſion qu'on a rapporté cy-devant tout entier, qu'il vouloit & entendoit que ces Monaſteres-là fuſſent laiſſez & demeuraſſent ſous le ſoin, la garde & la conduite de leurs Superieurs Reguliers : *Sub eorum curâ & cuſtodiâ relinquantur.*

Meſſieurs les Evêques ne ſçauroient rien oppoſer de valable contre des droits ſi bien établis & contre une poſſeſſion ſi conſtante.

L'on peut encore l'appuyer de l'Edit du mois d'Avril 1695. concernant la Juriſdiction Eccleſiaſtique, interpreté par la Declaration du Roy du 29. Mars 1696. Car bien que par quel-

ques Articles de cet Edit, il y eust lieu de croire qu'on avoit dérogé aux Privileges & Exemptions des Ordres Reguliers & à leur poſſeſſion, neanmoins il ne peut plus y avoir aucun doute aprés la Declaration qui l'a interpreté & par laquelle Sa Majeſté a ordonné *que l'Edit ſeroit executé, ſans préjudice des droits, privileges & exemptions des Monaſteres qui ſont ſous des Congregations, qu'Elle entend avoir lieu ainſi & en la maniere qu'ils l'ont eu & dû avoir juſqu'à preſent.*

Abregé de tous les Memoires.

Trois conſiderations font connoiſtre avec évidence que l'intention du Roy n'a point eſté de déroger à ces Privileges & à cette poſſeſſion, par aucun des Articles de l'Edit.

La premiere, que Sa Majeſté y ordonne dés le premier Article, *que les Ordonnances, Edits & Declarations faites par Elle & les Rois ſes prédeceſſeurs, ſeront executées;* & par conſequent, l'Ordonnance de Blois dans les Articles 28. & 31. qui maintiennent les Superieurs Reguliers comme on l'a vû, dans leurs droits & dans leurs juriſdictions.

La ſeconde, que par pluſieurs autres Articles de l'Edit, notamment par le 18. & le 19e, Sa Majeſté declare qu'Elle ne fait les Reglemens qui y ſont contenus, que *ſuivant & en execution des ſaints Decrets & des Conſtitutions Canoniques*, que l'on a vû auſſi cy-devant ſi favorables aux Monaſteres qui ſont ſous des Congregations.

La troiſiéme conſideration eſt que Sa Majeſté a declaré elle-même ſon intention d'une maniere ſi évidente qu'on n'en peut pas douter, par l'interpretation qu'elle en a faite dans le préambule & dans le corps de la Declaration de 1696.

Au préambule, Elle marque que ſon motif eſt d'expliquer ſi clairement l'Article 18e de l'Edit *qu'il n'y reſte plus aucun pretexte de difficulté, afin que le Clergé Seculier & Regulier demeurent dans les bornes qui ſont preſcrites par les ſaints Canons, & que les Reguliers jouiſſent ſous ſa protection, des exemptions legitimes qui ont eſté accordées à pluſieurs Ordres, Congregations & Monaſteres.*

Pour le corps de la Declaration, il eſt tout exprés pour le maintien & la conſervation des droits & de la poſſeſſion où ſont les Monaſteres qui ſont en Congregations, Sa Majeſté ordonnant *que ſon Edit & en particulier l'Article 18. d'iceluy ſoit executé, ſans préjudice des droits, privileges & exemptions des*

Abregé de tous les Memoires.

Monaſteres, & de ceux qui ſont ſous des Congregations qu'elle entend avoir lieu ainſi & en la maniere qu'ils l'ont eu & dû avoir juſqu'à preſent.

Il eſt vray qu'il n'eſt pas fait là mention ſpecifique de l'Article 19. mais outre qu'il eſt compris dans l'Edit qui doit eſtre executé *ſans préjudice des droits &c.* il eſt évident qu'il eſt contenu en ſubſtance dans le 18e, qui donnoit inſpection à MM. les Evêques Dioceſains ſur la Clôture des Religieuſes, & dont il n'eſt que l'extenſion & l'explication. Croira-t-on que le Roy n'ait pas voulu que ſon Edit & en particulier l'Article 18. préjudiciaſſent aux Privileges & aux Exemptions des Ordres Reguliers, & que ſon intention ait eſté en même temps, qu'il y fût préjudicié par l'Article 19. qui fait partie de l'Edit & qui eſt renfermé dans l'Article 18e ?

Toutes ces raiſons font eſperer à l'Abbé General de Ciſteaux, que le Roy aura la bonté de continuer à ſon Ordre l'honneur de ſa protection qu'elle luy a déja accordée en tant d'occaſions ; elle eſt d'autant plus neceſſaire en celle qui ſe preſente, que la demande que font MM. les Evêques, eſt une nouveauté inouye dans des Points eſſentiels d'un Privilege ſi venerable par ſon ancienneté, ſi bien établie par ce qu'il y a de plus inviolable dans l'Egliſe & dans l'Etat, du conſentement même de MM. les Evêques & ſur la renonciation qu'ils ont faite de leur Juriſdiction, lors de la fondation de l'Ordre de Ciſteaux & des Monaſteres qui le compoſent : Privilege tant de fois canoniſé par les Papes & par les Conciles Generaux, & ſi bien autoriſé par les Lettres Patentes des Rois, par les Ordonnances & par les Arreſts des Cours Superieures.

Les inconveniens qui ſont à craindre d'une telle nouveauté ſont extrémes, la diviſion dans les Monaſteres, le retranchement d'autorité dans les Superieurs pour y maintenir le bon ordre, la diſſipation de la regularité, & en un mot un bouleverſement general & le mauvais exemple qu'elle cauſeroit dans les Provinces étrangeres de toute la Chrétienté, dont les Monaſteres ſont demeurez attachez juſqu'à preſent aux Superieurs François, par le lien de l'uniformité avec une entiere dépendance.

Nulle neceſſité de faire un tel changement, & tant s'en faut que MM. les Evêques ayent ſujet de ſe plaindre, ſoit de la ſortie des Religieuſes, ſoit de l'examen des Novices avant la Pro-

Digitized by Google

Abregé de tous les Memoires.

feſſion, qu'il a eſté pourvû ſur le premier Point par les Arreſts du Grand Conſeil de 1695. & du Parlement de Provence de 1699. *à ce que les Religieuſes ſeront tenuës quand elles en ſeront requiſes, de faire apparoir lorſqu'elles ſeront hors de leurs Monaſteres, de la permiſſion par écrit de leurs Superieurs, aux Evêques Dioceſains des lieux dans leſquels elles ſeront.* Elles n'ont pas moins de droit d'y entrer & ne ſont pas plus leurs juridiques, que toutes autres perſonnes qui y viennent d'un autre Dioceſe.

A l'égard du ſecond Point pour l'examen des Novices, les Superieurs Reguliers y ſatisfont avec d'autant plus de ſuccés, qu'ils ont plus de connoiſſance des Monaſteres & de ce qui s'y pratique.

On voit auſſi aſſez que ce changement ne peut avoir aucune utilité, car on peut dire que les Superieurs Reguliers ne ſont pas moins circonſpects que Meſſieurs les Evêques & les Eccleſiaſtiques qu'ils commettent, ſoit pour permettre les ſorties des Religieuſes, ſoit pour examiner les Novices : & quand il y auroit quelque apparence d'utilité, il faudroit encore craindre les inconveniens qu'on ne peut pas prévoir & qui ne manqueroient pas d'arriver, quand ce ne ſeroit que le trouble qui ſuit neceſſairement la nouveauté, ſuivant cette belle parole de ſaint Auguſtin : *Mutatio conſuetudinis etſi utilitate adjuvat, tamen novitate perturbat.*

C'eſt par cette derniere Piece que la Procedure s'eſt terminée, MM. les Evêques ayant retiré leurs Pieces en 1705. pour empeſcher un Jugement qu'ils prévoyoient ne pouvoir pas leur eſtre avantageux, afin de tenter une autre voye par le moyen des Cahiers qu'ils ont coûtume de preſenter au Roy à la fin de chaque Aſſemblée du Clergé, comme on a marqué qu'ils ont fait en 1705. & 1710. ſans y avoir reüſſi, Sa Majeſté ayant à chaque fois répondu qu'y ayant une Inſtance pendante & toute inſtruite

là-deſſus, ils devoient la faire juger & s'addreſſer aux Juges & Commiſſaires qu'elle leur a nommez.

Au contraire, de la part de M. l'Abbé de Cîteaux & de Madame l'Abbeſſe de Fontevraud, pour ſuivre les ordres de Sa Majeſté, on a inſiſté & pourſuivi le Jugement & preſenté des Requeſtes tendantes à cette fin ; mais rien n'a pû leur faire rompre leur ſilence, & tout en eſt demeuré-là ; ils ſont dans la poſſeſſion & jouiſſance de leurs droits où ils ont eſté maintenus par les Arreſts qui ont eſté cy-devant expliquez ; le tout ſoit pour la plus grande gloire de Dieu.

Fin du nouveau Recueil des Privileges de l'Ordre de Ciſteaux. 1713.

TABLE

TABLE CHRONOLOGIQUE

DES PRINCIPALES CHOSES

contenuës dans le nouveau Recueil des Privileges de l'Ordre de Ciſteaux, & premierement dans la premiere Partie où ſont les Bulles & les Brefs des Papes.

L'AVERTISSEMENT *qui eſt à la teſte de cette premiere Partie, fait voir* 1°. *En quel temps & de quelle maniere l'Ordre de Ciſteaux s'eſt établi en* 1098. *à la fin du onziéme ſiecle de l'Egliſe, de l'autorité du Saint Siege & avec le conſentement des Evêques Dioceſains, libre & exempt de leur juriſdiction, par des preuves inconteſtables.*

2°. *Que la maternité eſt la ſource & l'origine de la juriſdiction ſur les Monaſteres qui le compoſent, des Paternitez & des Filiations dont il y a de deux ſortes, une generale attribuée uniquement au Chef & qui luy donne cette qualité; & un grand nombre de particulieres, autant qu'il y a de Monaſteres qui en ont fondé d'autres.*

3°. *La difference de ces mots qui y ſont tres-uſitez, Lignes, Generations & Filiations qui tous enſemble font un Corps d'Ordre: outre quoy il y a encore deux voyes qui ont contribué à le peupler, celle d'aſſociation des Monaſteres qui eſtoient déja fondez & y ont eſté incorporez, & celle des Commiſſions du Chapitre General ou de l'Abbé de Ciſteaux qui ont nommé des Peres immediats; l'occaſion des Commendes a auſſi établi une eſpece de dévolut pour la juriſdiction.*

Preface hiſtorique contenant les cauſes & les motifs de la conceſſion de ces Privileges, & l'obligation de les avoir en chaque Monaſtere de l'Ordre, de les obſerver, ſoutenir & défendre: avec un précis de ce qui y eſt arrivé de plus conſiderable. Depuis la premiere page juſqu'à la 8e inclusivement.

Lettres Patentes du Roy du mois de Decembre 1711. confirmatives deſdits Privileges qui y ſont énoncez, avec attribution de juriſdiction au Grand Conſeil, & l'Arreſt d'enregiſtrement. Depuis la 9e page juſqu'à la 13e.

1107. *Carte de Charité ou Statut primordial & fondamental de l'Ordre de Ciſteaux diviſé en trente articles que l'on peut auſſi voir au Grand Bullaire Romain dans la Bulle du Pape Eugene III. de 1152. & qui renferment tous les Reglemens neceſſaires pour le bon gouvernement d'un Ordre regulier.*

Ces trente articles ſont reduits à cinq Chapitres dont le premier par les 1. 2. 3 4. & 5e établit l'Abbaye de Ciſteaux comme l'Egliſe matrice, Chef de l'Ordre auquel elle donne ſon nom, en luy aſſujettiſſant tous les Monaſteres pour y prendre le ſens de la Regle de Saint Benoiſt, les mœurs & les pratiques, & y retenant la juriſdiction ſpirituelle ſans rien profiter de leur temporel.

Le ſecond aux articles 6 7. & juſqu'au 14e regle le droit & la maniere de faire les viſites, premierement celuy de l'Abbé de Ciſteaux & enſuite celuy des autres Abbez, en établiſſant les Peres immediats & les filiations, & commettant la viſite de l'Abbaye de Ciſteaux aux quatre plus anciens Abbez, de la maniere qui y eſt preſcrite; & de plus il regle auſſi le rang que les Abbez doivent tenir entre eux.

Le troiſiéme Chapitre par les articles 15. 16. 17. 18. 19. & 20e établit l'aſſemblée du Chapitre General à Ciſteaux & regle ſon autorité & ce qu'il peut & doit faire.

Le quatriéme fait la même choſe pour les Elections des Abbez, premierement pour celle de l'Abbé de Ciſteaux differemment de tous les autres & avec plus de ſolemnité; par les articles 21. 22. 23. & 24.

Et enfin, le cinquiéme regle leurs dépoſitions par les 25. 26. & juſqu'au 30e encore d'une maniere differente des autres & avec beaucoup plus de ſolemnité. Depuis la page 14. juſqu'à la 20e.

1119. *Bulle du Pape Calixte II. de 1119. addreſſée à Saint Eſtienne troiſiéme Abbé de Ciſteaux & à ſes Religieux qu'il reconnoiſt auteurs de la Carte de Charité, laquelle il confirme d'autorité Apoſtolique avec les uſages & pratiques de leur Monaſtere, aprés avoir marqué la maniere dont a eſté établi l'Ordre, du conſentement des Evêques Diocezains.* page 21.

Il eſt fait mention enſuite de cette Bulle, de pluſieurs autres Confirmations Apoſtoliques de la Carte de Charité, & nommément de celles d'Eugene III. de 1152. où elle eſt rapportée toute entiere, & d'Alexandre III. de 1159. où il a expliqué la maniere dont on en doit uſer dans la viſite de Ciſteaux. p. 22

Bulle du Pape Innocent II. encore addreſſée à Saint Eſtienne 1132.
Abbé de Ciſteaux & à ſes ſucceſſeurs, qui marque l'exemption de l'Ordre en l'exemptant de ſe trouver aux Synodes des Ordinaires, & releve le privilege qu'a la Maiſon de Ciſteaux comme Mere & Chef de l'Ordre, de ſe choiſir un Abbé entre tous les autres, au lieu que les autres Maiſons n'ont la liberté de le prendre qu'entre ceux qui dépendent d'eux, & au ſurplus exempte tous les Monaſteres de payer ſur leurs Terres, aucunes Dixmes ni groſſes ni menuës ni novales. p. 23

Bulle du Pape Alexandre III. encore addreſſée à l'Abbé de 1164.
Ciſteaux & à ſa Communauté, qui prend ſous ſa protection ſpeciale l'Abbaye de Ciſteaux & pluſieurs autres Monaſteres comme en eſtans dépendans, entre leſquels ſont les quatre premiers. p. 26

Seconde Bulle du même Pape addreſſée à tous les Abbez de 1164.
l'Ordre, auſquels il donne le pouvoir d'abſoudre leurs Religieux de toutes les Cenſures qu'ils pourroient avoir encouruës. p. 27

Bulle du Bape Luce III. addreſſée à l'Abbé de Ciſteaux & 1183.
à tous ſes Coabbez, par laquelle il défend à tous Prélats de prononcer aucunes Cenſures ſous peine de nullité, contre aucunes perſonnes de l'Ordre de Ciſteaux, & à aucun Evêque d'exiger dans les benedictions abbatiales d'autre ſerment des Abbez, que celuy qui eſt accoûtumé dans l'Ordre depuis ſon origine, y ajoûtant ces mots, Salvo ordine noſtro. p. 29

Bulle du Pape Innocent III. icy rapportée (pour ſervir d'exem- 1204.
ple de ce qu'on a dit que chaque Monaſtere prenoit autrefois à Rome une Expedition originale ſous ſon nom, de tous les Privileges que le Saint Siege avoit accordez à l'Ordre de Ciſteaux.) La Bulle eſt addreſſée à l'Abbé de Loz en Flandre & à ſa Communauté, où l'on voit un précis de preſque tous les Privileges que le Pape confirme en ſa faveur & luy donne de nouveau, même en general par une clauſe expreſſe & particuliere, Prætercà omnes libertates & immunitates à præd. noſtris Romanis Pontif. Ordini veſtro Conceſſas Confirmamus. p. 271

Bulle du Pape Honoré III. addreſſée à l'Abbé de Ciſteaux & 1219.

à tous ſes Coabbez, par laquelle Sa Sainteté défend à ſes Légats de prononcer aucunes Cenſures contre eux & leurs Monaſteres, ſans un ordre particulier. p. 29

1224. *Seconde Bulle du même Pape addreſſée à tous Prélats, qui leur enjoint expreſſément de faire jouir tous les Monaſteres de l'Ordre de Ciſteaux, de l'exemption qui leur a eſté accordée de ne payer ſur leurs Terres aucunes Dixmes.* p. 30

1225. *3e Bulle du même Pape Honoré III. addreſſée à tous les Abbez & Religieux de l'Ordre, par laquelle il les exempte de payer la Dixme ſur leurs Domaines qui eſtant ſortis de leurs mains, leur reviennent & ſont réunis à leurs Monaſteres.* p. 32

1228. *Bulle du Pape Gregoire IX. addreſſée à l'Abbé de Ciſteaux & à tous ſes Coabbez, par laquelle il declare nulles les reſcrits de Rome qui pourroient eſtre décernez contre eux ſans y faire une mention expreſſe de l'Ordre de Ciſteaux.* p. 33

1234. *Seconde Bulle du même Pape addreſſée comme la précedente, par laquelle il défend de prendre ni exiger aucun droit ſur leurs Monaſteres ſous pretexte de Patronage, Advocatie, Gardegardienne &c.* p. 33

1234. *Troiſiéme Bulle encore du même Pape Gregoire IX. auſſi addreſſée comme les deux précedentes à l'Abbé de Ciſteaux & à tous ſes Coabbez, par laquelle il défend ſous peine de nullité aux Evêques Diocezains & à leurs Chapitres & aux Archidiacres de ſe mêler des Elections, punitions & dépoſitions & inſtallations des Abbez & Abbeſſes de l'Orare de Ciſteaux, & laiſſe à l'Evêque du Dioceſe, de conferer la benediction abbatiale.* p. 35

1234. *Quatriéme Bulle encore du même Pape auſſi addreſſée à l'Abbé de Ciſteaux & à ſes Coabbez, par laquelle il leur donne pouvoir de commettre leurs Prieurs en leur abſence, pour abſoudre leurs Religieux & Convers des Cenſures qu'ils peuvent avoir encouruës.* p. 36

1245. *Bulle du Pape Innocent IV. addreſſée à l'Abbé de Ciſteaux, à ſes Coabbez & à leurs Communautez, par laquelle il défend aux Ordinaires ſous peine de nullité, d'appeller devant eux ni à leurs Synodes les Abbez & Religieux de l'Ordre de Ciſteaux, ſi ce n'eſt pour raiſon de la foy.* p. 37

1245. *Seconde Bulle du même Pape ſous la même addreſſe, qui declare que les Monaſteres de l'Ordre de Ciſteaux ne peuvent eſtre viſitez que par des Abbez & Religieux de l'Ordre, declarant nul tout ce*

Digitized by Google

qui ſera fait au contraire. p. 38

Troiſiéme Bulle encore du même Pape addreſſée comme les précedentes, par laquelle il accorde aux Monaſteres de l'Ordre de Cîteaux de jouir des Dixmes Novales à proportion de ce qu'ils perçoivent des anciennes, pag. 40e. Pluſieurs autres Papes ont encore confirmé ce même Privilege. 1249.

Quatriéme Bulle du Pape Innocent IV. encore addreſſée à l'Abbé de Ciſteaux, à ſes Coabbez & à leurs Communautez, par laquelle il declare que la Conſtitution qu'il a faite contre l'exemption de quelques Monaſteres, ne regarde pas l'Ordre de Ciſteaux. 1251.
p. 41

Cinquiéme Bulle encore du même Pape addreſſée comme les précedentes, par laquelle il ordonne de retrancher de l'Ordre de Cîteaux les Monaſteres de Religieuſes qui refuſeront de ſe ſoumettre à ſes Reglemens. 1252.
p. 42

Bulle du Pape Alexandre IV. addreſſée encore de même à l'Abbé de Ciſteaux & à tous ſes Coabbez, qui leur donne le pouvoir d'abſoudre leurs Religieux de toutes les Cenſures qu'ils auroient encouruës. 1254.
p. 43

Seconde Bulle du même Pape avec la même addreſſe, qui declare que les Monaſteres de l'Ordre de Ciſteaux ne pouvant eſtre viſitez que par des Abbez & Religieux de l'Ordre, ils ſont exempts de payer à aucun autre des droits de viſites &c. 1254.
p. 44

Troiſiéme Bulle encore du même Pape ſous la même addreſſe, qui donne pouvoir à tous les Abbez de commettre de leurs Religieux pour abſoudre des Cenſures les Religieux & Religieuſes de leur dépendance qui peuvent en avoir encouruës. 1255.
p. 45

Quatriéme Bulle du même Pape encore ſous la même addreſſe, qui donne pouvoir d'ériger des Autels & des Chapelles dans leurs Granges & Métairies à la Campagne pour y faire le ſervice. 1255.
p. 46

Cinquiéme Bulle encore du même Pape Alexandre IV. ſous la même addreſſe, qui exempte les Monaſteres de l'Ordre de Cîteaux de payer ni ſubſide ni aucune taxe quand même l'impoſition en ſeroit faite de l'autorité du Saint Siege. 1255.
p. 47

Sixiéme Bulle encore du même Pape addreſſée à l'Abbé de Cîteaux, à tous ſes Coabbez & à tous les Monaſteres de l'Ordre, par laquelle il défend de prononcer contre eux aucunes Cenſures, & leur donne pouvoir d'adminiſtrer dans leurs Egliſes & Cha- 1257.

pelles les Sacremens convenables à leurs Domeſtiques, Fermiers &c. p. 48

1258. *Septiéme Bulle encore du même Pape ſous la même addreſſe, qui exempte tous les Monaſteres de l'Ordre de Ciſteaux de payer aucuns droits de Procuration & autres aux Légats & Nonces du Saint Siege, Archevêques &c.* p. 49

1259. *Huitiéme Bulle du même Pape Alexandre IV. ſous la même addreſſe, par laquelle il declare que toutes les Conteſtations qui ſurviennent dans l'Ordre de Ciſteaux, doivent s'y terminer par les Superieurs, avec défenſes de les porter pardevant d'autres Tribunaux.* p. 51

1262. *Bulle du Pape Urbain IV. addreßée à tous les Archevêques, Evêques, Abbez & autres auſquels il enjoint de tenir la main à faire executer les Privileges de l'Ordre de Ciſteaux.* p. 52

1262. *Seconde Bulle du même Pape addreßée à toutes les Abbeſſes & Monaſteres de Religieuſes de l'Ordre de Ciſteaux, auſquelles il accorde d'uſer & de jouir de tous les Privileges de l'Ordre qui leur competent & conviennent.* p. 53

1262. *Troiſiéme Bulle encore du même Pape Urbain IV. addreßée à l'Abbé de Ciſteaux, à ſes Coabbez & à leurs Communautez, qui renouvelle & confirme le Privilege accordé à l'Ordre dés ſon origine, de pouvoir celebrer & faire le Service Divin dans leurs Egliſes au temps d'un interdit general.* p. 54

1262. *Quatriéme Bulle encore du même Pape ſous la même addreſſe, qui exempte les Monaſteres de l'Ordre de payer les Dixmes ni groſſes ni menuës ſur leurs Terres.* p. 55

1265 *Extrait de la Bulle du Pape Clement IV. de 1265. qui confirme entre pluſieurs autres choſes qu'il regle, & donne de nouveau à l'Abbé de Ciſteaux nouvellement élû, ſi ſon élection s'eſt faite en concorde & qu'il n'y ait pas d'oppoſition à juger, le pouvoir d'agir pleinement, comme en pareils cas il a toûjours fait, eſtant cenſé confirmé de fait par le Saint Siege: il regle encore diverſes choſes ſur le ſujet des Elections, & diſpenſe des formalitez requiſes par le droit.* p. 56

1265. *Seconde Bulle du même Pape Clement IV. addreßée à l'Abbé de Ciſteaux & à ſa Communauté, qui declare nuls tous les Privileges qui ont eſté & ſeront donnez à l'avenir même par le Saint Siege, ſes Légats &c. au préjudice & contre la Commune Inſtitution de l'Ordre.* p. 58

Digitized by Google

Bulle du Pape Nicolas IV. de 1290. addreſſée à l'Abbé de Ciſteaux & aux autres Abbez, qui leur donne pouvoir de députer des Religieux de leurs Monaſteres pour abſoudre les pauvres & malades qui pourront s'y rencontrer, & leur adminiſtrer les Sacremens. 1290. p. 59

Seconde Bulle du même Pape Nicolas IV. addreſſée à l'Abbé de Ciſteaux & à tous ſes Coabbez, par laquelle il prend ſous ſa protection ſpeciale l'Ordre de Ciſteaux & tous ſes Monaſteres, confirme les biens qui leur appartiennent, & defend à ceux qui en ſont, de le quitter pour entrer en un autre Ordre ni d'y faire aucun changement. 129 p. 60

Bulle du Pape Boniface VIII. addreſſée comme la precedente, qui declare que ce qui eſt offert dans les Egliſes de l'Ordre pendant que quelques Prélats que ce ſoient y officient, appartient aux Religieux de ces Monaſteres. 1294. p. 61

Seconde Bulle du même Pape addreſſée encore comme la precedente, qui diſpenſe les Superieurs & Religieux de l'Ordre dans les procedures qu'ils font pour la correction des fautes contre les Religieux, de ſuivre à la rigueur toutes les regles du droit, & les oblige ſeulement à bien faire obſerver les Statuts de l'Ordre. 1296. p. 63

Troiſiéme Bulle encore du même Pape addreſſée à toutes les Abbeſſes de l'Ordre & à leurs Communautez, qui donne la même diſpenſe que dans la precedente, touchant les procedures qui ſe font contre les Religieuſes dans les mêmes termes. 1296. p. 64

Quatriéme Bulle encore du même Pape Boniface VIII. qui exempte les Terres de l'Ordre de Ciſteaux que les Religieux cultiveront ou feront cultiver par d'autres, de payer aucunes Dixmes ni novales ni autres. 1301. p. 65

Bulle du Pape Jean XXII. de 1319. addreſſée à l'Abbé de Ciſteaux, par laquelle il declare qu'encore que les Abbez de l'Ordre ſoient pourvûs par le Saint Siege, ils ne laiſſent pas d'eſtre dans la dépendance de l'Abbé de Ciſteaux & du Chapitre General, & d'eſtre obligez de leur rendre obéïſſance. 1319. p. 66

Bulle du Pape Benoiſt XII. de l'an 1334. qui défend de recevoir à Profeſſion dans l'Ordre de Ciſteaux, des Religieux de quelque Ordre Mendiant que ce ſoit ſans une permiſſion expreſſe du Saint Siege. 1334. p. 67

Bulle du Pape Urbain V. de 1363 addreſſée à l'Abbé de Citeaux & à tous les autres Abbez & Monaſteres, qui leur permet 1363.

d'avoir des Autels & des Chapelles dans les lieux forts où ils ſe retireront pendant les Guerres & d'y celebrer l'Office. p. 68

1415. *Bulle du Pape Jean XXIII. de 1415. qui declare que tous les Religieux de l'Ordre de Ciſteaux quelque office & charge qu'ils ayent auprès du Pape & des Cardinaux, ne laiſſent pas d'eſtre ſoumis & ſujets à l'obëïſſance de leurs Superieurs reguliers.* p. 69

1415. *Seconde Bulle du même Pape addreſſée à l'Abbé de Ciſteaux & à tous ſes Coabbez, par laquelle il donne le pouvoir à l'Abbé de Ciſteaux & au Chapitre General de ſupprimer les Monaſteres d'hommes & de filles qui ne peuvent pas y entretenir le nombre de Religieux & de Religieuſes ordonné par les Statuts, & d'en unir les biens à d'autres Monaſteres du même Ordre.* p. 71

1417. *Bulle du Pape Martin V. de 1417. qui défend à tous les Religieux de l'Ordre de Ciſteaux d'en ſortir pour entrer en quelque autre Ordre que ce ſoit ſinon en celuy des Chartreux, ſans la permiſſion & le conſentement du Chapitre General & de l'Abbé de Cîteaux, quand même le Saint Siege le leur auroit permis.* p. 73

1417. *Seconde Bulle du Pape Martin V. de 1417. addreſſée à l'Abbé de Ciſteaux & à tous les autres Abbez & Convens de l'Ordre, qui défend à tous ceux qui poſſedent quelque Office ou Benefice dans l'Ordre de Ciſteaux, de s'en démettre que de l'aveu & du conſentement du Chapitre General.* p. 75

1423. *Troiſiéme Bulle du même Pape Martin V. qui ſur la priere & requiſition de pluſieurs Rois & Princes, ordonne aux Archevêques, Evêques & autres à qui la Bulle eſt addreſſée, de faire jouir les Monaſteres de l'Ordre de Ciſteaux, de l'exemption de payer Dixmes ſur leurs Terres.* p. 76

1435. *Bulle du Concile de Baſle de 1435. qui confirme à tout l'Ordre de Ciſteaux les Privileges qui luy ont eſté accordez par les Papes, Empereurs, Rois, Princes & autres, & même il les luy donne de nouveau.* p. 78

1438. *Bulle du Pape Eugene IV. de 1438. qui declare tous les Abbez de l'Ordre preſens & à venir promûs & confirmez de quelque autorité que ce ſoit, même par le Saint Siege, eſtre ſoumis à l'obëïſſance de l'Abbé General & des autres Superieurs de l'Ordre.* p. 80

1439. *Seconde Bulle du même Pape, qui défend à tous les Religieux de l'Ordre de le changer ſans la permiſſion de l'Abbé de Ciſteaux, & declare que ceux qui le font ſans cela, encourent l'excommu-*

nication

nication & ne laiſſent pas de luy eſtre ſoumis. p. 82

Bulle du Pape Nicolas V. qui en rapportant une autre de Jean XXIII. qu'il confirme, declare qu'à moins d'eſtre Religieux Profez de l'Ordre de Ciſteaux, aucun ne peut y avoir ni preſidence ni adminiſtration ni prééminence. 1454. p. 84

Bulle du Pape Pie II. de 1459. qui en confirme & rapporte deux autres concernant l'exemption de Dixmes & le pouvoir accordé aux Prieurs des Monaſteres de l'Ordre de Ciſteaux d'en abſoudre les Abbez des excommunications qu'ils auroient encouruës en contrevenant aux Reglemens faits par le Pape Benoiſt XII. 1459. p. 86

Seconde Bulle du même Pape addreſſée à l'Abbé de Ciſteaux & aux quatre premiers Abbez, qui ordonne que les Abbeſſes de l'Ordre de Ciſteaux ſont obligées de payer les Contributions auſquelles elles ſont taxées pour les beſoins communs. 1459. p. 89

Troiſiéme Bulle du même Pape addreſſée comme la precedente, qui donne le pouvoir à l'Abbé de Ciſteaux & aux quatre premiers Abbez de reconcilier les Egliſes qui auroient eſté polluës. 1459. p. 90

Quatriéme Bulle encore du même Pape Pie II. qui confirme tous les Privileges accordez à l'Ordre de Ciſteaux par les Papes, les Empereurs, les Rois & autres Princes. 1459. p. 91

Cinquiéme Bulle encore du même Pape, qui fait pluſieurs Reglemens contre les Abbez Commendataires, avec défenſe à eux de ſe meſler des viſites des Monaſteres &c. & ordonne à l'Abbé de Ciſteaux & aux autres Superieurs Reguliers, de les obliger & leurs Officiers auſſi, de faire ce qu'ils ſont obligez de faire. 1459. p. 94

Sixiéme Bulle du même Pape Pie II. addreſſée à l'Abbé de Ciſteaux & aux quatre premiers Abbez, qui fait pluſieurs Reglemens pour obliger les Abbez d'aſſiſter au Chapitre General & d'envoyer aux Etudes leurs jeunes Religieux, & les Abbeſſes de payer les Contributions. 1459. p. 97

Septiéme Bulle encore du même Pape qui fait divers Reglemens au ſujet des Abbez Commendataires, & ordonne que les Peres Abbez & les Superieurs Reguliers, exerceront dans leurs Monaſteres toute la juriſdiction, & leveront les Contributions. 1461. p. 99

Bulle du Pape Sixte IV. de 1475. qui en rapportant & confirmant deux autres de Pie II. & de Jean XXIII. declare in- 1475.

habiles à poſſeder & exercer aucune preſidence & ſuperiorité dans l'Ordre de Ciſteaux, toutes perſonnes qui n'en ſont pas profeſſes & n'en portent pas l'habit, & révoque les graces qui avoient eſté cy-devant données en faveur de quelques Commendataires au préjudice dudit Ordre. p. 102. juſqu'à la 110e

1475. Seconde Bulle du même Pape qui fait pluſieurs Reglemens contre les Commendes, reconnoiſt le malheur qu'elles cauſent à l'Egliſe, obligent ceux qui en ont, d'obéir aux ordres des Superieurs reguliers, & marquent une bonne partie de ce qu'ils doivent faire, & enfin declare qu'ils n'ont aucune juriſdiction dans les Monaſteres. p. 112. juſqu'à la 120e

1475. Troiſiéme Bulle encore du même Pape Sixte IV. qui regle la couleur dont doivent eſtre les habits des Abbez & Religieux de l'Ordre de Ciſteaux, qui eſt de noir & de blanc avec défenſe d'en porter d'autres ſous peine de Cenſures. p. 121

1475. Quatriéme Bulle encore du même Pape qui accorde à toutes les perſonnes de l'Ordre auſquelles elle eſt addreſſée, Abbez, Abbeſſes, Religieux, Novices, Donnez, Economes, Domeſtiques, Commençaux &c. le Jubilé à l'article de la mort, avec diverſes circonſtances qui ſont à remarquer. p. 123

1482. Cinquiéme Bulle encore du même Pape Sixte IV. qui explique & confirme deux autres Bulles de ſes Prédeſſeurs Honoré III. & Martin V. pour l'exemption de payer aucunes Dixmes groſſes, menuës & novales ſur les Terres de l'Ordre de Ciſteaux. p. 125.

1487. Bulle du Pape Innocent VIII. qui en confirmant une autre de Jean XXIII. donne pouvoir au Chapitre General de ſupprimer les petits Monaſteres d'hommes & de filles dont les revenus ne ſont pas ſuffiſans pour y entretenir le nombre de perſonnes déterminé par les Statuts, & de les unir à d'autres Monaſteres; & au defaut du Chapitre General, il donne le même pouvoir à l'Abbé de Ciſteaux comme en ayant toute l'autorité. p. 128

1487. Seconde Bulle du même Pape qui declare que toutes les perſonnes de l'Ordre de Ciſteaux ſont depuis ſon origine immediatement ſoumiſes au Saint Siege & exemptes de la juriſdiction des Ordinaires, il confirme cette exemption & la donne de nouveau bien expliquée. p. 131

1489. Troiſiéme Bulle du même Pape Innocent VIII. addreſſée à l'Abbé de Ciſteaux, par laquelle il confirme divers uſages anciens

où eſtoient dés lors l'Abbé de Ciſteaux & les Abbez de ſes quatre premieres Filles, & leur donne encore de nouveaux pouvoirs, même de conferer à leurs Religieux le Soudiaconat & Diaconat, & à l'Abbé de Ciſteaux celuy de conferer la Benediction Abbatiale à tous les Abbez & Abbeſſes de l'Ordre. p. 135

Quatriéme Bulle encore du même Pape qui ordonne à tous les Abbez, Abbeſſes & Religieuſes de l'Ordre auſquelles elle eſt addreſſée, de recevoir en leurs Monaſteres les viſites qu'y fera l'Abbé de Ciſteaux, & de luy obéïr en tout comme à leur Pere & Superieur General, & auſſi de recevoir ſes Commiſſaires & Députez ſous peine d'encourir l'excommunication & les Cenſures de l'Ordre. p. 138 1489.

Cinquiéme Bulle du même Pape qui décrit la maniere dont ſe tient à Ciſteaux le Chapitre General & ce qui s'y fait : & de plus il déplore le malheur des Commendes, & défend de ſe pourvoir hors de l'Ordre & même d'appeller au Saint Siege. p. 141 1489.

Sixiéme Bulle du même Pape Innocent VIII. addreſſée à l'Abbé de Ciſteaux & à tous les autres Abbez & Religieux de l'Ordre, auſquels il ordonne de porter toûjours ſans jamais quitter l'habit de l'Ordre dedans & dehors les Monaſteres, ſous peine de deſobéïſſance & d'encourir de fait l'excommunication. p. 146 1489.

Septiéme Bulle encore du même Pape qui declare nuls tous les pouvoirs accordez par le Saint Siege à quelques Evêques & Prélats que ce ſoient pour viſiter aucun Monaſtere de l'Ordre de Cîteaux, les revoquant & commettant à l'Evêque de Chalon &c. l'execution de ſa Bulle. p. 147 1489.

Bref du Pape Leon X. de 1517. addreſſé à l'Abbé de Ciſteaux & aux Définiteurs du Chapitre General, enſuite du Concordat d'entre luy & le Roy François I. auſquels & ſur leur requiſition il declare que les Monaſteres de l'Ordre de Ciſteaux ont un Privilege du Saint Siege d'en élire librement les Abbez, & ne ſont pas ainſi compris audit Concordat. p 261 1517.

Second Bref du même Pape qui maintient cette liberté contre diverſes perſonnes qui l'impugnoient par de mauvaiſes voyes, en uſant pour cela des Cenſures Eccleſiaſtiques. p. 263 1525.

Bulle du Pape Pie IV. de l'an 1563. qui déplore les malheurs arrivez à l'Ordre de Ciſteaux par l'introduction des Commendes, & fait pluſieurs Reglemens contre les entrepriſes des Commendataires, renouvelle & confirme les Privileges & les Statuts de 1563.

l'Ordre, & défend tres-expreſſément de ſupprimer ni unir aucun de ſes Monaſteres à quelqu'autre Ordre que ce ſoit, & de recevoir pour Abbeſſe aucune Religieuſe dans l'Ordre qui n'en ſoit pas Profeſſe. p. 151

1567. *Bulle du ſaint Pape Pie V. de 1567. qui contient un jugement par luy rendu au ſujet des Cottes-mortes délaiſſées par les Abbez & Religieux de l'Ordre de Ciſteaux & prétenduës par les Abbez Commendataires & par les Officiers de la Chambre Apoſtolique. Par lequel jugement ce ſaint Pape ſe conformant aux Reglemens faits par le paſſé & à l'uſage, décide que cela appartient aux Communautez.* p. 161

1570. *Seconde Bulle du même ſaint Pape qui à l'exemple de ſon prédeceſſeur déplore les malheurs que les Commendes ont cauſez & cauſent aux Monaſteres de l'Ordre de Ciſteaux, & fait pluſieurs Reglemens pour en arreſter le cours & y remedier, & ordonne aux Superieurs & aux Légats & Nonces du Saint Siege de les faire executer.* p. 164. juſqu'à la 172

1571. *Troiſiéme Bulle ou Bref encore du même Pape par laquelle ce ſaint Pape faiſant attention qu'en 1567. érigeant en Congregation les Monaſteres de Portugal à la priere du Roy, ſa Bulle pouvoit leur donner lieu de pretendre qu'ils eſtoient en quelque maniere ſouſtraits à la juriſdiction des Superieurs de l'Ordre, declare qu'ils demeurent toûjours ſujets à l'Abbé de Ciſteaux qui en eſt General & peut les viſiter en perſonne & par ſes Commiſſaires.* p. 267

1574. *Bulle du Pape Gregoire XIII. de 1574. par laquelle ce Pape faiſant attention ſur la miſere & les malheurs qu'a cauſé à l'Ordre de Ciſteaux l'introduction des Commendes dans ſes Monaſteres, fait à l'exemple de ſes prédeceſſeurs divers Reglemens pour y remedier & qu'il veut eſtre obſervez; il y établit une Menſe ſeparée pour la Communauté, pourvoit aux reparations, à l'éducation des Novices & à ce que les Abbez Commendataires en acquittent les frais & executent les Ordonnances des Viſiteurs: défend l'entrée des femmes ſous peine d'excommunication, & défend à ſes Nonces & aux Legats du Saint Siege d'entrer en connoiſſance des affaires de l'Ordre, & leur enjoint de donner aide aux Superieurs.* p. 174 juſqu'à la 187

1586. *Bulle du Pape Sixte V. qui confirme les Privileges & les Statuts de l'Ordre de Ciſteaux, & fait encore pluſieurs Reglemens contre les Abbez Commendataires & leur défend de ſe meſler du*

gouvernement des Monaſteres ni d'en occuper aucun des lieux reguliers. Et enfin confirme les Bulles notamment de ſes prédeceſſeurs Gregoire IX. Sixte IV. Innocent VIII. Pie IV. Pie V. & Gregoire XIII. & ordonne aux Légats, Nonces & Officiers du Saint Siege de donner aide & ſecours aux Superieurs, p. 188. juſqu'à la 192

Bref du Pape Clement VIII. qui en confirmant un Decret du Concile de Trente, declare que les Abbez benits peuvent conferer la Tonſure & les quatre Moindres & donner des Dimiſſoires à leurs Religieux. p. 193. *Enſuite eſt l'Extrait du Decret du Concile.* p. 195 1592.

Second Bref du même Pape, lequel conſulté ſur le pouvoir que ce Concile donne aux Evêques Dioceſains pour la viſite des Monaſteres, pour ſçavoir ſi ceux de l'Ordre de Ciſteaux y ſont compris, declare que non. p. 196. *Enſuite eſt le Decret du Concile confirmatif des Privileges de l'Ordre de Ciſteaux.* p. 197 1595.

Troiſiéme Bref du même Pape addreſſé à l'Abbé General de l'Ordre de Ciſteaux, en faveur duquel il ajoûte au pouvoir qu'il avoit déja de donner à tous les Abbez & Abbeſſes de l'Ordre la benediction Abbatiale, celuy de ſubdeleguer ſes principaux Vicaires au même effet. p. 198 1595.

Quatriéme Bref encore du même Pape Clement VIII. en forme de Jugement contradictoire contre les Abbez des Monaſteres des Royaumes de Caſtille & de Leon &c. par lequel il déclde & declare qu'ils ſont ſoumis & doivent obéïſſance à l'Abbé de Cîteaux comme à leur Superieur General, & qu'il peut viſiter leurs Monaſteres & y exercer tous actes de juriſdiction: & le Pape renouvelle & confirme ce pouvoir & le luy donne encore de nouveau. p. 200 1603.

Cinquiéme Bref encore du même Pape qui ajoûte encore aux pouvoirs déja cy-devant donnez à l'Abbé de Ciſteaux pour conferer aux Abbez & Abbeſſes de ſon Ordre la benediction Abbatiale, celuy de le commettre aux Preſidens des Congregations qui ſont en Eſpagne, Portugal, Italie & Allemagne, comme eſtant veritablement ſes Vicaires. p. 205 1604.

Bref du Pape Paul V. en forme de Jugement contre la pretention de l'Evêque de Tournay en Flandre, par lequel il declare que l'Abbé de Loz de l'Ordre de Ciſteaux eſtant Preſtre & beni, avoit pû conferer à ſes Religieux la Tonſure & les quatre Moindres, & que l'Evêque de Tournay n'avoit pas eu raiſon de refu- 1608.

ſer d'admettre aux Ordres ſacrez ces Religieux-là. p. 208

1622. *Bref du Pape Gregoire XV. de 1622. addreſſé au Cardinal de la Rochefoucault, qu'il commet pour viſiter & reformer les Monaſteres des Ordres de Saint Benoiſt, de Saint Auguſtin, de Ciſteaux & de Cluny: mais ce Pape eſtant mort l'année ſuivante ſans execution de ce Bref, ſon ſucceſſeur Urbain VIII. en donna un autre pareil en 1632. dans lequel il eſt rapporté mot à mot.*

1632. *Bref du Pape Urbain VIII. qui commet de nouveau le Cardinal de la Rochefoucault au ſujet de ce qu'on vient d'expliquer, pour viſiter & reformer les Monaſteres de ces quatre Ordres.* p. 210. juſqu'à la 214.

1635. *Second Bref du même Pape donné ſur les plaintes qui luy avoient eſté faites des procedures faites & jugemens rendus par le Cardinal de la Rochefoucault en vertu de ſon Bref qui l'avoit député; par lequel le Pape veut nonobſtant leſdits jugemens, que les Officiers que l'Abbé de Ciſteaux General de l'Ordre avoit établis au College des Bernardins de Paris y reſtent & y ſoient reconnus & que tous y obéiſſent à l'Abbé de Ciſteaux comme à leur General, ainſi que tous les autres Religieux de l'Ordre. Les deux Decrets du Chapitre General de 1631. y ſont joints qui en ont ordonné la reception & l'execution.* p. 215

1647. *Bref du Pape Innocent X. qui aprés avoir reçû l'appel interjetté des jugemens du Cardinal de la Rochefoucault & fait examiner toute l'affaire, ordonne que les choſes ſe continuëront comme elles ſe pratiquoient avant leſdits jugemens.* p. 218

1653. *Second Bref du même Pape confirmatif des Privileges de l'Ordre de Ciſteaux, & nommément de la Bulle de ſon prédeceſſeur Gregoire XIII.* p. 229

1654 *Troiſiéme Bref du même Pape Innocent X ſur la plainte des entrepriſes faites par les Abbez Commendataires nommément du Royaume de Pologne ſur le gouvernement des Monaſteres, par lequel le Pape declare qu'ils ne doivent y avoir aucune part, ni pour la correction des mœurs ni pour l'établiſſement des Officiers, ſous pretexte des termes mentionnez en leurs Bulles; & ordonne à ſes Nonces & aux Ordinaires des lieux de tenir la main à l'execution de ſon Bref.* p. 222

1655. *Bref du Pape Alexandre VII. qui confirme mot à mot & renouvelle toutes les diſpoſitions du precedent Bref qui y eſt inſeré tout entier contre les pretentions des Abbez Commendataires.* p. 226

Second Bref du même Pape qui pour la tranquillité des conſciences au ſujet de la diſpenſe accordée à l'Ordre d'uſer de viande trois jours la ſemaine par les Papes, és années 1475. & 1498. confirme cette diſpenſe & la donne encore de nouveau. p. 228 1657.

Troiſiéme Bref du même Pape donné à la requiſition des Abbez des Cantons Suiſſes, par lequel il declare que nonobſtant les Sentences du Cardinal de la Rochefoucault qu'il caſſe, on peut & doit continuer les mêmes uſages qui ſe pratiquoient avant leſdites Sentences. p. 230 1661.

Quatriéme Bref encore du même Pape Alexandre VII. qui en conſequence du renvoy à luy fait par le Roy des differends d'entre les Religieux de la commune Obſervance de l'Ordre de Ciſteaux & ceux de la Reforme, au ſujet deſdites Sentences, fait un Reglement general pour la reformation de tout l'Ordre, conſiſtant en pluſieurs articles dont on ne rapporte icy qu'une partie, c'eſt-à-dire ceux qui peuvent avoir quelque rapport aux Privileges & qui ſont ſuſceptibles de quelques difficultez & peuvent cauſer des conteſtations & des procés. depuis la p. 234. juſqu'à la 241e 1666.

Bref du Pape Clement IX. qui défend de faire aucune élection d'Abbé dans les Monaſteres de l'Ordre, que d'un Religieux qui en ſoit Profés, en conformité de ce qui eſt ordonné par le 36e article du precedent Bref pour l'élection de l'Abbé de Ciſteaux. p. 242 1668.

Second Bref du même Pape qui confirme les actes du Chapitre General tenu en l'année 1667. & juge diverſes proteſtations faites par quelques Abbez. p. 245. juſqu'à 250 1669.

Bref du Pape Clement X. qui declare que l'article 45. du Bref d'Alexandre VII. touchant la déſignation des Novitiats & Profeſſoires communs en chaque Province, ne doit pas s'entendre à l'égard des Monaſteres qui ſont gouvernez par des Abbez Reguliers, où l'on fait vœu de ſtabilité & où la Communauté eſt aſſez grande pour que les Obſervances & les Regularitez y ſoient bien obſervées. p. 250 1670.

Second Bref du même Pape qui juge encore une autre difficulté ſurvenuë au ſujet de l'article 44e du Bref d'Alexandre VII. ſur la pretention qu'avoient les Abbez de la Reforme d'avoir dans toutes les Aſſemblées du Chapitre General dix Définiteurs de leur Obſervance, declarant que cet article n'avoit eſté fait que pour le Chapitre de 1667. & qu'il y avoit eſté conſommé. p. 253 1672.

1683. *Bref du Pape Innocent XI. qui ſur le recours qu'on eut à luy au ſujet de certains differends ſurvenus dans le Chapitre General de 1672. touchant la maniere d'en choiſir & nommer les Définiteurs & les autres Officiers du Chapitre, décida que ce que le Pape Clement IV. en avoit reglé par une Bulle de 1265. devoit eſtre obſervé.* p. 255. *Enſuite eſt un Extrait de ce Reglement.*

1685. *Second Bref du même Pape qui ſur de ſemblables differends renouvellez au Chapitre de 1683. & quelques autres encore ſurvenus depuis touchant la maniere d'opiner au Chapitre General, celle de le convoquer, le nombre requis au Definitoire & quelques autres ; décide & juge tous ces Points & ordonne l'execution des Actes & Reglemens faits dans les deux Chapitres de 1672. & 1683.* p. 258

FIN de la Table Chronologique de la premiere Partie du Nouveau Recueil des Privileges de l'Ordre de Ciſteaux, contenant les Bulles & les Brefs des Papes.

IIe TABLE

SECONDE TABLE

CHRONOLOGIQUE DES PRINCIPALES choſes contenuës en la ſeconde Partie du nouveau Recueil des Privileges de l'Ordre de Ciſteaux, où ſont rapportées les Lettres Patentes des Rois & leurs Reglemens.

L'AVERTISSEMENT *qui précede ces Lettres Patentes, donne à connoiſtre que comme toutes les Bulles des Papes n'ont pas eſté rapportées dans la premiere Partie, on obmettra auſſi pluſieurs de ces Lettres & l'on ne rapportera que celles qui autoriſent les Privileges & ſont communes à tout l'Ordre, ſans parler des Lettres obtenuës pour des Monaſteres particuliers; l'on pourra y ajoûter quand on voudra d'autres Pieces que l'on croira eſtre à l'Ordre de quelque utilité, comme on a déja fait icy pour en montrer l'exemple: ce n'eſtoit pas autrefois l'uſage d'en prendre.* p. 275

Lettres Patentes du Roy Philippe le Bel qui à la requiſition & priere de l'Abbé de Ciſteaux & de pluſieurs de ſes Coabbez, donne & accorde à leurs Monaſteres beaucoup de droits qui y ſont expliquez, entre autres un amortiſſement general de tous leurs biens & pluſieurs autres qui y ſont ſpecifiez. 1304 page 278

Le Roy Louis XI. par les ſiennes ordonne au Parlement & à tous ſes Officiers ſur la plainte qui luy avoit eſté portée par les Abbez, Abbeſſes, Religieux & Religieuſes de l'Ordre de Ciſteaux, de donner aide & ſecours aux Superieurs & Peres Abbez des Monaſteres pour l'exercice & les fonctions de leurs Charges dans leurs viſites & reformations, Notamment en empeſchant l'abus qui commençoit déſlors de s'introduire par les appellations que l'on portoit hors de l'Ordre en d'autres Tribunaux. 1461. p. 280

Le Roy Charles VIII. par ſes Lettres ſur la priere des Abbez & Religieux de l'Ordre de Ciſteaux, pour empeſcher les deſordres que les Guerres cauſoient principalement aux Monaſteres de la 1483.

Campagne, les prend ſous ſa garde & protection ſpeciale & enjoint à tous ſes Officiers de Guerre & de Juſtice, de donner aide & ſecours pour l'execution des ordres du Chapitre General & des Reglemens faits par les Peres Abbez & Superieurs des Monaſteres, avec des défenſes aux gens de Guerre & à tous autres de rien faire ni attenter à l'encontre deſdits Monaſteres. p. 281

1542. *Lettres Patentes du Roy François I. qui ſur la Requeſte du Chapitre General de l'Ordre de Ciſteaux, confirme ſes Privileges à luy accordez par les Papes Pie II. Sixte IV. & Innocent VIII. par leſquels dit-il, l'Abbé de Ciſteaux Chef dudit Ordre peut ou en ſon abſence, les autres Abbez par luy & le Chapitre General députez, viſiter tous & chacun les Monaſteres dudit Ordre : comme auſſi lever les Contributions pour les beſoins communs &c. le Roy ordonnant à ſes Cours & Officiers de tenir la main à leur execution, nommément contre les Abbez Commendataires : leſdites Lettres verifiées en Parlement.* p. 285

1556. *Le Roy Henry II. addreſſe de pareilles Lettres Patentes à tous les Parlemens de France, où elles furent enregiſtrées, enjoignant tres-expreſſément à tous ſes Officiers de les faire executer & de contraindre tant les Religieux que les Abbez Commendataires à y obëïr & à ce qui ſera ordonné par les Superieurs dudit Ordre.* p. 288

1559. *Lettres Patentes du Roy François II. auſſi confirmatives deſdits Privileges en conformité de celles des Rois François I. & Henry II. ordonnant qu'elles ſeront executées & enregiſtrées comme elles le furent en tous ſes Parlemens & en ſon Grand Conſeil.* p. 291.

1566. *Lettres du Roy Charles IX. toutes ſemblables aux précedentes, addreſſées & enregiſtrées en tous les Parlemens du Royaume & au Grand Conſeil, confirmatives deſdits Privileges.* p. 292

1574. *Lettres Patentes du Roy Henry III. en la même forme que les deux précedentes & avec les mêmes clauſes, portant injonction à tous les Parlemens de France & au Grand Conſeil de les enregiſtrer & faire executer.* p. 294

1585. *Lettre du Roy Henry III. écrite au Pape Sixte V. pour faire revoquer une Bulle de ſon prédeceſſeur donnée au préjudice des Monaſteres de filles de l'Ordre en Italie ; avec l'explication de cette Bulle & de ce qui en arriva.* p. 296

1596. *Lettres Patentes du Roy Henry IV. ſur la demande de l'Abbé*

de Cisteaux, qui confirment les Privileges de l'Ordre de Cisteaux à l'exemple de ses prédecesseurs ; lesdits Privileges y sont specifiez la pluspart, pour la conservation dit-il & reconnoissance du Chef & General Superieur dudit Ordre, ses visites & de ses Commissaires & de ceux du Chapitre General, le pouvoir de lever les Contributions sur tous les Monasteres, de les regler & reformer, d'y établir des Prieurs, & d'obliger les Abbez Commendataires & tous autres, d'executer leurs Ordonnances ; avec injonction à tous les Parlemens & autres Juges & Magistrats d'y tenir la main. Lesdites Lettres enregistrées dans toutes les Cours. p. 298

Autres Lettres Patentes du même Roy Henry IV. addressées 1599.
ausdites Cours, par lesquelles sur les plaintes du mauvais gouvernement de quelques Abbesses, Sa Majesté charge les Superieurs des Monasteres & nommément l'Abbé de Clairvaux, d'arrester le cours de leur mauvaise conduite, y faisant garder exactement la Clôture, rendre les comptes du temporel par les Abbesses, & les suspendre & transferer en d'autres Monasteres avec pension, & en un mot, d'y faire toutes sortes de bons Reglemens pour le maintien de la Regularité. Lesdites Lettres enregistrées comme les precedentes. p. 302

Lettres Patentes du Roy Louis XIII. données sur la Requeste 1620.
du Chapitre General de l'Ordre de Cisteaux, qui confirment les Privileges accordez par les Papes Martin V. Pie II. Sixte IV. Innocent VIII. & autres Saints Peres, dont une partie est specifiée, comme le droit de visiter, regler & reformer les Monasteres, l'exemption de payer aucunes Dixmes sur leurs Terres qui sont de leurs fondations, dotation & domaines qu'ils cultiveront par leurs mains ou par leurs Fermiers & Colons &c. avec injonction à tous Juges & Officiers de les faire executer & au Grand Conseil d'y tenir la main & de les enregistrer. p. 304

Autres Lettres Patentes du même Roy Louis XIII. qui au- 1621.
torisent les Reglemens faits par le Chapitre General, nommément celuy de n'avoir pour Abbesses dans les Monasteres de Filles, que des Religieuses du même Ordre, d'âge competent, & qui auront été élevées dans l'observance reguliere. Lesdites Lettres adressées & enregistrées au Grand Conseil. p. 307

Lettres Patentes du Roy Louis XIV. qui ordonne que tous les 1658.
Livres & Ouvrages qui ont esté & seront à l'avenir composez

par des Abbez & Religieux de l'Ordre de Ciſteaux, ne pourront eſtre imprimez ni debitez que préalablement ils n'ayent eſté examinez par l'Abbé de Ciſteaux & qu'avec ſa permiſſion ou du Chapitre General. p. 310

1666. *Arreſt contradictoire du Conſeil d'Etat du Roy qui reçoit le Bref du Pape Alexandre VII. de la même année, & en ordonne l'execution pour la reformation generale de tout l'Ordre.* p. 312. & ſuivantes.

1666. *Lettres Patentes du Roy qui autoriſent ledit Bref & en ordonnent l'execution & qu'il ſera enregiſtré au Grand Conſeil, ce qui fut fait.* p. 319

1680. *Arreſt contradictoire du Conſeil d'Etat du Roy, portant par proviſion que tous les Religieux de l'Ordre de Ciſteaux qui voudront prendre des degrez de Bacheliers & de Docteurs en la Faculté de Theologie de Paris, ſeront tenus d'en avoir & prendre la permiſſion de l'Abbé de Ciſteaux.* p. 322

1681. *Arreſt contradictoire du Conſeil d'Etat du Roy portant reglement ſur pluſieurs Points concernant la juriſdiction d'entre l'Abbé de Cîteaux & les quatre premiers Abbez & autres touchant le Regime de l'Ordre.* depuis la 325e page juſqu'à la 343e

1685. *Lettres Patentes du Roy qui autoriſent deux Brefs du Pape Innocent XI. qui ont jugé certains differends ſurvenus dans les Chapitres Generaux des années 1672. & 1683. au ſujet de la maniere de tenir le Chapitre General, d'y opiner & d'en choiſir les Officiers; comme auſſi touchant la validité des actes deſdits deux Chapitres Generaux. Leſdites Lettres furent addreſſées & regiſtrées au Grand Conſeil.* p. 344

1696. *Lettres ou Declaration du Roy qui pour maintenir en paix ſous la protection de Sa Majeſté, les Ordinaires des lieux avec les Ordres reguliers & les Monaſteres exempts de leur juriſdiction, au ſujet de l'Edit du Roy de l'année précedente 1695. Ordonne par maniere d'interpretation, qu'il ſera executé ſans préjudice des Droits, Privileges & Exemptions des Monaſteres & de ceux qui ſont ſous des Congregations, que Sa Majeſté entend avoir lieu ainſi & en la maniere qu'ils l'ont eu & dû avoir juſqu'à preſent.* p. 346

1703. *Lettres Patentes du Roy addreſſées au Parlement de Bezanſon, accordées ſur la Requeſte de Monſieur l'Abbé de Clairvaux, par leſquelles pour éviter les differends & conflits que les Monaſteres de*

ce Reſſort avoient avec les Abbez Commendataires pour la Juriſdiction au ſujet de l'execution des Privileges de l'Ordre de Ciſteaux, Sa Majeſté Confirme leſdits Privileges & en Ordonne l'enregiſtrement audit Parlement, ce qui fut fait le 28. Juin 1703. p. 348

Autres Lettres Patentes du Roy ſur la Requeſte du Procureur General de l'Ordre de Ciſteaux, qui confirment de nouveau leſdits Privileges & en ordonnent l'execution avec attribution de juriſdiction au Grand Conſeil. Elles ont eſté déja cy-devant rapportées au Commencement de ce Recueil aprés la Préface. page 9. *avec l'Arreſt d'enregiſtrement audit Grand Conſeil.* page 352. & les trois ſuivantes. *Et elles marquent les noms des Papes qui ont donnez ces Privileges & ſommairement en quoy ils conſiſtent.* 1711.

FIN de la ſeconde Table Chronologique du nouveau Recueil des Privileges de l'Ordre de Ciſteaux, contenant les Lettres Patentes des Rois & leurs Reglemens.

TROISIE'ME TABLE

DES PRINCIPALES CHOSES contenuës dans ce qui a eſté ajoûté au Nouveau Recueil des Privileges de l'Orde de Ciſteaux.

De la Charge de Procureur General de l'Ordre.

L'INSTITUTION *de cette Charge tant vers le Saint Siege qu'en Cour de France, eſt auſſi ancienne que l'Ordre & a eſté dés ſon commencement pour avoir ſoin de ſes affaires aux frais de tout l'Ordre, quand elles le regardent en general, & à ceux des Communautez qui y ſont intereſſées en particulier.* p. 356

Ses fonctions ſont exprimées par ces deux mots, ad impetrandum & contradicendum; *& ſon objet principal eſt la défenſe & le ſoutien de ſes Privileges.* ibidem.

C'eſt de l'autorité du Chapitre General que ces deux Procureurs, Abbez ou autres y ſont établis; il n'eſt icy queſtion que de celuy de France. En 1460. le Chapitre luy donna des Subſtituts en chaque Province à cauſe de la diverſité des Tribunaux du Royaume où la neceſſité obligeoit de recourir; & celuy de 1605. les erigea en Promoteurs ou Syndics, & regla leurs emplois, le devoir du Procureur General & de quelle maniere l'on devoit ſe comporter avec luy. pages 356. 357. 358. & 359

On ajoute les termes de l'Inſtitution qui l'établit, où ſont marquez ſes devoirs & le pouvoir que luy donne le Chapitre General. p. 357. & ſuivantes.

La maniere dont les Privileges de l'Ordre de Ciſteaux doivent eſtre défendus.

L'obligation de défendre les Privileges de l'Ordre eſt commune à toutes les perſonnes qui en ſont, nommément à tous les Abbez & Superieurs des Monaſteres ſuivant les anciens Statuts qui

reglent la maniere dont ils le doivent faire : & ſoit que ce ſoit une affaire generale ou particuliere qui ſoit portée au dehors, c'eſt au Grand Conſeil qu'il faut s'addreſſer ou en y intervenant par Requeſte ou en y obtenant une Commiſſion pour y faire aſſigner les Parties. p. 361. & ſuivantes.

C'eſt par cette raiſon que les Statuts obligent encore tous les Monaſteres d'avoir pardevers eux une copie deſdits Privileges, pour leur oſter le pretexte de cauſe d'ignorance, & leur donner lieu de les connoiſtre & de les obſerver. p. 363

Quels ſont les Juges dans l'Ordre de Ciſteaux pour en terminer les differends qui ſurviennent entre les Religieux & Religieuſes.

Cecy ne regarde que l'interieur de l'Ordre. C'eſt une erreur de croire que l'Ordre de Ciſteaux n'a pas la juriſdiction contentieuſe pour juger les conteſtations qui arrivent entre les perſonnes regulieres, telles qu'elles puiſſent eſtre; l'uſage & la poſſeſſion où l'on en eſt depuis le commencement de l'Ordre, convainquent du contraire, outre les preuves qui en reſultent des Bulles des Papes, des Lettres Patentes des Rois, & des Arreſts tant du Conſeil que des Cours Superieures. p. 363

Le Superieur Local, Abbé ou Prieur du Monaſtere fait le premier degré, le Pere immediat le ſecond, le troiſiéme l'Abbé de Ciſteaux & le Chapitre General le quatriéme: tous leſquels peuvent députer en leurs places : & comme les Viſiteurs des Provinces ſont établis pour ſuppléer au defaut & à la negligence des Peres Abbez, ils ont auſſi le droit pendant leurs viſites dans les Monaſteres, de prendre connoiſſance des conteſtations qui y ſurviennent & de les juger & terminer. p. 364. juſqu'à la 367e

Il ne faut entrer dans la procedure que par neceſſité & lorſque les cas l'exigent & ſont graves & de conſequence, & terminer les petites affaires de plano & au plus ſur un ſimple Procés verbal. p. 639

Les degrez d'appellations des jugemens rendus ſont marquez par les Statuts & dans l'Arreſt de Reglement de 1681. du Superieur Local ou Viſiteur de Province au Pere immediat, de luy à l'Abbé de Ciſteaux & de l'Abbé de Ciſteaux au Chapitre General, qui eſt le ſuprême & dernier Tribunal de l'Ordre.

Ces Juges peuvent connoiſtre & juger de toutes ſortes de cas & ne ſont pas aſtraints à garder & ſuivre toutes les formalitez du droit à la rigueur, mais ils ſont obligez d'employer tous leurs ſoins & toute leur induſtrie pour venir en connoiſſance de la verité, comme il eſt porté par les anciens Statuts confirmez par les Bulles des Papes, par les Lettres Patentes des Rois, & par un grand nombre d'Arreſts, notamment par un du Parlement de Toulouſe qui en rapporte & explique les raiſons. pages 367. 368. 369. 370. & 371.

Procedure faite dans l'Inſtance inſtruite & preſte à juger devant le Roy & les Commiſſaires que Sa Majeſté a nommez, & pourſuivie ſous le nom collectif de Meſſieurs les Evêques, és années 1701. & juſqu'en 1705. ſur la pretention qu'ils ont eu au préjudice des Privileges de l'Ordre de Ciſteaux, du droit de juger des Cauſes de ſorties de la Clôture des Religieuſes exemptes, & de les permettre, & d'examiner leurs Novices avant que de faire Profeſſion.

L'avertiſſement qui précede cette procedure, fait connoiſtre qu'on n'y eſt entré que par neceſſité & pour défendre le Privilege d'Exemption qu'a l'Ordre de Ciſteaux qui eſtoit notablement attaqué, & que le Roy eut la bonté d'en vouloir prendre connoiſſance & d'ordonner qu'elle ſeroit inſtruite pardevant luy, & même de nommer à cet effet des Commiſſaires pour la juger luy-même ſur leur Avis. p. 373

Deux raiſons ont obligé de joindre cette Procedure au Recueil des Privileges, la premiere qu'elle les regarde & les explique, & la ſeconde, afin de conſerver le ſouvenir de l'état où l'on en eſt ſur cette matiere qui ſe perdroit indubitablement & donneroit lieu à Meſſieurs les Evêques de s'en prévaloir contre l'Ordre, aſſuré qu'on eſt qu'ils ne la mettront pas dans les Recueils qu'ils font imprimer de temps en temps, de toutes les Pieces qu'ils croyent pouvoir leur eſtre avantageuſes contre les Reguliers. Ibidem.

On

On marque auſſi dans cet Avertiſſement comment la conteſtation avoit commencé & ce qui y avoit donné lieu, pour (au préjudice de pluſieurs Arreſts contradictoires même du Conſeil du Roy qui l'avoient jugée en faveur dudit Ordre) parvenir à avoir de Sa Majeſté une declaration qui leur accordaſt ce qu'ils demandoient.

Ce même Avertiſſement marque auſſi comment cette procedure a eſté diſcontinuée, en retirant par Meſſieurs les Evêques leur production pour tenter une autre voye indirecte & ſans plaider; ce qu'ils ont fait juſqu'à deux fois à la fin de leurs Aſſemblées de 1705. *&* 1710. *par le moyen des Cahiers qu'ils ont preſentez à Sa Majeſté: mais cela n'a pas réuſſi, Sadite Majeſté les ayant renvoyez à ſe pourvoir pardevant les Juges qu'elle leur a donnez.* depuis la page 373. juſqu'à la 377e.

Placet preſenté au Roy ſur lequel & ſur celuy de Meſſieurs les Evêques Sa Majeſté nomma des Commiſſaires & ordonna que les Parties mettroient leurs Memoires & leurs Pieces pardevers eux, Madame l'Abbeſſe de Fontevrault y fut reçûë Partie intervenante.

Par ce Placet Monſieur l'Abbé de Ciſteaux remontroit la ſurpriſe que l'on avoit voulu faire à Sa Majeſté au préjudice du droit & des Privileges de l'Ordre, des Arreſts qui avoient jugé & condanné leur pretention, & de l'uſage & poſſeſſion où l'on avoit toûjours eſté au contraire, depuis l'origine de l'Ordre c'eſt-à-dire depuis cinq à ſix ſiecles ſans interruption, conforme à toutes les Loix de l'Egliſe. p. 377. & juſqu'à la 383e.

Réponſe de Monſieur l'Abbé de Ciſteaux aux deux Memoires que Meſſieurs les Evêques preſenterent au Roy enſuite de l'ordre qu'ils eurent de Sa Majeſté, de proceder pardevant les Commiſſaires qu'elle nomma au mois de Septembre 1701. *contenant leur pretention & les moyens ſur leſquels ils les appuyent, tant pour la ſortie des Religieuſes de leur Clôture, que pour l'examen de leurs Novices avant la Profeſſion.* pages 383. & ſuivantes.

Diviſion de cette Réponſe en ſix Parties, dont la premiere examine en general l'Exemption des Reguliers de la juriſdiction des Evêques Dioceſains, depuis la page 385. juſqu'à la 392e. & l'on marque l'ancienneté des Exemptions des Monaſteres, les motifs qu'ont eu les Rois de les demander & l'Egliſe de les accorder, comme un moyen abſolument neceſſaire d'y maintenir le bon ordre

& la regularité ; que c'eſt la même autorité qui les a données, qui a exempté les Archevêques & les Evêques de l'obſervation de pluſieurs Canons ; & que beaucoup de Conciles Generaux nommément celuy de Trente, les ont confirmées par pluſieurs diſpoſitions, & pareillement les Rois par leurs Lettres Patentes, leurs Ordonnances & leurs Declarations ſuivies d'une infinité d'Arreſts de toutes les Cours du Royaume. pages 385. 386. & juſqu'à 389. *L'Exemption de l'Ordre de Ciſteaux y eſt auſſi expliquée en particulier.* pages 390. 391. & 392

La ſeconde Partie du Traité montre à qui appartient le droit de veiller ſur la Clôture des Religieuſes de l'Ordre de Ciſteaux & de leur en permettre la ſortie, & explique en ſa faveur la Decretale ou Conſtitution du Pape Boniface VIII. qui commence par le mot Periculoſo. pages 394. 395. 396. & 397. *Et pareillement les Reglemens du Concile de Trente.* pages 397. & 398. *Et l'Ordonnance de Blois & l'Aſſemblée de Melun.* p. 399. *Tout cela ſuivi de pluſieurs Arreſts contradictoires & tout récens.*

La troiſiéme Partie répond au premier Memoire de Meſſieurs les Evêques qui y eſt rapporté tout entier touchant la Clôture des Religieuſes, & en fait voir le peu de fondement. depuis la page 401. juſqu'à la 423e où *l'on n'a pas oublié de marquer que les principales preuves & raiſons de ce Memoire ſont tirées d'un temps bien anterieur à celuy auquel ont eſté établis les Ordres reguliers : Que quelques Bulles qu'on objecte des Papes des derniers temps comme favorables à Meſſieurs les Evêques, ne ſont pas reçûës en France & qu'eux-mêmes ne les executent pas ; que les Auteurs & Canoniſtes qu'ils avoient citez, ſont contraires à leur pretention & la condannent : & enfin que la Declaration du Roy de 1696. donnée en interpretation de l'Edit de 1695. qu'ils croyoient leur eſtre favorable, l'eſt au contraire à l'exemption des Reguliers.*

La quatriéme Partie du Traité prouve avec évidence que le droit d'examiner les Novices des Monaſteres de Religieuſes avant leur Profeſſion, appartient à leurs Superieurs Reguliers & que Meſſieurs les Evêques n'y ont & ne peuvent y avoir aucun droit, par l'exemption entiere de leur juriſdiction, par les anciens Statuts de l'Ordre, par l'Ordonnance de Blois, par l'uſage & la poſſeſſion où l'on a toûjours eſté, & par pluſieurs Arreſts qui l'ont

ainſi jugé contradictoirement ; eſtant d'ailleurs conſtant que le Decret du Concile de Trente au Chapitre 17. de la 25e Seſſion qui eſt l'unique fondement de Meſſieurs les Evêques, n'a point compris ni voulu comprendre dans ſon Reglement ſur ce ſujet, les Monaſteres exempts, l'ayant declaré ainſi par des Decrets poſterieurs. pages 424. 425. 426. & 427

La cinquiéme Partie répond au Second Memoire de Meſſieurs les Evêques qui eſt au ſujet de cet Examen par eux pretendu avec ſi peu de fondement, qu'ayant vû cette Réponſe & les preuves dont on l'a appuyée, ils n'ont pû y rien expliquer & n'ont plus parlé de ce Point dans tout le reſte de la Procedure, s'en départant ainſi tacitement : Ce Memoire eſt mot à mot dans cette cinquiéme Partie par Colonnes comme l'autre, & la Réponſe à coſté & vis-à-vis dans une autre : Une raiſon generale & peremptoire, c'eſt qu'aſſurément Meſſieurs les Evêques n'eſtant pas informez comme il faut l'eſtre, ni de l'état du Monaſtere ni des regularitez qui s'y pratiquent, ni de la conduite qu'a tenuë la Novice pendant tout le temps de ſa probation, pour l'avoir vûë durant une heure ſeulement, ne ſont pas aſſez inſtruits pour bien faire cet examen comme le ſont les Superieurs des Monaſteres qui ont une parfaite connoiſſance de tout ce qui s'y paſſe, & qui pratiquent les mêmes regles & obſervances, qui en connoiſſent le poids & la force qui y eſt neceſſaire. depuis la 428e page juſqu'à la 435e.

La ſixiéme & derniere Partie eſt une recapitulation de tout ce qu'on a dit ſur l'un & l'autre Point, que l'on confirme par des exemples, par les inconveniens qui en arriveroient, & par le danger d'un grand deſordre que ne manqueroit pas de cauſer un tel changement dans des choſes eſſentielles de la Religion. On y fait voir auſſi en abregé que c'eſt l'intention de l'Egliſe & du Roy qu'elles ſubſiſtent commes elles ont toûjours fait, par les Decrets des Conciles & des Papes, & par les Lettres Patentes, les Ordonnances, les Declarations & les Arreſts des Cours Superieures. depuis la page 435. juſqu'à la 441e.

Sommaire de toute la Procedure faite juſqu'en l'année 1703. pour la diſpoſer à un prompt Jugement.

Cet abregé fut donné de la part de Monſieur l'Abbé de Cîteaux pour preſſer le jugement de cette affaire qu'il eſperoit inceſſamment ; il y eſt fait mention du ſilence de Meſſieurs les Evêques touchant l'examen des Novices avant leur Profeſſion, & on ne laiſſe pas d'y rapporter ſuccinctement les principales preuves qui établiſſent invinciblement le droit en faveur des Reguliers & auſſi le Point de la Clôture qu'on appuye ſur la poſſeſſion en répondant aux exemples que Meſſieurs les Evêques avoient citez des Religieuſes d'Italie, d'une maniere qui ne leur eſt pas avantageuſe, en rapportant ce que Meſſire Paul de Foix Archevêque de Toulouſe & Ambaſſadeur à Rome en avoit dit au Pape Gregoire XIII. conjointement avec Monſieur le Cardinal d'Eſt Protecteur des affaires de France, par ordre exprés de Roy Henry III. en l'année 1582. depuis la page 442. juſqu'à la 449e

Réponſe de Monſieur l'Abbé de Ciſteaux à un troiſiéme & nouveau Memoire de Meſſieurs les Evêques touchant la ſortie des Religieuſes de leur Clôture.

Dans ce troiſiéme & nouveau Memoire Meſſieurs les Evêques n'ont rien dit ni repliqué ſur ce qu'on avoit répondu à leurs deux premiers, ils n'y diſent que les mêmes choſes qu'ils avoient déja dites & ſe ſervent des mêmes preuves dont ils avoient appuyé leur pretention dans les deux premiers ; ils y ajoûtent ſeulement pluſieurs Citations d'Auteurs & Canoniſtes Ultramontains qu'ils ſoutenoient la favoriſer : mais on a montré dans cette derniere Réponſe-cy, que toutes ces Citations avoient eſté tronquées & mal entenduës, & que l'on peut s'en ſervir en faveur de l'Exemption des Reguliers, parce que la queſtion eſtant de ſçavoir ſi la neceſſité que ces Auteurs & Canoniſtes ſembloient établir d'une permiſsion de l'Evêque Dioceſain pour ſortir de la Clôture des Monaſteres exempts, venoit du Reglement de la Decretale Peri-

culoſo & du Concile de Trente ; ils ſont connoiſtre que non mais de la diſpoſition de certaines Bulles poſterieures, qui ne ſont pas & ne peuvent eſtre reçûës en France, & concluent qu'en vertu de cette Decretale & du Reglement du Concile, il ſuffit aux Religieuſes des Monaſteres exempts pour en ſortir, d'avoir la permiſſion de leurs Superieurs Reguliers ſans eſtre obligées de demander celle de l'Evêque Dioceſain. On y a repeté diverſes choſes qu'on avoit déja dites, parce qu'on n'a pas pu faire autrement. depuis la page 450. juſqu'à la 462e

Ces Meſſieurs avoient voulu ſe ſervir d'une Bulle du Saint Pape Pie V. de l'an 1567. renduë pour juger une Queſtion qui luy avoit eſté propoſée par des Religieux qui ſe plaignoient de quelques entrepriſes de Meſſieurs les Evêques au préjudice du Concile de Trente, pour ſçavoir le veritable ſens du Concile, mais en rapportant les termes de cette Bulle, on a fait voir qu'elle leur eſt tres-deſavantageuſe, en ce qui regarde l'inſpection qu'ils pretendoient avoir ſur la Clôture & les Monaſteres des Religieuſes exemptes, puiſque ce Saint Pape blâme & condamne cette inſpection comme une entrepriſe ſur le droit d'autruy, Cùm inhoneſtum ſit quemlibet in alienam meſſem falcem injicere ; il regarde la demande qu'ils faiſoient au ſujet des entrées ſi mal fondée, qu'il declare qu'ils n'ont pas même le droit d'y entrer, ſuivant ajoute-t-il, que le droit le leur défend & les Regles de ces Monaſteres ; & enfin, il conclut en declarant qu'ils ne pourront y exercer aucune juriſdiction, Prohibemus ne aliquam juriſdictionem ſeu aliud quodcunque dominium in Moniales & fratres hujuſmodi habere, exercere aut exequi nullatenùs poſſint aut debeant ; imò illas & illos omnes ab eorum ſuperioritate, dominio, juriſdictione & poteſtate Eximimus & Liberamus prout eis conceſſum eſt per ſua Privilegia. depuis la page 462. juſqu'à la 473e. On peut voir cette Bulle dans le Grand Bullaire Romain commençant par ces mots, Et ſi mendicantium Ordines, au Paragraphe 5e.

Examen du quatriéme Memoire de Meſſieurs les Evêques ſous le Titre d'Obſervations.

C'eſt Monſieur l'Abbé de Ciſteaux qui fait cet Examen, & il remarque que les Obſervations que font Meſſieurs les Evêques, ſont encore de pures repetitions & qu'elles diſſimulent ce qu'il y

avoit déja répondu qui en détruiſoit tout le fondement : ils l'avoient accuſé d'avoir cité à faux, il s'en juſtifie pleinement, & il fait faire reflexion ſur une Citation de leur part, du ſçavant Cardinal de Luca dans ſes Annotations ſur le Concile de Trente, qui fait bien voir que celuy qui a écrit pour eux, n'a pas eſté fidele ni exacte en ſes recherches : Monſieur l'Abbé de Ciſteaux tire même avantage de ce qu'a dit ce Cardinal ; & il conclut par la Réponſe qu'il fait ſans replique aux Auteurs & Canoniſtes qu'on luy avoit objecté. depuis la page 463. juſqu'à la 487e

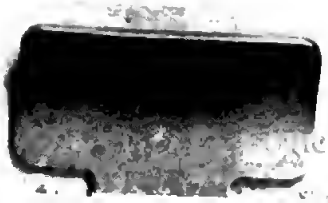
Eclairciſſement ſur le cinquiéme Memoire de Meſſieurs les Evêques.

Cet Eclairciſſement eſt encore de Monſieur l'Abbé de Ciſteaux pour ſervir de Contredits, de Salvations & de Réponſe au cinquiéme & dernier Memoire de Meſſieurs les Evêques, dont le but eſtoit en refutant ſes Contredits, de prouver que c'eſtoit une juriſprudence établie au Parlement de Paris d'appuier leur pretention ſur la Clôture des Religieuſes exemptes, par ſes Arreſts : ils y traitent ceux du Grand Conſeil, du Parlement de Provence & même du Conſeil du Roy tout contradictoires qu'ils ſont, & la Sentence arbitrale de feu Monſieur de Harlay Archevêque de Paris, de Jugemens ſurpris par les Reguliers ; c'eſt tout le contredit qu'ils y donnent.

Mais ils employent toute leur force & veulent qu'un ſeul rendu par le Parlement de Paris le 13. Juin 1698. à l'Audience & par defaut ſans ouir les Parties, prévale ſur tous les autres & établiſſe cette juriſprudence ſi contraire aux autres Tribunaux : Monſieur l'Abbé de Ciſteaux fait voir l'injuſtice de cette pretention, & qu'un Arreſt même quatre ou cinq & davantage rendus ſans ouir les Parties & faute de comparoir, ne ſont pas ſuffiſans pour établir la juriſprudence d'un Parlement, contre toutes les Regles : ſoutenant au ſurplus que celuy du Conſeil du Roy de 1701. qui avoit debouté avec amende & dépens Monſieur l'Evêque d'Apt de ſa Requeſte en caſſation d'un autre obtenu contre luy, n'a rien préjugé contre le ſens qu'il donnoit à la Declaration du Roy de 1696. ſur le 19e article de l'Edit de 1695. eſtant certain que cet Arreſt eſt un veritable Reglement qui explique cette Declaration. depuis la page 487. juſqu'à la 495e

Digitized by Google

Dernier Memoire de Monſieur l'Abbé General de Ciſteaux, ſervant d'Abregé à tous ſes précedens Memoires.

Enfin, l'Abregé que fait Monſieur l'Abbé de Ciſteaux par un dernier & ſixiéme Memoire, répond en general & ſommairement à tous ceux de Meßieurs les Evêques, & établit & prouve le droit des Reguliers: il ſeroit inutile d'en rien repeter, il y a déja aßez de redites. depuis la 495e page juſqu'à la 503e. *On y a ajoûté à la fin la maniere dont cette procedure a eſté diſcontinuée & comment l'Inſtance reſte encore pendante & indéciſe.*

FIN de la troiſiéme Table touchant la Procedure faite ſur la ſortie des Religieuſes de leur Clôture & l'Examen de leurs Novices avant la Profeſſion.